

LA SOCIÉTÉ POPULAIRE

DE BERGERAC

PENDANT LA RÉVOLUTION

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES,

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES

DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

HENRI LABROUE

AGRÉGÉ D'HISTOIRE, ANCIEN PROFESSEUR AU LYCÉE DE BORDEAUX

DÉPUTÉ DE LA GIRONDE



LIBRAIRIE F. RIEDER

ANCIENNE LIBRAIRIE E. CORNÉLY

101, RUE DE VAUGIRARD, 101

PARIS

—

1915



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA SOCIÉTÉ POPULAIRE

DE BERGERAC

PENDANT LA RÉVOLUTION



LIBRAIRIE F. KIECKE

PARIS

LA SOCIÉTÉ POPULAIRE

DE BERGERAC

PENDANT LA RÉVOLUTION

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES,

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES

DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

HENRI LABROUE

AGRÉGÉ D'HISTOIRE, ANCIEN PROFESSEUR AU LYCÉE DE BORDEAUX

DÉPUTÉ DE LA GIRONDE



LIBRAIRIE F. RIEDER

ANCIENNE LIBRAIRIE E. CORNÉLY

101. RUE DE VAUGIRARD, 101

PARIS

—
1915

INTRODUCTION

TEXTES PUBLIÉS. — MODE DE PUBLICATION.

LISTE DES SOCIÉTÉS POPULAIRES DE LA DORDOGNE.

LA SOCIÉTÉ MESMÉRIENNE « L'HARMONIE » DE BERGERAC.

LES ORIGINES MAÇONNIQUES DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE.

LA SOCIÉTÉ. SON LOCAL. — SON MOBILIER. — SON RÈGLEMENT. Heures de réunion. Assiduité des membres. Leur admission. Finances de la Société. Serment. Insignes. Enfants et femmes. Publicité des séances. Ordre du jour. Comités et Commissions. Police de la salle. — NOMBRE DES CLUBISTES. — BUREAU DE LA SOCIÉTÉ. — LES DIRIGEANTS DU CLUB. PIERRE BOYER. — L'ÉVOLUTION DES MŒURS BOURGEOISES VERS LA DÉMOCRATIE. — JOURNAUX REÇUS PAR LA SOCIÉTÉ. — RELATIONS AVEC LES AUTRES SOCIÉTÉS POPULAIRES ET AVEC L'AUTRE CLUB BERGERACOIS. — RELATIONS AVEC LES AUTORITÉS. La Société et les administrations municipale, districale, départementale, les députés du département, les représentants en mission. — LA SOCIÉTÉ ET LA POLITIQUE GÉNÉRALE. — SA POLITIQUE RELIGIEUSE. Prêtres assermentés. Protestants. Prêtres insermentés et moines. Déchristianisation. — LA SOCIÉTÉ ET LA DÉFENSE NATIONALE. — LA SOCIÉTÉ ET LES SUBSISTANCES. — LA SOCIÉTÉ ET L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — LA SOCIÉTÉ ET LES INTÉRÊTS LOCAUX.

TEXTES PUBLIÉS. — Les documents essentiels de cette publication sont les registres des procès-verbaux des séances de la Société populaire de Bergerac. Nous ne possédons malheureusement que trois des neuf registres qui, du 14 mai 1790 au 24 thermidor an III (11 août 1795), couvraient une période de cinq ans trois mois (1). Ces trois registres correspondent à une durée de deux ans trois mois, et sont conservés aux Archives municipales de Bergerac, boîte Z, n° 28 *bis* (2). L'un (26 novembre 1790-8 mars 1791) mesure 21×33 centimètres ; c'est un cahier de 49 feuillets (non compris la couverture) écrits au recto et au verso. Le deuxième (7 mai 1791-5 mars 1792) mesure 21×32 centimètres ; il est relié en parchemin et compte 131 feuillets, écrits, pour la plupart, au recto et au verso. Le troisième (15 février 1793-7 nivôse an II) mesure 21×33 centimètres ; il est aussi relié en parchemin et compte 138 feuillets

(1) Un inventaire des papiers de la Société, dressé du 14 fructidor an III au 2 vendémiaire an IV (*Arch. mun. Bergerac*, I 2) mentionne six registres, entre lesquels on constate trois intervalles chronologiques, auxquels correspondent vraisemblablement trois registres manquants dès cette époque.

(2) Ils nous ont été aimablement communiqués par M. Jouanel, conservateur des Archives municipales de Bergerac, qui a facilité nos recherches dans ces archives, encore bien imparfaitement classées, et à qui nous adressons nos vifs remerciements.

écrits au recto et au verso. Ces trois registres sont en bon état ; l'écriture en est, généralement, très lisible.

Nous ne nous sommes pas borné à la publication de ces trois registres. Nous avons reproduit aussi des procès-verbaux de séances conservés sur des feuilles volantes (1) et maintes adresses envoyées par la Société aux assemblées révolutionnaires ou à des particuliers, et que nous avons trouvées, soit à l'état de copies (2), soit en original (3), ainsi que le résumé d'un discours prononcé, à la barre de la Législative, par une députation du club (4), et l'acte d'affiliation de la Société au *Club national* de Bordeaux (5).

Nous n'avons pas cru devoir laisser inutilisés des documents qui, sans émaner directement de la Société, contribuent à nous renseigner sur son compte : un cahier des délibérations du Comité de présentation de la Société (6) et un inventaire du mobilier et des papiers de la Société (7).

Nous avons mis aussi à profit, en les résumant ou en nous contentant de les signaler, un grand nombre d'adresses envoyées à notre Société, surtout par d'autres Sociétés populaires. Ces adresses, en même temps qu'elles peuvent servir à l'histoire des Sociétés qui les envoyaient, nous donnent une idée plus complète de l'ambiance dans laquelle agissait notre Société (8),

Il y a un groupe de lettres adressées à la Société, auxquelles nous avons fait une assez large part. Ce sont les 117 lettres que lui écrivit le Bergeracois Pinet, membre de cette Société, pendant qu'il était député, soit à la Législative, soit à la Convention, et qui s'étendent du 13 février 1792 au 4 vendémiaire an III (25 septembre 1794) (9). La plupart de ces lettres furent écrites précisément aux époques où la vie de la Société nous est le plus mal connue, par suite de la disparition de procès-verbaux de la Société. L'influence de Pinet sur ses « frères et amis » de Bergerac était prépondérante ; ses lettres, comme son exemple, ne contribuèrent pas médiocrement à rallier les clubistes à la politique montagnarde.

Les procès-verbaux, intégralement conservés, des délibérations municipales de la commune de Bergerac pendant la période révolutionnaire (10), ainsi que le registre des copies de

(1) *Arch. mun. Bergerac*, I 2.

(2) *Ibid.*, boîte Z, n° 47, cahier de copies d'adresses envoyées par notre Société, d'août 1793 au 14 messidor an III, 40 feuillets, écrits sur les deux faces jusqu'au recto du 32°. *Ibid.*, boîte R, liasses 10 et 12; boîte U, liasse 46.

(3) *Arch. nat.*, C 64, dossier 631; C 124, dossier 405; C 131, dossier 4621 ; C 237, dossier 240; C 246, dossier 354; C 271, dossiers 668 et 669; C 289, dossier 889; C 292, dossier 941; C 300, dossier 1058; C 334, dossier 1537; C 343, dossier 1687 ; D III 61, dossier 12; D XL 9.

(4) *Ibid.*, C 153, dossier 272.

(5) *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 106.

(6) *Ibid.*, I 2, cahier de 12 feuillets, dont 6 écrits au recto et au verso, du 13 messidor an II au 21 brumaire an III.

(7) *Ibid.*, I 2, cahier de 8 feuillets, dont 7 écrits au recto et au verso, dressé du 14 fructidor an III au 2 vendémiaire an IV.

(8) Ces adresses se trouvent à la *Bibl. nat.*, L b 40/1003, aux *Arch. nat.*, C 131, dossier 4621, et aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte X, liasse 76 ; boîte U, liasse 43 et surtout liasse 46.

(9) Elles sont conservées aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 43.

(10) *Arch. mun. Bergerac*, registres 10 à 15.

lettres de la municipalité bergeracoise (1). nous ont aussi fourni bien des renseignements sur la Société.

Quant au *Cercle constitutionnel*, en qui se survécut notre Société, sous le Directoire, nous en avons pu tracer brièvement l'histoire à l'aide des registres municipaux de Bergerac et d'un mémoire de Perrié-Dussumier, ancien clubiste (2).

Nous n'avons trouvé que des renseignements d'un médiocre intérêt aux Archives départementales de la Dordogne (3) et dans les séries des Archives nationales autres que celles que nous avons déjà mentionnées (4).

MODE DE PUBLICATION. — Une reproduction fidèle et en quelque sorte photographique des textes aurait présenté deux graves inconvénients : des longueurs inutiles et des obscurités.

Nous avons remédié au premier inconvénient en procédant souvent par voie d'analyse ou de citations.

Notre effort de condensation a porté de préférence sur les documents accessoires. Nous avons résumé, parfois simplement signalé les correspondances adressées à la Société ou d'autres actes relatifs à la Société. Nous avons imprimé ces documents en petits caractères, soit dans le texte, soit même en note, quand ces documents, ou les résumés que nous en donnons, ne comptent que quelques lignes.

Quant aux actes émanés directement de la Société (procès-verbaux des délibérations, adresses), les coupures que nous y avons pratiquées ont été faites avec plus de discrétion, comme il était naturel, puisque ces actes constituent la pièce maîtresse de notre publication. Non seulement nous les avons imprimés en plus gros caractères, mais nous avons conservé toutes les idées, tous les faits qu'ils contiennent ; nous n'avons guère supprimé que les répétitions superflues, remplaçant par des points suspensifs les mots retranchés et mettant entre crochets les mots que nous introduisions pour clarifier ou condenser le procès-verbal. Ainsi, le procès-verbal dit : « Le président a porté la parole et exprimé ». Nous imprimons : « Le président a ... exprimé ». En haut de maints feuillets du procès-verbal on lit : « Suite de la séance du ... ». Nous supprimons cette indication. Le procès-verbal de la séance du 10 mai 1791 porte : « M. le président a invité M. le secrétaire à faire la lecture de deux adresses qui avaient été remises sur le bureau. La première adresse était une lettre de M. Faurie-Beleroze, qui porte en substance de prier les Amis de la Constitution de vouloir prendre en considération et en sa protection une affaire ». Nous imprimons : « ... [Le secrétaire lit] une lettre de M. Faurie-Belleroze..., [qui prie la Société de s'intéresser à] une affaire ».

En ce qui concerne les obscurités que peuvent présenter ces documents, nous n'avons pas voulu nous retrancher derrière un respect superstitieux de l'original, pour éviter de les résoudre.

(1) Arch. mun. Bergerac, boîte S, liasse 20.

(2) Arch. nat., F 1c III Dordogne, carton 1.

(3) Notamment L 353, 354, 368, 640, 668, 935, 936.

(4) Notamment D III 64 ; D XXXVII 2 ; F 1c III Dordogne, carton 10 ; F 7 3671 1, F 7 4557 et T 1495 A.

Nous avons fait disparaître toutes les fantaisies graphiques, pour y substituer l'orthographe et la ponctuation actuelles. La mise au point orthographique, facile pour les noms communs, a été souvent délicate en ce qui concerne les noms propres. Le procès-verbal porte, par exemple, tantôt Domenget, tantôt Dommenget. Or il s'agit, certainement, dans les deux cas, du même individu. Nous nous sommes alors reporté à la signature, qui est uniformément Dommenget, et nous avons écrit partout Dommenget. Nous avons pu recourir souvent à ce procédé, pour fixer l'écriture des noms propres. Mais, parfois, craignant de faire un choix arbitraire, nous avons maintenu la graphie des noms telle que la donnent les procès-verbaux. Dans d'autres cas, l'identification des noms propres a été facilitée, soit que le procès-verbal porte : « Durrive Gendre Deprévôt » et que nous imprimions : « Durrive, gendre de Prévôt », soit qu'il mentionne la localité de « Saint-Gleyrac », qui n'existait pas, et que nous imprimions « Singleyrac », localité du Bergeracois.

Quant aux alinéas que présente le manuscrit, nous les avons maintenus, le plus souvent, non par un attachement servile à l'original, mais parce que ces alinéas sont justifiés par le passage à un nouvel ordre de faits ou d'idées. Nous allons, d'ailleurs, à la ligne toutes les fois que le procès-verbal ne se conforme pas à ce principe.

Nous avons accompagné le texte de nombreuses notes. Elles ont, d'ordinaire, pour objet soit de signaler des cotes d'archives, soit d'indiquer au lecteur à quelle séance une même question est venue ou reviendra en discussion, soit, d'une façon générale, de faciliter l'intelligence du texte.

LISTE DES SOCIÉTÉS DE LA DORDOGNE. — Voici, telle que nous avons pu l'établir, la liste, sans doute encore incomplète, des Sociétés populaires de la Dordogne pendant la Révolution (1).

Ce sont les 79 Sociétés populaires de Badefols, Beaumont-en-Périgord, Belvès, Bergerac, Bouniagues, Bourdeilles, Brantôme, Cadouin, Campsegret, Champagnac, Champagne, Condat, Couze, Creyssac, Creysse, Cunèges, Domme, Excideuil, Eymet, Fonroque, Génis, Issigeac, Jumilhac, Ladouze, La Feuillade, La Force, Lalinde, Lamonzie-Saint-Martin-Le-Monteil et Saint-Laurent, Lamothe, Lanquais, La Roche-Beaumont (aujourd'hui la Roche-Beaucourt), La Roche-Chalais, La Tour-Blanche, Le Bugue, Le Fleix, Lembras, Les Lèches, Limeuil, Limeyrat, Mareuil, Maurens, Monpazier, Montagnac, Montagnier, Montignac, Monpont, Mouleydier, Mussidan, Nadaillac, Neuviç, Nontron, Paussac, Périgueux, Piégut, Ribérac, Saint-Antoine, Saint-Astier, Saint-Cyprien, Sainte-Aulaye, Saint-Geniès, Saint-Orse, Saint-Privat-des-Prés, Saint-Vincent-de-Connezac, Salignac, Sarlat, Sarliac, Saussignac, Sigoulès, Terrasson, Thenon, Thiviers, Tocane, Valette, Vélignes, Verteillac, Vézac, Villamblard, Villefranche-de-Longchapt, Villefranche-du-Périgord.

(1) Nous avons publié cette liste, avec références et avec l'indication des districts auxquels appartenaient ces localités, dans *la Révolution française* (14 mai 1913).

LA SOCIÉTÉ MESMÉRIENNE « L'HARMONIE » DE BERGERAC (1). — L'initiateur du mesmérisme à Bergerac fut le docteur Valleton de Boissière, Bergeracois d'esprit actif et curieux, instruit par Mesmer lui-même dans la doctrine du magnétisme animal. Dès 1785, Boissière professait à Bergerac un cours de mesmérisme, et, le 20 juin 1786, il constituait, avec 23 de ses élèves, bourgeois cultivés, la Société mesmérienne l'*Harmonie de Bergerac*.

Ce jour-là, Boissière prononçait un discours où il s'élevait contre les extravagances qui avaient discrédité le magnétisme, vantait l'esprit de haute curiosité qui avait présidé à la découverte du magnétisme animal et les cures étonnantes qu'on en pouvait attendre.

Onze procès-verbaux des séances de cette Société nous ont été conservés : ils vont du 20 juin 1786 au 2 février 1789. Au début, la Société se consacra uniquement à l'étude du mesmérisme et de ses applications médicales. Mais, le 27 décembre 1787, elle décidait d'élargir le champ de ses occupations et de se transformer en une « Société, Chambre, Club (2) ou Cercle, tel qu'il plaira de le nommer, dans lequel on peut journellement s'assembler, pour y lire les nouvelles, jouer les jeux de commerce et se faire réciproquement part de ce qui pourrait généralement intéresser ». Tout en demeurant un foyer de mesmérisme, « l'hôtel de la Société » devenait un cabinet de lecture, un salon de jeu et de conversation, un centre d'études politiques et sociales. N'était-ce point là l'ébauche de ce que sera, à certains égards, la Société populaire ?

Il y a plus. Ce n'est pas seulement l'analogie des préoccupations humanitaires et sociales, ni les similitudes des deux organisations (affiliation à une Société-mère (3), local spécial, admission par scrutin, élection du bureau, secret des travaux) (4), qui permettent d'établir un lien entre l'*Harmonie* et les *Amis de la Constitution*. Un caractère plus frappant et plus décisif doit être signalé : c'est que la plupart des Mesmériens devinrent clubistes.

Sur les onze procès-verbaux de l'*Harmonie* nous relevons les noms de 58 de ses membres : *Charles Beaupuy* (5), Biran (Gontier de), lieutenant-général au sénéchal, maire de Bergerac, Biran (Gontier de) fils, subdélégué, *Biran (Jean-Philippe Beynac de)*, *Bléoud*, *Bouchon*, *Jacques Burette*, *Carrier*, *Chalvet*, *Choiet*, *Couderc (du Casse)*, *Pierre Delorthe*, *Destriche*, *B. Doat*, *P. Dommenget*, *Ducastaing père et fils*, *Dupuch fils*, *Dussumier aîné*, *Pierre Dussumier jeune*, *Eyma-Barce*, *Jean-Jacques Eyma*

(1) Nous dégageons ici, d'une étude que nous avons publiée dans la *Révolution française* (14 avril, 1913), l'essentiel de ce qu'on peut connaître sur les origines mesmériennes de la Société populaire de Bergerac. Tous les renseignements qui suivent sont puisés aux *Arch. mun. Bergerac*, fonds Dujarric-Descombes.

(2) C'est la première fois que nous trouvons le mot de club dans un document bergeracois.

(3) L'*Harmonie* de Bergerac était affiliée à l'*Harmonie de France*.

(4) Les « engagements » d'élèves mesmériens portaient que l'élève ne transmettrait la doctrine à personne sans autorisation spéciale. Au début, les membres de la Société populaire devaient observer la plus grande discrétion sur les délibérations prises au cours des séances (voir la séance du 29 nov. 1790).

(5) Les noms des Mesmériens bergeracois qui deviendront membres de la Société populaire sont en italiques.

(de Boisse), Eyma (de la Boule), *Fraigneau*, lieutenant-général criminel au sénéchal, *Frescarode*, *Gaussen*, *Géraud*, chirurgien, *Géry*, *Labatut*, *Lacroze*, *Lambert*, *Lapérouse*, brigadier des armées du roi, *François Laporte*, curé de Lamonzie-sur-Dordogne, *La Valette*, *Lespinasse (de Lacaptie)*, *Henri Locke*, *Mesclop*, *Meslon*, *Meynardie jeune*, *Michelet*, docteur en médecine, *Monteil (de La Mouline)*, *Pinet (de Gardonne)*, *Pinet (du Pignié)*, *Pinet (de Saint-Nessans)*, *Pinet (du Séran)*, *Planteau (de La Tour) aîné*, *Planteau (de La Tour) jeune*, *Planteau (de Lestenaque)*, *Isaac Pomeau fils*, *Sainbris de Valetton*, *Sargenton jeune*, *Sargenton (de la Conne)*, *Bd Serre*, *Sorbier (de jeune)*, *Sargenton (de la Conne)*, *Bertrand Serre*, *Sorbier (de Jaure)*, écuyer, *Jean-Jacques Texier*, *Jean Valleton de Boissière*, docteur en médecine, *Villepontoux*, docteur en médecine, *Vormeselle*.

Or, de ces 58 Mesmériens, 42 environ devinrent membres de la Société populaire. Les noms ci-dessus imprimés en italiques se retrouvent parmi ceux des clubistes. En admettant que, dans quelques cas, nous ayons été induits en erreur par de simples homonymies, nous pouvons évaluer aux deux tiers le nombre des membres de l'Harmonie qui s'affilièrent à la Société. La monarchie constitutionnelle et censitaire répondait sans doute aux vœux de ces bourgeois cultivés, propriétaires, négociants et médecins, car c'est entre les mois de novembre 1790 et février 1791 qu'ils adhèrent, pour la plupart, aux *Amis de la Constitution*.

LES ORIGINES MAÇONNIQUES DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE (1). — Une Loge maçonnique, *La Fidélité*, existait à Bergerac depuis 1740; elle suspendit ses travaux dès les premières années de la Révolution, probablement en 1791, pour ne les reprendre qu'en 1810. Mais, si cette Loge sommeilla pendant presque toute la période révolutionnaire, elle n'en exerça pas moins une influence réelle sur la Société populaire de Bergerac. Cette influence se traduit, d'un côté, par l'introduction d'une bonne partie du personnel maçonnique dans la Société; d'un autre côté, par les analogies que nous constatons entre l'esprit et l'organisation de ces deux groupements.

Alors même que, dans certains cas, nous serions dupes de quelques homonymies ou d'erreurs d'orthographe, nous pouvons évaluer à près des deux tiers le nombre des francs-maçons bergeracois qui devinrent membres de la Société populaire: *Albert*, *Bellegarde*, *Beauvalon*, *Biran*, *Bouchon*, *Buisson*, *Buret (ou Burète)*, *Chalvet*, *Marais-Chalvet*, *Choiet*, *Couderc*, *Couderc du Casse*, *Courssou de Pécany*, *Dommenget-Malauger*, *Dumourier*, *Dussumier aîné*, *Pierre Dussumier jeune*, *d'Esmartis-Laperche*, *Eyma*, *Frescarode*, *Gaussen*, *Gimet fils*, *de Lacroze*, *de Larmandie*, *Latané*, *Lavergne*, *Lentilhac*, *Magne (ou Maigne)*, *Martin*, *Mesclop*, *Mestre des Farcies*, *Moynies*, *Pacher*, *Peyrouni*, *Planteau*, *Saint-Martin*, *Tamarelle*, *Valetton (ou Valleton)*, *Valleton de Boissière*, *Vormeselle*. Ajoutons que De-

(1) Nous condonsions ici l'opuscule que nous avons publié sur *les origines maçonniques du club jacobin de Bergerac*, Paris, librairie de l'Acacia, 1913. Les documents ont été puisés aux Archives de la loge maçonnique de Bergerac et aux Archives du Grand-Orient de France, série ancienne, dossier Bergerac.

champs et Serre, dont les candidatures à la Loge avaient été écartées, firent partie de la Société. Au total, 42 maçons ou candidats maçons devinrent clubistes.

La date de leur entrée dans la Société correspond particulièrement aux premiers mois de l'année 1791, époque où la Société est ralliée au principe d'une monarchie constitutionnelle et censitaire. Les éléments bourgeois dominent parmi eux : sur 28 maçons clubistes dont nous pouvons préciser la profession, il y a 9 négociants, 6 officiers, gendarme de la garde, garde du corps, 4 avocats, 3 médecins, 2 chirurgiens, 2 écuvers, un capitaine de navire, un ingénieur. Quant aux francs-maçons qui n'entrèrent pas dans la Société, ce furent surtout des officiers d'ancien régime et des nobles. La Société s'élèvera même avec force contre certains francs-maçons, tels que d'Augeard (qui émigrera), Chanceaulme de Sainte-Croix (qui émigrera), le comte de la Roque de Mons (Constituant des plus timorés) ; elle rompra aussi avec le Constituant Gontier de Biran (qui émigrera), qui n'était pas franc-maçon, mais dont un parent, Maine de Biran, appartenait à la Loge de Bergerac.

Quant à son local, la Société tint, à deux époques différentes, des séances dans le temple maçonnique : une première fois, à partir du 28 janvier 1791 ; une deuxième fois, après le 27 brumaire an II (17 novembre 1793). La Société eut, un certain temps, pour concierge une femme appelée La Briaude, celle précisément que la Loge avait eu, quelques années avant, l'intention de prendre pour concierge.

Les maçons se qualifiaient de frères ; or l'appellation de frères apparaît, dans la Société, le 2 août 1791. Les candidats maçons étaient présentés par un membre ; les candidats clubistes étaient présentés, tantôt par un membre, tantôt par deux. L'élection des officiers de la Loge et du bureau du club se faisait au scrutin secret, par bulletin, à la majorité. La Société délivrait des certificats aux clubistes que leurs déplacements pouvaient amener à se présenter devant d'autres Sociétés, comme la Loge délivrait des certificats aux maçons qui comptaient se rendre dans d'autres « Orient ». La Loge possédait un cachet à cire rouge ; la Société aussi.

Lorsqu'avait lieu une convocation extraordinaire de maçons ou de clubistes, les membres étaient indifféremment prévenus par un des leurs, qui passait à domicile, ou par une convocation écrite. Une des obligations maçonniques consistait à garder le secret sur les travaux qui se faisaient à l'intérieur de la Loge ; il en fut de même, au début, dans la Société.

Les procès-verbaux de la Loge n'indiquent pas la date des séances d'après l'ère vulgaire, ou ne l'indiquent qu'accessoirement ; pour les francs-maçons, l'ère part de l'an 4.000 avant J.-C., et l'année commence le 1^{er} mars. On lit, par exemple : « Le 24^e jour du 10^e mois de l'année 5781 ». De même, il arrive souvent que les procès-verbaux de la Société indiquent le mois par un chiffre, et la date du calendrier républicain est suivie accessoirement de l'indication de l'ère vulgaire.

La Loge prend des arrêtés ; la Société également. Pour l'étude de certaines questions, la préparation de certaines lettres, la Loge nomme des commissaires ; la Société fait de même. La Loge donne de temps en temps des banquets ; la

Société prend une part active à l'organisation de fêtes et banquets civiques.

La Loge correspond avec de nombreuses Loges, même allemandes ; la Société correspond avec de nombreuses Sociétés, même anglaises. La Loge de Bergerac fut établie par la *Parfaite Harmonie*, de Bordeaux, entretint des rapports suivis avec l'*Amitié*, de Bordeaux et reçut l'investiture de la Grande Loge de France, puis du Grand-Orient ; de son côté, la Société de Bergerac chercha, hors de la ville, ses deux points d'appui essentiels auprès du *Club national* de Bordeaux et des Jacobins de Paris.

La Loge s'occupe d'assistance et a sa « boîte des pauvres » ; la Société a, elle aussi, sa « boîte des pauvres » et soulage de nombreux indigents. L'amour du prochain et particulièrement des malheureux, l'affirmation de l'égalité entre les hommes, la croyance en un Être suprême : ces principes sont également partagés par les francs-maçons et les clubistes.

Il serait téméraire de transformer toutes ces analogies en relations de cause à effet ; il se peut que, dans certains cas, la simple analogie des causes ait déterminé l'analogie des effets ; mais il serait surprenant que les 42 francs-maçons clubistes n'eussent pas apporté quelque chose de l'esprit qui les animait, de leurs traditions, de leur discipline, en entrant dans la Société, qui apparaît comme une Loge ouverte, à bien des égards.

LOCAL DE LA SOCIÉTÉ. — Les locaux successifs de la Société furent, dans la mesure où les procès-verbaux nous les font connaître : la Loge maçonnique, l'ancienne église des Dames de la foi, l'ancienne chapelle de l'hôpital Saint-Esprit, l'ancienne église des Jacobins, de nouveau la Loge maçonnique, le temple protestant, de nouveau l'ancienne chapelle de l'hôpital Saint-Esprit, puis l'ancienne église des Récollets. Enfin, sous le Directoire, le *Cercle constitutionnel*, dernière survivance de la Société, s'installe dans l'ancienne chapelle de l'hôpital Saint-Esprit, déjà occupée à deux reprises par la Société. La Société tient donc ses séances tantôt chez des coreligionnaires politiques (francs-maçons, protestants), tantôt dans des bâtiments nationaux, tantôt chez elle, dans l'église des ci-devant Récollets, qu'elle acheta. La plupart de ses déplacements s'expliquent par la défectuosité des locaux (Loge, église des Jacobins), la discrétion envers ses hôtes (protestants) et des raisons d'intérêt général (ne pas incommoder les malades de l'hôpital, faire place aux chevaux et aux subsistances).

MOBILIER DE LA SOCIÉTÉ. — Quelle qu'ait été la diversité de ces salles de réunion, on peut se faire une idée de leur ornementation et de leur mobilier ordinaires.

La porte d'entrée fermait à clef, du moins à la date du 31 janvier 1791. Peut-être garda-t-on l'habitude d'éclairer cette entrée, lors des réunions du soir, pour en faciliter l'accès et pour éviter que des « gens malintentionnés » provoquent les clubistes à la sortie (19 sept. 91). Sur le mur extérieur d'un des premiers locaux, on avait décidé d'inscrire le nom du traître Bouillé, « écrit en lettres rouges, pour que les passants puissent y souffler le mépris qu'ils ont pour lui » (25 juillet 91). A la porte, des clubistes se tenaient d'ordinaire, soit pour recueillir des

offrandes (23 sept. 91), soit pour vérifier les cartes d'entrée (6 oct. 93).

La salle était éclairée par neuf chandeliers en fer-blanc, accrochés au mur, six chandeliers d'étain et un lustre en bois à six branches qu'avaient offert des citoyennes (21 oct. 93), et qui fut remplacé ou doublé par un lustre en cristal à cinq branches, provenant du château de la Force et dont on avait supprimé les attributs féodaux (27 oct. 93). Peut-être tel ou tel local était-il chauffé, à en juger par les achats de bois que faisait le club (14 nov. 91). Près du bureau se trouvait un espace libre ; on y brûla une bulle du pape (21 mai 91) ; on y fit un autodafé d'écussons ; on y jeta au feu un buste de Mirabeau (2 déc. 93). Une tribune, sans doute la chaire, servait le plus souvent aux orateurs (13 fév. 92). Des gradins étaient réservés aux étrangers (17 fév. 91) et les tribunes au public (6 oct. 93). Le centre était occupé par les clubistes, assis sur des chaises (13 juillet 91).

S'il y avait, le long des murs intérieurs, des emblèmes rappelant l'ancien régime, on les faisait disparaître (7 fév. 91). On ornait la salle de nombreux drapeaux, anglais, américains, genevois, drapeau commémoratif de la journée du 10 août (8 août 93), drapeau offert par les clubistes de Périgueux (14 nov. 93), celui-là sans doute qui portait l'inscription : « Fraternité des Sociétés populaires de la Dordogne ». Des gravures encadrées représentaient la République française, la Liberté, l'Egalité. Le texte de la Déclaration des droits (10 février 91) et celui de la Constitution de 1791 (28 nov. 91) étaient affichés, ainsi que les portraits de Le Peletier et de Chalier, les *Bulletins* de la Convention (9 juin 93), la liste des clubistes (21 août 93), la liste de ceux qui bénéficiaient de secours (31 oct. 93) et le règlement de la Société. Peut-être même la réclame commerciale s'étalait-elle, sous la forme d'une affiche envoyée par un fabricant de bonnets de la liberté (1). Un buste de Mirabeau (18 déc. 91), qui sera détruit en 1793, et deux statues symboliques en bois peint, dont l'une tenait deux couronnes de chêne, et l'autre, une pique surmontée du bonnet phrygien, complétaient l'ornementation de la salle.

Sur le bureau, qui consiste en une table couverte d'un tapis (27 nov. 91), se trouvent le cachet en cuivre de la Société (19 déc. 93), une ou deux sonnettes, deux encriers en plomb et une boîte en fer contenant le sable rouge qui sèche l'écriture. C'est sur cette table que sont déposées les correspondances, là qu'on ouvre la boîte en fer-blanc qui sert aux scrutins et le trône de bienfaisance destiné à secourir pauvres et prisonniers (21 déc. 90. 9 mars 91). En arrière est le fauteuil du président, fauteuil doré, garni en moquette, pris sans doute dans une maison d'émigré. Un pupitre contient les papiers de la Société. Dans l'intervalle des séances, les clubistes peuvent consulter les collections de journaux, qui sont reliés et attachés par une chaîne, pour en empêcher la disparition (13 oct. 91).

RÈGLEMENT DE LA SOCIÉTÉ. — Nous n'avons pas trouvé le

(1) *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 45. Pour les autres indications non accompagnées d'une date de séance, se reporter à l'inventaire des 14 fructidor an III et jours suivants, que nous publions plus loin, à sa date.

règlement de la Société. Il était affiché dans la salle, ainsi qu'en témoigne l'inventaire de fructidor an III. Au surplus, il n'était pas immuable ; il fut élaboré graduellement et modifié souvent, au gré des circonstances. Essayons du moins d'en reconstituer les grandes lignes.

Quel était le mode de convocation aux séances ? En ce qui concerne les séances ordinaires, il est probable que, ces séances étant très rapprochées l'une de l'autre (quelquefois une par jour), les clubistes savaient assez à quoi s'en tenir pour qu'il ne fût pas nécessaire de les convoquer spécialement. Quant aux séances extraordinaires, la convocation se faisait par le porte-voix (3 août 91) ou par une sonnerie de cloche (4 juillet 93) ou « par billet » ; c'est sans doute au porteur de ces billets, Jacob Caillou, que la Société accordait, le 26 juillet 1791, une gratification de 150 livres.

HEURES DE RÉUNION. — Les séances extraordinaires étaient tenues à des heures variables et parfois le même jour qu'une séance ordinaire (27 mai 91). Ces réunions extraordinaires avaient lieu soit le dimanche, à 5 heures du soir, pour voter sur des candidats (14 janv. 91), ou à 7 heures du soir, pour élire le bureau (4 fév. 91), soit n'importe quel jour, pour communiquer des nouvelles urgentes (27 fév., 30 mai, 2, 21 juillet 91, 28 janv. 93, 26 nov. 93) ou pour recevoir un étranger de marque (29 janv. 93). Quand arriva la nouvelle de l'arrestation du roi à Varennes, c'est pour 2 heures du matin que fut convoquée la Société (26 juin 91). Les séances ordinaires avaient lieu le soir (30 déc. 90, 27 mai 91). Elles étaient levées, par exemple, à 10 heures et demie (25 nov. 93) et exceptionnellement, après une laborieuse discussion, à 1 heure du matin (19 déc. 93).

ASSIDUITÉ DES MEMBRES. — Le 11 juin 1791, comme les clubistes montraient peu d'assiduité, la Société décida de renoncer aux séances quotidiennes et de ne plus se réunir que quatre fois par semaine. Cette décision eut son effet pendant trois jours seulement. Le 14 juin 1791, on arrêta, vu « les circonstances présentes », de tenir séance tous les jours. Le 30 septembre 1791, comme un membre proposait de s'en tenir à quatre séances par semaine, on maintint le principe des séances quotidiennes, sans d'ailleurs l'appliquer strictement (20 oct. 93).

Le principal obstacle à la tenue des séances quotidiennes était l'insuffisante assiduité des membres. Le 13 juin 1791, comme on constatait que des clubistes « voudraient paraître être de la Société sans y venir », on rappela que le règlement leur enjoignait de se rendre aux réunions dans le délai de douze séances après leur réception ; le 14, on arrêta de convoquer tous les membres, de faire l'appel nominal, de convoquer les absents à deux reprises, et, s'ils ne se rendaient pas à l'appel, de les exclure.

De nouvelles mesures sont prises à cet égard le 27 octobre 1791. Cependant, on hésite à exclure les coupables : le 18 octobre 1793, on passe à l'ordre du jour sur la proposition de rejeter les clubistes absents depuis plusieurs mois.

ADMISSION DES MEMBRES. — La Société semblait plus soucieuse de la qualité que du nombre ; le 21 février 1791, elle expri-

mais son intention d'admettre tous les patriotes, mais de ne solliciter personne. Le candidat devait être présenté par un membre, au début, par deux, dans la suite. Dans les premiers temps (29, 30 décembre 90), la Société pouvait voter sur l'admission dès le lendemain de la présentation. Mais on en vint à exiger un intervalle de trois jours : un candidat présenté le 17 janvier 1791 ne put faire l'objet d'un vote que le 20, car alors seulement « son terme était échu ». Plus tard (23 messidor an II), nous verrons fonctionner un Comité de présentation, qui ne soumettait un candidat au vote de la Société qu'après avoir accepté sa candidature.

Lorsque la Société s'épura, par exemple en ventôse an II, elle recourut, pour cette opération, à un Comité de 13 membres, qui pouvait exclure sans appel les membres de la Société. En dehors de ces mesures d'ensemble, les radiations semblent avoir été rares. Le 28 août 1793, un clubiste fut exclu, pour indiscrétion grave; il fut dénoncé et emprisonné; mais la Société lui pardonna dans la suite, chercha à le faire élargir (note de la séance du 6 nov. 93) et se déclara « satisfaite de la punition qui lui a été infligée » (3 déc. 93). C'est dans le même sentiment d'indulgence que la Société, après avoir exclu certains membres suspects, les réintérait le 4 décembre 1793.

Les nouveaux admis prêtaient serment (8 fév. 91). A partir du 17 janvier 1791, ils n'eurent plus à faire de discours d'entrée, ni le président, de réponse. Pendant quelque temps, surtout à l'époque où la Constitution civile occupait les esprits, la Société donnait aux fonctionnaires publics assermentés une couronne civique, quand ils entraient dans la Société (28 fév. 91).

FINANCES DE LA SOCIÉTÉ. — Le budget de la Société était surtout alimenté par les cotisations des clubistes. Le prix des certificats, les 50 livres qu'on fit rentrer le 17 mai 1791, les souscriptions fournies par les clubistes pour payer l'impression d'une adresse (12 oct. 93) ou subvenir aux frais d'un courrier spécial (19 déc. 93) étaient des ressources exceptionnelles et aléatoires (1).

Il est vrai que la rentrée des cotisations était un peu aléatoire, elle aussi. Il ne suffisait pas que le trésorier fût installé en évidence dans la salle (28 fév. 91) pour qu'on allât lui verser régulièrement les cotisations. On dut décider d'abord qu'un commissaire-receveur (14 nov. 91), puis que six commissaires, renouvelés chaque semaine, iraient, de porte en porte, recueillir les cotisations (28 fév. 93). Au début, on exigeait le versement en une seule fois de la cotisation annuelle, qui s'élevait à 3 livres (11 mai 91); puis on autorisa les membres à s'acquitter par moitié, chaque semestre (27 oct. 91). Malgré ces facilités, les fonds rentraient mal. C'est sans doute en mai 1790, quand se fonda la Société, qu'eurent lieu les premiers paiements; un an plus tard, le 22 mai 1791, on décidait que les membres qui avaient signé le « contrat social » en mai 1790 renouvelleraient leur contribution, et successivement tous les autres membres, dans le mois de leur admission. Il faut faire des économies. Ce n'est qu'après

(1) Nous n'avons pas à parler ici des dons faits en faveur des pauvres, des prisonniers et des volontaires.

hésitation qu'on retire de la poste deux adresses dont on doit payer le port (22 fév. 91), et on se résout, le 17 septembre suivant, à ne plus en retirer que les simples lettres. Le 9 mars 1793, la caisse est vide; on n'a pu faire rentrer les sommes dues; il a fallu suspendre l'abonnement au journal de Carra. On prend alors une mesure énergique : deux commissaires veilleront, sous peine d'une amende de 10 sous, à ce que personne n'entre sans carte. Le 20 août 1793, la Société dispose d'assez de fonds pour acquitter 54 livres de port de lettres. Mais, le 24 novembre 1793, le trésorier crie encore misère, et il faut arriver au 14 nivôse an II (3 janv. 94) pour constater que, grâce à l'énergie du clubiste Boyer, toutes les cotisations dues sont exactement rentrées (note de la séance du 9 juin 93).

Les dépenses consistaient surtout en achats de bois et chandelles, drapeaux et bustes, cachets, registres, abonnements aux journaux, tirages de discours à 500 et 1.000 exemplaires, gratifications aux gens de service, port de lettres, achat et aménagement, en l'an II, de l'église Saint-Jacques, achat, le 14 messidor an II (2 juillet 1794), de l'église des ci-devant Récollets, dont le prix ne paraît pas d'ailleurs avoir été payé intégralement (1). Finalement, quand la Société est dissoute, son budget est florissant, puisque, le 23 thermidor an III (10 avril 95), les comptes du trésorier Bouchon portent une recette de 10.362 livres, une dépense de 7.688 livres, un excédent de 2.673 livres.

SERMENT. — Les membres étaient tenus de prêter un serment. Le 29 novembre 1790, la Société décide que les clubistes jureront « de garder le secret sur l'opinion des membres et sur les objets pour lesquels il sera recommandé ». Un mois et demi plus tard, le 6 janvier 1791, on complète cette formule par les mots suivants : « Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution du royaume ». A la fin du mois, le 31 janvier 1791, la Société remarque, dans une lettre qu'elle a reçue, une formule de serment qu'elle ajoute aussitôt à la précédente : « Je jure de soutenir de ma vie et de ma fortune tous les patriotes qui viendraient nous dénoncer publiquement les ennemis du bien public et de notre sainte Constitution ».

Mais, le 1^{er} juillet 1791, après la fuite du roi, la Société supprime du serment les mots de « fidélité au roi ». Le 27 octobre 1791, comme un certain nombre de clubistes manquent aux séances, on décide de les convoquer, pour leur faire prêter, par écrit, sur un registre, le serment d'usage et, en outre, celui de fidélité à la Société. Enfin, le 26 janvier 1792, notre Société arrête, à l'exemple de beaucoup d'autres, que ses membres jureront de « mourir plutôt que de souffrir qu'on change quelque chose à la Constitution ». Et le procès-verbal ajoute : « Au même instant, tous les bras ont été levés au ciel; chacun a prononcé : Je le jure ». La suite des procès-verbaux ne mentionne aucune autre formule de serment. Sans doute les clubistes, obligés de solliciter ou de subir de continuels changements politiques, reconnurent-ils la vanité d'engagements à longue échéance.

(1) Arch. mun. Bergerac, P 1, lettre de la Commission des revenus nationaux, du 12 brumaire an IV.

INSIGNES. — Les clubistes portaient-ils des insignes spéciaux lorsqu'ils étaient en séance? La cocarde tricolore était leur emblème favori (14 fév. 91 et 26 sept. 93). Quand ils voulaient porter le deuil de quelque grand personnage, Priece ou Mirabeau, ils mettaient un ruban, noir sans doute, à leur boutonnière (24 mai 91). À partir d'octobre 1793, le président se coiffe parfois d'un bonnet rouge (10 oct. 93).

ENFANTS ET FEMMES. — Outre les citoyens, admettait-on, comme membres, les enfants et les femmes? Les enfants, eux, n'étaient pas admis (29 nov. 90); néanmoins, on fit exception en faveur de fils de clubistes (8 oct. 93) et de quelques autres jeunes gens (16 déc. 93).

Quant aux femmes, elles furent d'abord reléguées au rang de simples assistantes; et encore était-ce pendant les séances publiques que donnait extraordinairement la Société; le chœur de l'église où se tenaient ces séances leur était réservé (23 mai 91); un clubiste se fit applaudir en prononçant un discours « en faveur des dames présentes à l'assemblée » (25 mai 91). Autant les femmes patriotes étaient vues favorablement du club, autant celles qu'on soupçonnait d'être contre-révolutionnaires étaient inquitamment dénoncées (8 juin 91). Dans l'émotion qui suivit la nouvelle de la fuite et de l'arrestation du roi à Varennes, des Bergeracoises trouvèrent, le 30 juin 1791, le moyen de forcer patriotiquement les portes du club. Ce jour-là, en effet, la Société entend lecture d'une pétition de « dames qui, introduites à la séance, désiraient prêter le serment civique ». Elles prêtent serment et le président adresse « à ces dames constitutionnelles » un discours fort applaudi.

On ne s'arrêta pas en si bonne voie. Le 2 juillet 1791, un clubiste demande que des cartes soient accordées aux dames, et qu'à défaut de cartes, les dames puissent entrer, sur la présentation d'un membre. La question est renvoyée à une commission. La nouvelle que les femmes de Beaumont participent aux réunions de la Société de cette commune ne fléchit pas encore nos clubistes (4 juillet 91). Pour entraîner l'adhésion de la Société, il faut que les Bergeracoises donnent de nouvelles preuves de civisme. On les voit danser sur la place d'Armes, lors d'une fête patriotique (18 déc. 91). La citoyenne Paris vient chanter, au cours d'une séance, une chanson patoise (10 mars 93). Les clubistes lisent une adresse de Bergeracoises, demandant à garder les citoyennes détenues (11 avril 93). Le 21 du même mois, le président recourt à elles, pour confectionner des effets d'habillement destinés aux volontaires. Le 19 mai suivant, une citoyenne offre de broder un drapau qui sera remis aux volontaires.

Tant de zèle ne devait pas rester sans récompense. Le 11 juin 1793, les clubistes arrêtent, à l'unanimité, que les citoyennes pourront être reçues membres de la Société, qu'elles jouiront des mêmes privilèges que les autres membres et observeront les mêmes règlements. Un clubiste un peu tatillon veut qu'on délibère sur la question de savoir à quel endroit les citoyennes clubistes porteront la cocarde tricolore, mais la proposition va « se perdre dans l'ordre du jour » (26 sept. 93). Elles font « sans relâche » de la charpie (3 oct. 93). Elles lisent,

au club, un discours civique et offrent à la Société un superbe lustre, ainsi que douze livres de chandelle (27 oct. 93). Elles font, notamment la citoyenne Mounet, dite la sans-culotte, des dons patriotiques destinés aux militaires (1^{er} et 3 déc. 93). C'est parmi elles que la Société cherche des institutrices, et, comme aucune d'elles n'ose poser sa candidature, « on propose plusieurs moyens pour faciliter les citoyennes timides » (24 oct. 93). Le 27 novembre 1793, la citoyenne Repassin, ayant chanté, à la tribune, le chant fameux *Français, le signal est donné*, on constate encore que « les citoyennes, n'étant pas accoutumées à parler en public, sont très timides », et l'on décide que, quand les citoyennes voudront chanter, « elles le feront de leur place ». Des chœurs de femmes se font entendre parfois. Reçoit-on des députés de Sociétés affiliées ? « Nos citoyennes entonnent des hymnes à la liberté. La musique accompagne leurs voix mélodieuses et l'on fait chorus » (28 nov. 93). Ainsi, dans le club, devenu comme le prolongement du foyer, hommes et femmes communiaient dans le culte enthousiaste et joyeux de la République et de la patrie.

PUBLICITÉ DES SÉANCES. — L'accès des séances était-il ouvert à d'autres qu'aux membres du club ? Non, du moins d'ordinaire. Le 28 février 1791, la Société ajourne une motion demandant qu'il y ait des séances publiques. Le 2 juillet 1791, on décide de tenir deux séances publiques par semaine, le lundi et le vendredi ; un règlement de ces séances est même élaboré (3 juillet 91) ; le serment d'usage sera prêté par les nouveaux membres, que la séance soit publique ou non, mais les procès-verbaux ne seront pas lus aux séances publiques (4 juillet 91). Cependant, vingt jours plus tard, la Société décide de supprimer toute séance publique (24 juillet 91). On prend des précautions pour interdire l'accès de la salle à tous autres qu'aux clubistes, même en dehors des heures de séance (27 sept. 91). A plusieurs reprises, des clubistes protestent contre la présence d'« intrus » qui « se glissent dans la salle » (10, 20 oct. 93) ou demandent que des commissaires vérificateurs surveillent l'entrée de la salle, pour empêcher les « externes » de s'y introduire (16 frimaire an II). Tout au plus peut-on admettre que le public était relégué derrière une « barre », pour satisfaire au décret du 9 brumaire an II (30 oct. 93), qui ordonnait la publicité des séances des Sociétés populaires. Dans certaines circonstances, la Société ouvrait ses portes toutes grandes, soit à propos de la venue des électeurs à Bergerac (21 mai 91), soit pour faire entendre à l'ensemble de la population un orateur réputé (30 janv. 92). D'ailleurs, l'assemblée se montrait accueillante aux députations qui lui étaient envoyées ; des commissaires étaient chargés de faire des « honnêtetés » aux délégués qui se rendaient auprès d'elle (3 juillet 91) et, quand le « petit Sarrette » venait lui faire un compliment, en déposant de la charpie sur le bureau, l'assemblée, attendrie, admettait cet enfant aux honneurs de la séance (10 nov. 93).

ORDRE DU JOUR. — Dans quel ordre se déroulaient d'ordinaire les travaux de l'assemblée ? Une fois la séance ouverte par le président en fonctions ou le vice-président ou un ancien président (14 brumaire an II) ou le doyen d'âge (8 frimaire an II),

le président de séance nommait des commissaires de la salle (6 février 91); on lisait le procès-verbal de la séance précédente; les dons patriotiques (quand il y en avait) étaient déposés sur le bureau, ainsi que les correspondances et journaux, qu'on lisait au moins en partie. Certaines lettres étaient relues pendant plusieurs séances (13 déc. 90). Les lettres anonymes étaient écartées (4 mars 91) ou même brûlées (7 fructidor an II); tout au plus prenait-on des renseignements sur la question qu'elles soulevaient (5 oct. 91, 2 janv. 92). On ne tenait compte que des dénonciations dont les auteurs se faisaient connaître (31 janv. 91); on lit : « Un sans-culotte a eu le courage de dénoncer son confrère » (8 oct. 93); les auteurs de fausses dénonciations étaient déferés au Comité de surveillance, qui les emprisonnait (6 nov. 93, note). Après la lecture de la correspondance, on procédait d'ordinaire à l'admission des membres. Parfois la séance était suspendue, par exemple quand on attendait le retour de commissaires envoyés, pour raison urgente, à travers la ville (13 déc. 90).

Tout membre pouvait proposer une motion; d'ordinaire elle était écrite, mais, même verbale, elle était prise en considération (3 fév. 91). Tantôt la motion, lorsque plusieurs membres l'appuyaient, était discutée sur-le-champ, tantôt, mise à la suite de l'ordre du jour (8 juin 91). On remettait à une autre séance la discussion d'une motion, quand son auteur était absent (10 mai 91). Les décisions de la Société portaient le nom d'arrêtés; il y a lieu de croire qu'un arrêté ne pouvait être rapporté que si ce rapport avait été voté pendant trois séances consécutives (13 oct. 93). Pour assurer la bonne marche des travaux, un secrétaire devait indiquer, à chaque séance, les objets dont l'assemblée avait à s'occuper (30 juillet 91). Le vote se faisait par assis et levé (13 mai 91), sauf quand il s'agissait de l'élection du bureau; dans ce cas, des bulletins étaient déposés dans une boîte, et, quand des clubistes siégeaient à l'Hôtel de Ville au moment où la Société élisait son bureau, des commissaires allaient prendre leur bulletin, mis sous enveloppe cachetée (7 août 91).

COMITÉS ET COMMISSIONS. — Le travail de correspondance fut rempli d'abord par le président (6 déc. 90), puis par un Comité composé tantôt de six (7, 14, 18 janv. 91), tantôt de sept membres (2 déc. 91), qui fonctionna assez régulièrement (4 avril 93). Ce Comité de correspondance, remanié les 18 et 20 août 1793, nous a laissé un registre des copies d'adresses qu'il fit voter par la Société (1). C'est sans doute lui qui est qualifié parfois de Comité de rédaction (14 nov. 93). Ce Comité fut aidé par le Comité des rapports, qui donnait son avis motivé sur des dénonciations (11 mai 91), des demandes de secours et diverses adresses reçues par la Société (20, 22 mai 91). Ce dernier Comité n'eut qu'une courte existence. Il ressuscita sous la forme d'une Commission de douze membres, chargée de prendre des renseignements sur les dénonciations (20 brumaire an III).

Ces deux Comités n'étaient pas les seuls auxiliaires du

(1) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47.

bureau. Très souvent des commissaires étaient désignés (d'ordinaire par le président) pour former une députation ou visiter des prisonniers ou étudier un projet de certificats, de billets de convocation et de contrats d'affiliation (27 et 30 déc. 90) ou recevoir des envoyés (3 juillet 91) ou assurer l'ordre dans la salle (6 fév. 91) ou activer la rentrée des cotisations (28 fév. 93).

La Société créa aussi un Comité de surveillance (19 mars, 6 août 93) composé de 5 (8 août 93) puis de 7 membres (21 oct. 93). L'épuration de la Société fut faite tantôt par ce Comité joint à un autre Comité de la Société, le Comité des douze, tantôt par une Commission de treize membres (ventôse an II). Enfin, nous avons déjà mentionné le Comité de présentation, que nous voyons fonctionner à partir du 13 messidor an II (1^{er} juillet 94).

POLICE DE LA SALLE. — Comment était assuré l'ordre dans la salle? On ne peut qu'être frappé, en lisant les procès-verbaux, de la tranquillité, de la méthode, de l'urbanité qui présidaient aux travaux du club. Sans doute, nous constatons, le 25 novembre 1793, à propos de la discussion d'une adresse à la Convention, que « le tumulte est alors à son comble » et que « le président lève la séance ». Mais il faut attribuer ce tumulte à l'importance des questions débattues et non au recrutement populaire de la Société vers cette époque, car, le 20 décembre 1790, alors que la Société n'est guère composée que de bourgeois qui se traitent cérémonieusement de Monsieur, les membres font tant de bruit que le président est obligé de lever la séance.

Presque toujours, la plus grande tenue préside aux réunions. Les clubistes restent assis (25 fév. 91). On prend soin de séparer les hommes des femmes, lorsque celles-ci sont admises à la séance (23 mai 91). Un membre qui a donné le démenti à un autre est invité à lui présenter ses excuses dans la huitaine; sinon, il sera exclu (30 mai 91). Un clubiste s'élève contre ceux de ses collègues qui troublent, « par leurs badinages », les délibérations de l'assemblée (9 juin 91). Doit-on tenir des séances publiques? Quatre commissaires présenteront, en vue de ces séances, un « plan pour l'ordre de la salle » (2 juillet 91). Un membre s'avise-t-il de médire du président, fût-ce après que la séance a été levée? On le censure (13 juillet 91). Deux commissaires, nommés d'ordinaire au commencement de chaque séance, assurent le maintien de l'ordre dans la salle. Deux clubistes se disputent-ils? Le président les rappelle à l'ordre (19 janv. 92). Un citoyen pris de boisson entre-t-il dans la salle? On l'expulse (21 oct. 93). Et quand, le 26 messidor an II (14 juillet 94), la Société populaire de La Force sollicite son affiliation de celle de Bergerac, elle ne manque pas de faire valoir qu'on ne trouve dans les rangs du club forcelais aucun « mauvais père, mauvais fils, ivrogne ou banqueroutier ». Cette Société sait que sa voisine de Bergerac exige de ses membres ou des citoyens qui désirent lui être affiliés un passé honorable et une bonne conduite. Les clubistes bergeracois sont des citoyens qui délibèrent sérieusement, se respectent et entendent être respectés.

NOMBRE DES CLUBISTES. — Nous ignorons le nombre des membres que comptait la Société à une époque quelconque

de son existence. La liste des 901 clubistes, que nous avons donnée ailleurs, ne se rapporte pas à une date précise et, au surplus, elle est certainement incomplète (1). Le procès-verbal du 15 mai 1790 parle de cent membres présents, quoiqu'il ne porte que 56 signatures. Le 13 décembre 1790, le nombre des clubistes paraît s'être élevé à 200 environ, puisque, ce jour-là, le club fait tirer un discours à 200 exemplaires, qui seront distribués à chacun des membres. Le 21 avril 1791, la Société a fait un nouveau bond; elle n'est pas éloignée, semble-t-il, de compter 500 membres, puisque, ce même jour, on décide de faire tirer 500 cartes « qui seront délivrées aux membres qui ont déjà payé ou qui paieront à l'avenir ». Progression qui s'accentua vraisemblablement, car, le 28 octobre 1793, on constate que 27 candidats sont en instance et qu'on en présente « de toutes parts ». Affluence telle que la Société s'en défie et s'épure, restreignant volontairement le nombre de ses membres. Mais, même après cette époque, la Société reste nombreuse. Une adresse, signée, en l'an II, de tous les clubistes, comprenait « quatre ou cinq pages de signatures » (2). Or une page du papier sur lequel étaient écrites ces adresses contient une centaine de signatures; on peut donc évaluer à un minimum de quatre ou cinq cents le nombre des clubistes bergeracois en l'an II.

Quant aux membres présents aux séances, le chiffre en fut assez variable : 65 (13 mai 91), 86 (10 juillet 91). Quand le président en désignait 50 (27 nov. 93) ou 63 (6 déc. 93), ces membres étaient vraisemblablement dans la salle. Il serait délicat d'établir le nombre des présents d'après celui des signatures que portent les adresses, car ces adresses pouvaient n'être pas signées au cours d'une seule séance : 123 signatures (18 fév. 91) ou 158 (22 juin 92) ou 161 (29 sept. 92).

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ. — Le bureau de la Société se composait, en fait, d'un président, parfois d'un vice-président, de secrétaires en nombre variable et d'un trésorier. Théoriquement, le bureau était renouvelé tous les mois, mais il arriva qu'il ne fut renouvelé que tous les deux ou trois mois.

Nous rencontrons, comme présidents, Bourson, Niolle, Dussumier jeune, d'Esmartis-Laperche, Gravier, Boutiron fils, Boyer, Bouchon, Charon, Rolland jeune; comme vice-présidents, Bourson, Courtine père, Pinet, Boyer, d'Esmartis-Laperche; comme secrétaires, Boyer, Gravier, Niolle, Dumoulin, Beaupui, Dommenget, Granger, Beysselance-Contie, Bourson, Duclos aîné, Vasseur, Lanauve, Boutiron fils, Duprat, Perrié-Dussumier, Puymartin fils, Gravier-Lacoste fils, Roucou, Puymartin fils, Marchet fils, Duffour, Desmond, Lafite fils, Planteau cadet, Sarrette, A. Cailloux, Paris, Rolland jeune, Lestrade, Rambaud, J. Lespinasse; comme trésoriers, Dommenget, Charon, Bouchon; comme archivistes, Boutiron fils aîné et Gravier-Lacoste.

(1) Nous ne la publions pas dans ce volume, parce que nous l'avons déjà publiée (*Les membres de la Société populaire de Bergerac*, Paris, Alcan, 1913) et parce que, dans la table alphabétique, nous faisons précéder d'un astérisque les noms des clubistes.

(2) H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre X. Paris, Alcan, 1911.

LES DIRIGEANTS DU CLUB. PIERRE BOYER. — Il existait dans le club une sorte d'état-major politique qui influençait l'ensemble des membres. Les noms qui émergent de la masse des clubistes sont ceux de Pinet, membre de la Législative et de la Convention, que sa maladie d'abord, son éloignement ensuite, rendront plus influent par ses lettres que par sa présence ; Pontier-Escot, jouissant d'une grosse fortune et d'une grande autorité morale, mais absorbé par ses fonctions de président du district, puis de maire ; le médecin Boissière, esprit très ouvert, mais souvent immobilisé lui aussi par ses fonctions de procureur de la commune ; d'Esmartis, ancien capitaine de marine, maire, mais qui s'efface volontiers ; Gravier, commissionnaire, prêt à rendre service en toute occasion ; le curé Lasserre, dont les avis sont écoutés avec déférence ; Bourson, maître de pension, qui rédige et calligraphie beaucoup d'adresses de la Société ; Dommenget, secrétaire appliqué et trésorier dévoué.

Mais il y a une figure qui, plus que toutes les autres, se dégage des procès-verbaux dans une lumière saisissante ; c'est celle de Pierre Boyer, perruquier à Bergerac. Boyer est l'incarnation du club, surtout du club de 1793, comme c'est autour du club que pivote son activité. Ses réélections comme secrétaire ou président du club, son assiduité aux séances, son ardeur républicaine et démocratique, sa vigilance intransigeante et presque défiante, mêlée d'élans généreux, ses nombreuses interventions dans les débats, surtout aux moments décisifs, ses origines populaires et jusqu'à son verbe truculent : tous ces traits donnent à notre Figaro bergeracois un relief intense, expliquent maintes décisions de la Société et justifient le crédit dont il jouissait.

Il est rare que Boyer n'occupe pas une fonction dans le bureau de la Société. Dès le mois d'août 1790, nous le voyons surgir, lui, plébéien, du personnel bourgeois qui l'entoure, comme secrétaire du club, et il reste secrétaire jusqu'en juin 1791. De juin à décembre 1791, le voici tantôt président, tantôt vice-président. De janvier à mars 1792, il est secrétaire. Nous le retrouvons, comme président, en septembre-octobre 1793 et en germinal an II.

Mais Boyer ne se contente pas de prendre place au fauteuil ou de rédiger le procès-verbal des séances, quelque ardeur qu'il mette à les rédiger : bien des procès-verbaux sont, en effet, écrits de sa main, et il faut croire que les autres secrétaires lui laissent volontiers cette tâche, puisque, le 26 mai 1791, il prie ses collègues au secrétariat de l'aider un peu, « vu la multiplicité de l'ouvrage ».

Le zèle clubiste de Boyer ne se borne pas là. Il voudrait que le club stimulât la municipalité dans l'affaire Daugeard, en chargeant quelques commissaires de surveiller les officiers municipaux (9 mai 91). Il fait remarquer que le président délivre irrégulièrement des certificats, et, sur sa demande, l'assemblée exige que l'arrêté qu'elle a pris à cet égard soit exactement respecté (23 juillet 91). Deux mois plus tard, le voici qui participe, en qualité d'électeur, au choix des députés pour la Législative : jour par jour, il tient ses amis au courant des élections (7 et 9 sept. 91). En même temps, il les prévient que beaucoup de ci-devant gardes du corps commencent à émi-

grer, mais il espère bien « qu'à la moindre attaque, leurs gneules seront cassées par les courageux patriotes » (11 sept. 91). De retour à Bergerac, il confirme oralement les renseignements qu'il a transmis sur les élections et rassure les clubistes sur les opinions des nouveaux députés (15 sept. 91).

Élu officier municipal (nov. 91), Boyer ne déserte pas le club, son club, tout au contraire. Il y multiplie des motions d'ordre politique, fait adopter une adresse à la Législative (21 nov. 91), entre au Comité de correspondance du club (4 déc. 91), prononce, au nom de la Société, un discours aux volontaires qui vont partir (3 mars 92). En novembre 1792, il est élu membre de l'administration du district, et c'est sur les registres de cette administration qu'il signe du nom de « Boyer-Jean-Foutre », à partir du 18 octobre 1793 (1).

C'est lui qui, au moment où le club hésite entre la politique girondine et la politique montagnarde, rallie le club aux Montagnards. Le 4 juin 1793, c'est sur son intervention que le club renonce à recevoir le journal du Girondin Carra. Lorsque, le 27 juin 1793, il lit un projet d'adresse à la Convention, Boyer est combattu par le maire d'Esmartis, parce que ce projet « pré-jugeait violemment contre les députés girondins » décrétés d'arrestation le 2 juin. Quand ce projet revient à nouveau en discussion, le 30 juin 1793, on lui en substitue un autre, plus édulcoré. Mais Boyer ne lâche pas prise et finalement triomphe : le 2 juillet 1793, ce nouveau projet est écarté et l'assemblée adopte le projet Boyer, qui est envoyé à la Convention. Dès lors, la Société est définitivement lancée dans la voie montagnarde.

Le 23 juillet 1793, Boyer prend la défense de Pinet, en dénonçant à mots couverts le clubiste qui s'était mal comporté envers le conventionnel bergeracois. Lorsque Pinet et Tallien se rendent à la Société (8 sept. 93), c'est Boyer, alors président, qui donne l'accolade et cède le fauteuil à Pinet. C'est lui qui, le 6 octobre 1793, déchaîne un enthousiasme indescriptible en lisant et commentant le décret sur le maximum, et qui observe que tous les décrets rendus depuis le 31 mai sont favorables aux sans-culottes. Mais, si fervent démocrate qu'il soit, Boyer ne veut pas porter d'atteinte brutale à la propriété individuelle : ainsi il s'oppose victorieusement à la proposition du maire d'Esmartis, qui voulait que toutes les fortunes individuelles, même mobilières, servissent d'hypothèque aux assignats. C'est lui qui fait remplacer par une couronne civique la couronne ducal qui surmonte un lustre (27 oct. 93), qui préconise l'épuration de la Société (28 oct. 93), qui s'en prend au président, parce qu'il refuse de mettre aux voix une motion sur le maximum (29 oct. 93), mais qui obtient gain de cause, le lendemain, sur une question connexe (30 oct. 93) et qui fait prendre, le même jour, des mesures pratiques au sujet de l'habillement des volontaires. C'est lui que Lakanal charge de faire une démarche auprès de la Société (2 nov. 93), et qui, soupçonné de dilapidation, est hautement reconnu innocent par Lakanal : « Sa probité, dit le représentant, a resté sans nuage. Boyer est un galant homme, un excellent patriote, à qui je ferai tout le

(1) Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 99.

bien que je puis faire aux amis incorruptibles de la liberté », et une députation de dix clubistes va communiquer à Boyer cette déclaration élogieuse (15 et 16 brumaire an II). C'est lui qui, le 15 frimaire an II (5 déc. 93), fait souscrire la Société à l'achat de cercueils pour les pauvres ; lui qui, le 29 frimaire (19 décembre 93), décide la Société à envoyer à la Convention une adresse en faveur de Lakanal, et qui est désigné, avec d'Es-martis, pour porter cette adresse à Paris. Le 14 nivôse an II (3 janv. 94), Boyer, malade, cloué au lit par la fièvre, n'en suit pas moins d'un œil vigilant les intérêts de la Société ; il lui écrit qu'il a assuré la rentrée de toutes les cotisations et lui propose un « plan de recette ». Le 15 pluviôse an II (3 fév. 94), nous le trouvons membre du Comité de correspondance, et, le 13 messidor (1^{er} juillet 94), secrétaire de la Commission de présentation.

On conçoit que Boyer se fût attiré la haine des contre-révolutionnaires. Quand ceux-ci seront installés en maîtres dans le club, ils ne manqueront pas, en l'an III, de dénoncer au représentant Chauvior l'ancien terroriste, alors inspecteur aux réquisitions de fourrages de la Dordogne, comme un des « instruments de la persécution » révolutionnaire, lui annonçant que la Société l'a rayé du nombre de ses membres, et ajoutant : « C'est à ta justice de faire le reste ». Les contre-révolutionnaires bergeracois de l'an III l'appelleront « un des principaux agents de la tyrannie exercée à Bergerac avant le 9 thermidor. Grand dévouement à la Montagne et au gouvernement révolutionnaire..., déclamant dans toutes les assemblées publiques contre ceux qu'il qualifiait de modérés..., provoquant des épurations de la Société populaire (1) ». Le 5 nivôse an III (25 déc. 94), son frère, Boyer aîné, signera une adresse où il reniait la Terreur, mais nous ne constatons aucune palinodie au passif de celui qui avait été vraiment, pendant plus de trois ans, la tête pensante et agissante de la Société. Il fut, au contraire, au nombre des démocrates qui tentèrent, sous le Directoire, de reconstituer l'ancien club sous le nom de *Cercle constitutionnel* et qui se rendirent à Périgueux, en ventôse an VI, pour y élaborer le plan de campagne électorale qui devait aboutir aux élections démocratiques de germinal an VI.

Boyer vécut jusqu'à un âge très avancé, et des vieillards de Bergerac se rappellent l'avoir vu, dans leur jeunesse, vers 1850-60, grand, vigoureux encore, qu'on se montrait en chuchotant, qui aimait à évoquer, dans ses conversations, la glorieuse époque de l'an II, et qui s'éteignit obscurément à Bergerac, dans sa petite maison de la route du Pont-Saint-Jean.

ÉVOLUTION DES MŒURS BOURGEOISES VERS LA DÉMOCRATIE. — Quand le club se constitue, le 15 mai 1790, il ne comprend que des membres appartenant à la bourgeoisie ; tous, en effet, sont citoyens actifs, c'est-à-dire acquittent un impôt direct au moins égal à la valeur locale de trois journées de travail. Le lendemain, le maire de Bergerac associe, à propos d'un clubiste, les mots de « fortune » et d'« honorable ». La masse n'a pas encore

(1) Voir notre *Esprit public en Dordogne pendant la Révolution*, p. 167, note 2. Paris, Alcan, 1911.

accès à la Société. Les bourgeois clubistes veulent diriger, instruire le peuple, mais non l'admettre dans leurs rangs. C'est pour que le « peuple » apprenne ses droits « et surtout ses devoirs » qu'on lui donne lecture de *la Feuille villageoise* (14 déc. 90). C'est exceptionnellement qu'un clubiste obtient de ses collègues, vu son état de santé, que son domestique l'accompagne dans la salle des séances et l'y attende, dans un coin (21 déc. 90). Entre eux, les clubistes se qualifient de Monsieur. Un secrétaire est réprimandé pour avoir négligé de dire Monsieur en s'adressant à un membre, et on décide qu'à l'avenir MM. les secrétaires diront Monsieur à tout membre, sans distinction (18 janv. 91). Cependant, à partir du 27 février 1791, les procès-verbaux commencent à porter le nom de clubistes devant lesquels on ne trouve plus le mot Monsieur, et, plus on avance, plus Monsieur disparaît.

La suppression de ces formes concorde avec l'entrée au club d'un personnel plus pauvre et le développement de tendances égalitaires. La Société demande que les électeurs peu aisés soient indemnisés de leurs frais de déplacement, et elle les indemnise elle-même, pour ne pas voir « les avantages de la fortune suppléer les talents et les vertus » (21 avril, 20 juin 91). Des clubistes ne savent pas signer leur nom : 6 sur 119 (7 et 26 juillet 91). Le 23 septembre 1791, on fait une quête pour un frère qui est dans la misère. La Société organise-t-elle un banquet? Le prix du banquet ne sera que de douze sous par tête, et chaque clubiste apportera son couvert (14 déc. 91).

Le vocabulaire et les modes révolutionnaires pénètrent de plus en plus la Société. Lit-on, le 14 mars 1793, un discours « dans le genre du *Père Duchêne* »? Quelques membres demandent qu'on passe les mots « non usités ». Mais le vitrier Pasqual demande qu'« en vrais républicains », on lise tout ou rien. Et la Société décide de lire tout. Le président se coiffe du bonnet rouge (10 oct. 93). On affine une Société populaire « dite des sans-culottes de Sigoulès » (9 oct. 93) : et voilà, pour la première fois, le mot de sans-culottes inscrit au procès-verbal, où nous le retrouverons maintes fois. La simplicité cordiale des manières est très grande. Le 27 novembre 1793, le président charge 50 membres d'« aider les cuisinières dans le transport des mets au banquet civique » ; il n'y aura pas de députation du club à cette fête, « le peuple devant marcher en masse..., sans distinctions particulières ». Comme les pauvres qui meurent à l'hôpital sont enterrés sans cercueil, l'assemblée ouvre une souscription pour leur en fournir, « afin que l'égalité les accompagne au tombeau ». Le même jour, les clubistes protestent contre l'usage de sonner la grosse cloche pour le riche, et la petite, pour le pauvre (5 déc. 93). Donc spontanéité, simplicité des manières, égalité croissante : voilà le terme de l'évolution des mœurs clubistes de 1790 à l'an II, évolution d'ailleurs parallèle à celle des opinions politiques et de la condition sociale des membres (1).

(1) En dressant, dans l'opuscule que nous avons cité (p. 17 note 1), la liste (d'ailleurs certainement incomplète) de 901 membres de la Société, nous avons établi la situation sociale d'un certain nombre d'entre eux. Voici, d'après un calcul de moyennes, l'ordre approximatif dans lequel les groupes suivants de professions entrèrent au club, de 1790 à 1794 : des propriétaires terriens, 12 mar-

JOURNAUX. — La Société fait lire publiquement, du 20 décembre 1790 au 3 mars 1791, *la Feuille villageoise*, journal d'éducation civique. En fin décembre 1790 (21 déc.), elle s'abonne au journal de Carra et de Mercier, les *Annales politiques et littéraires*, et ses séances s'ouvrent d'ordinaire par la lecture de ce journal, en tout ou en partie. Elle envoie aux *Annales* des communications (3 et 21 janv. 91), en renouvelle l'abonnement (17 sept. 91), mais, inquiète des « observations anti-civiques » que contient ce journal, elle décide de n'en plus lire que les comptes rendus des séances de la Convention (9 avril 93), de prévenir Carra (11 avril 93) et, après le décret d'accusation lancé contre ce dernier, de ne plus recevoir les *Annales* (11 août 1793).

Précédemment, la Société lisait, mais sans y être abonnée, tantôt le *Journal des Amis de la Constitution*, de Choderlos de Laclos, organe des Jacobins de Paris (21 janv., 8 fév. et 7 nov. 1791), tantôt le *Courrier Français* (3 août 91, 28 janv. 92), tantôt le *Journal du Soir* (4 mai, 4, 6 et 9 juin 93). Elle eût, un moment, l'intention de s'abonner au journal intitulé *Le mensonge et la vérité ou l'antidote de la calomnie* (30 mars et 9 mai 93) ainsi qu'au *Journal de la Montagne* (30 nivôse an II). Par contre, elle recevait régulièrement le *Bulletin* de la Convention (11 août 93) et le *Républicain*, journal montagnard (13 août 93).

RELATIONS AVEC LES AUTRES SOCIÉTÉS POPULAIRES. — La Société populaire de Bergerac entra en relations avec de nombreuses Sociétés. Aux unes elle demanda ou accorda l'affiliation. Avec d'autres elle n'entretint généralement que des rapports épistolaires.

Notre Société sollicita et obtint l'affiliation de quatre Sociétés : le *Club National*, de Bordeaux (obtenue le 16 sept. 90); les *Amis de la Constitution*, de Bordeaux (demandée le 24 déc. 1790); la Société populaire de Périgueux (demandée le 21 déc. 90); les *Jacobins*, de Paris (notifiée le 3 janvier 91).

Quant aux Sociétés auxquelles celle de Bergerac accorda, sur leur demande, leur affiliation, elles paraissent avoir été au nombre de 24. Ce sont celles de Beaucaire (Gard), Belvès (Dordogne), Campsegret (Dordogne) (1), Castillonnes (L.-et-Gar.), Clairac (Lot-et-Garonne), Couze (Dordogne), Cunèges (Dordogne), Excideuil (Dordogne), Eymet (Dordogne), Issigeac (Dordogne), La Force (Dordogne), Lalinde (Dordogne), Lamonzie (Dordogne),

chands, 3 instituteurs, 1 épinglier, 1 orfèvre, 1 commissionnaire, 1 percepteur, 2 receveurs, 8 tailleurs, 1 commissaire du roi, 8 avocats, 8 hommes de loi, avoués, huissier, procureur, 4 notaires, 5 médecins, 5 chirurgiens, 1 capitaine de navire, 6 armuriers, 7 négociants, 1 ingénieur, 1 maître de forges, 1 ferblantier, officiers et soldats de la garde nationale, notables, officiers municipaux, administrateurs de district, juges de paix et assesseurs, juges des tribunaux de district et de commerce, 5 horlogers, 1 propriétaire de moulin, 2 ci-devant moines, 5 curés, 3 vicaires, 1 évêque, 1 ministre protestant, 4 bateliers, 12 cordonniers, 2 cloutiers, 4 teinturiers, 16 perruquiers et coiffeurs, 8 aubergistes et cabaretiers, 1 faïencier, 4 bouchers, 6 boulangers, 3 cultivateurs, 2 épiciers, 3 droguistes, 2 peintres, 11 menuisiers, 7 tonneliers, 1 encadreur, 4 chapeliers, 4 couteliers, 3 selliers, 9 bonnetiers et merciers, 2 imprimeurs, 2 meuniers, 6 tanneurs, 2 poêliers, 1 maître de poste, 7 maçons et plâtriers, 3 charpentiers, 2 cordiers, 2 sergents, 1 garçon horloger, 2 maréchaux ferrants, 1 paveur, 1 cornassier, 4 chaudronniers.

(1) Pour cette Société, l'affiliation est seulement probable, les documents qui permettent de croire à l'affiliation n'étant pas assez explicites.

Le Bugue (Dordogne), Lembras (Dordogne), Mouleydier (Dordogne) (1), Sainte-Foy (Gironde), Sigoulès (Dordogne), Terrasson (Dordogne), Thenon (Dordogne) (2), Veyrac (Dordogne) (1), Villamblard (Dordogne), Villefranche-de-Montravel (Dordogne). Le second club de Bergerac était également affilié à notre Société.

En accordant une affiliation à un club, la Société de Bergerac demandait la liste des membres du club (21 fév. 91) et envoyait la liste des siens (7 mars 91).

Notre Société n'entretenait pas seulement des relations avec les 28 Sociétés que nous venons de mentionner. Elle échangeait aussi des correspondances — soit qu'elle en reçût, soit qu'elle en expédiât, soit qu'elle correspondît à la fois activement et passivement avec la même Société — avec 100 autres Sociétés populaires de France et une d'Angleterre. C'étaient les Sociétés d'Adge, Agen, Aix-en-Provence (*les Antipolitiques*), Amboise (Indre-et-Loire), Angers, Angoulême, Argentan, Aurillac, Auxerre, Avignon, Bar-le-Duc, Bayeux, Bayonne, Beaumont-en-Périgord, Beaune, Beauvais, Besançon, Bordeaux (*les Surveillants zélés de la Constitution*), Bourg, Brest, Brive, Caen (*l'Espérance de la patrie*), Carcassonne, Castelnau-dary, Castres, Chalon-sur-Saône, Chartres, Cherbourg, Chinon, Clermont-Ferrand, Confalon (Rhône-et-Loire), Dijon, Dinan, Draguignan, Epinal, Gourdon, Grenoble, Langres, Le Puy, Libourne, Lille, Limoges, Lodève, Londres (*Société de la Révolution*), Lorient, Lourdes, Lubersac (Corrèze), Lyon, Mâcon, Marennes, Marlet (Lot), Marseille, Melun, Metz, Millau, Moissac, Monflanquin (Lot-et-Garonne), Monségur (Gironde), Monpont (Dordogne), Moulins, Mussidan (Dordogne), Nancy, Nantes, Nîmes, Niort, Orléans, Paris (*Feuillants*), Perpignan, Poitiers, Pontoise, Port-Louis (Morbihan), Reims, Rennes, Riom, Rochefort, Romans (Drôme), Rouen, Saint-Denis (ou Franciade), Sainte-Menehould, Saint-Etienne, Saintes, Saint-Malo, Saint-Marcellin, Saint-Quentin, Sarlat, Sorèze (Tarn), Stenay (Meuse), Tonnerre, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes, Tulle, Varennes (Meuse), Verdun-sur-Meuse, Versailles, Villeneuve-sur-Lot, Villeréal (Lot-et-Garonne), Wissembourg (Bas-Rhin). Si l'on ajoute à ces 101 Sociétés correspondantes les 28 Sociétés affiliées, on voit que la Société populaire de Bergerac entretenait des rapports avec 129 Sociétés, échangeant avec elles informations, impressions et volontés, contribuant à l'unité d'opinion et d'action à travers la France.

Les adresses que notre Société envoyait aux autres Sociétés étaient relatives aux questions les plus diverses, mais surtout aux questions politiques du moment. Elle leur rendait compte des manifestations locales, leur communiquait des exemplaires de discours prononcés dans son sein, stimulait leur vigilance, provoquait leurs dons patriotiques, les renseignait ou leur demandait des renseignements sur tel individu, telle Société, telle institution (billets de confiance, par exemple), leur envoyait des condoléances, leur dénonçait des actes inciviques, les remerciait du bon accueil fait à leurs membres, les

(1) Voir la note précédente.

(2) Cette affiliation eut lieu entre les 20 floréal et 20 prairial an II (*Arch. mun. Thenon*, Reg. Société populaire, à ces deux dates).

engageait à envoyer à l'Assemblée des adresses analogues aux siennes, etc.

De son côté, la Société de Bergerac reçoit des autres Sociétés maintes adresses, qui provoquent, selon les cas, sa joie, sa tristesse, son indignation. On l'invite à faire des démarches auprès d'une Société, auprès de l'Assemblée, et souvent elle se conforme à l'invitation reçue. On la prévient que des troubles ont éclaté, qu'un citoyen, une municipalité, une Société sont suspects, on lui demande conseil, on lui fait savoir qu'une souscription sollicitée à été couverte, on proteste de son attachement envers elle, etc. En un mot, une action et une réaction réciproques s'exercent ainsi entre la Société de Bergerac et bien d'autres. « C'est de cette manière, écrit notre Société, le 28 floréal an II (17 mai 94), que, d'un bout à l'autre de la République, des républicains doivent s'entendre. C'est par ce moyen que nous parviendrons à démasquer les traîtres, les intrigants et les immoraux ! »

Ce n'est pas seulement par correspondance que la Société de Bergerac témoignait aux autres Sociétés ses bons sentiments. Il suffisait que des clubistes d'Embrun, de Jonzac, de Castets présentassent leurs certificats pour qu'elle les reçût au nombre de ses membres (8 juillet 91, 16 déc. 93, 11 nov. 94). Un sergent besogneux, de passage à Bergerac, se disait-il membre de la Société de Valognes, on lui accordait un secours (5 sept. 91). La Société recevait aussi avec plaisir des députations, soit de la Société de Villamblard qui lui dénonçait le maire de Montagnac, clubiste bergeracois, que notre Société rayait aussitôt (24 août 91), soit des Sociétés de Périgueux, Sainte-Foy, Sigoulès, Lalinde, Eymet, que notre Société invitait à un banquet civique et qu'elle recevait avec enthousiasme, par une harangue, de la musique et des chants (26 et 27 nov. 93). De leur côté, les clubistes bergeracois, en vue d'une fête civique, envoyaient une députation à leurs frères de Périgueux (12 et 14 nov. 93).

Mais la cordialité de ces relations n'empêche pas que la Société de Bergerac garde son franc parler et sa liberté d'action. Elle refuse de délibérer sur un mémoire que lui envoie la Société de Libourne. Elle discute une adresse de celle de Toulon. Elle menace de cesser toutes relations avec la Société de Villamblard. Elle résiste à une Société de Bordeaux, qui voudrait qu'elle rompit avec les Jacobins, et elle lui fait la leçon. Elle ne craint pas de s'élever contre la Société de Sainte-Foy, qui lui est affiliée, parce que cette Société, dans son égoïsme, a pris parti contre Lakanal. L'amitié fraternelle entre Sociétés, c'est bien, mais le salut de la République, c'est encore mieux.

Les relations étaient particulièrement suivies avec la Société des Jacobins, que nos clubistes appelaient tantôt Société-mère (12 sept. 91), tantôt Société-métropole (18 déc. 91), tantôt Club central (30 mars 93). Notre Société lisait le *Journal des Amis de la Constitution*, organe des Jacobins (8 janv. 91). Elle recevait d'eux de nombreux paquets contenant des journaux, des copies de lettres reçues ou envoyées par eux, des discours prononcés aux Jacobins et dont notre Société faisait donner parfois lecture. Ceux-ci lui envoyaient-ils une lettre flatteuse pour son amour-propre, elle la faisait lire pendant plusieurs séances (20, 21, 22 mai 91). Les Jacobins et les Feuillants faisaient-ils scission,

notre Société priait les Jacobins de ne point la laisser s'accomplir, tout en protestant de son attachement envers eux (26 juillet 91). Elle les prévenait du nombre croissant des émigrés bergeracois (11 sept. 91), buvait à la santé des Jacobins, au cours d'un banquet (18 déc. 91), envoyait à la Convention une adresse conforme à celle qu'elle avait envoyée aux Jacobins (19 déc. 91), leur adressait un compte rendu d'une fête civique célébrée à Bergerac, ce dont les Jacobins la remerciaient avec empressement, et elle leur restait fidèle malgré les suggestions d'autres Sociétés (7, 27 déc. 92).

Dans le courant de 1793, leurs liens se relâchèrent. Notre Société ajourna une proposition d'abonnement que lui faisaient les Jacobins (30 mars, 9 mai 93); sans doute hésitait-elle à suivre leur politique. Mais ces hésitations cessèrent. Le 18 août 1793, elle décidait de reprendre avec eux ses relations, quelque temps suspendues. Le 13 septembre suivant, elle leur avouait franchement qu'influencée par des bruits défavorables, elle avait cessé de correspondre avec eux, mais que les commissaires bergeracois qui avaient porté à Paris les résultats du vote d'adhésion à la Constitution avaient vu les Jacobins, les avaient jugés, et que désormais les Jacobins seraient la « boussole » de la Société de Bergerac. C'est à notre Société que s'adressent les Jacobins, pour obtenir des renseignements sur l'administration de Bergerac (17 oct. 93). De son côté, elle les assure de son patriotisme, leur demande une correspondance suivie et l'abonnement à leur *Journal de la Montagne* (30 nivôse an II). Sur le simple vu d'un diplôme des Jacobins, elle admet au nombre de ses membres un citoyen qui arrive de Paris (10 brumaire an III). Et, quand le bruit court de la prochaine fermeture des Sociétés populaires, notre Société adresse aux Jacobins (2 vendémiaire an III) copie de la protestation qu'elle a envoyée à la Convention, copie dont les Jacobins ordonnent aussitôt l'impression, l'affichage et l'envoi aux sections.

En somme, la Société de Bergerac, sans suivre passivement les Jacobins et tout en faisant preuve, le cas échéant, d'indépendance à leur égard, reconnut que, dans des circonstances aussi critiques, une action commune était nécessaire et que cette action devait trouver son foyer au club de la rue Saint-Honoré; car, comme elle l'écrivait à ce club, le 30 nivôse an II (19 janv. 94), « l'intérêt de la République, que vous défendez si bien, exige l'unité... entre toutes les Sociétés, pour confondre les traitres et faire triompher la liberté ».

RELATIONS DE LA SOCIÉTÉ AVEC L'AUTRE CLUB BERGERACOIS.

Une Société populaire subsista quelque temps, à Bergerac, à côté de la nôtre : les *Amis de la paix*, qui prirent ensuite le nom de *Second club des Amis de la Constitution* et qui fusionnèrent avec notre Société le 17 mai 1791.

C'est le 20 novembre 1790 que nous voyons mentionné pour la première fois ce second club, dont le président vient exprimer ses regrets que sa Société ne soit pas réunie aux *Amis de la Constitution* et protester de ses bons sentiments envers eux. De son côté, notre Société décide de communiquer au second club les pétitions et adresses qu'elle enverra aux corps constitués, quitte à poursuivre isolément ses démarches, si le second club

n'y adhère pas (6 déc. 90) : en conséquence, elle lui communique diverses adresses (10, 13 déc. 90). Les deux clubs s'entendent parfaitement pour faire donner lecture publique de la *Feuille Villageoise*, tous les dimanches, par leurs commissaires respectifs (13 janv. 91). Les efforts des deux clubs concordent pour lutter contre l'accaparement des grains (14 janv. 91) et provoquer la reconstruction du pont (20 janv. 91). Notre Société fait connaître à l'autre l'adhésion d'un curé à la Constitution (24 janv. 91), lui communique des journaux et diverses correspondances (25, 28 janv., 7, 17, 18 fév., 3 mars 91). Des députations du deuxième club, à leur tour, viennent soumettre des motions au premier club, qui adopte l'une d'elles (10, 14 fév. 91). Les membres du second club obtiennent même le droit d'assister aux séances de notre Société à condition d'être munis d'un certificat de leur président (14 fév. 91).

Un désaccord passager se produit entre les deux clubs, le mois suivant, le second club demandant le maintien des Récollets à Bergerac (6 mars 91). Notre Société n'en déclare pas moins vouloir conserver avec sa voisine « l'intimité qui unit tous les bons Français » (9 mars 91). Des démêlés assez confus se produisent entre les deux Sociétés aux mois de mars et avril 1791. Finalement, elles se réunissent, et les membres de la deuxième deviennent automatiquement membres de la première (voir la séance du 12 mai 91) : on ne leur demande que de prêter le serment et de verser une cotisation annuelle de trois livres (13 mai 91). Un nuage s'élève entre les deux clubs à peine fusionnés. L'éviction d'un ancien membre du second club mécontente d'anciens membres de ce club « réunis » au premier. Ceux-ci se retirent dans leur ancienne salle et marquent leur désir de faire scission (14 au 16 mai 91). Mais, le lendemain, leur mouvement d'humeur était tombé, et ils rentraient, définitivement cette fois, dans le sein de notre Société. Ainsi fut absorbé ce deuxième club, qui semble avoir été moins considérable que l'autre par le nombre et la qualité de ses membres, et qui était peut-être moins gagné que lui aux idées révolutionnaires.

RELATIONS DE LA SOCIÉTÉ AVEC LES AUTORITÉS.— Autorité officielle, la Société de Bergerac entretient les meilleurs rapports avec les pouvoirs publics locaux. Elle multiplie ses attentions envers le commissaire du roi (3 janv. 91), les juges de paix (14 déc. 90, 3, 25 janv. 91), les juges du tribunal de district (27 déc. 90, 23 juillet 91) et ceux du tribunal de commerce (6 et 9 mars 91) : la plupart d'entre eux sont d'ailleurs membres de la Société. Mais le respect des autorités ne va pas jusqu'à l'abdication des principes. Le commissaire du roi près le tribunal de Périgueux s'est-il élevé contre la Constitution, la Société le déclare traître à la patrie, le dénonce à l'Assemblée nationale et demande sa mise en accusation (27 janv. 91).

Envers les électeurs, la Société ne cesse de montrer déférence et sollicitude. Au commencement d'août 1790, on voit des électeurs et une députation du club échanger des compliments. La Société invite la Constituante à défrayer les électeurs des dépenses qu'ils doivent faire pour se rendre au chef-lieu et elle accorde une indemnité à plusieurs d'entre eux (24 mars et sa lettre du 21 avril 91). Le 14 juin 1791, elle décide de rembourser les élec-

teurs ; elle ouvre, à cet effet, parmi ses membres une souscription qui donne 410 livres (19 et 20 juin 91), et elle invite les assemblées primaires des autres cantons du district à indemniser, elles aussi, leurs électeurs. Quand les électeurs viennent procéder à l'élection des curés, la Société les invite à assister à ses séances, et ils prêtent le serment qui les agrège à la Société (21 au 23 mai 91). Mais, si la Société comble d'attentions les électeurs et les félicite des choix qu'ils ont faits, par contre elle entend qu'ils accomplissent exactement leurs fonctions. C'est pourquoi elle dresse la liste de ceux qui ont manqué à l'assemblée électorale, pour les dénoncer aux municipalités et Sociétés du district (24, 28 mai, 7, 8 juin 91), et l'on voit bientôt électeurs et municipalités écrire à la Société des lettres d'excuse ou de justification (14, 18, 25 juin, 1^{er} juillet 91). Il ne faut pas, d'ailleurs, que les électeurs se bornent à leurs fonctions électorales ; il faut qu'ils contribuent au bien public sous d'autres formes encore, par exemple en popularisant l'institution des billets de confiance (26 sept. 91).

LA SOCIÉTÉ ET LA MUNICIPALITÉ. — Exposer les relations de la Société avec le Conseil général de la commune de Bergerac serait faire à peu près tout l'historique de la Société. Bornons-nous à l'essentiel.

Entre ces deux groupements il y a échange continuuel de lettres, de députations, de bons offices. Collaboration intime et constante, qui s'explique à la fois par la communauté des aspirations et par la présence d'un grand nombre de clubistes dans le Conseil de la commune, qu'il s'agisse du maire (Villepontoux, d'Esmartis, Ponterrie-Escot), du procureur (Lamartinie, Boissière) et du secrétaire-greffier de la commune (Cazamajou, Duffour), de l'agent national (Boissière, Gouzot), de son substitut (Lamartinie), des officiers municipaux ou des notables. La Société veillait d'ailleurs à ce que le Conseil fût composé de coreligionnaires politiques ; ce n'est pas sans raison que, le 18 novembre 1791, elle décidait d'inviter tous les citoyens actifs à participer à l'élection des officiers municipaux.

Fréquents sont les éloges que la Société décerne à la municipalité. Le bruit a-t-il couru que Société et municipalité n'entretenaient que des rapports aigre-doux, la Société proteste hautement contre une pareille calomnie (30 mai 91). Après la fuite du roi à Varennes, quand les clubistes sentent la nécessité d'une étroite union entre toutes les forces révolutionnaires de Bergerac, le club tient à assurer la municipalité de son dévouement patriotique (25 juin 91). Le 7 août 1791, il la félicite de la surveillance qu'elle exerce sur les farines. Le 14 septembre 1791, les clubistes lui déclarent qu'ils ne sauraient trop la bénir. Le 6 novembre 1791, ils font savoir qu'« ils ont eu à se louer de l'accueil favorable qu'ont reçu auprès de la municipalité des pétitions ou adresses que la Société lui a fait parvenir » et ils vantent son amour du bien public. Le 21 octobre 1793, la Société se félicite que le maire ait fait placer une sentinelle à la porte de la demeure de Lakanal.

De son côté, la municipalité ne tarit pas de compliments envers le club. Au sujet de la lecture publique que les clubistes veulent donner de *la Feuille villageoise*, le procureur de la com-

mune vante leur sagesse, leur prévoyance et leur patriotisme (17 déc. 90). Le 17 janvier 1791, on apprend que la municipalité « voyait toujours avec la plus grande satisfaction que *les Amis de la Constitution* s'occupaient continuellement du bien public et qu'elle les seconderait en tout ». A propos d'une pétition que les clubistes lui avaient adressée, le maire loue « leur sollicitude, leur attention vigilante pour l'intérêt commun », et il les qualifie de « dignes citoyens » (16 mai 91). Le procès-verbal des séances municipales du 11 mars 1793 dénonce « une insulte grave contre la Société », cette « Société qui a le plus puissamment contribué au maintien de cette même liberté qui doit être le but de tous les bons citoyens ». Le 17 octobre 1793, la réception du procureur de la commune comme membre de la Société et le discours qu'il prononce témoignent encore de l'unité de vues qui existe entre le Conseil et le club.

Nombreuses sont les démarches du club auprès de la municipalité. Il l'invite à montrer plus de diligence dans l'affaire du « pied fourchu » (9 mai 91). Il lui communique tantôt la liste des électeurs absents, pour que la municipalité se rende compte de ceux qui ont manqué à leur mission (28 mai 91), tantôt des lettres inciviques d'un curé insermenté (21 juillet 91), tantôt l'annonce de la prochaine venue de l'évêque constitutionnel à Bergerac (23 juillet 91).

La municipalité, à son tour, envoie au club maintes communications. Elle lui fait passer soit une réponse relative à l'affaire du « pied fourchu » (17 déc. 90), soit des lettres de La Roque de Mons (23 déc. 90), soit un exemplaire d'un discours : attention que sait reconnaître le club en envoyant au procureur une députation chargée de le remercier (6 mars 91). Les 26 juin et 27 novembre 1791, le procureur vient en personne donner connaissance de divers décrets à la Société.

Bien plus, la municipalité invite le club à une véritable collaboration. Non seulement elle convoque les clubistes à la cérémonie d'installation des juges (26 déc. 90), à une fête commémorative du 10 août (17 fév. 93) ou à une fête de la Constitution (8 août 93), mais elle envoie une députation au clubiste Vergniol, pour lui demander un mémoire sur le pont, que la municipalité enverra à l'Assemblée (16 mai 91) ; elle prie la Société de se réunir à elle pour délibérer sur une adresse à la Convention (23 fév. 93) ; le maire invite les clubistes à dénoncer les contre-révolutionnaires (14 mars 93) et les volontaires qui ne sont pas encore partis (24 messidor an II). La municipalité s'entend avec la Société pour distribuer des secours (28 mars 93). Elle s'adjoint des clubistes pour faire des démarches auprès d'un représentant du peuple (1^{er} oct. 93) ou pour constater la valeur et la quantité de marchandises en magasin (30 oct. 93). Elle emprunte son local à la Société, devenue le foyer civique de la commune, pour y faire lire des décrets par un officier municipal (24 pluviôse an II). Le 23 thermidor an II (10 août 94), elle engage la Société à donner elle-même lecture du grand décret du 28 juin 1793, et à ouvrir un registre où s'inscriront ceux qui ont besoin de secours.

La municipalité se conforme d'ordinaire aux *desiderata* du club. Est-elle priée par la Société de faire connaître à l'Assemblée le dévouement patriotique des Bergeracois (18 mai 90), dès

le lendemain elle s'exécute. Est-elle invitée à solliciter de l'administration départementale la construction d'une route (29 sept. 90), elle envoie une pétition en ce sens. Est-elle avertie qu'il faut sauvegarder certains droits fiscaux de la commune (13 nov. 90), elle multiplie aussitôt ses démarches à cet effet. La Société demande-t-elle à la municipalité l'autorisation de donner lecture publique d'un journal (1^{er}, 20 déc. 90), l'autorisation est accordée et la lecture se fera à l'hôtel de ville. La Société dénonce-t-elle à la municipalité un curé qui ne lit pas les décrets au prône (9 déc. 90), la municipalité prend une délibération en conséquence. La Société prie-t-elle la municipalité d'écrire à La Roque de Mons, il est ainsi fait (21 janv. 91). L'engage-t-elle à veiller à l'affichage des décrets (10 fév. 91), l'affichage s'opère normalement. Lui demande-t-elle d'appuyer une pétition au sujet de l'expulsion des moines de Bergerac (17 fév. 91) : la municipalité était jusque-là indécise, mais la démarche du club emporte ses dernières résistances, et elle approuve la pétition. La Société lui exprime-t-elle le désir de siéger dans l'église des Carmes (21 mai 91) ; l'invite-t-elle à faire rétablir l'ordre à Eymet (16 juin 91), à expulser de Bergerac des prêtres réfractaires (17 juin 91), à faire créer un courrier supplémentaire (5 juillet 91), à rétribuer un clubiste (26 juillet 91), à envoyer un mémoire au président de l'Assemblée nationale (28 juillet 91), à surveiller les religieuses de Bergerac (23 janv. 92), à secourir des pauvres (10 sept. 92), à faire convoquer le club au son de la grosse cloche (4 juillet 93) : en toutes ces circonstances, la municipalité prend des décisions conformes aux vœux de la Société. Parfois même, la municipalité devance les désirs du club, par exemple au sujet de la vérification des tabacs (27 déc. 90).

A peine, en une circonstance, les rapports des deux assemblées témoignent-ils de quelque tension. Le 30 mai 1791, la Société avait prié la municipalité d'appliquer les décrets à quelques prêtres inciviques ; celle-ci lui répondit sur un ton un peu aigre-doux.

Cette mauvaise humeur s'explique sans doute par la sourde opposition que le maire, Chanceaulme de Sainte-Croix, futur émigré, essayait de faire au club. Mais ce maire dut démissionner, moins d'un mois plus tard, à la grande satisfaction de l'assemblée (17 juin 1791). Il fut remplacé par Villepontoux, membre de la Société depuis le 18 janvier 1791. Le club s'installait au cœur de la place.

La Société étendait son action à d'autres municipalités. Elle invitait toutes les municipalités du district à faire le recensement des farines (12 sept. 90). Elle commençait une enquête sur la conduite incivique de la municipalité du Fleix (30 mai 91). Elle dénonçait à toutes les municipalités du district les électeurs qui ne s'étaient pas rendus à l'assemblée électorale, et des municipalités écrivaient, à ce sujet, des lettres d'excuse (4 juin, 9 juillet 91). Elle rayait du tableau de ses membres le nom d'un maire du voisinage (24 août 91) ; elle y inscrivait, par contre, le procureur d'une autre commune (13 sept. 91).

LA SOCIÉTÉ ET L'ADMINISTRATION DU DISTRICT.—L'autorité dont jouissait le club à travers le district trouvait un point d'appui chez les administrateurs de ce district, avec qui il entretenait

les meilleures relations. La Société désapprouvait hautement des critiques dirigées contre Ponterrie-Escot, président de l'administration du district (10 déc. 90), et celui-ci venait lui exprimer ses remerciements d'une pareille attitude (27 déc. 90) ; peu après, il se faisait recevoir membre de la Société (6 janv. 91). Les autres administrateurs étaient ou furent clubistes, comme lui : Boyer, Dommenget, Laregnère, Larigaudie, Lespinasse, Pinet, Bruzac, procureur-syndic du district.

On s'explique, dès lors, que les pétitions du club aient été généralement bien accueillies de ces administrateurs, qu'il s'agit de procurer uniformes et vivres aux gardes nationaux de Bergerac (14, 20 déc. 90), de surveiller les écarts de conduite de certains prêtres (4 janv., 10 fév., 11 oct. 91), de faire enlever des églises certains objets (27, 28 janv. 91), de faire aboutir une réclamation (17 fév. 91), d'assurer le maintien de l'ordre au Fleix, à Eymet, à Saint-Laurent et à Eglise-Neuve-d'Eyraud (30 mai, 16, 24 juin, 18 nov. 91), de recenser les grains (12 septembre 91), d'émettre des billets de confiance (26 sept. 91), d'organiser une souscription (19 janv. 92), de favoriser la circulation des assignats (26 janv. 92). La suite donnée à quelques-unes de ces pétitions nous échappe, mais se seraient-elles multipliées si elles fussent demeurées infructueuses ? Si la Société n'avait pas eu à se féliciter des bonnes dispositions du district envers elle, lui aurait-elle envoyé, pour lui exprimer sa gratitude, députations sur députations (20 déc. 90, 17 juin 91) ou se serait-elle empressée de lui apprendre l'arrivée imminente à Bergerac d'un personnage de marque (23 juillet 91) ?

Toutes ces démarches collectives n'avaient d'autre but que l'intérêt général. S'agissait-il, au contraire, de prier le district d'accorder à un clubiste une place dans ses bureaux, le club décidait de ne pas adresser une pétition collective, mais de laisser à chaque membre le soin de tenter individuellement une démarche (18 mai 91).

L'administration du district, de son côté, multiplie spontanément ses attentions envers le club. Elle lui envoie un de ses membres, pour lui donner lecture d'une lettre (21 janv. 91). Elle lui communique les décrets reçus (20 déc. 90, 24 oct. 91). Elle sollicite le concours des cordonniers et des citoyennes du club (5 mars, 21 avril 93). Elle fait appel au club pour faciliter les enrôlements (4 juin 93), compléter le Comité de sûreté générale (22 août 93), s'occuper du logement et de la nourriture des chevaux (17, 21 oct. 93), aider aux opérations du maximum (30 oct. 93), activer le transport des subsistances (7 nov. 93), rédiger une adresse (19 déc. 93) ; pour recenser les grains, le club met 63 de ses membres à la disposition du district. Par cette collaboration, la Société méritait bien les éloges que lui décernaient les administrateurs du district, quand ils déclaraient voir « toujours avec la même satisfaction que la Société s'occupait sans relâche de ce qui pouvait procurer le bien public, et qu'ils la seconderaient de tout leur pouvoir » (31 janvier 91).

Notre Société jouissait donc d'un crédit considérable auprès des corps constitués de Bergerac. Ajoutons que les membres du Comité révolutionnaire du district, Bouyssavy, A. Cailloux, Colrieu-Mainsat, Gast, Grelou, Lagrange, Lalune, Lanauve,

Reynaud, Séjournas, Viger étaient clubistes ; que l'inspecteur et le receveur de l'enregistrement (Cantal et Vidal), un employé de la régie des domaines nationaux (un autre Cantal), le percepteur des contributions directes (Sarrette), le maître de poste (Lafite) étaient également clubistes, et l'on peut se faire une idée du poids dont pesait notre Société sur les administrations locales et sur l'opinion.

LA SOCIÉTÉ ET L'ADMINISTRATION DU DÉPARTEMENT. — Les rapports de la Société avec l'administration du département furent moins suivis. Ces rapports consistèrent surtout en pétitions et réclamations : suppression des couvents de Bergerac (17 fév. 91), mise en vente du papier-timbré à toute heure (28 mars 91), offre d'un clubiste de servir comme canonnier (19 juillet 91), invitation à tenir les gardes nationales prêtes à marcher (12 septembre 91), éclaircissements demandés sur la législation des patentes (27 nov. 91), prorogation de l'enregistrement des assignats (12 oct. 93). Les pouvoirs insignifiants attribués à l'administration du département à partir de frimaire an II expliquent le silence de la Société à son égard pendant la Terreur. En 1791, cette administration, par son modérantisme, provoquait quelque impatience de la part des clubistes, qui n'hésitaient pas à la qualifier de « négligente » et menaçaient de la dénoncer à l'Assemblée nationale (3 oct. 91). En juillet 1793, la Société ne cachera pas son mécontentement du procureur-général-syndic, Pipaud, qui avait pris parti pour les Girondins, et c'est contre Pipaud que le conventionnel Pinet rédigera, au nom du Comité de sûreté générale, un rapport qu'il communiquera à ses frères du club bergeracois (8, 21, 23 juillet 93).

Laissant de côté, pour l'instant, l'attitude du club envers la politique générale des assemblées révolutionnaires, disons quelques mots des rapports qu'il entretenait avec les députés de la Dordogne et avec les représentants en mission dans ce département.

LA SOCIÉTÉ ET LES DÉPUTÉS DU DÉPARTEMENT. — Le Périgord avait envoyé aux Etats-Généraux deux députés-originaires du Bergeracois, Gontier de Biran, pour le Tiers, et le comte de La Roque de Mons, pour la noblesse. La Société n'eut à s'occuper de Gontier de Biran, futur émigré, que pour s'indigner du vote qu'il avait émis en faveur du rétablissement du catholicisme comme religion d'Etat (15 mai 90). Quant à la Roque, qui entretenait avec la municipalité de Bergerac une correspondance suivie, la Société prenait parfois copie de cette correspondance et en donnait lecture au cours de ses séances. Relevait-elle des erreurs dans une lettre de La Roque, elle priait la municipalité de les signaler au Constituant (13 janv. 91). Pour corroborer les efforts de La Roque, la Société chargeait des commissaires d'étudier certaines questions, celle du pont, par exemple (1^{er} fév. 91). Cependant La Roque se montre de plus en plus réfractaire au mouvement révolutionnaire. En juillet 1791, le club décide de brûler en effigie ce « royaliste », ainsi que Gontier de Biran, et ce n'est qu'à la prière d'un clubiste que l'on revient sur cette décision (17 juillet 91).

Le 9 septembre 1791, lorsque la Société apprend que l'évêque constitutionnel Pontard, Taillefer et Pinet, membre de la

Société, ont été élus députés à la Législative, ce ne sont que cris d'allégresse dans la salle ; une députation de dix membres ira féliciter Pinet ; l'on écrira à Pontard (10 sept. 91), et sa réponse sera reçue, cinq jours après, au milieu des applaudissements. Pinet, retenu à Bergerac par la maladie, se rendit à la Société le 19 janvier 1792, avant de partir pour Paris, et, à partir du 13 février 1792, il envoya à ses frères et amis du club de nombreuses lettres auxquelles le club répondit de temps en temps.

Lors des élections à la Convention, en septembre 1792, le clubiste bergeracois Ponterrie-Escot était sollicité de se présenter. Mais il déclina toute candidature, et les électeurs, « connaissant le patriotisme distingué de M. Ponterrie-Escot », exprimèrent leurs regrets de ne pouvoir nommer un « citoyen si digne de leur confiance (1) ». Mais le clubiste Pinet fut réélu. Cette élection devait influencer singulièrement sur l'attitude politique de la Société. L'abondante correspondance que Pinet continua d'envoyer aux clubistes et les visites qu'il leur fit maintinrent entre eux une étroite communauté d'opinions.

LA SOCIÉTÉ ET LES REPRÉSENTANTS EN MISSION. — Pinet ne fut pas le seul représentant en mission qui vint assister aux séances de la Société. Le 30 mars 1793, Elie Lacoste, député de la Dordogne, et Jeanbon Saint-André y prennent chacun la parole, font l'éloge de la Convention et de leur collègue Pinet. Le 7 avril 1793, Jeanbon reparait au club, au milieu des applaudissements, vante le patriotisme des Bergeracois, flétrit la trahison de Dumouriez ; la Société jure de vouer à la mort quiconque voudrait devenir roi, et il se retire, escorté par les clubistes. Le 16 juillet 1793, ce sont Treilhard et Mathieu qui viennent mettre les clubistes en garde contre le mauvais exemple donné par les Bordelais. Le 6 septembre 1793, la Société envoie trente membres au-devant de Pinet et de Tallien. Ceux-ci assistent à trois séances, parlent et provoquent un vif enthousiasme (7, 8, 10 septembre 1793). Deux mois et demi plus tard (19 nov. 93), Pinet revient à la Société et y développe avec force les principes montagnards. Nous verrons la Société écrire à Pinet, le 14 pluviôse an II (2 fév. 94) et le 26 germinal an II (15 avril 94). Il est vrai que, pendant la réaction thermidorienne, la Société, modifiée profondément dans son personnel et ses aspirations, reniera ses anciens amis, et que, le 14 messidor an III (2 juillet 95), elle qualifiera d'« horreurs » les actes de Pinet qu'elle exaltait le 26 germinal an II.

De tous les représentants en mission, celui qui exerça sur la Société l'action la plus constante et la plus décisive peut-être, ce fut Lakanal. D'octobre 1793 à juillet 1794, Lakanal séjourne à peu près continuellement à Bergerac. La Société est la collaboratrice et la confidente du conventionnel, qui trouve en elle un levier d'action révolutionnaire. Nous avons montré ailleurs le détail de leurs relations presque quotidiennes (2).

Avec d'autres représentants en mission la Société entretint aussi des rapports, mais bien moins suivis, qu'il s'agit de

(1) Arch. nat., C 178, n° 23.

(2) Voir notre *Mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II*, Paris, Champion, 1913, notamment p. 124 à 129 et 680 à 682.

Paganel (8 sept. 93), de Garrau (6, 12 oct. 93), de Taillefer (21, 28 nov. 93), de Roux-Fazillac (8 nivôse an II), de Romme (18 août 94), de Boussion (1^{er} sept. 91), de Pellissier (23 fructidor an II), de Bordas (26 pluviôse an III) ou de Chauvier (an III).

LA SOCIÉTÉ ET LA POLITIQUE GÉNÉRALE. — Bourgeoise et monarchiste au début, la Société adhèrera graduellement aux principes démocratiques et républicains.

La « conservation et la défense de la Constitution » monarchique et bourgeoise (16 sept. 90), voilà l'objet essentiel de la Société à ses débuts, quand elle porta, au moins jusqu'en juillet 1792 (1), le nom de Société des *Amis de la Constitution*.

Le roi est l'objet du plus grand respect, à condition qu'il gouverne d'accord avec la nation. La Société lui envoie une adresse pour lui faire savoir qu'« un roi citoyen sera toujours notre idole » (3 janv. 91). Mais peu à peu on s'aperçoit que le roi veut agir en dehors de l'Assemblée. On ne s'en prend l'abord qu'à l'entourage de Louis XVI, par exemple à propos de sa politique religieuse (11 janv. 91). Puis, à la suite de l'émotion causée par la fuite du roi à Varennes, la Société supprime du serment que prêtent les clubistes les mots de fidélité au roi (1^{er} juillet 91) ; elle envoie ses félicitations à ceux qui ont contribué à l'arrestation du roi (4 juillet 91). On lit avec peine un manifeste du roi critiquant l'« œuvre immortelle » des Constituants (5 juillet 91). On prie la municipalité de faire effacer « le roi » de l'inscription « la nation, la loi et le roi » (13 juillet 91). La Société fait transcrire sur ses registres l'analyse des décrets qui prévoient les causes de déchéance du roi (21 juillet 91). Elle lit le discours de Brissot sur la question de savoir si le roi peut être jugé (22 juillet 91). Cependant, on fait encore crédit à Louis XVI ; quand la Société apprend qu'il a accepté la Constitution, elle se félicite de cette « heureuse nouvelle » et s'empresse de la communiquer à une Société du voisinage (17 sept. 91). Mais, au cours de 1792, notamment après la journée du 10 août, à laquelle participent plusieurs clubistes fédérés de Bergerac (2), la Société se désaffectionne de plus en plus du roi et, par contre-coup, de la royauté. Le 29 septembre 1792, 161 clubistes félicitent la Convention d'avoir aboli la royauté. Entraînée par les lettres que lui adresse Pinet et par l'exemple de la Convention, la Société demande que le roi soit châtié de ses trahisons, et, le 25 janvier 1793, avant même de savoir quelle peine la Convention infligera au roi, elle exprime à Pinet son espoir que « la Convention ne balancera pas à prononcer que la tête du coupable tombera sur l'échafaud ».

Envers les assemblées révolutionnaires l'attitude de la Société est généralement respectueuse, mais parfois sévère et impérieuse.

Sous la Constituante, autant la Société marque de sympathie pour Lameth (26 nov. 90) ou d'admiration pour Mirabeau (5, 9, 24 mai, 4, 19 juillet, 18 déc. 91), jusqu'au jour où des révélations tardives pousseront la Société à brûler son buste (2 décem-

(1) Le 12 juillet 1792, les fédérés bergeracois parlent au nom des *Amis de la Constitution*.

(2) Voir la séance du 7 mars 1793 et les *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 13 et 15 frimaire an III.

bre 93), autant elle s'indigne de la conduite de La Roque de Mons et de Gontier de Biran, qui ont protesté contre les décrets d'ordre religieux rendus par l'Assemblée (15 mai 90, 15 juillet 91), et demande énergiquement que, dans les législatures suivantes, les députés qui protesteront contre les décrets soient remplacés par leurs suppléants (25, 26 juillet 91). Elle appelle les Constituants « nos seigneurs les fidèles députés d'Etat de l'auguste Assemblée nationale » et assure l'Assemblée de son « plus profond respect » à tous ses décrets (15 mai 90). Les clubistes renouvellent à la Constituante l'expression de leur dévouement (2 juillet 91) et se serrent autour d'elle, après la fuite du roi, pour lui transmettre leur serment de vivre libres ou de mourir (3 juillet 91). La Société fait connaître les décrets par les lectures publiques qu'elle organise (6 déc. 90) et par l'invitation qu'elle fait adresser aux curés, d'avoir à les lire au prône (9 déc. 90); décrets qu'elle se fait communiquer par l'administration du district (20 déc. 90), dont elle tient registre (23 déc. 90) et qu'elle incite la municipalité à faire afficher avec soin (10 fév. 91). Sous la Convention, même respect aux décrets. Le *Bulletin* de la Convention est reçu et placardé dans la salle des séances (20, 23, 25 juin 93, etc.). Et ce respect des décrets est professé en connaissance de cause, qu'il s'agisse de la loi du maximum, qui est longuement commentée à plusieurs reprises, ou de lois de détail comme le décret sur les armoiries (24 oct. 93).

C'est avec enthousiasme que la Société apprend l'élection des députés de la Dordogne à la Législative, et particulièrement des plus avancés (9 sept. 91). Mais, envers cette assemblée, qui montre parfois une grande timidité, la Société multiplie ses avertissements et même ses ordres. Elle l'invite à faire fouiller par les municipalités frontières les voitures qui passent sur leur territoire (19 déc. 91). Elle lui demande de faire vendre les biens des émigrés qui se battront contre la France (6 fév. 92). Elle l'exhorte à prendre de sérieuses mesures contre l'agiotage (9 fév. 92). Le 22 juin 1792, 158 clubistes lui envoient une adresse animée de sentiments déjà républicains, pour la mettre en demeure de faire cesser les caprices du pouvoir exécutif ; ils vont jusqu'à la menace : « Hâtez l'heure, ou craignez le désespoir des hommes libres ».

A l'égard de la Convention, la Société fait preuve d'autonomie à maintes reprises. Elle n'accepte pas, les yeux fermés, le projet de Constitution qui lui est soumis; elle entend délibérer sur le projet (28 fév. 93). Elle ne reconnaît ni Montagne ni vallée ; ce qu'elle veut, c'est une Constitution (26 avril 93). D'abord favorable aux Girondins, elle approuve, malgré l'opinion contraire de Pinet, le décret d'accusation rendu contre Marat (30 avril 93) et, même après que les Montagnards ont triomphé dans la Convention, elle s'élève contre la journée du 2 juin (30 juin 93). Cependant, les Montagnards énergiques de la Société, tels que Boyer, font revenir la Société sur cette décision, et, le 2 juillet 1793, elle se réjouit de la journée du 2 juin. Dès lors, la Société est gagnée aux idées de la Montagne, et elle lui sera fidèle jusqu'à sa chute.

La Société applaudit à l'acte constitutionnel (5 juillet 93). La visite de Treilhard et de Mathieu la retourne complètement contre les tentatives fédéralistes des Bordelais (16 juillet 93). Elle cesse de recevoir le journal du Girondin Carra (11 août 93).

Elle félicite la Convention de sa fermeté, de sa cohésion (6 septembre 93). A l'exemple des Jacobins, elle prend le titre d'*Amis de la Constitution républicaine* (18 sept. 93) ; le 30 nivôse an II (19 janv. 94), elle se qualifie de *Société républicaine et montagnarde*. Elle apprend avec joie le ralliement de toutes les sections bordelaises à la politique montagnarde (15 oct. 93). Elle proteste de son dévouement aux décrets de la Convention (21 oct. 93). Elle se réjouit, auprès de la Convention, de l'exécution de Marie-Antoinette, de la loi du maximum, de l'envoi de Lakanal à Bergerac (31 oct. 93). Elle fête la mémoire de Le Peletier et de Marat (5 nov. 93). Elle qualifie de « style esclave » l'ancien calendrier (1^{er} frimaire an II). Elle écrit à la Convention pour ratifier l'exécution des Girondins (13 frimaire an II), l'inviter à persévérer dans la politique montagnarde (30 nivôse an II) et dans la guerre aux despotes (15 pluviôse an II), la féliciter de ses « sublimes travaux » (2 germinal an II) et de l'écrasement des Hébertistes (germinal an II). Elle fait élever, à ses frais (1750 livres), une montagne symbolique dans l'église Saint-Jacques, devenue temple de la Raison. Même après le 9 thermidor an II (27 juillet 94), elle demeure attachée à la politique montagnarde, ne voyant dans les Robespierriistes que des « scélérats » qui conspiraient contre la Convention (17 thermidor an II), apprenant avec plaisir que Tallien a prononcé un discours en faveur des patriotes (23 thermidor an II), se réjouissant de voir d'« énergiques et francs Montagnards » aux Comités de salut public et de sûreté générale (1^{er} fructidor an II), invitant la Convention à faire toujours preuve, contre les tyrans, d'énergie révolutionnaire (2 fructidor an II), se félicitant de posséder dans la Dordogne un « Montagnard prononcé » comme Pellissier (28 fructidor an II), dissuadant la Convention de fermer les Sociétés populaires et de faire ainsi le jeu des réacteurs.

De son côté, la Convention reçoit avec intérêt les adresses de la Société. Elle en décrète, à plusieurs reprises, mention honorable et insertion au *Bulletin* (adresses des 2 juillet, 6 sept. 93, 13 frimaire, 15 pluviôse an II). Et c'est sans doute en songeant aux services rendus par la Société que, le 7 nivôse an II (27 déc. 93), sur la proposition de Lakanal, elle décrète aussi que Bergerac a bien mérité de la patrie.

Cependant, sous la réaction thermidorienne, les contre-révolutionnaires dominent dans la Société. Le 5 nivôse an III (25 déc. 94), celle-ci, reniant son passé, s'élève rétrospectivement contre la Terreur, applaudit à la fermeture des Jacobins et au rappel des « 73 ». Tout en rejetant le principe de la royauté, les clubistes invitent la Convention à se montrer sévère envers « les buveurs de sang, les terroristes » (21 pluviôse an III), et la remercient d'avoir écrasé les démocrates, les 1^{er} et 2 prairial an III (21 germinal an III).

La politique générale de la Société fut donc la même, dans ses grandes lignes, que celle des assemblées révolutionnaires, mais elle ne lui fut pas servilement obéissante. Notre Société va jusqu'à menacer la Législative ; elle ne se rallie pas immédiatement aux Montagnards, même après leur triomphe dans le sein de la Convention. Par contre, la Montagne est déjà décapitée de ses principaux chefs que la Société reste fidèle à ses principes. Et, sous le Directoire, les débris de la Société de

l'an II, reconstitués en *Cercle constitutionnel*, lutteront de leur mieux en faveur des idées démocratiques.

POLITIQUE RELIGIEUSE DE LA SOCIÉTÉ. — La Société populaire était composée, au début, d'hommes animés de convictions religieuses, mais épris de tolérance et de paix. Par amour de la paix et respect de la loi, ils seront amenés à résister aux intrigues des prêtres réfractaires, puis ils en viendront, mais presque à contre-cœur, à se défier des prêtres en général, à les écarter, mais sans violence, à préconiser la séparation radicale de l'Eglise et de l'Etat, à se rallier au culte laïque de la Raison.

Le 15 mai 1790, la Société approuve le décret du 13 avril précédent, qui écartait la proposition de dom Gerle favorable au rétablissement du catholicisme comme religion d'Etat. Le 11 janvier 1791, elle s'élève contre la politique religieuse du roi.

Mais la Société n'en est pas moins composée de croyants respectueux des usages religieux et se conformant eux-mêmes à ces usages. Les 8 et 10 février 1791, le club décide de faire célébrer un service pour le repos de l'âme d'un juge. Le 29 mai 1791, c'est sans doute par condescendance à l'usage que la Société repousse une motion tendant à la suppression des sonneries de cloches pendant les orages. Même en février 1793, on voit les clubistes se rendre, avec les autorités, à l'église, où le prédicateur Dumontet, vicaire épiscopal, prononce une oraison funèbre des patriotes tués le 10 août 1792 ; la Société reçoit peu après une lettre cordiale du prédicateur, avec le texte de son oraison funèbre (21, 24 fév. 93).

Conformément aux pratiques de l'ancien régime, les clubistes tiennent à ce que les curés servent à la vulgarisation et même à l'exécution des lois (9 déc. 90, 28 mai, 2 oct. 91 et 26 fév. 93).

Les clubistes veulent que les prêtres donnent l'exemple du respect des lois. De là, l'intérêt qu'ils portent aux prêtres assermentés, la vigilance avec laquelle ils surveillent les prêtres suspects, la ténacité avec laquelle ils poursuivent les insermentés.

LES ASSERMENTÉS. — La Société prend la défense du curé assermenté de Belvès, Ducluzeau, qui la remerciera de son intervention (25 fév. 91) ; le même jour, elle lit un discours du prêtre assermenté Beaudequin, ancien Dominicain, qui, lors de sa réception comme membre de la Société, sera embrassé et complimenté par le président (4 mars 91) ; elle décide aussi de décerner une couronne aux prêtres assermentés quand ils se feront agréger au club (25, 28 fév. 91). La Société applaudit à une lettre de Fonvielhé, curé de Saint-Amand-de-Boisse, annonçant qu'il a prêté serment, et fait transcrire sa lettre sur le registre des procès-verbaux (21 janv. 91). Quand ce curé est introduit à la Société et y prononce un discours très applaudi, on décide de faire imprimer son discours (27 janv. 91) ; bientôt il devient membre de la Société (3 fév. 91), et c'est avec peine que les clubistes apprennent que des femmes ont tenu sur son compte des propos inciviques (17 mai 91). La Société est heureuse de savoir que Leygonie, curé de la Madeleine, à Bergerac, adhère à la Constitution civile (22, 24 janv. 91). Elle annonce aux municipalités du district que le curé de Sainte-Foy se conduit

également en bon patriote (25 janv. 91). Elle fait donner lecture du discours d'un autre ecclésiastique, « vraiment patriote », lui aussi (27 janv. 91). Elle exprime au frère prêcheur Lamarque la joie que lui a causée sa lettre patriotique, et, le même jour, elle arrête d'envoyer à plusieurs municipalités des environs le prône du curé de Saint-Sauveur (Charente) (28 janv. 91). Elle reçoit avec plaisir la nouvelle du civisme dont fait preuve le curé Oré, de Saint-Maixent (4 fév. 91). Elle fait afficher et envoyer aux Sociétés affiliées le discours civique de Chalvet, curé de Beaupouyet, et elle lui adresse ses compliments (6, 8 fév. 91). Elle invite Durand, vicaire et aumônier de la garde nationale de Bergerac, à lui remettre le texte du discours qu'il a prononcé le jour de sa réception comme membre de la Société (21 fév. 91). Elle fait lire, à l'hôtel de ville, une adresse favorable à la Constitution civile (3 mars 91). Elle accueille avec enthousiasme la candidature de Durival, curé de Gageac, qui, dès avant la Révolution, était un « apôtre de la Révolution » (9 mars 91).

Elle envoie une députation à Périgueux, pour féliciter Pontard de son élection comme évêque, démarche dont l'évêque se déclarera très touché (8, 21 mai 91). On lit, au club, un écrit de Pontard contre une bulle pontificale, et on apprend avec indignation qu'un citoyen s'est « frotté le derrière » avec une proclamation de l'évêque (17 mai 91). Le 6 juillet 1791, la Société lit un mémoire de Pontard et, quand, le 23 juillet suivant, ils apprennent sa venue à Bergerac, les clubistes sont dans la joie ; ils préviennent les autorités de la ville et envoient vingt commissaires au-devant de ce « prélat vertueux et éclairé » (23 juillet 91). Quand Pontard manifeste son intention de venir au club, dix clubistes vont le remercier de son intention ; l'évêque assiste à la séance du 24 juillet 1791, est embrassé par le président, reçoit une couronne civique, prononce un discours. Le lendemain, il revient au club, accepte d'en être membre, et, sur sa proposition, la Société prend deux arrêtés. Le surlendemain, 26 juillet 1791, il se rend une troisième fois au club et y reçoit un respectueux et chaleureux accueil. On applaudira, trois mois plus tard, à son élection à la Législative ; on lui écrira, à ce propos, une lettre de félicitations, et on recevra avec joie sa réponse (9, 10, 15 sept. 91).

Quand Lasserre est élu curé de Bergerac, la Société le complimente (23 mai 91). Elle prie la municipalité de veiller à ce qu'aucun propos ne soit tenu, qui puisse affliger « la sensibilité de notre respectable curé » (24 mai 91). Le lendemain, Lasserre vient au club, y prononce un discours touchant et applaudi, auquel répond le président ; les discours seront imprimés ; deux autres membres parlent en faveur du curé et de la tolérance, et la Société accompagne Lasserre à son domicile. Un clubiste demande à faire son portrait (29 mai 91). Le curé de Cahuzac exprime sa satisfaction du choix de Lasserre comme curé (30 mai 91). Lasserre inspire à la Société une telle vénération qu'il lui suffit d'intercéder en faveur d'un prêtre, même incivique, pour que la Société abandonne toutes poursuites contre lui (30 mai, 2 et 6 juin 91). C'est encore le curé Lasserre qui fait revenir la Société sur la décision qu'elle avait prise de brûler en effigie deux députés (17 juillet 91). Lasserre accompagne Pontard au club et accepte d'en devenir membre

(25 juillet 91). Le 16 juin 1791, la Société marque son intention de pourvoir, fût-ce à ses frais, aux commodités de Lasserre. Un clubiste annonce que Lasserre se trouve dans la gêne, lui qui se prive du nécessaire, même de feu dans son appartement, pour distribuer aux pauvres des secours : vite, la Société décide d'écrire à Pontard, pour le prier de lui faire obtenir 3.000 livres (11 nov. 91). Elle dénonce à la municipalité un clubiste qui avait injurié Lasserre et son vicaire Durand (5 déc. 91). Comme elle veut faire mettre une garde à la porte de sa maison, Lasserre répond simplement qu'il ne se croit pas menacé, et il décline cette offre. La Société arrête de faire imprimer et envoyer aux Sociétés affiliées, à la Législative et à Carra un travail du « vénérable » curé (13 janv. 92). Celui-ci, de son côté, communique au club une « invitation aux bons citoyens », dont il est l'auteur, et que la Société trouve très patriotique (26, 27 mars 93). Après cette date, le procès-verbal ne mentionne plus le curé Lasserre, mais rien ne nous fait croire que les clubistes aient jamais cessé de respecter la personne de ce prêtre dont la largeur de vues, la simplicité de mœurs et l'autorité morale paraissent avoir singulièrement contribué à la paix religieuse du Bergeracois.

A bien d'autres prêtres « patriotes » la Société apporte ses encouragements et sa protection. Elle fait tirer à 500 exemplaires un discours de Lambert, curé d'Eymet, en faveur du serment (16 mai 91) ; elle lit de lui un autre discours, le 14 juin 1791. Elle fait imprimer le discours que prononce Blandinaire, curé assermenté de Lamonzie, quand il est reçu membre de la Société (16 mai 91). Le curé Caussade est reçu clubiste, prononce un discours patriotique et reçoit une couronne civique (17, 19 mai 91). Le 25 mai 1791, la Société se porte garante du civisme du curé Giri auprès des patriotes de Lalinde. Le 27 mai 1791, elle félicite le vicaire de Bergerac, Durand, de persister dans son serment. Elle lit avec plaisir une lettre de Laporte, curé de Queyssac, l'invite à desservir la paroisse qu'il désire, le loue d'avoir prêté serment, et le président lui décerne une couronne civique (1^{er}, 5 juin, 4 juillet 91). Le président remet aussi des couronnes aux curés constitutionnels du Fleix et de Sainte-Radegonde et les complimente (1^{er} juillet 91). Il en remet encore aux curés constitutionnels Guérin, de Singleyrac (13, 16 juillet 91), et Pictora, de Montagnac-la-Crempeuse ; celui-ci répond patriotiquement (25 juillet 91). Quand un grand-vicaire de l'évêque Pontard se rend au club, le président veut lui offrir une couronne civique, mais le grand-vicaire répond que ce serait la prodiguer que la donner pour des actes de simple sens commun (12 août 91). Faure, curé assermenté de Saint-Martin (canton de Sainte-Foy), envoie à la Société son catéchisme constitutionnel (8 déc. 91). Quand la Société apprend qu'un prêtre assermenté a été tué dans les rues de Bordeaux, un « murmure et un tressaillement général » se produisent dans l'assemblée (23 janv. 92). La Société reçoit encore au nombre de ses membres des prêtres assermentés tels que Bonnet (25 nov. 91), Gautier, curé de Pressignac (7 janv. 92), Vèranier, vicaire à Bergerac (2 mars 93). Nous ne savons si le vicaire Nadal, présenté le 13 juin 1793, fut admis. Jusqu'au milieu de 1793, la Société enveloppe le clergé constitutionnel d'une atmosphère de sympathie reconfortante. Aussi, quand elle reçoit d'Auxerre, le

1^{er} mai 1793, une adresse l'invitant à demander la déportation des prêtres, même assermentés, elle s'empresse de passer à l'ordre du jour.

LES PROTESTANTS. — Envers les protestants, qui respectaient, eux aussi, la loi et la paix publique, la Société se comporta toujours en amie. Les protestants offraient leur temple aux clubistes, pour qu'ils y tinssent leurs réunions, et ceux-ci s'empressaient d'aller siéger dans « le temple de nos frères protestants » (19, 20 nov. 92). Cette bonne entente était favorisée par le fait qu'un certain nombre de clubistes étaient protestants : les noms d'une partie d'entre eux sont aujourd'hui portés par des familles protestantes. Le conventionnel Pinet, qui était protestant, traduisait, semble-t-il, l'état d'esprit de la Société vers la fin de 1793, lorsqu'il opposait les préceptes de l'Evangile aux abus du « despotisme sacerdotal » (19 nov. 93).

LES INSERMENTÉS ET LES MOINES. — La paix religieuse par le respect de la loi, voilà l'ardent désir de la Société. Même quand elle décide de brûler une bulle du pape, elle ne veut pas que cet acte ressemble à une provocation : l'assemblée, « attachée à ses principes de sagesse », arrête que la bulle sera brûlée non en public, mais dans la salle (21 mai 91). Elle remercie le directeur du district de sa circulaire aux municipalités, tendant à ramener la paix troublée par les prêtres réfractaires (17 juin 91). Au cours d'une fête, les clubistes jurent de ne jamais prendre les armes pour une querelle de religion (18 déc. 91). Et nous les voyons, le 19 mai 1793, décider de lire, pendant trois séances, une lettre de Chabot préconisant l'apaisement des luttes confessionnelles.

C'est cette même passion de l'ordre public qui pousse la Société à surveiller de près les ecclésiastiques suspects d'incivisme. Les explications de l'abbé Gastaudias lui ayant paru insuffisantes (6 déc. 90), elle prie la municipalité de perquisitionner dans son appartement (17 fév. 91). Elle envoie un avertissement à Chrétien, vicaire de Bergerac (4 janv. 91). On lui dénonce, pour propos inciviques, le P. Mathieu, Récollet, qui s'empresse de se disculper auprès d'elle (1^{er} mars 91).

Quant aux prêtres insermentés et à tous ceux qui s'opposent à l'application de la Constitution civile, la Société se montre irréductible, non par haine de la religion, mais par respect à la loi. Elle dénonce à la municipalité les écrits « incendiaires » dirigés contre la Constitution civile (24 janv. 91). Elle apprend avec indignation les manœuvres du ci-devant évêque de Sarlat et d'un curé de Saint-Quentin contre cette Constitution (10 fév. 1791). Elle prend des mesures pour faire rétablir l'ordre à Eymet, dont le ci-devant curé, insermenté, surprend la religion des campagnards (17 fév., 16, 24 juin 91). Elle dénonce le curé Dejean-Vidal, pour avoir reçu et distribué un bref de « M. l'évêque de Rome » (11 mai 91). Elle reçoit des dénonciations contre les curés rétractateurs ou réfractaires de Saint-Laurent-des-Vignes (16 mai 91), Falgueyrat, Couze (16 juin 91), Saint-Mayme et contre l'abbé Le Bœuf (11 juillet 91). Elle prie la municipalité de faire sortir de la ville et du district, dans les douze heures, les prêtres réfractaires (17 juin, 24 juin 91). Elle lui signale les écrits d'un curé réfractaire (21 juillet 91).

Elle est mise au courant des « conciliabules aristocratiques » que tient l'ancien curé de Bergerac, Gontier de Biran (12 août 1791). Elle invite la Société de Villamblard à dénoncer Ramefort, curé incivique de Montagnac (24 août 91). Elle écarte de son local l'abbé Tanson, non-conformiste (17 sept. 91). Elle prévient soit la municipalité des troubles causés au Fleix (3 oct. 91), soit le district, des troubles causés à Eglise-Neuve-d'Eyraud (18 nov. 91) par les ci-devant curés de ces deux localités. Elle décide d'inviter les Jacobins à demander des mesures contre les prêtres fanatiques (14 déc. 91), et de faire connaître à l'assemblée son indignation contre le département de Paris, qui a prié le roi d'opposer son veto au décret rendu « contre la horde noire perturbatrice » (19 déc. 91). Quand la Société apprend que des Bergeracois ont prié l'administration départementale de salarier les ministres réfractaires aussi bien que les conformistes, et quand on lui annonce que, parmi les signataires de la pétition, il y a des clubistes, la Société s'indigne. Cependant, elle ne se montre pas brutalement intransigente : elle pardonnera à ceux de ses membres qui avoueront franchement leur erreur (11 janv. 92).

Pour les mêmes raisons qu'elle voit d'un mauvais œil les prêtres réfractaires, la Société combat l'institution monacale. Dès les 17 et 18 février 1791, elle décide de demander à l'administration du département la suppression de tous les couvents de Bergerac, non seulement parce qu'ils seront d'un « prompt débit », mais aussi parce que c'est le meilleur moyen d'extirper cet « esprit de fanatisme qui cherche... à armer les citoyens et à répandre le sang des hommes pour la plus grande gloire de Dieu ».

DÉCHRISTIANISATION. — Travailler au triomphe d'un clergé catholique français et respectueux de la volonté nationale, voilà quel fut, au point de vue religieux, le but de notre Société. Elle s'occupait d'organisation et de discipline ecclésiastiques, mais non de croyances religieuses. Les clubistes se rendaient fort bien compte de cette distinction. « L'assemblée déclare que les opinions religieuses ne la compétent pas, et que le premier qui en parlera sera rappelé à l'ordre par le président ». Et cette déclaration est du 21 octobre 1793.

Mais, peu à peu, la Société s'en prend à la religion elle-même, du moins en quelques-unes de ses manifestations, puisque c'est la religion qui apparaît comme la cause de tant de déchirements politiques. Elle s'enhardit dans la voie de la déchristianisation. Elle apprend, le 24 brumaire an II (14 nov. 1793), qu'une commune s'est débaptisée (Saint-Denis). Le 2 frimaire an II (22 nov. 93), les clubistes applaudissent à la nouvelle que des prêtres ont abjuré et brûlé leurs lettres de prêtrise. Le 12 frimaire an II (2 déc. 93), un membre propose de faire disparaître tous les signes extérieurs de religion, et, si la Société passe à l'ordre du jour sur cette motion, c'est parce que la municipalité s'occupe du même objet. En l'an II, la Société achète de ses deniers l'église Saint-Jacques, de Bergerac, la convertit en temple de la Raison et y fait édifier une montagne symbolique ; cette déchristianisation paraît s'être opérée sans violence. « Le fanatisme et la superstition, écrit notre Société à la Convention, le 27 germinal an II (16 avril 94),

ont fait ici place à la raison. C'est dans son temple que, chaque décade, on apprend à serrer le nœud de la fraternité et du patriotisme. Nous n'avons point forcé les prêtres à renoncer à leur métier. Ils ont connu que leur règne n'était plus de saison, et aussitôt ils ont fermé boutique ». Même au commencement de la réaction thermidorienne, ces tendances subsisteront dans la Société. C'est ainsi que, le 21 brumaire an III (11 nov. 94), le Comité de présentation n'acceptera un candidat que sous réserves, parce qu'« il a tenu au fanatisme ».

LA SOCIÉTÉ ET LA DÉFENSE NATIONALE. — Les clubistes bergeracois entendaient par patriotisme la volonté de défendre la souveraineté nationale contre les oppresseurs du dedans aussi bien que contre ceux du dehors ; ils étaient jaloux de leurs libertés naissantes autant que de leur patrimoine territorial. La Révolution et la France ne faisaient qu'un, dans leur esprit.

C'est ainsi que, dès le 15 mai 1790, alors même qu'on n'entrevoit aucune guerre à l'horizon, les clubistes déclarent « traitres à la patrie » ceux qui veulent de la religion catholique romaine comme religion d'Etat. Lors de la fête du 14 juillet 1790, les clubistes bergeracois dressent le plan et paient les frais d'un autel à la patrie. Le 11 janvier 1791, il est parlé des « associations qui, comme la nôtre, ne respirent que l'amour de la patrie et de la liberté ». On vante les « sentiments du plus profond patriotisme » qui animent une oraison funèbre de Mira-beau (9 mai 91). Parle-t-on des prochains députés à la Législative, on propose de choisir ceux qui l'emportent « par leurs lumières et leur patriotisme » (22 juin 91). Un curé constitutionnel envoie-t-il un mémoire à la Société, elle qualifie ce mémoire de patriotique (4 juillet 91). Ce patriotisme est largement humanitaire. Notre Société entretient des rapports cordiaux avec la *Société de la Révolution*, de Londres ; elle prend le deuil de la mort de Price (24 mai 91) ; elle célèbre une fête en l'honneur des Anglais et des Américains (18 sept. 91) ; et quand, sur un faux bruit, elle croit savoir que des troupes anglaises ont débarqué en France, elle décide d'écrire à la *Société de la Révolution*, de Londres, pour rejeter sur Pitt et la Cour anglaise la responsabilité de cette invasion.

Si nous recherchons en quoi consista le patriotisme des clubistes bergeracois, au point de vue particulier de la défense nationale, nous voyons que la Société fut tout à la fois un foyer d'enthousiasme, un centre d'initiative, une association de secours aux soldats, un organe d'informations. Elle n'était pas directement intéressée à cette œuvre, car elle se trouvait éloignée des frontières, mais c'est par sentiment de solidarité nationale qu'elle assumait virilement cette quadruple tâche.

La Société apporta à toutes les bonnes volontés armées pour la défense de la nation le stimulant de son enthousiasme, de ses fêtes, de sa gratitude ou de sa réprobation. Le 16 mai 1791, elle félicite un officier de la garde nationale. Le 25 juin suivant, elle décide que les clubistes qui ne se comporteront pas en bons gardes nationaux seront rayés du tableau de ses membres. Elle applaudit à un mémoire envoyé par les sous-officiers et soldats d'un bataillon (28 juin 91). A la nouvelle que des troupes étrangères sont entrées en France, les clubistes jurent de vivre libres ou de mourir (3 juillet 91). Ils reçoivent en

séance les patriotes qui se sont enrôlés, remettent des certificats à ceux qui sont Bergeracois (27 fév. 92), et donnent un drapeau à chaque groupe de 30 volontaires (1^{er} mars 92). Ils participent au service funèbre célébré en l'honneur des fédérés du 10 août (9 fév. 93), reçoivent fraternellement des citoyens qui vont servir dans la marine militaire (5 mars 93), applaudissent à la nouvelle que la commune de Nontron a fourni en une demi-heure le contingent fixé. Des volontaires périgourdins et marseillais, de passage à Bergerac, sont reçus au club et le président les félicite chaudement (14 avril 93). Le mois suivant (13 mai 93), la Société remet un drapeau à des volontaires. Le 13 octobre 1793, elle envoie des encouragements à un de ses membres, volontaire à l'armée des Pyrénées-Occidentales : « Répandez partout la lumière de notre Evangile politique, lui écrit-elle... Inspirez au plus petit qui vous entoure l'horreur de la tyrannie ». Le 11 pluviôse an II (30 janv. 94), elle adresse à des soldats une lettre enflammée. A un volontaire qui combat en Vendée elle envoie, en germinal an II, ses félicitations, de l'argent, et elle ajoute ces mots, d'un vigoureux laconisme : « Souviens-toi que les Bergeracois n'ont jamais lâché le pied ».

Ce n'est pas seulement par des mots, c'est aussi par des actes que la Société témoigne de son intérêt à la défense nationale. Elle réclame, pour les gardes nationaux de Bergerac, les uniformes qui sont restés en dépôt à Périgueux (14 déc. 90). Elle fait convoquer le Conseil militaire de la garde nationale de Bergerac et envoie aux *Annales patriotiques* la délibération prise par ce Conseil (2 janv. 91). Elle invite la garde nationale à utiliser des canons offerts par un clubiste, à former une compagnie de canonniers (31 janv. 91), à instruire des volontaires (15 juin 1791). Elle pousse la municipalité à ouvrir un registre pour l'inscription des engagés auxiliaires (22 fév. 91). Elle appuie auprès des Jacobins l'idée que tous les officiers de l'armée prêtent à nouveau le serment civique (18 mai 91). A la nouvelle de la fuite du roi, elle s'inquiète du manque d'affûts aux canons de la ville (15 juin 91). Le 12 septembre 1791, elle prie le département de tenir les gardes nationaux prêts à marcher. Le 5 mars 1793, elle préconise des mesures propres à empêcher les citoyens de se soustraire à la levée prochaine. Elle s'ingénie à trouver des canonniers (12 mai 93). Elle intervient pour faire élargir un clubiste bergeracois, le capitaine Lespinas, incarcéré par erreur (12 nov. 93). Elle émet le vœu que toutes les matières métalliques soient transformées en canons (22 nov. 93).

La Société pousse plus loin sa vigilance. Elle recueille de l'argent, des effets d'habillement et d'équipement pour les soldats et des secours pour leurs parents.

Dès le 30 décembre 1791, la Société décide d'adresser aux citoyens une proclamation, pour les inviter à souscrire à l'achat de fusils. Le 12 juillet 1792, une députatation du club vient remettre à la Législative un don patriotique considérable. A Bergerac, à Couze, à Mouleydier, à La Force, puis dans toutes les communes du district, elle organise ou fait organiser des souscriptions en faveur des militaires (20 janv., 18 fév., 14 mars 93). Souliers, chemises, bas affluent au club, qui, lui-même, fournit sa contribution (9 mars 93). Les cordonniers clubistes apportent leur concours à ces dons (5 mars 93). Le tout est envoyé à l'armée de Custine, et le ministre Beurnon-

ville (14 mars 93), ainsi que Custine (2 avril 93), adressent leurs remerciements à la Société. Ces premiers dons à peine faits, le club en sollicite et en recueille d'autres. A destination des frères d'armes qui combattent aux frontières, des secours en argent ou en nature arrivent au club, venant de Lamonzie (16 mars 93), de Saint-Sauveur (19 mars 93), de Saint-Capraise (24 mars 93), de divers clubistes bergeracois (24 mars, 14 avril 1793). Les citoyennes clubistes fabriquent guêtres et chemises, pour accélérer le départ de volontaires bergeracois (21 avril 93). La Société populaire de Lille demande-t-elle de la charpie pour les blessés des hôpitaux, notre Société prend des mesures en conséquence ; d'ailleurs, des citoyennes offrent de la charpie spontanément (6 oct. 93). On réserve aux volontaires les étoffes qui se trouvent dans un magasin (30 oct., 19 nov., 14 déc. 93). Des dilapidations se sont-elles produites dans le dépôt des souliers destinés aux volontaires, et un clubiste est-il soupçonné d'en être l'auteur, l'affaire est portée devant le club (5, 6 nov. 1793). Le 29 novembre 1793, la Société ouvre parmi ses membres une nouvelle souscription en faveur des soldats, et un appel nominal est fait à cette intention (11 déc. 93). Bas, linge, vêtements continuent d'affluer au club (29 nov., 11, 24 déc. 93). Si bien que, le 2 germinal an II (22 mars 94), la Société expédie aux soldats de Bayonne et de Rochefort 424 chemises, 37 draps de lit, 88 paires de bas, 164 paquets de charpie, des mouchoirs, souliers, compresses, etc.

Les clubistes arment aussi un cavalier (1^{er} et 3 déc. 93, 2 germinal an II) et envoient de l'argent à des volontaires (5 et 19 germinal an II).

Si l'on s'occupe des volontaires, on n'oublie pas les parents pauvres que ceux-ci laissent sans ressources. La Société adresse à la municipalité une pétition en faveur de ces parents pauvres (10 sept. 92), et elle organise, à cet effet, une souscription (16 et 26 mars 93). Les secours parurent sans doute insuffisants, puisque deux citoyennes, dont la Société paya les frais de voyage, durent se rendre auprès de l'administration départementale, pour réclamer en faveur des parents pauvres des volontaires. Cependant, l'action de la Société, corroborée par celle de Lakanal (1) et de Roux-Fazillac, fut suivie d'heureux résultats, puisque, le 17 décembre 1793, la souscription organisée par la Société atteignait la somme de 18.000 livres.

Société de secours aux soldats et à leurs familles, le club servait aussi, à certains égards, de centre d'informations militaires. Il est difficile d'évaluer le nombre des clubistes bergeracois qui partirent pour les armées. D'après les recherches, bien fragmentaires d'ailleurs, que nous avons pu faire, nous avons lieu de croire (et, pour la moitié environ des cas, il y a certitude) que les 36 clubistes Bailly, Bergegère, Bertrand, Bonnet, Borel, Bouvssavy, Bruzac, Buignet, Cabanat, Cailloux, Capmau, Carrau, Carrier, Conil, Coudré, Dagout, Despaigue, Doat, d'Esmartis, Frescarode, Frugès, Grasset-Lafour, Grozet, Géraud, Gravier, Lespinasse, Leyx, Luzignan, Mergier, Moulinier, Mounet, Pacher, Pujol, Repassin, Venencie, Veyrine servirent sous les drapeaux.

Ces militaires clubistes ne perdaient pas, en la quittant, le

(1) Voir notre *Lakanal*, p. 328 et suiv.

souvenir de leur Société. Ils constituaient, à leur tour, une Société populaire au deuxième bataillon de la Dordogne, dont le clubiste Mergier était commandant. Ils adressaient des lettres soit à la Société, soit à leurs parents, qui les communiquaient à la Société, pour leur raconter les faits d'armes des compatriotes, l'état des opérations, les victoires des armées de la République. La Société reçoit, le 2 avril 1793, une lettre, pleine de bonne humeur, du volontaire Bruzac ; le 4, une lettre de Despaigne, qui annonce une défaite des Vendéens ; vers la même époque, une lettre longue et substantielle du commandant Mergier, racontant les vicissitudes du deuxième bataillon de la Dordogne à l'armée du Rhin (2), et la Société lui répond le 7 avril 1793. Le 7 mai suivant, trois clubistes, volontaires à l'armée des Pyrénées occidentales, instruisent la Société des succès remportés sur les Espagnols et demandent quelques légers services. La Société lit, le 15 septembre 1793, une lettre datée de Thionville, contenant des « détails militaires » ; le 17, une lettre écrite par un fils de clubiste et intéressante par ce qu'elle dit de la marche de 15.000 hommes contre les insurgés de Lyon. Le 14 floréal an II (3 mai 94), trois volontaires écrivent à leurs frères de Bergerac, pour leur faire connaître les victoires remportées par Dugommier sur les Espagnols. C'est avec tristesse et fierté tout à la fois que la Société apprend la mort héroïque de certains clubistes, comme ce d'Esmartis qui avait abandonné ses fonctions de maire de Bergerac pour prendre, lui, ancien capitaine de navire, le grade de lieutenant de vaisseau (14 thermidor an II).

Pareilles correspondances des volontaires avec la Société prouvent que l'essaim n'avait pas oublié la ruche. Chez ceux qui les écrivaient, comme chez ceux qui les recevaient, elles entretenaient l'ardeur patriotique. Elles constituaient le lien le plus précieux par où le club fût uni aux événements de la défense nationale. Elles achevaient de faire de la Société, dans une petite ville de province, l'âme de la patrie en émoi.

LA SOCIÉTÉ ET LES SUBSISTANCES. — La grave question des subsistances fut très souvent à l'ordre du jour des séances, qu'il s'agit des grains, d'autres objets comestibles ou des vins.

Dans l'hiver 1790-91, la Société s'inquiète de l'exportation et de l'accaparement des grains (10 déc. 90, 14 janv. 91). Elle fait vérifier des farines (1^{er} août 91) et du pain (9 mai 93). Elle est très émue par la lettre d'un clubiste qui lui annonce que le blé devrait être payé moins cher par les Bergeracois, et elle saisit la municipalité de cette nouvelle (9, 12 sept. 91). Elle insiste sur la nécessité d'un grenier public ; elle invite la municipalité et le district à faire recenser les grains (12 sept. 91). Un clubiste, de concert avec les autorités constituées, demande à un représentant du peuple des subsistances en vue de l'hiver et, le 16 frimaire an II (6 déc. 93), 63 clubistes sont chargés d'aider au recensement des grains (1^{er} octobre 93). C'est au cours d'une séance de la Société que Lakanal vient jurer sur sa tête que Bergerac sera la dernière ville à manquer de pain (22 oct. 93). Le 17 fructidor an II (3 sept. 94), la Société invite

(2) Voir sa lettre à la Société, de Fort-Louis du Rhin, 10 janvier 1793, dans de Cardenal, *Le recrutement de l'armée en Périgord...*, p. 412.

l'administration du district à faire verser au grenier public les grains que certains propriétaires ont en sus de la portion qui leur revient, à faire distribuer du grain ou de la farine au lieu de pain, à appliquer exactement un décret relatif aux subsistances. Le 14 pluviôse an III (2 fév. 95), la municipalité prie le club de désigner deux de ses membres, pour administrer le magasin des subsistances. Non content de contrôler les autorités locales ou de collaborer avec elles, le club prend l'initiative de solliciter des subsistances, soit de Pinet (14 pluviôse an II), soit de Treilhard et de Bordas, soit de la Convention (23 au 26 pluviôse an III).

Pour l'ensemble des denrées alimentaires la Société réclame l'uniformité des mesures et des prix (14 fév. 91). Elle reçoit avec intérêt les premiers décrets sur le maximum (24 sept. 93). Celui du 29 septembre 1793, qui limite le prix de la viande, du beurre, du bétail, de la chandelle, des étoffes, etc., déchaîne un frénétique enthousiasme (6 octobre 1793). Le même jour, la Société envoie des commissaires à Sainte-Foy, auprès de Garrau, pour le prier d'y faire strictement appliquer la loi sur le maximum. Pour hâter l'application de cette loi, elle fait dresser la liste du prix des denrées que l'administration du district aurait pu oublier, car elle estime que tous les objets, sauf les objets de luxe, doivent être taxés (17, 18 oct. 93). Elle félicite la Convention de son grand décret sur le maximum (31 oct. 93). Elle est prête à « seconder les vues » du Comité des subsistances, de Paris (4 frimaire an II), et, le 12 frimaire an II (2 déc. 93), elle envoie à ce Comité le tableau du maximum à Bergerac.

La Société prend des mesures pour faire contrôler la qualité de la viande de boucherie (13 janv. 91), empêcher l'accaparement des moutons (8 oct. 93), faciliter le transport des subsistances (7 nov. 91) et particulièrement l'exportation des vins, une des principales ressources du Bergeracois. Ainsi, elle lit une lettre de La Roque de Mons sur cet objet (28 janv. 91) ; elle demande à la Convention l'autorisation d'expédier les vins à l'étranger (13, 27 sept. 93), autorisation que le Comité de salut public n'accorde, le 26 germinal an II (15 avril 94), qu'à des conditions léonines.

LA SOCIÉTÉ ET L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — Une Société populaire qui trouvait ses origines dans deux Sociétés essentiellement philanthropiques, l'*Harmonie* mesmérénne et la Loge maçonnique de Bergerac, ne pouvait pas se désintéresser des questions relatives à l'assistance publique. Nous avons montré combien elle s'occupa des approvisionnements de la ville et quels secours elle fournit aux volontaires et à leurs parents. Bornons-nous ici à dire quelques mots de l'aide qu'elle apporta aux prisonniers, aux pauvres en général, à des particuliers, notamment à des clubistes, et du concours qu'elle donna à des formes plus durables et plus complexes de l'assistance publique, telles qu'un hôpital et des agences de secours.

Dès le 10 décembre 1790, la Société s'occupe du « soulagement » des prisonniers. Elle tâche, vainement d'ailleurs, d'intéresser la municipalité à leur sort (14 déc. 90) et elle charge deux commissaires d'aller visiter les prisonniers (20 déc. 90). Ceux-ci sont dans « la plus affreuse misère ». Un commissaire a bien « pourvu sur-le-champ à adoucir leurs maux », mais il faut

faire mieux. Un tronc sera établi dans la salle ; chaque membre y déposera son « offrande de bienfaisance », et quatre commis-saires, renouvelés toutes les semaines, emploieront ces fonds au soulagement des prisonniers (21 déc. 90). Pour payer des fournitures faites aux prisonniers, le tronc ouvert, par exemple, le 13 janvier 1791, donne alors 5 livres. Le 17 février 1791, près de 20 livres sont réservées au paiement du bois et de la soupe des prisonniers. Mais, le 27 mai 1791, on constate que la Société fait des « dépenses considérables » pour les prisonniers ; ceux-ci sont décidément trop nombreux ; on suspendra les secours qu'on leur accordait (30 mai 91).

D'abord réservé aux seuls prisonniers, le produit du tronc, accru du produit de la vente des certificats de membre, fut destiné, à partir du 9 mars 1791, à secourir tous les malheureux indistinctement. En outre, du 30 décembre 1790 au 31 janvier 1791, une série de quêtes sont faites parmi les clubistes, qui produisent des sommes variant de 18 livres à 20 sols : le produit de ces quêtes et du tronc servira à l'habillement des pauvres. Le 9 septembre 1791, la Société invite le district à distribuer aux pauvres la somme afférente au traitement des vicaires qui manquent. Elle ouvre une souscription destinée à procurer aux pauvres des fèves jusqu'à la moisson (19, 28 janv. 92).

Dans des cas particuliers, mêmes marques d'intérêt envers l'humanité souffrante, ainsi qu'on disait alors. Deux citoyens demandent des secours : on fait une quête (24 fév. 91). Un passant tend la main : on lui donne 5 livres (2 janv. 92). Un citoyen présente un certificat de pauvreté : on lui remet aussi 5 livres (28 fév. 93). Un ouvrier, muni de bons certificats, se rend à Montauban et il est pauvre : on organise une collecte, qui lui vaut plus de 6 livres (4 germinal an II). Un Bergeracois, père de six enfants, obtient de l'argent et une lettre de recommandation auprès des Sociétés affiliées. Un conducteur d'artillerie reçoit de la Société une chemise, et un clubiste n'hésite pas à se déshabiller dans un coin de la salle, pour lui donner son habit, quitte à rentrer chez lui à moitié nu (20 août 93). Même après leur mort, des citoyens méritants reçoivent de la Société des témoignages de justice distributive. Un défenseur de la patrie est décédé à l'hôpital : ses funérailles seront faites aux frais de la Société (10 sept. 93).

Est-ce à dire que la Société accorde aveuglément des secours au premier venu ? Non, certes. On prend des informations sur un invalide avant de rien lui donner (10 mai 91). On renvoie au Comité des rapports les demandes qu'adressent une femme (20 mai 91) et un particulier qui a un procès (24 juillet 91). Un jeune homme se plaint à la Société de la dureté de ses parents et sollicite un secours : on lui conseille charitablement de faire son possible pour mériter la confiance de ses parents (27 août 91).

Par contre, les clubistes pauvres, qu'ils appartiennent à la Société de Bergerac ou à d'autres Sociétés, sont l'objet d'une particulière sollicitude. Peyvieux, homme de loi, offre gratuitement ses services à ses frères du club de Bergerac (28 fév. 91). La Société compte 6 livres et paie ses frais d'auberge à un sergent de passage, qui est membre de la Société de Valognes (5 sept. 91). Deux clubistes se tiennent à la porte de la salle,

pour recevoir des offrandes destinées à secourir un frère dont le nom, par discrétion, ne sera point divulgué (23 sept. 91). Des mesures analogues sont prises assez souvent (7 oct., 23 déc. 91). Il reste 48 livres d'une souscription faite en vue d'un banquet civique : on réservera ce reliquat aux frères malheureux. Un garde national parisien est muni de certificats de Sociétés populaires : on lui remet 5 livres (21 fév. 93). Un volontaire infirme, clubiste de Langon, reçoit près de 9 livres, produit d'une collecte faite dans la Société (26 mars 93). Un marchand et sa femme, qui vont à Lyon, présentent des certificats délivrés par une Société de Bordeaux : on leur remet 10 livres (18 avril 93). Les clubistes de Bergerac avaient souvent le mot de fraternité à la bouche : ces quelques exemples prouvent qu'ils savaient traduire ce mot par des actes.

Quand Lakanal crée un hôpital et quatre agences de secours (1), c'est à la Société populaire qu'il réserve la primeur de cette nouvelle.

La Société demande du pain blanc pour les malades hospitalisés, et, de peur que ceux-ci soient incommodés par le bruit des séances, elle change de local (23 oct. 93). Elle souscrit aux frais de cercueils pour les pauvres morts à l'hôpital (5 déc. 93). D'accord avec Lakanal, elle cherche à laïciser le personnel de l'hôpital (24 frimaire an II). Et c'est un clubiste qui est médecin de cet établissement.

Quant aux agences de secours, c'est, parmi les clubistes, à qui apportera aux pauvres son concours dévoué : Faugère, avocat, que la Société élit « défenseur des pauvres » ; Boissière et Latané, médecins; Albert, officier de santé; Lafon, Denoix, Labonne, Géraud, chirurgiens. Labonne, qui est aussi pharmacien, prépare, à ses frais, les remèdes destinés aux miséreux. Géraud offre d'accoucher gratuitement les femmes indigentes (24 oct. au 3 nov. 93). Mais les secours ne sont pas accordés sans le contrôle de la Société. Celle-ci, conformément à un arrêté de Lakanal, fait apporter dans le lieu de ses séances la liste des bénéficiaires (31 oct. 93). Elle signale à une agence des personnes qui reçoivent des secours sans en avoir besoin (3 nov. 93). Pour faciliter le contrôle, les agences feront connaître à la Société non seulement les noms, mais les prénoms et sobriquets des intéressés (6 nov. 93). Et c'est en séance publique que sont lues les listes des personnes secourues par les agences (15 nov., 17 nov. 93). La Société populaire apparaît, à bien des points de vue, comme l'organe moteur et régulateur de l'assistance publique à Bergerac pendant la Révolution.

LA SOCIÉTÉ ET LES INTÉRÊTS LOCAUX. — Examinons l'action locale de la Société en matière de travaux publics, finances, justice et instruction.

Le pont de Bergerac, sur la Dordogne, avait été détruit par une crue en 1783, et le Cahier du Tiers, de 1789, réclamait sa reconstruction (2). A sa place, il n'existait qu'un bac, dont la Société veille à ce que les fermiers observent le tarif prescrit 27 déc. 90). Les 14 et 17 janvier 1791, la Société arrête que six

(1) Voir notre *Lakanal*, p. 312 à 323.

(2) Voir notre *Lakanal*, p. 574 et suiv.

commissaires dresseront un projet de mémoire à soumettre à la Constituante, pour obtenir l'édification du pont. Le clubiste Vergniol élabore ce mémoire (24 fév. 91) ; la municipalité l'approuve, en envoie le texte à l'Assemblée et une copie au député Boussion, qui, représentant du Lot-et-Garonne, n'avait pas moins d'intérêt que les clubistes à la reconstruction d'un pont nécessaire aux communications du Bergeracois avec l'Agenais (28 juillet, 16, 26, 27 août 91). Mais les choses traînent en longueur ; les clubistes font, en faveur de cette reconstruction, une nouvelle motion (23 sept. 91), un nouveau rapport (26 sept. 91), une nouvelle démarche auprès de la municipalité (6 nov. 91). Puis, le silence se fait, dans le club, sur cette question, jusqu'au 24 frimaire an II (14 déc. 93) où la Société reçoit une lettre de Boussion à ce sujet. Elle s'empresse de communiquer cette lettre à Lakanal, qui, dès le 27 brumaire an II (17 nov. 93), avait pris un arrêté ordonnant la reconstruction du pont. Mais les efforts de Lakanal n'aboutiront pas davantage ; il sera du moins secondé, dans son entreprise, par la Société, que Lakanal associa à la Commission des monuments, créée par lui à Bergerac (8 frimaire an II).

Quant aux routes, c'est à l'instigation du club que la municipalité invite l'administration départementale à faire construire une nouvelle route de Périgueux à Bergerac (29 sept., 13 nov. 90). Le 11 février 1791, le club charge quatre commissaires de s'occuper du chemin de Villamblard. Le 27 mai 1791, il préconise l'achat du couvent des Carmes, à Bergerac, pour qu'on puisse prolonger la rue du Marché jusqu'à la route de Périgueux. C'est aussi le club qui prie la municipalité de faire numérotter les maisons de Bergerac (30 juin, 23 sept. 91, 18, 21 avril 93), d'assurer l'ordre dans la rue, en faisant surveiller les gens qui sortent, la nuit, sans lumière (13 janv. 91), ou font du bruit au dehors (12 mai 91). C'est elle aussi qui demande qu'un messenger se rende, chaque jour de courrier, à Mussidan ou à Périgueux, pour y prendre les lettres à destination de Bergerac (5 janv., 5 juillet 91). Tels sont quelques-uns des moyens que préconisa la Société, pour développer la circulation sur les routes, la sécurité dans la rue, la rapidité des correspondances.

Au point de vue financier, la Société prit, pour la première fois dans la Dordogne, l'initiative de la création d'une Caisse patriotique qui émettrait des bons de ville ou billets de confiance, destinés à faciliter l'échange des assignats (1^{er} mars 1791). Après avoir comparé divers « plans d'échange » des assignats, elle adopte un projet que lui soumettent des commissaires et que ratifient les autorités (15, 17, 20 mai, 11 juin 91). La Caisse est donc créée. Les bons sont émis ; mais, comme le public les refuse parfois, la Société décide de lancer une adresse aux Bergeracois, pour leur en montrer l'utilité (9 juillet 91). Elle prend diverses mesures pour accroître le nombre des billets et la confiance qu'ils inspirent (29 juillet, 12, 26 sept. 91). Elle apprend avec satisfaction que le district va émettre de nouveaux billets (3 oct. 91). En 1792, le rôle de ces bons devient inutile, car les petites coupures d'assignats émises par l'Assemblée commencent à entrer dans la circulation et la fonte des cloches remédie au manque de métal. Il faut alors faire rentrer les bons de ville, annulés par la Convention, dans les

caisses d'où ils étaient sortis, et la Société facilite de son mieux cette rentrée (12 frimaire an II).

En même temps, la Société s'occupe de signaler au public les faux assignats (5 août 91), de surveiller et dénoncer ceux qui se livrent à l'agiotage des assignats (26 sept. 91, 9, 13 fév. 92) ou qui les refusent (26 janv. 92), de faire proroger l'enregistrement des assignats (12 oct. 93), d'assurer aux assignats toute leur valeur, en proposant d'hypothéquer les biens immobiliers ou mobiliers (15 sept., 13, 16 oct. 93).

Au sujet des patentes, le club demande des éclaircissements (27 nov. 91). Il fait des démarches pour que le public puisse se procurer facilement du papier timbré (28, 29 mai 91). Il talonne la municipalité pour faire rentrer la commune en possession du droit de carnelage (13 nov., 17 déc. 90). D'accord avec la municipalité, il prie la Convention de réduire le chiffre des impositions qui frappent la commune de Bergerac (3 mars 93).

Pour faciliter la solution des procès, tantôt la Société joue elle-même le rôle d'arbitre (10 mai 91), tantôt elle réclame avec insistance trois juges pour le canton de Bergerac (11 oct., 6 nov. 91), tantôt elle seconde activement les mesures de Lakanal relatives à l'extinction des procès, et demande à la Convention de généraliser ces mesures à travers la France (germinat an II).

En matière d'instruction publique, la Société contribue au choix des instituteurs et institutrices de Bergerac ; au moins trois instituteurs sur quatre sont des clubistes (24 oct. 93). Quant à l'éducation civique que le club cherche à faire de la population bergeracoise, on peut dire que l'institution même de la Société et la plupart de ses actes répondent à ce but. En facilitant l'établissement d'une imprimerie à Bergerac (20 mai, 7, 14, 18 juin 91), en faisant lire publiquement des journaux et des décrets, en devenant un centre permanent de discussion et d'action politiques, la Société méritait pleinement l'éloge que lui décernait Tallien, quand il proclamait que « les Sociétés populaires sont les écoles primaires de l'éducation républicaine » (10 sept. 93), et elle n'exagérât pas les services qu'elle avait rendus, lorsqu'elle déclarait avoir « allumé le feu sacré de la liberté parmi les habitants d'un vaste arrondissement » (30 nivôse an II).

LES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE DE BERGERAC

[Séance du 15 mai 1790].

Aujourd'hui, 15 mai 1790, le club établi au nombre de cent individus, citoyens honnêtes et actifs (1), en cette ville de Bergerac assemblés, ayant pris connaissance d'une déclaration du 19 avril dernier de certains députés de l'Assemblée nationale, qui ont protesté contre le décret rendu le 13... avril (2), concernant la religion, dans laquelle déclaration entre autres signatures se trouve celle de M. Gontier de Biran, député du Périgord ;

Considérant que cette déclaration est un attentat manifeste à la tranquillité publique..., que les décrets de l'auguste Assemblée nationale ne peuvent recevoir aucune atteinte de la part des ennemis de l'Etat, qu'ils doivent être souverainement respectés par tous les individus de cet empire, que l'adhésion dudit sieur Gontier de Biran (3) à cette déclaration... est une trahison, la plus... caractérisée, au vœu de ses commettants et de tous bons patriotes, qu'elle mérite l'indignation publique ;

Sur quoi, l'assemblée, animée du bien général, a... arrêté unanimement que 10 de ses membres (4) se transporteront, ce jour même, à l'hôtel de cette ville, devers MM. les officiers municipaux, pour leur faire part de leurs alarmes..., les supplieront de... présenter une adresse, par une députation de deux individus de cette ville, à nos seigneurs les fidèles députés de l'auguste Assemblée nationale séante à Paris, leur témoignant le plus profond respect... à tous leurs décrets..., leur indignation... [contre] certains députés mal intentionnés de ladite Assemblée nationale, et leur improbation la plus complète tant à l'égard desdites protestations que de toutes autres manœuvres... dont pourraient se servir les ennemis de l'Etat, que nous regardons comme traîtres à la patrie (5).

(1) La loi municipale du 14 décembre 1789 (art. 62) n'accordait le droit de réunion qu'aux citoyens actifs, c'est-à-dire à ceux qui payaient une contribution directe de la valeur locale de trois journées de travail et qui n'étaient pas serveurs à gages (Duvergier, t. I, p. 79).

(2) Par ce décret, la Constituante avait rejeté, au nom du principe de la liberté de conscience, la motion de dom Gerle tendant à faire décréter que la religion catholique « demeurerait pour toujours la religion de la nation et que son culte serait le seul public et autorisé » (Duvergier, t. I, p. 171, et *Moniteur* du 14 août 1790.)

(3) Sur Gontier de Biran, voir G. Bussière, *Etudes historiques sur la Révolution en Périgord*, t. III, p. 15. Gontier de Biran émigra.

(4) Il était interdit de députer plus de 10 membres pour apporter et présenter des pétitions et adresses aux autorités (Duvergier, t. I, p. 79).

(5) Le lendemain, 16 mai 1790, l'assemblée municipale décidait d'envoyer au président de l'Assemblée constituante une adresse conforme au vœu de la Société (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date).

Dans une lettre du 22 mai 1790, Gontier de Biran cherchera à se justifier

[Signé] (1) Bailly aîné, Bailly cadet, Bernard, B^d Bernis, Biès, capitaine ; Bourson, Bouyssavy, buraliste ; Barthélémy, Bouyssavy, Daniel Bouyssavy, Boyer, Brissaud, G. Cailloux (de Malbec), Casse, Joseph Caussade, Colin, capitaine ; E. Colrieu-Mainsat, adjudant ; Courtine, Cramaille, Dehap, Daniel Dubois, Ducastaing, Ramus Eyma jeune, Fasandier, Faurie, H. Félix, Filliol, capitaine ; Franchemont, Galène aîné, Galina (de Russel), Gendre, Pierre Girou, Gounouilhou, Gravier aîné, commissionnaire ; Grozet, Lacoste, aide-major ; Lavergne, Morvant, J. Mouret, Niole, Pasqual, J. Petit, Honoré Poussou, Reclus, Reynaud, Rolland jeune, Rouquette aîné, Sarrette, B^d Serre, Simounet jeune, Sounalet, Texandier, lieutenant ; Tournié dit Quercy, Troquereau dit Paris, Veyrine, chapelier ; Vigier, P. Vigier (2).

[14 juillet 1790].

[A la séance municipale du 14 juillet 1790, il est dit que « plusieurs de nos concitoyens » ont dressé le plan et payé les frais de l'autel de la patrie élevé à l'occasion de la cérémonie commémorative du 14 juillet 1789 (3). A la séance municipale du 2 octobre 1790, il est parlé de cet « autel de la patrie... offert par MM. les membres du club »] (3).

[Août 1790]

[Au commencement d'août 1790, lors de l'élection des membres de l'administration du district de Bergerac, une députation de la Société, composée de Bourson, vice-président, Boyer, Gravier et Niole, secrétaires, Ducastaing, Franchemont, Malauger, Reynaud, Sarrette et Serre, se rendit auprès des électeurs assemblés. Bourson remercia les électeurs de s'être rendus, la veille, à la Société, s'éleva contre la « honte » des siècles passés et loua le patriotisme des électeurs. Ceux-ci, à leur tour, enverront, le 12 août 1790, une députation à la Société] (4).

[16 septembre 1790].

[Ce jour-là, la Société de Bergerac est affiliée au club du *Café National*, de Bordeaux, par l'acte suivant :]

La nation, la loi et le roi.
Acte d'affiliation et d'union du club du *Café National*
de Bordeaux

Le club du *Café National* de Bordeaux, assemblé extraordinairement ce jourd'hui jeudi 16 septembre, un des membres a présenté plusieurs lettres et adresses dans lesquelles le *Club National* de Bergerac donne aux patriotes du club du *Café National* les témoignages les plus flatteurs de son attachement et de son inviolable

auprès de ses compatriotes bergeracois, et déclarera que, si ses électeurs sont mécontents de sa conduite, il est prêt à renoncer à son mandat (*Ibid.*, 29 mai 1790). Le 1^{er} juin 1790, le Conseil général de la commune de Bergerac décidera d'écrire à Gontier de Biran, pour le prier de donner sa démission (*Ibid.*, à cette date).

(1) Nous rangeons ces 56 noms dans l'ordre alphabétique.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 16 mai 1790 (copie de cette adresse).

(3) *Ibid.*, à la date indiquée. Rappelons, une fois pour toutes, que les analyses et citations de documents qui n'émanent pas de la Société sont imprimés, comme ci-dessus, en plus petits caractères.

(4) *Arch. dép. Dord.*, L 354, f. 3 à 5. On trouvera aux *Arch. mun. Bergerac*, fonds Blanc, une liste imprimée de tous les électeurs nommés, en mai 1790, par les assemblées primaires des cantons de la Dordogne.

dévouement à la Constitution, et le même membre a proposé une affiliation constante et fraternelle entre les deux Sociétés.

Le Club du *Café National* de Bordeaux, après avoir applaudi unanimement à un projet d'union aussi flatteur et aussi conforme au but de son institution, et interpellé par appel nominal, a formellement adhéré à l'affiliation qui lui est offerte, a arrêté de consigner dans le présent acte la vive satisfaction qu'il ressent par sa réunion aux *Amis de la Constitution du Club National* de Bergerac.

Considérant que la correspondance la plus active est le lien le plus sûr et le plus utile entre tous les défenseurs de la liberté, le club du *Café National* de Bordeaux s'est engagé à entretenir avec le *Club National* de Bergerac une correspondance exacte sur tous les objets qui intéressent la chose publique, de lui donner tous les avis et renseignements nécessaires pour la conservation et la défense de la Constitution;

Le club du *Café National* de Bordeaux, espérant que le club de Bergerac voudra bien, par un échange mutuel de services, l'informer de tous les objets relatifs au but de son institution, promettant encore de donner au *Club National* de Bergerac les preuves les plus manifestes de fraternité et d'amitié pour leur défense personnelle et généralement pour tout ce qui l'intéresse, déclarant être à jamais uni de cœur et d'esprit au *Club National* de Bergerac, et lié par un serment réciproque.

A Bordeaux, ce 16 septembre 1790, fait au club du *Café National*.

Au nom des patriotes du club du *Café National* de Bordeaux.
[Signé] Darbelet, président; Béraud aîné, secrétaire; Dérey, secrétaire (1).

[29 septembre 1790].

[A la séance municipale du 13 novembre 1790, le procureur de la commune, Valleton de Boissière, signale qu'une députation du club est venue « faire une pétition verbale à la ... municipalité, le 29 septembre dernier, portant invitation de prendre en considération l'état affreux des routes de notre département et notamment celle de cette ville à Périgueux, et de faire d'instantes réclamations auprès de MM. les administrateurs du département... pour solliciter d'eux la confection d'un nouveau chemin de Périgueux à Bergerac par la ligne la plus droite, en leur observant... qu'il n'existe, pour les provinces méridionales et septentrionales de la France, nulle route en ligne droite pour les postes et roulages, et que Périgueux est le dernier point où l'on s'arrête, le voyageur étant obligé d'allonger son chemin à cause du mauvais état de celui qui vient de Bergerac, presque toujours impraticable dans les plus belles saisons de l'année, d'ailleurs plus long d'un lieu à l'autre, au moins d'une grande lieue et demie du pays, que ne serait le nouveau chemin désiré; et cependant Bergerac est le point central du nord au midi ». En conséquence, et sur réquisition du procureur, le Conseil général arrête de présenter une pétition aux administrateurs du département (2).

A la même séance municipale, le procureur signale une autre pétition du club à la municipalité. Il dit « qu'il a été fait une pétition à la municipalité par les citoyens *Amis de la Constitution*, réunis en assemblée de club, expositive que la communauté jouissait autrefois d'un droit sur la viande qui se tue et débite aux boucheries de cette ville, sous la dénomination de pied fourchu ».

Le club invitait la municipalité à se faire restituer par M. d'Augeard la jouissance de ce droit qu'elle avait temporairement aliéné, autrefois, aux mains de la famille d'Augeard.

(1) Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 46, n° 106.

(2) Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 13 novembre 1790.

Le Conseil général décide de s'occuper de cette affaire (1)].

Séance du 26 novembre 1790 (2).

Il a d'abord été fait lecture des nouvelles publiques jusqu'à moitié.

Par ordre du président (3), un des secrétaires a fait l'ouverture d'une adresse remise sur le bureau, contenant [une] lettre du club du *Café national*, qui nous annonce l'envoi d'un exemplaire de la délibération prise par cette Société, sur l'assassinat commis en la personne de M. Charles Lameth, par Castries fils, ci-devant duc. A la suite de cette délibération est un arrêté qui livre aux flammes l'effigie de Castries, portant cet écriteau : CASTRIES ASSASSIN (4). La Société, applaudissant à la conduite ferme et patriotique du club du *Café national*, a arrêté d'y répondre une lettre d'approbation, et, pour marquer encore plus la conformité des principes, a arrêté en outre que l'effigie de Castries serait dessinée et brûlée sur-le-champ, ce qui a été exécuté, aux acclamations de l'assemblée.

On a passé à la lecture de la lettre écrite au nom de la Société à M. Charles Lameth.

La lecture des nouvelles a été continuée, après laquelle la séance a été levée. [Signé] BOYER.

Séance du 29 novembre [1790].

1° La séance a commencé par la lecture des papiers publics. A la moitié, la Société a procédé au scrutin, pour l'admission de M. Frescarode fils (5), qui a été en sa faveur. Il a été présenté à l'assemblée, comme membre, par M. Courtine fils, son patron.

2° Il a été délibéré que la Société prêterait le serment (6) de garder le secret sur l'opinion des membres et sur les objets sur lesquels il sera recommandé.

3° Arrêté que le tableau des membres composant la Société sera par lettre alphabétique (7).

4° Arrêté que les enfants ne seront point admis dans la Société (8).

M. Gravier a fait la motion que la Société envoie une dépu-

(1) Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 13 nov. 1790. Sur l'affaire du pied fourchu, voir la séance de la Société, du 17 décembre 1790.

(2) Ici commence le premier registre des procès-verbaux de la Société qui ont été conservés.

(3) C'est alors Bourson, qui restera président jusqu'au 5 décembre 1790.

(4) Le 11 novembre 1790, le duc de Castries, député royaliste, avait gravement blessé en duel son collègue Lameth. Le 13, le peuple parisien avait saccagé l'hôtel de Castries. Les Jacobins furent, eux aussi, indignés, et organisèrent parmi les clubs affiliés une pétition contre le duel (*Réimp. ancien Moniteur*, t. VI, p. 369; Aulard, *La Société des Jacobins*, t. I, p. 374, 375, II, 257). Voir, sur cette pétition, la séance du 3 janvier 1791.

(5) Ce Frescarode appartenait sans doute à la bourgeoisie aisée : quelques années avant, un Daniel Frescarode avait donné 1.000 francs à l'hôpital de Bergerac (Charrier, *Les Jurades de... Bergerac*, t. XIV, p. 79).

(6) Ce serment sera remanié à la séance du 6 janvier 1791.

(7) Je n'ai pas trouvé ce tableau.

(8) Cet arrêté sera transgressé (voir la séance du 8 octobre 1793).

tation vers le tribunal du district, pour l'inviter à ne pas recevoir les sollicitations. La motion est ajournée à vendredi (1).

Il s'est présenté une députation de la Société des *Amis de la paix* (2). Le président a... exprimé le désir qu'avait la Société au nom de qui il parlait de s'unir de cœur et d'esprit... avec nous pour travailler au bien public, n'ayant pu avoir le bonheur d'être réunie aux *Amis de la Constitution*. Notre président a répondu que les *Amis de la Constitution*, qu'il avait l'honneur de présider, n'avaient jamais douté de leur patriotisme et de la pureté de leurs sentiments, qu'il consulterait la Société sur la proposition qu'il venait de faire, et leur a offert d'assister à la séance, ce qu'ils n'ont pas accepté. Après leur départ, le président a demandé sur cela l'avis de l'assemblée. Plusieurs membres ont observé que l'orateur des *Amis de la paix* n'avait pas clairement expliqué le sujet de leur démarche, et ont proposé de demander par écrit, sur-le-champ, à cette Société de motiver sa demande par écrit, ce qui a été adopté. En conséquence, il a été fait une adresse, qui leur a été apportée par MM. Courtine, Gravier, Sarrette, Vasseur, Franchemont, Dussumier fils et Dumoulin, qui, de retour, ont rendu compte que, la séance étant levée, ils n'avaient trouvé que le président et deux membres, qui ont reçu l'adresse et ont promis de la communiquer à leur Société (3). [Signé] BOYER.

Séance du 3 décembre [1790].

...Arrêté qu'il sera fait une pétition à la municipalité, mardi prochain, pour demander d'être autorisé à faire dans l'église des Jacobins (4) la lecture du *Journal de campagne pour l'instruction publique* (5), conformément à la motion de M. Boyer, et demander en outre d'avoir une pièce du logement, pour servir de bureau.

Le président et autres membres des *Amis de la paix* ou second club s'est présenté et a demandé de monter à la tribune, pour faire la lecture d'une adresse contenant les vœux de sa Société. Après la lecture, l'adresse remise sur le bureau, la députation s'est retirée... [On remet à lundi la discussion de cette adresse].

Il a été lu une adresse des *Amis de la Constitution*, de Brive, à laquelle le président est chargé de répondre. [Signé] BOYER.

Séance extraordinaire du dimanche 5 décembre [1790].

M. Bourson, président, a annoncé à la Société que, le temps

(1) A la séance du 3 décembre 1790, cette motion sera votée.

(2) Il s'agit d'un autre club bergeracois, que nous verrons aussi qualifié parfois de *second club des Amis de la Constitution*.

(3) A la séance suivante, une seconde députation des *Amis de la paix* paraîtra à notre Société.

(4) C'était une des plus vastes églises de Bergerac. Elle servait parfois aux citoyens de lieu de réunion (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 22 juin 1790), et, dès le 24 juin 1790, la municipalité s'occupait d'en faire l'achat (*Ibid.*, à cette date).

(5) Il s'agit de la *Feuille villageoise*, adressée, chaque semaine, à tous les villages de la France, pour les instruire des lois...; proposée... aux habitants des campagnes. Son premier n° est du 30 septembre 1790. Voir la collection de ce journal à la *Bibl. nat.*, L c 2/463. Il avait pour but, comme l'indique son titre,

de sa présidence étant expiré ainsi que [celui] des secrétaires (1). il fallait procéder à une nouvelle élection. Sur quoi, il a été procédé d'abord au scrutin pour les président et vice-président. Le résultat a été en faveur de M. Niolle pour la présidence, et M. Bourson, étant celui qui avait réuni le plus de voix après, a été élu vice-président. Il a été ensuite procédé à la nomination de deux secrétaires. MM. Boyer et Gravier, commissionnaire, ayant eu la pluralité des voix, ont été proclamés (2) M. le nouveau président a, suivant l'usage, nommé quatre commissaires d'ordre, qui sont MM. Olivier, Biès, Honoré Rolland, Lévêque.

M. Olivier a fait la motion qu'il fût nommé dix commissaires pour l'examen de la pétition du second club des *Amis de la Constitution* (3). pour en faire le rapport à la séance de demain lundi... [En conséquence on nomme] MM. Bourson, Boyer, Dommenget, Duclos, Dumoulin, Gendre, Olivier, Honoré Rolland, Dussumier (4) [Signé] BOYER.

Séance du 6 décembre [1790].

MM. Dussumier et Dumoulin ont fait le rapport sur l'adresse du second club des *Amis de la Constitution* (5). et ont présenté un projet de réponse, qui a été adopté...

...[Dix commissaires, que nomme le président, vont la porter]. A leur retour, M. Courtine père a fait, au nom de la députation, le détail de l'accueil favorable qu'ils avaient reçu... du second club.

...[On lit] une lettre de l'abbé Gastaudias, dans laquelle il avoue ses torts et promet d'être, à l'avenir, citoyen patriote (6). Il a été arrêté que M. le président répondrait à sa lettre. M. Dumoulin a exprimé en quels termes devait être la réponse ; il a été invité par l'assemblée à en faire la rédaction, ce qu'il a fait sur-le-champ, et le projet a été approuvé.

...[On lit] la pétition à la municipalité, pour être autorisé à faire en public la lecture de *la Feuille villageoise*, pour l'instruction publique (7).

de mettre à la portée de tous, sous une forme simple, l'exposé des lois, des événements, des découvertes qui pourraient intéresser les agriculteurs. C'est « moins un journal, au sens propre du mot, qu'un recueil de leçons élémentaires et de dissertations techniques, où la politique n'eut, au début du moins, que la plus faible part » (Tourneux, *Bibliographie de l'histoire de Paris*... , t. II, n° 10.571). Chaque numéro était intitulé *Année de la Feuille villageoise*.

Voir la suite des démarches de la Société à la séance du 6 décembre 1790.

(1) Voir, sur l'élection des membres du bureau de la Société, notre *Introduction*, p. 17.

(2) Ce bureau restera en fonctions pendant un mois, jusqu'à la séance du 5 janvier 1791.

(3) Voir, plus haut, la séance du 3, et, plus loin, celle du 6 décembre 1790.

(4) Le procès-verbal ne mentionne que neuf noms.

(5) Voir la séance précédente et la fin de cette séance du 6 décembre.

(6) On trouvera dans G. Charrier, *Les Jurades de... Bergerac*, t. XIV, p. 17 à 36, des renseignements sur cet abbé, que sa correspondance avec la visionnaire Suzette Labrousse et ses agissements avaient rendu suspect aux révolutionnaires bergeracois. La Société s'occupera encore de cet abbé le 17 février 1791.

(7) Le Reg. des délib. mun. de Bergerac contient (f. 104), à la date du 14 décembre 1790, le résumé de cette pétition, fait par le procureur de la commune : « La Société des *Amis de la Constitution* vous a adressé, par une députation régulière, le 6 du présent mois, une pétition tendant à faire, tous les diman-

La Société a procédé au scrutin pour l'admission des candidats proposés pour être membres de la Société..... : MM. Sire, par M. Filliol ; Martin, orfèvre, par Bouyssavy, épinglier ; Duclos, fils de l'ainé, par Honoré Rolland. MM. Dommenget et Vasseur ont proposé M. Lestenaque fils. MM. Frescarode fils et Reclus aîné ont proposé M. Venencie fils...

Arrêté que la Société prend l'engagement de communiquer au second club toutes les pétitions ou adresses que notre Société fera auprès de la municipalité ou autres corps administratifs, même au Corps législatif, sauf à continuer nos démarches au cas qu'ils n'y adhèrent pas (1). [Signé] BOYER.

Séance du 9 décembre [1790].

...Arrêté qu'il serait nommé dix commissaires pour se transporter à la municipalité samedi prochain, pour réclamer l'adhésion à la pétition qui leur a été présentée au sujet de la lecture de la *Feuille villageoise* (2), et les prévenir que M. le curé ne lit point les décrets de l'Assemblée nationale, pour qu'ils usent de leur autorité pour l'y contraindre (3). Les commissaires nommés sont MM. Bourson, Eyma Ramus, Biès, Duclos aîné, Courtine fils, Vasseur, Pasqual, Reynaud, Gravier Bertrand et Boyer.

...Le résultat de l'admission de M. Planteau-Lestenaque... a été tout en sa faveur.

La discussion a été ouverte sur la motion de M. Vasseur.

Les articles mis aux voix, les trois premiers ont été rejetés, et le quatrième, qui porte qu'il y aura un fauteuil pour le président, a été admis ; et en conséquence, il sera acheté un fauteuil. [Signé] BOYER.

Séance du 10 décembre 1790.

M. Dommenget a fait lecture d'une motion tendant à faire une pétition à la municipalité, pour le soulagement des prisonniers... [La Société accepte et charge MM. Dommenget et Dumoulin de rédiger la pétition] (4).

Il a été nommé dix commissaires pour se transporter au

ches, sous votre autorisation, et à des heures auxquelles les cérémonies religieuses ne seront point interrompues, lecture publique du journal fait pour les habitants des campagnes, lequel présente, d'une manière simple et lumineuse, les décrets de l'Assemblée nationale. Ce journal a pour titre *Année de la Feuille Villageoise*. Voir, plus haut, séance du 3, et, plus loin, séance du 9 décembre 1790.

(1) Sur les relations des deux clubs, voir le commencement de la séance et, plus loin, celle du 10 décembre 1790.

(2) Voir, plus haut, séance du 6 décembre, et, plus loin, séance du 10 décembre 1790.

(3) Le décret du 2 juin 1790 (art. 4) déclarait incapables de remplir aucune fonction de citoyen actif les curés, vicaires et desservants qui refuseraient de lire au prône les décrets de l'Assemblée, acceptés ou sanctionnés par le roi (Duvergier, t. I, p. 236). Cinq jours plus tard, le 14 décembre 1790, le corps municipal arrêtera que les curés et vicaires seraient tenus de lire les décrets sanctionnés ou acceptés par le roi, et que « ceux qui s'y refuseront seront déclarés incapables de remplir aucune fonction de citoyen actif » (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib., à cette date). Il s'agit du curé Gontier de Biran, dont la Société s'occupera encore dans sa séance du 15 février 1791.

(4) Cette pétition sera lue dans la séance du 13 décembre 1790.

second club et lui communiquer les deux pétitions faites à la municipalité pour obtenir l'adhésion pour la lecture de *la Feuille villageoise* (1).

La Société a procédé au scrutin pour M. Venencie fils, présenté par MM. Frescarode et Reclus... [Il est admis].

Sur la fin de la séance, est entrée une députation du second club. M. Potiron (2)... a demandé de parler à la tribune et a dit que la Société qu'il représentait avait vu avec le plus grand plaisir l'entreprise de notre Société, tendant à instruire le public sur la Constitution (3). Il a donné connaissance à la Société d'une lettre circulaire qu'il avait écrite aux propriétaires, pour les engager à ne pas vendre leurs grains pour le dehors (4), et il a communiqué une réponse à cette circulaire de M. Ponterrie, et s'est permis contre cet estimable citoyen des termes injurieux que la Société a désapprouvés hautement, et [elle] a fait sentir à l'orateur qu'il avait très mal interprété la réponse de M. Ponterrie, qui annonce le plus parfait patriotisme, et lui a déclaré formellement que sa conduite était improuvée par la Société des *Amis de la Constitution* (5).

Séance du 13 décembre [1790].

M. le président a fait lecture de la réponse de M. Charles Lameth à la Société, qui a été accueillie aux grands applaudissements de l'assemblée, qui en a demandé une seconde lecture et la continuation chaque soir de séance, pendant tout le mois...

[M. Dommenget lit et fait approuver la pétition en faveur des prisonniers (6) ; il la présentera demain, mardi, à la municipalité, avec MM.] Rolland Honoré, Courtine, notaire ; Bouys-savy, épinglier, Marchet, Galina de Russel, Planteau-Lestenaque fils, Dumoulin, Martin et Reclus aîné. M. le président a chargé MM. Dumoulin-Langlais, Granger, Gérard, Venencie fils, Dommenget de se transporter au second club (7) et lui communiquer la pétition en faveur des prisonniers et lui faire la lecture de la réponse de M. Charles Lameth.

La Société a arrêté qu'avant de procéder au scrutin pour

(1) Voir plus haut, à ce sujet, les séances des 3, 6 et 9 décembre 1790. La municipalité reçut de la Société une première députation le 6 décembre, et, ignorant que la municipalité avait ajourné au 14 décembre l'examen de cette affaire, la Société lui envoya une seconde députation qui fut admise le 11 décembre. Le 12 décembre, le second club adressa aussi une pétition à la municipalité, pour le même objet (Voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 14 décembre 1790).

(2) Plaisanterie du secrétaire. Il s'agit de Boutiron fils, président du second club. Les *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 28 décembre 1790, f. 119, mentionnent un « sieur Boutiron, régleur et vérificateur des poids et mesures ».

(3) Cette fin de paragraphe, à partir de « Il a donné », a été biffée, mais est encore lisible.

(4) Cette question de la circulation des grains sera encore agitée dans la séance du 14 janvier 1791.

(5) Dans la séance du 27 décembre 1790, Ponterrie-Escot, président de l'administration du district de Bergerac, viendra remercier notre Société.

(6) Voir, plus haut, la séance du 10, et, plus loin, celle du 14 décembre 1790.

(7) Sur le second club, voir, plus haut, la séance du 10, et, plus loin, celle du 14 décembre 1790.

les candidats, s'il a été envoyé des membres en députation, on attendra leur retour.

Arrêté de même, sur la motion de M. Gravier, commissionnaire, que la lettre de Charles Lameth serait imprimée au nombre de deux cents exemplaires, et, par amendement, que la lettre qui lui a été écrite au nom de la Société serait aussi imprimée. En conséquence, M. Gravier, commissionnaire, partant pour Libourne (1), est chargé de faire imprimer l'une et l'autre, et il en sera distribué un exemplaire à chaque membre de la Société. [Signé] BOYER.

Séance du mardi 14 décembre [1790].

...M. Courtine, notaire, a rendu compte au nom des dix commissaires chargés de présenter à la municipalité la pétition en faveur des prisonniers, et a dit que le corps municipal a cru que cela n'était pas de sa compétence (2). Il a donné communication du discours qu'il a prononcé à M. Bonnet sur sa nomination de juge de paix ; le discours est resté sur le bureau (3).

Sur la motion de M. Sarrette, la Société a arrêté qu'il serait fait une pétition au directoire du district, pour l'inviter à réclamer auprès du directoire du département la portion d'habits d'uniforme qui revient à la ville de Bergerac et qui est encore dans le dépôt de Périgueux (4).

M. Dumoulin a fait lecture d'un projet de contrat d'affiliation avec la Société des *Amis de la Constitution*, de Sainte-Foy, qui a été adopté sans restriction, pour être envoyé à sa destination, avec la réponse à l'adresse que cette Société nous a fait parvenir ; et, sur l'observation de M. Bourson, il a été arrêté que ce contrat sera le modèle pour toutes les Sociétés auxquelles nous serons affiliés, et notamment pour le second club (5). [Signé] BOYER.

Séance du jeudi 16 décembre [1790].

...Lecture de la lettre de M. Charles Lameth...

Scrutin [favorable] pour l'admission de M. Dussumier fils aîné..., présentée par M. Beaupuy, son patron... [Signé] BOYER.

Séance du vendredi 17 décembre [1790].

...Lecture de la copie de la lettre de M. Daugeard, en

(1) C'est aussi à Libourne, chez Puynesge, que, le 27 juillet 1792, le Conseil général de la commune de Bergerac arrêtera de faire imprimer des bons de 5 et 10 sols, pour faciliter l'échange des assignats (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date).

(2) Voir, plus haut, la séance du 13, et plus loin, celle du 20 décembre 1790.

(3) Jean Bonnet, notaire, élu juge de paix du canton de Bergerac, avait prêté serment le 12 décembre 1790. (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date). Il viendra remercier la Société dans la séance du 3 janvier 1791.

(4) Voir la suite de ces démarches à la séance du 17 décembre 1790. L'uniforme des gardes nationales avait été réglé par décrets des 19 juillet et 5-septembre 1790 (Duvergier, t. I, p. 296 et 403).

(5) Sur ce club, voir, plus haut, la séance du 13, et, plus loin, celle du 27 décembre 1790.

réponse à la demande que lui a faite la municipalité de venir à compte pour le droit du pied fourchu (1).

...Lecture du réquisitoire du procureur-syndic de la commune, concernant la lecture des *Feuilles villageoises* et de la délibération du corps municipal. La Société a décidé d'y statuer dans la séance de lundi 20 du courant (2).

...[Le secrétaire lit et fait adopter le projet d'une pétition au directoire du district, au sujet des uniformes dont il a été parlé dans la séance du 14 décembre. Elle sera présentée demain (3). Les commissaires nommés à cet effet sont] MM. Vasseur, Biès, Lacoste, Pauly, Dommenget, Venencie, Paris-Trochereau, Cailloux jeune, Casimir, Honoré Rolland.

M. Parade, présenté par M. Rolland Honoré, a été admis à la Société pour membre. [Signé] BOYER.

Séance du lundi 20 décembre [1790].

M. Dommenget a rendu compte, au nom de la députation, de l'accueil favorable qu'il avait reçu... du directoire de district... [au sujet de la demande d'uniformes] (4).

L'orateur a fait part à la Société de la demande qu'il avait faite au directoire, pour obtenir un exemplaire des décrets qu'on y reçoit officiellement (5)... ; [un membre du directoire répondit que le directoire avait déjà décidé] qu'il y aurait une boîte pour la Société, pour y déposer un exemplaire de chaque décret, et qu'on pourrait y envoyer, tous les lundis, les prendre (6)... [La Société arrête de faire remercier le directoire par dix commissaires], MM. Dumoulin, Courtine, notaire ; Rolland aîné, Beupuy, Sarrette, Poussou aîné, Bouyssavy, épinglier, Duclos aîné, Gravier Bertrand, Géraud.

Sur la motion de M. Dommenget, il a été nommé deux commissaires pour visiter les prisonniers et en rendre compte à l'assemblée... : MM. Dommenget et Courtine, notaire (7).

Il a été arrêté, sur la motion de M. Dumoulin-Langlais, que la réponse du roi à son aumônier serait écrite en gros caractères et placée sur une place visible de la salle.

L'ordre du jour a ouvert la discussion sur le réquisitoire et la délibération de la municipalité sur la lecture de la *Feuille*

(1) Le club avait déjà agité cette question, qui avait eu son écho dans la séance municipale du 13 novembre 1790 (voir p. 5°). La municipalité échangera des lettres avec Daugeard, à ce sujet, en décembre 1790 (*Arch. mun. Bergerac*, boîte S, liasse 20, n° 5). Elle s'occupera encore de ce droit, qu'on appelait aussi droit de carnelage, les 16 et 20 janvier, 8 et 15 février 1791, 5 août, 4 septembre, 28 octobre, 14 et 16 novembre 1792, 3 et 6 janvier, 25 mars et 1^{er} avril 1793. L'affaire ne reçut pas de solution nette. (*Ibid.*, Reg. délib. mun., aux dates indiquées.) La Société reviendra encore sur cette affaire, le 9 mai 1791.

(2) Voir, plus haut, séances des 3, 6, 9 et 10 décembre, et, plus loin, séance du 20 décembre 1790.

(3) Voir la séance du 20 décembre 1790.

(4) Voir la séance du 17 décembre 1790.

(5) En vertu du décret du 20 octobre 1790 (Duvergier, t. I, p. 61).

(6) L'administration du district en viendra à envoyer à la Société les exemplaires des décrets (voir la séance du 24 octobre 1791).

(7) Voir, plus haut, la séance du 14, et, plus loin, à la séance du 21 décembre 1790, le compte rendu de leur visite.

villageoise (1). Au milieu des vives discussions que cette matière a produites, M. Niole, président, a déclaré la séance... levée. Mais, la Société ayant prié M. Bourson, vice-président, de prendre le fauteuil, ce qu'il a fait..., la discussion a recommencé. Après de longs débats, la question a été divisée... en deux parties. La première, ainsi posée : acceptera-t-on l'offre de la municipalité?... [On adopte]. Seconde partie : renverra-t-on à l'Assemblée nationale les pétitions faites à la municipalité et le réquisitoire du procureur de la commune, pour demander si la Société a le droit de faire les lectures projetées dans une église ou autre lieu public ? La... [majorité] a été pour l'affirmative (2).. [Signé] BOYER.

Séance du mardi 21 décembre 1790.

M. Courtine, notaire, a rendu compte de la visite qu'il avait faite avec M. Dommenget aux prisonniers, qu'il a dit avoir trouvés dans la plus affreuse misère, mais que M. Dommenget avait sur-le-champ pourvu à adoucir leurs maux. La Société... a arrêté qu'il serait établi un tronc dans le cabinet de la salle, pour que chaque membre y dépose son offrande de bienfaisance. Il a été, en outre, arrêté qu'il serait nommé quatre commissaires par semaine, pour surveiller les bienfaits accordés aux prisonniers, à commencer dès demain. Et il a été nommé... pour la première semaine, MM. Dommenget, Dumoulin, Bernis, Géraud (3).

M. le président a fait la lecture d'une lettre adressée à la Société par le club des *Amis de la Constitution*, de Périgueux,

(1) Voir, plus haut, séances des 3, 6, 9, 10 et 17 décembre 1790.

Le 14 décembre 1790, Boissière, procureur de la commune, avait prononcé un long réquisitoire au sujet de la demande formulée par les deux clubs, relativement à la lecture publique de la *Feuille villageoise*. « Les Sociétés des Amis de la Constitution de cette ville, disait-il, justifient bien pleinement aujourd'hui, par leur pétition, l'idée que vous avez toujours eue de leur sagesse et de leur prévoyance. Le désir qu'elles vous témoignent d'instruire le peuple de ses devoirs et du bonheur qu'on lui prépare, de le prévenir contre... les appâts trompeurs des ennemis de la Constitution mérite... la reconnaissance de tous les bons citoyens. Le zèle et le patriotisme dont ces deux Sociétés font profession, l'amour qu'elles ont toujours témoigné pour la paix... vous sont des garants assurés de l'attention constante qu'apporteront les commissaires pour maintenir l'ordre dans les assemblées publiques qu'elles vous proposent de former... L'Année de la Feuille villageoise... est rédigée par des membres de l'Assemblée nationale connus par... leur amour pour la Constitution...; le cinquième numéro contient un Catéchisme de la Constitution française, que tous les bons citoyens devraient avoir ». Le procureur continuait en montrant qu'à de telles lectures le peuple apprendrait ses droits et surtout ses devoirs, notamment de payer l'impôt et les rentes seigneuriales, de respecter la Constitution, la propriété, et de rester tranquille. Sur sa proposition, la municipalité arrêtait « que les assemblées pour l'instruction du peuple, dont les deux Sociétés demandent l'autorisation, seront tenues dans l'hôtel commun, le dimanche seulement, après les heures des exercices religieux et en présence de deux officiers municipaux de semaine, et qu'il ne pourra être fait lecture que des décrets de l'Assemblée nationale sanctionnés ou acceptés par le roi, et de la *Feuille villageoise*, à laquelle lecture il ne pourra être ajouté ni réflexions ni interprétations (Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 14 déc. 1790, f. 105 à 110).

(2) Cette délibération sera annulée dans la séance du 31 décembre 1790. Ce mécontentement passager s'explique en ce que la Société avait demandé que cette lecture eût lieu dans l'église des Jacobins. Or, la municipalité décidait qu'elle aurait lieu à l'hôtel de ville.

(3) Sur cette question, voir, plus haut, séance du 20 décembre 1790, et, plus loin, séance du 28 déc. 1790.

dans laquelle était incluse une copie de la réponse que cette Société a faite en notre faveur au club des Jacobins, de Paris (1). Il a été arrêté que la Société répondrait au club de Périgueux et lui demanderait une affiliation, et arrêté... qu'il sera communiqué (2) un projet de lettre pour le club de Paris, à laquelle il sera joint une copie de celle de Périgueux.

...M. Dussumier fils aîné a demandé à la Société que, par rapport à son état, lorsque son domestique viendrait le chercher avant la fin de la séance, il pût l'attendre en se tenant dans un coin de la salle, ce qui lui a été accordé exclusivement.

Le même membre a fait la motion qu'il fût tenu deux registres, l'un, pour noter les décrets que l'on reçoit par les papiers publics, et l'autre, pour y insérer les décrets publiés, pour que la Société fût à même de vérifier si tous les décrets rendus sont publiés... Ajournée à jeudi prochain (3).

Le même membre a fait la motion que le plan qu'a présenté la Société des Jacobins, de Bordeaux, pour la division des assignats, lui soit demandé, pour le mettre en exécution dans notre ville, s'il est possible... Ajournée à vendredi (4).

M. Biès a proposé à la Société de faire l'abonnement pour le journal dont il [est] question dans la lettre des *Amis de la Constitution*, de Périgueux (5). [Signé] BOYER.

Séance du jeudi 23 décembre [1790].

Sur la motion de M. Gravier Bertrand, il a été arrêté qu'il serait accordé cinq minutes d'intervalle entre la discussion (6) et la... [mise aux voix], pour que ceux qui n'ont pas la facilité de s'annoncer puissent faire part de leurs idées à quelque autre membre (7) et qu'il serait fait un règlement de discipline pour l'ordre de la Société. Il a été, en conséquence, nommé dix membres pour la rédaction de ce règlement... : MM. Dumoulin, Vasseur, Gravier Bertrand, Dussumier aîné, Galina de Russel, Ramus Eyma, Dormenget, Courtine, notaire ; Biès, Boyer.

...Il a été arrêté, sur la motion de M. Bouyssavy, que deux membres de la Société se transporteront à la municipalité, pour

(1) A la séance du 3 janvier 1791, notre Société recevra des Jacobins le contrat d'affiliation.

(2) Le rédacteur du procès-verbal veut dire que des membres de la Société seront chargés de présenter à la Société un projet de lettre aux Jacobins de Paris. Cette question reviendra en discussion, le 14 déc. 1790.

(3) Dans la séance du jeudi 23, cette motion sera adoptée.

(4) Voir, en effet, la séance du 24 décembre 1790. La Constituante n'avait émis que des assignats de 1.000, 500 et 60 livres. Comme le métal était rare et que le montant trop élevé de ces billets gênait les transactions, des comptoirs municipaux ou particuliers furent créés dans un grand nombre de localités, qui é mirent de petits billets portant le nom de billets de confiance. (Voir de Cardenal, *Les billets de confiance du département de la Dordogne, dans la Révolution française* de juillet 1912).

(5) Il s'agit probablement des *Annales patriotiques et littéraires*. (Voir, plus loin, séance du 31 déc. 1790).

(6) Le procès-verbal est obscur. S'agit-il du moment de la mise en discussion ou de celui de la clôture de la discussion?

(7) « Et faire faire leurs observations par un autre membre », ajoutait la motion déjà présentée par Gravier, à la séance du 16 décembre 1790.

demander et prendre copie des lettres de M. La Roque (1). Les deux commissaires sont MM. Frescarode et Biès.

...Les commissaires chargés de demander la protection de MM. les juges du district en faveur de M. Rambaud seront convoqués pour dimanche prochain (2).

La Société a procédé au scrutin pour deux candidats présentés... M. Bellegarde a [été admis]..., M. Arfel... a été ajourné. [Signé] BOYER.

Séance du vendredi 24 décembre [1790].

Il a été arrêté, sur la motion de M. Dussumier fils aîné, qu'il serait écrit à la Société des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, pour lui demander le plan de l'échange des assignats (3), pour le mettre en pratique, s'il est possible..., [ainsi que l']affiliation à cette Société.

...M. Dumoulin a présenté pour candidat M. Fumouze.

Il a été arrêté de retarder de huit jours d'écrire à la Société des *Amis de la Constitution*, des Jacobins de Paris (4). [Signé] BOYER.

Séance du lundi 27 décembre 1790.

...Arrêté, sur la motion de M. Dumoulin, qu'il sera fait une pétition à la municipalité, pour réclamer la vérification du tabac qui se trouve chez M. Dufraisse, entreposeur (5), et que la pétition présentée le 18 septembre 1790, tendant à contraindre les fermiers du bac à se conformer au tarif et à tenir deux bateaux, sera renouvelée (6).

Il a été nommé dix membres de la Société pour se transporter par devers le commandant de la garde nationale et le prier de convoquer le Conseil militaire, pour y être communiqué l'avis que nous avons reçu de la Société des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux (7).

M. Bouyssavy, épinglier, a présenté pour candidat M. Carré père.

M. Lespinasse a présenté une motion de bienfaisance, qui a été ajournée à la séance prochaine.

M. Ponterie-Escot, président de l'administration du district, s'est présenté et... [a dit au président :] « Je viens remercier la Société des *Amis de la Constitution* de ce qu'elle a

(1) La Roque de Mons, député du Périgord à la Constituante, écrivait, de temps en temps, à la municipalité de Bergerac. Voir la séance du 3 janvier 1791.

(2) Cette décision ne semble guère conforme au vœu formulé par Gravier dans la séance du 29 nov. 1790, et adopté le 3 déc. 1790.

(3) Voir, plus haut, séance du 21 décembre 1790, et, plus loin, séance du 30 décembre 1790.

(4) C'est le 21 décembre 1790 que la Société avait décidé d'écrire aux Jacobins.

(5) A la séance du 28 décembre 1790, la Société, apprenant que la municipalité s'est transportée chez Dufraisse, décidera que cette réclamation ne sera pas faite.

(6) Depuis la rupture du pont de la Dordogne, un bac servait au passage d'une rive à l'autre. Voir, sur ce bac, notre *Lakanal*, p. 576.

(7) Il s'agit du Conseil militaire du régiment des gardes nationales de Bergerac. A la séance du 28 décembre 1790, on apprendra que ces commissaires n'ont pas rencontré le commandant. Voir la séance du 30 déc. 1790, où seront nommés dix autres commissaires pour remplir cette mission.

bien voulu me rendre justice en prenant ma défense contre une inculpation qui m'avait été suscitée mal à propos » (1).

M. Couderc, négociant de Bordeaux et colonel de la garde nationale de la même ville, a assisté à la séance. Un membre de la Société a fait la motion que M. le président fit à cet estimable citoyen des remerciements de la part de la Société, pour le zèle qu'il a manifesté dans différentes occasions pour rendre service à notre cité..., [ce qui a lieu].

M. le président a fait part à la Société de l'invitation qu'il avait reçue... de la municipalité, pour assister à l'installation des juges, lui, le vice-président et les secrétaires. M. Gravier a observé que, lui et le vice-président devant y assister comme notables et M. Boyer comme adjoint au criminel, il invitait M. le président à nommer trois autres membres..., [ce qui a lieu]; [ce sont] MM. Gravier Bertrand, Dussumier fils aîné, Antoine Cailloux... (2) [Signé] BOYER.

Séance du 28 décembre 1790.

... M. Fumouze a été agrégé.

...MM. Le Vasseur et Gravier ont présenté pour candidat M. Gast, avocat.

Il a été nommé quatre commissaires pour visiter les prisonniers..., MM. Niolle, Rolland aîné, Lévêque et Reclus. La seconde clé du tronc a été confiée à M. Lévêque. Il a été délibéré que le tronc serait placé dans la cloison donnant sur l'escalier (3). [Signé] GRAVIER.

Séance du jeudi 30 décembre 1790.

[On écrira]... à la Société des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux; [on lui enverra]... le procès-verbal de la cérémonie qui a eu lieu pour l'installation des juges (4); [on lui demandera l'affiliation]... et le plan de l'échange des assignats (5); [et l'on détruira]... auprès de cette Société les faux bruits qui ont été répandus contre l'union qui règne entre nous et la municipalité.

...Le procès-verbal d'installation [des juges] sera aussi envoyé au club du *Café national*.

MM. Dumoulin et Biès ont présenté pour candidat M. Mergier.

Il a été nommé dix commissaires pour communiquer demain au Conseil militaire l'avis que la Société a reçu de la

(1) Allusion aux attaques dirigées contre lui, par un orateur du second club, dans la séance du 10 décembre 1790. Ponterrie sera présenté, le 4, et admis, le 6 janvier 1791, comme membre de la Société.

(2) Voir la suite à la séance du 30 décembre 1790.

(3) C'est la suite des mesures prises à ce sujet, le 21 déc. 1790. Voir aussi la séance du 6 janvier 1791.

(4) Voir la fin de la séance du 27 décembre 1790. Ces juges, Chalvet, Fraigneau, Lambert, Soulas et Vergniol, avaient prêté serment, après leur élection, devant le Conseil général de la commune, le 28 décembre 1790 (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date).

(5) Décision conforme à l'arrêté pris dans la séance du 24 déc. 1790. Il faut croire que la Société de Bordeaux ne se pressa pas de répondre, car, dans la séance du 21 janvier 1791, notre Société décida, une fois de plus, qu'on demanderait à la Société de Bordeaux son plan d'échange des assignats.

Société des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux (1), qui sont MM. Biès, Honoré Rolland, Lévêque, Bellegarde, Vasseur, Courtine, Sarrette, Bernis, Rolland aîné, Cazimir.

Il a été arrêté de renvoyer au Comité de dix membres déjà nommé le plan des certificats (2)... [des] billets de convocation et... [du] contrat d'affiliation (3).

Il a été procédé au scrutin pour M. Carré, qui a été agrégé.

Il sera fait une quête pour l'habillement des pauvres..., pendant toutes les séances de la semaine prochaine, à commencer dès ce soir (4). La quête d'aujourd'hui a produit 13 livres, 12 sols, 3 deniers. [Signé] BOYER.

Séance du vendredi 31 décembre 1790.

MM. Dumoulin et Biès ont présenté pour candidat M. Bauvalon. On a procédé au scrutin pour M. Gast, avocat, qui a été admis.

Une députation du Conseil militaire a présenté et mis sur le bureau la délibération qu'il a prise sur l'avis de la Société des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux (5).

Il a été nommé quatre commissaires pour la rédaction du projet de lettre pour la Société des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, qui sont MM. Dumoulin, Dussumier fils jeune, Gravier, commissionnaire, Rolland Honoré (6).

Il a été arrêté que la délibération [susdite] prise par le Conseil militaire... sera envoyée à l'auteur de la feuille périodique de Mercier (7), pour y être insérée, ainsi que le procès-verbal de la brûlure (*sic*) du *Mercury de France* (8).

...Arrêté que la délibération prise dans la séance de lundi 20 décembre concernant la lecture de la *Feuille villageoise* et la délibération de la municipalité est nulle et illégale, et qu'il sera

(1) Voir, plus haut, séance du 27 déc. 1790, et, plus loin, séance du 31 déc. 1790.

(2) C'est dans la séance du 23 déc. 1790 que les dix membres avaient été désignés. Voir séance du 18 janvier 1791, où la question du modèle de certificats sera encore agitée.

(3) Voir séance du 3 mai 1791, sur les hésitations de la Société au sujet de l'adoption d'une formule de contrat.

(4) Des quêtes faites au profit des pauvres, en général, ou de certains indigents, seront faites dans les séances des 31 déc. 1790, 3, 7, 31 janvier, 24 février, 4 mars 1791, etc.

(5) Voir séances des 27 et 30 décembre 1790.

(6) Il s'agit de la lettre qu'on avait décidé d'écrire à cette Société dans la séance du 30 décembre 1790.

(7) Sur les *Annales patriotiques et littéraires*, de Mercier, voir, plus haut, la séance du 21 décembre 1790, et, plus loin, celle du 14 janvier 1791, p. 73, n. 5.

(8) La lettre d'envoi aux « auteurs des *Annales patriotiques* » sera lue dans la séance du 3 janvier 1791. — Dans les *Annales patriotiques* du 17 janvier 1791, p. 928, se trouve un article de Carra, intitulé « Sentences patriotiques rendues de toutes parts contre les écrivains de l'aristocratie et du régime royal ou despotique ». On y lit : « La Société des *Amis de la Constitution*, de Bergerac, a ordonné la cérémonie purificatoire du feu pour la partie politique du *Mercury de France*, rédigée par un sieur Mallet, dit du Pan, déclarant ledit Mallet, dit du Pan, « traître à la patrie et indigne de jouir de la qualité de citoyen français, et, comme tel, livré au mépris national ». Sur le *Mercury de France*, journal contre-révolutionnaire très hostile aux clubs, voir Hatin, *Histoire de la presse en France*, t. V, p. 53 et suiv., et Tourneux, *o. c.*, t. II, n° 10191 a.

9 [livres], 10 [sols], 6 [deniers] (1). [Signé] GRAVIER aîné, commissionnaire.

Séance du 10 janvier 1791.

Les commissaires nommés à la dernière séance pour visiter un local propre à nous recevoir... ont dit... qu'ils s'en occuperont... demain.

Ceux nommés pour faire la lecture de *la Feuille villageoise* ont répondu... [au président] avoir rempli leur tâche, et que la municipalité les avait invités à... faire deux lectures, dont l'une au sortir de la grand'messe, et l'autre à l'issue des vêpres... [L'assemblée prend un arrêté conforme, qui sera] communiqué au second club (2).

Il a été proposé, pour être agrégés, MM. Mestre [et] Lentilhac (3), par M. Niolle ; Simounet, notaire, par Courtine ; T. Gineste, par Gravier aîné ; Ponterie-Séjournas, par Beaufuy ; Beyssellance des Costes, par Dommenget ; Philbert fils, par Cazimir ; Lanauve, par Rolland jeune ; Martin, ingénieur (4), par Gérard ; Eyma-Boisse, par Dumoulin ; Auchier, par Boyer ; Vergnol-Caussade, par Beauvalon ; Bléoud, par Gravier.

On a ajourné à jeudi la [lecture de] la lettre de M. La Roque (5) après la lecture du mémoire du département, dont M. Couderc doit donner connaissance, ledit jour, à l'assemblée.

... L'adresse et le mémoire de la Société des *Amis de la Constitution*, de Libourne, ont été accueillis comme n'y avoir lieu à délibérer, tant sur la lettre que sur le mémoire à l'Assemblée nationale, pour la nomination des officiers. Deux commissaires sont nommés pour [les] communiquer... au Conseil militaire (6)... : MM. Franchemont, Parade...

[On ajourne des motions de MM. Beyssellance, Gérard, Casimir, Pinet, Ponterie]...

M. Courtine, présenté par M. Gravier, a été reçu membre..

Séance du 11 janvier [1791].

L'assemblée a procédé au scrutin pour MM. Bouchon, Vergniol aîné, Marais-Chalvet et Reclaud...

On a procédé à la nomination de deux secrétaires... : MM. Dommenget et Granger...

L'ordre du jour a appelé la motion de M. Ponterie, qui, après plusieurs débats, a fait prendre les arrêtés suivants :

(1) La dernière quête avait eu lieu le 3 janvier 1791.

(2) C'est la veille, dimanche 9 janvier, qu'avait été faite la lecture. Ainsi aboutissaient les efforts de notre Société pour organiser des lectures publiques de *la Feuille Villageoise*. Voir, plus haut, séances des 3, 6, 9, 10, 17, 20 décembre 1790, 3, 4, 7 janvier 1791, et, plus loin, séance du 13 janvier 1791.

(3) Il s'agit de Mestre des Farcies, lieutenant-colonel, et du chevalier de Lentilhac, colonel du régiment des gardes nationaux de Bergerac (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 25 avril 1790, f. 9 et 10).

(4) Martin était ingénieur des ponts et chaussées, pour l'arrondissement de Bergerac (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 7 juin 1790, f. 180).

(5) Voir la séance du 3 janvier 1791. Il sera reparlé de La Roque et de Couderc à la séance du 13 janvier 1791.

(6) Dans la séance du 17 janvier 1791, le Conseil militaire fera savoir son avis à ce sujet.

1° que son discours serait inséré dans le présent procès-verbal ;
 2° que sa motion portant deux articles de règlement serait renvoyée aux commissaires nommés pour proposer des articles de règlement.

Copie du discours de M. Ponterie-Escot :

« ... [Il remercie l'assemblée des] applaudissements au milieu desquels j'avais été admis à vos travaux patriotiques... [Il regrette que la Société ait précédemment décidé de faire] une démarche qui semble assimiler cette Société à tous les clubs inconstitutionnels qui viennent de se former en si grand nombre... pour servir de contre-poids à toutes les associations qui, comme la nôtre, ne respirent que l'amour de la patrie et de la liberté. Quel moment avons-nous choisi pour adresser au roi un tribut d'hommage (1) qui ne peut que nous rendre suspects à ceux qui partagent nos sentiments et encourager ceux dont toutes les vues ne sont dirigées que vers notre oppression? Nos augustes législateurs qui, en s'exposant à mille dangers, ont abattu l'hydre de la tyrannie... devaient-ils n'avoir que la seconde part à notre attention? Mais, dira-t-on, le roi venait d'écrire une lettre qui exposait, d'une manière touchante, les précautions que sa prudente sollicitude lui inspirait pour ramener, avec une douce lenteur, les esprits irrités par les nouveaux décrets. Ah ! sans doute, notre roi a pour nous les sentiments d'un bon père... Je n'entreprendrai pas... l'analyse des deux lettres qu'il a écrites sur la Constitution civile du clergé ; en les réfléchissant, en combinant le sens de chacune de leurs phrases, vous devez avoir aperçu... le coupable projet de ceux qui les lui ont suggérées, de ceux qui, abusant indignement de sa confiance, ont osé fonder l'espérance des troubles dont ils voudraient se repaître sur des scrupules imaginaires par lesquels ils ont tâché de l'émouvoir.

« S'il avait réussi à se préserver de ce piège et rendu son trône inaccessible à leur scélératesse, notre adresse eût été à sa place, et nous aurions dû féliciter aussi ceux qui défendent avec tant de peine nos intérêts contre les cabales... Mais aujourd'hui, on ne peut que le plaindre de s'être laissé diriger par les oppresseurs de son peuple, qui sont ses véritables ennemis. Et certes, on ne pourrait que nous plaindre également, si la démarche que nous avons faite avait les mêmes suites que les marques de dévouement que les députés à la Fédération générale avaient cru devoir manifester. Voilà ce qui a encouragé les insurrections et les perfidies de tout genre que nous avons vues éclore depuis ce temps... On a voulu profiter, avec une pernicieuse adresse, de l'amour du peuple français pour son roi, pour le faire renoncer à la liberté...

« La démarche à laquelle la chaleur d'un moment a pu nous entraîner est, tout au moins, précipitée. J'espère, Messieurs, que je n'aurai pas eu de peine à vous le persuader. Mais elle est faite ; il ne nous reste qu'à prendre des mesures contre une telle précipitation. »

M. Dumoulin ayant donné sa démission de secrétaire,

(1) Voir les séances des 3, 5 et 7 janvier 1791. C'est le 6 janvier que Ponterie-Escot avait été reçu membre de la Société, et le 7 janvier que la Société avait adopté l'adresse à Louis XVI.

sac ; M. Dumoulin a présenté M. Pitre-Desmartis ; MM. Blanc et Duclos aîné ont présenté M. Ramond d'Agout.

MM. Dumoulin et Eyma Ramus ont été chargés de présenter au directoire du district la lettre de M. l'abbé Chrétien.

... Arrêté qu'il serait nommé dix commissaires pour prévenir la municipalité que la Société accepte sa proposition pour faire la lecture de *la Feuille villageoise* dans l'hôtel commun, et pour se concerter avec ladite municipalité pour qu'il soit élevé un endroit propre à faire ladite lecture... [Cette décision] sera communiquée au second club par les mêmes commissaires, qui sont MM. Reynaud, Bouyssavy, épinglier ; Rolland aîné, Ramus Eyma, Boyer, perruquier ; Beaupuy, Gravier jeune, Blanc, Pasqual, Parade (1)

La Société a procédé au scrutin pour M. Bauvalon..., [qui] a été admis. [Signé] BOYER.

Séance extraordinaire du mercredi 5 janvier 1791.

[On renouvelle le bureau] (2)... La majeure a été en faveur de M. Dussumier, qui a été proclamé président. M. Bourson a réuni, après M. Dussumier, le plus de voix et a été... proclamé vice-président. M. Dumoulin a obtenu les suffrages pour... la place de secrétaire.

M. le président a nommé MM. les commissaires d'ordre, qui sont MM. Gravier fils aîné, Sarrette, Le Vasseur et Boyer, perruquier.

... Arrêté que les six commissaires chargés de la rédaction de l'adresse au roi communiqueront à la séance de demain le résultat de ce travail... [et] que, samedi prochain, l'on enverrait un exprès à Mussidan, pour mettre à la poste l'adresse au roi (3). [Signé] GRAVIER aîné, commissionnaire.

Séance du 6 janvier 1791.

[On procède à la réception de divers candidats]..., MM. Pitre-Desmartis, Gagnère, notaire ; Latané, avocat ; Clairac-Chalvet, Baysselance-Contie, Chassagne, receveur ; Ponterrie-Escot, Larmandie-Tressac, Ramond-Dagou neveu. Les neuf membres ci-dessus nommés ont été agréés à une très grande majorité.

M. Gravier, commissionnaire, a proposé pour candidat M. Courtine, beau-père de M. Magueur...

... Les commissaires nommés pour visiter les prisonniers sont MM. Reynaud, Granger, Sarrette, P.-Desmartis (4).

Les dix commissaires qui avaient été nommés pour rendre la visite à M. Gouzot (5) ont fait part à l'assemblée, par l'organe de M. Bourson, qu'ils s'en étaient acquittés.

(1) Voir, plus haut, séances des 3, 6, 9, 10, 17 et 20 décembre 1790 et 3 janvier 1791, et, plus loin, séance du 7 janvier 1791.

(2) Il avait été élu dans la séance du 5 décembre 1790. Le nouveau bureau restera en fonctions jusqu'au 6 février 1791.

(3) Voir, plus haut, séance du 3 janvier 1791, et plus loin, séance du 7 janvier, et le discours de Ponterrie-Escot, à la séance du 11 janvier 1791. Sur les relations postales entre Bergerac et Paris, voir la séance du 24 juin 1791.

(4) On renouvelle les commissaires nommés à la séance du 28 déc. 1790.

(5) Il s'agit de Gouzot, « commissaire du roi au département de la Dordogne » (*Arch. mun. Bergerac*, fonds Faugère, 2^e carton, 30 avril 1790).

M. P.-Desmartis a prêté... le serment exigé par notre règlement.

D'après l'observation de M. le vice-président, l'assemblée a adopté une nouvelle formule de serment, appert au registre. L'assemblée a arrêté que tous les membres prêteraient de nouveau et individuellement le serment ci-joint : « Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution du royaume, de garder un secret inviolable sur les opinions manifestées par les membres de la Société et sur les objets pour lesquels il sera recommandé, ainsi que sur la présentation des candidats (1) ».

Séance du 7 janvier 1791.

Il a été fait lecture d'une lettre de M. Durand, de Bordeaux.

M. le président a nommé pour commissaires... [chargés de] communiquer au second club le jour pris avec la municipalité pour faire la lecture de *la Feuille villageoise*..., MM. Bauvalon, Cazimir, Bouyssavy, épinglier, et Olivier... Les deux commissaires nommés pour aller, dimanche prochain, faire la lecture de *la Feuille villageoise*, sont MM. Boyer et Olivier (2).

...[Pour prier] M. le commandant de la garde nationale d'envoyer au-devant de nos camarades du régiment de Champagne un détachement de 100 hommes (3), les commissaires nommés... sont MM. Courtine père, Ducastaing et Fasandier.

Sur la motion de M. Beaupuy, il a été arrêté que M. le président nommerait des commissaires pour procurer un local assez vaste pour recevoir tous les membres de la Société. Les commissaires sont MM. Petit, Bernard, Boyer, perruquier ; Gravier, commissionnaire ; Dumoulin et Rolland (4).

M. Beauvalon a présenté pour candidats MM. Bouchon, Vergniol, Marais-Chalvet. M. Rolland a proposé M. Reclaud, M. Beaupuy a proposé MM. Sargenton [et] Valleton-Sainbris. M. Dussumier jeune a proposé M. Dupeyron-Boissé. M. Boyer a proposé MM. Rambaud, Tanchon. M. Mahuzier a proposé M. Michaud-Varaillon.

Le projet de l'adresse au roi, présenté par la Commission, après quelques changements a été adopté. L'adresse au roi a été ainsi adoptée : A Louis XVI, roi des Français (5).

Il a été nommé quatre commissaires qui se joindront aux secrétaires pour s'occuper de différentes lettres à répondre. Les commissaires sont MM. Beauvalon, Lévêque, Rolland jeune, Frescarode fils.

...La quête pour l'habillement des pauvres a produit

(1) Ainsi était complété le serment adopté dans la séance du 29 nov. 1790. La Société adoptera un autre serment dans la séance du 31 janvier 1791.

(2) Voir, plus haut, séances des 3, 6, 9, 10, 17, 20 décembre 1790, et 3, 4 janvier 1791, et, plus loin, séance du 10 janvier 1791.

(3) Le 28 juin 1791, la Société applaudira à un mémoire envoyé par des sous-officiers et soldats de ce régiment.

(4) Voir la suite de ces démarches à la séance du 13 janvier 1791.

(5) Il s'agit de la suscription. Voir, plus haut, séance du 3 janvier, et, plus loin, séance du 11 janvier 1791.

pris une nouvelle délibération à ce sujet dans la séance de lundi prochain (1).

Le produit de la quête pour habiller les pauvres a produit 17 livres, 18 sols, 9 deniers (2). [Signé] BOYER.

Séance du lundi 3 janvier 1791.

M. Bonnet, juge de paix, est venu rendre la visite que lui avait faite la Société par dix de ses membres (3).

Le secrétaire a remis sur le bureau une adresse contresignée Assemblée nationale. Le président a ouvert le paquet, qui contenait... le contrat d'affiliation de la Société des *Amis de la Constitution*, séant aux Jacobins, à Paris (4) ; ...une lettre des *Amis de la Constitution*, de Paris, aux Sociétés qui lui sont affiliées ; ...la liste des Sociétés qui sont affiliées à cette même Société ; ...une lettre qui annonce un paquet de prospectus du journal des séances de l'Assemblée nationale ; ...douze exemplaires du journal annoncé ; ...une adresse sur le duel (5) ; ...cinq exemplaires du projet de souscription présenté aux *Amis de la Constitution* par M. Dubois-Crancé ; ...un prospectus des *Amis de la Constitution*.

Il a été fait lecture de plusieurs copies de lettres de M. La Roque (6).

M. Courtine, notaire, a présenté pour candidat M. Gagnère, notaire. M. Biès a présenté... M. Latané, avocat. MM. Honoré Rolland et Reclus ont présenté... M. Clairac-Chalvet.

Il a été fait lecture du contrat d'affiliation de la Société de Sainte-Foy, qui a été accueilli avec acclamations (7).

(1) Voir, plus haut, séances des 3, 6, 9, 10, 17 et 20 décembre 1790, et plus loin, séance du 3 janvier 1791.

(2) La quête faite à la séance du 30 décembre 1790 avait donné un peu plus de 13 livres.

(3) Voir la séance du 14 décembre 1790.

(4) A la séance du 21 décembre 1790, on avait appris que les Jacobins, avant de s'affilier notre Société, avaient demandé des renseignements sur son compte à celle de Périgueux. La Société de Bergerac est portée sur la liste des Sociétés affiliées aux Jacobins, à la date du 7 mars 1791 (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. I, p. LXXXII).

(5) Elle sera lue dans la séance du 20 janvier 1791, où la Société décidera de répondre aux Jacobins de Paris qu'elle y adhérerait. Cette adresse contre le duel, écrite par Grouvelle et envoyée à l'Assemblée nationale, avait été imprimée et communiquée à toutes les Sociétés affiliées (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. I, p. 225 et suiv.). Sur le duel Castries-Lameth, voir la séance du 26 nov. 1790.

(6) Le 23 décembre 1790, la Société avait décidé de faire prendre copie, à la municipalité, des lettres envoyées par La Roque de Mons. Les *Arch. mun. de Bergerac* possèdent 105 lettres écrites par La Roque de Mons; 104, à la municipalité de Bergerac, et une, celle du 14 septembre 1790, à la Loge maçonnique de cette ville. Elles sont distribuées en deux groupes, qui ne sont pas classés dans l'ordre chronologique; l'un contient 79 lettres, qui vont du 10 août 1789 au 30 septembre 1791 (fonds Faugère, 2^e carton); l'autre contient 26 lettres, qui vont du 3 décembre 1789 au 5 août 1791 (boîte U, liasse 43). La Roque s'y occupe surtout de la formation des districts du département, tient la municipalité au courant des décrets votés par la Constituante, donne son opinion sur l'émigration, sur divers députés, sur la suppression des droits féodaux, sur les impôts; il justifie plusieurs de ses votes, mentionne ses démarches au sujet du pont de Bergerac, des droits sur les vins, etc. Il sera reparlé de La Roque à la séance du 10 janvier 1791.

(7) Il s'agit vraisemblablement du contrat envoyé par la Société de Sainte-Foy, en réponse à celui que notre Société avait décidé, le 14 décembre 1790, d'expédier à cette Société.

Il a été lu une adresse du curé de Razac-d'Eymet, sur laquelle la Société a décidé qu'il n'y a lieu à délibérer (1).

Il a été arrêté qu'il serait fait une visite par dix membres au commissaire du roi (2), par MM. Rolland Honoré, Biès, Gravier, commissionnaire ; Bourson, Gendre, Lévêque, Brisaud, Pauly, Chancogne, Courfine, notaire.

Il a été lu une adresse à la Société de M. Chrétien, vicaire, et il a été nommé deux commissaires... [pour se renseigner] sur l'objet de son adresse..., MM. Vasseur et Pasqual (3).

...Arrêté que la proposition faite par la municipalité sera acceptée, pour faire la lecture de la *Feuille villageoise* dans l'hôtel de ville (4).

Sur la motion de M. Dussumier fils jeune, qu'il serait fait une adresse au roi, dans laquelle la Société lui dirait particulièrement qu'un roi citoyen sera toujours notre idole, les commissaires [nommés] pour la rédaction de cette adresse sont MM. Dussumier jeune, Bourson, Boyer, Rolland jeune, Dumoulin, Vasseur (5).

...Scrutin pour M. Mergier, qui a été en sa faveur.

La quête pour l'habit des pauvres a produit 20 sols (6)
[Signé] BOYER.

[Séance] du mardi 4 janvier [1791].

M. Chassagne, receveur du district..., a communiqué un procès-verbal de la conduite des vicaires de la paroisse (7) et l'a remis sur le bureau... [Il a été] arrêté que la Société s'en remettait à la sagesse du directoire du district sur les poursuites que peut mériter la conduite de M. Chrétien, vicaire de cette ville, et [qu'elle écrira] à M. Chrétien, en réponse à la lettre du 3 janvier, pour l'inviter à se tenir dans les règles de la décence et de la modération, qui doivent être l'apanage des véritables pasteurs, et pour le prévenir que le devoir de la Société est de surveiller la conduite de tous les individus...

M. Gravier Bertrand a présenté pour candidat M. Beyselance-Contie ; MM. Pasqual et Vasseur ont présenté M. Chassagne ; M. Pinet a présenté M. Ponterie-Escot, président de l'administration du district (8) ; MM. Dussumier jeune et Boyer, perruquier, ont présenté M. Larmandie, gendre de Mme Tres-

(1) Le 9 février 1791, la municipalité de Bergerac recevra une lettre de Georges-Mathieu Benaud, curé de Razac-d'Eymet, déclarant que, ne pouvant se rendre encore dans sa paroisse, mais voulant se conformer au décret du 27 décembre 1790, il avait prêté à Bergerac le serment prescrit (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 154).

(2) Il s'appelait Gouzot. A la séance du 6 janvier 1791, ces commissaires rendront compte de leur mission.

(3) Voir la suite de l'incident Chrétien à la séance du 4 janvier 1791.

(4) Voir, plus haut, séances des 3, 6, 9, 10, 17, 20 et 31 décembre 1790, et, plus loin, séance du 4 janvier 1791.

(5) Cette question sera encore agitée à la séance du 5 janvier 1791.

(6) La quête du 31 décembre 1790 avait produit près de 18 livres.

(7) Il s'agit particulièrement du vicaire Chrétien, dont la Société s'était occupée dans sa séance du 3 janvier 1791.

(8) Ponterie-Escot avait déjà pris la parole dans la séance du 27 décembre 1790.

malgré le refus réitéré de l'assemblée, M. Beaupuy, qui avait réuni le plus de voix après MM. Dominenget et Granger, a été proclamé secrétaire... [Signé] P. DOMMENGET.

Séance du jeudi 13 janvier 1791.

... M. Sargenton, [candidat, a été] ajourné... Les sept tours de scrutin suivants ont fait admettre MM. Valleton-Saint-Bris, Dupeyrou de Boisse fils, Rambaud, greffier au tribunal de district, Tanchon, Michaud-Varrailhon, tonnelier, Mestre des Farciès, Lentilhac.

Plusieurs membres... ont proposé les candidats suivants : MM. Mesclap, par Latané ; d'Esmartis-Laperche, par Bouchon et Bourson ; Piché, par Frescarode fils ; Puymartin père, par Chalvet-Clairac ; Couderc du Casse, par Bourson.

M. Couderc du Casse, qui était attendu par l'assemblée pour fournir quelques explications sur la lettre écrite à la municipalité par M. La Roque (1), et dont il a été question à la séance du 10 courant, a fait lecture d'une adresse envoyée par MM. les administrateurs du département de la Dordogne à l'Assemblée nationale ; et, comme cette adresse n'est pas bien interprétée par M. La Roque, l'assemblée a arrêté qu'il serait envoyé à la municipalité une pétition tendant à la prier de répondre à M. La Roque, et lui faire apercevoir son erreur (2). M. le président a nommé, pour rédacteurs de la pétition, MM. Dumoulin, Dupeyrou de Boisse, Boyer, perruquier, Gravier, Bertrand.

Sur la motion de M. Fasandier, tendant à faire arrêter les gens qui courent les rues pendant la nuit sans lumière, l'assemblée a arrêté qu'elle en ferait prévenir la municipalité (3) en envoyant la pétition... [susdite].

Sur la demande faite par le concierge de la prison du montant de certaines fournitures pour les prisonniers, l'assemblée a ordonné l'ouverture du tronc (4) et en a fait sortir 5 livres 8 [sols], 6 [deniers], qui ont été remis à M. Boyer, perruquier, chargé de les faire tenir audit concierge. Le temps de MM. les commissaires chargés de voir les prisonniers étant expiré (5), M. le président a nommé à leur place MM. Beaupuy, Fasandier, Reclus aîné et Boyer, perruquier.

Sur la motion de M. Cazimir, caporal, tendant à faire nommer quatre commissaires chargés de faire un extrait de tous les morceaux de J.-J. Rousseau qui ont du rapport à la Révolution

(1) Voir la séance du 10 janvier 1791. Il sera encore question de La Roque à la séance du 21 janvier 1791, où on apprendra que la municipalité a écrit à ce député conformément à la pétition de la Société.

(2) Il s'agit vraisemblablement de l'adresse envoyée à l'Assemblée par l'administration du département, en faveur de la construction d'un pont sur la Dordogne. La Roque cherchera à se disculper, par une lettre à la municipalité, de l'erreur d'interprétation qu'on lui attribuait.

(3) Une ordonnance de police du 14 janvier 1790 interdisait (art. 3) d'« aller de nuit sur les rues sans lumière, après la retraite bourgeoise » (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date). Sur l'éclairage de Bergerac en l'an II, voir notre *Lakanal*, p. 595.

(4) C'est le 21 décembre 1790 que la Société avait décidé de faire placer, à cet effet, un tronc dans la salle de ses séances.

(5) Ils devaient changer tous les huit jours. Voir, plus haut, séance du 6 janvier, et, plus loin, séance du 27 janvier 1791.

française et d'en faire un tableau où chaque membre pourra puiser des exemples et des leçons, l'assemblée a déclaré qu'il n'y avait lieu à délibérer.

M Gérard... fait une motion tendant à ce qu'il fût porté à la municipalité une pétition pour demander qu'à l'exemple de quelques grandes villes, les bouchers fussent tenus : 1° de déclarer l'animal qu'ils doivent tuer ; 2° de le faire visiter par un médecin à bœufs ou à cochons ; 3° de le promener dans la ville ; 4° de subir la confiscation, s'ils n'ont pas observé les trois articles ci-dessus. L'assemblée a arrêté que cette demande serait insérée dans la pétition (1) concernant la lettre de M. La Roque.

Les commissaires chargés (2) de chercher une salle plus vaste que celle où la Société tient ses séances ayant fait le rapport qu'ils n'en avaient pas trouvé de convenable, M. Bouchon a conseillé à l'assemblée de solliciter MM. les francs-maçons de lui céder leur salle de la Redoute (3)... L'assemblée... a autorisé M. le président à faire faire cette demande par les quatre commissaires qu'il a nommés et qui sont : MM Bouchon, Dupeyrou de Boisse, Bauvalon, Olivier...

La Société ayant envoyé deux commissaires, MM. Lespinasse l'ainé et Boudet, au second club, pour lui faire part que la Société désirait faire la lecture de *la Feuille villageoise* à l'hôtel commun, deux fois par dimanche..., MM. les commissaires ont fait le rapport... que la Société des *Amis de la Constitution* du second club avait reçu l'avis avec reconnaissance et fraternité, et qu'elle s'y conformerait (4)... [Signé] P. DOMMENGET.

Séance du vendredi 14 janvier 1791.

Il a été fait lecture de la moitié des feuilles de Mercier (5).

Il a été présenté trois candidats..., MM. Roly-Mestre, par

(1) La réponse de la municipalité à cette pétition sera mentionnée dans la séance du 21 janvier 1791.

(2) Par arrêté du 7 janvier 1791. Voir la suite de ces démarches à la séance du 17 janvier 1791.

(3) Sur cette Salle de la Redoute, voir notre étude sur *les origines maçonniques du club jacobin de Bergerac*, p. 8.

(4) C'est la suite de la question que notre Société avait agitée dans ses séances des 3, 6, 9, 10, 17, 20 décembre 1790 et 3, 4, 7, 10 janvier 1791. Les deux Sociétés devaient, en effet, participer à cette lecture, « par le ministère de quatre commissaires que chacune des deux Sociétés se propose de nommer à chaque séance du vendredi » (Reg. délib. mun. Bergerac, 14 décembre 1790), réquisitoire du procureur. Notre Société nommera, à cet effet, quatre commissaires, les vendredis 14, 21, 28 janvier, 4, 11, 18 février, 3 mars 1791.

(5) C'est la première mention que nous rencontrons de la lecture par notre Société des *Annales patriotiques et littéraires de la France et affaires politiques de l'Europe, journal libre, par une société d'écrivains patriotes et dirigé par M. Mercier et par M. Carra, un des auteurs*. La collection de ce journal se trouve à la Bibl. nat., L c 2/249.

Hatin, dans son *Histoire de la presse en France*, t. IV, p. 278, qualifie ce journal d'« oracle des Sociétés populaires de la province », et il reproduit (t. VI, p. 365) le jugement d'un contemporain, d'après qui « les *Annales patriotiques*... étaient... la boussole de tous les Jacobins des départements; il n'y avait pas une de leurs associations qui n'eût son Carra; on le lisait à l'ouverture de chaque séance, avec un respect religieux ».

Le succès de ce journal venait surtout de ce qu'il n'était, comme tant d'autres journaux d'alors, ni une revue ni un pamphlet. Il était plus soucieux de raconter que de commenter. C'était un vrai papier-nouvelles, comme on disait alors. Il y avait plus d'information que de déclamation.

de M. Carré, l'assemblée a nommé, pour.... s'entendre avec M. Carré..., M. Martin... (1).

Sur la motion présentée par M. Bellegarde, tendant à privilégier quelques saquiers ou portefaix, l'assemblée a décidé qu'il n'y avait lieu de délibérer... [Signé] GRAVIER aîné, commissionnaire.

Séance du 21 janvier 1791.

Les feuilles de Mercier lues, la lecture du procès-verbal du 20 a été faite.

L'on a présenté plusieurs candidats... : MM. Cadet Plan-teau (admis) (2), par Dumoulin; Bonnet, notaire (admis), par Courtine; Valleton père (ajourné) (2), par Pauly fils; Lafon (admis), par Bernis; Lagelie (admis), par Caussade-Vergnol; Charon (ajourné), par Mestre; Bouyssavy fils (du Mercadil) (3) (admis), par Reclus; Beysselance fils (admis), par Morvant.

Les commissaires nommés pour la lecture des *Feuilles Villageoises* pour dimanche sont : le matin, MM. Niolle, Bouyssavy, épingleur; le soir, MM. Boyer, perruquier, Frescarode fils...

M. Pinet... est monté à la tribune et a fait lecture d'une lettre signée Fonvielle, curé de Saint-Amand-de-Boisse (4)... , lettre écrite au district de cette ville... ; elle a obtenu des applaudissements universels. Cette lettre, en annonçant que le sieur Fonvielle a prêté le serment prescrit par le décret sur la Constitution civile du clergé, respire le patriotisme le plus pur et annonce un ecclésiastique éclairé, instruit et pénétré du véritable devoir d'un pasteur. L'assemblée... a arrêté unanimement et avec les plus grandes acclamations que cette lettre serait inscrite sur les registres de la Société, qu'il serait écrit au sieur Fonvielle pour lui témoigner l'estime que sa conduite a inspirée à la Société et que copie de la lettre dudit sieur Fonvielle serait envoyée à Carra, avec prière de l'insérer dans sa feuille (5),

Copie de la lettre du sieur Fonvielle :

« ...Dimanche dernier, 16 courant, à l'issue de la messe de paroisse, je prêtai, en présence des officiers municipaux du Conseil de la commune et des citoyens assemblés, le nouveau serment civique... sur l'organisation de la Constitution civile du clergé. Comme je l'ai fait en pleine connaissance de cause, dans l'intime persuasion que la foi n'y est point compromise, que la religion, au contraire, gagnera infiniment à cette sage réforme, je vous garantis que je ne serai pas parjure... [La suite de sa lettre laisse entendre que, si un curé refuse de prêter serment, on peut le destituer, et que, si une vacance de cure se produit, pour ce motif, à Bergerac, il pose, dès maintenant, sa candidature]... J'aurai l'honneur de vous voir dans le courant de la semaine prochaine... »

(1) Il ne s'agit pas vraisemblablement d'un local où la Société se serait proposé de tenir ses séances, puisque les négociations engagées à ce sujet avec les francs-maçons étaient déjà très avancées (voir séance du 17 janvier 1791).

(2) Dans ce paragraphe, les mots « admis » et « ajourné » ont été ajoutés après coup.

(3) Le Mercadil était un quartier de Bergerac.

(4) Canton d'Issigeac, district de Bergerac.

(5) Nous n'avons pas trouvé mention de cette lettre dans les *Annales patriotiques*.

...Lecture d'une lettre de la Société des *Amis de la Constitution*, établie à Verdun, tendant à ce que, par esprit d'économie, on corresponde par la voie du *Journal des Amis de la Constitution*, rédigé par M. Choderlos, membre du club de Paris (1).

Sur le rapport des commissaires nommés pour la visite de la salle de MM. les francs-maçons, il a été arrêté que la Société en prendrait possession avant... [qu'on enlève] une cloison qui embarrasse dans cette occasion... Les commissaires, auxquels... se joindront MM. Reclus aîné et Le Vasseur, visiteront de nouveau ladite salle (2).

...Lecture d'une lettre adressée à l'assemblée par la municipalité. Il [y] est dit qu'il a été écrit, en conséquence de la pétition, à M. La Roque, et que l'article concernant les bouchers sera revu dans un temps plus convenable (3).

La Société a accordé des certificats (4) à MM. Pierre Duclos aîné et Pierre-Claude Desmarty, dont le premier est ici présent, et le second l'a fait demander par une lettre qu'il écrit de Paris à M. Reclus aîné.

La Société, voyant qu'il y avait plusieurs candidats à passer au scrutin, a demandé une convocation de tous les membres de la Société pour demain, à 7 heures du soir, ce qui aura lieu.

Ayant fait l'ouverture d'un paquet timbré Limoges, il s'y est trouvé 1° un extrait des registres du Conseil général du département de la Haute-Vienne, qui a été lu à la grande satisfaction de l'assemblée; 2° une dissertation civico-théologique ou discours sur la réorganisation civile du clergé, dont la lecture a été ajournée.

M. Le Vasseur a présenté une lettre qui doit être envoyée à la Société des *Amis de la Constitution* des Jacobins, de Bordeaux, tendant à lui demander une affiliation et nous faire connaître le plan qu'elle a adopté pour le change des assignats (5).
[Signé] P. DOMMENGET.

Séance extraordinaire du 22 janvier 1791.

...Réception de plusieurs candidats dont le terme était échu : Bruzac, procureur-syndic, Bonnet du Cluzel (6), Bertier aîné,

(1) Le 31 octobre 1790, la Société des Jacobins, de Paris, avait arrêté qu'un de ses membres serait autorisé à publier périodiquement la correspondance des *Amis de la Constitution*. Ce membre fut Choderlos de Laclos. Telle est l'origine du *Journal des Amis de la Constitution* (Tourneux, *o. c.*, t. II, p. 377). Le 31 janvier 1791, notre Société recevra de celle de Bar-le-Duc une invitation semblable. Le 8 février 1791, notre Société s'abonnera à ce journal.

(2) Voir, plus haut, séances des 7, 13 et 17 janvier, et, plus loin, séance du 27 janvier 1791.

(3) Cette pétition, relative à La Roque et aux bouchers, avait été décidée dans la séance du 13 janvier 1791. La Société reparlera de La Roque à la séance du 24 janv. 1791.

(4) Sans doute selon le modèle établi par Pinet dans la séance du 18 janvier 1791.

(5) Voir, plus haut, séance du 30 déc. 1790, où notre Société avait déjà décidé de faire les mêmes demandes. Voir, plus loin, séance du 18 février 1791 où le plan demandé sera reçu par la Société.

(6) Le registre porte Cluzel, mais il s'agit évidemment de Bonnet du Clauzel, présenté à la séance du 18 janvier 1791.

Candidats présentés : Gorsse, homme de loi, par Ramus Eyma ; Chalvet, juge, et Géraud, chirurgien, par Bouchon ; Gouzot, commissaire du roi, par Vergniol ; Masseron fils, par Bourson.

Motion de M. Planteau de Lestenaque fils, qui conclut à ce que, à l'avenir, les membres nouvellement reçus ne feront point de compliment et que le président ne leur en fera pas non plus. Discutée et adoptée ; mais les discours seront permis.

[Les] commissaires nommés pour aller demander à MM. les francs-maçons leur salle de la Redoute ont rapporté que la Loge accordait à la Société des *Amis de la Constitution* trois pièces, qui sont la salle ci-devant destinée à la Redoute, le salon et la petite chambre donnant sur la cour attenante à ce dernier, pour une année seulement et sous la condition que ladite Société ne pourra jouir des objets loués le... mercredi de chaque semaine. Adopté, avec l'amendement que la restriction du mercredi ne sera que pour l'après-midi (1). Les commissaires nommés pour s'entendre avec MM. les francs-maçons sont Lévêque, Bouys-savy, épinglier, pour la prise de possession (2).

Sur la demande de M. Reclus aîné, l'assemblée a arrêté que six commissaires présenteront un mémoire relatif à la demande à faire à l'Assemblée nationale de la réédification du pont de Bergerac (3). Les commissaires sont MM. Ponterie-Escot, Gravier, commissionnaire, Lacoste, commissionnaire, Vergniol, Eyma-Boisse, Dumoulin... [Signé] GRANGER.

Séance du 18 janvier 1791.

[L'assemblée admet trois candidats]..., MM. Roly-Mestre, Villepontoux, médecin, Menier.

Il a été présenté dix candidats... : MM. Bruzac, procureur-syndic, Bonnet du Clauzel, Bertier aîné, Goubie, secrétaire, [tous quatre] par M. Pinet ; Elie Mounet jeune, par M. Blanc ; Laplante-Bruzac, par M. Rambaud ; Planteau-Laubanie, par M. Duclos aîné ; Boyer, bonnetier [et] Ducour-Lespinasse, par Boyer, perruquier ; Mounet, horloger, jeune, par M. Pasqual.

M. Caillou Jacob, sergent-major, a présenté à M. le président un paquet venant de Brest, à l'adresse de la garde nationale (4). Il s'est élevé plusieurs discussions pour la réception de

ici votre... justice, ayant eu le bonheur d'en être du nombre. Il y a... près de neuf mois que je fus inculpé mal à propos, dans la Société du second club... Le président... me fit dire... de m'absenter, pendant quelques jours, de la salle... J'ai obéi... Le motif de cette accusation est enfin parvenu jusqu'à moi... L'on disait que j'avais assassiné un homme, nommé Garel, forgeron ». Sicard ajoutera qu'il s'est justifié de cette inculpation, que son accusateur a été mis en prison par la municipalité, et il demandera sa réintégration dans la Société (*Arch. mun. Bergerac*, I 2).

(1) Le Reg. des procès-verbaux de la Loge montre que les francs-maçons tenaient, d'ordinaire, leurs séances dans l'après-midi.

(2) Voir, plus haut, séances des 7 et 13 janvier, et, plus loin, séance du 21 janvier 1791. Nous avons parlé de la franc-maçonnerie à Bergerac dans notre Introduction, p. 6 à 8.

(3) Voir, plus haut, dans le cours de cette même séance, et, plus loin, séance du 20 janvier 1791.

(4) Il est surprenant que ce paquet n'ait pas été remis tout d'abord à l'état-major de la garde nationale, puisqu'il était adressé à cette garde. Peut-être était-il inclus dans un paquet adressé à la Société.

ce paquet. Il a été décidé., [d'après l'amendement de M. Galina], que le paquet serait renvoyé à l'état-major, et qu'à défaut par ces Messieurs d'en vouloir faire l'ouverture, les *Amis de la Constitution* pourront le faire eux-mêmes... en en payant les frais (1).

M. Martin, ingénieur, a demandé la parole et, étant monté à la tribune, nous a fait lecture d'un discours. Il l'a déposé sur le bureau, à la sollicitation de certains membres.

Il s'est élevé des discussions... [à propos d'] un manquement... du secrétaire, [qui avait oublié de dire]... Monsieur à un membre. Il a été décidé qu'à l'avenir MM. les secrétaires citeraient le mot de Monsieur à tout membre, sans distinction.

...M. Larmandie..., devant faire un voyage à Bordeaux..., a réclamé un certificat de la Société. Il lui en a été expédié un, qui a paru, par la décision de l'assemblée, mal rédigé (2), et il a été arrêté qu'il en serait fait un nouveau modèle... M. Pinet a été chargé de la rédaction, à quoi il a procédé séance tenante, et le modèle qu'il a présenté a été adopté.

La Société a procédé au scrutin pour la formation d'un Comité de rédaction pour la correspondance, composé de six membres... : MM. Bouchon, Vasseur, Vergniol, Ponterrie-Escot, Dumoulin, Bourson. Ceux qui ont réuni le plus de suffrages après sont MM. Martin, Peyvieux, Dussumier jeune (3). [Signé] GRANGER.

Séance du 20 janvier 1791.

... Réception de plusieurs candidats dont le terme était échu : MM. Gorsse, homme de loi, Gouzot, Masseron fils, Chalvet jeune, juge... M. Géraud, chirurgien, a été ajourné.

...La motion présentée par M. Bernard (4) a été renvoyée aux commissaires nommés pour le mémoire à présenter à l'Assemblée nationale relativement au rétablissement de notre pont. L'assemblée a nommé M. Martin, ingénieur, pour se joindre aux dits commissaires. Sur la motion présentée par le second club, relativement audit pont (5), l'assemblée a décidé qu'elle serait renvoyée aux commissaires chargés de ce travail, en les prévenant de ce renvoi. Les commissaires nommés pour les en prévenir sont MM. Galina, Casse, Bouyssavy, Laperche et Boyer, perruquier.

Sur la motion faite par M. Lévêque, en proposition du local

(1) A la séance du 20 janvier 1791, la Société lira la lettre venue de Brest, décidera qu'il n'y a lieu à délibérer et que la lettre serait remise à la garde nationale.

(2) Il faut croire que le Comité chargé de ce travail dans la séance du 30 décembre 1790 avait été bien inactif ou bien maladroit.

(3) C'est le 14 janvier 1791 que la Société avait décidé de former un Comité de correspondance composé de six membres, dont un serait secrétaire. La Société n'appliqua pas cette dernière condition; aucun des six membres n'était secrétaire; le 11 janvier 1791, Dumoulin avait démissionné de ses fonctions de secrétaire; il est vrai que Bourson était vice-président (depuis le 5 janvier 1791).

(4) Dans la séance du 7 janvier 1791; elle avait été ajournée, mais une motion analogue, présentée par Reclus aîné, avait été adoptée. Dans la séance du 24 février 1791, Vergniol, un des commissaires, annoncera que l'élaboration du mémoire est presque achevée.

(5) C'est la première fois que le registre signale cette motion.

son père Mestre des Farcies ; Villepontoux, médecin, par Dussumier jeune ; Menier, par Rolland Honoré.

Le club des Jacobins, de Paris, ayant envoyé un paquet contenant plusieurs feuilles, la lecture en a été renvoyée à la première séance où il n'y aurait pas de lecture ordinaire à faire, et l'assemblée a arrêté que ledit paquet ne serait pas envoyé au second club.

Il a été fait lecture de la dernière moitié des feuilles de Mercier.

La pétition ordonnée à la séance d'hier, et dont les commissaires rédacteurs étaient MM. Dumoulin, Dupeyrou, Boyer, perruquier, et Gravier Bertrand, ayant été accueillie par l'assemblée, elle a arrêté qu'elle sera portée à la municipalité demain par dix députés, qui sont : MM. Bouyssavy, épinglier, Baysse-lance-Contie, Latané, homme de loi, Gérard, Gounouilhou jeune, Planteau-Lestenaque fils, Déchamps, perruquier, Larmandie, Frescarode fils, Bouchon (1).

[L'assemblée renvoie à lundi prochain la proposition faite par M. Reclus aîné, de]... faire des efforts pour obtenir la reconstruction du pont (2)...

Sur la motion de M. Boyer, perruquier, l'assemblée a arrêté : 1° qu'il sera formé au scrutin un Comité composé de six membres et dont un secrétaire fera toujours partie, pour travailler aux objets retardés (3)... ; 2° que le Comité formé pour proposer des projets de règlement (4) sera invité par M. le président à présenter incessamment son travail.

... La Société, voyant qu'il y avait plusieurs candidats à passer au scrutin, a arrêté qu'il serait fait une convocation générale pour s'occuper de cette affaire dimanche prochain, 16 du courant, à 5 heures du soir (5).

L'assemblée a nommé quatre commissaires pour aller dimanche à l'hôtel commun, faire la lecture des Feuilles villageoises... : pour le matin, MM. Bourson et Gravier aîné ; pour le soir, MM. Dommenget et Lévêque.

Une députation du deuxième club a communiqué une lettre à lui adressée, signée Jean Sicard, tendant à dénoncer comme accapareurs certains marchands de grains des environs de Gardonne. L'assemblée a arrêté d'écrire à ce sujet au second club. M. Dumoulin, ayant été chargé de ce travail, a exprimé la douleur que la Société aurait de voir que quelqu'un voulût contrevenir au décret de l'Assemblée nationale qui ordonne la libre circulation des grains (6). Les commissaires qui doivent aller au

(1) A la séance du 17 janvier 1791, ces commissaires feront savoir que « la municipalité a répondu qu'elle voyait toujours avec la plus grande satisfaction que les *Amis de la Constitution* s'occupaient continuellement du bien public et qu'elle les seconderait en tout ».

(2) La Société reviendra sur cette question le 17 janvier 1791.

(3) Déjà, le 7 janvier 1791, la Société avait arrêté que quatre commissaires se joindraient aux secrétaires, pour activer les réponses à faire aux lettres reçues.

(4) C'est le 23 décembre 1790 qu'avaient été nommés les dix commissaires chargés de rédiger le projet de règlement de la Société.

(5) Ce sera la séance extraordinaire du 16 janvier 1791.

(6) La Société s'était déjà intéressée à cette question dans la séance du 10 déc. 1790. Le 29 août 1789, la Constituante avait rendu un décret ordonnant

second club et rendre compte lundi à l'assemblée sont : MM. Dumoulin et Drian. [Signé] P. DOMMENGET.

Séance extraordinaire du 16 janvier 1791.

...Les dix premiers tours de scrutin ont admis [comme membres] : MM. Simounet, Thomas Ginet, Ponterie-Séjournas, Bayssellance des Costes, Philbert, Lanauve du Teulet, Martin, ingénieur, Eyma de Boisse, Auchier, Vergnol-Caussade.

M. le président a fait lecture d'une lettre à lui adressée par M. Bléoud, par laquelle il prétend prouver qu'il n'a pas cessé d'être membre de la Société des *Amis de la Constitution*. L'assemblée, consultée, a déclaré qu'il n'y avait lieu à délibérer.

L'assemblée... a ajourné la nomination de M. Bléoud. Les cinq tours suivants ont fait admettre MM. Mesclop, d'Esmartis-Laperche, Piché, Puymartin père, Couderc du Casse. [Signé] P. DOMMENGET.

Séance du 17 janvier 1791.

... Lecture de la moitié des feuilles de Mercier.

M. Philbert, qui a été admis hier, a prononcé un discours, qu'il a déposé sur le bureau.

Une députation du Conseil militaire a donné communication d'une adresse à l'Assemblée nationale, tendant à demander que la garde nationale eût le droit de nommer ses officiers (1).

... [On ajourne à la séance prochaine une] motion de Bernard tendant au rétablissement du pont et [à l'envoi, à cet effet,] de... deux commissaires à nos représentants (2)...

M. le président a donné en communication la lettre à lui adressée par les *Amis de la Constitution*, de Périgueux, qui a été communiquée au second club... Lecture en sera faite avec la *Feuille villageoise*, si MM. les officiers municipaux y consentent.

M. d'Esmartis-Laperche, ayant prononcé un discours, a été prié par l'assemblée de le déposer sur le bureau...

[M. le président nomme deux commissaires, MM. Mesclop et Vergnol-Caussade, qui se joindront]... à deux commissaires du second club, pour aller à la municipalité, lui communiquer la lettre de Sicard (3) et celle des *Amis de la Constitution*, de Périgueux...

la liberté de vente et de circulation des grains dans le royaume, et en défendant l'exportation (Duvergier, t. I, p. 45); elle avait confirmé ce décret à plusieurs reprises. La Société s'occupera encore de la lettre de Sicard, dans sa séance du 17 janvier 1791.

(1) Cette démarche fut certainement provoquée par le mémoire de la Société populaire de Libourne, que notre Société, le 10 janvier 1791, avait décidé de communiquer au Conseil militaire. Le décret du 28 juillet 1791 stipulera l'élection des officiers par les gardes nationales (Duvergier, t. III, p. 170, art. 19).

(2) Le pont jeté, à Bergerac, sur la Dordogne avait été emporté par une crue en 1783 et, depuis cette époque, la population de cette ville en demandait la reconstruction (*Bull. du Périgord*, 1875, p. 261; 1879, p. 398; *Arch. nat.*, B III 117, f. 581). Le cahier du Tiers-état du Périgord formula un vœu en ce sens (Bussière o. c., t. II, p. 220). Malgré l'ajournement prononcé, la Société, dès la fin de cette séance, adoptera, à cet égard, la motion Reclus aîné.

(3) Voir, sur cette lettre de Sicard, la séance du 14 janvier 1791. Peut-être, est-ce ce même Sicard qui, faisant allusion à des faits qui nous échappent, écrira de Bergerac, le 6 mai 1791, au président de notre Société. Il dira : « Après avoir appris la réunion de la Société formant le club (*sic*) de Bergerac, j'appelle

Goubie, secrétaire, Elie-Paul Mounet, horloger; ces six candidats ont été admis.

...M. Vergniol, un des commissaires [de rédaction], a fait le rapport de la réponse à l'affiliation de la Société des *Amis de la Constitution*, des Jacobins de Paris, qui a été adoptée (1). M. Bourson a présenté les réponses aux Sociétés de Ste-Foy (2) et de Sarlat (3), qui ont été adoptées.

M. Bouchon a fait la lecture de la déclaration de M. Leygonie, curé de la Madeleine, de vouloir prêter le serment (4). Il a été décidé, à la majorité, que ladite déclaration serait inscrite et envoyée à Carra (5), sur la demande de M. Pinet.

Lecture d'une lettre signée Pierre Veyrine..., inculquant les deux Sociétés des *Amis de la Constitution*. La Société a décidé qu'il n'y avait lieu à délibérer.

La lecture du procès-verbal de la veille a été faite.

Candidats proposés : MM. Choiet (admis) (6), par M. Vergniol, juge ; Viger, négociant (ajourné) (6), [et] Cadet Despaigne (admis), par Beaupuy ; Brian, négociant (admis), par M. Eyma Ramus; Dubuisson (ajourné), par Dumoulin; Vidal, contrôleur (ajourné), par M. Latané... [Signé] GRANGER

Séance du 24 janvier 1791.

Tous les nouveaux candidats admis ont prêté le serment.

La lecture du procès-verbal de la dernière séance ayant été faite..., il s'est élevé des réclamations sur ce qu'il n'y était pas inséré la délibération que la Société avait prise d'écrire au curé de La Madeleine... pour lui marquer la satisfaction qu'avait produite son patriotisme (7). Il a été envoyé une députation au second club, pour lui donner connaissance de cette déclaration [du curé], faite à la municipalité.

...Lecture de deux lettres de M. La Roque (8). Dans l'une, il s'étend sur une contestation élevée entre la municipalité et le tribunal de district, sur la préséance des bancs de l'église. [Il n'y a lieu à délibérer].

...Lecture d'un paquet remis sur le bureau par M. Mercier, tisserand, qui contenait trois exemplaires de libelles tendant à capter le peuple contre le nouveau serment que doivent prêter les prêtres fonctionnaires publics. Il a été arrêté... qu'il serait nommé dix commissaires pour se transporter par devers la municipalité et lui dénoncer ces trois imprimés incendiaires,

(1) C'est le 3 janvier 1791 que la Société avait reçu le certificat d'affiliation des Jacobins.

(2) C'est aussi le 3 janvier 1791 que la Société avait reçu la dernière correspondance de la Société de Sainte-Foy.

(3) Le registre n'avait pas encore mentionné cette Société.

(4) Il s'agira encore de ce curé à la séance du 24 janvier 1791. La Madeleine est un faubourg de Bergerac, sur la rive gauche de la Dordogne.

(5) Nous n'avons pas trouvé mention de cette adhésion dans les *Annales patriotiques*.

(6) Dans ce paragraphe, les mots « admis » et « ajourné » ont été ajoutés après coup.

(7) Voir ce qui est dit du curé Leygonie dans le procès-verbal de la séance du 27 janvier 1791.

(8) La Société s'était entretenue de La Roque à la séance du 21 janvier 1791 ; elle s'en occupera encore le 28 janv. 1791.

pour qu'elle eût à prendre les moyens les plus sûrs pour en éviter la circulation et tâcher de découvrir ceux qui les font circuler. Les commissaires nommés... sont MM. Cailloux, Gouzot, Bourson, Lévêque, Menier, Ponterie jeune, Boyer, perruquier, Dumoulin, Drian, Planteau fils.

M. Menier a présenté pour candidat M. Moynies fils, M. Rambaud a présenté MM. Rambaud de Lanquais et Lestang. [Signé] BOYER.

Séance du 25 janvier 1791.

M. Lespinasse a présenté M. Doat. M. Franchemont a présenté M. Mercier. On a procédé à la réception de plusieurs candidats, dont le terme était échu... : MM. Planteau cadet, Bonnet, notaire, Lafon, Lagelie, Bouyssavy fils, Beysselance fils, Choiet, Despaigne jeune, Brian. Les neuf candidats ont été admis... [On a ajourné] MM. Dubuisson, Viger, négociant, Ch^{er} Charron, Vidal, contrôleur, et Valleton père...

Nos frères de Sainte-Foy nous ayant adressé des exemplaires..., [on en a lu un], qui nous a fait part du patriotisme d'un bon curé... [Le président remerciera]. Sur la motion de M. Cazimir, il a été délibéré que les exemplaires seraient envoyés aux diverses municipalités de notre district. Sur l'amendement de M. Frescarode, il a été arrêté qu'un de ces exemplaires serait envoyé au second club. [Signé] GRAVIER.

Séance du 27 janvier 1791.

MM. Brian, Gast et Bouyssavy ont prêté le serment ordinaire...

Sur le rapport des commissaires, relativement à la salle de la Redoute, l'assemblée a arrêté que demain elle y tiendrait ses séances (1).

M. Fonvielle, curé de Saint-Amand-de-Boisse, a été présenté à l'assemblée par M. Pinet. Ce prêtre vraiment patriote... nous a fait un discours qui a été approuvé avec tant de plaisir que l'assemblée a arrêté que ce discours serait imprimé, avec la clause que M. le curé se trouve du canton d'Issigeac, demande qui a été faite par M. Gorsse (2).

...Motion faite par M. Dumoulin, tendant à faire une pétition au district, pour engager les municipalités et leur territoire à faire ôter des églises les litres (3).

...Lecture du paquet contenant des discours d'un ecclésiastique vraiment patriote, qui nous avait été envoyé par les *Amis de la Constitution*, de Bordeaux.

...M Niole a proposé pour candidat M. Cossé. M. Sarrette [a proposé] M. Gorsse fils.

Les commissaires qui étaient chargés de visiter les prison-

(1) Voir, plus haut, séances des 7, 13, 17, 21 janvier 1791, et, plus loin, séance du 28 janvier 1791.

(2) A la séance du 31 janvier 1791, ce discours sera lu et l'assemblée reconnaîtra que des changements y ont été introduits dans l'intervalle. Alors elle annulera son arrêté du 27 et décidera que le discours ne serait pas imprimé, mais resterait au secrétariat. A la séance du 24 février, on lira une lettre du curé Fonvielle, se plaignant que le secret n'a pas été observé sur son discours et demandant de le retirer; la Société gardera l'original et lui en délivrera copie.

(3) Bandes noires avec armoiries, pour funérailles.

niers ayant observé qu'ils avaient doublé leur tâche (1), M. le président a nommé, pour les remplacer, MM. d'Esmartis, capitaine de navire, Venencie père, Mahuzier, Gorsse, homme de loi.

Il a été fait lecture d'un imprimé intitulé *Résumé des Amis de la Constitution, de Périgueux*, au sujet du discours que le sieur Mandavid avait prononcé lors de l'installation des juges de ladite ville. Lecture aussi a été faite d'un arrêté pris par les administrateurs du directoire du... département de la Dordogne, qui improuve hautement la conduite du commissaire du roi au tribunal de Périgueux... [Un membre dit que Mandavid s'est montré par là] implacable ennemi d'une Constitution qu'il a juré de défendre... La Société a arrêté qu'elle reconnaissait... le sieur Mandavid indigne de posséder l'emploi dont il est revêtu, comme coupable de haute trahison envers la nation, dont il a mérité... le mépris par son infâme discours... [qui tend à] anéantir notre sainte Constitution. A arrêté, en outre, ladite Société d'écrire à la Société des *Amis de la Constitution, de Périgueux*, pour l'inviter, de concert avec nous, à dénoncer ce traître au département, pour qu'il ait à en instruire l'Assemblée nationale et solliciter que son procès lui soit fait... [Signé] GRANGER.

Séance du 28 janvier 1791.

Dans la salle ci-devant de la Redoute (2).

Les feuilles de Mercier (3) lues, il a été envoyé au second club le résumé des délibérations des *Amis de la Constitution...*, [de] Périgueux. Les députés sont MM. Duclos et Franchemont.

...Lecture d'une lettre écrite à la municipalité par M. La-Roque, qui nous annonce un projet de fixation des droits des vins pour l'étranger à 7 livres par tonne (4).

...Motion par M. Lespinasse, tendant à ce que les papiers des anciens notaires qui ne sont plus dans des cabinets de notaires mais dans des greniers, soient rassemblés pour y avoir recours au besoin... Ajourné (5)...

Motion par M. Sarrette, tendant à ce qu'il soit pris des précautions en cas de troubles.... Ajournée.

Il a été fait une pétition à MM. les administrateurs du district de Bergerac, tendant à ce qu'ils eussent pour agréable de détruire la prétention de certains orgueilleux, qui méconnaissent l'égalité des hommes en présence de l'Eternel (6). Les dépu-

(1) Ces commissaires étaient en fonctions depuis le 13 janvier 1791 et auraient dû être changés au bout d'une semaine, conformément à la décision prise dans la séance du 21 décembre 1790. Voir séance du 10 février 1791.

(2) C'est pour la première fois que la Société se réunit dans cette salle, après les démarches dont nous avons eu l'écho dans les séances des 7, 13, 17 21 et 27 janvier 1791.

(3) Il s'agit des *Annales patriotiques*.

(4) A la séance du 24 janvier 1791, la Société avait lu une lettre de La Roque, du 13 janvier 1791, où ce dernier disait quel intérêt il portait à la question des droits sur les boissons. A la séance du 31 janvier 1791, la Société lira une autre lettre de La Roque.

(5) Voir la séance du 1^{er} février 1791.

(6) La municipalité de Bergerac protestait déjà, le 21 avril 1790, contre la conduite du sieur Monteil, qui a « persisté à vouloir conserver » son banc dans l'église Saint-Jacques (*Arch. mun. Bergerac. Reg. délib. mun.*, à cette date.) Peut-être la Société fait-elle allusion au conflit de préséance dans l'église,

tés sont MM. Bouyssavy, Galina de Russel, Latané, Beauvalon, Duclos, Caussade, Gorsse, Biès, Paris, Honoré Rolland (1).

...Lecture d'une lettre de la Société des *Amis de la Constitution*, de Lyon, qui invite à adresser les paquets à MM. leurs députés ou à MM. les députés de la ville de Lyon à l'Assemblée nationale.

...Lecture d'une lettre de la Société des *Amis de la Constitution*, de Paris, tendant à ce que chaque corps se tienne sur ses gardes.

Il a été fait une députation au second club, pour lui communiquer la pétition qui doit être envoyée au directoire du district et une lettre du club des Jacobins, de Paris. Les députés sont MM. Boyer, Menier, Frescarode et Masseron.

Il a été nommé quatre commissaires pour faire la lecture des *Feuilles Villageoises* dimanche prochain... ; pour le matin, MM. Dumoulin et Gravier, commissionnaire; pour le soir, MM. Le Vasseur, Galina de Russel.

Un membre de la Société a fait lecture d'une lettre très patriotique signée Lamarque, de l'ordre des Frères Prêcheurs, lettre qui a donné une si grande satisfaction à la Société qu'elle a ordonné une adresse audit frère Lamarque.

Candidats présentés : Gas de Grave, par Granger et Lavergne ; Fraigneau fils, par Le Vasseur et Martin, ingénieur ; Labonne, coiffeur, par Bernard (2); Lespinasse père, par son fils.

L'on a procédé à la réception de plusieurs candidats dont le terme était échu.... : MM. Moynies fils, Mercier, Bellevue-Doat, Rambaud; les quatre ont été admis... M. Lestang a été ajourné... [Signé] GRANGER.

Séance du lundi 31 janvier 1791.

Il a été fait lecture des nouvelles publiques.

Ayant fait lecture d'une lettre de M. La Roque (3), adressée à la municipalité..., la Société a arrêté que la municipalité serait priée d'en donner copie, qui sera remise sur le bureau, afin qu'il soit loisible à chaque membre d'en venir prendre lecture et donner son avis à l'assemblée sur... ladite lettre, sur laquelle il sera délibéré... demain. M. Lévêque... [fera cette demande].

...Lecture... d'une lettre adressée à un membre de la Société par un patriote résidant à Bordeaux, dans laquelle la Société a remarqué un serment qu'elle a adopté et prêté en ces termes : « Je jure de soutenir de ma vie et de ma fortune tous les patrio-

qui mettait aux prises le tribunal et la municipalité de Bergerac (voir plus haut, p. 80). Le 29 sept. 1792, le Conseil général de la commune décidera « qu'il n'y aura plus, dans l'église paroissiale, que le seul banc de la municipalité, pour y faire la police au besoin » (*Ibid.*, à cette date).

(1) A la séance du 31 janvier 1791, ces commissaires, par l'organe de Gorsse, feront savoir à la Société qu'ils ont rempli leur mission, et que les membres du directoire « voyaient toujours avec la même satisfaction que la Société... s'occupait sans relâche de ce qui pouvait procurer le bien public ».

(2) A la séance du 31 janvier 1791, Bernard retirera la présentation de Labonne.

(3) Voir, au sujet de La Roque, la séance du 28 janvier 1791, et, plus loin, celle du 1^{er} février 1791. La lettre dont il s'agit ci-dessus est datée de Paris, 25 janvier 1791. La Roque y exprime son désir de voir reconstruire le pont de Bergerac.

tes qui viendraient nous dénoncer publiquement les ennemis du bien public et de notre sainte Constitution (1) ».

...Il a été présenté à l'assemblée trois candidats, MM. Fonvieu, curé de Saint-Amand, par le président; Duprat, par Dommenget; Brugues, par Sarrette.

...La Société a arrêté que la quête pour habiller certains pauvres sera continuée.

La lecture d'une lettre du club des *Amis de la Constitution*, d'Eymet, ayant été faite, [on décide d'accepter sa demande d'affiliation]...

La Société des *Amis de la Constitution*, de Bar-le-Duc, a adressé à la Société une lettre portant qu'elle ne recevra plus, à compter du 1^{er} février, ni lettre ni paquet qui ne soient affranchis, et prie la Société de lui faire part de ses délibérations par la voie du Journal des clubs, rédigé par M. Choderlos, membre de la Société séante aux Jacobins, à Paris (2).

M. Laurent, boulanger, a fait la motion de demander à la municipalité l'établissement d'un second marché par semaine... Ajournée à demain (3).

Sur la motion de M. Sarrette, l'assemblée a arrêté qu'il sera envoyé à la municipalité une pétition, pour la prier de se concerter avec les chefs de la garde nationale, à l'effet de mettre en état de service les canons offerts par M. Bouchon (4), ainsi que ceux qu'elle a en sa disposition, de faire choix d'un local... [à leur usage], et qu'il soit permis de former une compagnie pour le service desdits canons (5).

L'ouverture du tronc a produit 5 livres, 8 [sols], 9 [deniers], pour l'habillement de certains pauvres (6)...

M. le président a nommé MM. Dumoulin, Boyer et Sarrette commissaires, pour aller sortir de l'ancienne salle tout ce qui appartient à la Société, et les a autorisés à remettre la clé à la Briande, qui se chargera d'en payer la ferme. [Signé] P. DOMMENGET.

Séance du mardi 1^{er} février 1791.

[On admet cinq candidats], MM. Cossé, Gorsse fils, Gas de Grave, Fraigneau fils, Lespinasse père.

Sur la motion de M. Lespinasse fils... [tendant à mettre en sûreté des papiers d'anciens notaires qui sont aux mains de par-

(1) Ce serment fut sans doute ajouté et non substitué à la formule adoptée dans la séance du 6 janvier 1791. Voir, à la séance du 7 mai 1791, la formule intégrale du serment.

(2) Le 21 janvier 1791, notre Société avait reçu de celle de Verdun une invitation analogue. Il sera reparlé de ce journal à la séance du 7 novembre 1791.

(3) A la séance du 1^{er} février 1791, la Société arrêtera qu'il n'y a pas lieu de délibérer là-dessus.

(4) Il s'agit sans doute de Louis Bouchon, négociant, qui avait été admis membre de la Société le 11 janvier 1791.

(5) On s'occupera de cette pétition dans la séance du 1^{er} février 1791, et, dans celle du 3 février, Dumoulin sera chargé de la rédiger. Mais les choses en restèrent là sans doute, car la question sera reprise dans la séance du 17 février 1791.

(6) Dans la même séance, la Société avait décidé que la quête pour les pauvres serait continuée.

ticuliers] (1)...., l'assemblée a arrêté qu'il sera envoyé une adresse à M. le commissaire du roi, pour le prier de... s'assurer des papiers dont il est question, et a invité tous ses membres à indiquer par écrit les lieux où ils sauront qu'il y en a.

M. le président a nommé quatre commissaires pour rédiger les pièces suivantes : 1^o lettre d'affiliation au club... d'Éymet (2) ; 2^o pétition à la municipalité, concernant les canons (3) ; 3^o adresse à M. le commissaire du roi, concernant les papiers des anciens notaires. Les quatre commissaires rédacteurs sont : MM. Sarrette, Pinet, Rolland Honoré, Gouzot... L'adresse à M. le commissaire du roi ne sera rédigée que par les trois premiers commissaires (4).

... Lecture faite de la lettre de M. La Roque, la Société a arrêté que MM. les commissaires qui doivent travailler à l'affaire du pont examineront ladite lettre (5)...

La motion de M. Dussumier jeune, tendant à ce que les fusils donnés à la garde nationale soient remis à la municipalité, avec prière d'en faire avoir soin par un armurier, est ajournée à la séance de jeudi prochain (6).

M. Gérard a présenté pour candidats MM. Durrive, gendre de Prévot, [et] Bailly cadet. [Signé] P. DOMMENGET.

Séance du 3 février 1791.

... L'assemblée a arrêté que lecture serait faite pendant trois jours de la lettre de la Société des *Amis de la Constitution*, de Paris, datée du 9 janvier dernier (7).

... Sur la motion verbale d'un membre, la Société a arrêté que la cloison qui est entre la chambre d'entrée et la salle où elle tient ses séances (8) sera enlevée, et a chargé MM. Dumoulin, Sarrette et Boyer de faire exécuter cette opération.

... Arrêté... que le prône du curé de Saint-Sauveur, département de la Charente, sera envoyé à plusieurs municipalités des environs de... [Bergerac].

... L'assemblée a... admis... MM. Fonvielhe, curé de Saint-Amand-de-Boisse, Duprat, Bruges. [Signé] P. DOMMENGET.

Séance du vendredi 4 février 1791.

... Lecture des nouvelles publiques.

M. Duprat ayant, à l'occasion de son entrée, lu un discours très patriotique, l'assemblée a... obtenu de lui qu'il sera remis

(1) Voir la séance du 28 janvier 1791.

(2) L'affiliation avait été décidée le 31 janvier 1791.

(3) Voir séances des 31 janvier et 17 février 1791.

(4) Cette réserve s'explique, Gouzot étant précisément le commissaire du roi.

(5) Cette lettre avait été déjà lue à la séance du 31 janvier 1791. Voir encore, sur La Roque, la séance extraordinaire du 17 juillet 1791.

(6) La question ne reviendra pas à cette séance (3 février 1791).

(7) Il s'agit sans doute de la lettre des Jacobins, reçue le 28 janvier, qui invitait les clubistes à la vigilance.

(8) Depuis la séance du 28 janvier 1791, la Société se réunissait dans l'ancienne salle de la Redoute.

sur le bureau et a arrêté que ledit discours sera transcrit sur le procès-verbal de la séance.

Candidats présentés : Chassaigne (de Mouleydier), par Gérard ; Bonnet (de La Force), par Dumoulin-Langlais.

... Discours de M. Duprat (1) :

« ... [Il se félicite de voir de nombreuses Sociétés d'Amis de la Constitution réparties à travers le royaume. Il admire en elles un foyer de]... lumières et [d']instruction politique[où l'on apprend à connaître et, par suite, à aimer la Constitution. C'est dans leur sein]... que les connaissances éparses chez les divers individus se trouvent rassemblées et composent un faisceau de lumières propre à affermir... les idées saines..., à empêcher qu'on ne surprenne la religion des faibles... L'ignorance, qui est le plus ferme appui du despotisme, est aussi l'écueil le plus redoutable de la liberté... Chez un peuple libre, où chaque individu gère ou sera incessamment appelé à gérer une partie du corps politique, l'ignorance... donnera naissance à l'erreur, et l'erreur, peu dangereuse quand elle est passive, sera... terrible quand elle deviendra agissante... ; elle finira par anéantir la liberté, tout en croyant travailler à son affermissement. Il serait donc plus avantageux pour un peuple qui aurait perdu sa liberté d'en bien étudier la nature et la manière d'en jouir, avant que de la recouvrer... [Mais] la loi impérieuse des circonstances nous a forcés de commencer par où il eût été à propos de finir. Achevez maintenant par où il aurait été bon de commencer... Souvenez-vous que c'est de la Société de la capitale, à laquelle la vôtre est affiliée, que sont sorties souvent, comme d'un foyer de lumière, les lois régénératrices de l'empire... [Pénétrez-vous de son esprit. Eclairez les indécis, à qui on veut persuader] que la Constitution est vicieuse, qu'elle est injuste, qu'elle est destructrice de ces mêmes droits naturels qu'elle rétablit... Plus il y aura de citoyens éclairés, plus il y en aura qui seront capables... de remplir avec succès... les diverses charges de l'Etat et... disposés à acquérir la gloire d'une subordination raisonnable... Le titre seul de membre de votre Société deviendra la présomption flatteuse du savoir... et de l'aptitude à l'exercice de toutes les parties de l'administration.

« Sauvegarde et rempart de la liberté, c'est le second point de vue sous lequel j'envisage la Société... En prenant le titre d'*Amis de la Constitution*, d'amis de la liberté, vous avez contracté l'engagement... d'être les protecteurs de l'une et de l'autre... ; cet engagement sacré, vous le remplissez par votre vigilance, par votre dévouement et votre union... [Il y a des Français dénaturés dont les menées doivent être surveillées par vous]... Il n'est point de mystère si caché que... les yeux perçants des *Amis de la Constitution* ne découvrent... Leur passage imposant écrase... celui que leur vigilance a convaincu du crime de lèse-liberté... Si la vigilance des *Amis de la Constitution* est la sauvegarde de la liberté contre les attaques du dedans, leur dévouement et leur union en est le rempart contre les attaques du dehors. Vivre libres, vivre unis ou mourir unis et libres est

(1) Le secrétaire a transcrit sur le registre les premières lignes du discours, mais, renonçant à le copier en entier, il a collé sur une feuille du registre le textérédigé par Duprat.

la devise des membres de cette Société... Quand les conquérants ont voulu subjuguier les peuples, ils les ont premièrement divisés... ; mais ce moyen n'est-il pas impraticable vis-à-vis d'hommes qui se sont réunis dans les mêmes vues, qui sont animés par le même intérêt et qui, des quatre coins du royaume, se sont affiliés ensemble par le même serment?... »

Les commissaires qui doivent faire la lecture de la *Feuille villageoise*, dimanche, à l'hôtel commun, sont, pour le matin, MM. Rambaud et Le Vasseur, et, pour le soir, MM. Gérard et Rolland jeune.

... Arrêté que, attendu qu'il y aura demain un mois que MM. le président et le vice-président et les deux premiers secrétaires sont nommés, il sera fait une convocation générale de tous les membres de la Société pour dimanche prochain, à 7 heures du soir, pour procéder à leur remplacement.

... Lecture de deux pièces : 1° adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Melun ; 2° couronne civique décernée à M. Oré, curé de Saint-Maixent, par le club du *Café national*, de Bordeaux... [Signé] P. DOMMENGET.

Séance extraordinaire du dimanche 6 février 1791.

La Société ayant été convoquée pour renouveler les officiers (1), il a été procédé d'abord au scrutin pour le président... M. Dussumier jeune, déjà président, a réuni la pluralité des suffrages [et] a été réélu. M. Courtine père, étant celui qui en a réuni le plus après, a été proclamé vice-président... Ceux qui ont réuni le plus de suffrages [comme secrétaires] sont : MM. Bevs-selance-Contie et Boyer, perruquier... M. Dussumier absent, M. Courtine a pris le fauteuil et a... nommé quatre commissaires d'ordre..., MM. Rambaud, Frescarode fils, Reclaud, Biès.

M. Chalvet aîné a... [lu le] discours prononcé par M. le curé de Beaupouyet, son frère, avant de prêter son serment comme fonctionnaire public... Il a été arrêté qu'il serait donné la plus grande publicité à ce discours, même par affiche, après en avoir obtenu l'agrément de la municipalité, et qu'il en serait envoyé un exemplaire à toutes les Sociétés qui nous sont affiliées. Les membres chargés de demander l'agrément de la municipalité sont : MM. Veyry, Pasqual, Biès, Sarrette (2).

Candidats proposés : Rabier fils aîné, par Duprat ; Larigodie (de Béleymas) et Beysellence (de La Négrie), par Rambaud ; Lavau (de Conne) fils, par Biès ; Plasias, par Moynies fils ; Loreille-Deysal, par Sainbris ; Gueylard (de l'Alba), par Venencie père. [Signé] GRANGER, BOYER.

Séance du 7 février 1791.

Les feuilles de Mercier lues, l'on a fait lecture d'une adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Paris.

Lecture... d'une proclamation du corps municipal de

(1) Dussumier jeune, président, et Bourson, vice-président, étaient en fonctions depuis le 5 janvier 1791. Les nouveaux élus resteront en fonctions jusqu'à la séance du 6 mars 1791.

(2) A la séance du 8 février 1791, on annoncera que la municipalité a approuvé la publication de ce discours, et la Société décidera de faire faire cette publication dès le lendemain.

Paris..., des procès-verbaux des deux dernières séances..., d'une adresse présentée par un des membres, concernant les bouchers; elle a été ajournée à la prochaine séance (1).

[On élit les candidats] Durrive, gendre de Prévot, Bailly cadet, horloger, Chassaigne (de Mouleydier), Bonnet (de La Force).

Il a été envoyé une députation au second club, pour lui donner en communication une adresse des *Amis de la Constitution*, de Paris, [et le] discours de M. Chalvet, curé de Beaupouyet (2)...

Candidats présentés : Pauly (de La Trufière) père et fils, par Despaigne ; Bayonnet, serrurier, par Paris-Troquereau ; Lacoste fils, marchand drapier, par Courtine ; Chadeau, sergent, par Caussade, teinturier.

Un des membres a fait une motion pour que les emblèmes existant sur les portes et cheminées, comme étant tous contraires à notre Société, fussent .. rayés (3)... [Adopté] [Signé] GRANGER.

Séance du mardi 8 février 1791.

... Lecture d'une lettre adressée à la Société par M. Lestang, qui exprime la peine qu'il a ressentie de n'avoir pu être admis à la Société.

... Lecture d'une adresse de M. Chalvet, curé de Beaupouyet..., annonçant qu'il a prêté avec satisfaction le serment prescrit... à tous les fonctionnaires publics... [Il en sera] fait une mention honorable dans le procès-verbal... [et on répondra] avec éloge au curé.

... Lecture d'un exemplaire du Journal des clubs (4). adressé à la Société... [La Société s'y abonnera].

... La motion de M. Sarrette, tendant à faire faire un service pour le repos de l'âme du défunt Deshailleux, juge de Brive, a été adoptée (5).

Candidats proposés : MM. Lamothe (du Bourg), par Bouysavy (du Mercadil) ; Franc, par Planteau cadet.

M. Bonnet (de La Force), nouvellement agrégé, a... prêté le serment ordinaire.

[On élit membres]... MM. Rabier aîné, Larigotie (de Béleymas), Beysellence (de La Négrie), Lavau (de Conne) fils, Plasias, Loreille-Deysal, Gueylard (de l'Alba). [Signé] BOYER.

Séance du jeudi 10 février 1791.

... Arrêté que la municipalité serait priée de... recommander aux... [afficheurs] des décrets d'employer de bonne colle

(1) A la séance du 8 février 1791, la Société décidera qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur la pétition des « bouchers chevriers ». Le 13 janvier 1791, la Société avait, par contre, décidé de faire à la municipalité une pétition, l'invitant à surveiller la qualité de la viande de boucherie.

(2) Voir, au sujet de ce discours, la séance du 6 février 1791.

(3) Il s'agit sans doute d'emblèmes de la royauté ou de la féodalité, et non d'emblèmes maçonniques.

(4) C'est le *Journal des Amis de la Constitution*. Voir, plus haut, la séance du 21 janvier, et, plus loin, celle du 7 novembre 1791.

(5) A la séance du 10 février 1790, la Société décidera que ce service serait fait avec la plus grande simplicité et qu'après le service Dumoulin prononcerait un discours « analogue au sujet », préalablement communiqué à la Société.

afin qu'ils tiennent aux places où ils sont attachés..., de faire afficher les décrets à mesure... [qu'ils arriveront, et de faire enlever] les ordonnances qui ne sont plus en vigueur (1)...

M. Pinet a donné en communication à la Société une lettre à lui adressée par M. le curé Fonvielhe, par laquelle il lui dénonce les manœuvres du ci-devant évêque de Sarlat, pour empêcher les fonctionnaires publics de son ci-devant diocèse de prêter le serment tel qu'il est prescrit par la loi du 26 décembre dernier (2). Il lui envoie en même temps la lettre du sieur Parre, curé de Saint-Quentin, contenant une formule de serment contraire... [à la loi]. Ledit sieur Pinet a fait part à l'assemblée de la dénonciation faite par le directoire du district de cette ville au Comité de recherches de l'Assemblée nationale de la conduite dudit ci-devant évêque de Sarlat et de la lettre dudit sieur Parre.

...Il a été arrêté qu'il serait nommé dix membres pour remercier le directoire de sa conduite sage et patriotique. Les membres... sont MM. Sarrette, Fasandier, Masseron, Boyer, Gast avocat, Ponterie jeune, Bourson, d'Esmartis-Laperche, Gravier jeune, Dumoulin.

...Les commissaires nommés pour fournir aux prisonniers les secours accordés par la Société sont MM. Gravier jeune, Bouyssavy, buraliste, Rolland aîné, Moynies fils (3).

[On élit membres]... MM. Pauly (de la Trufière) père et fils, Bayonnet, serrurier, Lacoste, marchand drapier, Chadeau, sergent.

Candidat proposé : M. Goubie jeune, secrétaire au district, par M. Reclus.

... Vu que le tronc manquait de fonds, il a été délibéré que M. Mainsat... [verserait, pour être consacrées] au soulagement des prisonniers, les sommes qu'il a en mains, à la disposition de la Société (4).

...Sur la proposition de M. Vasseur, il a été arrêté que la Société ferait venir le tableau gravé des Droits de l'homme, pour être encadré et placé dans la salle de la Société. M. Vasseur a été chargé d'écrire, pour le procurer à la Société. [Signé] BOYER.

Séance du vendredi 11 février 1791.

Une députation du second club a présenté et lu à la tribune deux motions..., l'une, concernant des assesseurs pour le juge de

(1) A la séance du 11 février 1791, le texte de la pétition rédigée à ce sujet par Boyer sera adopté. Les membres chargés de porter cette pétition seront nommés le 17 février 1791. La municipalité veillera à ce que l'affichage des décrets soit fait par les tambours de ville, avec de la colle et de la poix (voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 2 décembre 1791, f. 228 et 229).

(2) Il s'agit du décret du 27 novembre 1790, sanctionné par le roi le 26 décembre suivant, relatif au serment des évêques et autres ecclésiastiques fonctionnaires publics (Duvergier, t. II, p. 68).

(3) La nomination des commissaires précédents remontait au 27 janvier 1791. On s'occupera encore des prisonniers dans la séance du 17 février 1791.

(4) Le procès-verbal de la séance du 14 février 1791 nous apprend que Mainsat versa au tronc 18 livres, 16 sols, dont il lui fut fourni quittance par les secrétaires.

paix du canton (1), et l'autre, sur le serment des fonctionnaires publics (2)...

Lecture faite des nouvelles, les candidats nouvellement reçus ont été présentés et ont prêté le serment ordinaire. Ce sont MM. Pauly père et fils, Lavau, Durrive, Beyssellence (de La Négrie), Choiet, Bayonnet, Rabier.

...Candidats proposés : MM. Laregnère par M. Pinet; Lafargue, par MM. Dussumier aîné et Despaigne; Lanoué-Rateau, par M. Casimir.

La pétition du second club a été mise en délibération. Il a été arrêté... qu'il serait observé à cette Société qu'elle devait se borner à demander à la municipalité qu'il fût nommé quatre notables dans la paroisse de Saint-Martin, pour assister le juge de paix dans ses fonctions de transport dans ladite paroisse (3).

Les commissaires nommés pour faire la lecture de la *Feuille Villageoise*, dimanche prochain, sont MM. Planteau-Laubanie, Beyssellence fils, pour le matin, Rolland aîné, Filliol, perruquier, pour le soir.

...Sur la motion de M. Gérard, concernant la demande de Villamblard (4) pour le chemin, il a été nommé quatre commissaires pour s'occuper de cet objet..., MM. Dumoulin, Gravier, commissionnaire, Rolland jeune, Bourson. [Signé] BOYER.

Séance du lundi 14 février 1791.

...Une députation du second club a proposé une motion sur le ruban aux trois couleurs porté à la boutonnière. Il lui a été répondu que la Société... [en] délibérerait (5).

MM. le curé Fonvielle et Bailly jeune ont été présentés et ont prêté le serment... [Fonvielle prononce un discours applaudi, qu'il remet sur le bureau]...

[On arrête de nommer des commissaires qui iront inviter les membres du second club] à assister à nos séances quand bon leur semblera, moyennant un certificat du président de ladite Société.

Candidats proposés : MM. Galina de Russel fils, par M. Frescarode fils ; Durand aîné, par M. Dommenget ; Gas, médecin, par M. Bonnet, juge ; Gaussen, par M. Despaigne ; Coq de la Gabarre fils, par M. Auchier.

Sur la proposition du second club, relative au ruban à la boutonnière, la Société a décidé qu'il serait observé à cette

(1) La Société examinera cette question dans la suite de cette même séance.

(2) Il est dit, dans la même séance, que c'est un discours sur le serment civique. La Société ne donnera pas suite à cette motion.

(3) Le décret du 16 août 1790 (titre III, art. 2) laissait au Corps législatif le soin de déterminer le nombre des prudhommes assesseurs du juge de paix, dans les villes de plus de 8.000 âmes. Le décret du 18 octobre 1790 (titre X, art. 3) disait que le nombre des assesseurs pourrait être porté jusqu'à dix (Duvergier, t. I, p. 364 et 477). Le 30 octobre 1790, la municipalité de Bergerac écrira à l'Assemblée nationale, lui demandant, pour le canton de Bergerac, deux juges de paix et des assesseurs en proportion (*Arch. mun. Bergerac*, boîte S. liasse 20, n° 5). La Société reviendra sur cette question dans sa séance du 18 février 1791.

(4) Villamblard était une commune du canton de Montagnac-la-Crempe, district de Bergerac. Le 4 février 1791, on désignera les commissaires chargés de porter une pétition à ce sujet à l'administration du district.

(5) Voir la suite de la séance.

Société que nous croyons la cocarde nationale préférable au ruban à la boutonnière.

La motion présentée par M. Veyry, tendant à faire fixer le prix des mesures pour le sel, a été adoptée... Il a été arrêté que les mesures seront les mêmes pour toutes les denrées. [Signé] BOYER.

Séance du mardi 15 février 1791.

M. Brian, membre de la Société des *Amis de la Constitution*, de Sainte-Foy, [est] présenté à la Société ; il a remis sur le bureau une lettre à notre adresse..., de la part de ladite Société, qui nous apprend une insurrection arrivée dans leur ville par un attroupement de femmes, mais nous prévient que la paix s'y rétablit (1)... [Il sera] répondu sur-le-champ à cette lettre..., [pour] offrir à nos frères de Sainte-Foy tous les secours qui sont en nous.

...M. Beysselance-Contie a fait une motion tendant à envoyer par devers M. le curé une députation, pour l'engager à prêter son serment (2)... La Société a déclaré qu'il n'y a lieu à délibérer.

Candidat proposé : M. Pierre Chadau, par M. Bernis.

...[On élit membres] MM. Laregnère; Lafargue, Américain; Lamothe (du Bourg). M. Goubie jeune a été ajourné.

Séance du jeudi 17 février [1791].

...[On élit membres] MM. Lanoué, Galina de Russel fils, Durand aîné, Gaussen, Gas, médecin, Coq de la Gabarre fils. MM. Lentilhac, Lafargue et Gaussen ont... prêté le serment d'usage.

M. Boyer, secrétaire, a présenté un projet de pétition pour demander à la municipalité que les canons qu'elle a en son pouvoir, ainsi que ceux que M. Bouchon a offerts, soient mis en bon état (3)... Adopté... [On lui demandera aussi de s'assurer des] munitions suffisantes. Les membres chargés de porter cette pétition, ainsi que celle concernant les affiches des décrets (4) et celle à présenter au directoire du district concernant le chemin (5), sont MM. Casimir, Dommenget, Sarrette, Reclus aîné, Chassagne, Dumoulin, Courtine fils, Vasseur, Planteau-Laubanie (6).

(1) Dans une lettre dont il sera question à la séance du 24 février 1791, le curé Martis fera allusion aux « scènes » qui s'étaient produites, un dimanche précédent, à Sainte-Foy.

(2) Dès le 6 décembre 1790, la Société avait dénoncé à la municipalité le curé de Bergerac, Marc-Antoine Gontier de Biran. Ce curé refusera de prêter le serment et sera remplacé par Lambert, prêtre assermenté. La Société s'occupera encore de lui dans les séances des 17 février et 25 mai 1791. Voir du Rieu de Maynadier. *L'Eglise Saint-Jacques de Bergerac*, p. 57.

(3) A la séance du 31 janvier 1791, cette question avait déjà été agitée. Elle le sera encore le 24 juin 1791, à la nouvelle de la fuite du roi à Varennes.

(4) La Société s'était déjà occupée de cette pétition dans les séances des 10 et 11 février 1791.

(5) Voir, à ce sujet, le procès-verbal de la séance du 11 février 1791.

(6) A la séance du 18 février 1791, Dommenget annoncera à la Société que le directoire du district et la municipalité de Bergerac ont favorablement accueilli ces pétitions; le directoire du district a promis de transmettre la pétition à l'administration du département.

Les trois pétitions à présenter demain ont été communiquées au second club par MM. Boyer, d'Esmartis-Laperche, Sarrette, Bouyssavy, ruraliste.

Une députation du second club a porté en communication une motion tendant à ce qu'il fût établi une correspondance... [avec] nos frères des campagnes voisines (1).

Un membre de la Société des *Amis de la Constitution*, de Sainte-Foy, présent à la séance, a... annoncé qu'un abbé qui était arrivé à Sainte-Foy... [avait une malle] pleine de mandements et autres écrits incendiaires... Ledit membre... a invité la Société à se tenir sur ses gardes, pour éviter qu'il ne s'introduisît de pareils libelles dans cette ville.

Un membre a annoncé... que la municipalité avait donné ordre à M. l'abbé Gastaudias (2) de sortir de la ville, pour la tranquillité publique. Un autre membre a fait la motion que, comme la conduite dudit abbé avait paru suspecte, il fût envoyé une députation par devers le corps municipal, pour qu'il... [fût visiter] l'appartement dudit abbé, soupçonnant qu'on pourrait y trouver des écrits incendiaires et contraires à la Constitution... Adoptée... Dix commissaires ont été envoyés à l'hôtel commun, et les officiers municipaux présents ont exigé que la demande fût faite par écrit, ce qui a été exécuté. La pétition présentée, la municipalité a demandé une heure pour y délibérer... La réponse... porte... qu'elle ne croit pas prudent de faire une telle démarche... La Société a renoncé au projet... Les membres présents [ont promis d'observer]... strictement le serment sur cette démarche...

...Arrêté qu'il serait fait une pétition en forme de vœu au département, pour demander qu'il ne reste point de moine en cette ville et... que ce vœu sera signé par tous les membres de la Société. M. Ponterie sera prié de porter la pétition en qualité de député (3).

(1) A la séance du 18 février, d'Esmartis-Laperche annoncera que le second club est d'avis que des commissaires des deux Sociétés se concertent pour « former un plan » à ce sujet, et la Société nommera aussitôt quatre commissaires, Rambaud, Gas, avocat, Dommenget, Dumoulin-Lataillade.

(2) Nous avons déjà trouvé mention de cet abbé dans la séance du 6 décembre 1790. Il sera déporté plus tard (voir notre *Lakanal*, p. 427 et 465).

(3) A la séance du 18 février 1791, la Société adoptera, à ce sujet, le projet de pétition présenté par Gravier, commissionnaire. Cette pétition, envoyée aux administrateurs du département, sera renvoyée par eux aux administrateurs du district de Bergerac, et, par ces derniers, à la municipalité. Le texte de la pétition fut alors (2 mars 1791) transcrit sur le reg. des délib. mun. de Bergerac (f. 157). La Société y demandait la suppression des Récollets de Bergerac, parce que ces maisons monastiques étaient d'un « prompt débit », parce que la municipalité de Bergerac, malgré ses hésitations, semblait peu désireuse de conserver ces moines et parce que c'était un moyen d'arracher « cet esprit de fanatisme qui cherche encore à armer les citoyens et à répandre le sang des hommes, pour la plus grande gloire de Dieu ». La Société concluait en priant le directoire du département de « ne point accorder de conventualité aux Récollets ni à tous autres moines qui en solliciteraient ». Le 2 mars 1791, l'assemblée municipale approuva cette pétition et prit des mesures pour que la célébration du « culte divin » à Bergerac ne souffrit pas de la suppression des communautés religieuses (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date). Dans la séance du 6 mars 1791, la Société agitera encore cette question.

Intéressante par son contenu, cette pétition, qui porte la date du 18 février 1791, nous est précieuse par les noms des 122 clubistes qui la signèrent, conformément à l'arrêté du 17 février. Par là, nous connaissons assez exactement le personnel de la Société à cette époque. Voici ces noms, tels que nous les fait

Candidats présentés : MM. Vignal, Guyot, par Despaigne jeune ; Mathieu fils (de Lanquais), par Sautet ; Bargeas, Valetton fils (de Mouleydier), par Gérard.

Un membre... fait part qu'il avait appris que le Père Mathieu avait été dans différentes maisons, répandre des propos répréhensibles, notamment que personne n'était capable de faire sortir M. le curé de sa cure, dont on le tirerait plutôt mort (1).

Le tronc ayant été ouvert, M. Dommenget en a pris 19 livres, 18 sols, 3 deniers, pour payer le bois de feu et les frais de soupe des prisonniers (2).

... Arrêté que les gradins qui sont à la droite soient conservés pour les étrangers.

Un membre a dénoncé le curé d'Eymet, président de la Société des *Amis de la Constitution*, pour n'avoir pas voulu prêter son serment civique (3). [Signé] GRANGER.

Séance du vendredi 18 février 1791.

Candidats admis qui ont prêté leur serment : MM. Blanc, Gast, médecin ; Galina de Russel fils, Larigodie (de Béleymas), Loreilhe-Deysal, Laregnère.

...Lecture d'une adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, à laquelle était joint un exemplaire du projet de l'échange des assignats, dont la lecture a été renvoyée à... mardi prochain (4).

...Lecture d'une adresse de Lyon (5), qui demande une correspondance. Il était joint à cette adresse un exemplaire d'un

connaître la copie de la pétition, transcrite aux *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 2 mars 1791, f. 157. Nous les rangeons dans l'ordre alphabétique : Pierre Dussumier, juge, président ; Courtine, vice-président ; Beyscellance, Boyer, P. Dommenget, Granger, secrétaires ; d'Agoust neveu, Auchier, Bailli cadet, Bellegarde, Béchadergue, Bernard, R. Bernis, Joseph Bessot, Beyscellance fils, Biès, Biran, Blanc, peintre ; Jean Blanc, Bonnet, Bordère, Borie, Bouchon, Bourson, D. Bouyssavy, épinglier ; Boyer, Briand, Bruzac, Jacques Caillou, Casse, Caussade, J. Caussade, Joseph Cazimir, Chadeau, Chalvet-Cleyrac, Chassaigne Courtine, Cramaille, Desmartis, Desmond, Despaigne jeune, Drian, Dubois, Dumoulin, Dupeyrou fils, Dussumier aîné, Dussumier jeune, d'Esmartis, capitaine de navire ; R. Eyma, Fauconney, Fauvel aîné, Fonvielle, curé de St-Amand-de-Boisse, Franchemont, Frescarode fils, Gagnaire, Galina jeune, Galina fils, Gast, Gast, médecin, Gat de Grave, Gaussen, Gérard, Géraud, Th. Ginest, C. Girou, Gorsse fils, Goubie, Gounouilhon, Gouzot, Grasset-Latour, Gravier aîné, commissionnaire, Grozet aîné, Jat-L'Obligéant, Labonne, Lacoste, Lacoste, Lafargue, Lanauve, P. Laregnère, Larigaudie, Latané, Lentilhac, Loreilhe-Deysal, Magerias, Mahuzier, Malbernac, Marchet, Martin, Masseron, Mounet, Mounet jeune, Moynies, capitaine, Paris, Pasqual, Pauly-La Trufière Pauly fils, Philbert, Planteau, Planteau fils aîné, Planteau-Laubanie, Plaziac, Ponterrie-Escot, Puymartin, Reclaud, Reclus aîné, Reynaud, Rocher (?), Rolland jeune, Sainbris-Valleton, Sarrette, Sautet, Séjournas, B. Serre, Simounet, Sounalet, Michel Varraillon, Venencie, Vergniol, Veyri, Vigier, Villepontoux.

(1) Voir séances du 15 février 1791, sur ce curé, et du 15 mars 1791, sur le P. Mathieu.

(2) Voir, au sujet des prisonniers, séances des 10 février et 7 mars 1791.

(3) Dans la séance du 18 février 1791, un projet d'adresse à la Société d'Eymet sera présenté par d'Esmartis-Laperche et adopté par la Société.

(4) Voir, plus haut, séance du 21 janvier, et, plus loin, séance du 22 février 1791.

(5) Il s'agit du club de Lyon.

journal de la Société populaire ; la lecture en a été renvoyée à... mardi prochain.

Candidats proposés : MM. Michelet, par Galina jeune ; Mauri, boulanger, par Lévêque ; Deshalliers, par Puymartin.

...Les observations de M. Gouzot sur les assesseurs du juge de paix ont été adoptées, et il a été chargé de rédiger une pétition sur cet objet (1).

Les commissaires... [qui feront] la lecture, dimanche, à l'hôtel commun, sont MM. Sarrette, Planteau-Lestenaque fils, pour le matin ; Boyer, perruquier ; Chassagne, pour le soir (2)...

Séance du 21 février [1791].

...Lecture des nouvelles publiques.

MM. Chadeau et Lanoué ont prêté... serment...

Lecture de l'adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Castillonnès, à laquelle l'assemblée a applaudi. M. le président a rapporté... qu'ayant demandé au porteur s'il était joint à l'adresse d'affiliation une liste des membres de la Société, il lui avait répondu que non, mais que la Société recevrait cette liste mardi prochain (3).

Une députation de la Société des *Amis de la Constitution*, d'Eymet..., [annonce] que M. Monteil, juge du tribunal du district de Lauzun, avait reçu une lettre d'un mauvais citoyen, qui inculpait la municipalité d'Eymet, et que, cette lettre ayant été montrée à plusieurs personnes, ladite députation en avait demandé la communication... ; [M. Monteil refusa]. La députation priait l'assemblée de lui donner son avis sur cette... affaire. Sur quoi l'assemblée... [est d'avis que la municipalité d'Eymet s'adresse] aux tribunaux compétents..., promettant, en outre, de prêter tous secours aux citoyens d'Eymet (4).

Candidats présentés : MM. Mounet fils, par Frescarode ; Tite Bonnet (5), par Planteau ; Carreau [et] Bailhot, négociants, par Granger ; Poumeau fils, par Boyer, perruquier ; Bienfaix (de Maurens), par Henry Félix ; Gillet de Toutifaud, par Repassin ; Gravier-Lacoste fils aîné, par Sarrette ; Bouyssavy, armurier, par Galina de Russel.

...[La Société invitera] M. Durand, vicaire et aumônier de la garde nationale, à remettre le discours qu'il a prononcé le jour de sa réception... MM. Masseron et Courtine fils ont été priés par M. le président d'aller faire cette demande à M. Durand (6). Quelques membres ayant cru que M. Durand avait été sollicité de se faire recevoir membre de la Société des

(1) C'est la suite d'une motion présentée par une députation du second club, le 11 février 1791. Voir la séance du 11 octobre 1791, sur l'augmentation du nombre des juges de paix.

(2) Il s'agit de la lecture publique de la *Feuille villageoise*; la Société désignait régulièrement des commissaires pour faire cette lecture.

(3) Le mardi 22 février 1791, l'affiliation sera décidée.

(4) A la séance du 25 février 1791, notre Société recevra des remerciements de celle d'Eymet.

(5) Le Reg. délib. mun. Bergerac, 18 mai 1791, mentionnera une veuve Tite Bonnet, faïencière.

(6) Lecture de ce discours patriotique sera faite par un secrétaire, dans la séance du 22 février 1791, aux applaudissements de l'assemblée.

Amis de la Constitution, elle a arrêté qu'en y admettant tous les patriotes sur leur demande, elle ne solliciterait personne.

Sur la réclamation de quelques-uns des membres, l'assemblée a arrêté 1° que le trésorier sera tenu de payer la table et les bancs qui ont été faits lors du changement de local, mais qu'à l'avenir il ne sera payé que les dépenses qui auront été ordonnées par la Société ; 2° que la discussion sur le paiement du lustre sera ajournée à demain (1)... L'assemblée a arrêté qu'elle fera, à l'avenir, le moins de dépense possible...

Séance du mardi 22 février [1791].

L'assemblée a procédé... au scrutin pour les candidats dont le terme était échu. Les membres reçus sont MM. Vignal (du Bourg), Guyot (du Bourg), Mathias (de Lanquais), Bargeas (2), Valeton-fils (de Mouleydier), Mauri, boulanger ; Michelet, Deshalliers.

...Lecture de la pétition du club du *Café national*, de Bordeaux, concernant la demande de la municipalité, d'ouvrir un registre pour la conscription civile militaire (*sic*) (3)... Il a été arrêté que la même demande serait faite à notre municipalité.

...[On renvoie aux commissaires] Dussumier aîné, d'Esmartis-Laperche, Gorsse, homme de loi... [des pièces envoyées par la Société de Lyon, le projet d'échange des assignats (4) et la pétition à faire à la municipalité].

...Consultée s'il fallait retirer des adresses, dont l'une, de Paris, était de 6 livres, 10 sols de port, l'autre, de Nîmes, de 5 livres, la Société a arrêté que ces adresses seraient retirées.

...Arrêté... que les membres qui sont en retard pour leur contribution seraient invités à s'acquitter.

...L'assemblée a accepté avec grande satisfaction l'affiliation... que demande la Société des *Amis de la Constitution*, établie à Castillonès...

Il a été nommé des commissaires chargés de présenter un plan dans huitaine, pour les bancs à placer dans la salle... : MM. d'Esmartis-Laperche, Lévêque, Boyer, Rambaud, Giraudel. [Signé] BOYER.

Séance du jeudi 24 février 1791.

MM. Vignal (du Bourg), Guyot (du Bourg), Deshalliers ont prêté le serment exigé par la Société.

(1) Dans la séance du 4 mars 1791, la Société arrêtera de payer le lustre 48 livres.

(2) Il appartenait à une famille d'imprimeurs d'Angoulême. Un imprimé, en date du 16 décembre 1790, conservé aux *Arch. mun. Bergerac*, I 2, porte : « A Angoulême, de l'imprimerie de Pierre et Jean-Baptiste Bargeas ».

(3) Ces termes, qui étaient couramment usités (voir *Annales patriotiques*, 10 févr. 1791, p. 1035), expriment assez bien l'idée que se faisait le législateur des 100.000 « soldats auxiliaires » levés par décret du 28 janvier 1791. Ces auxiliaires devaient remplacer les milices provinciales que l'Assemblée allait bientôt supprimer ; ces auxiliaires, sorte de réservistes engagés, ne seraient appelés qu'en cas de mobilisation. Les municipalités des chefs-lieux de canton devaient recevoir les soumissions de ces engagés (Duvergier, t. II, p. 213). Voir de Cardenal, *Le recrutement de l'armée en Périgord*, p. 91 et suiv.

(4) Il s'agit du projet que notre Société avait reçu de celle de Bordeaux, dans la séance du 18 février 1791. Ces commissaires feront leur rapport dans la séance du 1^{er} mars 1791.

La lecture des adresses de Paris et de Nîmes a été commencée.

...MM. Mounet fils, horloger ; Bonnet Tite, Pouneau fils, Bienfaix (de Maurens) [ont été] admis ; MM. Carreau [et] Bailhot, ajournés....

M. Vergniol, juge..., [annonce qu'il présentera bientôt, au nom des commissaires, un mémoire relatif à la reconstruction du pont] (1).

M. Loreilhe, membre de la Société de Sainte-Foy, a... donné communication d'une lettre du curé de Saint-Avit, qui a été interceptée, et qui ne contient que des complots de contre-révolution. La copie de cette lettre a été remise sur le bureau (2).

...[Sur la demande] de la Société des *Amis de la Constitution*, du Bugue..., [on accorde l'affiliation à cette Société].

...[On accorde] une quête en faveur de deux citoyens qui l'ont réclamée.

M. Durieu, ci-devant accusé et jugé par le tribunal prévôtal de Tulle, a présenté un jugement du tribunal du district de Bordeaux en sa faveur, et, sur sa demande, il a été arrêté qu'un exemplaire du jugement serait affiché dans l'intérieur de la salle.

MM. Bienfaix, Bonnet Tite, Mounet fils, horloger..., ont prêté le serment d'usage.

Candidats proposés : Reymond, chirurgien, par M. Veyri ; Bordère Alexandre, par M. Mercier... [Signé] BOYER.

Séance du vendredi 25 février [1791].

Candidats présentés : MM. Thénac, par M. Bonnet ; Venencie, du contrôle, [et] Second Carré, par Galina de Russel fils ; Pierre Valade, par Gravier, commissionnaire ; Jean Peyre, Baillet-Labrousse [et] Cadet Thenac, par M. Fumouze ; Pacher fils aîné, par Rolland Honoré ; Cabanet, menuisier, par Pasqual ; Dehap (du Bourg), par Mestre père.

...Après la lecture des feuilles de Mercier... [on passe] à la lecture des adresses.

La première est de [la Société de] Bayonne...

La seconde, de la Société d'Eymet, qui exprime [ses] remerciements à notre Société de l'intérêt qu'elle a pris aux fausses inculpations qu'avait éprouvées la municipalité... d'Eymet, et nous fait aussi part des preuves de fraternité et d'union qui ont eu lieu entre les citoyens des deux religions (3).

...Lecture d'un paquet... de la Société des *Amis de la Constitution* établie à Belvès, contenant... une... demande d'affiliation et... une [copie de] délibération... sur une lettre anonyme... [qui inculpe] un de nos membres et n'est rien moins qu'un trait de machination pour empêcher les fonctionnaires publics de

(1) Voir, plus haut, séance du 20 janvier, et, plus loin, séance du 28 février 1791. Vergniol était un des commissaires nommés, à cet effet, par la Société, le 17 janvier 1791.

(2) C'est une lettre écrite, le 21 février 1791, par Martis, curé de Saint-Avit-de-Moiron, au curé du Fleix. L'auteur s'élève contre le serment exigé des ecclésiastiques fonctionnaires publics. On en trouvera copie dans le Reg. délib. mun. Bergerac, 28 février 1791.

(3) Voir séance du 21 février 1791.

prêter leur serment. L'original [de la lettre anonyme] est dans le même paquet. La Société... a accordé unanimement [l']affiliation à la Société de Belvès (1) et a arrêté que la lettre serait dénoncée à l'accusateur public et que tous les moyens seraient employés pour connaître l'auteur de cette lettre... ; elle sera communiquée à M. Lafite, comme connaisseur en caractères.

...Arrêté que le bureau serait placé à la place de la tribune, et la tribune vis-à-vis..., [et] que tous les membres présents aux délibérations resteraient assis pendant le cours des séances. [Signé] BOYER.

Séance extraordinaire du dimanche 27 février 1791.

M. le président... a annoncé que l'objet de la convocation était pour donner connaissance de deux paquets à l'adresse de la Société, timbrés Assemblée nationale... Voici les pièces qu'ils contenaient :

1° Adresse de la Société des *Amis de la Constitution* [de Paris] à l'Assemblée nationale ;

2° Discours prononcé, le 12 septembre, l'an deuxième de la Liberté, à la Société des *Amis de la Constitution*, de Paris, par M. Dumas, membre de la Société de Corbeil, à la tête d'une députation ;

3° Délibération des citoyens de la section de la Halle aux blés, lue à la tribune de la Société des *Amis de la Constitution*, séante aux Jacobins, 26 janvier 1791 ;

4° Adresse sur les moyens de [développer la] prospérité du commerce et sur les secours à lui donner, présentée par M. Papion jeune, de Paris ;

5° Discours prononcé à la tribune de la Société des *Amis de la Constitution*, séante aux Jacobins, par une députation de la Société des Jeunes amis de la liberté, établie rue du Bac, section de la fontaine de Grenelle ;

6° Discours sur l'impôt, prononcé aux séances des *Amis de la Constitution*, les 11 et 15 octobre 1790 ;

7° *Mercur universel*, prospectus ;

8° Discours prononcé à la Société des *Amis de la Constitution*, par M. Lebihan, officier de la garde nationale, à la tête d'une députation du bataillon du Val-de-Grâce, le 19 septembre, l'an deuxième de la Liberté ;

9° Lettre de la Société des *Amis de la Constitution*, établie à Strasbourg, le 13 janvier 1791 ;

10° Réponse à un article du nouveau plan de Constitution pour la médecine en France, par la Société de médecine de Paris ;

11° Discours sur la liberté du théâtre, prononcé par M. de La Harpe, le 17 décembre 1790, à la Société des *Amis de la Constitution* ;

12° Lettre de M. Cussac, imprimeur-libraire de la Société... séante aux Jacobins.

(1) Dans sa réponse au club de Belvès, la Société parlera en termes élogieux de M. Duchuzeau, curé assermenté de Belvès. Celui-ci écrira, peu après, à la Société, pour la remercier et protester de son dévouement à la Constitution (Charrier, *o. c.*, t. XIV, p. 131.)

... Candidat proposé : le Père Baudequin, Jacobin (1), par Rolland jeune.

[On a élu membres]...MM. Gillet de Toutifaud, Gravier-Lacoste fils, Bouyssavy, armurier ; Reymond, chirurgien ; Bordère Alexandre...

[La Société approuve la vente à M. d'Esmartis-Laperche, moyennant 15 livres, d'une table appartenant à la Société]... [Signé] BOYER.

Séance du 28 février 1791.

Lecture de Mercier faite..., [on lit] deux adresses, l'une des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, et l'autre, de la troupe nationale de Périgueux (2)...

Un des membres... a demandé à remettre sur le bureau le discours prononcé par M. Baudequin, prêtre, ci-devant Dominicain. Lecture en a été faite...

Un des membres a remis une lettre à M. le président de M. Peyvieux..., [offrant] de prêter tous secours de son ministère gratuitement à tous citoyens qui l'honoreraient de sa confiance et serait certifié membre de la Société... Arrêté que le président écrirait à cet honorable membre pour... [le remercier] (3).

...Ont prêté le serment d'usage MM. Poumeau, Gravier fils, Reymond, chirurgien ; Gueylard, Bordère Alexandre, Bouyssavy, armurier.

Lecture [est] faite du procès-verbal du vendredi 25 courant et de celui de la veille...

Candidats proposés : MM. Chevalier de Laubanie, par Granger ; Simounet, ci-devant procureur, par Biès ; Eraud, Jacobin, par Despaigne jeune ; Gagnère jeune, par Mercier.

...M. Rolland a demandé... qu'il lui fût indiqué une place pour faire le recouvrement. Il a été décidé qu'il lui serait accordé une place au bout de la table.

...La proposition de M. Gravier, commissionnaire, a été adoptée. Elle est qu'[à] tous les fonctionnaires publics qui ont prêté leur serment et qui se feront agréger à notre Société, la couronne civique... sera offerte (4).

La motion de M. Mergier, tendant à admettre des séances publiques, a été ajournée.

MM. Peyvieux et Pitre-Desmarts ont été adjoints au Comité chargé du mémoire sur le pont (5). [Signé] GRANGER.

(1) Le procès-verbal du 28 février 1791 le qualifiera de Dominicain, ce qui revient au même.

(2) Dans le courant de la même séance, un membre déclarera qu'on ne peut correspondre avec la garde nationale comme corps armé délibérant, que la loi s'y oppose. Le procès-verbal ne dit pas quelle décision prit la Société.

(3) Peyvieux était homme de loi (voir la séance du 5 juin 1791).

(4) Voir séance du 4 mars 1791.

(5) Voir, plus haut, séance du 24 février 1791, et, plus loin, séance du 28 juillet 1791. Ce mémoire sera soumis à la municipalité et pleinement approuvé par elle ; elle en remerciera l'auteur, Vergniol, et le chargera de rédiger, d'après cette pétition, un mémoire pour l'Assemblée nationale (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 16 mai 1791).

Séance du mardi 1^{er}... [mars 1791].

...Lecture d'une adresse du Père Mathieu, Récollet (1)... Il a été dit qu'il n'y avait lieu à délibérer...

Sur le rapport des commissaires chargés de rendre compte du plan d'échange des assignats (2), la Société a arrêté... qu'il serait formé une caisse d'échange, [décision] qui sera communiquée à l'assemblée des négociants et marchands qui doit avoir lieu vendredi prochain.

Des membres de la Société des *Amis de la Constitution*, de Sarlat, ont remis sur le bureau un exemplaire d'une lettre adressée par... [ce club]... à mylord Stanhope, et deux exemplaires d'une adresse à nos vénérables frères les pasteurs de campagne (3)...

[On élit membre]... M. Thenac aîné.

Et, comme il était tard..., la suite a été remise à la séance prochaine. [Signé] BOYER.

Séance du jeudi 3... [mars 1791].

M. Lamothe (du Bourg) a été admis pour la première fois et a prêté le serment adopté.

...Lecture de l'adresse d'un membre du directoire du district de Sarlat aux vénérables frères les pasteurs et citoyens des campagnes, sur la Constitution civile du clergé et la prestation du serment civique (4)... Arrêté que la lecture en serait faite dimanche prochain, à l'hôtel commun... Un des deux exemplaires a été envoyé... [au] second club... par quatre commissaires...

[On approuve le projet de réponse à la Société d'Eymet, présenté par Boyer, secrétaire, sauf à supprimer] la phrase où il est question d'opinions religieuses... [On adopte, pour contrat d'affiliation de cette Société, le modèle qui a été envoyé par les Jacobins de Paris, de préférence au projet de contrat que présente Boyer] (5).

...Motion de M. Gast, tendant à ce qu'il soit exposé sur le mur de la salle une liste des membres de la Société et qu'il soit fait une marque... [aux] noms de ceux qui ont prêté le serment de soutenir de leur vie et de leur fortune les patriotes qui dénonceront les ennemis du bien public et de notre sainte Constitution, et que ceux qui n'ont pas rempli cette obligation soient

(1) Sans doute se disculpait-il des accusations formulées contre lui dans la séance du 17 février 1791.

(2) Ils avaient été chargés de ce travail dans la séance du 22 février 1791. Une Caisse d'échange sera, en effet, établie, dont la Société s'occupera dans sa séance du 9 juillet 1791. Beaucoup d'autres Sociétés instituaient des caisses analogues (voir, par exemple, pour la Société de Caen, la *Révolution française* du 14 mai 1911, p. 445). Le 15 mai 1791, notre Société reviendra encore sur ce sujet.

(3) Voir, sur cette adresse, la séance du 3 mars 1791.

(4) Cette adresse avait été reçue à la séance du 1^{er} mars 1791.

(5) A la séance du 4 mars 1791, sur l'intervention de Gast, homme de loi, la Société annula cet arrêté, et adopta le projet de contrat présenté par Boyer. Depuis la séance du 30 déc. 90, un Comité de dix membres était chargé de trouver une formule de contrat d'affiliation. C'est le 31 janvier 1791 que notre Société avait accepté la demande d'affiliation adressée par la Société d'Eymet.

tenus de le faire (1)... Motion ajournée à la séance prochaine...

[On élit membres]... MM. Venencie fils, Carré Second, Pierre Valade, Jean Peyre, Thenac cadet, Pacher fils, Cabanat, menuisier ; Dehap (du Bourg), Chevalier-Laubanie, le Père Baudequin, Simonet, ex-procureur ; Eraud, Jacobin ; Gagnère jeune. M. Baillet-Labrousse est ajourné.

Candidats présentés : Mourgue-Fonestable, par Blanc... ; Bellevue-Doat fils, Durive, par Gérard. [Signé] BOYER.

Séance du vendredi 4 mars [1791].

Lecture des papiers publics faite, les nouveaux... admis ont prêté le serment... : MM. le Père Baudequin, Venencie fils, Dehap, Carré Second, Cabanat, Gillet, Chassaigne (de Mouleydier).

...Un membre a réclamé que la couronne civique soit décernée au Père Baudequin, présent, conformément à l'arrêté pris par la Société (2). Les commissaires n'ayant pas préparé de couronne, un autre membre a demandé que le Père serait embrassé et complimenté par le président, ce qui a été exécuté aux acclamations de la Société.

Candidats proposés : MM. Rosier-Perrière [et] Joseph Postillon, par Bordère aîné ; Maran, par Sautet.

Il a été remis sur le bureau un écrit anonyme qui inculpe un citoyen. La Société... en a réclamé la brûlaison (*sic*). On a ajourné à lundi la discussion sur les écrits anonymes (3).

M. le président Dussumier a communiqué une lettre qui annonce que la rame de certificats coûtera 30 livres, mais que la planche restera à la disposition de la Société... Adopté.

...[On ajourne des motions de MM. Séjournas-Ponterie et Gast, homme de loi].

...Commissaires chargés de la lecture de la *Feuille villageoise* à l'hôtel commun, dimanche prochain : pour le matin, MM. Rolland jeune, Labonne ; pour le soir, MM. Gast aîné, Lévêque.

...[Sur la motion de M. Lavergne, on fait une quête pour un indigent]. [Signé] BOYER.

Séance extraordinaire [du] 6 mars [1791].

...[Résultats du vote pour le renouvellement du bureau : M. d'Esmartis-Laperche, président ; M. Pinet, vice-président ; MM. Bourson et Gravier, secrétaires] (4).

M. le président a remis sur le bureau un paquet, de la part de M. Boissière, procureur de la commune, contenant un discours prononcé par M. Guadet, président des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux... Après avoir applaudi..., il a été arrêté

(1) Il s'agit de la formule de serment adoptée le 1^{er} janvier 1791. Par suite, ceux qui avaient été affiliés à la Société antérieurement à cette date n'avaient pas prêté ce serment.

(2) Le 28 février 1791.

(3) Le procès-verbal du lundi 7 mars ne porte rien à ce sujet.

(4) Dussumier jeune, président, et Courtine père, vice-président, étaient en fonctions depuis le 6 février 1791. Pinet donnera sa démission et sera remplacé par Dussumier. Voir séance du 9 mars 1791.

qu'il en serait donné communication au second club et que lecture en sera faite à l'hôtel commun, à la suite de *la Feuille villageoise*, dimanche prochain.

Commissaires d'ordre nommés par le président : MM. Bouyssavy, épinglier ; Sarrette, Mainzat, Bouchon.

...[On apprend que le second club a demandé à la municipalité le maintien des Récollets à Bergerac. La Société est, au contraire, partisan de leur renvoi] (1).

...[On enverra des commissaires (2) au] procureur de la commune, pour le remercier de son zèle... [et à] MM. les juges de commerce, pour manifester le plaisir qu'a eu la Société d'un si bon choix (3).

Séance du lundi 7... [mars 1791].

...Après lecture des papiers publics..., [on lit un] avis de la Société de Perpignan, qui ne recevra de correspondances que par le journal de M. Choderlos..., [et] une lettre-circulaire de la Société des Jacobins, de Paris...

...Candidats proposés : Jean Martis, notaire, par Félix ; Jean Martis (*sic*), secrétaire, par Fasandier ; Bernard neveu, par Bernard, son oncle ; Baillet jeune, horloger, par Gérard.

Commissaires pour les prisonniers... : MM. Ponterie, Mercier, Reymond, Frescarode (4).

Le contrat d'affiliation pour la Société d'Eymet doit être envoyé demain, avec la liste des membres (5)...

Séance du mardi 8 mars [1791].

M. Vasseur... [présente] un projet d'adresse à la Société des *Amis de la Constitution*, séante aux Jacobins, de Bordeaux (6)... Adopté... M. Bouchon, partant pour Bordeaux, a été chargé de remettre l'adresse à destination.

Un membre de la Société ayant demandé que M. André, qui n'avait pas assisté à ses séances depuis longtemps, fût admis à y revenir, le contrat social a été lu et le nom de M. André y a été trouvé. La Société a déclaré que M. André était un de ses membres.

(1) Voir séance du 17 février 1791. A la séance du 7 mars 1791, Dusumier jeune, Vasseur, Borie, Bouyssavy, épinglier, seront chargés d'aller entretenir le second club de cette question, mais, dans la même séance, ces commissaires annonceront que le second club maintient sa pétition. Voir aussi, à la page suivante, la dernière séance mentionnée dans ce registre.

(2) A la séance du 7 mars 1791, les commissaires chargés de cette double mission seront désignés : Dusumier aîné, le Père Baudequin, Bordère aîné, Lafargue, Ponterie-Séjournas, Pasqual, Veyrine.

(3) Le décret du 28 décembre 1790 avait établi un tribunal de commerce à Bergerac (Duvergier, t. II, p. 149). A la date du 6 mars 1791, les cinq juges étaient Jean-Jacques Eyma, président ; Jean Desmartis ; Pierre Desmartis, son cousin, qui sera remplacé par Alexandre Despaigne ; Louis Bouchon, Raymond Eyma (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 8 mars 1791). Ils étaient membres de la Société (voir séance du 9 mars 1791).

(4) Voir séance du 17 février 1791. A la séance du 9 mars 1791, on s'occupera encore des prisonniers. Voir séance du 9 mars 1791.

(5) Cette affiliation traînait décidément en longueur. On s'en était occupé les 31 janvier et 3 mars 1791.

(6) Sans doute la remerciait-on de l'adresse et du discours de Guadet, que notre Société avait reçus, la première, le 28 février, le second, le 6 mars 1791.

[Ont été élus membres]... : MM. Mourgue-Fonestable (1), Doat fils, Durive fils, Rosier-Perrière, Joseph Gouzou, Vié (du Marché), Bernard neveu. [Signé] BOYER.

[Séance du 9 mars 1791] (2).

...Lettre de M. Pinet, vice-président..., [annonçant que ses occupations l'empêchent de remplir cette fonction (3). Regrets de la Société. Le président nomme, à sa place, M. Dussumier].

MM. les juges de la Bourse sont venus visiter les *Amis de la Constitution* (4). [M. le président les félicite d']... occuper une place qu'ils devaient à leurs talents et à leurs vertus ; il les a priés d'assister à la séance... ; ils ont, comme membres de la Société, demandé à prendre leur place ordinaire.

Lecture d'une lettre de M. Durival, curé de Gageac, qui demande... affiliation à notre Société. Un membre ayant démontré qu'il était, même avant la Révolution, l'apôtre de la démocratie, il s'est trouvé soutenu par plusieurs autres. M. Sauzet a demandé [la] préférence pour être son patron, ce qui lui a été accordé, sur ce que plusieurs membres voulaient en avoir l'avantage.

M. Dussumier, vice-président, a fait une observation sur les fausses démarches du second club, appuyée sur les décrets... [On propose d'envoyer, à ce sujet, des députés à l'administration du département. Mais on arrête] qu'on s'en rapporterait à la sagesse du département, et que la Société était trop jalouse de conserver avec le second club l'intimité qui unit les bons Français pour les croiser dans leurs sentiments (5).

...M. Dussumier jeune a proposé... [d'établir] un... tronc pour les pauvres... Comme il y en avait déjà un pour les prisonniers, il a été délibéré qu'il n'y en aurait qu'un, qui serait commun pour tous les malheureux (6).

M. Boyer a fait une motion tendant à faire payer les certificats, dont le produit serait employé au soulagement des infortunes... [Arrêté, en conséquence] que ledit certificat se payerait à volonté et que le produit serait versé dans le tronc de charité.

...On a proposé pour candidats : MM. Delbourg [et] Laval, par Lavergne ; Ducastaing père, par son fils ; Cazamajou aîné, par Biès ; Dupuy (de La Force), par Reymond ; Simounet, par

(1) Le même secrétaire, Boyer, écrivait, au procès-verbal de la séance du 3 mars 1791, « Mourgue-Fonestable », qu'il transforme ici en « Mourgues-Lafon-Estable ».

(2) Aucune indication de date ne précède le procès-verbal de cette séance, qui est sans doute postérieure de quelques jours à peine au 8 mars 1791. Nous ne nous écartons guère de la vérité en assignant à cette séance la date du 9 mars 1791.

(3) Il avait été élu dans la séance du 6 mars 1791.

(4) Ils venaient sans doute remercier la Société des félicitations que, dans sa séance du 6 mars 1791, elle avait chargée des commissaires de leur transmettre.

(5) Voir, à ce sujet, séances des 17 février et 6 mars 1791. Au reste, nous avons vu que, depuis le 2 mars 1791, la municipalité de Bergerac avait donné gain de cause à notre Société, et elle ne revint pas sur sa décision. Il s'agissait de la suppression des Récollets de Bergerac.

(6) Dans les séances des 21, 28 décembre 1790, 6, 13, 27 janvier, 10, 17 février et 7 mars 1791, nous avons vu combien la Société s'occupait d'adoucir le sort des prisonniers. Le 12 mai 1791, elle s'intéressera encore à eux.

Mounet fils ; Durival, ancien (1) curé de Gageac, par Sautet (2).

[24 mars 1791] (3).

[Les *Amis de la Constitution*, de Bergerac, formant le club n° 1, à l'Assemblée nationale]

Messieurs,

Depuis longtemps, la nombreuse Société des *Amis de la Constitution*, de Bergerac, se proposait d'offrir aux représentants de la nation l'hommage de son amour... ; elle voulait lui parler de cette jeunesse... prête à... partir pour aller immoler les ennemis extérieurs sur les frontières... Il nous manquait, pour être heureux, un évêque ami de la Constitution ; [nous pensons qu'il sera bientôt élu. Cependant, les aristocrates intriguaient]. « Aucun électeur, disaient-ils, ne se rendra dans la ville principale pour donner un successeur intrus à un prélat légitime. Ils sont tous d'ailleurs découragés et lassés. Comment feraient-ils encore des dépenses énormes, eux... qu'on berce depuis si longtemps dans l'espoir d'un remboursement chimérique ? » Ce langage perfide n'a fait qu'exciter l'indignation de nos sages électeurs, [qui ont dit]... qu'ils étaient prêts à sacrifier, s'il en était besoin, le reste de leur fortune à la confiance honorable de leurs concitoyens...

Les *Amis de la Constitution* ont admiré ce désintéressement..., mais, pour fermer à jamais la bouche à cette horde... de vils aristocrates..., elle a ouvert une souscription où tous les membres se sont livrés un combat de générosité. En un instant, des ressources abondantes et sûres ont été offertes à nos vertueux électeurs. Ils peuvent venir puiser avec confiance au trésor que le patriotisme leur a ouvert dans les transports de la joie...

[Nous protestons de notre dévouement aux législateurs et à la liberté], cette liberté qu'un roi citoyen, l'idole des Français, chérit autant que nous...

[Nous vous prions] de décréter incessamment et le remboursement et le mode de rembourser les divers électeurs de ce vaste royaume... La nation est impatientée de connaître vos dispositions à cet égard. Elle craint que des électeurs vertueux et éclairés, mais citoyens sans fortune, n'abandonnent enfin leur poste à des électeurs opulents, et qu'ainsi ne s'établisse peu à peu, sur les débris de l'aristocratie des grands, l'aristocratie non moins redoutable des richesses...

[Repoussez] ces motions insidieuses qui tendent à dissoudre les divers clubs des *Amis de la Constitution* du royaume. M. de

(1) Plus haut, dans la même séance, il est qualifié de curé de Gageac.

(2) Ici se termine le premier registre en date qui nous ait été conservé.

(3) Nous sommes mal renseignés sur l'existence de notre Société entre le 9 mars et le 7 mai 1791, le registre qui couvre l'intervalle compris entre ces deux dates ayant disparu. Nous savons seulement qu'en mars-avril 1791, éclata un conflit entre notre Société et le second club de Bergerac, qui entretenaient jusque-là des relations cordiales et suivies.

Le 24 mars 1791, notre Société envoyait l'adresse ci-dessus à l'Assemblée nationale, pour la prier de défrayer les électeurs de leurs dépenses de voyage et de séjour.

Foucauld (1)... a osé nous le proposer depuis peu. Mais c'est apparemment que notre surveillance l'inquiète... C'est dans nos clubs, quoiqu'on en dise, que se déclarent et les beaux feux de la liberté et les précieux sentiments du patriotisme. C'est dans nos clubs que s'exercent les talents, que se forment les génies et que se préparent, pour la législation prochaine, des hommes également puissants en œuvres et en paroles, des hommes sur lesquels on ne se méprendra plus et qui effaceront l'opprobre dont n'ont cessé de nous couvrir, dans l'assemblée auguste de la nation, le plus grand nombre des représentants du département de la Dordogne.

Législateurs français, nous sommes... les membres de la Société des *Amis de la Constitution* formant le club n° 1, à Bergerac (2).

[Fin mars ou avril 1791].

[Lettre de notre Société (3) au second club de Bergerac].

Messieurs,

Pendant longtemps, nous avons vécu dans la plus intime fraternité. Nous nous félicitons... de l'heureux accord qui régnait... [entre nous. Mais voici que] le démon de la jalousie travaille à susciter la discorde... Qu'il est malheureux pour vous d'être en proie à ses caprices !... Nous vous tendons les bras, chers amis... Que les brebis égarées rentrent dans la voie du salut !... Vous nous forcez à ne pouvoir plus vous communiquer nos travaux. Notre adresse à l'Assemblée nationale tend véritablement au bien général. Cependant, nous avons la douleur de voir qu'on vous a égarés...

Vous prenez encore la dénomination de seconde section de notre Société. Cela suppose que nous sommes réunis, que le recensement de nos scrutins se fait en commun..., que nos deux Sociétés n'en forment qu'une, ce qui n'est pas..., puisque vous avez refusé la réunion que nous vous avons proposée... Si vous persistez, chers amis, à garder cette dénomination, vous nous forcerez à prévenir toutes les Sociétés du royaume... [Défiez-vous des] trois ou quatre serpents venimeux nouvellement admis dans votre sein... [Réunissez-vous à nous] (4)... »

(1) Député de la noblesse du Périgord aux Etats Généraux. Sur cette proposition, faite par Foucauld le 28 février 1791, voir Aulard, *La Société des Jacobins*, t. I, p. XCIII.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 119, s. d. La date d'envoi de cette adresse est certainement le 24 mars 1791, comme le montre la suite. Cette adresse fut lue, à la tribune de la Constituante, le 31 mars 1791. Le *Proc.-verb. Constituante*, à cette date, p. 25, en donne un résumé.

(3) La Société ne communiqua pas l'adresse du 24 mars 1791 au second club. Il est probable que le second club protesta contre ce manquement aux usages et que, dans sa protestation, il prit le titre de « seconde section » des *Amis de la Constitution*, de Bergerac. Notre Société écrivit alors au second club la lettre ci-dessus.

(4) *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 3. Le second club répondit à notre Société, en continuant à se qualifier du nom de « seconde section du club de Bergerac ». Il faisait valoir les avantages du dédoublement du club en deux sections : on évitait la confusion d'une assemblée trop nombreuse; de plus, lors de l'affiliation, un de nos vénérables membres... a dit qu'une pétition présentée par deux Sociétés sous un aspect différent, mais tendant au même but, ne pouvait qu'en assurer l'entière réussite ». D'ailleurs, la diversité même des résolutions prises par les deux sections ne pourrait que mieux éclairer les admi-

[Séance du 21 avril 1791].

Extrait du registre des séances de la Société des *Amis de la Constitution*, de la ville de Bergerac, du 21 avril 1791 (1).

La Société des *Amis de la Constitution*, réunie dans le lieu ordinaire de ses séances, M. le président a accordé la parole à un des membres..., qui a dit : « Messieurs, l'objet de cette convocation extraordinaire est une délibération à prendre sur les moyens de prévenir les suites fâcheuses que pourrait avoir la conduite d'une prétendue Société des *Amis de la Constitution*, de cette ville, connue d'abord sous le nom de Société des *Amis de la paix* et ensuite de second club ou de club n° 2, et qui depuis peu s'est arrogé le titre de seconde section du club des *Amis de la Constitution*, de Bergerac.

« Cette Société doit son origine au zèle patriotique de quelques citoyens distingués par la droiture de leurs intentions. Cependant, les malveillants se réjouirent de sa formation, la favorisèrent et prétendirent la faire servir d'obstacle à l'accroissement de l'esprit public... Mais quelle ne fut pas leur surprise quand ils virent cette Société... se rapprocher de vous, vous demander une affiliation, et concourir avec vous au maintien de la Constitution et de la tranquillité publique... Vous auriez dû profiter de ces heureuses dispositions pour proposer une réunion totale ; mais la loyauté de cette Société était telle que vous crûtes suffisant de lui accorder sa demande. Vous l'avez sollicitée depuis, cette réunion... ; mais l'esprit de cette Société n'était plus le même. Un moment d'oubli lui avait laissé admettre au nombre de ses membres des gens que vous aviez cru devoir rejeter, et qui, portant chez elle... la rage du refus qu'ils venaient d'éprouver et leur haine naturelle pour la Constitution, y ont formé... une coalition dangereuse... Depuis que cette Société s'est détournée de la route qu'elle s'était frayée, vous n'avez cessé... d'en éprouver des contradictions... Vous ne pouvez vous dissimuler qu'elle vous a attaqués de la manière la plus directe et qu'elle a cherché à vous compromettre publiquement 1° en prenant le titre de seconde section du club des *Amis de la Constitution*, de Bergerac, ce qui vous expose à partager la honte de ses démarches hasardées ; 2° en blâmant.

nistrateurs. La lettre était signée de Boutiron fils, président, Brun l'aîné et L'Hermite, secrétaire (*Ibid.*, boîte U, liasse 46, n° 3). Une seconde lettre, tendant au même but, fut adressée, à la même époque, par le second club, à notre Société. Elle était signée des mêmes, avec deux noms en plus, Cailloux, vice-président, Bellevmet, secrétaire (*Ibid.*).

Bien plus, le 16 avril 1791, le citoyen Bléoud venait déclarer à notre Société que la « seconde section du club des *Amis de la Constitution* » avait vu avec peine que la première section n'avait pas communiqué à la seconde son adresse à l'Assemblée, du 24 mars 1791 : il donnait alors communication de l'adresse que la seconde section envoyait, de son côté, à l'Assemblée (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 4). Dans cette adresse, dont le texte imprimé, daté du 17 avril 1791, nous a été conservé, la seconde section protestait de son respect pour l'Assemblée nationale, déclarait qu'elle n'avait point participé à l'adresse envoyée à l'Assemblée, le 24 mars, par la première section, demandait que les électeurs ne fussent point remboursés, car « la délicatesse de nos électeurs serait blessée de notre demande », et regrettait les « expressions peu ménagées dont s'étaient servis les membres de la première section, en parlant des députés de la Dordogne à l'Assemblée (*Ibid.*). L'original de cette adresse se trouve aux *Arch. nat.*, C 124, dossier 405.

(1) Cette délibération est relative aux incidents que nous reproduisons plus haut.

auprès des représentants de la nation, les offres que vous avez faites aux électeurs, dont quelques-uns... ont trouvé chez le trésorier de notre Société les ressources nécessaires pour subvenir aux frais de leurs fonctions (1) ; 3° en blâmant la prière que vous avez faite à ces mêmes représentants de pourvoir... au traitement des électeurs, dont le travail ne peut être gratuit sans exposer la nation à voir les avantages de la fortune suppléer les talents et les vertus... ; 4° ils vous ont blâmés enfin de vous être expliqués avec trop peu de ménagement sur le compte du plus grand nombre des députés de ce département, comme si des *Amis de la Constitution* n'avaient pas le droit de désapprouver ceux qui ont osé protester contre les décrets de l'Assemblée nationale qui sont la Constitution même (2). »

...La Société des *Amis de la Constitution*... a arrêté que, ne pouvant entretenir aucune correspondance avec la prétendue seconde section du club des *Amis de la Constitution*, de Bergerac, sans compromettre sa réputation et la tranquillité de cette ville, toute communication cessera, après qu'on lui aura fait connaître la disposition de la Société à admettre dans son sein ceux de ses membres qui se présenteront individuellement, et qu'on les aura de nouveau invités à la réunion. A l'effet de quoi la présente délibération sera imprimée... Il en sera remis des exemplaires au président et aux membres de cette Société... [et] à la municipalité. Il en sera envoyé à l'Assemblée nationale, à tous les corps administratifs du département et à toutes les Sociétés des *Amis de la Constitution* (3)...

[20 avril 1791].

[Dans la séance du 20 avril 1791, la Société envoya à la Constituante une adresse relative à la mort de Mirabeau ; elle était ainsi conçue :]

Messieurs,

La mort du célèbre Mirabeau nous a consternés. Nous nous relevons avec la plus profonde affliction, pour vous témoigner nos regrets et la part que nous prenons aux malheurs arrivés

(1) En des occasions analogues, la Société observera la même attitude (voir la séance extraordinaire du 14 juin 1791).

(2) Allusion à Gontier de Biran (voir la séance du 15 mai 1790).

(3) Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 46, n° 3. Après le 21 avril 1791, nous ne trouvons presque plus de traces du second club. Le 26 avril 1791, Chanut, curé de Colombier, écrivait au second club, pour solliciter son affiliation et affirmer son patriotisme (G. Charrier, *o. c.*, t. XIV, p. 135). A la même époque, le curé G. Faure, membre de la Société de Sainte-Foy, écrivait aussi à ce club une belle lettre où il protestait de son attachement à l'Evangile et à la Révolution, et il envoyait au club un exemplaire d'un catéchisme qu'il avait publié (*Ibid.*, p. 138). — Le 28 avril 1791, on lisait à la tribune de la Constituante, une « adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, formant la seconde section du club de la ville de Bergerac... qui partage le zèle et le patriotisme de ses frères formant la première section du club de Bergerac » : le second club se félicitait de la tranquillité qui régnait dans la ville, du bon choix des magistrats municipaux, de l'activité de la garde nationale et de « l'union des deux sections qui forment le club » (*Pr c.-verb. C. nstituant*, à cette date, p. 19. Une copie de cette adresse est aux Arch. nat., C 64, dossier 631).

Les deux clubs ne tardèrent pas à se réunir, et les membres du second club passèrent en bloc dans notre Société (voir plus loin, séance du 12 mai 1791).

aux bons Français, aux amis de l'humanité et particulièrement à vous, Messieurs. Il était avec vous le régénérateur de l'empire. Sa mémoire sera éternelle. Ce qu'il avait de mortel a péri ; mais son génie et ses principes ne périront jamais ; ils sont avec vous. Veuillez agréer... l'hommage de notre reconnaissance au zèle infatigable qui vous anime pour la patrie, pour cette patrie qui ne cesse d'applaudir à vos sublimes travaux... [Signé] GRAVIER, président (1).

[Séance du 7 mai 1791].

Formule du serment (2).

Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi (3). de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution du royaume, de garder un secret inviolable sur les opinions manifestées par les membres de la Société et sur les objets sur lesquels il sera recommandé, ainsi que sur la présentation des candidats, de soutenir de ma vie et de ma fortune tous les patriotes qui viendront nous dénoncer publiquement les ennemis du bien public et de notre sainte Constitution.

Séance du 8 mai 1791.

Le terme de la présidence étant échu..., [on renouvelle ainsi le bureau : M. Gravier est maintenu président ; MM. Boyer Pierre et Duclos aîné sont élus secrétaires]. M. le président a nommé les secrétaires d'ordre... : MM. Pasqual jeune, Caillou Jacob, Boutiron et Puymartin.

MM. les commissaires envoyés à Périgueux pour porter les vœux de l'assemblée et ses hommages à M. Pierre Pontard, notre évêque constitutionnel, ont fait part à l'assemblée du résultat de leur mission. M. Duclos... a dit à l'assemblée : (4)

Séance du 9 mai 1791.

Après la lecture des *Annales patriotiques*, il a été fait lecture d'une adresse de la Société révolutionnaire, de Londres, à la Société des *Amis de la Constitution*, de Toulouse. Le mâle patriotisme et la profonde philosophie qui font la base de cette adresse ont excité les applaudissements les plus vifs...

Lecture d'un autre écrit, également de la Société de Toulouse..., intitulé : Discours prononcé à (*sic*) l'oraison funèbre célébrée en la mémoire du grand Riquetti Mirabeau..., discours

(1) *Arch. nat.*, C 131, dossier 462 1. Cette adresse fut lue à la Constituante, le 9 mai 1791 (*Proc.-verbal Constituant*, à cette date, p. 26.) Voir plus loin, aux séances des 9, 24 mai et 4 juillet 1791, d'autres preuves de l'admiration de la Société pour Mirabeau.

(2) C'est par ces mots que s'ouvre le « registre de la Société des *Amis de la Constitution*. commencé le 7 mai 1791 et l'an troisième de notre liberté », ainsi qu'il est écrit sur la couverture.

(3) Les mots « et au roi » ont été rayés après coup, sans doute à la suite de la délibération prise dans la séance du 1^{er} juillet 1791. Cette formule de serment avait été élaborée dans les séances des 29 novembre 1790, 6 et 31 janvier 1791.

(4) Le secrétaire a réservé une page blanche au compte rendu de ce discours, qui n'a pas été transcrit. Sur l'évêque P. Pontard, voir notre article de *la Révolution française*, 14 septembre 1911.

admirable tant par l'érudition... que par les sentiments du plus profond patriotisme... (1).

M. Pierre Boyer... est monté à la tribune pour faire une motion tendant à prier MM. les officiers municipaux de mettre la plus grande célérité dans l'affaire que la commune de Bergerac a avec le ci-devant président d'Augeard, relativement au droit de pied fourchu (2). Dans la seconde partie de sa motion, M. Boyer a demandé... de nommer deux commissaires pour veiller sur cette affaire... et pour surveiller l'activité que pourraient employer MM. les officiers municipaux...

[La première partie de la motion est acceptée par assis et levé, et la deuxième partie est, après débats, rejetée].

M. le président ayant invité les nouveaux récipiendaires à venir prêter le serment prescrit par la Société, MM. Etienne Jarry, Girodel, Aymeri aîné se sont avancés au bureau et ont satisfait à ce devoir...

Les personnes suivantes ont été présentées : MM. Jean Périer-Fournier, par Fasandier Antoine; Birol (de Bordeaux), par Gorsse fils; Dumourier, par Martin, ingénieur; Yvon de la Crose, par Faurie-Belleroze; Fontaigne, par Gorsse fils.

...[Motion de M. Ponterie-Escot, invitant] la Société à écrire une lettre aux *Amis de la Constitution*, de Lalinde, pour les inviter à se prémunir... contre les embûches des ennemis de la patrie, à faire régner dans leurs murs la tranquillité et l'union... [Adopté. On charge M. Ponterie-Escot de rédiger l'adresse] (3)... [Signé] P. DUCLOS L'AÎNÉ.

Séance du 40 mai 1791.

...[On élit membres] MM. Lambert, présenté par M. Goubie; Delmas-Barrière, par Jacob Caillou...

Le secrétaire lit une lettre de M. Faurie-Belleroze (4) ..., [qui prie la Société de s'intéresser à] une affaire qu'il a avec M. Chanut, curé de Colombier (5), qui nie avoir reçu de lui des effets en billet à ordre, qu'il a soustraits au moment où il devait les acquitter. M. Faurie, son dénonciateur, a annoncé à l'assemblée que M. Lespinasse fils donnerait des éclaircissements... [L'assemblée décide qu'elle entendra M. Lespinasse fils].

...Lecture d'une lettre écrite par M. Moine (6), qui avait pour but de faire censurer plusieurs membres de la Société qui, à son mariage, s'étaient permis des indécences mal placées. La Société n'étant point compétente pour recevoir de pareilles plain-

(1) Sur Mirabeau, voir, plus haut, l'adresse du 20 avril 1791, et, plus loin, les séances des 24 mai et 4 juillet 1791.

(2) Voir, sur cette affaire, la séance du 17 décembre 1790.

(3) Il la lira à la séance du 12 mai 1791, et elle plaira « infiniment » à l'assemblée, qui l'adoptera. Le 22 mai 1791, notre Société recevra la réponse justificative de celle de Lalinde.

(4) Faurie-Belleroze avait été présenté, comme candidat, à la séance précédente.

(5) Le 26 avril 1791, ce curé avait sollicité son affiliation au second club. Voir plus haut, p. 106, note 3.

(6) Nous ne voyons pas ailleurs un seul membre du nom de Moine. Peut-être s'agit-il de Moynies, clubiste depuis le 28 janvier 1791.

tes, la majorité a décidé qu'il n'y avait lieu à délibérer (1).
[Signé] P. DUGLOS L'AÎNÉ.

Suite de la séance du mardi 10 mai [1791].

...Discussion sur la motion de M. Fasandier, tendant à offrir des logements à MM. les électeurs pendant leur séjour en cette ville pour procéder au remplacement des curés... Il n'y a lieu à délibérer.

...Motion de M. Baudequin tendant à engager les ecclésiastiques à faire le service dans la garde nationale... [La Société décide qu'il n'y a lieu à délibérer].

M. Paul Mounet a fait part à l'assemblée d'un événement arrivé à Cadouin, duquel il était témoin (2).

...[M. le président adjoint MM. Dumoulin et Séjournas à MM. Dussumier jeune et Boyer, perruquier, commissaires déjà chargés de chercher un local].

...La motion de M. Galina venant à l'ordre du jour, selon son rang..., [on renvoie la discussion à une autre séance, parce que son auteur est absent].

...Motion tendant à faire obtenir des secours à Bayard, invalide, en faveur de son service... [On nomme] commissaires, pour prendre auprès de Bayard les informations de sa vie et de son état,... MM. Dussumier jeune, Dumoulin et Peyrac... [Signé] BOYER.

Séance du mercredi 11 mai 1791.

...M. Vigier Jules a prêté le serment... et a donné trois livres pour la contribution annuelle...

[On élit membres] Jean Périer-Fournier, présenté par Fasandier ; Birol (de Bordeaux), par Gorsse fils, Dumourier, par Martin, ingénieur ; Jean Yon de La Crose, par Faurie-Belleroze ; Fontaigne, par Gorsse fils ; Saint-Avit, par Repassin neveu.

...[Sont proposés] MM. Perrié-Dussumier, par Pierre Bordère ; Vigier, cordonnier, par Fasandier ; Jean Lescouet Gauthier fils, par M. Raymond ; Gérard (du Bourg), par Galina père.

...[On lit]... une justification de M. Henry Garat, meunier, qui avait été faussement inculpé par M. Lagrave (de Mouleydier) d'avoir volé dix louis d'or ; cette lettre, datée de la Société des *Amis de la Constitution*, de Terrasson, prouve ainsi que l'inculpation est fausse... [Les clubistes de Bergerac approuvent la conduite de Garat, qui est membre de leur Société].

...[En l'absence du président, l'assemblée appelle au fauteuil M. Jacques Caillou, ancien président, puis, peu après, M. d'Es-martis-Laperche].

...M. Veyri... [dénonce] M. Mesge, tonnelier du Bourg, qui, en plein cabaret, avait tenu des propos incendiaires et s'était avisé de prédire des contre-révolutions qui n'existaient que dans sa tête... [M. Veyri a aussi] annoncé... que M. le curé

(1) Cette question reviendra cependant en discussion à la séance du 12 mai 1791.

(2) Le secrétaire a laissé un espace en blanc pour la relation de ce récit, qu'il n'a pas faite.

Dejean-Vidal avait reçu un bref du pape (1), qu'il se permettait de distribuer et d'en donner connaissance à plusieurs personnes. Différentes discussions étant agitées à ce sujet, l'assemblée [renvoie ces deux dénonciations à son Comité des rapports, auquel elle adjoint M. Veyri ; le Comité s'informerait, et, s'il y a lieu, l'assemblée dénoncerait M. Mege et le curé à l'accusateur public... Signé] P. DUCLOS L'AÎNÉ.

Séance du 12 mai 1791.

[MM. Dumourier et Périer prêtent serment]...

[On lit]... une lettre de MM. les prisonniers, qui réclament des secours de la Société... Il a été décidé à l'unanimité que les anciens usages de la Société relatifs à cet égard (2) seraient remis en vigueur. En conséquence, il a été nommé des commissaires pour visiter MM. les prisonniers et leur offrir les secours dont la Société est susceptible... : MM. Fasandier et Bouyssavy, épinglier.

...[M. le président lit une seconde (3) plainte de M. Moine contre] des indécences que plusieurs personnes se permettaient en faisant du train à sa porte pendant la nuit... [L'assemblée décide de transmettre ces doléances à la municipalité, par l'organe de commissaires :] MM. Dussumier jeune, Bouyssavy, épinglier, Raynaud, Pasqual, Martin, ingénieur ; Rolland jeune, Gast, homme de loi ; d'Esmartis-Laperche, Saint-Martin. ...[Il est parlé du Comité des rapports].

...M. Dommenget-Maloget... a fait une motion tendant à faire décider quelques articles réglementaires relatifs à la perception des fonds qui doivent... [alimenter] la Caisse de la Société. Aucun membre n'ayant réclamé pour faire décider urgente la motion de M. Maloget, elle a été ajournée, suivant son ordre, à la séance de demain.

M. Buisson a demandé la parole pour s'instruire si M. Bléoud, membre du ci-devant deuxième club (4), devait être regardé comme membre de la Société existante... Il a été décidé que des commissaires... feraient la révision des papiers du second club, pour savoir si M. Bléoud était membre de cette Société au moment où la réunion s'est opérée. Les commissaires nommés sont MM. d'Esmartis-Laperche et Gérard, qui ont été

(1) Le secrétaire avait d'abord écrit « un bref de M. l'évêque de Rome, ci-devant appelé du nom de pape », puis il raya ces mots et les remplaça par « un bref du pape ».

(2) Voir, à ce sujet, la séance du 9 mars 1791.

(3) Voir la séance du 10 mai 1791.

(4) Sur le second club, voir plus haut la séance du 21 avril 1791. Depuis cette date, la réunion des deux clubs s'était opérée, sans doute à la suite de la lettre qu'adressait, le 1^{er} mai 1791, le second club à notre Société. En voici les passages essentiels : « Chers frères et amis. Tenez pour agréable que je vienne au milieu de mes concitoyens, pour vous offrir la réunion intime de nos deux Sociétés... Vous aviez offert la réunion individuelle, mais vous ignoriez sans doute que... tous nos membres... [sont] liés par un serment de ne quitter jamais le corps, pour s'unir à d'autres, sans une délibération de la Société. » La lettre ajoutait que l'obstacle serait tourné en offrant la réunion globale du second club au premier, que le second club, qui avait jadis refusé cette réunion, la désirait maintenant, et que les deux clubs, désormais unis par un « pacte de famille », travailleraient ensemble au maintien de la Constitution (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 3).

invités d'en donner une pleine connaissance à la séance de demain au soir (1)... [Signé] P. DUCLOS L'AÎNÉ.

[Séance du 13 mai 1791] (2).

Les commissaires chargés de vérifier sur les registres du ci-devant second club pour savoir si M. Bléoud (3) était membre de ladite Société lors de la réunion, ont dit qu'ils n'avaient pu s'en occuper, n'ayant point la clé du pupitre... [On consulte aussitôt ces registres, et l'on n'y trouve aucune mention de la démission de M. Bléoud]. L'assemblée ayant demandé d'aller aux voix, la question a été ainsi posée : M. Bléoud doit-il être regardé comme membre du ci-devant second club lors de la réunion, ou non ? Le vœu de l'assemblée ayant paru douteux, la contre-épreuve a été réclamée par plusieurs voix, et, sur cette réclamation, plusieurs membres sont sortis. Les membres restants ayant persisté dans la réclamation, sur quoi M. le président ayant fait compter les membres présents, le nombre s'est trouvé de 65, et, la seconde épreuve ayant été mise aux voix..., il a été arrêté, à la très grande majorité, que M. Bléoud n'était pas regardé comme membre du ci-devant club lors de la réunion... [Signé] BOYER.

Séance du samedi 14 mai 1791.

...On a procédé au scrutin pour les candidats dont le terme était échu..., MM. Arnoul-Saint-Julien, Bailhot, Américain; Perrié-Dussumier, Vigier aîné, cordonnier; Lescou, Gauthier fils, Gérard (du Bourg), qui ont été tous admis. MM. Dupont et Périer, membres du ci-devant second club, ont prêté le serment adopté. M. Bailhot... a prêté son serment et a payé 3 livres.

La lecture du procès-verbal a été réclamée... [L'assemblée s'occupe de nouveau du cas Bléoud]. La question a été ainsi posée : ceux qui seront d'avis de s'en rapporter à la décision des membres du ci-devant second club pour savoir si M. Bléoud était membre dudit club avant la réunion voudront se lever. La grande majeure s'est levée pour l'affirmative (4) [Signé] BOYER.

Séance du dimanche 15 mai 1791.

...[On accepte à l'unanimité] l'affiliation demandée par les Sociétés des *Amis de la Constitution*, de Couze et de Terrasson (5).

...[On admet à prêter le serment] MM. Perrié-Dussumier, Delbos, bonnetier (?), Saint-Avit, Aimeri Roux, Vigier aîné,

(1) Voir la suite de l'affaire Bléoud à la séance suivante.

(2) Le secrétaire a oublié de dater. Les premiers mots de ce procès-verbal et les derniers mots du procès-verbal précédent permettent de réparer cet oubli.

(3) C'est le Bléoud dont il s'agit à la séance précédente; on s'en occupera encore le 14 mai 1791.

(4) L'affaire Bléoud reviendra à la séance du 15 mai 1791.

(5) Dans la séance du 18 mai 1791, Boyer lira et fera adopter le projet de contrat d'affiliation rattachant ces deux Sociétés de Couze et de Terrasson à celle de Bergerac.

cordonnier ; Jules Cocq, membre du ci-devant second club, a prêté le serment.

...[On lit une adresse de M. Bléoud, disant qu'il] ignorait avoir été présenté à la Société, et que, guidé par un esprit de paix, il prie la Société de ne pas s'occuper de lui... et que son intention est de retarder son admission dans la Société.

M. Deshaliens a observé qu'ayant rencontré plusieurs membres de la Société du ci-devant second club, qui se retiraient en se plaignant de ce que la Société n'avait pas voulu les entendre, il a demandé que tous les membres seraient convoqués, pour leur donner connaissance de la lettre de M. Bléoud (1)... Adopté.

L'ordre du jour était la motion de M. Duclos sur la caisse de l'échange des assignats (2)... [On nomme] commissaires, pour examiner... [son] plan, ainsi que celui de Bordeaux..., et en faire un rapport jeudi..., MM. Bouchon, Saint-Martin, Duclos cadet, Eyma-Boisse, Lespinasse fils. [Signé] BOYER.

Séance du lundi 16 mai 1791.

La lecture des *Annales* faite, il a été fait lecture des adresses.

La 1^{re} est une lettre de M. Lanauve, qui annonce la rétractation du curé de Saint-Laurent-des-Vignes dans son serment, et fait le plus grand éloge de la conduite de M. Jean-Mortès (?), l'un de nos membres, officier de la garde nationale dudit lieu, qui a donné, dans cette occasion, des preuves du plus grand attachement à la Constitution...

La 2^e est une adresse... de M. le curé Lambert, par laquelle ce respectable ecclésiastique manifeste sa surprise et son indignation sur la rétractation de quelques fonctionnaires publics, et, par des citations savantes, il prouve l'erreur et la mauvaise foi des réfractaires et des rétracteurs. L'assemblée a unanimement applaudi à cette adresse (3).

La 3^e est une adresse de la Société de Caen, à laquelle est jointe une adresse de l'Assemblée nationale, pour demander la régénération de l'armée française, avec invitation d'appuyer par une adhésion cette adresse ; il est aussi joint à cette adresse un exemplaire du pacte fédératif des bas-officiers, brigadiers et cavaliers du régiment du commissaire général.

La 4^e est une adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, pour prémunir les citoyens sur les manœuvres des ennemis de la Constitution, en dénonçant particulièrement le sieur Dubergier, fils du ci-devant député du commerce de Bordeaux, et qui était du nombre des chevaliers du Périgord dans l'affaire des Tuileries... Son signalement [est joint].

...[Sont admis membres et prêtent serment] MM. Blandinaire, curé de Lamonzie, Bourson fils. M. Blandinaire... a prononcé un discours patriotique et dans les meilleurs principes ; l'assemblée a applaudi par redoublement, et... en a arrêté l'impression.

(1) Sur l'affaire Bléoud, voir les séances des 14 et 16 mai 1791.

(2) Voir la séance du 1^{er} mars 1791, où la Société s'était occupée de cette question, qui reviendra à la séance du 17 mai 1791.

(3) Lambert allait être bientôt élu curé de Bergerac.

M. Pinet-Saint-Nessans a fait la motion que le discours envoyé par M. Lambert fût imprimé... L'assemblée a unanimement arrêté l'impression au nombre de 500 exemplaires, et qu'il fût nommé un commissaire pour accélérer l'impression... M. Gravier-Lacoste fils... a accepté et a dit qu'il partirait demain matin (1).

M. Roux est monté à la tribune pour faire part à la Société qu'une partie de nos frères réunis, mécontents de certains propos (2), s'étaient réunis dans leur ancienne salle, et que leur intention était de se séparer de nous... [On nomme commissaires], pour aller inviter nos frères à se réunir dans notre sein... MM. Roux, Rolland jeune, Mestre père, d'Esmartis-Laperche, Boutiron... [Ces commissaires vont remplir leur mission et reviennent, bientôt suivis d'une députation des] frères qui s'étaient séparés, [et qui font savoir]... qu'ils étaient dans l'intention de rester en Société séparée, et qu'ils seraient bien aises d'avoir des liaisons avec nous et de communiquer les travaux respectifs (3). [Signé] BOYER.

Séance du mardi 17 mai [1791].

... [On élit membres] MM. My (de Ginestet), Ladoire (de Maurens), Labigautie fils, Martial (du Monteil).

M. le curé Caussade, ayant demandé d'être admis à la séance, a, par un discours patriotique, manifesté son attachement à la Constitution. M. le président y a répondu... et lui a présenté la couronne civique (4).

M. Goubie aîné a demandé de donner communication des *Notions* [faites] contre la bulle du pape par M. l'évêque Pontard (5), ce que l'assemblée a entendu avec satisfaction.

M. l'abbé Lamothe a fait une motion concernant les meuniers et les monopoles sur les grains... Ajournée.

...[On reçoit] ceux de nos frères qui avaient pris le parti de se séparer de nous (6)... L'un d'eux... a dit qu'il était chargé, de la part de tous, d'offrir une réunion sincère, et qu'il pouvait assurer qu'elle serait durable. L'assemblée a applaudi... Un des membres ayant dit que... les membres réunis avaient décidé que M. Bléoud était un de leurs membres..., [l'assemblée décide que M. Bléoud serait admis et prévenu de son admission dans son sein].

M. Veyrine a... dénoncé que, étant entré au moulin de ses tantes Trévy, où était la demoiselle Bordier..., ces trois [femmes] s'étaient permis, en sa présence, des propos très répréhensibles contre le curé Fonvielle et contre notre évêque, et... que

(1) C'est à Périgueux que l'impression sera faite (voir la séance du 21 mai 1791). La Société s'occupera encore du curé Lambert dans sa séance extraordinaire du 14 juin 1791.

(2) Il s'agit sans doute du mécontentement provoqué par l'élection de Bléoud (voir les séances des 14 et 15 mai 1791).

(3) Leur mauvaise humeur ne durera guère; ils retourneront à la Société, dans la séance du 17 mai 1791.

(4) En vertu de la délibération du 28 février 1791. Ce curé deviendra membre du club (voir séance du 19 mai 1791).

(5) M. Crédot mentionne ces *Notions* dans son *Pierre Pontard*, p. 482.

(6) Voir, à leur sujet, la séance du 16 mai 1791.

M. Desmarty-Saint-Maime avait pris la proclamation dudit évêque Pontard et s'en était frotté le derrière (1).

M. Fonsegrive, admis à la Société, a prêté son serment, ainsi que M. Bléoud, membre du ci-devant club...

M. Séjournas a présenté une motion... Ajournée.

M. Bouchon, au nom des commissaires chargés de présenter un plan sur l'échange des assignats(2), a soumis à... l'assemblée plusieurs articles qui forment ce plan, qui a paru très avantageux, et qui a été adopté...

M. Repassin a observé que M. Péjoursan était redevable d'environ 50 francs envers la Société. Il a été nommé des commissaires pour faire rentrer cette somme... : MM. Boutiron et Gravier, président. [Signé] BOYER.

Séance du 18 mai 1791.

[On lit]... une demande d'affiliation que fait auprès de nous la Société des *Amis de la Constitution*, séante à La Force ; cette lecture, qui a vivement pénétré l'assemblée, a excité des applaudissements... [Affiliation accordée à l'unanimité].

...[On lit une adresse écrite à la Société par un de ses membres, M. Granger, la priant d'inviter MM. les membres du directoire du district à lui accorder une place au directoire, qu'il sollicite depuis longtemps. Après beaucoup de débats à ce sujet, il a été décidé que MM. les membres de la Société iraient individuellement inviter Messieurs du directoire à accorder à M. Granger [cette place]..., dont ses talents le rendent digne. Un membre.. [observe que son concurrent, M. Sénecal, citoyen de Sarlat, est suspect, et la Société décide d'écrire] à MM. les *Amis de la Constitution*, de Sarlat, pour prendre des renseignements sur la conduite de M. Sénecal... M. Dumoulin [rédigera la lettre] (3)... [Signé] P. DUCLOS L'AINÉ.

Suite de la même séance.

M. Dommenget, au nom des commissaires chargés de vérifier le travail retardé..., a fait part d'une adresse de la Société de Lorient à l'Assemblée nationale, pour qu'il soit rendu un décret pour obliger tous les officiers de l'armée à prêter un nouveau serment civique, avec prière d'y adhérer (4)... Arrêté que cette demande serait appuyée auprès de la Société de Paris.

...[On accorde l'affiliation à la Société de Moissac, en réponse à la demande de cette Société] (5). [Signé] BOYER.

(1) Desmarty-Saint-Maime se disculpera, dans la séance du 19 mai 1791.

(2) Ces commissaires avaient été désignés le 15 mai 1791.

(3) Il fera adopter sa rédaction à la fin de cette même séance.

(4) Par une lettre-circulaire en date du 6 mai 1791, les *Amis de la Constitution*, de Lorient, avaient envoyé un exemplaire du discours prononcé en ce sens, dans leur séance du 2 mai 1791, par Picard, sergent-major du corps de l'artillerie des colonies. Voir lettre, discours et projet de décret aux *Arch. mun. Bergerac*, 1 2.

(5) A la séance du 20 mai 1791, on reconnaîtra qu'on avait mal interprété la lettre de la Société de Moissac, qui demandait non l'affiliation, mais un échange de correspondances, et on décidera d'accepter cet échange, tout en offrant l'affiliation. A la séance du 21 mai 1791, Rolland jeune fera adopter un projet d'adresse en ce sens.

Séance, du 19 mai 1791.

...[On élit membres] MM. Castaing, présenté par Reynaud; Pérot, par Masseron; Gueillard-Criste, par Mausier; Causade, curé, par Caillou. M. le curé Caussade [prête serment, paie sa contribution annuelle et prononce un discours applaudi] (1)...

M. Desmarty-Saint-Maime... [se justifie de l'inculpation] faite contre lui par M. Veyrine (2)... Il a demandé que l'assemblée, par l'organe de son Comité des rapports, fît la dénonciation à l'accusateur public, pour que le coupable, quel qu'il fût, ou du dénoncé ou du dénonciateur, fût poursuivi comme perturbateur du repos public... [On décide que, M. Veyrine n'ayant pas] étayé sa dénonciation par des preuves..., il n'y avait lieu à délibérer.

...[Un membre dit à l'assemblée] qu'il avait été trouvé dans le lieu des séances une lettre anonyme adressée à M. le président des *Amis de la Constitution*, qui avait été ouverte et divulguée par toute la ville. L'assemblée a témoigné sa surprise en apprenant qu'on s'était permis d'ouvrir cette lettre, quoiqu'elle fût revêtue d'une adresse qui la désignait expressément pour elle. Alors un membre a... dit que lui et un autre membre avaient achevé d'ouvrir cette lettre à demi décachetée, et qu'ils ne se l'étaient permis qu'après l'avoir trouvée sous une porte, comme un morceau de papier jeté au hasard... D'après les renseignements qui ont été donnés à ce sujet, il a été décidé... que M. le président... inviterait l'anonyme à faire au Comité des rapports la dénonciation qu'il a faite à l'assemblée d'une manière trop vague pour qu'elle pût y délibérer... [Plusieurs membres proposent que la censure soit prononcée contre ceux qui ont ouvert la lettre, mais l'assemblée se borne à adopter la motion de M. Gimet fils, amendée par M. Boyer, que, à l'avenir, on poursuivrait par les voies de droit ceux qui, membres ou non de la Société, ouvriraient des lettres adressées à la Société, et que, s'ils étaient membres, ils seraient, en outre, rayés du tableau].

...[M. Gimet fils lit le projet d'adresse aux *Amis de la Constitution*, de Paris, dont il avait été chargé(3). Applaudi et adopté]. [Signé] P. DUCLOS L'AÎNÉ.

Séance du vendredi 20 mai 1791.

La lecture des *Annales* faite, il a été fait lecture des adresses remises sur le bureau.

La 1^{re}, de la Société de Cherbourg, qui nous fait parvenir une adresse à l'Assemblée nationale, sur la régénération des officiers de l'armée, avec prière d'y adhérer. La 2^e est une réponse de la Société des Jacobins, de Paris, sur l'adresse que nous avons faite à l'Assemblée nationale, concernant le remboursement des électeurs. Ladite Société fait l'éloge le plus flatteur

(1) Ce curé avait déjà paru, dans la séance du 17 mai 1791.

(2) L'inculpation avait été formulée dans la séance du 17 mai 1791.

(3) Il s'agit sans doute de la démarche relative au serment des officiers, décidée le 18 mai 1791.

de notre adresse (1). La 3^e, remise par M. Lafargue, Américain, contient des détails affligeants sur les troubles des colonies. La 4^e est d'une femme qui réclame des secours de la Société. Cette lettre est renvoyée au Comité des rapports. ...Une adresse de la Société de Metz et un discours prononcé à la première séance de la Société de Monpont ont été renvoyés au Comité des rapports...

M. Bargeas est monté à la tribune, et, à la suite d'un discours patriotique, a proposé des moyens pour l'établissement de son imprimerie en cette ville, ce qui a été adopté (2).

...[Pour mettre à exécution le plan d'échange des assignats précédemment adopté, M. le président charge les cinq commissaires chargés d'élaborer le plan, de s'entendre avec la municipalité et le directoire du district] (3).

Les membres admis à prêter serment sont MM. Dumonteil, Bargeas, Bertrand. [Signé] BOYER.

Séance du samedi 21 mai 1791.

...L'un des secrétaires a fait lecture de la réponse de la Société des Jacobins, de Paris (4). Le même a demandé qu'il en fût envoyé copie à la Société de La Force, dans le paquet qui contient l'affiliation (5)... [Adopté].

M. Gravier-Lacoste fils, envoyé à Périgueux pour l'impression de l'adresse de M. Lambert (6),... [rapporte] qu'il a remis

(1) L'adresse de notre Société à l'Assemblée avait été faite le 14 mars 1791; c'est elle qui avait provoqué un conflit entre les deux clubs bergeracois. Dans la même séance, la Société décidera de lire cette réponse pendant six séances consécutives. Voici le texte de cette réponse, qui est datée de Paris, 11 mai 1791.

« A MM. de la Société de Bergerac.

« Messieurs,

« Les Amis de la Constitution n'ont point à craindre la dissolution de leur Société. M. Foucauld, cet ennemi déclaré de la Révolution, pourra faire là-dessus toutes les motions qu'il jugera à propos, il ne sera certainement pas écouté. L'Assemblée nationale sent trop le prix de leur institution. Elle sait que de leurs discussions naît cette masse de lumière qui forme en peu de temps l'opinion publique, devant laquelle se dissiperont toujours les manœuvres de l'aristocratie.

« Votre adresse à l'Assemblée nationale est d'une énergie que l'esprit de liberté peut, seul, avoir inspirée.

« Nous ne saurions rien préjuger de ce qui sera réglé au sujet du traitement des électeurs, dont le renouvellement ne tardera probablement pas à être décrété. Mais vous devez espérer que, quel que soit le parti que prenne l'Assemblée nationale au sujet des électeurs, nous ne passerons pas, ainsi que vous paraissez le craindre, de l'aristocratie des grands à l'aristocratie des richesses.

« Nous sommes, avec des sentiments fraternels, les membres du Comité de correspondance. [Signé] Villar, président, D.-M.-J. Rochambeau, Lesclaux (?), G. Bonnacarrère, Victor Broglie, J. H. Moreton, J. Duvernet, Dumas, Théodore Lameth, Pieyre » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 45, n° 160).

(2) A la séance du 22 mai 1791, la Société décidera de prendre, auprès du directoire du district et de la municipalité, des informations relatives à cet établissement. Sur Bargeas, voir la note de la séance du 22 février 1791. Sur l'imprimerie à Bergerac pendant la Révolution, voir notre *Lakanal*, p. 281 et suiv. La Société s'occupera encore de cette question le 7 juin 1791.

(3) Ces commissaires feront leur rapport dans la séance du 11 juin 1791. Le plan en question avait été adopté dans la séance du 17 mai 1791.

(4) Il s'agit de la réponse reçue dans la séance du 20 mai 1791 et dont on devait donner lecture pendant six séances.

(5) Cette affiliation avait été accordée le 18 mai 1791.

(6) L'impression avait été décidée le 16 mai 1791.

des exemplaires à la Société de Périgueux et à M. Couderc, membre du directoire (1)... Il a remis sur le bureau 500 exemplaires. L'assemblée a applaudi à l'exactitude... de M. Gravier. Il a remis aussi une lettre de M. Pontard, évêque du département, qui contient des expressions de reconnaissance pour la démarche qu'a faite la Société auprès de lui (2).

...Arrêté que MM. les électeurs seraient invités à assister à nos séances et y auraient voix délibérative (3).

...M. Dumoulin a fait la motion pour que la bulle du pape fût brûlée en place publique, mais... l'assemblée, attachée à ses principes de sagesse, a arrêté que la bulle serait brûlée... dans l'enceinte de la salle (4).

La motion de M. Delpech a été mise à la discussion, [puis ajournée]...

Un membre ayant observé que la salle, déjà trop petite pour la Société, ne pourrait contenir d'une manière satisfaisante MM. les électeurs..., il été proposé que la Société demandât par une pétition à la municipalité de tenir nos séances dans l'église des ci-devant Carmes pendant le séjour de MM. les électeurs... [Adopté]. M. le président a nommé dix commissaires [chargés de rédiger, présenter la pétition, et, après agrément de la municipalité, faire]... disposer l'église... de manière à pouvoir y tenir nos séances dès demain (5). [Signé] BOYER.

Séance du dimanche 22 mai 1791.

...M. Dumoulin... a prononcé un discours tendant à manifester le plaisir que ressent la Société d'avoir dans son sein MM. les électeurs. M. Boutiron a... [parlé dans le même sens]

...Lecture d'une adresse de la Société de Lalinde, en réponse aux observations que lui a faites notre Société à l'égard de quelques-uns de leurs voisins entachés d'aristocratie, et en particulier d'un chef de la garde nationale, en partageant des manœuvres contraires à la Constitution (6). Par cette réponse, il paraît que ladite Société s'est déjà occupée de connaître et de déjouer ces criminelles manœuvres, et nous fait part... de la démarche qu'elle a faite auprès de M. Pontard, évêque.

La lecture du procès-verbal faite, la réponse de la Société des Jacobins a été lue (7).

(1) Couderc du Casse, membre du directoire du département, était membre de notre Société depuis le 16 janvier 1791.

(2) La Société avait chargé des commissaires de se rendre auprès de P. Pontard, pour le féliciter de son élection; ces commissaires avaient rendu compte de leur mission dans la séance du 8 mai 1791.

(3) Dans la séance du 10 mai 1791, un membre avait même demandé que la Société s'occupât du logement des électeurs. Les électeurs procéderont à l'élection des curés.

(4) Le 18 janvier 1791, la Constituante avait prié le roi d'informer sur le bref lancé par le pape contre la Constitution civile du clergé (Duvergier, t. II, p. 201).

(5) Dès le lendemain, en effet, les électeurs assisteront à la séance. Le procès-verbal ne dit pas si la municipalité fit droit à la demande, mais c'est probable, car, à la séance du 23 mai 1791, il sera parlé du choix de la salle.

(6) Le 9 mai 1791, notre Société avait décidé d'écrire à celle de Lalinde, pour stimuler sa vigilance patriotique.

(7) Il s'agit toujours de la réponse que notre Société avait décidé, le 20 mai 1791, de lire pendant six séances.

Sur la motion de M. Dommenget, l'assemblée a arrêté qu'il serait ajouté deux articles à nos règlements, concernant la contribution des membres, ainsi conçus : que les membres qui ont signé le contrat social au mois de mai de l'an dernier renouvelleront leur contribution, et successivement tous les membres, dans le mois de leur admission.

M. Dommenget, au nom du Comité des rapports, a fait l'énumération de plusieurs adresses retardées; la première, de la Société des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, sur l'Opinion de M. Robespierre; cette Société a délibéré de s'en rapporter à la sagesse du législateur sur l'organisation de la garde nationale (1). L'assemblée a renvoyé à son Comité de rapports l'adresse de la Société de Bordeaux, pour en faire l'examen...

L'avis du Comité sur les autres adresses arriérées est qu'elles n'exigent point de réponse, et l'assemblée a adopté l'avis du Comité...

Les membres nouvellement admis et qui ont prêté le serment sont : MM. Servenier, Castaing, tailleur, Jean Marché, Sauvage.

La séance a été levée à dix heures. [Signé] BOYER.

Séance du 23 mai 1791.

Après la lecture des *Annales*, on a passé à la lecture des adresses.

La 1^{re}... est une lettre de la Société des *Amis de la Constitution*, séante à Couze, qui témoigne son plaisir... de nous être affiliée... Applaudissements (2)...

La 2^e adresse est une lettre écrite par les *Amis de la Constitution*, d'Agen, qui a pour but de donner quelques avis relatifs au maintien de la Constitution... Applaudissements...

...L'assemblée a vu, avec la plus agréable satisfaction, plusieurs électeurs qui sont venus prêter dans son sein le serment qui les associe pour membres à la Société; ce sont MM. Mazet (de Liorac), Despague, Boyer (du Monteil), Chazenau, Lambert, Gontier (de Saint-Félix), Terme, Dupuis, Corbet jeune.

En invoquant un arrêté pris dans la séance précédente (3), M. Dumoulin a demandé que la bulle ou la prétendue bulle du pape fût livrée aux flammes, qui, seules, pourraient la purifier. La Société ayant acquiescé à sa proposition, M. le président a invité MM. d'Esmartis et Terme à... consommer l'acte de la brûlure, et, au milieu des applaudissements et des cris de joie *Ça ira! Ça ira!* MM. les commissionnaires ont purifié, en le brûlant, le papier qui contenait les injurieux blasphèmes qui outragent notre sublime Constitution.

Après cet acte patriotique, M. Desmarty-Saint-Maime a...

(1) C'est le 27 avril 1791 que Robespierre avait prononcé ce *Discours sur l'organisation des gardes nationales* (Bibl. nat., L e 29/1456). L'exemplaire de la Bibl. nat. est daté par erreur de 1790; il faut lire 1791 (voir *Réimp. ancien Moniteur*, 28 avril 1791, t. VIII, p. 238).

(2) C'est le 15 mai 1791 que notre Société avait décidé de s'affilier celle de Couze, qui en avait fait la demande.

(3) A la séance du 22 mai 1791, la Société avait décidé, en effet, que la « brûlure » de la bulle aurait lieu, non dans cette séance-là, parce que l'assemblée était peu nombreuse, mais dans la séance du lendemain.

[fait] une motion tendant à engager la municipalité à... acheter l'emplacement des Récollets, qui, sous tous les rapports, est fort avantageux à la commune. Personne n'ayant réclamé pour faire déclarer la motion urgente, suivant l'usage elle a été ajournée à la séance suivante.

M. Boutin... a annoncé... que l'assemblée électorale, ayant fait choix d'un prêtre patriote pour le placer dans la paroisse..., [avait] décidé d'envoyer une députation pour l'en prévenir et... [le prier d'accepter ce poste. La Société arrête d'adjoindre à cette députation des commissaires, qui sont] MM. Jean-Baptiste Duclos jeune, Tanchon, Sainte-Croix, Gast de Grave, Bordé fils, Boutiron, Puymartin, Bailly, Fraigneaud (1).

D'après une motion de M. Duprat, l'assemblée a décidé que, pendant le séjour de MM. les électeurs, il y aurait des séances publiques (2), où les femmes seraient admises en se tenant dans le chœur, qui serait réservé pour elles. Il a été décidé que la tribune serait réservée pour les hommes. [Signé] P. DUCLOS L'AÎNÉ.

Séance du mardi 24 mai [1791].

...Lecture d'une adresse de la Société de Bordeaux à l'Assemblée nationale, pour demander le licenciement des officiers des troupes de ligne... Il a été lu aussi un pacte fédératif des bas-officiers, brigadiers et cavaliers du régiment du commissaire-général, qui était joint à l'adresse.

M. Lanauve a proposé de faire lecture d'un événement arrivé à Tulle, provoqué par une acharnée aristocratie, et la lecture a été faite, ainsi que d'une adresse de la Société de Paris à celle de *la Révolution*, de Londres (3), sur la mort du fameux Price et sur cet exemple vraiment patriotique. La Société a arrêté de prendre le deuil au même sujet, et pour huit jours, par un ruban à la houtonnière, au-dessous de celui du deuil de Mirabeau (4).

M. Frescarode a fait part à la Société qu'étant aujourd'hui à l'hôtel commun, il avait entendu faire une dénonciation de la part de Mlle Poussou et Mme Blanc contre Mlle Dufour, qui s'est permis, en leur présence, des propos très répréhensibles, et que, la municipalité l'ayant mandée, elle a convenu avoir tenu les propos dénoncés; que MM. les municipaux après l'avoir semoncée, l'ont renvoyée... [On décide de faire] une pétition à la municipalité, pour la prier de veiller avec soin aux manœuvres et aux propos qui tendent à troubler l'ordre, et particulièrement ce qui pourrait affliger en quelque manière la sensibilité du respectable curé qui vient de nous être donné, à la grande satisfaction de tous les bons concitoyens (5)...

(1) Il s'agit du curé Lasserre. Dans la séance du 24 mai 1791, notre Société marquera encore l'intérêt qu'elle lui portait.

(2) La Société ne tenait pas de séances publiques, malgré la proposition qui en avait été faite le 28 février 1791. Ce n'est que le 2 juillet 1791 que la Société décidera d'avoir normalement des séances publiques (deux par semaine).

(3) Dans la séance ordinaire du 27 mai 1791, notre Société recevra communication d'une lettre de la *Société de la Révolution*, de Londres, sur le même objet.

(4) Le 9 mai 1791, la Société avait applaudi l'oraison funèbre du « grand » Mirabeau.

(5) Voir, sur l'élection du curé Lasserre, la séance du 23 mai 1791.

Membres admis à prêter serment... : MM. Corbet cadet, Dupuis, tailleur.

Sur la motion de M. Dussumier aîné, l'assemblée a arrêté qu'il serait envoyé dix commissaires chargés de manifester le plaisir de l'assemblée au nouveau curé que nous avons le bonheur de posséder (1).

M. Boyer a fait la motion qu'il fût envoyé une députation auprès de l'assemblée électorale, pour la remercier de l'heureux choix qu'elle a fait en indiquant pour curé M. Lasserre, et, par une seconde proposition, qu'il fût demandé au président des électeurs la liste des membres composant le corps électoral actuel et la liste des membres absents, pour que la Société fit savoir aux Sociétés des *Amis de la Constitution* de notre district quels sont les électeurs de leur arrondissement qui ne [se] sont pas rendus pour la fonction intéressante de la nomination des curés (2). Les deux propositions... ont été adoptées, et les commissaires... sont MM. Duclos aîné, Bargeas, Planteau-Laubanie, Biès, Frescarode, Dumoulin, Lanaue, Boisse-Dupeyrou, Boyer, perruquier, Bouyssavy, épinglier.

Lesdits commissaires... sont aussi chargés de rédiger la pétition pour la municipalité..., de... [visiter] et de remercier les demoiselles Poussou et Blanc..., [et de visiter] notre nouveau curé (3).

Un membre a observé que M. le vicaire Durand avait manifesté l'intention de rétracter son serment... Mais, plusieurs membres ayant observé qu'on ne pourrait être sûr du fait que par un aveu formel de sa part..., l'assemblée a arrêté qu'il serait envoyé deux commissaires, [qui s'informeront] auprès de M. Durand... : MM. Larigaudie et Lambert (4). [Signé] BOYER.

Séance du mercredi 25 mai [1791].

...M. Lasserre, notre nouveau curé, s'est présenté, et, invité à monter à la tribune, il a prononcé le discours suivant :

« Messieurs. Un ancien disait qu'il est beau... de mourir pour la patrie... Vous êtes les amis de la patrie, les amis de la Constitution; vous êtes la sentinelle placée aux barrières de la liberté; rien de suspect n'échappe à votre vigilance, et la moindre trace de l'ancienne servitude anime votre zèle et votre indignation... Puissiez-vous travailler efficacement à réunir les esprits!... Le titre de citoyen..., celui de frère sont les [plus] honorables que l'homme puisse porter... [Il remercie] de tout l'intérêt que vous avez daigné mettre à mon élection. Il semble que, dans tout Bergerac, il n'y ait eu que moi qui aie senti com-

(1) La Société ne jugeait pas suffisante la démarche que ses commissaires avaient sans doute déjà faite auprès du curé, de concert avec la députation de l'assemblée électorale (voir la séance du 23 mai 1791).

(2) On voit ainsi s'accroître le contrôle exercé par la Société sur les affaires locales. Voir la suite de cette démarche à la séance du 28 mai 1791.

(3) A la séance du 25 mai 1791, Dumoulin, au nom des commissaires, annoncera que leur mission a été entièrement remplie.

(4) La Société avait lieu, en effet, de marquer quelque étonnement, car Durand était clubiste et, le jour de sa réception, avait prononcé un discours applaudi (voir séance du 21 février 1791). Un des deux commissaires fera son rapport dans la séance du 25 mai 1791.

bien ce choix était au-dessus de mon mérite. La bonne volonté que je peux vous offrir est quelque chose, mais elle ne peut empêcher le poids des années et le ravage des infirmités ».

...[Applaudissements. Réponse de M. Bourson, président. Arrêté que les deux discours seront imprimés et transcrits sur le procès-verbal].

Discours de M. le président : « S'il est doux à l'homme d'admirer les vertus de son semblable, il est plus beau de les couronner... J'ai admiré, depuis la Révolution, les vrais présents que nous a faits la voix du peuple, en nous donnant des citoyens dans les divers emplois de l'administration de notre cité et de notre département. Mais l'élection de notre nouvel évêque, qui va répandre dans nos âmes le baume précieux d'une Constitution établie sur les bases inébranlables d'une religion sainte, ne laisse pas... de bornes à ma joie... Ah! vertueux électeurs..., [heureux est le choix du] nouveau pasteur que vous venez de nous donner. Ce coup de maître fait votre éloge et celui du prêtre respectable qui a réuni vos suffrages. Oui, digne et vertueux pasteur; en vain... une retraite obscure et reculée travaillait à vous rendre ignoré de vos concitoyens; vos vertus ont percé de leurs rayons les ténèbres... A l'aide de cette clarté lumineuse, nous avons su, comme autrefois les mages, *stellum sequentes praviam*..., vous trouver dans cet asile modeste, dont nous n'avons pu vous arracher qu'avec peine. Venez donc... nous faire goûter les fruits de l'Evangile, les douceurs de la nouvelle Constitution, les charmes de la vie sociale, les avantages de la paix, et recevoir cette couronne que nous décernons au civisme, et qui est l'emblème fidèle de celle qui vous attend dans le séjour de ces êtres heureux qui, comme vous, ont mérité la voix du peuple et la sanction de la divinité.

« Ah! pourquoi le pasteur dont vous aller remplir la place n'est-il pas témoin de nos transports et du tribut qu'on paie à l'obéissance aux lois? Il jugerait par là de ce que nous eussions fait pour lui (1) ».

M. Dumoulin a... prononcé un discours en faveur des dames présentes à l'assemblée... Applaudi... (2).

M. Lestang a... [lu] un discours à la louange de M. le nouveau curé... [Applaudi].

M. Duprat (3) développe les bienfaits de la Constitution, concernant la liberté des opinions religieuses, et fait le plus grand éloge du nouveau curé présent. Il finit par proposer qu'en signe de la plus intime fraternité, l'assemblée trouve pour agréable qu'il embrasse M. le curé... Les deux pasteurs se sont embrassés plusieurs fois (4)...

Une députation du corps électoral a été introduite, et, en son nom, M. Pinet a prononcé le discours le plus patriotique et le plus digne d'éloges...

(1) Il s'agit du curé Gontier de Biran, insermenté.

(2) Le 30 juin 1791, les citoyennes présentes à l'assemblée demanderont et seront admises à prêter le serment civique.

(3) Ce prêtre avait été admis dans la Société, le 3 février 1791.

(4) Plus tard, dans une lettre du 28 floréal an II, nous verrons la Société dénoncer Duprat comme incivique.

M. Larigaudie, commissaire, envoyé (1) auprès de M. le vicaire Durand..., a dit que M. Durand avait paru flottant dans ses opinions, mais qu'il devait consulter le nouveau curé, pour lever ses doutes, et qu'il demandait jusqu'à demain pour réfléchir.

Un membre a dit que... les habitants de Lalinde ne voulaient pas recevoir M. Giri pour curé, ne connaissant point son patriotisme... L'assemblée a arrêté qu'il serait écrit à la Société des *Amis de la Constitution*, de Lalinde, pour les assurer... du civisme de M. Giri... [et les inviter à envoyer à M. Giri une députation qui l'engagerait] à accepter sans crainte la cure que les électeurs lui ont offerte (2)...

Membres admis à prêter serment... : MM. Mazet, Despaque, Boyer (du Monteil) Armand, Lambert de la Léotardie (?), Gontier de Saint-Félix, Terme, officier de la gendarmerie.

M. Bontemps... a prononcé un discours très patriotique...

M. Pigeard a observé que M. le curé pourrait souffrir, vu son grand âge, de rester plus longtemps. Il allait le ramener. Un membre a fait la motion qu'il fût accompagné par dix membres. M. le président a proposé que tous les membres l'accompagnent, et presque toute l'assemblée s'est mise en marche. [Signé] BOYER.

Séance extraordinaire du 26 [mai 1791].

M. le président... lit la lettre écrite à la Société de Lalinde, pour rendre compte du patriotisme de M. Giri et l'inviter à lui envoyer une députation (3)...

M. Giri, ayant demandé la parole, a observé qu'une députation [est] arrivée, ce matin, de Saint-Germain (4), pour le réclamer pour pasteur... [Il] a déclaré avoir accepté, d'après le choix des électeurs..., et [prié] la Société de vouloir envoyer, à ses frais, une députation à la Société de Lalinde, pour... l'inviter à ne point venir... [L'assemblée arrête d'écrire en ce sens à la Société de Lalinde une lettre que rédigera M. Giri].

Séance [ordinaire] du jeudi 26 mai 1791.

...M. Pinet, à l'invitation de la Société..., a fait une seconde lecture de son discours prononcé dans la séance du 25, comme député du corps électoral... M. Duclos a demandé que les discours de MM. Dumoulin et Lestang, prononcés en l'honneur de M. le nouveau curé, fussent relus. M. Gravier... [fait ces lectures].

Une lettre remise sur le bureau, signée « Durand, vicaire de Bergerac et aumônier de la garde nationale », a été lue (5)...

M. Boutiron... a fait lecture d'un discours très patriotique.

(1) Il avait été désigné dans la séance du 24 mai 1791. Une lettre de Durand sera lue dans la séance ordinaire du 26 mai 1791.

(2) Voir la suite à la séance extraordinaire du 26 mai 1791.

(3) Voir, à ce sujet, la séance du 25 mai 1791, et, plus loin, la séance extraordinaire du 27 mai 1791.

(4) Il s'agit de la commune de Saint-Germain-de-Pontroumieu, canton de Bergerac.

(5) Voir, sur Durand, la séance du 25 mai 1791. Dans la séance ordinaire du 27 mai 1791, on apprendra qu'il reste fidèle à son serment.

Quelques membres ayant crié : « bis! bis! », la Société... a décidé qu'il ne serait pas relu, mais qu'elle invitait le membre à remettre son discours sur le bureau, ce qu'il a fait.

Sur la demande M. Ponterie, M. Bontemps... a fait lecture de son discours prononcé dans la séance du 25... [et l'a] remis sur le bureau...

M. Boyer a demandé que MM. les secrétaires fussent priés de... remplir leurs fonctions, déclarant qu'il ne peut désormais, vu la multiplicité de l'ouvrage, [le] remplir seul...

Séance extraordinaire du 27 mai [1791].

...[Une députation de la Société de Lalinde vient prier l'assemblée de] la seconder auprès de M. Giri et de l'assemblée électorale, afin de l'engager à prendre la place que ladite assemblée lui avait d'abord désignée... Il a été arrêté que, vu la proclamation faite aujourd'hui à l'église paroissiale par M. le président du corps électoral et la dissolution de l'assemblée électorale, il n'y avait lieu à délibérer, mais que notre Société était bien affligée de ne pouvoir adhérer à leur demande (1)...

Séance [ordinaire] du 27 mai [1791] au soir.

...On a fait l'ouverture d'un paquet de la Société des *Amis de la Constitution*, de Clermont-Ferrand, contenant, entre autres choses, une adresse de la *Société de la Révolution*, de Londres, à celle de Clermont-Ferrand (2). Le reste du paquet [est] renvoyé au Comité des rapports.

La lecture d'une lettre de M. Durand nous apprend qu'il a persévéré dans son serment et qu'il est premier vicaire de Bergerac. La Société a arrêté qu'on lui écrirait, pour lui témoigner la joie de le voir toujours notre digne frère et le plaisir que nous aurons toujours de le voir dans notre sein (3).

On a lu une adresse de la Société de Rochefort, relative aux gardes nationales qui quittèrent leur foyer pour défendre la patrie...

M. Pinet a lu son rapport sur la députation [faite] vers le nouveau curé (4) ; la manière naïve et touchante dont il a narré les faits lui ont attiré les applaudissements les plus marqués. L'assemblée a arrêté... l'impression de ce discours, ainsi que celle de deux autres discours, au nombre de 1.000 exemplaires de chacun... [On vendra] les exemplaires aux membres de cette

(1) Voir, à ce sujet, la séance extraordinaire du 26 mai 1791.

(2) C'est le 27 mai 1791, en effet, que notre Société reçut un exemplaire imprimé de l'adresse envoyée, le 18 avril 1791, par la *Société de la Révolution*, de Londres, aux *Amis de la Constitution* de France, résidant à Clermont-Ferrand. Elle les remerciait de leurs envois, déclarait que la lutte contre le despotisme et le fanatisme est indépendante des distances et des différences de mœurs, que toutes les nations doivent travailler ensemble à la conquête de leurs droits religieux et civils; elle annonçait, en post-scriptum, que le docteur Price venait de mourir (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 98). Le 24 mai 1791, notre Société avait pris le deuil de la mort de Price.

(3) Voir, sur Durand, la séance ordinaire du 26 mai 1791. A la séance suivante, le président donnera lecture de cette lettre de félicitations. Le 6 juin 1791, le président remettra à Durand la couronne civique.

(4) Il s'agit sans doute de la députation qu'on avait décidé, le 24 mai 1791, d'envoyer au nouveau curé. Pinet était protestant.

Société ainsi qu'aux autres citoyens qui en désireront. M. Larigaudie (1) en prendra 100 exemplaires.

On a lu une lettre des *Amis de la Constitution*, de La Force, qui nous promettent un entier dévouement à la chose publique et à nous (2).

M. Boyer, bonnetier, neveu a dénoncé une assemblée constitutionnelle dans la maison de la veuve Armand; on a arrêté de la dénoncer à MM. de La Force (3).

...M. Bouyssavy a fait part à l'assemblée du mauvais état de la santé du curé de Ginestet et des dépenses considérables que l'assemblée fait pour les prisonniers (4)...

M. Jean Lambert (de la Léotardie) a prêté son serment.

M. Duclos a fait une motion tendant à... [demander à la municipalité d'acquérir] les Carmes, pour prolonger la rue du Marché jusqu'à la route de Périgueux.

Séance du samedi 28 mai [1791].

On a passé au scrutin M. Descombes; il a été admis.

La motion de M. Larigaudie discutée (5), il a été décidé qu'on enverrait des listes manuscrites aux municipalités et aux Sociétés des *Amis de la Constitution* du district. M. Mercier a proposé d'exprimer aux municipalités que notre intention est qu'elles prient les curés des paroisses de lire aux prônes ladite liste (6).

L'assemblée a décidé que l'écrit de M. Lambert (7), serait vendu deux sols et demi l'exemplaire. On en a confié 101 à M. Rolland.

L'assemblée a décidé qu'on ferait une pétition au département pour qu'on fasse délivrer aux citoyens du papier timbré à toute heure.

On demandera à M. Chalvet le discours adressé [par lui] au curé, lors de son introduction dans l'assemblée électorale, un second discours qu'il a prononcé dans l'église paroissiale, la lettre du curé de Couze et la listes des [électeurs].

...M. Lestang a proposé une motion tendant à faire supprimer le son des cloches pendant les orages (8).

Séance du 29 mai [1791].

M. le président a nommé MM. Eyma, Courssou et Vasseur pour rédiger une pétition au département, afin de procurer du

(1) Larigaudie (de Bélevmas), admis dans la Société le 8 février 1791. L'exemplaire sera vendu deux sous et demi (voir séance du 28 mai 1791).

(2) C'est la réponse à la lettre d'affiliation que, le 21 mai 1791, notre Société avait décidé de lui envoyer.

(3) Dans la séance du 29 mai 1791, on désignera des commissaires à cet effet.

(4) Dans la séance ordinaire du 30 mai 1791, la Société suspendra les secours accordés aux prisonniers.

(5) A la séance précédente, ce membre avait demandé qu'on fit imprimer la liste des électeurs.

(6) C'est la suite de la décision prise par la Société, le 24 mai 1791. Cette question sera encore agitée le 29 mai 1791.

(7) Voir la séance ordinaire du 27 mai 1791.

(8) Cette motion fut rejetée à la séance suivante.

papier timbré tous les jours, et à des heures déterminées (1). Les mêmes comités, auxquels on a joint M. Boyer, bonnetier, neveu, sont chargés d'écrire à La Force (2).

On a remis les discours demandés, ainsi que la liste... [On n'enverra] à chaque municipalité que la liste des électeurs de leur canton, présents, absents et inexacts. M. Dommenget est chargé de la lettre-circulaire (3).

M. Pinet a lu une lettre de M. Pontard aux administrateurs...

M. Blanc, peintre, a fait proposer à l'assemblée qu'il désirait faire le portrait de notre curé constitutionnel. On a accueilli la proposition et on a nommé MM. Bourson, d'Esmartis, Coursou et Second pour prier M. le curé de se prêter quelques moments.

...On a lu une lettre du ci-devant évêque de Sarlat à l'évêque constitutionnel du département et la réponse qui a été adressée par lui-même (4).

Séance extraordinaire du 30 mai 1791.

...M. le président... a dit : « Messieurs. Sur un rapport qui m'a été fait par MM. Mainsat, Olivier, Reclus, j'ai cru qu'il était de mon devoir de vous convoquer extraordinairement... Je prie ces Messieurs de... détailler à l'assemblée les faits dont ils m'ont parlé ». Alors M. Olivier a... annoncé... que la ville du Fleix (5) était menacée par des troubles..., que la municipalité de cette ville s'acquittait honteusement de... [son] auguste mission..., et il en a donné pour preuve son silence sur un acte infâme qui avait eu lieu dans... son ressort, où l'on avait dressé une potence devant la maison d'un excellent patriote, à laquelle potence on avait attaché... [l'] inscription... « maison à vendre, et le maître à pendre ». M. Olivier a terminé... par une quantité de faits aussi odieux... Sur ce rapport, certifié par MM. Mainsat et Reclus, un citoyen (6)

Séance [ordinaire] du lundi 30 mai 1791.

...La lecture des *Annales* faite, il a été fait lecture des adresses.

(1) Cette décision précise, en la rectifiant, celle qui avait été prise, à ce sujet, le 28 mai 1791.

(2) Voir, sur l'objet de cette démarche, la séance ordinaire du 27 mai 1791.

(3) Voir, sur cette question, la séance du 28 mai 1791.

(4) Le 14 avril 1791, l'évêque Flamarens avait rendu une ordonnance contre son successeur dans la Dordogne, « Pintrus » Pontard (P.-J. Crédot, *Pierre Pontard*, p. 360). Le 23 avril 1791, Pontard avait répondu par une lettre où il relevait certaines erreurs de Flamarens, discutait sur le concile de Trente et l'ordination des prêtres, et le blâmait de semer la guerre civile (*Bibl. nat.*, L. 4/3540).

(5) Le Fleix était une commune du canton de La Force, district de Bergerac.

(6) Le procès-verbal s'arrête là; la suite a été laissée en blanc, sans doute par la négligence du secrétaire. Il est probable que, dans cette fin de séance, la Société déclara de faire, à ce sujet, une pétition au directoire du district, car, le même jour, « vu la pétition de la Société des *Amis de la Constitution*, de Bergerac, du 30 mai 1791 », et « considérant qu'il est essentiel de constater les faits imputés à la municipalité du Fleix », le directoire décidait d'envoyer des commissaires au Fleix (*Arch. dép. Dordogne*, L. 354, n° 121).

La 1^{re} est de la Société de Caen, qui fait passer un exemplaire d'une adresse à l'Assemblée nationale.

La 2^e est de la Société des *Amis de la Constitution*, d'Avignon, qui fait part des malheurs qui affligent cette malheureuse contrée.

La 3^e est un paquet de la Société des Jacobins, de Paris, contenant : 1^o des exemplaires de la liste des Sociétés affiliées à ladite Société; 2^o un discours prononcé par Etienne Chevalier à ladite Société; 3^o un discours prononcé par M. Dumas à ladite Société; 4^o un mémoire sur le ministère des Affaires étrangères, par M. Dumouriez, maréchal de camp de la 12^e division de l'armée; 5^o des exemplaires de l'adresse de M. Dubois-Crancé à ses concitoyens.

La lecture de toutes ces pièces est renvoyée pour être faite au retour des patriotes qui iront au Fleix (1).

...Lecture d'une lettre du respectable curé de Cahuzac (2), qui nous félicite de l'heureux choix de notre curé constitutionnel.

M. Bouyssavy, épinglier, a prévenu la Société que le nombre des prisonniers était considérablement augmenté, et, par conséquent, la dépense... La Société a arrêté que les secours... aux prisonniers seraient suspendus (3).

...Arrêté que M. Murat ferait des excuses à la Société et au membre à qui il a donné un démenti, et qu'en cas de refus, il serait rayé du tableau des membres, et qu'il remplirait ce préalable dans la huitaine, et que le membre qui a fait la fausse inculpation serait censuré (4). [Signé] BOYER.

Séance du mardi 31 mai [1791].

...Lecture d'une adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Beaumont (5), qui fait part des dénonciations faites contre M. Léonard Paty, conseiller au ci-devant Parlement de Bordeaux, à laquelle est jointe une délibération à ce sujet. Cette Société demande affiliation... Accordée.

...Lecture d'une adresse de la Société de Sainte-Foy, qui nous apprend que, sur l'avis qu'elle a reçu de notre part, il sera, sur la réquisition de leur municipalité, envoyé un détachement de la garde nationale de cette dite ville, et [elle] nous apprend que M Bassuet, notre envoyé, a été attaqué par des voleurs sur la route (6)...

M. Mestre fils a fait part... des détails satisfaisants de ce qui s'est passé au Fleix. [Signé] BOYER.

(1) Voir, sur les incidents du Fleix, la séance précédente.

(2) Il n'y avait pas de commune de ce nom dans la Dordogne. Il s'agit sans doute de Cahuzac en Lot-et-Garonne, canton de Castillonès.

(3) Déjà, le 27 mai 1791, la Société avait constaté que les secours accordés aux prisonniers constituaient une dépense considérable.

(4) Murat sera exclu de la Société, le 13 juin 1791.

(5) Chef-lieu de canton du district de Belvès. La Société de Beaumont renouvellera sa dénonciation contre Paty (voir la séance du 8 juin 1791).

(6) Les procès-verbaux précédents ne fournissent aucun renseignement sur l'avis donné par la Société de Bergerac à celle de Sainte-Foy. Il est dit seulement, à la séance du 30 mai 1791, que « le membre qui s'était offert pour aller à Sainte-Foy a été expédié ». Peut-être s'agit-il des troubles du Fleix (voir séance extraordinaire du 30 mai 1791 et séance du 1^{er} juin 1791).

Séance extraordinaire du mercredi après-midi, 1^{er} juin 1791.

[M. le président dit que, à la demande de quelques membres, il a réuni la Société, pour voir s'il y a lieu d'envoyer des commissaires au-devant de nos frères qui reviennent du Fleix et dont les démarches ont réussi. Adopté. Les dix commissaires sont] : MM. Dumoulin, Filliol, Bouchon, Franchemont, Dupeyrou-Boisse, Duqueyla, Galina père, Gounouilhou jeune, Boyer, perruquier, Bellegarde.

Pierre Deilteilh, membre du ci-devant second club, a prêté son serment et... a fait lecture d'une dénonciation contre le sieur Peyvieux, prêtre... [Avant de prendre une décision, l'assemblée est d'avis] d'attendre le retour des patriotes du Fleix (1)...

M. Jean Martin, l'un de nos membres, a remis sur le bureau... un manuscrit de la part de M. Laporte, curé de Queyssac (2), auquel est jointe une motion de l'auteur. La lecture faite, l'assemblée a arrêté que la discussion de la motion serait ajournée... Comme ces observations ont paru... écrites dans les meilleurs principes..., la lecture en sera faite une seconde fois... [Signé] BOYER.

Séance extraordinaire du jeudi 2 juin [1791].

...M. Mestre père a... manifesté sa surprise de ce que M. Montaut-Biran avait été blâmé dans l'assemblée (3), et il a remis... une lettre de M. Le Bœuf adressée à M. Montaut. La lecture en a été faite. Il en résulte que M. Le Bœuf a reçu ordre de la municipalité de continuer ses fonctions... [L'assemblée décide que quatre commissaires iront vérifier ce fait] (4).

(1) Précédemment, la Société s'était occupée de cet abbé.

A la date du 30 mai 1791, la Société des *Amis de la Constitution* avait envoyé aux officiers municipaux de Bergerac une lettre, pour les prévenir que « des prêtres non assermentés se sont immiscés à faire des fonctions publiques, entre autres M. Peyvieux, en faisant la procession dans l'église des ci-devant Cordeliers, et M. Lescure (?), en confessant à l'hôpital, la porte de l'église étant fermée. La Société vous prie de mettre à exécution les décrets de l'Assemblée... et d'enjoindre à ces messieurs de se conformer à la loi ». La lettre était signée de Gravier, président, P. Duclos l'ainé, Vasseur et Boyer, secrétaires (*Arch. mun. Bergerac*, fonds Faugère, carton 2, n° 94). Au dos de cette pétition se trouve la réponse de la municipalité. Il y est dit qu'elle ne peut exécuter les décrets en question, ceux-ci ne lui étant pas encore parvenus légalement. « Si tous les décrets de l'Assemblée... devaient être exécutés avant d'être légalement promulgués, les *Amis de la Constitution* ne seraient pas en droit de faire des pétitions en nom collectif, parce qu'il y a un décret qui leur interdit cette faculté... et qui ne permet que celles qui seront faites individuellement » (*Ibid.*). La municipalité fait allusion au décret du 18 mai 1791, sanctionné le 22 mai (Duvergier, t. II, p. 445).

Voyant que la municipalité ne donnait pas suite à sa dénonciation, la Société, dans sa séance extraordinaire du 2 juin 1791, arrêtera de dénoncer Peyvieux à l'accusateur public et de faire signer cette dénonciation individuellement par les membres de la Société. Séance tenante, la pétition sera rédigée et adoptée. Voir la séance ordinaire du 2 juin 1791. Mathieu Peyvieux, prêtre réfractaire, sera, plus tard, enfermé dans la maison de réclusion de Périgueux (*Arch. mun. Bergerac*, boîte R, liasse 12, n° 3, 4 prairial an III).

(2) Commune du canton de Liorac, district de Bergerac.

(3) A la séance du 31 mai 1791, on avait dénoncé Montaut en termes vagues, et la Société avait arrêté qu'il n'y avait lieu à délibérer.

(4) Dans la même séance, ces commissaires reviendront, déclarant que Le Bœuf n'avait pas reçu de la municipalité la mission qu'il invoquait. La Société arrêta alors de dénoncer Le Bœuf à la municipalité.

...Lecture d'une lettre de M. Montaut-Biran, par laquelle ce citoyen, ayant appris qu'il avait été inculpé dans la Société sur les démarches qu'il a faites pour contenir les manœuvres des malveillants, [exprime sa surprise]... Arrêté qu'il serait fait des remerciements à M. Montaut... [par] dix commissaires... [Signé] BOYER.

Séance [ordinaire] du jeudi 2 juin 1791.

...M. Dupuy a prêté le serment... et a payé 3 livres.

...Lecture de la motion de M. Mestre pour faire une pétition au directoire du district, à l'effet de fournir les vivres à la garde nationale qui sera requise d'aller rétablir l'ordre dans quelque paroisse [voisine... Adopté].

M. Piot a dénoncé que M. Peyvieux (1), prêtre, avait arrêté un de ses voisins, et, l'invitant à aller à ses vêpres, il lui dit qu'il ne fallait point aller à la messe des prêtres qui ont prêté serment, puisqu'ils étaient tous des reniés. Le voisin est M. Soubirou, tourneur.

M. Mergier a fait part à l'assemblée qu'ayant été avec trois autres citoyens depuis le Fleix à Sainte-Foy, ils y avaient été reçus avec les démonstrations de l'amitié... [On remerciera, dans une adresse que rédigera M. Mergier, la Société de Sainte-Foy de sa conduite fraternelle] (2). [Signé] BOYER.

Séance du 5 juin 1791.

M. le président, en annonçant... que le temps de la présidence était échu, a invité tous les membres à mettre leur vœu dans le scrutin. [On élit] président M. Dussumier jeune, et... secrétaires MM. Dommenget et Bourson (3)...

[En discutant une motion, bientôt retirée, d'ailleurs, on rappelle que M. Peyvieux, homme de loi, a offert ses services gratuits à ses collègues de la Société] qui n'auraient pas les facultés nécessaires pour alimenter un procès (4).

M. Dumoulin... [présente] un projet d'adresse... à M. Laporte, curé de la ci-devant paroisse [de] Queyssac (5), pour l'inviter à aller desservir la paroisse de Saint-Laurent-des-Vignes (6), qui le désire ardemment... [Adopté. M. Lanauve portera la lettre]. [Signé] P. DUCLOS L'AÎNÉ.

Séance du mardi 6 juin 1791.

Après lecture des *Annales*, il a été fait lecture des adresses.

La 1^{re} est de M. Peyvieux (7), prêtre, qui réclame l'indulgence de la Société sur la dénonciation qui a été faite contre lui,

(1) Voir, plus haut, la séance du 1^{er} juin 1791, et, plus loin, celle du 6 juin 1791.

(2) La Société de Sainte-Foy avait sans doute contribué à la répression des troubles du Fleix (voir la séance du 31 mai 1791).

(3) La dernière élection du bureau avait eu lieu le 8 mai 1791 (Gravier, président; Pierre Boyer et Duclos aîné, secrétaires).

(4) C'est le 28 février 1791 que Peyvieux avait fait ses offres de service.

(5) La Société s'était occupée de ce curé le 1^{er} juin 1791.

(6) Paroisse des environs de Bergerac.

(7) Voir la séance ordinaire du 2 juin 1791.

et... une de M. Lasserre, curé constitutionnel de cette ville, qui porte le même vœu (1)... [On décide] qu'il n'avait été fait aucune dénonciation au nom de l'assemblée et que, par conséquent..., il n'y avait lieu à délibérer (2). La 2^e est de la Société de Bordeaux, qui contient deux adresses à leurs concitoyens, l'une sur le paiement des impôts, et l'autre sur l'arrêté pris pour le paiement des patentes. La 3^e est de la Société de Toulon, qui contient une adresse à l'Assemblée nationale, contre le décret du marc d'argent et celui du droit de pétition (3)... Arrêté qu'il y serait délibéré dans la séance de demain. La 4^e est de la Société de Metz, contenant une adresse à l'Assemblée nationale, sur le serment des officiers de l'armée. La 5^e est de la Société de Lorient, contenant des réclamations en faveur de l'artillerie et une lettre à la Société des Jacobins, de Paris.

...Lettre contenant l'envoi des imprimés...; le prix... [est] de 150 livres...; l'imprimeur demande la permission de donner de la publicité à l'ouvrage qu'il a imprimé... [Accordé] (4).

M. Durand jeune, prêtre, présent à la séance, a reçu de la main du président la couronne que la Société décerne à tous les prêtres patriotes soumis à la loi ... (5).

Séance du mardi 7 juin 1791.

M. le président nommé avant-hier ayant donné sa démission (6)..., [on élit] au fauteuil M. Boyer, perruquier, [et à la place de M. Boyer, secrétaire, on élit]... M. Boutiron fils.

M. le président, ayant pris sa place, a nommé pour commissaires d'ordre MM. Dumoulin, Mergier, Bouyssavy et Biès père.

Un membre ayant remis sur le bureau l'acte de souscription en faveur de M. Bargeas, pour l'établissement d'une imprimerie à Bergerac, déjà revêtu de plusieurs signatures, notamment de celles de MM. les officiers municipaux et MM. les officiers du district, l'assemblée a décidé que ladite souscription restera sur

(1) Voici un extrait de la lettre du curé Lasserre : « M. l'abbé Peyvieux, à qui je suis attaché de tout temps, se trouve inculpé sur des propos qu'on l'accuse d'avoir tenus. Vous savez, Messieurs, combien il est facile et de trop parler et de parler même indiscrètement sur de certaines matières, où une parole échappée, mal entendue, mal interprétée, change une faute légère en un délit. Je connais M. l'abbé Peyvieux. Bien loin d'afficher des sentiments particuliers, il est venu dire la messe à la paroisse, et il a eu la bonté de m'offrir tous ses services. Ainsi, sans fouiller témérairement dans sa conscience, je le crois très bon citoyen, et, sur ce point, je serai volontiers sa caution. Daignez, Messieurs, m'accorder de ne point poursuivre l'accusation, de la retirer même, et vous m'obligerez infiniment » (*Arch. mun. Bergerac*, I 2). Le 16 germinal an IV, l'administration municipale déférera l'abbé Mathieu Peyvieux au tribunal criminel (*Ibid.*, Reg. délib. mun., à cette date).

(2) Il est probable que la Société n'avait pas donné suite à sa délibération du 2 juin 1791, par laquelle Peyvieux devait être dénoncé à l'accusateur public.

(3) Nous avons reproduit cette énergique adresse, datée de mai 1791, dans notre étude sur le *club jacobin de Toulon*, p. 19 et 20, qui s'élevait contre ces deux décrets. Cette adresse sera discutée le 10 juin 1791.

(4) Il s'agit sans doute des 1.000 exemplaires que la Société avait décidé de faire imprimer, dans la séance du 27 mai 1791.

(5) Déjà, le 27 mai 1791, la Société avait décidé de féliciter Durand de persister dans son serment.

(6) Dussumier jeune avait démissionné par une lettre lue à la séance du 6 juin 1791.

ledit bureau jusqu'à samedi prochain inclusivement, et a autorisé M. le président à inviter tous les membres à souscrire... (1).

La motion de M. Gravier, commissionnaire, a été lue (2). M. Dommenget...[lit] un projet de lettre à...toutes les municipalités et Sociétés des *Amis de la Constitution* du district. L'assemblée l'a approuvé et M. le président a chargé MM. les secrétaires, les membres du Comité des rapports ainsi que MM. les commissaires chargés de présenter les moyens de mettre les travaux de la Société à jour, de se réunir demain dans la salle de la Société pour faire tel nombre de lettres et... [de] listes de MM. les électeurs du district qu'il sera nécessaire (3). [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du mercredi 8 juin 1791 (4).

...[On élit membres] MM. Durand, garde national, Despaigne fils, Louis-Marie Duffour.

...[On s'occupe de l'expédition des lettres et des listes] de MM. les électeurs qui ne se sont pas rendus à l'élection des nouveaux curés... [On joindra à chaque lettre et à chaque liste] un exemplaire du rapport de M. Pinet, avec le discours de M. Lasserre, curé de notre ville, et la réponse de M. Bourson..., présidant l'assemblée... [On enverra au curé Lasserre douze exemplaires] des susdits discours et rapport... [par quatre commissaires], MM... Saint-Martin, Dommenget, Sarrette et Labonne (5).

...Lecture d'une liste... envoyée par la Société des *Amis de la Constitution* établie à Beaumont, contenant plusieurs faits de vexation commis par le sieur Paty, ci-devant conseiller au Parlement de Bordeaux, contre un nombre considérable de citoyens de son canton, en nous demandant l'avis de la Société pour se conduire en cette affaire. M. le Président... a chargé M. d'Esmartins-Laperche de rédiger une réponse... (6).

M. Boyer fils...[présente] une motion écrite tendant à dénoncer la femme Mèze pour certains propos inconstitutionnels qu'elle avait tenus. La motion a été mise [à la suite de]... l'ordre du jour... [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du 9 juin 1791.

...M. Louis-Marie Duffour... s'est avancé au bureau, pour y prêter le serment et donner sa contribution annuelle.

(1) Le 20 mai 1791, la Société avait adopté les moyens proposés par Bargeas pour l'établissement d'une imprimerie. Dans la séance extraordinaire du 14 juin 1791, la Société recevra de nouvelles propositions à ce sujet.

(2) Gravier avait présenté cette motion, relative aux électeurs, dans la séance du 6 juin 1791.

(3) C'est la suite de la décision prise le 28 mai 1791. Voir aussi la séance du 8 juin 1791.

(4) Le secrétaire, qui avait omis d'inscrire le procès-verbal de cette séance à la suite du procès-verbal de la séance du 7 juin, a réparé son omission en l'inscrivant à la suite de la séance du 9 juin 1791.

(5) Voir, à ce sujet, la séance du 7 juin 1791. La dénonciation faite par la Société des électeurs négligents portera ses fruits (voir la séance extraordinaire du 14 juin 1791).

(6) Déjà, le 31 mai 1791, notre Société avait reçu de celle de Beaumont une déclaration contre Paty. D'Esmartins présentera la réponse dans la séance du 10 juin 1791.

[M. le secrétaire lit]... une lettre de M. Perrié-Dussumier, qui... donne une semonce bien méritée aux membres qui, de temps en temps, se permettent de troubler par leurs badinages les délibérations de l'assemblée... [On décide de relire cette lettre à la séance de demain].

...M. Le Vasseur a demandé la parole pour une motion tendant à faire encadenasser les papiers nouvelles que reçoit l'assemblée, pour laisser à ses membres la faculté de les lire et méditer à leur aise. L'assemblée ayant décaré urgente la motion ..., [elle la vote], ainsi que deux amendements proposés par M. Dussumier jeune; le premier, pour que les lettres et adresses qui sont envoyées à la Société soient encadenassées; le second, pour que, si quelques membres se permettaient d'emporter hors de la salle ou de faire fracture aux papiers encadenassés, ils fussent privés pendant un mois d'assister aux séances..., et... rayés du tableau en cas de récidive... (1)

M. Saint-Martin, au nom des commissaires chargés de porter à M. le curé de Bergerac douze exemplaires du rapport de M. Pinet (2), a fait le détail de... [sa] mission...

Il a observé... que les habitants de Saint-Pardoux sollicitaient l'assemblée... [de] se joindre à leurs prières auprès de M. l'évêque de la Dordogne, pour réunir la paroisse de Bouniagues à celle de Saint-Pardoux, ...[qui] serait conservée comme succursale, au lieu de réunir celle de Saint-Pardoux à Bouniagues. La position critique des habitants de Saint-Pardoux, après la perte d'un pasteur aussi respectable, a vivement intéressé l'assemblée, qui a décidé que, [si leurs réclamations étaient fondées, elle les appuierait]... M. le président a nommé quatre commissaires pour faire le rapport à l'assemblée de la position locale et de l'étendue du territoire de Bouniagues et de Saint-Pardoux..., MM. Dussumier jeune, d'Esmartis-Laperche, Saint-Martin, Le Vasseur (3).

...[Candidats présentés], MM. Coustaut aîné, par Lalbre aîné; Noughaille fils, par Boutiron aîné... [Signé] P. DUCLOS L'AINÉ.

Séance du 10 juin 1791.

...Lecture des feuilles de Carra (4)...

Lecture d'une adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, qui nous annonce qu'il a paru vouloir s'établir une Société inconstitutionnelle, mais qui n'a pu subsister... contre le zèle de MM. les officiers municipaux de cette ville, appuyé du civisme des *Amis de la Constitution*.

Il a été remis sur le bureau une délibération de l'assemblée primaire d'Avignon et un discours qui a pour titre : *La vérité au peuple avignonnais*. [On les lira demain] (5)...

(1) Cette décision sera complétée par une autre, du 13 octobre 1791.

(2) En vertu de la délibération du 8 juin 1791.

(3) A la séance du 10 juin 1791, ces commissaires feront leur rapport, mais, sur l'intervention de Pinet, l'assemblée décidera de s'abstenir de toute démarche, parce qu'elle « n'a pas la connaissance entière de la cause, qu'il fallait plutôt fixer l'arrondissement, et qu'après, il ne fallait d'autre réclamation aux citoyens de Saint-Pardoux que le droit ».

(4) Il s'agit des *Annales patriotiques et littéraires*.

(5) On lira le discours à la séance du 11 juin 1791.

M. Duclos aîné, au nom du Comité des rapports..., [lit un projet de réponse] à la Société... de Toulon (1)... [La discussion commence à ce sujet, puis est ajournée à demain].

...M. d'Esmartis-Laperche... [lit] un projet de réponse à la Société des *Amis de la Constitution*, de Beaumont (2)... [Adopté. Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du samedi 11 juin 1791.

...[Un membre se plaint] du peu d'activité que plusieurs membres mettent aux assemblées de la Société. Il a conclu à ce qu'il n'y eût que quatre séances par semaine... Adopté (3)...

M. Bouchon a fait le rapport à l'assemblée de l'approbation qu'ont donnée MM. les officiers municipaux et du directoire du district à l'établissement d'une caisse pour l'échange des assignats (4).

...[On ajourne une motion de M. Perrié-Dussumier, relative au règlement. On décide qu'il n'y a lieu à délibérer sur une motion de M. Boutiron. On décide que M. Boutiron fera, mardi prochain (5), un rapport sur une motion de M. Gravier, commissionnaire].

...[Candidats présentés] : MM. Béchard fils, par Dehap; Lespinasse (de Saint-Martin), officier municipal, par Falque (du Monteil)... [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du lundi 13 juin 1791.

...Lecture des feuilles de Mercier (6).

...Lecture d'une adresse de la Société de Strasbourg, qui nous annonce de grands projets de la part des princes étrangers qui conspirent contre nous.

...Lecture d'une adresse de la Société de Saint-Etienne-en-Foréz, [d'] une de la Société de Dinan, [d'] une de Bordeaux, écrite par la Société de cette ville à la *Société de la Révolution*, à Londres.

M. Boutiron a fait son rapport au sujet du sieur Murat et a dit que ledit sieur ne reste plus en ville, que, selon toute apparence, il ne serait plus de la Société... M. le président lui écrira (7)...

Un membre a demandé... que l'article du règlement qui enjoint aux membres de la Société de se rendre dans le délai de douze séances fût mis en vigueur (8). Quelques membres...,

(1) Il s'agit de l'adresse reçue le 6 juin 1791.

(2) Voir, sur cette adresse, la séance du 8 juin 1791.

(3) La Société reviendra, le 14 juin 1791, sur cette délibération, et décidera de tenir séance tous les jours.

(4) Voir, plus haut, la séance du 20 mai 1791, et, plus loin, celle du 9 juillet 1791.

(5) Voir la séance ordinaire du 14 juin 1791.

(6) Il s'agit des *Annales patriotiques et littéraires*, que dirigeaient Mercier et Carra.

(7) Voir, sur Murat, la séance du 30 mai 1791.

(8) C'est la première fois que nous rencontrons la mention d'un pareil article. Sans doute les nouveaux membres étaient-ils obligés de se rendre à la Société avant l'expiration des 12 séances qui suivaient leur admission.

[ayant] observé que plusieurs voudraient paraître être de la Société sans y venir, ont proposé des moyens pour les connaître... [Feront un rapport là-dessus MM. les commissaires] Dumoulin, Mergier et Boutiron fils (1)... [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance extraordinaire du 14 juin après-midi 1791.

...M. Larroche-Labigaudie aîné a prêté serment...

...[Candidats présentés] : MM. Jacob Malbernac, par son frère; Pierre Berbinaud [et] Rabier jeune, par Vignal; Jean Leyx, par son frère.

...[On lit une partie du] discours prononcé à Eymet par M. Lambert, lors de la prise de possession de la cure de ce lieu (2)..

...Lecture d'une adresse de la municipalité de Monbazillac, tendant à excuser un électeur qui n'a pas assisté à l'assemblée électorale (3).

...Lecture d'une lettre de M. Vormeselle, qui désire procurer à la ville de Bergerac un imprimeur, et qui indique M. Lami, porteur de la lettre. La discussion a été renvoyée à la séance ordinaire de ce soir (4).

La motion de M. Gravier, commissionnaire, ayant été mise à la discussion, la Société a arrêté: 1° qu'il sera ouvert une souscription, afin d'offrir à MM. les électeurs du canton de Bergerac les secours qui leur seront nécessaires pour le voyage de Périgueux; 2° que M. le président fera l'envoi de la présente délibération aux présidents des assemblées primaires dans tous les cantons du district de Bergerac, et les invitera à mettre en usage le même moyen (5). [Signé] P. DOMMENGET.

Séance ordinaire du mardi 14 juin 1791.

...M. Boutiron, au nom des commissaires nommés dans la séance du 12 (6), a fait le rapport des moyens convenus pour connaître ceux de nos membres qui s'étaient retirés de notre Société. Après plusieurs débats..., M. le président a demandé la parole à l'assemblée et a proposé... que tous les membres de la Société soient convoqués par billet (7) à une séance particulière et que

(1) Boutiron fera son rapport dans la séance ordinaire du 14 juin 1791.

(2) Le 16 mai 1790, la Société avait décidé de faire imprimer, à 500 exemplaires, un discours du curé Lambert.

(3) On voit là l'effet des mesures prises par la Société, vis-à-vis des électeurs négligents, dans sa séance du 8 juin 1791. D'autres municipalités feront connaître leur réponse dans la séance du 18 juin 1791.

(4) Vormeselle marchait ainsi sur les brisées de Bargeas (voir la séance du 7 juin 1791). Voir la séance ordinaire du 16 juin 1791.

(5) En défrayant les électeurs de leurs dépenses, la Société persistait dans la voie démocratique où elle s'était engagée précédemment (voir son adresse à l'Assemblée nationale, du 24 mars 1791). Le 18 juin 1791, la Société s'occupera encore de cette question.

(6) Il faut lire séance du 13, où furent désignés les commissaires, et non séance du 12, dont il n'y a pas de procès-verbal, et qui n'eut peut-être pas lieu.

(7) C'est aussi « par billet » qu'étaient convoqués les officiers municipaux, dans des circonstances exceptionnelles (voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 27 octobre 1791, séance tenue à 9 heures du matin). La Société recourra d'autres fois encore à ce mode de convocation (voir, plus loin, la séance du 4 novembre 1791).

l'appel nominal soit fait, que les membres absents soient inscrits à part et convoqués par billet huitaine après..., [qu'] une troisième convocation [soit faite] dans le même délai, pour le dernier appel, et que, pendant toutes les séances ordinaires, cet article soit lu, pour que les membres qui ne [se] seront pas rendus... [soient] rayés du tableau... Il a été délibéré que le serment serait renouvelé individuellement (1).

...[On lit la lettre] de M. Rouchon-Vormeselle, qui nous donne connaissance que le porteur de ladite lettre est un imprimeur qu'il a choisi sur la demande que la Société lui avait faite (2). Un membre... [propose qu'on réponde] à M. Vormeselle, en le remerciant, que M. Bargeas était sur le point de former un établissement d'imprimerie à Bergerac... [M. Bargeas, interrogé, déclare qu'il est presque prêt, et pourra donner] une réponse positive à la séance de vendredi soir... [On n'écrit] que dimanche] à M. Vormeselle (3).

M. Gravier a demandé à revenir... [sur] une délibération [précédente]...; les circonstances présentes nous devaient engager à tenir nos séances tous les jours (4)... [Adopté. Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du mercredi 15 juin 1791.

...[On élit membres] MM. Coustaut aîné, Béchard fils, Lespinasse (de Saint-Martin), officier municipal, et Grenier jeune.

...[Motion de M. Puymartin, que l'assemblée déclare urgente. On adopte] le premier article, qui porte qu'il soit fait une pétition à MM. de l'état-major, pour qu'ils prennent tous les moyens possibles afin de faire inscrire les volontaires (5)... [Sur le second article, M. Dussumier propose un amendement tendant à ouvrir] une souscription dans le sein de la Société, pour payer ceux qui instruiraient les volontaires, et que l'on prendrait des moyens pour les munitions... [Ajourné. Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du 16 juin 1791.

...MM. François Moulinier, Garigue et Coustaut... [prêtent serment et donnent] leur contribution annuelle.

...Lecture d'une adresse anonyme trouvée sur l'escalier, qui a pour but de donner connaissance à l'assemblée de plusieurs

(1) Il est probable que ces mesures restèrent lettre morte; on en adoptera d'analogues le 27 octobre 1791.

(2) La lettre de Vormeselle avait déjà été lue dans la séance extraordinaire du 14 juin 1791. Nous ne savons à quelle époque la Société avait fait à Vormeselle la demande dont il est question ici.

(3) Le 18 juin 1791, la Société décida d'écrire à Vormeselle que l'imprimeur qu'il propose peut se fixer à Bergerac, Bargeas ne consentant à établir d'imprimerie dans cette ville que si la souscription ouverte à cet effet était entièrement couverte.

(4) C'est le 11 juin 1791 que la Société avait décidé de ne tenir séance que quatre jours par semaine.

(5) C'est la première fois que nous rencontrons le mot de volontaires. Le décret voté les 11 et 13 juin 1791 ordonnait (art. 14) une conscription libre de gardes nationales de bonne volonté, ou volontaires. A la date du 15 juin, on n'avait certainement pas reçu à Bergerac l'ensemble du décret, mais on pouvait connaître, par les journaux, les préoccupations de l'Assemblée, à cet égard, et même le texte d'articles déjà votés.

maux qui se trament dans Bergerac, et qui doivent avoir une explosion fâcheuse à l'époque de la Fête-Dieu. La seconde partie de cette lettre contient les calomnies les plus odieuses contre MM. Gouzot et Boissière, dont la probité et le patriotisme les ont rendus dignes des places qu'ils occupent (1)... Renvoyées au Comité des rapports...

D'après une motion de M. Mestre, amendée par M. Duprat, il a été décidé... que la... [Société] enverra une députation à la municipalité, pour la prier de faire, le plus tôt possible, l'inventaire des meubles et effets que doit posséder M. le curé... et... de pourvoir provisoirement aux commodités de notre pasteur, aux dépens même de la Société.

M. Duprat... [dénonce] des ennemis du bien public, d'Eymet, et [propose qu'on prévienne] la Société des *Amis de la Constitution*, d'Eymet (2)..., que nous étions prêts à verser notre sang pour faire régner le bon ordre et exécuter la loi... D'après deux amendements, l'un, fait par M. Dussumier jeune, l'autre, par M. Gravier, il a été décidé... que la Société écrirait à [celle d'] Eymet, pour lui manifester nos sentiments au sujet des troubles qui les menacent (3), et que MM. de la municipalité (4), de l'état-major, du directoire du district seraient invités, par l'organe de dix commissaires, à... se joindre à nos démarches, pour offrir aux citoyens d'Eymet toute la puissance de nos forces réunies.

M. Goubie... [dénonce] M. le curé de Falgueyrat (5)...

Lecture de deux adresses, l'une, des *Amis de la Constitution*, de Couze (6), qui accusent la réception de plusieurs papiers... et nous... [communiquent] une dénonciation de leur curé, faite par plusieurs femmes; la deuxième est une adresse de M. Jean Delbos, qui dénonce le curé de Couze... Renvoyées au Comité des rapports... [Signé] P. DUCLOS L'AINÉ.

(1) Gouzot était commissaire du roi (voir séance du 20 janvier 1791) et Boissière, procureur de la commune depuis le 30 avril 1790 (voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date).

(2) La Société d'Eymet était affiliée à celle de Bergerac (voir la séance du 7 mars 1791).

(3) Dans la même séance, Duprat, sur l'invitation du président, rédigera cette lettre, qui sera adoptée et applaudie.

(4) Dans la séance extraordinaire du 17 juin, on apprendra que la municipalité a favorablement accueilli la pétition. En effet, le 17 juin, à 11 heures du matin, la municipalité de Bergerac recevait « une députation des *Amis de la Constitution* de cette ville, qui a fait lecture d'une pétition portant que leur Société vient d'apprendre... que la tranquillité publique de la ville d'Eymet et ses environs est menacée par les ennemis de la Constitution, qui ont à leur tête le ci-devant curé dudit Eymet, et qui sèment les principes les plus anticonstitutionnels et les plus dangereux, surprennent la religion des habitants des campagnes, en imposent à leur ignorance crédule et les préparent à la violence...; en conséquence, prie la municipalité d'écrire à celles d'Eymet et... environs, pour leur offrir les secours dont nous pouvons disposer » (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 185). Le jour même, la municipalité de Bergerac écrivait à celles d'Eymet et des environs, pour leur offrir son concours (*Ibid.*, boîte S, liasse 20, n° 5).

(5) Falgueyrat était une commune du canton d'Issigeac, district de Bergerac.

(6) Couze était une commune du canton de Lalinde, district de Bergerac.

Séance extraordinaire du 17 juin après-midi 1791.

...Le serment a été prêté par l'assemblée.

M. Derbinaud, Elie Fauché, Etienne Perdou et Dupuy, nouveaux membres, ont prêté le serment.

M. le président a annoncé à l'assemblée que les démissions de MM. Chanceaulme, maire (1), et Lespinasse-Lacaptie (2) avaient été la cause de la convocation de la présente séance extraordinaire, et a prié chaque membre de donner son avis.

M. Dumoulin a... [lu] un discours tendant à faire voir que les démarches des patriotes sont couronnées, et qu'en continuant d'agir, ils mettront au désespoir les lâches qui abandonnent leur poste, quand il faut se montrer citoyen. D'après cette lecture et quelques discussions, l'assemblée a arrêté : 1° qu'il sera fait une pétition à la municipalité, pour la prier de faire procéder à la nomination d'un maire dans le plus court délai, 2° qu'elle sera priée..., une fois [prise] sa détermination pour l'élection d'un maire, de rendre public le jour à ce destiné par une proclamation faite aux prônes des paroisses qui doivent y concourir.

Une lettre du directoire du district à toutes les municipalités dudit district, tendant à ramener la paix que... les prêtres réfractaires ou non-conformistes cherchent à troubler, ayant été lue, la Société a arrêté que MM. Reymond, Moulinier, Mestre père, Mergier, Vignal, Missègue, Duprat, Reynaud, Borde et Couture iront en députation [remercier les membres du directoire] (3).

...Sur la demande d'un membre, l'assemblée ayant été consultée si elle avait du plaisir ou de la peine de la démission du maire, la totalité des voix a été pour le plaisir... Arrêté qu'il sera ajouté à la pétition qui doit être portée à la municipalité la satisfaction que l'assemblée a ressentie lorsqu'elle a appris que M. le maire avait donné sa démission (4).

Plusieurs membres ayant dénoncé les prêtres réfractaires comme voulant soulever le peuple, l'assemblée a arrêté qu'il sera présenté une pétition à la municipalité, d'inviter MM. les prêtres réfractaires... à sortir de la ville et même du district

(1) Chanceaulme de Sainte-Croix avait été élu maire, le 15 novembre 1790, à la place de Des Cabannes (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 88).

(2) Lespinasse-Lacaptie avait été élu officier municipal, le 21 novembre 1790 (*Ibid.*, f. 93). Il était proche parent du chanoine Peyvieux, prêtre réfractaire (*Ibid.*, 6 fructidor an IV, f. 21). C'est dans la maison de Lespinasse-Lacaptie, à Bergerac, que, le 4 prairial an III, l'administration du département autorisera Peyvieux, reclus à Périgueux, à se retirer (*Arch. mun. Bergerac*, boîte R, liasse 12, n° 3).

(3) Dans la même séance, ces commissaires rendent compte de leur visite aux membres du directoire qui les ont fraternellement accueillis.

(4) C'est le 17 juin 1791 que démissionna le maire de Bergerac, Chanceaulme de Sainte-Croix, à cause, paraît-il, « de son âge avancé et ses infirmités ». Villepontoux, docteur en médecine et clubiste, fut élu à sa place (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 21 juin 1791, f. 187, 188). Chanceaulme de Sainte-Croix était né le 2 juillet 1730. L'hostilité témoignée envers lui par les clubistes laisse entendre que sa démission était surtout dictée par des motifs politiques. Quoique âgé et infirme Sainte-Croix n'en trouvera pas moins la force d'émigrer (voir *Ibid.*, 20 thermidor an V).

dans douze heures, attendu que la tranquillité publique l'exige (1). [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du 18 juin 1791.

...MM. Guillaume Carbonnel et Jean Leyx fils ont prêté le serment d'usage.

On passe au scrutin MM. Pierre Chabry (de Bouniagues), Jean Vic fils aîné, Cadet Marchet, Antoine Verniolle (de Villac), Guillaume Sans, Jacob Malbernac-Marein, Etienne Moulinier, Moulinier aîné, Rouchon, droguiste, Jean Couzin, Mathieu Belly, Rivière (de Saint-George), Louis Archer, Rouchon jeune.

Lecture a été faite par M. Gravier d'une adresse au département... Arrêté qu'il serait nommé dix commissaires pour en faire la lecture aux sections de la ville : MM. Dumoulin, Gravier aîné, Gravier-Lacoste, Dussumier jeune, Bourson, Dommenget, Lévêque, Laurent...

Lecture de deux adresses des municipalités de Varennes et de Lalinde, en réponse à la liste des électeurs (2)...

Lecture d'une lettre de M. Duclos aîné, contenant l'avis que plusieurs citoyens avaient fait le projet de ne pas tapisser devant leur maison le jour de la Fête-Dieu, pour provoquer le désordre...; il demande [que la Société prévienne la municipalité et fournisse des tapisseries à ceux qui en manquent] (3)...

[M. Mercier est chargé de s'informer des intentions de M. Bargeas ; il va remplir sa mission, et revient disant] que M. Bargeas lui avait répondu que, si la souscription de 3.000 livres était remplie, il resterait ; sans quoi, il ne le pourrait... Arrêté que M. d'Esmartis-Laperche serait chargé de répondre à M. Vormeselle, pour le... prier de... dire à l'imprimeur qu'il peut... se fixer en cette ville (4)... [Signé] BOUTIRON.

(1) Le 18 juin 1791, « vu la pétition des *Amis de la Constitution* de cette ville, de ce jourd'hui, portant que la municipalité sera invitée à obliger MM. les ecclésiastiques qui n'ont pas prêté le serment prescrit par la loi du 24 août 1791, attendu le trouble qui résulte de leur présence à se retirer de cette ville dans le délai de douze heures; considérant que la tranquillité publique est un bien inappréciable...; considérant néanmoins que la pétition des *Amis de la Constitution* porte sur des objets... de la plus haute importance », la municipalité arrêta de se concerter avec le directoire du district. Le même jour, la municipalité et le directoire arrêtaient, de concert, « que MM. les ecclésiastiques qui n'ont pas prêté le serment, tels que MM. Gontier Biran, Dutard, Le Bœuf, Lescure Peyvieux, Bordelle seront priés de... s'absenter jusqu'à des temps plus heureux » (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 18 juin 1791, f. 185, 186). Dutard promit de se retirer dès le lendemain 19, et Gontier dès le 20. Bordelle était ancien curé de La Madeleine (*Ibid.*). Déjà, la veille, 17 juin 1791, le directoire du district, « vivement affecté de la conduite que M. Gontier se permet de tenir vis-à-vis le nouveau pasteur », invitait la municipalité de Bergerac à sommer Gontier d'évacuer la maison presbytérale (*Ibid.*, 17 juin 1791, f. 184). Le même jour, la municipalité prenait un arrêté conforme. La Société veillera à l'exécution de l'arrêté municipal (voir la séance du 24 juin 1791).

(2) Varennes était une commune du canton de Lalinde, district de Bergerac. Voir, sur cet envoi de listes d'électeurs, la séance du 8 juin 1791. On recevra aussi des excuses d'électeurs le 25 juin 1791.

(3) A la séance du 19 juin 1791, on décidera que, la municipalité ayant prévu le cas, on ne ferait aucune démarche à ce sujet.

(4) Voir, sur ce projet d'imprimerie, la séance du 14 juin 1791. Il est probable que Bargeas fit des démarches auprès de la municipalité, car celle-ci

Séance du 19 juin 1791.

...[Candidat présenté] : Rouchon jeune, par Blanchard Jean...

M. le président a présenté... un projet de lettre pour MM. les présidents des assemblées primaires, qui a pour objet d'offrir à MM. les électeurs qui seront nommés de l'argent de la part de la Société, en cas d'insuffisance de moyens de leur part (1)... [Mais, comme on constate la modicité des fonds de la Société, on décide de faire demain une souscription à cet effet (2). Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du 20 juin 1791.

...Lecture des feuilles de Mercier...

...Lecture d'une adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Metz, qui demande réponse. Ajournée...

...La souscription (3) en faveur de MM. les électeurs... s'élève à 410 livres... [On décide] d'envoyer la lettre d'avis à MM. les présidents des assemblées primaires.

...[Candidat présenté] : Cadet Bossenot, par Guillaume Carbonel... [Signé] BOUTIRON.

Séance du 21 juin 1791.

...[Candidats présentés] : MM. Garleprie aîné (du Bourg), par M. Jiot (?), chirurgien, et Lacour fils, par Villeregny.

On a passé au scrutin MM. Pierre Chabry (de Bouniagues), Jean Vie fils aîné, Cadet Marchet, Antoine Verniolle (du lieu de Villac), Guillaume Sans, Jacob Malbernac-Marein, Etienne Moulinier fils, Moulinier aîné, Rouchon, droguiste, Jean Couzin, Mathieu Belly, Rivière (de Saint-George), Louis Archer et Rouchon jeune, droguiste (4).

M. Moulinier fils a prêté le serment d'usage.

M. Cluzeau-Biran [propose]... deux séances publiques par semaine (5). Ajourné...

MM. Duprat... et d'Esmartis [proposent]... que la Société se procure un local plus vaste (6)...

La motion de M. Borde..., qui tend à ce que la paroisse de

lui faisait savoir, le 4 décembre 1791, que la souscription ouverte en sa faveur ne s'élevait encore qu'à quelque 1400 livres (*Arch. mun. Bergerac*, boîte S, liasse 20, n° 5). Bargeas n'en vint pas moins s'installer à Bergerac; à la fin de 1792, on le voit réclamer de la municipalité une avance de 300 livres, que celle-ci lui refuse (*Ibid.*, Reg. délib. mun., 27 décembre 1792, f. 300).

(1) C'est le 20 juin 1791, à 8 heures du matin, que devaient se réunir les citoyens actifs de la commune, pour nommer des électeurs (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 21 juin 1791, f. 187, 188). La décision prise par la Société est conforme à celle qu'elle avait prise le 14 juin 1791.

(2) Voir, en effet, la séance du 20 juin 1791.

(3) Souscription décidée dans la séance du 19 juin 1791.

(4) Le secrétaire, sans doute par négligence, reproduit ici plusieurs des noms qui avaient été passés au scrutin le 18 juin 1791.

(5) On peut conclure de cette proposition que la Société avait cessé de tenir les séances publiques, qui d'ailleurs n'avaient eu lieu qu'exceptionnellement (voir la séance du 23 mai 1791).

(6) La Société avait évidemment cessé de se réunir dans l'église des ci-devant Carmes, et repris le local qu'elle trouvait trop étroit dès le 21 mai 1791. Le 14 décembre 1791, la Société s'occupera encore du choix d'un local.

Saint-Martin de Bergerac fasse partie de la garde nationale de la ville... [est soutenue par M. Dumoulin et adoptée (1). Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du mercredi 22 juin 1791.

MM. Rouchon aîné et Rouchon jeune ont prêté le serment... [On élit membre] M. Cadet Bossenot.

M. Dupeyrou... [demande que la Société ouvre, une souscription pour récompenser] le service journalier... du sieur Jacob Caillou... M. [Dussumier observe] que le service que rend le sieur Caillou ne se borne pas seulement à la Société..., qu'il s'étend sur tous les individus de notre ville, et... [il demande qu'on invite la municipalité] à lui accorder une pension annuelle... [Adopté]. M. Dealie... [demande que la Société lui donne une gratification. Ajourné jusqu'après la réponse de la municipalité (2)].

...M. Bourson a demandé que l'abbé Jaubert fût interrogé s'il était ecclésiastique ou non, afin de l'inviter à assister à la procession.. et, dans le cas contraire, l'inviter à prendre un fusil. L'assemblée a déclaré n'y avoir lieu à délibérer.

M. Lafite fils a présenté une motion portant que la Société, à l'exemple de bien d'autres, voulût convoquer une assemblée générale de tous ses membres, pour connaître — et en donner avis à Carra — ceux qui seraient dignes par leurs lumières et leur patriotisme d'être nommés à la prochaine législature (3). Ajourné... [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du... vendredi 24 [juin 1791].

...Lecture des feuilles de Carra.

...M. Lalande-Biran a... dit que les circonstances critiques de l'enlèvement du roi (4) demandaient dans tous les citoyens un accord unanime et que sa personne était entièrement dévouée au service de la patrie. Il... demande d'être membre de la Société. Un membre a demandé que M. Biran fût inscrit sur nos listes sans passer au scrutin, vu les circonstances du moment et son dévouement à la Constitution... [Adopté : il prête serment]...

M. Lavergne a donné avis qu'il avait appris de... quelques citoyens de Creysse que le sieur Daugeard, ci-devant président

(1) Dumoulin est alors chargé par le président d'inviter les citoyens de la paroisse de Saint-Martin à adresser en ce sens une pétition à la municipalité; à la séance du 22 juin 1791, il présentera le projet de lettre, qui sera adopté. Les paroisses de Saint-Martin, La Madeleine, Saint-Christophe et La Conne composaient, avec la ville de Bergerac, la commune de Bergerac (voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 21 juin 1791, f. 188).

(2) Dans la séance du 30 juin 1791 on apprendra que la municipalité a fait à cette proposition une réponse évasive; une autre réponse de la municipalité sur le même objet sera communiquée à la Société, le 26 juillet 1791.

(3) Les assemblées primaires en vue des élections à la Législative se tenaient en ce même mois de juin, et c'est du 1^{er} au 16 septembre 1791 qu'eurent lieu les opérations de l'assemblée électorale du département. Voir notre *Esprit public en Dordogne*, p. 28 et suiv.

(4) C'est dans la nuit du 20 au 21 juin 1791 que la famille royale s'était enfuie de Paris. Sur l'esprit public à Bergerac après la fuite de Varennes, voir notre *Esprit public*, p. 26, 27.

au ci-devant Parlement de Bordeaux, était sur son départ (1)... [Pour en prévenir la municipalité, on nomme des commissaires], MM. Lavergne, Mainsat, Dussumier jeune et Dalanquier.

Bauze, dit Tiéneau, a dénoncé sa fermière pour avoir tenu quelques propos inconstitutionnels. L'assemblée le charge d'en faire son rapport à la municipalité.

...Lecture d'une adresse de la Société d'Eymet..., [annonçant] la continuation des menées des prêtres réfractaires... M. Dealie [lui répondra en l'assurant de notre dévouement] (2)...

[Sur la motion de M. Duprat, on priera la municipalité d'agréer quatre commissaires pour passer la nuit avec elle (3), afin de lui prouver la part que prend la Société à l'intérêt public..., MM. Duprat, Duclos aîné, Lalande-Biran et Gravier, commissionnaire... [On ajourne la proposition faite par M. Dussumier aîné, de] faire devancer le courrier de Paris (4)... M. Repassin... [demande qu'on prie la municipalité de faire] quelques affûts pour les pièces de canon qui sont sur la place d'armes (5). On n'a rien statué.

...Lecture d'une adresse du club de Belvès, qui réclame contre le décret du marc d'argent (6).

M. le maire de Saint-Laurent... [dénonce] quelques personnes de sa paroisse... La dénonciation sera renvoyée à MM. les officiers du district par... MM. Dumoulin, Bouyssavy, Rolland jeune et Pugeol.

Grasset-Latour a... donné avis... que M. Dutard, prêtre inconstitutionnel, était en ville... Délibéré que l'opinant en fera le rapport à la municipalité..., accompagné de quatre commissaires..., Charette, Dussumier jeune, Jacob Caillou et Dommenget (7). [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du samedi 25 juin 1791.

...[Candidats proposés] : MM. Barthélemy Belly, par Missègue ; Lespirat fils, par Elie Fauché ; Elie Bourtoire père, par Philippe ; Jean Bassa, dit Bougard (8), par Brun, teinturier.

(1) Le château de Tiregand, résidence de Deaugeard, se trouvait aux environs de Creysse, dans le canton de Bergerac. Daugeard émigrera, en effet. Voir notre *Lakanal*, p. 624 et suiv.

(2) Déjà, le 16 juin 1791, notre Société avait décidé d'écrire à celle d'Eymet, pour lui offrir son aide, en vue du maintien de l'ordre dans cette ville.

(3) C'est par une mesure analogue que, le 9 août 1792, le Conseil général de la commune arrêtera que, tant que la patrie sera en danger, un officier municipal et un notable coucheront, chaque nuit, à l'hôtel commun (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 264).

(4) Les Bergeracois éprouvaient la nécessité d'un meilleur service postal (voir la séance du 5 janvier 1791, et, plus loin, celle du 5 juillet 1791).

(5) Le 17 février 1791, la Société avait adopté une motion un peu analogue.

(6) Le 10 juin 1791, la Société avait discuté une adresse du club de Toulon, sur le même objet.

(7) Dutard, conformément à l'arrêté pris, le 18 juin 1791, par le directoire du district et la municipalité de Bergerac, avait promis de quitter la ville dès le 19 juin (voir plus haut, p. 137, note 1).

(8) A la séance ordinaire du 3 juillet 1791, il est dit Beauregard; ce dernier surnom est plus vraisemblable.

...[Lettres de MM. Carille et Malardeau, électeurs, disant qu'ils n'ont] pu se rendre à l'assemblée électorale (1)...

Jacques Duférier, nouveau membre, a prêté le serment...

M. le président a fait une motion tendant à faire une adresse à tous les corps administratifs, judiciaires, à la municipalité et au commandant de la garde nationale, pour les assurer [de leur dévouement patriotique... Adopté] (2). M. d'Es-martis-Laperche a ajouté que tous ceux qui manqueraient d'une manière grave à leur chef, en désobéissant, seraient rayés de nos registres... [Adopté (3). Signé] BOUTIRON FILS.

Séance extraordinaire du dimanche 26 juin [1791],
à 2 heures du matin.

L'objet de la séance était une lettre... de nos frères de Sainte-Foy, dans laquelle était incluse une copie de l'arrêté du département de la Gironde, qui nous annonce l'arrestation du roi et de la famille royale à Varennes, à 7 lieues de Metz. La Société en a manifesté sa joie et a délibéré d'envoyer cette heureuse nouvelle à toutes les Sociétés d'*Amis de la Constitution* qui lui sont affiliées (4)...

Séance du 26 juin [1791], jour de dimanche, ordinaire.

M. Gravier... [lit] une lettre de M. Couderc, administrateur, écrite à M. Bouchon, qui annonce l'enlèvement du roi; une autre, du même, écrite le lendemain, qui dit que le roi a été arrêté au village de Varennes et reconduit à Paris. M. le procureur de la commune (5) a fait lecture d'un décret de l'Assemblée nationale, qui porte... des mesures très sages pour reconduire le roi à Paris (6)...

...Lecture d'une lettre de la Société d'Eymet..., pour remercier la Société de son attention à lui avoir écrit l'arrestation du roi. M. Frescarode fils, qui en était le porteur, a dit qu'il paraissait que la ville d'Eymet n'était pas trop tranquille, qu'il avait vu de ses propres yeux des potences dressées, qu'il s'en était plaint aux *Amis de la Constitution* de cette ville, qui lui ont répondu qu'il les abattraient dans la journée. Ce retard fait

(1) C'est la suite des mesures prises par la Société les 7 et 8 juin 1791. Le 1^{er} juillet 1791, la Société recevra la justification d'un autre électeur.

(2) Dumoulin, Bourson, Duclos aîné et Dommenget sont désignés par le président comme commissaires rédacteurs.

(3) La veille, 24 juin 1791, les administrateurs du district avaient réuni à eux les corps municipal et judiciaire, leur avaient fait renouveler leur serment, ainsi qu'à la garde nationale. La garde nationale avait passé la nuit du 24 au 25 juin à la maison commune, pour « veiller à la tranquillité publique » (*Arch. nat.*, F¹c III Dordogne, carton 1).

(4) La nouvelle fut aussi transmise à la municipalité de Bergerac. Le 24 juin 1791, la municipalité, à la nouvelle de l'enlèvement du roi, avait invité « ceux de nos concitoyens dont la correspondance est la plus étendue et la plus habituelle à vouloir... faire lecture de leurs lettres » à la municipalité, au sujet de l'enlèvement. Le 26 juin 1791, la municipalité recevait, d'une députation de la Société, communication de l'arrêté du directoire du département de la Gironde; cette nouvelle était accueillie avec joie (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., aux dates indiquées).

(5) Valleton de Boissière.

(6) C'est le décret du 22 juin 1791 (Duvergier, t. III, p. 64).

craindre à l'opinant que quelque citoyen ne devienne la victime de la fureur populaire (1).. [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du lundi 27 juin 1791.

...Lecture d'une lettre de M. Lanauve, dans laquelle était... un paquet de plusieurs imprimés qui contenaient des détails sur la fuite et l'arrestation du roi. On a passé à plusieurs lectures relatives aux mêmes faits, offertes par plusieurs membres... On a lu quelques passages des feuilles de Carra.

...Lecture de plusieurs adresses... : un discours de M. le maire de Bordeaux avant la prestation du serment, un imprimé qui annonce la soumission au serment par MM. les officiers supérieurs de la garde nationale de Bordeaux, du 24 juin, un relatif à la distribution de poudre et cartouches..., du même jour, une adresse de la Société de Carcassonne. On a renvoyé à la séance prochaine la lecture d'un mémoire justificatif des sous-officiers et soldats du second bataillon [du] 7^e régiment d'infanterie, ci-devant Champagne (2)...

[Candidat présenté] : M. Vassal (de Lamonzie). [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du mardi 28 juin 1791.

...M. le président a... [lu] une proclamation de l'Assemblée nationale, qui démontre le zèle avec lequel nos représentants travaillent au bonheur public.

Le sieur Belein, gendarme national de Périgueux, est venu nous annoncer... que le sieur Constant venait d'être la victime de la vengeance d'un homme dont il ignore le nom :... étant entré chez le sieur Constant, où le sieur Belein soupait..., cet étranger avait donné deux coups de sabre au sieur Constant... La Société a été vivement affligée de l'accident arrivé à un de ses membres. Il a été arrêté que quatre commissaires se rendraient chez le sieur Constant..., MM... Cailloux (de Bellegarde), Dealie, Corbe et Reymond, chirurgien... Le président a invité M. Belein à assister à la séance. MM. les commissaires de retour (3)

Séance du 30 juin 1791.

...Lecture d'un manuscrit qui avait été remis sur le bureau, qui s'est trouvé [être] l'expression des dames qui, introduites à la séance, désiraient prêter le serment civique... Applaudissements (4)...

M. Gravier... [communique] des nouvelles qui lui ont été

(1) Sur les troubles d'Eymet, voir, plus haut, la séance du 24 juin 1791 : et, plus loin, celle du 27 juillet 1791.

(2) Il sera lu, en effet, à la séance du 28 juin, et applaudi. Le 1^{er} juillet 1791, la Société décidera de féliciter ce régiment. Déjà, le 7 janvier 1791, la Société s'était occupée de ce régiment. Dans son *Historique du 7^e régiment d'infanterie* (Bibl. nat., L f 207/259), M. Bourdeau ne donne aucun renseignement sur ce régiment en 1791.

(3) La rédaction du procès-verbal est interrompue à cet endroit.

(4) Le 25 mai 1791, un clubiste avait prononcé un discours en faveur des dames présentes à l'assemblée. Voir la suite de la séance.

envoyées par M. Couderc (1)... [notamment] plusieurs détails relatifs à l'évasion et à l'arrestation du roi..., l'heureuse nouvelle qui apprend que 500.000 gardes nationaux sont sur pied et prêts à marcher sur les frontières, avec des munitions de bouche pour 18 mois... Vive satisfaction

M. Perrié-Dusumier... [propose de] faire numérotter les maisons de la ville...; ajourné (2)...

M. Gast... [invite] M. le président à voter des remerciements aux dames qui venaient de donner publiquement des marques authentiques de leur civisme (3). M. le président a observé que, ce discours n'étant revêtu d'aucune signature, il ne pouvait voter des remerciements à un anonyme, puisque le règlement s'y opposait. A ce moment, une foule de citoyennes s'est avancée au bureau pour signer l'écrit et pour prêter solennellement, au milieu de l'assemblée, le serment civique. Cet acte de patriotisme a été vivement senti de l'assemblée et, persuadé de l'empire absolu de ces citoyennes, chacun de ses membres a manifesté par des applaudissements la confiance que lui inspirait ce serment patriotique... M. le président a prononcé à ces dames constitutionnelles un discours qui a rempli les désirs de l'assemblée et qui a excité ses applaudissements (4).

...[On adopte] un projet d'adresse... aux *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, [présenté par M. Lanauve... Signé] P. DUCLOS L'AINÉ.

Séance du 1^{er} juillet 1791.

...Lecture, comme à l'ordinaire, des *Annales patriotiques* de Mercier et Carra.

...Lecture des adresses... de la Société des *Amis de la Constitution*, [de Paris], qui annonçait l'arrivée du roi à Paris, [et] de la Société de Bayeux...

...Lecture d'une lettre de M. Larquez, électeur du canton de Cunèges (5), qui tend à se justifier sur la conduite qu'il a tenue lors des dernières assemblées de MM. les électeurs (6).

M. Pigeard... [lit] un discours qui marque sa joie à la nouvelle de l'arrestation du roi.

...[Sur la proposition de M. Gravier, qu'on charge de la rédaction, on décide de répondre à la Société] de Bordeaux, relativement à la lettre écrite à l'occasion de M. Bacalan (7)...

M. le président a présenté la couronne civique, en faisant

(1) Comme à la séance du 26 juin 1791, il s'agit de Couderc du Casse, administrateur du département.

(2) Ce projet sera adopté dans la séance du 20 septembre 1791.

(3) Voir le début de la séance.

(4) Voir, sur l'admission des dames aux séances, la séance ordinaire du 2 juillet 1791.

(5) Un des neuf cantons du district de Bergerac.

(6) Le 25 juin 1791, la Société avait reçu la justification de deux autres électeurs.

(7) Allusion probable à l'arrestation, par la garde nationale de La Madeleine, de MM. Bacalan (de Monbazillac) père et fils, qu'on soupçonnait « d'être porteurs d'écrits incendiaires » (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délibérations mun., 29 juin 1791, f. 194). Sur les Bacalan, voir *Arch. dép. Dordogne*, L 354, n^{os} 41 et 77).

un discours analogue à la circonstance..., [aux curés constitutionnels des paroisses du Fleix et de Sainte-Radegonde (1)].

M. Rolland jeune a fait la motion pour que les membres de la Société prêtassent un second serment, qui a été adopté, qui restreint le mot de fidélité au roi (2).

Trois nouveaux candidats ont prêté le serment..., MM. Mathieu Choroche, Pierre Gueylard et Léonard Perrot.

MM. Cluzeau-Biran et Depis, membres de la Société, ont prêté le serment qui restreint le mot de fidélité au roi.

...MM. Dumoulin et Lanauve sont chargés de répondre à la Société de Sainte-Menehould, [à celle de] Varennes et aux soldats ci-devant Champagne (3)... [Signé] BOUTIRON.

Séance extraordinaire du samedi 2 juillet 1791,
à 5 heures du matin.

...M. le président a annoncé qu'il venait de recevoir un paquet... de la Société... de Sainte-Foy ; il contenait une lettre d'avis et un avis... [reçu] de Bordeaux, signé Garrau, portant que des troupes espagnoles sont entrées en France et que, sur cette nouvelle, le département de la Gironde a arrêté de faire l'envoi... de 1.000 hommes [de la] garde nationale, avec 4 pièces de canon. Dans la même lettre, il est dit qu'un second courrier... avait annoncé la retraite des Espagnols et qu'en conséquence le département de la Gironde suspendait le départ des troupes...

[On lit, dans une lettre venue de Brest], une copie d'une lettre du sieur Homont, qui contenait des expressions peu ménagées contre la Constitution... [Cette lettre sera communiquée à la municipalité par] MM. Lanauve, Ponterrie-Séjournas, Rolland aîné et Lafontène fils (4).

...[Candidats présentés] : MM. Saint-Aulaire, Saint-Eloi, Vormeselle, [tous trois] par Bourson... [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance ordinaire du samedi 2... [juillet] 1791.

...[On élit membres] MM. Garlepié (du Bourg), Lacour fils, Barthélemy Belly, Lespirat fils.

MM. Saint-Marc (de Campsegret) et Larivière-Babiard ont prêté le serment...

Motion de M. Cluzeau-Biran, tendant à tenir deux séances publiques par semaine... Arrêté que, le lundi et le vendredi, la séance sera publique (5).

(1) Commune du canton d'Issigeac, district de Bergerac.

(2) Voir la formule de serment qui précède le procès-verbal de la séance du 8 mai 1791.

(3) Voir, sur ce régiment, la séance du 27 juin 1791.

(4) A la séance du 2 juillet 1791, on annoncera que les officiers municipaux et les commissaires ont vérifié les papiers de Homont, sans y rien trouver de contraire à la loi. A la séance du 5 juillet 1791, la Société recevra une lettre de Homont, se justifiant de l'inculpation portée contre lui par l'intendant de la marine de Brest, et protestant de son patriotisme. Voir aussi, à ce sujet, la séance du 19 juillet 1791.

(5) Ce n'est qu'exceptionnellement que, jusqu'ici, la Société avait tenu des séances publiques (voir le procès-verbal de la séance du 23 mai 1791). Le 11 juin 1793, les femmes seront admises dans la Société, au même titre que les hommes.

Un membre a demandé qu'il y eût des cartes, pour en donner aux dames, et qu'elles ne pourraient entrer qu'avec cette marque ou, à défaut, sur la présentation d'un membre de la Société... (1). Renvoyé... [à] quatre commissaires,... chargés de présenter... un plan d'organisation pour l'ordre de la salle, lors des séances publiques..., MM. Mergier, Lanauve, Mercier et Gravier, commissionnaire (2).

...[L'assemblée adopte un projet d'adresse à l'Assemblée nationale, lui offrant] l'hommage de son respect... (3). [Signé] BOUTIRON fils.

Séance extraordinaire du 3 juillet, à 5 heures du soir.

Est arrivé un exprès de Sainte-Foy (4), portant la nouvelle de l'invasion des Anglais sur les côtes de Bretagne.

M. Olivier... [propose] d'établir un ordre pour que les députés qui nous seraient adressés... fussent invités à recevoir les honnêtetés que l'on doit en pareille occasion, et cela aux frais de la Société. Ces honnêtetés se feraient par l'entremise de deux commissaires nommés par M. le président... Adopté... Il a été nommé... MM. Mergier et Bouyssavy (du Mercadil), pour accueillir M. Pouverot, député de Sainte-Foy.

A la lecture de l'adresse du département de la Gironde sur l'invasion des Anglais..., M. Lanauve a demandé qu'il fût fait une adresse à nos législateurs, relative à l'article 2 de l'adresse du département de la Gironde, pour annoncer à l'Europe entière un manifeste sur nos principes de vivre libres ou mourir. M. d'Esmartis-Laperche... [propose qu'on écrive] aux *Amis de la Révolution française* à Londres, pour leur annoncer combien nous devons croire coupable le ministre de la Cour de Londres de cette haute trahison, que nous demandons que Pitt... soit livré au mépris de la nation (5)... [On arrête que ces deux adresses seront imprimées, envoyées aux Sociétés affiliées], et que copie de celle écrite à la Société de Londres sera renvoyée à l'Assemblée nationale... [Signé] BOUTIRON fils.

(1) Cette demande coïncidait à étendre à toutes les séances l'autorisation qui avait été accordée précédemment aux citoyennes à titre exceptionnel (voir les séances des 23 mai et 30 juin 1791).

(2) Ce plan sera présenté à la séance ordinaire du 3 juillet 1791.

(3) Cette adresse sera envoyée le lendemain, 3 juillet 1791, à l'Assemblée constituante. On y lit : « Législateurs. Vos sublimes travaux étaient à leur fin. La France régénérée allait jouir en paix des lois fondées sur les droits de l'homme. L'évasion de Louis XVI, concertée avec les ennemis de la patrie, ne peut porter aucune atteinte à notre bonheur, puisque vous venez de prendre les rênes du gouvernement. Votre fermeté, dans cette crise, est bien digne de ceux qui ont élevé l'édifice de notre Constitution. Nous adhérons d'esprit et de cœur à toutes les mesures qui ont été ou qui seront prises par vous. Nous ne doutons pas que les coupables soient punis. Le salut de la patrie l'exige impérieusement. Nous sommes prêts à voler partout où les patriotes seront nécessaires. Nous avons renouvelé notre serment de fidélité à la nation, à la loi. Vivre libre ou mourir était déjà la devise que la Société des *Amis de la Constitution*, de Bergerac, avait juré de soutenir... »

« Boyer, président, P. Dommenget, Lanauve, Dumoulin, Boutiron fils, secrétaires... » (Arch. nat., C 124, dossier 405). Le *Proc.-verb. Constituante* du 14 juillet 1791, p. 12, donne l'analyse de cette adresse.

(4) Envoyé sans doute par la Société de Sainte-Foy.

(5) La Société reviendra sur cette décision dans la séance ordinaire du 3 juillet 1791.

Séance [ordinaire] du dimanche 3 juillet 1791.

...[On élit membres] MM. André Delbord, Pierre Lafargue, Jean Bassac, dit Beauregard, André Rouchoux, Geneste (de Castaing), Luzignan (du Bourg), **Serre jeune**.

[Candidats présentés] : MM. Vallombreuse père et fils et Luzac, négociant, par Puymartin; Coq (de Rouzade), par Causade, Pierre Munier, par Perrié-Dussumier ; Grandpré, par Planteau cadet.

...[On adopte le rapport des commissaires, relatif à] l'organisation de la salle (1).

...[Après observations de MM. Deshalliers, Gravier et Dussumier], on décide que nous n'avons pas de nouvelles assez claires pour vouer à l'animadversion anglaise la conduite du ministre Pitt (2)... [Signé] **BOUTIRON**.

Séance du 4 juillet 1791, lundi.

...Lecture des feuilles de Mercier et Carra.

...Lectures des adresses, dont une de Bordeaux, écrite par le patriote Durand, qui annonce la remise de la lettre que la Société l'avait chargé de remettre à nos frères de Bordeaux (3); il nous annonce les applaudissements qu'on a manifestés à cette lecture. Elle porte... que le buste du grand Mirabeau est placé dans la salle de nos amis de Bordeaux, et nous invite à suivre leur exemple.... (4).

...[On lit] une adresse de Paris (5), qui invite MM. les électeur à se rendre [à leur poste] lorsqu'ils seront convoqués pour choisir les législateurs, et leur met sous les yeux l'importance de cette mission, dont doit dépendre le bonheur français...

[On lit une adresse] de la Société de Bayonne... à la municipalité de Bordeaux, qui la rassure sur l'invasion des Espagnols (6) ;

Une autre..., de Toulouse, qui porte qu'à la nouvelle de l'enlèvement du roi, la garde nationale s'est saisie des armes de tous ceux dont... [on] craignait la trahison...;

Une autre..., de Grenoble, qui demande la continuation de notre correspondance avec eux. Ils donnent avis... de ne leur adresser... que des lettres tout au plus doubles..., [qu'ils ne recevront pas] les gros paquets, s'ils ne sont affranchis;

Une autre, de la Société de Beaumont (7), où était inclus

(1) Il s'agit du règlement relatif aux séances publiques (voir la séance ordinaire du 2 juillet 1791). Ce règlement sera complété le 4 juillet 1791.

(2) Voir la séance extraordinaire du 3 juillet 1791. Le 4 juillet 1791, on décidera d'envoyer au plus tôt cette adresse ainsi rectifiée.

(3) C'est le 1^{er} juillet 1791 que notre Société avait décidé l'envoi de cette lettre.

(4) Voir, sur l'admiration de la Société pour Mirabeau, les séances des 9 et 24 mai 1791. Dans la séance du 6 juillet 1791, la Société décidera d'écrire à Durand pour lui demander « le prix du portrait en buste et en grand » « du vertueux et grand Mirabeau », pour faire l'acquisition de l'un ou de l'autre.

(5) Il s'agit sans doute d'une adresse des Jacobins.

(6) Sur l'effet produit dans la Dorgogne par la nouvelle de cette prétendue invasion, voir de Cardenal, *Recrutement de l'armée en Périgord*, p. 96 et 97.

(7) Chef-lieu de canton du district de Belvès.

l'extrait de leur procès-verbal du 28 juin dernier, portant que les dames citoyennes de Beaumont furent en députation à leur Société, et adressèrent à M. le président un discours plein d'énergie et de patriotisme, qui fut terminé en donnant la couronne civique au président, qui paya de retour ces dames par des embrassades, au grand applaudissement de toute l'assemblée.

M. le président de notre Société, observant que M. Laporte, curé constitutionnel (1), était pour la première fois admis dans l'assemblée, lui [adresse un discours où il le félicite d'avoir prêté le serment et d'avoir envoyé à la Société un mémoire patriotique, et il lui donne la couronne civique...]

...M. Dumoulin... [lit] deux projets d'adresse, l'une, pour les deux braves gardes nationaux de Varennes, MM. Bontemps et Paul Le Blanc, l'autre, au maître de poste de Sainte-Menehould... Applaudissements.

...Lecture d'une lettre de Bordeaux, écrite par le sieur Gimet fils, dans laquelle il est dit que la Société de Bordeaux a arrêté d'envoyer trois de ses membres à la Société des *Amis de la Révolution française*, à Londres...; [on arrête de ne pas retarder] l'adresse que la Société devait envoyer à Londres...; elle sera envoyée jeudi (2)...

Il a été délibéré que le serment serait prêté en tous temps, que la séance fût publique ou non]... Arrêté que les procès-verbaux ne seraient pas lus aux séances publiques (3).

...[Candidats présentés] : Bacalan père, Bacalan fils, par Bergegère ; Pierre Segonza jeune (de Rouillac), par Granger... [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du mardi 5 juillet 1791.

...M. Goubie a fait lecture d'un manifeste du roi, par lequel le roi se plaint de n'être plus despote et attaque dans tous ses points l'ouvrage immortel de nos représentants (4).

[M. Duprat propose qu'on prie la municipalité d'intervenir auprès de l'administration du département, pour obtenir qu'un messenger soit envoyé, chaque jour de courrier, de Bergerac à Périgueux ou à Mussidan, pour y prendre les lettres destinées à notre ville. Adopté. M. Duprat rédige l'adresse, qui sera présentée à la municipalité par MM.] Puymartin, Dealie, Duprat, Bouchon, Cazimir, Dussumier jeune, Meslon et Boursou (5)... [Signé] BOUTIRON FILS.

(1) Le curé Laporte avait été membre de la Société mesmérienne l'*Harmonie* de Bergerac.

(2) L'envoi sera décidé dès la séance du mercredi 6 juillet 1791. Il s'agit de l'adresse décidée dans la séance extraordinaire du 3 juillet 1791, et modifiée dans la séance ordinaire du 3 juillet 1791.

(3) Ainsi se complétait le règlement relatif à la publicité des séances, adopté dans la séance ordinaire du 3 juillet 1791. Le 24 juillet 1791, la Société supprimera les séances publiques.

(4) Il s'agit de la *lettre du roi à l'Assemblée nationale* (Bibl. nat., L b 39 /5019).

(5) La minute de cette adresse est collée au registre. La Dordogne était traversée par la route postale Paris-Limoges-Périgueux-Mussidan-Bordeaux (voir notre *Lakanal*, p.505). Dès le 5 janvier 1791, la Société se préoccupait de l'amélioration des communications postales. Le 30 juillet 1791, le Conseil général de la commune témoignera son intention de contribuer aux frais d'éta-

Séance du 6 juillet 1791, mercredi.

Lecture du mémoire de M. l'évêque de Périgueux... [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du 7 juillet [1791], jeudi.

...[On élit membres] MM. Saint-Aulaire, Vallombreuse père, Vallombreuse fils, Luzac, négociant. Vormeselle père a été ajourné.

...Lecture d'une lettre de la Société de Lauzun (1), qui nous fait part de ses idées sur la fuite et l'arrestation du roi.

M. Jacob Caillou a... dit qu'il faudrait... [délivrer les certificats avec prudence], que l'exemple du sieur Fonsegrive était bien propre à nous faire... [réfléchir. Il fait arrêter qu'on tiendra] un registre où seraient inscrits tous ceux qui recevraient des certificats ; [à leur retour, ceux-ci rendraient leur certificat et, s'ils l'avaient égaré, en feraient la déclaration. En outre, le certificat sera signé de celui qui le prendra ; si le titulaire ne sait pas signer, son signalement sera porté sur le certificat, qui, ainsi, ne pourra servir qu'à lui-même].

...Sur le parti à prendre à l'égard du sieur Fonsegrive, il a été délibéré que, s'il ne se présente dans quinzaine, il sera rayé de nos registres... [On se procurera] le verbal que la municipalité de cette ville a fait en sa défaveur... [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du vendredi 8 juillet 1791.

...Lecture des *Annales patriotiques*...

...Lecture d'une adresse de la Société [de] Rouen, portant que le sieur Nicolle, un de ses membres, sera privé de l'entrée de la Société jusqu'à ce qu'il sera pleinement justifié au sujet d'un libelle ayant pour titre : *Lettre du commandant de la garde nationale de Rouen à MM. les commandants de l'armée parisienne*...

M. Lespinasse fils s'étant présenté à la Société nanti d'un certificat de la Société d'Embrun, il a été délibéré qu'il sera reçu comme membre. MM. Saint-Eloi, Vallombreuse père, Vallombreuse fils, Pierre Beaupoil Saint-Aulaire, Guillaume Pech, André Roussouvi ont payé leur contribution annuelle [et]... prêté le serment...

Lecture d'une motion de M. Paul Mounet, qui offre ses services et ses talents pour le service de la nation, en sa qualité de canonnier. Ajourné à l'ordre du jour (2)... [Signé] BOUTIRON FILS.

blissement d'une « savate » qui fit le voyage de Bergerac à Périgueux une fois par semaine, pour y prendre le courrier destiné à Bergerac (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 197).

(1) Commune du Lot-et-Garonne. C'est le 23 mars 1791 que la « Société naissante » de Lauzun avait, pour la première fois, donné signe de vie à celle de Bergerac. Elle lui annonçait qu'elle venait d'être affiliée aux Jacobins et sollicitait l'affiliation de la Société de Bergerac (*Arch. mun. Bergerac*, I 2).

(2) A la séance du 19 juillet 1791, on chargera Paul Mounet, Desmarty-Saint-Mainie et Boyer de rédiger un projet de pétition au directoire du département, pour offrir les services de Paul Mounet en qualité de maître canonnier

Séance du samedi 9 juillet 1791.

...[On élit membres] MM. Coq (de Rouzade), présenté par Caussade; Pierre Munier, par Perrié-Dussumier; l'abbé Labrot, vicaire à Lembras, par Granger; Bacalan père, par Bergegère; Vassal (de Lamonzie), par Cazimir; Blanchet (de Ribagnac), par Lafontène; Lespet, par Jacob Caillou. Bacalan fils a été ajourné.

...[M. Mergier lit] une adresse... du sieur Jean Boulède, procureur de la commune de Monbazillac (1), qui tend à se justifier de diverses inculpations et [demande d'être membre de la Société]...

MM. Pierre Munier et Lespet ont prêté le serment d'usage et... payé leur contribuion annuelle.

M. d'Esmartis-Laperche... a dit que la Caisse patriotique que la Société avait demandée était en activité, que le corps municipal, d'accord avec les commissaires, [a] commencé cette opération, mais que certains individus de la ville se refusent constamment à recevoir les bons de cette Caisse... [On arrête] de faire une adresse à nos citoyens, qui leur démontrera l'utilité et la sûreté de ces billets... Rédacteurs de cette adresse : MM. d'Esmartis-Laperche, Dussumier jeune, Duclos jeune et Bauvalon (2). [Signé] BOUTIRON FILS.

Séance du dimanche 10 juillet 1791.

...[Renouvellement du bureau; 86 votants; Boutiron fils élu président].

M. Cailloux Antoine... [lit] une lettre de Lubersac-en-Limousin, qui dénonce une trahison envers la Société des *Amis de la Constitution* de ce lieu et dans laquelle se trouve inculpée la municipalité...

[On lit] une lettre de la Société des *Amis de la Constitution*, de Villamblard (3), qui envoie la liste des membres et demande l'affiliation... Ajourné (4)...

M. Galina de Russel fils a présenté pour candidat M. Lespinasse (de Coux) jeune. [Signé] P. DOMMENGET.

Séance du 11 juillet 1791.

...Lecture... d'une lettre de la Société des *Amis de la Constitution*, de Saint-Marcellin, à celle de Paris; [d'une]

(1) Commune du canton de Ribagnac, district de Bergerac.

(2) Voir, sur cette Caisse, la séance du 11 juin 1791.

Le 6 juillet 1791, avait comparu devant la municipalité de Bergerac Jean-Jacques Eyma-Boisse, «président et l'un des douze administrateurs d'une Caisse patriotique établie à Bergerac, à la concurrence de 60.000 livres, à l'effet d'échanger des assignats contre des bons de ladite Caisse. Il a dit que les administrateurs et souscripteurs de cette Caisse avaient été autorisés à l'établir, pour faciliter le commerce», en vertu des arrêtés de la municipalité, du directoire du district et du département, respectivement datés des 30 mai, 3 et 9 juin 1791 (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 6 juillet 1791, f. 194, verso). Le 29 juillet 1791, la Société s'occupera encore de cette Caisse.

(3) Commune du canton de Montagnac, district de Bergerac.

(4) Ce n'est que le 12 août 1791 que notre Société fera expédier à celle de Villamblard le certificat d'affiliation.

adresse de la Société... de Paris..., [d']une lettre de M. Durand, membre de la Société... de Bordeaux et de celle de Bergerac.

M. Méry, tailleur..., [dénonce] que M. l'abbé Le Bœuf (1) avait dit, en présence de quatre personnes, que tout prêtre qui en remplaçait un autre ne pouvait pas dire la messe.

M. Chancogne, étant de garde, a demandé par billet un certificat. Il n'a pu lui en être délivré parce qu'il n'était pas présent pour le signer (2).

M. Falquier (3)... [rapporte que le curé de Saint-Mayme (4) a dit], dans l'église, que les jeunes gens étaient bien fiers, mais que cela leur passerait et que tout reviendrait comme ci-devant. [Signé] P. DOMMENGET.

Séance du 12 juillet 1791.

...[On élit trois secrétaires]..., MM. Boyer, perruquier ; Vasseur et Duprat... M. le président a nommé commissaires d'ordre MM. Mercier, Caillou Jacob, Pugeol et Repassin neveu.

...Lecture d'une adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, d'Issigeac (5), qui demande affiliation... Accordée (6)...

Séance du 13 juillet 1791.

...[On élit membres] MM. Boulède, Guérin, curé de Singleyrac (7), Laurent Duffour.

Un membre a fait part... d'une rixe arrivée hier au soir, après la séance levée. Il a dit que M. Puymartin avait tenu des propos indécents à M. le président... [M.] Puymartin... [sera] censuré...

Un membre a observé que tous les membres n'avaient pas fourni la chaise qu'ils étaient obligés de fournir... [M. le président prie les membres de remplir cette obligation].

M. Dussumier a dit qu'il avait été bien surpris d'apprendre qu'il était écrit sur l'autel de la patrie (8) les mots : la nation, la loi et le roi. Il a fait la motion que le mot roi en fût tracé ou couvert ; plusieurs membres ont appuyé par des raisonnements cette proposition, qui a été adoptée... [On décide que des commissaires iront faire une démarche en ce sens auprès du corps municipal. Signé] BOYER (9).

(1) Nous avons déjà rencontré, p. 137, note 1, cet abbé Le Bœuf.

(2) On applique ici le règlement voté le 7 juillet 1791.

(3) Il se peut que ce Falquier, qui n'est signalé qu'ici, soit le même que Falquié (du Monteil), signalé à la séance du 11 juin 1791.

(4) Il s'agit sans doute de Saint-Mayme-de-Péreyrol, commune du canton de Saint-Jean-de-Vergt, district de Périgueux.

(5) Chef-lieu de canton du district de Bergerac.

(6) Ce n'est que le 12 août 1791 que notre Société enverra à celle d'Issigeac le certificat d'affiliation.

(7) Commune du canton de Ribagnac, district de Bergerac.

(8) Il s'agit sans doute de l'autel qui avait été dressé, à Bergerac, à propos de la fête de la Fédération, du 14 juillet 1791. On trouvera le procès-verbal de cette fête aux *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 14 juillet 1791, f. 195 et suiv.

(9) Après ce procès-verbal, deux feuillets ont été laissés en blanc; sans doute le secrétaire comptait-il y transcrire les procès-verbaux des séances qui durent être tenues entre le 13 et le 16 juillet 1791.

Séance extraordinaire du 16 juillet 1791,
à 4 heures du soir.

MM. les députés de la Fédération de Périgueux ayant été introduits, M. Saint-Martin... a fait le récit de ce qui s'était passé à cette fête (1) et... les offres obligeantes qu'ils ont reçues de la part des députés des districts d'Excideuil, Nontron, etc...

M. le curé constitutionnel de Singleyrac a reçu la couronne civique des mains de M. le président (2).

Séance extraordinaire du 17 juillet 1791,
à 4 heures du soir.

MM. Laurent Duffour et Geneste (de Castang) ont prêté le serment...

Lecture d'une lettre de M. le curé Lasserre, qui demande que, attendu qu'en brûlant les mannequins représentant MM. Gontier et La Roque (3) sur la place du Marché, cela pourrait conduire à quelque tumulte..., la Société prenne une délibération contraire... [Le curé Lasserre appuie par un discours cette demande, et l'on arrête] que la délibération d'hier (4), concernant les royalistes Gontier et La Roque, sera annulée, à la considération dudit sieur curé, qui l'a réclamé.

(1) On trouvera le procès-verbal de la Fédération du 14 juillet 1791 aux *Arch. dép. Dordogne*, L 3, f. 155.

(2) Un nouveau feuillet est laissé en blanc après ce procès-verbal, qui semble inachevé.

(3) Voir, au sujet de la Roque, la séance du 1^{er} février et la séance ordinaire du 17 juillet 1791.

(4) Cette délibération fut prise certainement à la séance ordinaire du 16 juillet 1791, dont le procès-verbal n'a pas été transcrit sur le registre. C'est en faisant allusion à cet incident que Perrié-Dussumier écrira plus tard, le 4 mars 1811, à Gontier de Biran : « Votre proscription et celle de M. La Roque de Mons, votre collaborateur, furent proclamées par la Chambre ardente de cette ville. L'un et l'autre deviez être brûlés en effigie, sur la place du Marché... L'affreuse sentence fut révoquée. Quelques membres de votre famille, qui s'étaient aperçus que j'avais seul osé me prononcer contre une délibération aussi atroce, me guettèrent, au sortir de cette abominable Société et, les larmes aux yeux, m'engagèrent à ne pas perdre courage et à chercher quelque expédient pour que le lendemain l'arrêt fatal fût renversé...

« Il était alors 10 heures du soir, et, sans songer à me rendre chez moi, pour y prendre quelque chose, je me rends, au contraire, chez feu M. d'Esmartins-Laperche, à cette époque maire de Bergerac ». Il s'entend avec lui et avec le curé Lasserre, « l'idole du jour », pour obtenir l'annulation de la sentence. « Nous passâmes, pour ainsi dire, toute la nuit à délibérer, et enfin il fut... convenu qu'une assemblée extraordinaire serait convoquée pour les 9 heures du matin, au nom et de la part du maire, que le curé s'y rendrait, pour attaquer, le premier, l'odieuse sentence de la veille, que je parlerais le second, et que le maire parlerait le troisième. Ce moyen nous réussit... Nous emportâmes, comme d'assaut, l'arrêt qui cassait l'arrêt » (Elie de Biran, *Notice sur G. Gontier de Biran*, p. 27 et suiv.).

Cette lettre d'un ancien clubiste est très suggestive. On en pourrait conclure que Perrié-Dussumier était un contre-révolutionnaire masqué, qui n'était entré dans la Société et n'y restait que pour mieux la trahir : sous la réaction thermidorienne, il sera un des plus violents royalistes bergeracois. Pour faire sa cour à Gontier de Biran, il ne craint pas de déformer les faits, et de les déformer sans doute sciemment, car, se souvenant de menus détails, il se souvenait à coup sûr des faits essentiels. Il imagine de toutes pièces sa conversation avec le maire d'Esmartins et la convocation de la Société par ce maire : en effet, le maire était alors Villepontoux, et non d'Esmartins. En outre, ce n'était pas le maire, mais le président du club qui convoquait la Société en séance extraordinaire. Enfin, le procès-verbal ne mentionne d'autre intervention que celle du curé Lasserre.

...Un député de la Société des *Amis de la Constitution*, de Sainte-Foy, a remis sur le bureau une lettre-circulaire tendant à ce que l'Assemblée nationale soit pressée de mettre... le royaume en état de guerre, de venger solennellement la loi, de juger le roi parjure, de punir ses complices, de confisquer les biens des rebelles émigrés et d'annoncer à l'univers, par un manifeste, que les Français veulent vivre libres ou mourir : voilà ce qu'exigent les circonstances... [Signé] P. DOMMENGET.

Séance [ordinaire] du 17 juillet 1791.

M. Dumoulin ayant proposé de faire part à l'Assemblée nationale... de quel œil les *Amis de la Constitution* avaient vu la protestation de 290 de ses membres et notamment de MM. Gontier et La Roque (1), l'assemblée a ajourné à demain la discussion sur cette adresse.

M. Pierre Delpit, membre de la Société de Beaumont, a fait part à l'assemblée que le sieur Cassé, ancien soldat, domestique de M. Mainsac, a passé à Bergerac, portant dans la selle de son cheval des livres suspects.

M. Dumoulin a présenté pour candidat M. Le Sénécal. [Signé] P. DOMMENGET.

Séance du 18 juillet 1791.

...Lecture des nouvelles publiques...

[On lit] : 1° Une lettre de M. Durand, membre de cette Société et de celle de Bordeaux, qui demande réponse sur l'avis qu'il avait donné, concernant le portrait de Mirabeau (2) ; 2° une adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Cherbourg, ...[annonçant] qu'il ne sera reçu ni envoyé que des lettres simples ou doubles sans être affranchies, et que les paquets seront affranchis ; 3° une adresse des citoyens de la ville d'Alais à l'Assemblée nationale ; 4° un paquet venant de Brest, contenant un procès-verbal... de ce qui s'est passé à Muret, au sujet de l'inauguration du buste de Mirabeau... ; 5° un paquet venant de Toulouse, contenant un discours prononcé dans une séance publique de la Société des *Amis de la Constitution* séante à Muret, par Bonnacarrère, ministre plénipotentiaire du roi près S. A. le prince évêque de Liège, ancien secrétaire de la Société de Paris et président de celle de Muret (3). [Signé] P. DOMMENGET.

Séance du 19 juillet 1791.

MM. Jean Boulède et Jean-Baptiste Carreau ont prêté le serment...

(1) Voir, sur La Roque, la séance extraordinaire du 17 juillet 1791, et, plus loin, celle du 28 juillet 1791. Le procès-verbal de la séance du 18 juillet 1791 ne parle pas de La Roque.

(2) A la séance du 19 juillet 1791, la Société décidera de lui répondre « que les circonstances ne nous permettent pas de faire les frais de portrait de Mirabeau ». La Société montrait moins d'enthousiasme pour la mémoire de Mirabeau que dans la séance du 4 juillet 1791. Cependant le portrait de Mirabeau sera mis dans la salle (voir la séance du 18 décembre 1791).

(3) Le procès-verbal porte Murat, mais il faut lire Muret. On trouvera ce discours à la *Bib. nat.*, L b 40/1011.

Lecture d'une adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Libourne, contenant copie d'une lettre de M. Homont, écrite à M. Redon, intendant de la marine à Brest, dans des termes inconstitutionnels... Il sera écrit à la Société de Brest et à celle de Libourne pour leur faire part des démarches faites à ce sujet... MM. Dussumier jeune et Goubie ont été chargés de présenter des projets de réponse aux [deux] Sociétés (1)...

[Le Comité des rapports est prié de présenter le projet de réponse à la Société de Couze (2). Signé] P. DOMMENGET.

Séance extraordinaire du 21 juillet au matin, 1791.

M. le président a annoncé que le sujet de la convocation est l'envoi d'un paquet venant de la Société des *Amis de la Constitution*, de Lalinde (3)...

M. Lanauve a fait part à l'assemblée des décrets suivants : du 14 juillet, art. 1^{er}, si le roi, après avoir fait serment, fait quelques actes contraires, par cela seul il abdique sa couronne; art. 2, si le roi se met à la tête d'une armée, qu'il la dirige contre la nation..., il abdique la couronne; art. 3, le décret du 25 juin dernier, qui interdit le roi de ses fonctions, continuera d'avoir son effet jusqu'à l'achèvement de la Constitution; décret du 16, lorsque la Constitution sera achevée, elle sera aussitôt présentée au roi pour par lui être sanctionnée; dans le cas de refus, il abdique (4)... [Signé] P. DOMMENGET.

Séance du jeudi 21 juillet 1791.

M. Pitre-Lafargue a prêté le serment...

...Lecture d'une adresse de la Société de Terrasson, avec un *Poème séculaire aux Amis de la Constitution* (5).

...M. Filliol a fait part à l'assemblée qu'il avait surpris entre les mains à Mme Collé des lettres imprimées d'un prêtre bordelais assermenté et ensuite réfractaire..., que la dite Collé donnait connaissance de ces lettres à d'autres femmes. Ces lettres incendiaires ayant été... lues, l'assemblée a arrêté qu'elles seraient remises à MM. Dumoulin et Filliol..., pour les porter demain matin à la municipalité... (6)

[Il est fait mention de M. Masserou, membre de la Société]...

(1) Voir la séance extraordinaire du 2 juillet 1791, où la Société s'était occupée de l'affaire Homont.

(2) On avait sans doute reçu la lettre de la Société de Couze dans une des séances dont nous n'avons pas les procès-verbaux. Notre Société avait bien reçu, le 23 mai 1791, près de deux mois avant, une lettre de celle de Couze, mais ce n'est vraisemblablement pas à cette lettre que l'on veut répondre.

(3) Dans la séance du 22 juillet 1791, on adoptera un projet de réponse à cette Société.

(4) Le secrétaire reproduit le sens, mais non le texte précis, des décrets des 14 et 16 juillet 1791 (Duvergier, t. III, p. 128 et 130).

(5) C'est le titre même de la pièce de vers, bien médiocre d'ailleurs, que Gabriel Bouquier, le futur conventionnel, venait de publier, à l'éloge de la Révolution. Voir G. Lafon, *Gabriel Bouquier*, Bordeaux, 1905, p. 87.

(6) A la séance du 23 juillet 1791, Filliol dira que, le président lui ayant remis par erreur un papier autre que l'imprimé en question, il n'avait pu remplir sa mission, mais qu'un petit garçon venait de lui remettre cet imprimé, sans lui dire de la part de qui il le lui apportait.

Séance du 22 juillet 1791.

...Il a... été mis sur le bureau... 1° Un discours sur la question de savoir si le roi peut être jugé, prononcé à l'assemblée... des Jacobins, de Paris, par Jean-Pierre Brissot, qui a été lu en grande partie (1) ; 2° une adresse des *Amis de la Constitution*, de Bar-le-Duc..., à leurs frères des troupes de ligne et à tous les citoyens français (2) ; 3° une adresse de la Société d'Orléans, à laquelle est joint un exemplaire de l'extrait du procès-verbal de ladite Société, contenant un discours du sieur Evrard, soldat du 25^e régiment, ci-devant Poitou... (3) ; 4° une adresse de la Société de Niort, qui fait ses observations sur l'adresse du directoire du département des Deux-Sèvres au roi; ...la suite est une adresse à l'Assemblée nationale; 5° une adresse de la Société de Paris aux Sociétés qui lui sont affiliées.

Séance du 23 juillet [1791].

M. Coq Simon a prêté son serment...

Boyer... a dit qu'il voyait avec surprise que M. Boutiron, président, délivrait des certificats hors des séances... [L'assemblée confirme l'arrêté pris à ce sujet]... (4).

M. Durand jeune, prêtre, a [annoncé] que M. l'évêque arriverait demain, à 9 heures du matin. A cette nouvelle, la Société a manifesté la plus grande joie, et... il a été nommé des commissaires pour en prévenir la municipalité et le commandant de la garde nationale, ainsi que tous les corps administratifs et judiciaires... Arrêté, de plus, qu'il serait nommé vingt commissaires, pour aller au-devant de M. Pontard, évêque..., pour lui manifester la joie que ressent la Société... de voir dans ses murs un prélat aussi respectable, tant par sa vertu que par ses talents. Le rendez-vous pour les commissaires est au lieu de nos séances, à 7 heures du matin... [Signé] BOYER.

Séance du 24 juillet 1791.

M. le président annonce que M. l'évêque devait ce soir assister à la séance, et qu'...il allait nommer dix commissaires pour aller lui annoncer que la Société, sensible à l'honneur qu'il voulait lui faire, d'assister à sa séance, le faisait avertir qu'elle était assemblée dans l'église des Carmes, où il était attendu (5).

Pendant l'intervalle, un membre a fait la motion qu'à l'avenir il n'y eût plus de séances publiques, et que la Société reprît possession de la salle qu'elle avait ci-devant... Adoptée... (6) Arrêté qu'il serait fait un inventaire des pièces qui sont... dans les archives...

(1) Dans ce *Discours*, Brissot déclarait que le roi n'était pas inviolable et pouvait être jugé (*Bibl. nat.*, L b 40/616).

(2) Cette adresse sera lue le 24 juillet 1791.

(3) Cette adresse sera lue le 24 juillet 1791.

(4) Il avait été pris dans la séance du 7 juillet 1791.

(5) Sans doute la Société tenait-elle toujours ses séances dans cette église (voir la séance du 21 mai 1791).

(6) Les 3 et 4 juillet 1791, la Société avait décidé de tenir, sous certaines conditions, des séances publiques.

La députation a annoncé l'arrivée de M. l'évêque, qui aussitôt a été introduit... Parvenu au bureau, M. le président, après lui avoir adressé un discours, lui a présenté la couronne civique (1) et l'a embrassé... M. l'évêque a répondu par un discours très patriotique et le plus flatteur pour tous les habitants de Bergerac... et en particulier pour la Société... Applaudissements... ...Lecture des adresses arriérées... La 1^{re}, de la Société des *Amis de la Constitution*, séante aux Feuillants, faisant ci-devant partie de celle des Jacobins, de Paris; la 2^e est de la Société de Barle-Duc à ses frères des troupes de ligne; cette adresse est l'expression du civisme le plus ardent... (2); la 3^e, de la Société d'Orléans, du 13 juillet, qui nous fait part que le 25^e régiment d'infanterie, ci-devant Poitou, est dans ses murs et fait profession d'un patriotisme sans tache (2); la 4^e, de la Société du Port-Louis (3), qui nous fait parvenir l'arrêté qu'elle a pris de ne plus retirer de la poste que les simples lettres; la 5^e est d'un particulier qui réclame le secours de la Société pour faire terminer un procès avantageux...; [on renvoie] la lettre au Comité des rapports... [Signé] BOYER.

Séance du lundi 25 juillet [1791].

Après la lecture des *Annales*, M. le président... [offre] la couronne civique à M. Pictora, curé de Montagnac (4)..., [après lui avoir adressé un discours], auquel a répondu M. le curé en des termes du plus pur patriotisme...

Lecture d'une adresse de la Société de Saint-Denis-en-France, qui donne avis... d'un projet d'artillerie pour tous les départements..., [d'] une adresse du frère Durand, qui nous apprend les malheurs arrivés à Paris et nous invite à réunir nos vœux autour de la Constitution, pour éviter la désunion... Applaudissements.

MM. l'évêque Pontard et Lasserre, curé, présents, un membre a fait la motion qu'il fût offert à M. l'évêque d'être au nombre des membres de la Société, ce qu'il a accepté. La même offre a été faite à M. le curé Lasserre...; tous deux ont signé ce qui suit : + P. Pontard, évêque du département de la Dordogne, véritable ami des bons patriotes de Bergerac. Lasserre, curé de Bergerac, sensible à l'honneur d'être admis au nombre de MM. les *Amis de la Constitution*...

M. l'évêque Pontard a fait la motion que, vu la conduite du traître Bouillé, son nom fût écrit en lettres rouges, pour que les passants pussent y souffler le mépris qu'ils ont pour lui (5)... Acceptée...

...Motion de M. d'Esmartis-Laperche, pour que la Société fit une adresse à l'Assemblée nationale, pour improuver la conduite des députés qui ont protesté contre les décrets et demander

(1) Conformément à l'arrêté de la Société, du 28 février 1791.

(2) Cette adresse avait été reçue le 22 juillet 1791.

(3) Il s'agit sans doute de Port-Louis, dans le Morbihan.

(4) Montagnac-la-Crempse était un chef-lieu de canton du district de Bergerac.

(5) C'est donc sans doute sur la façade du local où se tenait la Société que le nom de Bouillé devait être inscrit.

qu'ils soient privés de leur traitement... Arrêté, sur la motion de M. l'évêque Pontard, qu'il serait fait une adresse à l'Assemblée nationale, pour demander que, aux législatures suivantes, les suppléants remplacent les députés qui protesteront contre les décrets rendus par la majeure. M. l'évêque a été chargé de la rédaction (1)...

[26 juillet 1791]

[Adresse de la Société à la Constituante] (2).

Société de *Amis de la Constitution*, de Bergerac.

Vivre libre ou mourir (3).

Législateurs,

Les membres composant la Société des *Amis de la Constitution*, à Bergerac, soussignés, après avoir fait lecture de la déclaration des 290 membres de l'Assemblée nationale qui protestent contre un de ses décrets; considérant que l'inviolabilité des représentants de la nation ne consiste que dans le libre exercice de leurs fonctions législatives; que la liberté de leur opinion particulière au sujet d'une loi qu'il s'agit d'établir ne peut s'étendre au-delà de l'existence de la loi; que la loi acquiert la plénitude de son existence par le résultat des suffrages de la majorité; qu'après ce résultat notoire dûment recueilli, il n'est pas d'individu dans la Société, sans en excepter le premier fonctionnaire, qui ne soit comptable de son obéissance à cette loi; que le nombre des signataires d'une protestation quelconque n'est qu'une répétition scandaleuse de la même rébellion ;

Considérant que chaque député a consommé sa mission en manifestant son vœu dans la discussion qui précède la formation de la loi; qu'il ne peut se reprocher aucun manquement, et qu'il ne peut lui être fait aucun reproche de la part de ceux qu'il représente, quelle qu'ait été son opinion, avant que la loi résultant de la majorité se soit manifestée ;

Considérant, d'après ces principes, qu'il n'est pas d'exemple plus dangereux pour la société que celui d'une désobéissance à la loi provenant des législateurs mêmes;

Ont délibéré d'adresser la pétition suivante à l'Assemblée nationale :

Les membres composant la Société des *Amis de la Constitution*, à Bergerac, supplient l'Assemblée nationale de statuer par un décret solennel : 1° qu'à la nouvelle législature, tout protestant contre un décret de l'Assemblée législative sera, par ce seul fait, convaincu de rébellion et jugé, dès cet instant, indigne d'être le représentant du peuple français ;

2° que, pour la continuité de la représentation, dans le cas de la protestation d'un ou de plusieurs membres, leurs suppléants remplaceront sur-le-champ les membres qui auront protesté, comme si leur place avait vaqué par mort.

(1) Il présentera cette adresse à la séance du 26 juillet 1791; elle sera adoptée après quelques modifications. Elle sera lue à l'Assemblée constituante le 6 août 1791, comme l'indique sommairement le *Proc.-verb. Constituante*, à cette date, p. 32. Nous la reproduisons ci-dessus.

(2) Voir, sur cette adresse, la fin du procès-verbal qui précède.

(3) Au-dessous de ces mots, une gravure porte une couronne de chêne et une fleur de lys.

Et, pour donner à cette pétition toute la publicité qu'exige l'importance de son objet, la Société de Bergerac a unanimement délibéré de la communiquer à toutes les Sociétés du royaume.

A. Bergerac, dans la salle des *Amis de la Constitution*, assemblée tenante, le 26 juillet 1791.

[Signé] : Albre fils aîné (1), André, Jean Bassac, Etienne Beaugès, Beaupoil de Sainte-Aulaire, Bellegarde, Bergegère, Bernard, Bernard (*sic*), R. Bernis, Biran, Blanc peintre, Blanchard jeune, Bontemps, Bordère, Bordère (*sic*), Borel, Bourson, Boutiron fils, Bouyssavy (du Mercadil), Daniel Bouyssavy, Boyer, Briau, Cabanac, A. Cailloux, Jacques Calliou, Casimir, P. Chadaux, Chalvet-Clairac, Charon, Corbet jeune, Crépin, F. Delbourg jeune, Dechamps fils, Dehap, Desmartis, Doat jeune, Donnet aîné, Drian, Ducastaing, J.-B. Duclos, G. Dufour, Joseph Dumoulin, E. Duqueyla l'aîné, J. Duqueyla, Durive fils, Pierre Dussumier jeune, d'Esmartis, capitaine, R. Eyma, F. Falquié, F. Fayolle, G. Fournier jeune, Frugès, J. Galina (de Russel), F. Giraudel, Goubie, Goubie-Foncrose, Grasset-Latour, Grasset-Latour jeune, Bertrand Gravier, Gravier fils, Jean Grenier, Gueylard, Hénin, Jarry, Guillaume Lacombe, Lafite fils, Lamarlinie, Lanauve, Laubeau, Lavergne, Lejeune, F. Lespinasse aîné le père, Lespinasse fils, Lestang, P. Lévêque, Martin, gendarme, Marvié, Massé père, Massé aîné, Masseron, Mercier, Paul Mounet, Paris-Troquereau, Pasqual, Pauly-Latruffière, P. Pauly aîné, Périer, Perrié-Dussumier, Peyrouneix, Pigeard frère, Plaziac, Puymartin fils, Reclaud fils, Reclus cadet, Repassin, Robert, Roque, Rouchouze, Roucou fils, Rouquette aîné, Sainte-Foi, Saint-Martin, Sargenton jeune, Sautet, Séjournas, Terrible, L. Vacher, Vasseur, Venencie père, Venencie, Veyrine, Vigier jeune, menuisier;

Lagrange-Dussumier fils aîné, Bouyssavy, buraliste, D. Biau jeune, J. Marchand, Aubin Lamothe, Fauvel jeune; les six membres dénommés ne sachant écrire, je signe pour eux à leur demande, Saint-Martin (2).

Séance du mardi 26 juillet [1791].

... [Candidat présenté] : M. Mathias père, par M. Desmartis aîné.

M. l'évêque Pontard a manifesté en des termes flatteurs le plaisir qu'il avait eu parmi les citoyens de cette ville, et qu'il était privé de n'avoir pu faire les visites qu'il devait aux membres de la Société, qu'il était forcé de partir demain... M. Bourson [remercié]...

M. Dommenget a fait le rapport de ce que la municipalité a fait en faveur de M. Caillou Jacob, et il a réclamé que la Société se fixât sur les bienfaits qu'elle a décidés de faire à ce membre, pour les services qu'elle a reçus de lui... Arrêté... qu'il serait fait un don à M. Caillou... de 150 livres (3)...

Sur... la réponse à faire... aux Jacobins et aux Feuillants, la

(1) Nous rangeons ces 119 signatures (sauf les six dernières) dans l'ordre alphabétique.

(1) *Arch. nat.*, C 124, dossier 405.

(1) La Société s'était occupée de cette affaire le 22 juin 1791.

Société a arrêté qu'on écrirait aux deux Sociétés pour les prier de se réunir... MM. Lasserre, curé, et d'Esmartis-Laperche ont été chargés de cette rédaction... [Arrêté qu'on informera de cette démarche la Société de Bordeaux; M. Dussumier rédigera l'adresse (1). Signé] BOYER.

Séance du mercredi 27 juillet 1791.

... Il a été décidé que, conformément au règlement, il serait écrit une lettre d'invitation à MM. Sélier, Bertrand, Gendre et Arfel, pour les prier de se rendre [aux séances] ou de donner les raisons de leur absence (2).

...Lecture d'une adresse de M. Durand [sur les troubles de Bordeaux]... M. Goubie [lit une autre adresse sur le même sujet].

... M. Bouyssavy a annoncé... qu'un patriote d'Eymet avait été assailli par quatre scélérats, qui ont été arrêtés (3)...

M. d'Esmartis... [a lu] un projet du Comité de commerce, relativement à la formation de bons de 20 sols et de 40 sols: Comme ce projet est de la plus haute importance..., [la Société le discutera vendredi... Signé] BOYER.

Séance du 28 juillet 1791.

... [Au moment] de passer au scrutin les candidats dont le terme était échu..., comme les patrons n'étaient pas présents, le travail a été ajourné...

M. Séjournas ayant fait part que le Conseil général de la commune avait décidé que M. La Roque serait chargé de l'affaire concernant la reconstruction du pont, l'assemblée a arrêté... [qu'on demandera à la municipalité] de ne pas envoyer le mémoire concernant la reconstruction du pont à M. La Roque (4)...[mais] au président de l'Assemblée, avec une adresse pour demander que ledit mémoire soit renvoyé au Comité compétent, et qu'il en sera envoyé copie à M. Boussion, membre de l'Assemblée nationale, afin qu'il se donne des soins pour

(1) A la séance du 27 juillet 1791, ce projet d'adresse sera présenté et adopté. Elle sera lue, le 5 août 1791, aux Jacobins; elle portait que « Bergerac est au nombre des Sociétés qui désirent la réunion, mais protestent néanmoins de leur inviolable attachement aux Jacobins » (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. III, p. 69).

(2) Il s'agit sans doute de l'article du règlement qui avait été rappelé dans la séance du 13 juin 1791.

(3) C'est sans doute la suite des troubles d'Eymet signalés dans la séance du 26 juin 1791.

(4) La Société avait témoigné à plusieurs reprises de son mécontentement envers La Roque, notamment dans la dernière séance où elle s'était occupée de lui (séance extraordinaire du 17 juillet 1791). Elle ne s'en occupera plus, à en juger du moins par les procès-verbaux.

Le 28 juillet 1791, le maire de Bergerac avait lu une adresse rédigée par Vergniol et relative à la reconstruction du pont, dont la Société s'était déjà occupée le 28 février 1791; la municipalité avait décidé, séance tenante, de transmettre cette adresse à La Roque (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 196). Mais, le 30 juillet 1791, le maire annonça que, la veille, il avait reçu de la Société une pétition « portant qu'étant instruite de notre arrêté, elle demande qu'attendu que M. de La Roque s'est, par son incivisme, rendu indigne de la confiance de ses concitoyens, le mode de l'envoi en soit changé, et que l'adresse soit envoyée directement à M. le président de l'Assem-

faire réussir l'affaire. MM. Dussumier jeune, Duprat, Reclaud et d'Esmartis-Laperche... [rédigeront la pétition] (1).

Séance du vendredi 29 juillet 1791.

La lecture des *Annales* a été faite, et les adresses remises sur le bureau : 1° adresse des... Jacobins, de Paris, aux Sociétés... affiliées; 2° adresse à l'Assemblée nationale des citoyens de Tours amis de la Constitution; 3° réponse à la Société... [de] Montpellier par la Société... [de] Toulon; 4° adresse du Comité de correspondance de la Société... [d'] Orléans; 5° adresse portant un arrêté... des Jacobins, de Paris; 6° discours des écoliers du collège national et constitutionnel... de Caen, prononcé dans la séance publique des... Jacobins, en demandant leur affiliation sous le titre de *Société de l'espérance de la patrie*; 7° adresse de la Société... [de] Tulle (2); 8° déclaration des citoyens de... Gourdon...; adresse de ladite Société... de Gourdon; 9° adresse de M. Durand, membre de la Société... de Bordeaux; 10° adresse des *Amis de la Constitution*... [de] Rouen, à l'Assemblée nationale.

... M. d'Esmartis-Laperche ayant... [dit] que MM. les souscripteurs avaient arrêté qu'il serait mis dans la Caisse d'échange des bons de 20 et de 30 sols, mais que, l'assemblée, ayant été la cause de sa fondation, devait délibérer sur les moyens de la soutenir, l'assemblée a arrêté que les bons de 20 et 30 sols ne seraient point émis, mais que ceux de 12 livres seront retirés, en les échangeant pour d'autres de 6 et 3 livres (3)...

Séance du samedi 30 juillet 1791.

...[On élit membres] MM. Blanchet (du Bourg), Lajugie, menuisier, Carré fils aîné, Mathias père, Saint-Martin, maître de forge...

M. Dommenget... [est nommé] commissaire chargé d'indiquer à chaque séance le travail de l'assemblée... [et de rap-peler] à ceux qui sont chargés du travail... [qu'ils doivent] en rendre compte... M. [Sarrette est nommé suppléant de M. Dommenget] (4). Signé] BOYER.

blée nationale »; la Société demandait aussi qu'un duplicata de l'adresse fût envoyé « à M. Boussion, député de Lauzun, dont le patriotisme ne s'est jamais démenti ». Le Conseil général prit un arrêté conforme au vœu de la Société (*Ibid.*, à cette date, f. 197). La copie de la lettre écrite, le 7 août 1791, par la municipalité à Boussion se trouve *Ibid.*, boîte S, liasse 20, n° 5. Le 16 août 1791, notre Société s'occupera encore du pont.

(1) Duprat en fera lecture à la séance du 29 juillet 1791, et on décidera qu'elle sera signée par les membres qui l'approuvent. Les commissaires chargés de le porter à la municipalité seront MM. Boyer, perruquier, Dumoulin, Bontemps fils, Lamartinie, Dussumier fils aîné, Dommenget, Séjournas, Ponterrie, Marchet et Tamarelle.

(2) Dans la séance du 6 août 1791, Dumoulin présentera un projet de réponse à cette Société, qui sera adopté.

(3) C'est dans la séance du 9 juillet 1791 que la Société s'était occupée, pour la dernière fois, de cette Caisse. Elle sera convoquée à ce sujet le 1^{er} août 1791.

(4) Le 20 août 1791, cette mesure sera complétée par la formation d'un Comité de correspondance, composé de dix membres et placé sous la direction de Dommenget.

Séance extraordinaire du lundi 1^{er} août [1791], après-midi.

M. le président a annoncé qu'il existait de la rumeur sur les bons de Caisse (1) et sur la rareté du blé... L'assemblée a... [voté] que la circulation fût arrêtée et que... MM. les administrateurs seraient invités à faire rentrer les bons de Caisse...

Un membre... [dit] qu'il avait mangé, lui, sa femme et sa famille, du pain fait des farines du sieur Gimet, et qui les avait fort incommodés. Plusieurs membres ont fait le même aveu... M. Dumoulin a dit... qu'il avait assisté à la vérification des blés et farines trouvés chez le sieur Gimet, parmi lesquels il s'en est trouvé de bonne et de mauvaise qualité, et que la quantité, d'après la note de sieur Gimet, monte à environ 2.600 sacs bonne qualité... Arrêté qu'il serait fait... une pétition à la municipalité..., pour louer son zèle et sa prévoyance dans cette occasion et demander... que la garde soit continuée et augmentée chez le sieur Gimet, et que, convaincu d'avoir vendu des farines gâtées, il soit poursuivi selon la rigueur des lois... [M. Dumoulin rédige la pétition, qui est adoptée; dix commissaires vont la porter et reviennent, disant que la municipalité a] reçu favorablement la pétition et a dit avoir déjà pourvu à placer une garde convenable... chez le sieur Gimet et qu'elle ne négligerait rien pour qu'il fût puni (2)...[Signé] BOYER.

Séance du mardi 2 août [1791].

...[On lit les *Annales* et] les adresses suivantes : 1^o adresse de la Société d'Angers, qui se plaint d'une contrefaçon sur une de ses adresses ; 2^o une apologie du 17^e régiment d'infanterie, ci-devant Auvergne, à l'Assemblée nationale ; 3^o une adresse de la Société de Toulouse à l'Assemblée nationale (3) ; 4^o une adresse du frère Durand, de Bordeaux..., [annonçant] que le régiment de Lauzun vient de passer dans les pays étrangers. Les adresses des Sociétés de Versailles (4), Rennes (5) et Libourne (5) ont été ajournées pour la lecture...

MM. Carré fils et Luzac ont prêté le serment...

[M. Granger annonce et M. Caillou Jacob confirme que le sieur Gimet] avait esquivé des farines, après avoir gagné la

(1) Sur cette Caisse, voir, plus haut, la séance du 29 juillet 1791, et, plus loin, celle du 5 septembre 1791.

(2) Le 2 août 1791, la Société s'occupera encore des farines de Gimet.

(3) L'adresse des *Amis de la Constitution*, de Toulouse, lue le 2 août 1791, est un imprimé portant le texte de l'adresse envoyée par cette Société à l'Assemblée nationale, le 24 juillet 1791, protestant de son dévouement à la Constitution (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46).

(4) L'adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Versailles, invite les autres Sociétés à adhérer à la lettre qu'elle a écrite, le 21 juillet 1791, aux Jacobins et aux Feuillants, les engageant à se réconcilier, et dont elle envoie copie (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n^o 78).

(5) Les adresses imprimées, envoyées par les Sociétés populaires de Rennes et de Libourne, furent reçues le 1^{er} août 1791, comme l'indique une mention faite au dos de chacune d'elles. Celle de Rennes, en date du 23 juillet 1791, invite la Société de Bergerac à suivre son exemple en écrivant aux Feuillants et aux Jacobins pour que, dans l'intérêt de la Constitution, ils se réunissent. Celle de Libourne, en date du 25 juillet 1791, fait passer un exemplaire de l'adresse qu'elle a envoyée à l'Assemblée nationale pour protester de son attachement à la loi (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n^{os} 41 et 42).

sentinelle (1)... [On écrira à la municipalité] que le sieur Gimet est parvenu à tromper la surveillance de la sentinelle et qu'il a enlevé de son magasin une partie de la farine gâtée séquestrée et [on la priera d'arrêter le sieur Gimet, de lui faire son procès au plus tôt et d'interdire sa fabrique. Signé]... BOYER.

Séance du 3 août 1791, au matin.

...M. Beauvalon a demandé la punition d'une femme qui avait inculpé la garde nationale en disant que M. Gimet avait enivré la garde de cette nuit, pendant lequel temps il avait fait sortir de la farine, protestant que, si la punition n'avait pas lieu, il voulait se démettre de sa charge. M. le président... [dit que la municipalité n'a pas sévi contre cette femme parce] que l'honneur de la garde nationale ne pouvait être affecté par une calomnie aussi basse (2)...

[On apprend] la nouvelle de l'évasion de M. Gimet. Sur-le-champ on a envoyé la pétition (3) à la municipalité par des commissaires qui sont MM. Beauvalon, Caillou, Rolland, Constant, Boyer, Bléoud, Granger, Philippe, Repassin neveu (4).

...On nous a annoncé de nouvelles malversations du sieur Gimet envers ses métayers de Caudoux; on a nommé deux commissaires pour s'y transporter et en instruire la Société, qui a été convoquée pour une heure (5).

M. Olivier, observant que, si les armes étaient déposées chez les capitaines, on s'armerait bien plus facilement lorsque la générale battrait, a demandé qu'on adressât dans cette vue une pétition à l'état-major; l'assemblée a décidé qu'elle ne délibérerait pas sur cette proposition.

...[On changera] la serrure du secrétariat, parce que... plusieurs femmes avaient trouvé le moyen d'examiner les papiers.

On a agité différents moyens pour avertir promptement les membres... de se réunir dans le lieu des séances... Arrêté que l'assemblée serait convoquée par le porte-voix...

Séance du 3 août [1791], après-midi.

M. Brun a fait le rapport de sa mission (6); il a déposé sur le bureau du grain qu'il a pris dans le sol de la métairie de Caudoux; il a dit... que les métayers voisins avaient assuré que le grain qui nous avait été présenté n'était pas recueilli sur la métairie.

On a délivré un certificat à M. Pierre Munier.

(1) Le 1^{er} août 1791, la Société avait appris que la municipalité avait placé une garde au magasin de Gimet, pour empêcher la sortie et la vente de farines avariées.

(2) C'est la suite de l'affaire Gimet (voir la séance du 2 août 1791).

(3) Décidée dans la séance précédente.

(4) Dans la même séance, la députation revient, disant que la municipalité va faire son possible pour s'assurer de la personne de Gimet.

(5) A la séance de l'après-midi, la Société entendra, en effet, un rapport sur cette question.

(6) Voir la séance du matin.

Séance du 3 août [1791], au soir.

...M. Béchadergue [prête serment et paie sa contribution]...

On a lu quelques numéros du *Courrier français* (1), d'après lesquels... la guerre avec tous nos voisins est inévitable.

Séance du jeudi 4 août [1791].

...[On élit membres] MM. Le Sénécal, Bailli jeune, Durrive-Jeannet...

[M. Repassin propose qu'on invite la municipalité à payer leurs journées aux gardes nationaux employés à l'arrestation et à la garde de Gimet (2). La Société se déclare incompétente; c'est à l'état-major que les réclamants doivent s'adresser... Signé] BOYER.

Séance du mercredi 5 août 1791.

...[On discute sur les moyens d'] annoncer au public l'existence de faux assignats et la marque à laquelle on les reconnaît (3)...

M. le président a observé... que le corps municipal demandait quatre membres de la Société, pour assister à la livraison du blé de M. Gimet, demain samedi. Ces commissaires sont : MM. Dumoulin, Béchadergue, Granger, Mergier (4).

Les adresses... reçues sont une lettre de Varennes, une de Paris, une de Bordeaux, une adresse à l'Assemblée nationale par... [les] Jacobins de Paris..., une lettre de Caen, une de Besançon, un discours prononcé à Caen, [une] adresse des *Amis de la Constitution*, de Toulouse, à l'Assemblée nationale..., [des] lettres de Chartres, d'Aurillac..., de Dijon..., de Clermont-Ferrand..., d'Orléans (5)...

Séance du 6 août 1791.

M. Lajugie, menuisier, a prêté son serment... et a payé sa contribution...

M. Boyer a dit qu'il était chargé, de la part de M. Fleury, directeur du spectacle, de réclamer de la Société une lettre de recommandation et de bonne conduite auprès de la Société de

(1) Sur ce journal, voir Tourneux, *o. c.*, t. II, p. 507.

(2) Cette affaire Gimet avait été agitée dans les séances précédentes et le sera encore dans la séance suivante.

(3) On trouvera, dans la séance du 26 septembre 1791, un écho des préoccupations de la Société au sujet des assignats.

(4) Le 7 août 1791, le maire de Bergerac dira au Conseil général « qu'il est instant de se fixer sur les farines à acheter dudit Gimet, afin de pourvoir les boulangers et même des particuliers qui pourraient en avoir besoin ». Le Conseil général chargea quatre commissaires d'aller acheter à Gimet de la farine de première qualité, et de la remettre à deux boulangers, qui en reconnaîtraient la nature. Cette farine sera jugée d'excellente qualité (voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 7 et 8 août 1791). Le 29 septembre 1791, le Conseil général s'occupera encore de Gimet; il ordonnera qu'une seconde épreuve de ses farines ait lieu en présence de boulangers, d'un médecin et d'un chirurgien. Le 11 novembre 1791, il accordera à Gimet mainlevée des grains qui étaient sous scellés (*Ibid.*, aux dates indiquées).

(5) Ces lettres et adresses émanent vraisemblablement des Sociétés des villes mentionnées.

Périgueux, où il se dispose à aller... Accordée... Le même membre a demandé en faveur dudit Fleury.. que l'assemblée qui, demain, devait procéder à la nomination de ses officiers, fût convoquée pour l'après-midi et que la séance du soir fût suspendue... [Acordé] (1).

...M. Perrié-Dussumier a fait la motion qu'il fût écrit à l'Assemblée nationale pour demander que la législature fût renouvelée le plus tôt possible...; l'adresse a été arrêtée; M. Dumoulin... [la rédigea. Signé] BOYER.

Séance extraordinaire du dimanche 7 août 1791.

...[On renouvelle le bureau]. Pour faciliter les membres qui étaient... à l'hôtel commun, il a été arrêté que MM. Dommenget et Dehap se rendraient auprès desdits membres, pour prendre leur bulletin, cacheté dans une enveloppe. Le scrutin dépouillé, M. Bouchon a été proclamé président. Ayant été prévenu, il a écrit au président qu'il ne pouvait accepter... On a procédé à un deuxième scrutin, en faisant les mêmes démarches auprès des membres assemblés à l'hôtel commun. M. Dussumier jeune a réuni la pluralité des voix et, attendu qu'il était tard, on a levé la séance sans passer à la nomination des secrétaires.

Séance du 8 août [1791].

...Lecture des *Annales*...

M. Galina de Russel a fait... une motion... Ajournée...

Lecture des adresses... de la Société... de Dinan à l'Assemblée nationale..., de la Société de Metz..., [de] la lettre de la Société... [de] Versailles à M. Pétion, député de Chartres, en réponse à sa lettre à ses commettants..., de la Société... séante aux Jacobins, rue St-Honoré..., [de la] Société de Saint-Etienne..., de la Société... de Libourne... [Signé] BOYER.

Séance du 12 août [1791] (2).

...On a introduit dans l'assemblée un grand-vicaire de l'évêque du département.

On a lu une lettre de Lourdes, tendant à faire réunir les Sociétés des Feuillants et des Jacobins... Applaudie...

M. Mathias père... [a prêté serment et] acquitté sa contribution.

Un membre a demandé qu'on couronnât, suivant l'usage, les fonctionnaires que nous avons dans notre assemblée; le président a remarqué que les commissaires d'ordre n'en avaient point préparé. M. le grand-vicaire a observé qu'on prodiguait en quelque sorte la couronne civique, en la donnant pour de purs actes de sens commun.

On a repris la lecture des adresses de Tulle, de Poitiers, ten-

(1) C'est vraisemblablement au rez-de-chaussée de la Redoute que Fleury donnait son spectacle, et la Société siégeait au-dessus, au premier étage. Voir notre étude sur les *origines maçonniques du club jacobin de Bergerac*, p. 8

(2) Entre les procès-verbaux des séances des 8 et 12 août a été laissée une feuille en blanc, où le secrétaire a négligé de transcrire les procès-verbaux des séances intermédiaires.

dant à démolir toutes les fortifications des châteaux des particuliers — on a beaucoup applaudi à cette idée —, de Couze, de Castelnaudary, relative à la réunion des Sociétés des Jacobins et des Feuillants.

On a expédié des affiliations aux Sociétés de Villamblard (1), de Clairac (2) et d'Issigeac (3)...

M. Ponterrie jeune a lu une motion tendant à augmenter notre artillerie par une souscription (4)...

M. Périer nous a annoncé que le procureur de la commune soupçonnait que l'ancien curé de Bergerac tenait chez lui un conciliabule aristocratique tendant à égarer l'esprit des cultivateurs (5)...

Séance du lundi soir 15 août 1791.

M. Charon, ayant été appelé au fauteuil..., a ouvert la séance...

On a fait lecture 1° des feuilles de Carra, 2° d'une adresse des *Amis de la Constitution*, de Beauvais..., aux Jacobins Saint-Honoré, 3° d'une déclaration des *Amis de la Constitution*, de Poitiers, 4° d'une circulaire des *Amis de la Constitution*, de Marseille, aux Sociétés qui leur sont affiliées, 5° d'une lettre de Saint-Marcellin... aux Jacobins et aux Feuillants, 6° d'une adresse de Bordeaux, 7° d'une adresse d'Auxerre..., 8° d'une adresse de Chalon-sur-Saône, 9° d'une adresse du Comité de correspondance d'Orléans, 10° d'une adresse de Besançon à tous les régiments composant l'armée française, 11° d'une adresse de Versailles... aux Jacobins Saint-Honoré... [Signé] PERRIÉ-DUSUMIER.

Séance du 16 août 1791.

[On lit]... quelques adresses reçues hier...

[On décide de remettre] à M. Gravier, commissionnaire, qui va à Paris pour ses affaires..., [une lettre à M. Boussion, où on le prie de s'intéresser à la reconstruction de notre pont] (6)...

Séance du 19 août 1791.

...[On lit des adresses des Jacobins (de Paris), des Sociétés de Bordeaux (7), Excideuil, Clermont-Ferrand, Toulouse, et des dépêches de Périgueux].

(1) C'est le 10 juillet 1791 que notre Société avait reçu la demande d'affiliation de celle de Villamblard.

(2) Il n'existait pas de commune de ce nom dans la Dordogne. Il s'agit sans doute de Clairac, dans le Lot-et-Garonne.

(3) C'est le 22 juillet 1791 que notre Société avait décidé d'accorder à celle d'Issigeac l'affiliation qu'elle demandait.

(4) La Société reviendra sur cette question le 12 mai 1793.

(5) Il s'agit de Gontier de Biran, que nous avons déjà rencontré (voir séance du 17 juin 1791).

(6) Voir, plus haut, la séance du 28 juillet 1791, et, plus loin, celle du 26 août 1791. Le 5 septembre 1791, la Société recevra une lettre écrite de Paris par Gravier aîné.

(7) Il s'agit sans doute de la lettre écrite, le 15 août 1791, par la Société des *Surveillants de la Constitution*, de Bordeaux, à la Société de Bergerac, lui demandant à former avec elle « un pacte fédératif », lui envoyant ses statuts, et lui annonçant qu'elle est déjà affiliée aux *Amis de la Constitution*, de Bordeaux (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46.) Notre Société accordera cette affiliation le 26 septembre 1791.

...[M. Falquier fait une motion tendant à prier le directoire du district] de charger les officiers municipaux de toutes les municipalités du district de représenter aux citoyens que leurs démarches dans plusieurs endroits sont [illégales... On fera aussi] un mémoire contenant les mêmes instructions. MM. Séjournas, Falquier, Boyer et Dommenges sont commissaires-rédacteurs de la pétition (1), et MM. Duclos, Goubie, Dommenges, Boyer, Séjournas, commissaires-rédacteurs du mémoire (2)...

Séance du samedi 20 août 1791.

...[On élit membres] MM. Durive père (de Mouleydier), Loreilhe (de Lestaubière), Laval fils aîné, Pinet aîné, administrateur, et Jaure fils.

...M. Dommenges a demandé que, vu l'embarras des réponses à faire, il fût nommé six commissaires-rédacteurs, à qui il pourrait s'adresser successivement... Adopté... Les commissaires sont MM. Deshalliers, Goubie, Duprat, Boyer, Gouzot, Lévêque (3).

...[On lit] un prospectus pour le *Tableau de la Révolution de France*, rédigé par des membres de la Société des Jacobins, de Paris..., et une adresse... des Jacobins, de Paris, à toutes les Sociétés affiliées... [Signé] P.-DUSSUMIER.

Séance du mercredi 24 août 1791.

...[On lit une adresse] de la Société de Confalon, département de Rhône-et-Loire, avec un exemplaire d'une adresse à l'Assemblée nationale, concernant le rachat des rentes... [On lit une adresse] de la Société de Marlet, département du Lot, avec un exemplaire d'un arrêté concernant les 190 (4) députés qui ont protesté.

...[On introduit] une députation de la Société de Villamblard... M. Larigaudie, l'un des députés, a remis ses pouvoirs sur le bureau et... fait lecture de plusieurs pièces concernant des inculpations contre le curé Ramefort et contre la paroisse de Montagnac... [Il demande l'avis de la Société, qui conseille] de dénoncer le sieur Ramefort à l'accusateur public, [de demander son arrestation provisoire au directoire du district et de dénoncer la municipalité de Montagnac]... aux directoires du district et du département.

M. Larigaudie a dit qu'en prenant la qualité de membre de cette Société, il allait faire la motion que, vu la conduite inci-

(1) A la séance du 20 août 1791, Boyer fera lecture de son projet de pétition au directoire du district, qui sera adopté.

(2) A la séance du 20 août 1791, Duclos fera lecture de son projet d'adresse aux habitants des campagnes, qui sera adopté, après quelques changements. Peut-être cette adresse avait-elle quelque rapport avec l'adresse signée de deux membres de la Société, ainsi que des membres d'autres Sociétés de la Dordogne, en juillet 1791, et envoyée à l'Assemblée nationale, la priant d'amnistier des paysans emprisonnés pour insurrection anti-féodale (Bussière, *Études historiques*, t. III, p. 453).

(3) Cette mesure complétait celle qu'avait prise la Société, le 30 juillet 1791. Le 2 décembre 1791, la Société en prendra une semblable.

(4) Il faut lire 290.

vigue du sieur Descombes, maire de Montagnac, il fût rayé de notre tableau... Adoptée (1)... [Signé] P.-DUSSUMIER.

Séance du vendredi 26 août 1791.

Après lecture des *Annales*, M. le président a fait l'annonce des adresses, qui sont 1° une lettre de Tours, relative à la scission des Jacobins ; 2° une adresse de la municipalité de Sorreze, contenant un avis sur l'école établie en cet endroit ; 3° une adresse de Romans (2), contenant une adresse à l'Assemblée nationale ; 4° une adresse de Lorient ; 5° une adresse de la Société de Toulouse, au sujet de la scission entre les Jacobins.

[M. Boyer annonce que]... M. Boussion a répondu de la manière la plus satisfaisante... [à la municipalité, au sujet de la reconstruction du pont. On écrira à M. Boussion une lettre que rédigeront MM. d'Esmartis-Laperche et le président (3). Signé] DUSSUMIER.

Séance du samedi 27 août 1791.

...Lecture d'une lettre signée Gontier de Montiral, qui se plaint de l'ingratitude de ses parents et réclame les conseils et les secours de la Société. Après l'avis de quelques membres, qui n'ont point été en sa faveur, l'assemblée a arrêté qu'il lui serait répondu en lui conseillant de faire ses efforts pour s'attirer l'estime et la bienveillance de ses parents (4)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du lundi 29 août 1791.

Adresses retirées de la poste : 1° une... des Jacobins Saint-Honoré, contenant un... discours sur les Conventions, prononcé à ladite Société par Pierre Brissot (5) ; 2° un autre discours sur les Conventions nationales, prononcé dans ladite Société par Condorcet (6) ; 3° un autre, de la liberté indéfinie de la presse et de l'importance de ne soumettre des pensées qu'à l'opinion publique, par François Thomas, docteur en médecine ; 4° une adresse des Jacobins à toutes les Sociétés... affiliées ; 5° un discours prononcé par M. Pétion dans ladite Société ; [6°] une adresse de la Société de Caen à toutes les Sociétés affiliées ; [7°] une adresse d'Epinal, contenant une adresse à l'Assemblée nationale et un avis intéressant ; [8°] une adresse d'Amboise..., contenant une adresse aux Jacobins ; [9°] une adresse de Versailles, contenant un discours prononcé aux Jacobins, de Paris, par une députation ; [10°] une adresse

(1) Le 29 août 1791, la Société adoptera le projet de lettre prévenant Descombes de sa radiation.

(2) Il s'agit très vraisemblablement de Romans dans la Drôme.

(3) Voir, sur la lettre de la municipalité à Boussion, la séance du 28 juillet 1791, note 4. Dans la séance du 27 août 1791, le projet de lettre sera présenté et adopté. Cette question du pont reparaitra dans la séance du 23 septembre 1791 ; on trouvera sur ce point divers documents aux *Arch. nat.*, F14 808.

(4) C'est le 29 août 1791 que la Société adoptera le projet de réponse.

(5) *Bibl. nat.*, L b 40/624. Prononcé le 8 août 1791.

(6) *Bibl. nat.*, L b 40/623. Prononcé le 7 août 1791.

de Metz, contenant un discours de Nicolas-François Tripot, maréchal des logis du 12^e régiment [de] dragons, membre de ladite Société (1) ; [11^e], une adresse de la Société de Strasbourg, contenant un avis sur les incursions des troupes étrangères... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du vendredi 2 septembre 1791.

M. Charon ayant été appelé au fauteuil..., on a fait lecture 1^o des feuilles de Carra; 2^o d'une lettre de la Société de Wissembourg, qui nous dénonce le sieur Daniel Moulon, lieutenant du 10^e régiment d'infanterie, ci-devant Neustrie, pour avoir... laissé une quantité de dettes et passé dans l'armée contre-révolutionnaire; 3^o d'une autre lettre, par les mêmes, contenant une... dénonciation semblable... contre le sieur Etienne-Pierre Courrad de Foubourgades, officier du même régiment; 4^o d'une lettre de la Société de Caen, qui demande l'affranchissement de tous les paquets qu'on pourra lui envoyer; 5^o d'une adresse de Chinon à toutes les Sociétés du royaume...

[On adopte des projets de lettres] à M. Gontier Montiral (2), à Bordeaux..., [et au] maire de Montagnac, pour lui annoncer que... la Société... l'a rayé de son tableau (3)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du lundi 5 septembre 1791.

Faute de président, M. Saint-Aulaire a été appelé au fauteuil...

M. Boutiron... [réclame] les secours de la Société en faveur de M. Lézi-Soirac sergent de la compagnie de Coursou au régiment d'infanterie n^o 37, et membre de la Société des *Amis de la Constitution*, de Valognes. Sur ces deux preuves, la Société, a arrêté que M. le trésorier serait prié de lui compter 6 livres et de payer la dépense de son auberge.

...Lecture de paquets retirés de la poste, qui sont 1^o les feuilles de Carra; 2^o une adresse... [des] Jacobins, à Paris; 3^o une lettre de M. Gobel, évêque de Paris, à la Société des Jacobins, à Paris (4); 4^o une *Opinion* de M. de Sillery, relative au projet de décret proposé par le Comité de révision, sur le droit politique des princes de la famille royale; 5^o une délibération... des Jacobins en faveur... [des] Feuillants; 6^o un extrait du procès-verbal des *Amis de la Constitution*, de Romans, du mercredi 17 août 1791; 7^o un extrait des registres des *Amis de la Constitution*, de Caen; 8^o une pétition individuelle des citoyens de la ville de Toulouse à l'Assemblée nationale; 9^o une lettre de M. Gravier aîné, datée de Paris, le 30 août 1791, par laquelle il nous annonce que Paris est dans la plus grande tranquillité et que les ouvriers y sont occupés, grâce à l'établis-

(1) Dans *Le club des Jacobins de Metz*, M. Bultingaire signale (p. 19) un « Discours prononcé... par François-Geneviève Beffroy, maréchal des logis en chef au 12^e régiment de dragons..., membre de ladite Société », le 8 juin 1791. Il se peut que le rédacteur de notre procès-verbal ait fait erreur en transcrivant le nom de cet orateur.

(2) Voir, sur cet individu, la séance du 27 août 1791.

(3) C'est le 24 août 1791 que la Société avait décidé cette radiation.

(4) *Bibl. nat.*, L b 40/626. La lettre de Gobel est du 24 août 1791.

sement d'une caisse des bons de ville, sans laquelle le commerce serait totalement anéanti dans Paris, et il exhorte la ville de Bergerac à renouveler cette caisse (1)... [Signé] **PERRIÉ-DUSSUMIER**.

Séance du 6 septembre 1791.

M. Nicolle, ayant été appelé au fauteuil..., [a lu une lettre] de nos frères de Sainte-Foy..., [nous demandant] des renseignements sur les principes des Sociétés de Castillonnès et de Lalinde..., [qui] leur ont demandé l'affiliation... [On répondra favorablement] (2).

M. Frescarode [annonce]... que les religieuses de la Foi avaient... fait une pétition au département, dans laquelle elles se déclaraient non-conformistes..., [et demande qu'on prie le district] de faire exécuter la loi qui ordonne que tout fonctionnaire public prêtera le serment civique, et que, comme elles ont été conservées en cette qualité, elles doivent... se conformer ou abandonner leur communauté, pour être vendue au profit de la nation... Ajourné jusqu'à ce qu'on sache ce que la municipalité, à qui la pétition a été renvoyée par le département, aura décidé (3)... [Signé] **DUSSUMIER**.

Séance extraordinaire du mercredi matin 7 septembre 1791.

...Lecture de deux lettres venant de Périgueux, la première, par M. Boyer, électeur, et l'autre, par MM. les secrétaires de l'assemblée électorale ; ces deux lettres contiennent un détail exact des travaux que MM. les électeurs ont faits jusqu'à ce jour. (4)... [Signé] **DUSSUMIER**.

Séance du vendredi 9 septembre 1791.

M. Niolle ayant été appelé au fauteuil..., M. le président a annoncé que les paquets retirés de la poste étaient 1° une pétition de M. Claude Fauchet, évêque du Calvados, à l'Assemblée nationale (5); 2° une seule feuille de Carra, attendu que, n'ayant pas eu le soin de renouveler l'abonnement, l'envoi a été suspendu... [On le renouvellera]. Un membre a été prier Mme Brian de nous prêter les siennes, et il les a apportées ; on a commencé la lecture...

[Sur la demande de M. Pélicier, on lit une lettre de

(1) Le 16 août 1791, le procès-verbal de notre Société mentionnait le prochain départ pour Paris de Gravier aîné. Quant à la Caisse d'échange des assignats, dont la Société s'était encore occupée le 5 août 1791, et qui semblait périlcliter dès cette date, il est probable que son rôle était devenu insignifiant. Le 12 septembre 1791, un clubiste fera une motion conforme à l'avis donné par Gravier.

(2) Notre Société avait accordé l'affiliation à celle de Sainte-Foy, le 14 décembre 1790, et à celle de Castillonnès, le 22 février 1791; celle de Lalinde paraît lui avoir été aussi affiliée (voir les séances des 9 et 22 mai 1791).

(3) Sur ces Dames de la foi, qui faisaient, à Bergerac, œuvre d'assistance publique et d'instruction, voir notre *Lakanal*, p. 214, 215, 312, 314, 315. Il sera reparlé de ces religieuses dans la séance du 23 janvier 1792.

(4) Les électeurs de la Dordogne se réunirent à Périgueux du 1^{er} au 16 septembre, pour l'élection des députés à la Législative et de leurs suppléants, de hauts-jurés, des membres du tribunal criminel et de la moitié des administrateurs du département. Voir notre *Esprit public*, p. 29. Le rédacteur du procès-verbal a sans doute écrit « exact » pour « précis ».

(5) *Bibl. nat.*, L b 40/2616.

M. Roux, disant] que le blé pris à Dunkerque, au prix courant, ne doit revenir ici qu'à 16 livres 10 sols (1)...

Un citoyen... venant de Périgueux... a remis sur le bureau un paquet... [contenant] deux lettres, l'une, de M. Boyer, électeur, et l'autre, de MM. les secrétaires de l'assemblée électorale...; toutes les deux nous annoncent que M. Pontard, évêque de notre département, a été élu, à la presque unanimité, membre de la nouvelle législature, ainsi que Taillefer (de Sarlat) et M. Pinet aîné (2). Un applaudissement général, réitéré à plusieurs reprises, et des cris d'allégresse d'un bout de la salle à l'autre ont exprimé la joie... de toute la Société (3)... [On remerciera MM. les secrétaires; M. Bourson rédige la lettre de remerciements, qui sera remise] à M. Chopin, pour la porter à Périgueux.

Un autre membre a demandé... qu'il fût sur-le-champ envoyé une députation à M. Pinet, pour lui annoncer cette heureuse nouvelle, mais, sur l'observation de M. Dommenget, qui a dit que M. Pinet était malade et que ça pourrait peut-être le déranger, il a été décidé que cette députation n'aurait lieu que demain... matin. En conséquence, il a été nommé dix commissaires..., MM. Dommenget, Rolland le jeune, Pauly aîné, Bayssellance des Costes, Perrié-Dussumier, Caussade, Reclus, Cailloux, notable, Lafon, Goubie aîné. Ces commissaires doivent partir à cinq heures du matin (4).

...M. Bourson a... prononcé un discours... fondé sur le peu d'exactitude et l'indolence de la Société. Un membre a demandé qu'il en fût fait une seconde lecture dimanche prochain... Adopté.

M. l'abbé Durand a... dit que la grande paroisse de Bergerac était servie ordinairement par cinq ou six vicaires, et que, depuis trois mois, elle était réduite à un seul...; il demande qu'il soit fait une pétition au district pour que les honoraires des vicaires qui manquent soient distribués aux pauvres... Motion... vivement applaudie..., adoptée...; l'auteur a été chargé de la rédaction (5).

M. Durand a proposé pour candidat M. Goyon, procureur de la commune de Billac (6): M. Puymartin père [a proposé] M. Laboissière-Gentias. M. Cuminal demande... [et reçoit un certificat]... [Signé] DUSSUMIER.

(1) On discutera sur cette lettre dans la séance du 12 septembre 1791.

(2) Pinet était Bergeracois et membre de la Société. Voir notre étude sur *le conventionnel Pinet*, p. 12 et suiv. On reparlera de Pinet dans la séance du 12 septembre 1792.

(3) Sur les élus du département à la Législative, voir notre *Esprit public*, p. 29 et suiv.

(4) A la séance du 10 septembre 1791, ils feront savoir qu'ils ont rempli leur mission.

(5) La lettre sera lue et adoptée dans la séance du 11 septembre 1791. Les 6 commissaires chargés de la remettre au district seront désignés par le président dans la séance du 3 septembre 1791; ce seront les mêmes qui, dans la même séance, seront chargés de porter à la municipalité la copie de la lettre de Roux. Dans la séance du 14 septembre 1791, ils annonceront qu'ils ont rempli leur mission.

(6) Sans doute s'agit-il de Billac près La Tour-Blanche (Dordogne).

Séance du samedi 10 septembre 1791.

M. Charon ayant été appelé au fauteuil..., un membre a demandé qu'il fût écrit à M. Pontard, pour lui témoigner la satisfaction de la Société sur son élection.... Adopté... M. Duclos aîné a été nommé rédacteur (1).

M. Bellaymet... [avoue qu'il a lu] une lettre... [incendiaire faite par M. Rabaut de Saint-Etienne à un ministre protestant, et en a] fait tirer une copie, qu'il a remise sur le bureau... MM. Beyssellance, Reynaud, Duclos et Mercier... [remettront cette copie à la municipalité (2)... Signé] PERRIÉ-DUSSUMIER.

Séance extraordinaire du dimanche après-midi
11... [septembre] 1791.

...[On renouvelle le bureau (3). On élit président] M. d'Es-martis-Laperche, lequel a dit que, vu les occupations des vendanges, il ne pourrait guère s'acquitter avec exactitude de cette importante tâche, mais qu'il priait l'assemblée de... nommer un vice-président pour le remplacer en son absence... [On élit M. Bourson vice-président. On élit secrétaires] MM. Perrié-Dussumier, Boutiron, Niolle et Duclos aîné... M. le président a nommé pour commissaires d'ordre MM. Masseron, Reynaud, Bouyssavy et Baugès... [Signé] PERRIÉ-DUSSUMIER.

Séance du dimanche au soir 11 septembre 1791.

...Deux lettres, l'une., de M. Boyer, électeur, et l'autre, de MM. les secrétaires de l'assemblée électorale., nous annoncent que les opérations vont grand train et que les députés nommés depuis M. Pinet sont MM. Verneilh, Roux-Fazillac, Lacoste, médecin de Montignac; Limousin, homme de loi; Delfau fils et Lamarque, juge de Périgueux (4).

M. Boyer nous apprend... que beaucoup de ci-devants parlent chaque jour, ainsi que plusieurs anciens gardes du corps, mais il espère qu'à la moindre attaque leurs gueules seront cassées par les courageux et invincibles patriotes... Un membre a demandé qu'il fût écrit à la Société-mère, pour lui apprendre le départ de cette maudite engeance... Adopté. M. Duclos a été nommé rédacteur (5)... [Signé] DUSSUMIER.

(1) Il lira et fera adopter la lettre dans la séance du 11 septembre 1791. Le 15 septembre 1791, la Société recevra la réponse de P. Pontard.

(2) A la séance du 11 septembre 1791, ils diront que la municipalité a promis de faire des perquisitions pour saisir l'original de la lettre.

(3) La précédente nomination du bureau remontait au 7 août 1791.

(4) Sur ces élus, voir notre *Esprit public*, p. 29 et suiv.

(5) A la même époque, le 3 septembre 1791, la municipalité de Bergerac écrivait à celle de Bordeaux : « Les émigrations... se multiplient d'une manière incroyable. Ici, depuis quelques jours, il ne nous reste presque plus de ci-devant nobles. Tous les gardes du corps et plusieurs autres sont partis. Tous semblent prendre la route de Paris, où ils se proposent sans doute de frapper un coup décisif et renverser la Constitution » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte S, liasse 20, n° 5). L'adresse de notre Société sera lue aux Jacobins, le 23 septembre 1791 (*Aulard, La Société des Jacobins*, t. III, p. 144).

Séance du 12 septembre 1791.

...Il a été retiré de la poste 1° une lettre de M. Boussion, député de l'Assemblée nationale (1); 2° un prospectus avec un *Journal général de l'Europe*; 3° une adresse des *Amis de la Constitution*, de Clermont-Ferrand...; 4° une adresse du Comité de correspondance des *Amis de la Constitution*, d'Orléans, avec une justification sur la Haute-Cour nationale.

Il a été remis sur le bureau une lettre de M. Pinet (2)... [On décide de la relire deux jours de suite, ainsi que celle de M. Boussion] (3)...

[On discute sur la lettre de M. Roux; copie de la lettre sera envoyée à la municipalité, qui sera] priée de convoquer le Comité des subsistances, [devant lequel M. Roux exposera ses raisons]... en présence de quatre commissaires... envoyés par la Société (4).

M. Duclos jeune... [dénonce] M. le ci-devant chevalier de Vassal (5), en disant que ce dernier lui avait fait voir deux lettres, dont l'une signée Louis, par lesquelles on l'invite à se rendre au plus tôt à Paris, afin de [se] réunir avec les gardes du corps et les ci-devants... [Il sera écrit à la Société-mère à ce sujet]...

[On adopte une motion de M. Duclos aîné], tendant à... [prier] le département... de faire tenir un [certain] nombre de gardes nationales prêtes à marcher pour le 25 du courant.

M. Mestre a fait une motion pour qu'il fût fait une pétition à MM. les administrateurs des bons de ville, afin de les prier de renouveler leur caisse, en ajoutant des bons de 20, 30, 40 [sols], 3 et 6 livres (6)... Il a été décidé que l'émission des nouveaux bons n'aurait pas lieu [sans] qu'au préalable il n'y ait un grenier à blé public...

[On adopte] la motion de M. Reynaud, tendant à faire une pétition à la municipalité, pour faire le recensement des grains..., [et l'amendement de M. Mercier]..., qu'il en fût fait

(1) Sans doute Boussion répondait-il à la lettre de la Société sur la reconstruction du pont (voir la séance du 26 août 1791).

(2) Voir, à la séance du 10 septembre 1791, la démarche qu'on avait décidé de faire auprès de lui. Dans la même séance, sur la proposition de Dommenget, on décidera de répondre à Pinet, pour lui témoigner la joie qu'éprouve la Société de la certitude de son acceptation. Le projet de réponse sera lu et adopté dans la séance du 14 sept. 1791.

(3) C'est ce qui aura lieu.

(4) La lettre de Roux avait déjà été lue dans la séance du 9 septembre 1791.

A la séance du 13 septembre 1791, la pétition à faire en ce sens sera lue et adoptée, et le président nommera, pour la porter à l'hôtel de ville, 6 commissaires. Dommenget, Biès, Blanc, Reynaud, Mercier, Delbourg. A la séance du 14 sept. 1791, cette pétition sera signée par les membres de la Société, et, à la place des 6 commissaires susdits, le président nommera quatre commissaires, Perrié-Dussumier, Bergegère, Blanchard et Lajugie, pour porter, le lendemain, la pétition à l'hôtel de ville. Dans la séance du 15 sept. 1791, ces commissaires viendront dire que la municipalité a pris la demande en considération. Voir la suite de cette affaire à la séance du 17 sept. 1791.

(5) Il s'agit peut-être de Vassal (de Lamonzie), qui avait été admis comme membre de la Société dans la séance du 9 juillet 1791. Il sera rayé de la liste des membres, le 19 septembre 1791.

(6) Cette motion est conforme à l'avis qu'on avait reçu de Gravier, le 5 septembre 1791. La Société persistera dans cette voie (voir la séance du 26 septembre 1791).

une autre semblable au district, pour qu'il invite toutes les municipalités de son arrondissement à en faire autant (1)...
[Signé] DUSSUMIER.

Séance du 13 septembre 1791.

...[On élit membres les candidats présentés], MM. Saindoux (de verdun), par Bauges ; Misaubin, par Le Blanc, peintre ; Goyon, procureur de la commune de Dillac (2), par l'abbé Durand ; Laboissière-Gentias, par Puymartin père...
[Signé] DUSSUMIER.

Séance du 14 septembre 1791.

...MM. Misaubin et Jaure fils ont prêté le serment... et ont payé leur contribution :

...M. Ferrière-Dussumier... [lit] un projet de lettre, dont il était chargé, pour nos frères de Bordeaux, au sujet d'une Société qui nous demande l'affiliation... Adopté (3)... [Signé] DUSSUMIER.

[14 septembre 1791].

[Le 14 septembre 1791, les *Amis de la Constitution* adressent la pétition suivante à la municipalité de Bergerac :] Les sous-signés faisant partie de la Société... ont l'honneur de vous denoncer la lettre, dont ci-joint copie, écrite par M. Roux cadet. L'intention de l'auteur de cette lettre nous ayant paru suspecte, nous vous prions, Messieurs, de vouloir bien assembler les membres du bureau des subsistances, pour leur en donner communication, et faire avertir M. Roux de se trouver à cette assemblée, à laquelle nous vous prions de permettre à dix de nous d'assister.

Si le sieur Roux ne tient pas l'engagement... [qu'implique] sa lettre, nous vous prions... de peser, dans votre sagesse, quel est le genre de punition qu'il mérite pour cette rodomontade, qui devient d'autant plus criminelle... qu'elle a pour motif l'objet de première nécessité pour la subsistance du peuple et tend... à mettre les armes à la main des citoyens contre leurs frères les plus utiles à l'approvisionnement de la ville, et conséquemment à la tranquillité publique.

La seconde partie de sa lettre inculpe la ville de Bergerac pour ne s'être pas conduite comme celle de Périgueux.

Nous ne saurions trop vous bénir... d'avoir fait régner dans votre conduite ce qui vous distingue de MM. de Périgueux, et nous croyons que M. Roux mérite encore d'être puni pour avoir provoqué l'animadversion publique, dans un cas où vous êtes dignes de toute son (*sic*) affection...

(1) Dans la séance du 14 sept. 1791, le projet de pétition en ce sens sera lu et adopté. Dans celle du 15, la pétition sera signée par les membres présents et on nommera, pour la porter, quatre commissaires, Caussade, Biès, Lacoste, Jean Bouyssavy.

(2) Il n'y avait pas, dans la Dordogne, de commune de ce nom-là. Peut-être faut-il lire Billac (voir note 6 de la séance du 9 septembre 1791, p. 169).

(3) La Société des *Surveillants zélés de la Constitution* avait demandé l'affiliation à notre Société (voir, plus haut, séance du 19 août 1791, et, plus loin, séance du 26 septembre 1791).

[La pétition, écrite par Perrié-Dussumier, est suivie de 26 signatures, que nous rangeons dans l'ordre alphabétique :] Albre fils aîné, Bailhot, Jean Bassac, Bernard, Blanc, Blanchard jeune, Daniel Bouyssavi, Bouyssavi, buraliste ; Briau, Daniel Briead, P. Dommenget, Durive fils, Feylout (?) fils aîné, G. Fournier P. jeune, Goubie, Henin, Lacoste, P. Lévêque, Malbernac fils aîné, Marchet, Mercier, Noël, Pierre Pauly jeune, Perrié-Dussumier, Roucou fils, Rousseille (1).

Séance du 15 septembre 1791.

...M. Boyer, qui a été appelé au fauteuil, a fait part à l'assemblée des différents sujets qui ont eu lieu à l'assemblée électorale, en nous rassurant sur les principes des nouveaux législateurs...

...[On lit une lettre de M. l'évêque Pontard]..., applaudie ;

(1) *Arch. mun. Bergerac*, fonds Faugère, 2^e carton, n^o 94. Cette pétition est accompagnée de la copie de la lettre écrite par Roux, « membre et associé », aux *Amis de la Constitution*, de Bergerac : « Citoyen-né de la ville de Bergerac, je dois... contribuer au bonheur de ceux qui l'habitent. Membre de votre assemblée, je dois vous faire part de tout ce qui peut tendre à cette heureuse fin et vous prévenir sur ce qui peut y porter obstacle.

« On a débité que le froment valant à Dunkerque 25 livres la razière reviendrait ici de 21 à 22 livres le sac, que conséquemment celui qu'on ferait venir pour notre cité serait débité à ce prix. Ce bruit, répandu dans les campagnes, est cause qu'on n'en porte plus et que les propriétaires le gardent ». Roux expose que, discutant naguère sur cette question avec un négociant, il lui prouva que le froment, payé 25 livres la razière à Dunkerque, ne reviendrait pas même à 17 livres le sac, à Bergerac. Là-dessus, on a accusé Roux devant la municipalité. Roux est prêt à se justifier. Il envoie à la Société un tableau des calculs qu'il a faits à ce sujet. Roux attribue la misère de beaucoup de gens au départ des ci-devant nobles, qui sont allés dépenser ailleurs leurs revenus ; les artisans se sont alors trouvés sans ouvrage ; le numéraire a fait défaut. Les gens de Périgueux, plus sages, ont, au contraire, attiré chez eux les ci-devant nobles ; aussi sont-ils dans l'opulence (*Ibid.*). Suit une facture simulée de 100 razières de froment acheté à Dunkerque et reçu à Bergerac :

« 100 razières froment, à 25 livres 2.500 livres

Frais :

assurance à 2 %	50 livres	}	171 livres 6 sols
provision à 2 %	50 —		
port de lettre.....	4 —		
reversement à Libourne, dans le bateau, de 204 sacs, à 6 deniers.....	5 — 2 s.		
voiture de Libourne à Bergerac, à 5 sols....	50 — 10 s.	}	
port au grenier du bateau de 175 sacs à 8 sols par pipe.....	11 — 14 s.		
Total :			2.671 livres 6 sols

fret du navire, à 40 sols

par razière 200 livres

revient net, rendu dans le grenier de

Bergerac 2.871 livres 6 sols

« Les cent razières rendront 204 boisseaux, mesure de Bordeaux ; c'est 175 sacs, mesure de Bergerac, qui, à 16 livres 10 sols le sac, produiront 2.887 livres 10 sols, ce qui fait 16 livres 4 sols plus qu'il n'aura coûté.

« Il n'y a pas de port à Bordeaux [ni] à Dunkerque, parce que le vendeur s'y rend.

« On fait une petite dépense pour faire un grenier dans le navire, qui peut aller de 120 à 130 livres, pour 2.000 boisseaux, mais on le revend presque ce qu'il a coûté » (*Ibid.*).

Cette facture simulée est accompagnée d'une autre, un peu différente, mais qui ne semble pas émaner de Roux (*Ibid.*).

[elle sera lue]... trois jours de suite (1)... [Signé] PERRIÉ-DUSSUMIER.

[15 septembre 1791].

...[Le 15 septembre 1791, les *Amis de la Constitution* adressaient à la municipalité de Bergerac une pétition où ils se disaient affligés] de ce que les grains sont très peu abondants dans les marchés... ; ils montent à des prix qui ne permettent pas à certains artistes (2)... d'en payer la quantité qui leur est nécessaire... [Ils ajoutaient que] cette disette, plus effrayante en apparence qu'elle ne l'est, vient de l'espoir qu'ont quelques possesseurs de grains que les prix hausseront encore, ce qui les oblige de dire qu'ils n'en ont pas au-dessus de leur provision... [En conséquence, la Société priait la municipalité de] faire un recensement des grains qui sont dans les différents greniers du territoire de la municipalité, et d'inviter les personnes qui en auront au-dessus de leur provision à en faire porter chaque semaine au marché une quantité proportionnée à celle qu'ils ne peuvent pas consommer... Le vœu des soussignés serait que le recensement fût fait par commissaire...

[Cette pétition, rédigée par Dussumier, est signée de 23 noms, que nous rangeons dans l'ordre alphabétique :] Arfel, Bernard, Biès, Blanc, Blanchard jeune, Bordère, Daniel Bouys savy, Daniel Briau, Joseph Caussade, François Delbourg jeune, P. Dommenget, Dussumier, Falquier jeune, G. Fournier P. jeune, Henin, Lacoste, Jean Marchand, Mercier, Noël, Pierre Ousti, Paris-Troqueau, Pierre Pauly aîné, Reyneaud (3).

Séance du 16 septembre 1791.

...Lecture des feuilles de Carra...

Les paquets retirés de la poste sont 1° un aperçu... de la France à l'époque de la prétendue coalition des souverains de l'Europe contre sa Constitution, par Adam-Philippe de Custine, député à l'Assemblée nationale (4)... ; 2° un paquet de la Société-mère, contenant... un *Discours* sur les Conventions nationales, par M. J. Pétion (5), une lettre de J.-H. Moreton à M. Duportail, en lui envoyant sa réclamation à l'Assemblée nationale (6)..., un prospectus sur le *Tableau de la Révolution française*... ; 3° un extrait du procès-verbal de la Société... [de] Morlaix sur les députés protestataires ; 4° une adresse de la Société de Caen, concernant une justification...

M. Lorandac a présenté pour candidat M. Jacques Besse... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 17 septembre 1791.

...Lecture d'une lettre du roi, écrite à l'Assemblée nationale, et envoyée par son premier ministre. Cette lettre, datée du

(1) Elle sera lue dans la séance du 16 septembre 1791. C'est une réponse aux félicitations que, le 10 septembre 1791, la Société avait décidé de lui envoyer.

(2) Synonyme d'artisans.

(3) *Arch. mun. Bergerac*, fonds Faugère, 2° carton, n° 94.

(4) *Bibl. nat.*, L b 39/5297. Cet *Aperçu* est du 26 août 1791.

(5) *Bibl. nat.*, L b 40/622. Le *Discours* de Pétion est du 7 août 1791.

(6) *Ibid.*, L n 27/14841. Cette lettre de Moreton est du 5 septembre 1791.

13, annonce... que Sa Majesté accepte la Constitution et... se rendra le jour ensuite au Sénat, pour la signer et jurer d'être fidèle. Cette heureuse nouvelle, arrivée par un extraordinaire, a fait la plus vive impression dans tous les cœurs (1)... Applaudissements...

M. Bordère, en demandant un certificat, a dit qu'il allait partir cette nuit pour Le Bugue et qu'il passerait à Lalinde ; que si l'assemblée voulait le charger d'une lettre pour apprendre cette nouvelle satisfaisante à nos frères, il y arriverait à la pointe du jour. Cette demande est adoptée et exécutée.

M. Perrié-Dussumier a observé... que M. l'abbé Tanson, homme non-conformiste et assez suspect, venait très souvent dans notre salle, soi-disant pour lire les nouvelles, et que, la Briaude n'ayant su jusqu'à ce jour s'il était notre membre (2), elle n'avait osé lui refuser la porte... L'assemblée a décidé que la Briaude serait priée de ne laisser entrer aucune personne, si elle ne la connaissait pour membre de la Société.

...[On lit une lettre de] MM. les officiers municipaux, qui avertissent la Société que, sur notre pétition au sujet de la lettre du sieur Roux (3), il y aura demain, à 2 heures après-midi, une assemblée à l'hôtel commun, où le sieur Roux paraîtra pour soutenir les motifs qu'il a allégués dans sa lettre... Ils invitent la Société à nommer douze membres pour y assister. Les membres... nommés sont MM. Alexandre Bordère, Bouyssavy (du Mercadil), Mercier, Boyer, Niolle, Eyma Ramus, Galina de Russel, Mestre, Reynaud, Dussumier jeune, Despaigne jeune et Bouyssavy, épinglier. M. le président a invité... tous les membres qui voudront y assister comme spectateurs à s'y rendre.

Un membre a... [proposé] qu'il ne soit plus retiré de la poste que les simples lettres... Adopté... [On écrira à Carra pour qu'il annonce cela dans ses feuilles... Signé] DUSSUMIER.

Séance du lundi 19 septembre 1791.

...Lecture des feuilles de Carra.

...[On délivre des certificats à MM.] Philippe Marchet... [et] Blanc, peintre.

...[On décide de rayer du tableau] les noms de MM. Cluzeau-Biran (4) et Vassal..., comme convaincus d'émigration et d'incivisme.

(1) La nouvelle de cette lettre du 13 septembre 1791 était venue rapidement, en effet; on avait même trouvé le temps de la réimprimer à Périgueux, chez l'imprimeur J.-P. Dubreuilh; la Société fut sans doute avertie par un exemplaire de cette réimpression, qui se trouve aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 2. Le texte de la lettre porte que le roi ira, le lendemain, prononcer « l'acceptation solennelle » de la Constitution à « l'Assemblée nationale »; les mots « au Sénat, pour la signer » sont une interprétation du secrétaire. Voir aussi la séance du 23 septembre 1791.

(2) Un Tanchon avait été admis membre de la Société, le 13 janvier 1791; mais nous n'avons pas trouvé trace de Tanson.

(3) Voir, à ce sujet, la séance du 12 sept. 1791.

(4) C'est de cette radiation que parlera un membre de la Société, Bléoud, maître en chirurgie, qui semble n'être resté membre de la Société que pour la mieux trahir, dans une lettre qu'il écrit, le 29 septembre 1791, à Gontier de Biran. Bléoud dira, faisant allusion au clubiste Boyer : « Dans une de nos séances, un honorable membre a demandé la parole (c'est M. B..., perruquier et

M. Sarrette a demandé qu'il fût fait un tableau du nom de tous les membres, pour être mis sous les yeux de l'assemblée... Un secrétaire a observé que, n'y ayant aucun registre suivi par ordre... de réception... il serait très difficile de s'en acquitter, attendu qu'il fallait exactement suivre tous les procès-verbaux... [On décide que le suppléant de M. Dommenget fera ce travail].

...[On décide de mettre] dans la rue, et au-devant de notre sortie, une lumière, attendu... que les nuits commencent à être fort noires et que des gens mal intentionnés pourraient facilement provoquer quelques-uns de nous, en sortant... [On nomme quatre commissaires à cet effet], MM. Biès, Reynaud, Boyer et Dumoulin... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 20 septembre 1791.

...[On délivre un certificat] à M. Jean Lespet.

...La motion de M. Perrié-Dussumier, tendant à faire une pétition à la municipalité, pour la prier de faire écrire les noms des rues et numéroter les maisons, a été adoptée... [Son auteur et M. Dumoulin rédigeront la pétition (1)... Signé] DUSSUMIER.

Séance du 23 septembre 1791.

...Lecture des feuilles de Carra..., de deux lettres de M. Gravier, datées, la première, du 14 septembre, et la seconde, du 17 ; leur contenu sont des détails sur l'acceptation et la sanction du roi (2)...

M. Mercier... a réclamé le secours de la Société en faveur d'un frère malade..., ayant une nombreuse famille et étant dans la plus affreuse détresse. La Société a prié M. Mercier de ne point dire le nom, afin que sa délicatesse ne fût point blessée, et il a été arrêté que MM. Reynaud et Mercier se mettraient à la porte, afin de recevoir l'offrande d'un chacun.

électeur) et a dit que son civisme exigeait qu'il dénonçât un membre qui s'était permis de faire son testament avant de partir pour la capitale. Sans doute, ajoute-t-il, qu'il va porter les armes contre les Amis de la Constitution; je demande qu'il soit biffé de dessus le tableau du club. Cette motion a été applaudie et, à la majorité absolue, il a été décrété que son nom disparaîtrait. Prenez garde, M. Cluzeau. La décision du club rend justice à votre bravoure... Je représentai qu'il devait être permis à tout homme qui jouissait de son bon sens de disposer, que souvent les moments étaient précieux, et, à l'appui de mon assertion, je disais qu'il aurait été à souhaiter que plusieurs eussent pris cette précaution, car, depuis deux ans, la tête avait tourné à bien des personnes » (Elie de Biran, *Notice sur Gontier de Biran*, p. 25 à 27). Cluzeau était le frère de Gontier de Biran. Il est piquant de constater qu'à la séance du 15 janvier 1792, ce sera le contre-révolutionnaire masqué Perrié-Dussumier qui proposera l'expulsion de Bléoud, parce que « suspect et ennemi juré de la Constitution ». Bléoud sera dénoncé à la Société le 15 janvier 1792.

(1) C'est le 30 juin 1791 que Perrié-Dussumier avait fait la motion. Dans la séance du 26 sept. 1791, cette pétition sera signée par les membres présents. Nous reproduisons ci-après le texte de cette pétition, écrite par Perrié-Dussumier. Il faudra que la Société envoie, le 6 novembre 1791, une nouvelle pétition en ce sens à la municipalité. Voir aussi la séance du 18 avril 1793.

(2) C'est le 17 septembre que la Société avait reçu cette nouvelle. Le 25 septembre eut lieu, à Bergerac, une fête en l'honneur de l'acceptation de la Constitution par le roi (voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 24 septembre 1791, f. 203).

...[On adopte une motion de M. Boyer], pour le rétablissement du pont (1)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance extraordinaire du dimanche 25 septembre 1791.

...M. le président a... annoncé que le principal objet de la convocation était pour délivrer un certificat à M. Géraud, qui doit partir de suite (2)... [Il est délivré].

M. le président a... annoncé que MM. les officiers municipaux l'avaient invité pour assister à la cérémonie qui doit avoir lieu aujourd'hui, au sujet de l'heureuse nouvelle de la sanction... [Plusieurs membres sont désignés pour se joindre à M. Bourson, président (3)... Signé] DUSSUMIER.

Séance du 26 septembre 1791.

...Lecture des feuilles de Carra.

Les lettres retirées de la poste sont 1° une lettre de M. Gravier, du détail de la cérémonie qui a eu lieu à Paris (4)... ; 2° une lettre des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, en réponse à notre... [demande de renseignements sur] la *Société des surveillants zélés de la Constitution*, pour accorder notre affiliation. Cette lettre nous en fait les plus grands éloges... Affiliation... accordée (5)... ; 3° une lettre des *Amis de la Constitution*, de Lorient...

[On lit une lettre de M. Chassagne, se disculpant d'avoir] fait l'agiotage des assignats (6)...

MM. Bacalan père et Bailly-Leconte ont prêté le serment et ont payé leur contribution.

...[Sur la proposition de M. Boyer], on décide de prier MM. les administrateurs d'émettre des bons de ville quand ils le jugeront convenable... M. Reynaud a demandé qu'il fût envoyé demain dix commissaires par devers MM. les électeurs, pour les prier de donner, dans leurs endroits, toute la confiance possible aux bons... [Adopté. Les commissaires sont] MM. Roland jeune, Saint-Aulaire, Corbet, Cailloux, notable ; Reynaud, Mergier, Bouyssavy (du Mercadil), Dussumier, secrétaire ; Veyry et Pauly fils..., [qui] porteront en même temps les pétitions à la municipalité (7)... [Signé] DUSSUMIER.

(1) Dans la séance du 26 sept. 1791, Boyer présentera son projet de rapport, qui sera adopté et signé par les membres présents. Voir, sur le projet de reconstruction du pont, la séance du 26 août 1791. Le 6 novembre 1791, la Société reviendra à la charge auprès de la municipalité, en faveur de cette reconstruction.

(2) Voir, sur l'article du règlement relatif aux certificats, la séance du 7 juillet 1791.

(3) Le 25 septembre 1791 eut lieu, en effet, à Bergerac, une fête à ce sujet. Voir le plan de la fête aux *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 24 septembre 1791, f. 203.

(4) Il s'agit sans doute de l'acceptation de la Constitution par le roi (voir la séance du 23 sept. 1791).

(5) C'est le 19 août 1791 que notre Société avait reçu la demande d'affiliation des *Surveillants zélés de la Constitution*, et le 14 septembre 1791 qu'elle avait demandé des renseignements aux *Amis de la Constitution* de Bordeaux.

(6) Le 5 août 1791, la Société s'était occupée des assignats.

(7) Le 12 septembre 1791, la Société avait étudié les moyens d'accroître le nombre des bons de ville. Voir la suite de ces démarches dans la séance du 3 octobre 1791.

[26 septembre 1791] (1).

...Les citoyens soussignés, faisant partie des *Amis de la Constitution*, ont l'honneur de vous adresser la présente pétition, pour vous prier de faire peindre les noms des rues à chaque coin et numérotter les maisons de chaque rue. Nous avons senti... combien cet établissement serait commode et agréable tant pour les habitants que pour les étrangers, ainsi que pour la destination des lettres et paquets et surtout pour les troupes qui ont l'occasion de passer, car ça épargnerait aux soldats beaucoup de peine..., en mettant sur leurs billets de logement telle rue et tel numéro. D'ailleurs, ça serait un très grand agrément pour la ville et qui ne coûterait pas grand chose, car chaque particulier serait obligé, comme à Bordeaux et ailleurs, de donner 2 ou 3 sols, et nous sommes persuadés qu'aucun ne s'y refuserait... Le surplus, s'il y en avait, serait pour les pauvres...

Nous désirerions que les noms des illustres régénérateurs de la liberté fissent l'ornement des principales rues, que les Mirabeau, les Robespierre, les Pétion, etc., fussent les noms chéris qui sans cesse irapassent notre vue, afin qu'à chaque instant notre imagination leur offrît l'hommage de la reconnaissance. Mais si... vous trouviez que les rues qui ont déjà un nom ne peut (*sic*) en être changées, nous vous prions toujours de les faire revivre en les faisant peindre. [La pétition est signée de 60 noms, que nous rangeons dans l'ordre alphabétique :] Archer, Auchier, Bacalan, Etienne Beaugès, Bernard, Bernard (*sic*), Bordère, Daniel Bouyssavy, Boyer, Daniel Brun, Pierre Cailloux aîné, Caussade, Charon, E. Colrieu-Mainsat, Corbet jeune, Courssou, Crépin, Dechamps, Depii jeune, Ducastaing, Ducastaing (*sic*), Dumonteil jeune, J. Duqueyla, Durive fils, R. Eyma, H. Felix, Frescarode, Frugès, P. Girou, Gravier, Bertrand Gravier (*sic*), E. Jarry, Lacoste, Lafon, Lambert, Lespinasse fils, B. Mahuzier, Malbernac, fils aîné, Martin, Martin (*sic*), Masse aîné, Mercier, Meslon, Paris-Troquereau, Paupapé, Pierre Pauly aîné, Pierré-Dussumier, Philbert fils, Plaziac, Ponterrie-Escot, Puymartin fils, Reclaud, Reclus aîné, Rolland aîné, Saint-Aulaire, Sarrette, Séjournas, Tamarelle, Vasseur, Veyry (2).

Séance du 30 septembre 1791.

...[On délivre des certificats à] MM. Corbet, Jarry et Dussumier.

...Annoncé que M. le trésorier demandait à rendre ses comptes. Il a été nommé quatre commissaires pour les vérifier... MM. Boyer, Biès, Galina de Russel, Frescarode, lesquels se rendront demain à six heures chez M. Rolland....

M. Boyer a demandé qu'on remit les séances à quatre par semaine, c'est-à-dire le dimanche, le lundi, le jeudi et le vendredi, mais l'assemblée s'est séparée sans en délibérer (3). [Signé] DUSSUMIER.

(1) C'est ce jour-là que fut signée cette pétition, décidée dans la séance du 20 septembre 1791. Elle est adressée à la municipalité de Bergerac.

(2) Arch. mun. Bergerac, fonds Faugère, 2^e carton, n^o 94.

(3) C'est le 14 juin 1791 que la Société avait décidé de se réunir tous les jours, mais, comme on peut le constater par les dates de procès-verbaux, cette décision n'avait pas été toujours strictement observée.

Séance du 2 octobre 1791.

...[On lit] une lettre des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, avec un discours imprimé, prononcé par un membre de leur Société, sur le respect dû aux lois... Ce [discours sera lu]... trois jours de suite... [et] envoyé à M. le curé, pour le prier de le faire lire au prône... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du lundi 3 octobre 1791.

...Lecture d'une adresse écrite par M. Eyma, président de la Caisse des bons patriotiques, qui nous accuse la réception de la nôtre au sujet de l'émission des bons, et nous annonce que le zèle de MM. les administrateurs a déjà prévenu nos desirs, et qu'au premier jour..., il y en aura de 15 et de 30 sols... (1) [1] ajoute que, si un membre de la Société... refuse de les prendre en échange de pain, viande, marchandises..., il doit être rayé du tableau....

Il a été retiré de la poste deux adresses, dont la première est des *Amis de la Constitution*, de Toulouse, au docteur Priestley, à Birmingham (2) ; la seconde est des *Amis de la Constitution*, de Tours, à M. Robespierre (3), par laquelle ils lui dénoncent une lettre anonyme, qu'on soupçonne être de M. Guépin, député à l'Assemblée nationale.

...[On délivre un certificat à] M. Roque jeune.

...[On lit] une lettre de M. Rochery, curé du Fleix (4), dans laquelle il se plaint que, depuis environ trois semaines, son prédécesseur, réfractaire à la loi, est rentré dans la paroisse... et que, depuis son apparition, il voit fuir tous les fidèles de son église, qu'il reçoit journellement mille injures... [de] ses paroissiens, et qu'enfin le ci-devant curé court les campagnes, faisant semblant d'apporter des remèdes aux malades, et que lui, lorsqu'il veut se présenter pour les consoler, il ne reçoit que des rebuffades... Il dit que cette paroisse est dans le plus grand désordre... et il invite la Société à engager le district et le département à prendre des moyens afin ou d'y ramener la tranquillité, ou de le transporter dans une autre paroisse... [Sur la motion de M. Dumoulin, l'assemblée décide d'inviter l'administration du département, jusqu'ici bien négligente, à ramener l'ordre au Fleix; sinon on la dénoncera à l'Assemblée nationale (5). Les

(1) C'est la suite des décisions prises par la Société le 26 sept. 1791. Le 8 juillet 1792, la municipalité de Bergerac écrira à celle de Bordeaux : « Vos billets de confiance avaient acquis dans notre cité le plus grand crédit..., peut-être plus que les nôtres » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte S, liasse 20, n° 5).

(2) La Société de Toulouse avait suivi l'exemple donné par les Jacobins (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. III, p. 59 et 82). L'Anglais Joseph Priestley, physicien, juriste et théologien, auteur d'une *Réponse aux Réflexions* de Burke, avait été proclamé citoyen français le 26 août 1792 et élu député à la Convention par deux départements français (sept. 92). Le 20 septembre 1792, il refusa de siéger.

(3) Nous maintenons l'orthographe du secrétaire, pour montrer combien le nom de Robespierre était encore peu connu d'un des membres pourtant les plus cultivés de la Société.

(4) Commune du canton de La Force, district de Bergerac.

(5) L'administration du département ne suivait, en effet, qu'à regret le mouvement révolutionnaire (voir notre *Esprit public*, p. 41 et 42).

commissaires rédacteurs] sont MM. Dumoulin, Mergier, Vasseur et Séjournas... [M. Dussumier rédigera (1) un projet de lettre] à M. le curé du Fleix, pour lui faire part de notre délibération...

Séance du mercredi 5 octobre 1791.

M. Bouyssavy (du Mercadil) a été appelé au fauteuil.

...M. Franchemont a remis sur le bureau une lettre anonyme qu'il dit tenir de M. Baillot, membre de la Société, laquelle lettre invite les *Amis de la Constitution* à aller accueillir, dimanche prochain, une bande de bigots qui vont tous les dimanches à Maurens, entendre la messe du sieur Lebœuf, prêtre réfractaire. Sur cela, un membre a observé que le sieur Lebœuf, dimanche dernier, était monté dans la chaire de vérité de Maurens, et qu'il avait prêché que, [pour] ceux qui vont entendre la messe des prêtres assermentés, il vaut autant qu'ils se jettent dans une fournaise ardente... [Sur la motion de M. Boyer, on décide d'écrire] aux membres de la Société [qui sont] des environs de Maurens, pour les prier de se rendre [ici] lundi prochain, afin d'attester la vérité sur cette dénonciation... (2).

Lecture d'une lettre des *Amis de la Constitution*, de Villamblard..., [demandant un extrait du procès-verbal de leur affiliation. Il sera fait en conséquence(3). Signé] DUSSUMIER.

Séance du vendredi 7 octobre 1791.

...[On lit] une lettre de M. Dumoulin, qui dit qu'une maladie l'a empêché de.... se joindre aux autres commissaires rédacteurs de l'adresse au département (4). M. Le Vasseur, un des commissaires, a fait part du projet [d'adresse]...Adopté..., [mais elle ne sera] envoyée que lorsque le district, qui est à même de s'occuper du même sujet, aura fini...

...Lecture d'une lettre d'un membre plongé dans la détresse, qui réclame le secours de la Société. Il a été nommé deux commissaires..., MM. Reynaud et Mercier, pour se placer à la sortie de la salle et recevoir les offrandes d'un chacun (5)...

M. le vice-président occupant le fauteuil a prié M. le secrétaire de faire convoquer la Société pour dimanche prochain à 3 heures après-midi, afin de procéder... [au renouvellement des officiers de l'assemblée... Signé] DUSSUMIER.

Séance du lundi 10 octobre 1791.

...Lecture des feuilles de Carra.

...Adresses retirées de la poste. L'une est de Poitiers, qui

(1) Il le présentera et le fera adopter dans la séance du 5 octobre 1791. Quant à la lettre au département, voir la séance du 7 octob. 1791.

(2) Nous voyons seulement, dans la séance du lundi 10 octob. 1791, M. Gillet présenter, au sujet de la dénonciation de Lebœuf, un mémoire dont la discussion sera ajournée. Voir la séance du 11 octobre 1791.

(3) Le 27 août 1791, notre Société avait déjà décidé d'expédier à celle de Villamblard le contrat d'affiliation.

(4) C'est le 3 octobre 1791, que la Société avait décidé de faire la démarche auprès de l'administration du département. Le 10 octobre 1791, il sera reparlé de l'adresse au département.

(5) Sans doute la Société se borne-t-elle à renouveler la décision qu'elle avait prise le 23 septembre 1791.

annonce une nouvelle composition pour voyager dans un aérostat. La seconde est de M. Jean-Jacques Séjour, de Bordeaux, qui... [propose] qu'aucun membre n'ait de relations avec les députés de l'Assemblée constituante qui ont protesté... Ajournée.

...[On délivre des certificats à] MM. Vasseur, Borie et Besot...

[Sur la proposition de M. le président, on reçoit membre M. Chopin], sans autre forme.

...[Sur la proposition de M. Boyer, on décide de faire] une convocation pour demain mardi, à l'heure ordinaire, afin de voir les moyens qu'on pourra prendre au sujet des grains... (1).

[On décide de tenir séance] jeudi prochain, à l'heure ordinaire, afin de procéder à la nomination des officiers de l'assemblée, attendu qu'hier dimanche personne ne se rendit pour cet effet...

M. le secrétaire chargé de recopier l'adresse au département (2), au sujet du Fleix, a observé que le rédacteur avait laissé exister ces mots « la Société des Amis de la Constitution », et il a demandé si l'assemblée trouvait à propos de se caractériser ainsi, ou si elle voulait qu'il fût dit « les citoyens soussignés »... L'assemblée a décidé que, tant que la loi ne le défendrait point, elle resterait toujours Société des *Amis de la Constitution*, et qu'elle ne prendrait pas d'autre titre, dans ses adresses ou pétitions, observant néanmoins de les signer individuellement, comme la loi l'ordonne (3)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 11 octobre 1791.

...Lecture d'une lettre de M. Bailhot, qui dénonce M. Leboeuf comme un perturbateur de l'ordre.... [Il sera] fait une adresse au district, pour lui dénoncer la conduite du sieur Leboeuf (4)...

M. Boyer a renouvelé (5) sa motion pour réclamer trois juges de paix... Adoptée... après un assez long débat.

...La discussion sur les grains a été ouverte... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du jeudi 13 octobre 1791.

...[Motion de M. Boyer], pour que tous les numéros de la *Feuille villageoise* appartenant à la Société fussent reliés et attachés avec une petite chaîne dans un endroit... de la salle, afin que chaque membre pût les lire quand il le voudrait.... Adoptée... [On fera de même pour les feuilles de Carra] (6).

(1) Le 12 septembre 1791, la Société s'était occupée de la question des grains.

(2) Sur cette adresse, voir la séance du 7 octobre 1791.

(3) Procès-verbal caractéristique, qui marque les premiers symptômes de désaffection envers la Constitution monarchique et bourgeoise de 1791. La loi dont il s'agit est celle du 18-22 mai 1791 (Duvergier t. II p. 445).

(4) Voir, sur l'affaire Leboeuf, la séance du 5 octobre 1791.

(5) Dans la séance du 7 octobre 1791, il avait proposé de prier la municipalité de réclamer du Corps législatif trois juges de paix pour Bergerac, dont la population, disait-il, était de plus de 8.000 âmes. Voir, sur les assesseurs des juges de paix, la séance du 18 février 1791. Le 6 novembre 1791, la Société renouvellera, auprès de la municipalité, sa démarche en faveur de l'augmentation du nombre des juges de paix.

(6) Ainsi était complétée la mesure décidée dans la séance du 9 juin 1791.

...[On renouvellera] l'abonnement de *la Feuille villageoise*...

[Election de M. Bourson président, et de M. Boyer vice-président] (1)... On a passé à la nomination des secrétaires. Plusieurs membres ont demandé quels étaient ceux qui devaient sortir. On a observé que les quatre précédents avaient été nommés tous à la fois et que tous les quatre devaient sortir, ou tirer au sort, pour savoir les deux qui resteraient. Mais, après plusieurs observations, MM. Niolle, Boutiron et Duclos ont été remerciés, et M. Perrié-Dussumier a été continué. On a dépouillé le scrutin pour les trois nouveaux, et il a été favorable à MM. Boyer, Puymartin et Gravier-Lacoste fils. M. Roucou, qui, après eux, s'est trouvé avoir le plus de suffrages, a été, comme à l'ordinaire, proclamé secrétaire-suppléant. M. le président nouveau... a nommé pour commissaires d'ordre MM. Bouyssavy, buraliste; Reynaud, ferblantier; Laubanie et Bouyssavy, épinglier... [Signé] PERRIÉ-DUSSUMIER.

Séance du vendredi 14 octobre 1791.

...M. Dussumier, secrétaire, en remerciant l'assemblée de l'honneur qu'elle lui a fait de le continuer pour son secrétaire, l'a priée... [d']enjoindre aux membres de ne point s'approcher du bureau, [la] séance ouverte, attendu... qu'il se perdait journellement des papiers... M. le président a observé qu'il y avait un arrêté pour qu'aucun membre ne touchât aucun papier, excepté les secrétaires, et il a invité l'assemblée à s'y conformer (2)...

Il a été retiré de la poste deux adresses, l'une, de Poitiers, aux citoyens, ayant pour formule ces deux vers :

L'univers voit en eux les ennemis du crime
Et l'exemple imposant d'une vertu sublime,

en parlant des augustes députés sans tache, et l'autre, de Besançon, sur l'armée de ligne ; et une adresse à l'Assemblée nationale, par un soldat du 8^e régiment... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du lundi 17 octobre 1791.

...Lecture des feuilles de Carra.

Il a été retiré de la poste 1^o une lettre des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, avec la copie d'une... lettre écrite par eux... [aux] Jacobins de Paris, sur le décret au sujet des clubs ; 2^o une autre lettre par les mêmes aux Sociétés affiliées, contenant un discours par des dames citoyennes et la réponse du président ; 3^o une circulaire de Versailles, intitulée *Suite des réflexions d'un citoyen sur les moyens d'attaque et de défense que doivent employer les gardes nationales* ; 4^o une lettre d'un militaire, membre des *Amis de la Constitution*, de Stenay (3)...

[Un certificat est délivré à] M. Paris-Troquereau... [Signé] DUSSUMIER.

(1) C'est au 11 septembre 1791 que remontait la dernière élection du bureau.

(2) Nous n'avons trouvé précédemment aucune mention de cet arrêté.

(3) Sans doute Stenay dans la Meuse.

Séance du vendredi 21 octobre 1791.

...Lecture des feuilles de Carra...

[On discute, sans y donner autrement suite, la motion de M. Perrié-Dussumier (1), tendant à inviter le département à réclamer du Corps législatif la permission de faire battre monnaie. Signé] DUSSUMIER.

Séance du 24 octobre 1791.

...[On ouvre] deux paquets venant de la Société-mère... Dans le premier... étaient 1° une adresse aux députés de la nouvelle législature, par M. Grégoire, membre de la première; 2° un discours sur l'utilité des Sociétés... populaires, par M. J.-P. Brissot, député à la deuxième législature. Dans le second, 1° un imprimé intitulé *Prix proposé par la Société des... Jacobins...*, 2° un autre, intitulé *Réflexions sur quelques bruits concernant les prétendus dangers de la prochaine séparation de l'Assemblée nationale*, etc., par M. P.-L. Roederer, député à l'Assemblée nationale; 3° un extrait du procès-verbal de la Société des *Amis de la Constitution*, de Paris, du 11 septembre dernier, relatif à la manière d'admettre à ses séances les députés à l'Assemblée nationale (2); 4° Observations, par M. Roederer, sur l'observation des Comités de Constitution, etc.; 5° autres vues proposées... aux Jacobins, pour éclairer le peuple de la campagne, par M. J.-M. Coupé, curé de Sermaise, député à la nouvelle législature; 6° un discours de M. J.-P. Brissot sur la nécessité de maintenir le décret rendu le 15 mai dernier sur les gens de couleur libres; 7° précis des mauvais traitements qu'a reçus M. Moreton; 8° adresse de ce même citoyen à l'Assemblée nationale; 9° ...deux numéros d'un journal intitulé *l'Ami des citoyens*, des 18 et 22 septembre dernier, n°s 8 et 9; [10°] une adresse d'un malheureux qui réclamait les secours de la Société; le peu de fonds qui se sont trouvés au tronc a fait qu'on n'a pu le satisfaire; [11°] une autre, de la Société de SainteFoy, qui réclamait également pour un de ses membres infortunés.

Il a été remis sur le bureau 18 exemplaires de divers décrets de la part de MM. les administrateurs (3)... Lecture du procès-verbal... [Signé] PUYMARTIN FILS.

Séance du mercredi 27 octobre 1791.

Après la lecture des nouvelles, M. Perrié-Dussumier, étant monté à la tribune..., a fait une motion sur la manière d'organiser la Société. Cette motion, précédée... d'un argument analogue, a été mise aux voix, article par article, savoir :

Art. 1. Il sera fait une convocation générale et par billet pour le premier dimanche du mois prochain, et, d'ici à cette époque, M. le président annoncera, tous les soirs, que cette assemblée aura lieu un tel jour.

(1) Le même membre avait présenté cette motion dans la séance du 19 sept. 1791.

(2) Voir Aulard, *La Société des Jacobins*, t. III, p. 123.

(3) Le 20 décembre 1790, la Société avait appris que l'administration du district était résolue à lui communiquer un exemplaire de tous les décrets.

Art. 2. Tous les membres qui ne se trouveront pas à cette assemblée (1) seront censés s'être retirés. En conséquence, leur nom sera tracé du tableau.

Art. 3. Tous les membres présents à cette assemblée, après avoir prêté le serment d'usage, prêteront celui d'être fidèles à la Société (2).

Art. 4. Il y aura un registre déposé sur le bureau. Ce registre sera paraphé et numéroté par le président de l'assemblée, et chaque membre sera tenu de s'inscrire ou de s'y faire inscrire.

Art. 5. Il sera mis, au haut du registre, « nous soussignés, jurons etc. » le serment rapporté à l'article 3.

Art. 6. Après ces formalités remplies, tous les membres inscrits donneront pour leur contribution la somme de 30 sols, et successivement tous les six mois 30 sols. [A] ceux qui ne paieront pas dans le moment [voulu], il... sera donné un mois, après lequel, s'ils ne viennent pas remplir ce préalable, ils seront censés s'être retirés.

Tous ces articles ont été adoptés, sauf amendement..., excepté le dernier article, qui a été rejeté. M. Blanc, gendre de M. Michelet, a... fait voter un amendement au 4^e article (3)..., [Signé] DUSSUMIER.

Séance du lundi 31 octobre 1791.

...[On lit] 1^o une lettre des *Surveillants zélés de la Constitution*, de Bordeaux, nos affiliés (4), lesquels nous envoient plusieurs décrets et nous recommandent une lettre incluse dans leur paquet, signée Conilh, lequel prie la Société de... le faire payer d'une créance qui lui est due par M. Grenier de Sentet, disant que M. Grozet fils lui tient depuis longtemps ces pièces... [M. Mercier est désigné pour s'occuper de cette affaire... Signé] DUSSUMIER.

Séance du vendredi 4 novembre 1791.

...[On lit] deux feuilles de Carra, n^{os} 26 et 28... [et] différents extraits de plusieurs autres papiers nouvelles.

M. le président a annoncé que dimanche prochain était le jour de la convocation générale pour organiser la Société (5), et il a fait part d'une formule de serment pour mettre au haut du registre, conçue en ces termes : « La disparition de plusieurs membres de la Société l'a portée à prendre un arrêté dans lequel il est dit que tous les membres seront convoqués par billet (6).

(1) Du premier dimanche du mois prochain.

(2) Il est piquant de voir Perrié-Dussumier proposer ce serment de fidélité à la Société, lui qui, quelques années plus tard, sera un des adversaires les plus acharnés de ses anciens collègues fidèles à leur passé et un des chefs de la contre-révolution à Bergerac.

(3) Des mesures analogues avaient été adoptées le 14 juin 1791; elles étaient sans doute restées sans effet. Voir, plus loin, la séance du 4 novembre 1791.

(4) C'est le 26 septembre 1791 que notre Société avait accordé son affiliation aux *Surveillants zélés de la Constitution*.

(5) Cette convocation avait été décidée le 27 octobre 1791. Voir la suite dans la séance extraordinaire du 6 novembre 1791.

(6) Sur ce mode de convocation, voir la séance ordinaire du 14 juin 1791.

pour de nouveau prendre le serment de rester fidèle à la Constitution et à la Société, et qu'il sera ouvert un registre où chaque membre signera la présente convention. En conséquence, aujourd'hui et jours suivants, rassemblés dans notre salle ordinaire, les citoyens, fidèles à leur serment, ont signé comme suit »... Adopté .. [Signé] DUSSUMIER.

Séance extraordinaire du dimanche 6 novembre 1791.

...Pendant que les membres prêtaient le serment un à un, les autres se sont occupés de la nomination d'un président... [C'est de nouveau] M. Bourson..., ainsi que M. Boyer, vice-président (1)...

Lecture de trois lettres, la première, de M. Choiet, la seconde, de M. Rabier aîné, et la troisième, de M. Fumouze. Ces trois lettres nous disent que leurs auteurs n'ont pas pu se rendre à notre assemblée, mais qu'ils acquiescent d'avance à ce qui sera délibéré (2)... [Signé] DUSSUMIER.

[6 novembre 1791].

...[Le 6 novembre 1791(3), la Société des *Amis de la Constitution* adressait la pétition suivante à la municipalité de Bergerac:]

Un des droits les plus précieux que les citoyens aient acquis par la Constitution, c'est l'examen qu'ils peuvent apporter dans toutes les parties de l'administration, et (*sic*) présenter leurs vues sur tous les objets qui tendent au bien public et à l'amélioration du sort des malheureux...

Dans plusieurs occasions, les citoyens composant la Société des *Amis de la Constitution*, jaloux de concourir à un si grand bien, ont avec succès présenté leurs vues à ceux qui, chargés des diverses administrations, sont les dépositaires des lois, dont l'exécution est confiée à leurs soins, mais particulièrement ils ont eu à se louer de l'accueil favorable qu'ont reçu auprès de la municipalité les pétitions ou adresses que la Société lui a fait parvenir, car, si quelques-unes sont restées sans réponse, nous l'avons attribué à leur peu d'importance ou à vos occupations journalières...

Il en est trois qui vous ont été présentées... et qui sont de ce nombre. La 1^{re} est sur un mémoire à présenter sur la reconstruction du pont. La 2^e, pour faire inscrire les noms des rues et numérotier les maisons; et la 3^e, sur l'augmentation des juges de paix. Comme nous regardons ces objets utiles et même de la plus grande importance, nous vous prions, Messieurs, de nous faire savoir le résultat de vos délibérations sur cela. L'amour du

(1) C'est le 13 octobre 1791 que Bourson avait été élu président, et Boyer, vice-président.

(2) Voir, sur les délibérations relatives au nouveau règlement, la séance du 14 novembre 1791.

(3) Il est probable qu'il y eut une séance ordinaire du 6 novembre 1791, dans laquelle fut décidé l'envoi de cette pétition à la municipalité. La Société s'était occupée, pour la dernière fois, du pont, le 23 septembre 1791, des noms des rues et du numérotage des maisons, le 20 septembre 1791, de l'augmentation du nombre des juges de paix, le 11 octobre 1791. La question du pont reparaitra dans la séance du 24 frimaire an II.

bien public, qui nous anime, nous fait désirer que vous les ayez reçues favorablement, et l'impatience que nous avons de le savoir nous a déterminés à renouveler nos vœux. Persuadés que vous voudrez bien y avoir égard, agréez le respect des citoyens composant la Société...

[La pétition, écrite par Dussumier, est suivie de 35 signatures, que nous rangeons dans l'ordre alphabétique:] Arfel, Bailly, Bergegère, Bernard, Blanchard jeune, Borie, Daniel Bouyssavy, Boyer, P. Boyer (*sic*), Jacques Calliou, P. Capmau, Chanconier (?), Charon, Conte, Corbet jeune, Cuminal, Dussumier, F. Fayolle, Franchemont, Gast, Goubie, Henin, E. Jarry, Jirodel jeune (Bernard a signé pour), Labonne aîné, Laurent, Laval, B. Mahuzier, Marchet, Mercier, Bnd Mounet fils, Nossiet, Rochefort, Roucou fils, Sainte-Foi. [Une autre signature est illisible] (1)...

Séance du lundi 7 novembre 1791.

...[On lit] une adresse des *Amis de la Constitution*... [de] Strasbourg, pour nous inviter à nous abonner au journal nouvellement établi dans leur ville...

[On lit une] lettre de l'auteur du *Journal* intitulé *des Amis de la Constitution*, qui nous invite à retirer 4 livres, qui nous reviennent sur notre abonnement, attendu que ce journal n'a plus lieu (2)...

M. Perrié-Dussumier a proposé pour candidat M. Elie Pacher... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 11 novembre 1791.

...[On élit membres] MM. Laurandat, présenté par Jacques Besse, et Elie Pacher, [présenté] par Perrié-Dussumier...

Il a été remis sur le bureau... une adresse de la Société de Monflanquin (3), qui nous prie de lui marquer comment va la tranquillité dans cette ville (4)...

M. le président a réclamé la protection de la Société en faveur d'une veuve... Sur une observation de M. Lalande-Biran, cette affaire a été renvoyée au bureau de conciliation.

M. Lalande-Biran... a parlé en faveur de notre respectable curé (5), disant qu'il n'avait que cent louis d'honoraires et qu'il était tellement chargé de pauvres qu'il... était privé de bien des choses qui lui étaient d'une nécessité urgente...; l'apôtre se privait non seulement de café, qu'il avait accoutumé de prendre, mais encore de feu dans son appartement... [Il propose] une adresse à M. Pontard, notre évêque, pour le prier de s'intéresser en faveur de notre pasteur et lui faire obtenir, s'il est possible...

(1) Arch. mun. Bergerac, fonds Faugère, 2^e carton, n^o 94.

(2) Il s'agit du journal dirigé par Choderlos de Laclos, et dont nous avons précédemment parlé (voir les séances des 21 janvier et 8 février 1791). Le dernier n^o du *Journal des Amis de la Constitution* avait paru le 20 septembre 1791 (Tourneux, *o. c.*, t. II, p. 377).

(3) Localité du Lot-et-Garonne.

(4) A la séance du 25 nov. 1791, Perrié-Dussumier présentera un projet de réponse, qui sera adopté.

(5) Il s'agit du curé de Bergerac, Lasserre, dont la Société s'était maintes fois occupée.

3.000 livres... La Société a prié M. Lalande de faire son projet par écrit (1)...

M. Raymond a présenté pour candidat M. Monbouché... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 14 novembre 1791.

...Lecture d'une lettre de M. Lanauve...

M. Boyer a demandé qu'on fit l'emplette d'un livre très instructif au sujet de la Constitution. Adopté...

...Lecture des feuilles de Carra.

Il a été retiré de la poste 1° une adresse de la Société-mère, contenant... plusieurs discours relatifs à la Constitution; 2° une adresse de Rennes, envoyée par les *Amis de la Constitution*, au sujet de la cérémonie qu'ils ont rendue à leurs ci-devant députés, M. Le Chapelier et autres.

Le projet réglementaire présenté par M. Perrié-Dussumier a été livré à la discussion, article par article, ainsi qu'il suit (2) :

Art. 1. Pour percevoir la contribution mois par mois, il sera nommé un commissaire perpétuel. Ce commissaire se nommera commissaire-receveur; il aura la liste générale, et, tous les premiers du mois, il fera des billets d'invitation pour tous ceux dont le terme sera échu, et ils auront tout le mois pour payer, au bout duquel le commissaire... fera connaître ceux qui sont en retard; après quoi il versera sa recette dans la caisse du trésorier, et en retirera un reçu qu'il aura soin de conserver...

Art. 2. Le même commissaire veillera à la sûreté des archives, ainsi qu' [à] tous les objets de dépense, comme bois, chandelle, etc., et, lorsque quelque chose sera en défaut, il en préviendra la Société...

Art. 3. Le même commissaire fera les provisions; il en tiendra un compte... qui sera... vérifié avec le compte de l'argent que le trésorier aura fourni. Enfin, ce commissaire aura l'inspection sur tout ce qui regarde la Société...

Tous ces articles ont été adoptés... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du vendredi 18 novembre 1791.

...[On élit membre] M. Monbouché, présenté par M. Raymond...[On lit] une lettre du Comité de correspondance de la Société-mère..., réponse à notre dernière, sur les émigrations...; une lettre de M. Jean Peytavid, qui s'excuse de ne pouvoir assister à nos séances...; deux adresses imprimées au sujet des citoyens colons, au sujet de l'insurrection qui vient d'y avoir lieu.

M. le président a invité tous les citoyens à assister demain à la nomination des officiers municipaux, qui se fera après-midi... [On lit] un discours analogue, prononcé dans la Société de Bordeaux. La conclusion de ce discours est un arrêté pris par cette Société, que tous ceux de ses membres qui n'assisteront pas aux assemblées primaires seront rayés de leur tableau. M. Honoré Rolland a demandé que notre Société prît une délibéra-

(1) A la séance du 19 nov. 1791, la Société décidera de ne pas donner suite à sa proposition.

(2) Voir, sur ce projet, la séance du 27 octobre 1791.

tion... Ajourné à demain... [On décide] que ce même discours... [sera] lu dimanche, dans toutes les sections...; il a été nommé quatre commissaires..., MM. Galina de Russel, Rolland aîné, Goubie aîné et Niolle..., chargés de faire cette lecture.

...Lecture d'une lettre de M. Ladeymarie, curé constitutionnel de l'église neuve d'Eyraud (1), qui nous dénonce son prédécesseur, M. Andrieu, pour avoir fait plusieurs vols dans son église et troublé... la paix dans sa paroisse... Cette lettre... [sera] envoyée au district... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 19 novembre 1791.

..Lecture du procès-verbal de la veille....

M. Monbouché a... prêté serment... et a payé son contingent...

[On propose de nommer le commissaire-receveur (2), mais] la Société n'était pas assez nombreuse, malgré qu'elle fût comptante, parce que la place de ce commissaire était très importante...; cette nomination a été renvoyée à lundi prochain... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 21 novembre 1791.

...Lecture des feuilles de Carra et autres nouvelles....

[On délivre un certificat] à M. Raymond...

[On adopte un projet de lettre de M. Boyer] à l'Assemblée nationale, au sujet des affaires actuelles...

M. Perrié-Dussumier a été proclamé... commissaire-receveur (3)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 25 novembre 1791.

...Lecture des papiers nouvelles... [et d'] une lettre de M. Bonnet, curé, qui prie la Société de l'excuser s'il ne se rend pas au temps prescrit pour prêter le nouveau serment (4)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance extraordinaire du 27 novembre 1791.

M. le président a annoncé que l'objet de la convocation était pour discuter la motion faite précédemment par un membre, au sujet des patentes (5).

M. Niolle... [annonce] que M. le procureur-syndic allait se rendre à notre assemblée et qu'il apporterait les lois... [relatives] aux patentes.

Dans cet intervalle, M. le président a fait la motion pour

(1) Sans doute s'agit-il de Saint-Jean d'Eyraud, dans le canton de Montagnac, ou de Saint-Pierre d'Eyraud, dans le canton de la Force, également dans le district de Bergerac.

(2) La création d'un commissaire-receveur avait été décidée le 14 novembre 1791. C'est le 21 novembre que l'élection aura lieu.

(3) C'était précisément l'auteur du règlement adopté le 14 novembre 1791.

(4) En vertu de la délibération du 27 octobre 1791.

(5) Dans la séance du 25 nov. 1791, la Société avait décidé, en effet, de se réunir à ce sujet, le dimanche suivant, à 3 heures de l'après-midi.

faire mettre un tapis sur le bureau. Plusieurs membres ont réclamé pour que, avant de faire des dépenses, la Société eût connaissance de l'état de ses comptes. Sur cela, M. le président a prié MM. Boyer et Galina de passer chez M. le trésorier, pour les régler...

M. Boyer... a développé avec énergie la loi au sujet des patentes; il a fait, en outre, part d'une lettre des *Amis de la Constitution*, de Bordeaux, relativement à cela.

M. Boissière, étant... entré, portant plusieurs décrets sur les patentes..., a fait lecture des principaux articles... Il a été décidé que M. Boissière aurait la bonté d'écrire au département, pour le prier de nous donner des éclaircissements là-dessus... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 28 novembre 1791.

...[On délivre un certificat à] M. Chopin...

Il a été retiré de la poste 1° une adresse... des... Jacobins Saint-Honoré; 2° une adresse du *Club national*, de Bordeaux, à toutes les Sociétés de l'empire; 3° une autre..., des Jacobins (1), de Bordeaux, au sujet du décret sur les émigrants; 4° une lettre de M. Bargeas, notre frère, présent à Angoulême, lequel fait cadeau à la Société d'un tableau imprimé contenant l'acte constitutionnel... M. Dussumier [le remerciera (2). Signé] DUSSUMIER.

Séance du 2 décembre 1791.

...M. le président a annoncé que dimanche prochain était le jour du renouvellement des officiers de la Société, et il a invité tous les membres à assister à cette séance qui sera tenue à 3 heures après-midi.

...[On décide d'] établir un Comité de correspondance (3)...

[On délivre des certificats] à MM. Masseron et Puymartin fils...

[On lit des lettres de MM. Lajugie (de Gallas), Boyer (du Monteil), Jaure fils et Misaubin, qui] s'excusent de ne pouvoir se rendre [en temps voulu]... pour renouveler le serment (4)... M. Jaure demande un certificat, comme devant partir pour Bordeaux et ne pouvant se rendre pour le réclamer verbalement... [On lui écrira qu'on le lui refuse], conformément à la délibération prise à ce sujet (5)...

[On décide d'] enjoindre aux membres de ne point environner le poêle avec des chaises... [Signé] DUSSUMIER.

Séance extraordinaire du dimanche après-midi, 4 décembre 1791.

...M. Jaure fils s'est présenté... pour réclamer un certificat... [qu'on lui délivre]...

(1) Le secrétaire veut dire sans doute *Amis de la Constitution*.

(2) A la séance du 2 déc. 1791, il présentera le projet de réponse, qui sera adopté.

(3) Le 20 août 1791, on avait bien nommé un Comité de correspondance, mais il n'avait sans doute pas donné beaucoup de preuves d'activité. Voir la séance extraordinaire du 4 décembre 1791.

(4) Prescrit par délibération du 27 octobre 1791.

(5) Délibération du 7 juillet 1791.

[On nomme sept membres qui composeront] le Comité de correspondance (1)..., MM. Bourson, Boyer, secrétaire, Perrié-Dussumier, Rolland jeune, Vasseur, d'Esmartis-Laperche et Gravier, commissionnaire... [Signé] PUYMARTIN FILS.

Séance du 5 décembre 1791.

...Lettre de M. Bayard, membre de la Société, qui dénonce le sieur Carme, domestique de Mme Sorbier, pour avoir... injurié notre respectable pasteur et son vicaire, M. Durand... L'assemblée a décidé que cette lettre serait renvoyée par dix commissaires à la municipalité...

[On lit une lettre de M. Durand, de Bordeaux, disant que la Société de Bordeaux a décidé, après avoir lu le discours anglophile fait aux Jacobins par M. Pétion, maire de Paris, de placer dans la salle des drapeaux anglais et américains entre-lacés et de donner dimanche un banquet civique en l'honneur des Anglais; M. Durand propose à la Société de Bergerac d'en faire autant. La proposition est adoptée. On nomme quatre commissaires pour présenter un plan relatif à cette cérémonie... : MM. Boyer, perruquier, Dussumier, secrétaire, Reynaud et Blanchard, perruquier (... [Signé] DUSSUMIER.

Séance extraordinaire de l'après-midi 8 décembre 1791.

...M. Lacoste, commissionnaire, a remis... un paquet contenant un grand nombre d'exemplaires d'un catéchisme explicatif constitutionnel, [fait] par M. Faure, curé de Saint-Martin, canton de Sainte-Foy, avec une lettre de l'auteur, qui prie la Société de les faire distribuer gratis... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du lundi 9 décembre 1791.

...[M. Dussumier propose de mettre une garde à la porte de la maison de M. le curé Lasserre, mais celui-ci, qu'on va consulter, fait répondre qu'il n'est point menacé]...

[Il a été retiré de la poste 1° une adresse... [de la] Société... de Toulouse au roi, au sujet du veto sur le décret des émigrants... [On décide que le Comité de correspondance présentera un projet d'adresse analogue] (3) ; 2° une autre adresse, de la Société de Bordeaux, sur le même sujet... [Signé] DUSSUMIER.

(1) L'établissement de ce Comité avait été décidé le 2 décembre 1791.

(2) A la séance du 8 décembre 1791, Boyer présentera ce plan, qui sera adopté; on nommera quatre commissaires chargés de trouver un local approprié, et quatre autres, Cailloux Antoine, Mergier, Chancogne et Roly-Mestre, pour recevoir la contribution de ceux qui désireraient s'inscrire pour le banquet, à raison de 12 sols. A la séance du 9 déc. 1791, la Société décidera que la cérémonie aura lieu dans la salle des Jacobins (en réalité elle aura lieu dans la salle des Récollets). A la séance du 11 déc. 1791, la fête sera fixée au dimanche suivant. Voir la suite à la séance du 14 déc. 1791.

(3) Il s'agit sans doute du décret du 29 novembre 1791, relatif aux rassemblements des émigrés (Duvergier, t. IV, p. 26). Dans la séance du 11 déc. 1791, on adoptera le projet d'adresse en ce sens, présenté par Boyer, au nom du Comité de correspondance, et on décidera d'en envoyer copie à Carra, pour qu'il l'insère dans son journal. Elle sera signée par les membres présents, à la séance du 14 déc. 1791, et définitivement adoptée le 16 décembre 1791.

Séance du 11 décembre 1791.

...[On élit M. Gravier, commissionnaire, président; M. Bourson, vice-président, et] MM. Perrié-Dussumier, Niolle, Boyer, perruquier, et Vasseur, [secrétaires] (1)...

M. Veyry, marchand, a présenté pour candidat son frère M. Veyry, chapelier, et M. Noel..., son neveu, M. Bedel... [Signé] D.

Séance du mercredi 14 décembre 1791.

...[On élit membres] MM. Veyry, chapelier, Durive fils (de Mouleydier), Bedel. Ce dernier, présent..., a prêté son serment et a payé sa contribution.

Un membre a observé qu'il craignait que le local choisi par les commissaires ne suffît pas, tant pour la solidité que pour l'espace (2)... Il a été décidé qu'il serait nommé quinze commissaires pour de nouveau examiner le local proposé et, en cas d'insuffisance, en chercher un autre. Les commissaires ont été nommés et doivent se réunir demain, de 8 à 9 heures du matin...

Un membre a observé que la Briaude, chargée de faire le repas, ne pourrait fournir assez de couverts et qu'il convenait que chacun y pourvût (3)...

[On adopte des projets de réponse, l'un, à la Société de Rennes, présenté par M. Perrié-Dussumier; l'autre, à la Société-mère, présenté par M. Boyer (4)].

Séance du 16 décembre 1791.

...M. Caillou Jacob s'est plaint que quelqu'un faisait courir le bruit qu'il avait été chez Mme Couder, lui demander de l'argent pour fournir au repas que la Société se propose de faire dimanche prochain (5)... Des [commissaires vont se renseigner et reviennent, disant] qu'effectivement un homme s'était présenté chez... [Mme Couder], et lui avait fait la demande en question, mais elle a assuré que ce n'était point M. Caillou...

Il a été retiré de la poste 1° une adresse de la Société de Beaune à toutes les Sociétés affiliées, sur les émigrants et les prêtres non-conformiste, [2°] une adresse de Lorient, qui invite à faire une adresse à l'Assemblée nationale, pour la féliciter sur ses principes, [3°] une autre de Bayonne, pour blanchir plusieurs grenadiers, qui avaient été inculpés fausement... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du dimanche 18 décembre 1791.

...M. le président a... député trente commissaires, pour aller chercher le drapeau relatif à la cérémonie, et il leur a

(1) La dernière élection du bureau avait eu lieu le 6 novembre 1791.

(2) Déjà, le 2^e juin 1791, des clubistes réclamaient un local plus vaste.

(3) Voir la séance du 5 décembre 1791, où la Société avait décidé de donner un banquet civique. Voir aussi la séance du 16 décembre 1791.

(4) C'est probablement cette lettre qui sera lue, aux Jacobins, le 26 décembre 1791, et d'après laquelle la Société « réclame un décret contre les prêtres fanatiques » (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. III, p. 299). La Société avait reçu, le 14 novembre 1791, une lettre de la Société de Rennes; elle avait reçu des adresses des Jacobins les 28, 18, 14 novembre 1791, etc.

(5) Voir, sur ce banquet, la séance précédente, et celle du 18 décembre 1791.

recommandé que le plus ancien d'âge eût l'honneur de le porter... Plusieurs membres ont fait des observations pour que l'ordre et la décence régnassent pendant le repas (1)...

Le bruit du tambour se fait entendre; la musique... succède, et, à l'air fédéré de *Cà ira!*, le drapeau paraît au milieu de la salle... Cris d'allégresse... Le vénérable membre, portant le drapeau, s'avance au bureau. M. le président le reçoit de ses mains, le place au-dessus de l'image de l'immortel Mirabeau (2), en criant avec l'assemblée : Vivent la nation anglaise, les Etats-Unis d'Amérique, la nation polonaise et tous les amis de la liberté!... Il prononce un discours, à la fin duquel il propose de jurer de vivre toujours en bonne intelligence... avec les nations généreuses auxquelles nous rendons aujourd'hui l'hommage de notre affection, et de ne jamais prendre les armes pour aucune querelle de religion. Incontinent, tous les bras sont levés vers le ciel; chacun prononce : je le jure! Ce tableau dure près de cinq minutes. Les bras ne sont baissés que pour applaudir avec transport... La musique reprend l'air *Cà ira!*

M. le président remet le drapeau aux commissaires. Chacun se range en cortège, et bientôt ce cortège offre au public le spectacle le plus beau et le plus attendrissant; des larmes fraternelles coulent de tous les yeux; ceux même d'une opinion suspecte ne peuvent s'empêcher... d'applaudir cet appareil majestueux...

C'est dans ces douces émotions qu'on se rend à la table civique préparée dans l'édifice des ci-devant Récollets. On se range avec ordre, le drapeau au milieu. M. le président ordonne aux citoyennes de servir le repas. Ensuite, il prend un verre, monte sur la table et boit le premier à la nation anglaise; le coup qui lui succède est aux Etats-Unis de l'Amérique (3); le troisième, à la nation polonaise; le quatrième, à la Société métropole et à toutes celles qui lui sont affiliées, et successivement à tous les grands hommes qui ont coopéré à notre illustre régénération.

Le repas étant fini, M. le président remet le drapeau aux commissaires; le même cortège se forme, et, comme, la nuit étant survenue, chacun se munit de chandelles, des torches nous sont offertes de toutes parts. On suit encore les principales rues. Le beau sexe s'y joint. On se rend à la Place d'armes; alors, des danses se forment aux quatre coins. Ce spectacle dure jusqu'à ce que le président annonce l'heure de se retirer; tout le monde y consent. On accompagne... le drapeau dans notre salle ordinaire; M. le président l'inaugure, le met en place; chacun tour à tour vient le baiser et se retire (4)... [Signé] DUSSUMIER.

(1) Cette fête et ce banquet en l'honneur des Anglais et des Américains avaient été décidés le 5 décembre 1791.

(2) Le 19 juillet 1791, la Société avait provisoirement décidé de ne pas acheter le portrait de Mirabeau. Sans doute était-elle revenue sur sa décision. Le 12 frimaire an II, elle décidera de brûler le buste de Mirabeau.

(3) Le 12 frimaire an II, la Société fera un autodafé d'écussons, « à l'exception de celui des Bostoniens, nos alliés ».

(4) Le procès-verbal nous apprend aussi que, le même jour, la Société envoyait une lettre aux Jacobins, qui sera lue, aux Jacobins, le 2 janvier 1792. Cette lettre disait que « la Société a fait l'inauguration des drapeaux... des nations anglaise, française, américaine et polonaise. Cette fête patriotique a répandu l'allégresse parmi les citoyens de la ville et a fait naître dans toutes les âmes l'enthousiasme que doit inspirer l'idée sublime d'une confédération de tous ».

Séance du 19 décembre 1791.

...Lecture des feuilles de Carra.

Il a été retiré de la poste une adresse de la Société-mère, qui impute la conduite du directoire du département de Paris, qui a fait une pétition au roi, pour provoquer son veto sur le décret rendu contre la horde noire perturbatrice (1)... [Sur la motion de M. Dumoulin, on décide de témoigner à l'Assemblée nationale] notre indignation contre ce directoire aristocratique.... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 23 décembre 1791.

...Il a été retiré de la poste 1° une lettre circulaire de Reims, au sujet d'une pétition qu'elle a faite à l'Assemblée nationale, pour autoriser les municipalités des frontières à fouiller toutes les voitures qui passeront sur leur territoire... [Le Comité de correspondance rédigera une pétition analogue]; 2° une adresse de Rennes, au sujet du royaliste Chapelier, qui nous annonce qu'à cause de lui une partie de la Société est prête à faire scission (2); 3° une adresse de Toulouse, pour nous inviter à... entretenir une correspondance plus active; dans cette adresse est un exemplaire d'une pétition au roi, au sujet de son veto sur le décret des émigrants...

[On lit] une lettre de notre frère Lanauve, qui réclame les bontés de la Société en faveur d'un autre frère, plongé dans la détresse. Il a été nommé un commissaire pour se tenir à la porte et recevoir l'offrande d'un chacun (3).

M. Cailloux Antoine, au nom des commissaires chargés de recevoir la souscription pour le repas (4), a fait son rapport; il se trouve qu'il reste en caisse... 48 livres; cet argent a été destiné pour nos frères qui réclameront des secours...

M. Boyer... a dit que, le jour qu'on fut à Saint-Aigne (5), plusieurs citoyens avaient souscrit, pour fournir à diverses dépenses,... près de 1.000 livres... Il a fait la motion que la Société invitât les souscripteurs à laisser cette somme pour acheter des gibernes aux grenadiers qui ne pourront pas en avoir, et que le reste fût employé à faire fabriquer des piques, lesquelles seront distribuées aux citoyens non armés... Ajournée (6)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 26 décembre 1791.

...Il a été retiré une adresse de Rennes; cette adresse est d'une partie des citoyens, qui nous annoncent qu'ils ont fait

les peuples contre la tyrannie » (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. III, p. 307). Le 5 janvier 1792, les Jacobins répondront par une lettre qui sera reçue dans la séance du 1^{er} février 1792.

(1) C'est le 5 décembre 1791 que le directoire du département de Paris avait prié le roi d'opposer son veto au décret sur les prêtres réfractaires (Réimp. ancien Moniteur du 9 décembre 1791, t. X, p. 570).

(2) Le 26 décembre 1791, la Société recevra de Rennes une adresse sur le même objet.

(3) Une mesure analogue avait été prise le 7 octobre 1791.

(4) Il s'agit du banquet civique du 18 décembre 1791.

(5) Commune du canton de Lalinde, district de Bergerac.

(6) Voir la séance du 30 décembre 1791.

scission avec les partisans du Biribi-Chapelier (1), qu'en conséquence ils font Société à part, et ils nous prient de continuer notre correspondance avec eux (2)...

M. Galina... a prononcé un discours qu'il a demandé que la Société fit publier aux quatre coins de la terre. La Société a applaudi et l'a renvoyé à son Comité de correspondance (3)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du vendredi 30 décembre 1791.

...[Au sujet de la motion Boyer, on décide qu'il sera simplement] fait une proclamation dimanche prochain, pour inviter tous ceux qui auront envie d'acheter des fusils à souscrire sur une liste que des commissaires présenteront (4)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 31 décembre 1791.

...Il a été retiré de la poste 1° une adresse de Tulle, au sujet de la pétition du directoire du département de Paris, qui provoque le veto du roi sur le décret contre les prêtres factieux; 2° une adresse de notre frère Durand, de Bordeaux, qui nous accuse la réception de l'extrait de notre verbal sur la fête civique, et nous dit qu'il a été très applaudi à la Société de Bordeaux (5)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 2 janvier 1792.

Faute d'avoir reçu les feuilles de Carra, on a fait lecture de plusieurs autres papiers nouvelles.

Il a été retiré de la poste 1° une adresse de Tours, contenant un exemplaire d'une pétition au roi et une circulaire aux muni-

(1) Chapelier était député d'Ille-et-Vilaine.

(2) Le 23 décembre 1791, la Société avait déjà reçu de Rennes une adresse relative au même objet.

(3) Le texte de ce discours sera discuté dans la séance du 30 décembre 1791, et, pour en faire la révision, on nommera six commissaires, Niolle, Rolland jeune, Boyer, perruquier, Dumoulin, Charon, Gravier, commissionnaire. Il sera de nouveau discuté dans la séance du 31 déc. 1791. Dans celle du 2 janvier 1792, la Société décidera de renvoyer ce discours « à M. notre curé, et qu'on se rapporterait à sa décision ». Dans celle du 13 janvier 1792, Niolle fera part « du travail de notre vénérable curé au sujet de la motion de M. Galina », et Dussumier, secrétaire, demandera « que cet ouvrage fût livré à l'impression, pour être envoyé à toutes les Sociétés affiliées, à l'Assemblée nationale et à Carra »; la Société adoptera la proposition et décidera de faire faire l'impression à Libourne. — Je n'ai pas trouvé mention de ce travail dans les *Annales patriotiques*.

(4) La Société ne renoncera point cependant à utiliser le restant de la souscription mentionnée dans la séance du 23 décembre 1791. Plus tard, en effet, mais à une date que nous ne pouvons préciser, les *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bergerac, se plaindront à la municipalité qu'elle n'ait pas encore employé « le reste de la souscription de Saint-Aigne à l'achat de 42 fusils, conformément à la délibération qui en a été prise »; ils regretteront qu'un ancien membre de la municipalité fasse obstacle à cet achat; ils inviteront la municipalité à distribuer aux volontaires les gibernes qui se trouvaient encore dans l'hôtel commun. Cette pétition sera signée de 23 clubistes : Bernard, Bordère, Boutiron fils jeune, Bouyssavy, buraliste, Daniel Bouyssavy, Caussade, Cazamajou, Desmond jeune, Frugès, J. Galina, Labonne, Lafon, Lhancœrnier (?), Marchet père, Massé père, Pacher, Piot, Pitre-Massé, Pugens (?), Pujoi, Roucou fils, Elie Veyrine (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 108).

(5) Il s'agit de la fête du 18 décembre 1791, qui avait été célébrée à l'exemple de celle qu'avaient donnée les *Amis de la Constitution*, de Bordeaux.

cipalités de campagne...; 2° une lettre du frère Durand, de Bordeaux, qui nous envoie un *Almanach du père Gérard*, en nous invitant à ouvrir une souscription pour en faire venir (1)... Il nous invite à faire une autre souscription pour nous munir de piques, qu'un citoyen de Tulle fabrique à 3 livres pièce; 3° une adresse de Brest, relative à la pétition du directoire du département de Paris au roi, au sujet du décret sur les non-conformistes.

... M. Dussumier, secrétaire, a fait part d'un projet de réponse aux Anglais relatif à la cérémonie que la Société a célébrée (2)... Adopté.

M. Goyon a... fait une dénonciation d'un de ses voisins, qui, a-t-il dit, tient des propos incendiaires contre les prêtres constitutionnels. Cette dénonciation assez équivoque a été remise à l'auteur, en le priant de faire en sorte d'avoir des témoins, et qu'alors la Société agirait en conséquence (3).

Un passant a réclamé le secours de la Société, et il lui a été accordé cinq livres.

...M. Cramaille a présenté pour candidat M. Person, son beau-frère. [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 4 janvier 1792.

...[On élit membre] M. Person.

...Lecture de l'*Almanach du père Gérard* (4) et de quelques autres nouvelles... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 5 janvier 1792.

M. Person a prêté son serment et a payé sa cotisation.

... Il a été retiré de la poste 1° une adresse de Strasbourg, au sujet des hostilités; 2° une adresse de Bar-le-Duc aux troupes de ligne et aux gardes nationales des frontières.

M. d'Esmartis-Laperche... [a invité] la Société à faire une pétition au Conseil général de la commune, pour obtenir une retenue de six deniers par livre sur les contributions foncières... Adopté... Commissaires-rédacteurs... : MM. d'Esmartis-Laperche et Courssou. [Signé] DUSSUMIER.

Séance du mercredi 11 janvier 1792.

On a lu une lettre signée Boussenot, dans laquelle on nous avertit qu'un sieur Lagrange, de Villamblard, a calomnié le club de Bergerac. On a arrêté qu'on écrirait à la Société de Villamblard, pour lui faire connaître nos principes et faire rétracter le calomniateur ou cesser notre correspondance.

On a nommé des commissaires pour aller par devers la

(1) Cet *Almanach du Père Gérard*, œuvre de Collot d'Herbois, a été réimprimé dans *la Révolution française*. t. XVIII, p. 434 et suiv.

(2) Dans la séance du 5 déc. 1791, la Société avait arrêté que le compte-rendu de la fête civique qu'on devait célébrer le 18 déc. 1791, serait envoyé à la *Société de la Révolution*, de Londres, en témoignage de fraternité.

(3) Cette décision est une preuve de la prudence avec laquelle se comportait la Société, en matière de dénonciations.

(4) C'est sans doute l'exemplaire reçu le 2 janvier 1792.

municipalité, demander communication de la pétition des non-conformistes... Le retour des commissaires nous a procuré cette pétition, qui contient une demande au département de... salarier tels ministre qu'il jugera à propos, et notamment M. Gontier (1), dont ils regrettent les éminentes qualités. Ils prétendent que la vente des églises des ci-devant Récollets et des Carmes a été faite illégalement, prient le département de casser cette vente...

M. Olivier propose de chasser les membres signataires de notre Société, en vérifiant les signatures. M. Mainsat l'appuie. M. Laurent, boulanger, interrompt l'ordre d'une manière indécente. Le président, ne pouvant rétablir l'ordre, est obligé de se couvrir. L'ordre ne se rétablit pas. Le drapeau d'union (2) est enfin déployé, et l'harmonie revient... On délibère qu'on prendra le nom des membres souscrits, qu'on pardonnera à ceux qui franchement viendront nous avouer l'erreur dans laquelle on les a induits et les fauteurs de ces menées. On lit enfin les signatures, parmi lesquelles il s'en trouve plusieurs de la même main. L'assemblée arrête que, dimanche prochain, à l'heure ordinaire des séances, on appellera les membres signataires, afin de pardonner aux gens de bonne foi (3).

M. Moulinier a prêté son serment et payé son contingent.

Séance du 13 janvier 1792.

...[On élit président M. Bourson, et vice-président M. d'Es-martis-Laperche. MM. Dussumier et Boyer continueront un mois leur charge de secrétaire].

...Lecture d'un discours de M. Isnard.

...La Société... arrête que tous ceux de ses membres qui ont signé la pétition des non-conformistes (4) seront rayés du tableau de la Société, à moins qu'ils ne se présentent à la première séance qui suivra celle de demain lundi, après avoir été avertis par billet, pour déclarer qu'ils ont été induits en erreur en signant et... faire connaître les... instigateurs.

M. Perrié-Dussumier a fait la motion pour que le sieur Bléoud, personnage suspect et ennemi juré de la Constitution..., fût chassé de la Société... Ajournée (5)...

Il a été présenté pour candidats M. Gautier, curé de Pressignac (6), par Perrié-Dussumier, et M. Leyx, neveu de Bordère, par Briau aîné... [Signé] DUSSUMIER.

(1) Il s'agit de Marc-Antoine Gontier-Biran, prêtre réfractaire, ancien curé de Bergerac, qu'avait remplacé Lasserre, prêtre assermenté. Il sera déferé au tribunal criminel par l'administration municipale, le 16 germinal an IV (*Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun.*, à cette date).

(2) Il faut sans doute entendre le drapeau tricolore.

(3) Voir la suite à la séance du 13 janvier 1792.

(4) Voir, sur cette pétition, la séance du 11 janvier 1792, et, plus loin, celle du 18 janvier 1792.

(5) Cette proposition sera adoptée dans la séance du 16 janvier 1792. La Société avait, en effet, quelque raison de suspecter Bléoud (Voir la séance du 19 septembre 1791, note 4).

(6) Commune du canton de Liorac, district de Bergerac.

Séance du 15 janvier 1792.

...Il a été retiré de la poste 1° une adresse de Bar-le-Duc; 2° une adresse de Pontoise aux habitants des campagnes... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 16 janvier 1792.

...Il a été retiré de la poste une adresse de Caen à l'Assemblée nationale et au roi, au sujet des coalitions du dehors.

...M. Frescarode a demandé que M. Gendre... fût rayé du tableau... [Adopté]... Un autre membre a fait la même demande pour M. Monteil... [Ajournée. Signé] DUSSUMIER.

Séance du 17 janvier 1792.

...[On élit membres] M.M. Gautier, curé de Pressignac, et Leyx, neveu de Bordère... L'ordre du jour n'ayant pas été réclamé, M. le président a levé la séance. [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 18 janvier 1792.

...Lecture de trois lettres..., l'une, de M. Pabon-Lajuneste; l'autre, de M. Arfel, et la dernière, de M. Brugère, dit Roulau, lesquels persistent dans leur adhésion à la pétition des non-conformistes, et [disent] qu'en conséquence ils sont disposés à se retirer de la Société... Ces lettres... [seront] relues à la prochaine séance, pour être statué sur leur contenu (1).

M. Laurent a... désavoué sa signature et a promis de ne prendre aucune part à cette pétition...; conséquemment il demeure membre... (2) [Signé] D.

Séance du 19 janvier 1792.

Sur une dispute assez vive survenue entre MM. Peyroni, mercier, et Labonne, tout le monde a appelé M. Charon au fauteuil, lequel... a rappelé les tapageurs à l'ordre.

On a fait lecture des nouvelles. Il a été retiré de la poste 1° une lettre de la Société-mère, qui nous accuse la réception de notre précédente, en nous félicitant de l'ordre qui règne dans notre cité; 2° une... lettre de Brest, pour nous inviter à contribuer... en faveur des malheureux soldats de Châteauneuf sortis de leur captivité (3)...

...[On adopte] une motion de M. Gravier [tendant à ouvrir

(1) Ces trois clubistes seront exclus le 19 janvier 1792. Il est probable que, à la fin de janvier ou au commencement de mars 1792, la Société opposa une pétition en faveur des prêtres conformistes à la pétition signée en faveur des prêtres réfractaires. En effet, le 29 mars 1792, la municipalité de Bergerac envoyait à l'administration du département l'arrêté qu'elle avait pris, la veille, relativement à une pétition de citoyens de Bergerac qui exprimaient leurs inquiétudes au sujet des religieuses et des prêtres réfractaires. La municipalité demandait à l'administration du département de la fixer sur la conduite qu'elle devait tenir (*Arch. mun. Bergerac*, boîte S, liasse 20, n° 5).

(2) Voir, sur cette pétition, la séance du 13 janvier 1792.

(3) Le 31 décembre 1791, l'Assemblée législative avait décrété que les 41 soldats du régiment suisse de Châteauneuf, condamnés à 30 ans de galères à la suite de la sédition de Nancy, seraient mis en liberté (*Réimp. ancien Moniteur*, t. XI, p. 15).

une souscription, pour faire distribuer des fèves aux pauvres jusqu'à la moisson (1). MM. Lanauve et Falquier font arrêter qu'on priera le directoire du district]... d'inviter toutes les municipalités des campagnes à suivre notre exemple...

Ici une agréable surprise frappe la Société. Au bruit d'un applaudissement général, M. Pinet paraît...; il monte à la tribune et, après un discours, dicté par l'influence de son cœur, sur la cause de son retard [à se rendre] où son devoir l'appelle, il a dit que dimanche prochain il partait, qu'il priait la Société de compter sur ses principes et son patriotisme. M. le président lui a répondu en lui offrant le baiser de paix. L'honorable député l'a reçu, a demandé un certificat, qui lui a été expédié de suite; il a pris congé de l'assemblée, et M. le président l'a fait accompagner par dix membres... Un membre a fait la motion que, par l'occasion de M. Pinet, il fût écrit à la Société-mère, et le Comité de correspondance en a été chargé (2).

...[On a] rayé du tableau Pabon-Lajuneste, Arfel et Brugère (3)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 23 janvier 1792.

...M. Deleyre a prêté le serment et a payé sa contribution.

...[On lit] une lettre de M. Vignal de Malveyren, qui s'excuse de n'avoir pu se rendre pour prêter le nouveau serment (4).

M. Goubie a... [lu] une lettre qu'il a reçue de Bordeaux..., [annonçant] que la guerre est déclarée. L'assemblée a vivement applaudi... La même lettre apprend qu'un prêtre constitutionnel a été tué dans une rue de Bordeaux. Sur cela, il s'est élevé un murmure et un tressaillement général... On a fait des propositions pour que la Société examinât les moyens les plus sages pour prévenir de semblables atrocités... [On adopte qu'] il sera fait une pétition à la municipalité pour la prier de porter la plus grande attention sur les non-conformistes et notamment sur la conduite des religieuses de la Foi, de l'hôpital et de la Miséricorde... M. Dumoulin a été chargé de la rédaction (5)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 26 janvier 1792.

...Lecture des papiers nouvelles.

Il a été retiré de la poste 1° une adresse de Lorient, au sujet de l'agiotage du numéraire et des assignats; 2° une lettre de Clairac au sujet d'une motion incendiaire faite dans leur Société

(1) M. Gravier avait fait cette motion dans la séance du 16 janvier 1792. Dans la séance du 28 janvier 1792, la Société décidera d'inviter la municipalité à charger des commissaires de faire signer cette souscription à travers la ville.

(2) Voir la séance du 9 septembre 1791, où la Société avait accueilli avec enthousiasme la nouvelle de l'élection du clubiste Pinet à la Législative. La maladie avait empêché Pinet de partir plus tôt pour Paris.

(3) Sur les causes de leur radiation, voir la séance du 18 janvier 1792.

(4) Prescrit par la Société le 27 octobre 1791.

(5) Dès le 6 septembre 1791, les religieuses ou Dames de la Foi avaient été dénoncées à la Société. Dans la séance du 26 janvier 1792, on lira un extrait du registre de la municipalité invitant les auteurs de la pétition à donner des éclaircissements. La Société décidera que ceux de ses membres qui pourraient en donner se feraient inscrire sur une liste qu'on communiquerait à la Société.

par M. Dorfeuille (1); 3° une lettre du frère Durand, de Bordeaux, avec une adresse aux citoyens du district de Bergerac, concernant le commerce des grains; 4° un discours prononcé dans la Société de Clermont-Ferrand...

M. Lanauve a fait la motion pour que, à l'exemple de toutes les Sociétés, nous prêtions le serment de mourir plutôt que de souffrir qu'on change quelque chose à la Constitution. Au même instant, tous les bras ont été levés vers le ciel; chacun a prononcé : Je le jure!

M. Piot a... dit qu'il avait envoyé un coupon d'assignats à M. Forgès, pour se payer d'un pain qu'il lui devait, lequel a répondu que, s'il n'avait d'autre monnaie à lui donner, il n'aurait plus de pain... [On demandera au district de] fermer le grenier de subsistances audit Forgès (2)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance extraordinaire du samedi 28 janvier 1792.

...M. le président a annoncé que l'objet de la convocation était pour faire part... d'une lettre du frère Durand, de Bordeaux, écrite à un de ses amis, citoyen de cette ville, dans laquelle il donne plusieurs détails relatifs aux non-conformistes.

...[On délivre un certificat à] M. Jarry.

...Lecture d'une feuille du *Courrier français*, que M. Brisaud a remise sur le bureau... [Signé] DUSSUMIER.

Séance extraordinaire du dimanche 29 janvier 1792.

...M. le président a annoncé l'objet de la convocation, [qui est la réception du]... patriote Dorfeuille..., [arrivé] en cette ville..., muni de plusieurs attestations très flatteuses à son égard, de la part de plusieurs Sociétés d'*Amis de la Constitution*, de Paris, Bordeaux, Montauban, Agen, etc., et notamment d'une lettre de Sainte-Foy (3)...

M. le président a proposé de prendre un local plus vaste, pour une séance publique, pour entendre le philosophe Dorfeuille. Mais, sur une lettre que nous avons reçue précédemment de Clairac contre lui, plusieurs membres ont réclamé pour que le sieur Dorfeuille fût entendu dans le sein de la Société avant d'être exposé au public (4)... [Adopté]... Il a été envoyé une députation de dix membres, pour le prier de se rendre au désir de la Société... Ledit sieur Dorfeuille est arrivé... M. le président lui a témoigné combien la Société était désireuse de le voir et de l'entendre...

(1) La Société recevra Dorfeuille dans sa séance extraordinaire du 29 janvier 1792.

(2) La Société avait déjà pris maintes mesures en faveur de la circulation des assignats (voir la séance du 26 septembre 1791). Cette dénonciation trouvera un écho au Conseil général de la commune de Bergerac, qui arrêtera, le 8 février 1792, que les marchands devraient accepter les assignats « au prorata et d'après le prix convenu » (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 235).

(3) La Société de Clairac avait été scandalisée, au contraire, par une motion « incendiaire » de Dorfeuille (voir la séance du 26 janvier 1792). Sur Dorfeuille, orateur et publiciste révolutionnaire, voir Aulard, *La Société des Jacobins*, t. IV, p. 553, 567, 620, 632, V, p. 3 et 18.

(4) Le 24 juillet 1791, la Société avait supprimé les séances publiques.

Dorfeuille lui répond..., monte à la tribune et prononce deux discours de sa composition, dont l'esprit, l'éloquence et le patriotisme lui ont attiré les plus vifs applaudissements. L'assemblée, craignant que l'orateur fût fatigué, l'a invité à ajourner à demain le reste de ses ouvrages... M. le président [le remercie]... et l'invite à agréer un repas, qui lui sera donné demain au soir par des commissaires; Dorfeuille l'accepte avec modestie. Un membre propose que la Société le reçoive au rang de ses membres, et c'est adopté à l'unanimité.

MM. les secrétaires sont chargés de trouver un local pour demain à quatre heures, où une séance publique sera tenue. [Signé] DUSSUMIER.

Séance extraordinaire du lundi à 4 heures de l'après-midi, dans l'église des ci-devant Récollets, l'an quatrième de la Révolution, 30 janvier [1792].

...M. le président a invité tous les *Amis de la Constitution* à... faire les fonctions de commissaires d'ordre.

Un instant après est arrivé M. Dorfeuille. L'assemblée l'a accueilli avec toutes les marques d'estime que méritent son patriotisme et ses talents.

Le patriote a demandé la parole, est monté à la tribune, et a fait une motion tendant à faire établir un tribunal pour juger les rebelles émigrés qui porteront les armes contre la patrie, et que, après avoir été reconnus coupables de haute trahison, ils soient dépouillés de toute propriété dans l'empire, que leurs biens deviennent patrimoine national, que ces biens soient vendus et que le produit soit employé à acheter les friches qui couvrent la surface de l'empire; qu'on force par une loi les propriétaires à les mettre en valeur sous un terme fatal, ou, à défaut de le cultiver, qu'ils soient tenus de les vendre à la nation, à un prix fixé par elle. L'auteur a terminé en faisant connaître tous les avantages qui résulteraient d'une pareille démarche. Le président l'a invité à la déposer sur le bureau, et elle a été mise à l'ordre du jour pour la première séance (1).

Dorfeuille a repris la parole et a fait une seconde lecture de ses ouvrages, dont chaque phrase a été interrompue par de nombreux applaudissements. A la fin, il a fait hommage à la Société d'un de ces exemplaires. M. le président l'a remercié de la manière la plus flatteuse.

M. Duprat a fait un projet de recommandation pour le sieur Dorfeuille... Adopté... [Signé] DUSSUMIER

Séance du lundi soir 1^{er} février 1792.

M. Charon a été appelé au fauteuil.

...Lecture des feuilles de Carra.

Il a été remis sur le bureau [1^o] une adresse de la Société-mère, qui nous remercie des détails de notre fête civique et

(1) Elle sera discutée dans la séance du 6 février 1791.

nous donne quelques nouvelles très intéressantes (1) ; 2° une lettre de Rennes à la Société-mère et la réponse de celle-ci... ; 3° un paquet venant de la Société-mère, contenant plusieurs discours prononcés dans son sein..., notamment... [par] M. Robespierre, avec invitation de le faire réimprimer (2)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du jeudi 4 février 1792.

...[On lit] une lettre du frère Durand, de Bordeaux, adressée à M. Brissaud, pour lui apprendre que la Société de Bordeaux avait ouvert une souscription tendant à échanger du numéraire

(1) Cette réponse des Jacobins de Paris à notre Société mérite d'être reproduite intégralement. La voici.

« Société des Amis de la Constitution. Comité de correspondance.

« Paris, le 5 janvier 1792,

« A M.M. de la Société de Bergerac.

« Frères et amis,

« La Société a reçu votre lettre du 18 décembre, et félicite votre ville sur l'union de ses citoyens, malgré la différence des deux religions, et surtout malgré les efforts des ennemis du bien public. Grâces soient rendues à votre digne pasteur, qui a opéré le prodige de convertir quelques-uns de ces ennemis ! Nous ne sommes point du tout surpris de l'influence que la Société, frères et amis, a eue sur la paix de votre canton. Vous avez cela de commun avec presque toutes les autres Sociétés. Nous n'exagérons rien quand nous soutenons que, sans les Sociétés des vrais amis de la Constitution, la France serait depuis longtemps livrée aux horreurs d'une guerre civile, religieuse et étrangère.

« Nous regrettons que votre département ne vaille pas votre district ni votre municipalité.

« Malgré le veto sur le décret contre les prêtres séditeux, ce décret leur en impose, et ils sont moins turbulents dans tout le royaume. Plusieurs départements ont, au surplus, suppléé au décret par des règlements locaux.

« Nous voyons avec la plus grande satisfaction votre zèle pour la perception des impôts. Cet article est de la dernière importance.

« L'achat des 300 fusils aux dépens de votre commune ferait seul l'éloge de vos officiers municipaux. La Société a applaudi avec transport à ce passage de votre lettre.

« Elle n'a pas moins applaudi à votre fête de l'inauguration des 4 drapeaux. Elle vous remercie bien cordialement du souvenir... de vos frères de Paris dans cette fête. Le courageux Isnard est infiniment flatté de la distinction que vous lui accordez. Nous attendons avec impatience les détails de votre fête civique.

« Depuis le 29 décembre, chaque séance du Corps législatif est autant de victoires pour les bons citoyens. Vous connaissez les patriotiques et vigoureux décrets rendus depuis cette époque. Le pouvoir exécutif redescendra à sa place. Aucun de ses agents n'est sincèrement pour la Constitution. Aucun ne peut rester longtemps en place. Le ministre de la guerre voudrait bien établir le gouvernement militaire en France.

« Nous avons plus de 300.000 hommes prêts à entrer en campagne, et la nation a la plus grande confiance aux généraux Rochambeau et Luckner. Mais le pouvoir exécutif ne veut pas sérieusement une guerre étrangère, qui serait une crise dans laquelle la liberté aurait un triomphe absolu. Ce pouvoir veut continuer de nous fatiguer par des agitations intestines, nous miner chaque année en préparatifs, et faire morfondre nos gardes nationales volontaires. L'Assemblée nationale et tous les citoyens éclairés sentent tout cela. L'Assemblée nationale prendra un parti convenable.

« En attendant, Léopold et ses pareils nous menacent, parce qu'ils tremblent sur leurs trônes.

« Le dévouement, encore une fois, frères et amis, sera pour la Liberté.

« Nous sommes, avec des sentiments fraternels, les membres du Comité de correspondance. Léonard Bourdon, Joseph Gaillard, F. Lantheas, Duchosal, Machenaud, Camille Desmoulins, Henry Bancal, Barras, Louis Bosc. » (Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 46, n° 99).

(2) Peut-être est-ce dans cette séance que notre Société reçut un exemplaire du discours prononcé le 12 décembre 1791, aux Jacobins, par Dumas, membre de la Société de Corbeil, à la tête d'une députation (Arch. mun. Bergerac, 12),

contre de petits assignats, en cas de guerre, pour fournir au paiement des troupes.

M. Durand envoie, de plus, un arrêté du département de Bordeaux au sujet des églises des non-conformistes... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du lundi 6 février 1792.

...Il a été retiré de la poste 1° une lettre de M. Bargeas, datée d'Angoulême, qui nous annonce que la Société d'Angoulême a accueilli avec transport notre adresse à nos concitoyens ; [2°] une adresse de la Société de Bordeaux aux émigrés...

La motion de M. Dorfeuille a été... [relue] (1). M. Vormeselle... a combattu cette motion et l'a réduite... [à la] proposition [d']employer les biens des émigrés sans enfants au défrichement des landes. Après plusieurs autres observations, la motion de M. Dorfeuille a été adoptée dans son entier... Il sera fait une pétition à l'Assemblée nationale relativement à cela.

M. Déchamps, perruquier, a présenté pour candidat M. Barrière. M. Lanauve a renouvelé pour candidat M. Laforge, qui fut ajourné au mois de septembre... Jacques Dauge [est présenté] par M. Marvier... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 9 février 1792.

...Lecture des nouvelles... Il a été retiré de la poste une lettre de Lorient, au sujet de l'agiotage ; une autre, de Poitiers, sur le même sujet... [Le Comité de correspondance rédigera deux pétitions à l'Assemblée nationale, analogues à chacune de ces adresses... Signé] DUSSUMIER.

Séance du lundi 13 février 1792.

...Un frère de Montauban est monté à la tribune et a donné des nouvelles d'Espagne, dont il arrive. Il a dit que le peuple de Madrid avait commencé à secouer le joug, et qu'il avait crié : Vivent les Français et leur Constitution !

On a fait plusieurs dénonciations contre l'agiotage, entre autres une contre M. Gravier, disant qu'[il]... avait acheté des louis à un prix exorbitant (2)... [On décide de délibérer là-dessus dans une séance extraordinaire, mercredi, à 7 heures du soir... Signé] DUSSUMIER.

Séance du 16 février 1792.

...Il a été retiré de la poste... une lettre de Laurent Lecointre, député de l'Assemblée nationale, à Narbonne, ministre de la guerre.

Il a été remis sur le bureau une dénonciation signée Antoine Labeau, dit Foy, contre un fanatique perturbateur. M. Dumoulin a été chargé d'en faire toutes les poursuites nécessaires.

M. le président a observé que la Société se retirait toujours sans entendre lecture du procès-verbal... Il a été décidé qu'on

(1) Voir cette motion dans le procès-verbal de la séance du 30 janvier 1792.

(2) Dans la séance du 19 février 1792, la Société recevra de lui une lettre où il cherchera à se disculper.

interromprait les nouvelles à moitié pour remplir ce préalable... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 19 février 1792.

...Il a été retiré de la poste 1° une lettre de M. Pinet, qui nous donne quelques détails très intéressants sur les affaires d'Etat (1) ; 2° une lettre du citoyen Dorfeuille (2)...

Il a été remis à M. Dussumier, secrétaire, un billet de M. Saint-Georges-Thenac, pour le prier de lui expédier un certificat... Il a été décidé que tous les membres... [habitant] la campagne pourraient en obtenir à toute heure du jour, pourvu qu'ils fussent signés en présence de deux secrétaires et du président (3).

M. Reynaud a présenté pour candidat M. Chaverou (de Gallas), charron... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 23 février 1792.

...Il a été retiré de la poste 1° une lettre de M. Lamothe, soldat au 10^e régiment [d']infanterie, en garnison à Wissembourg..., [qui] contient des principes très patriotiques... Applaudi... Arrêté qu'il lui serait répondu et qu'il serait écrit à la Société de Wissembourg pour lui demander l'affiliation (4) ; 2° une circulaire des citoyens libres du département de la Vendée... Après cette lecture, un membre a fait la motion que la Société adoptât ce manifeste... Agréé (5)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 27 février 1792.

...M. Boyer a demandé que la Société s'assemblât un jour de la semaine pour recevoir les patriotes enrôlés qui doivent passer. Cette séance a été fixée à jeudi prochain.

Plusieurs membres ont demandé que la Société accordât des certificats aux mêmes citoyens partant... Il a été décidé qu'on n'en accorderait... qu'à ceux de la ville et de la banlieue,

(1) Cette lettre de Pinet, écrite le 13 février 1792, est la première en date des lettres de Pinet qui nous aient été conservées. [Pinet y annonce qu'il a écrit à M. Dommenget deux lettres, en le priant de les communiquer aux clubistes. Il s'élève contre les « ministériels », payés sur la liste civile, mais les patriotes dominant dans l'Assemblée. Il faut surveiller les « mauvais prêtres » et obéir aux lois. Pinet se refuse à faire aucune démarche auprès du pouvoir exécutif : « Votre représentant... n'est pas fait pour aller valetier dans l'antichambre d'un ministre, et vous le mépriseriez s'il en était capable » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 43). La Société recevra une autre lettre de Pinet le 5 mars 1792.

(2) Celui que la Société avait reçu les 29 et 30 janvier 1792.

(3) On modifiait ainsi, en faveur des clubistes de la campagne, le règlement voté le 7 juillet 1792.

(4) Les deux projets de lettre seront présentés par Perrié-Dussumier dans la séance du 1^{er} mars 1792, et adoptés.

(5) Cette longue circulaire, datée du 7 février 1792, est transcrite sur le registre. Elle contient une série de serments (respecter les lois, protéger les propriétés, détruire les tyrans, défendre la Constitution, n'accepter aucune capitulation devant l'ennemi, éclairer les peuples voisins, ne les combattre qu'après avoir offert l'amitié du peuple français, poursuivre les émigrés, mais avoir soin de leurs femmes et enfants restés en France, surveiller les ministres et châtier Louis XVI, s'il devient parjure).

pour cette fois seulement, sans tirer à conséquence... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 1^{er} mars 1792.

...Il a été retiré de la poste 1° une pétition adressée au département de la Gironde par les citoyens de Bordeaux, au sujet des non-conformistes ; 2° une adresse de Strasbourg sur les affaires politiques.

...Motion que la Société accordât des drapeaux aux soldats qui doivent partir... Il a été décidé qu'on en accorderait seulement à ceux qui seraient au-dessus de trente pour marcher ensemble. Ces drapeaux porteront la légende du sceau de la Société (1)... [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 3 mars 1792.

Les commissaires chargés de faire faire les drapeaux (2) ont rendu compte de leur mission... Il a été décidé qu'il serait tenu une assemblée extraordinaire demain dimanche, à 6 heures du matin, et que le président remettrait aux commandants des soldats partants les drapeaux précédemment accordés.

M. Boyer a prononcé un discours sur le départ des nouveaux engagés... Il en sera... tiré deux copies..., qui seront données aux mêmes commandants.

Le même a fait part d'un projet de lettre pour la Société où les drapeaux doivent se rendre... Adopté (3)...

M. Mergier a présenté pour candidat M. Reclus jeune, coutelier. M. Bergegère a aussi présenté M. Meyra, armurier. [Signé] DUSSUMIER.

Séance du 4 mars [1792], dimanche au matin.

M. le président a nommé deux porte-drapeau pour aller en corps les remettre aux soldats, sur la Place d'armes, ce qui a été exécuté sur-le-champ, et l'assemblée est sortie ainsi qu'il vient d'être arrêté. [Signé] DUSSUMIER.

Séance du lundi 5 mars 1792.

...Il a été retiré de la poste 1° une lettre de la Société des *Surveillants zélés de la Constitution*, de Bordeaux, qui nous donnent quelques détails très intéressants et nous prient de leur répondre ; 2° une adresse des citoyens du département de la Vendée au roi, au sujet de la guerre ; 3° une lettre de M. Pinet sur les affaires d'Etat, contenant des détails très intéressants (4) ; 4° une lettre du *Club national*, de Bordeaux, en réponse à notre adresse du 15 janvier...

(1) Il sera reparlé de ce sceau à la séance du 29 frimaire an II.

(2) En vertu de la décision prise le 1^{er} mars 1792.

(3) Le 4 mars 1792, des volontaires bergeracois, se rendant à Brest, recevront bon accueil de la Société de Sainte-Foy. Pour le détail de cette réception, voir *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 114.

(4) Lettre de Pinet à la Société, du 26 février 1792. Il montre que la séance mercredi a déjoué les manœuvres ministérielles. La guerre est inévitable, « car les peuples sont trop ignorants de leurs droits pour refuser d'obéir à leurs princes ». Il faut « être libres ou disparaître ». Eloge des volontaires d'Agen (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 43). Le 27 mars 1792, Pinet écrira une nouvelle lettre à la Société.

[On apprend] que la ville de Sainte-Foy avait essayé aujourd'hui une espèce d'insurrection... [On décide d'envoyer] deux commissaires... [aux citoyens de] Sainte-Foy pour... leur offrir nos secours..., MM. Mergier et Frescarode. Par supplément, M. Rolland jeune s'est offert... Ils sont partis au même instant... Quelques... propositions ont été faites pour prendre des moyens de chasser les prêtres perturbateurs (1)... Chevalier [a versé]... trois livres. [Signé] DUSSUMIER (2).

[22 juin 1792].

[Adresse de la Société à l'Assemblée législative].

[Bergerac, 22 juin 1792].

Représentants d'un peuple libre,

L'accord paraît parfait entre les despotes et les tyrans. Le berceau de la liberté est entouré de poignards, et le fer assassin vous compte déjà au rang de ses victimes. Représentants du peuple, hommes investis de son "autorité, jusques à quand souffrirez-vous qu'on vous outrage ? Jusques à quand verrez-vous de sang-froid le pouvoir exécutif, ce délégué de la nation, opposer sa volonté à la volonté générale, et, enhardi par les tentatives de nos ennemis, dont il se déclare le chef, tenté d'enchaîner la liberté que vous avez juré de défendre jusqu'à la mort ? Représentants du peuple souverain, sachez que le Français ne veut rien à demi. La liberté, l'égalité, voilà les dieux qui lui sont chers, et sa puissance est prête à écraser les monstres qui voudraient l'en priver. Hâtez-vous donc de mettre un frein aux projets criminels d'une cour corrompue (3)... Hâtez l'heure (3)... ou craignez le désespoir des hommes libres (3)...

Si le Français pouvait oublier un moment ses droits, s'il pouvait voir sans frémir les cyclopes du despotisme lui forger de nouveaux fers, il ne faudrait, pour le tirer de cet état d'apathie, que lui présenter les droits imprescriptibles de l'homme. Il y lirait : la résistance à l'oppression est justice, et la souffrir... est lâcheté.

C'est parce qu'ils sont gravés dans nos cœurs en traits de feu, ces droits chers et sacrés, que nous sentons que le roi nous opprime. Et comment nommer autrement la conspiration ouverte de sa femme, de ses frères, qui ne respirent que sang et carnage et qui veulent détruire notre Constitution ? Comment nommer autrement le non-complètement et l'armement de l'armée ? Comment nommer autrement son refus à la levée d'un corps de 20.000 hommes, que nécessitent les circonstances ? Comment nommer autrement le renvoi de ses ministres, dont le seul crime est d'aimer la Constitution, de haïr les tyrans et de chérir la vertu ? Ah ! c'est plus qu'il n'en faut pour démontrer les perfides intentions d'une Cour si longtemps avilie ! Elle

() Le 6 mars 1792, la Société de Sainte-Foy enverra à celle de Bergerac une lettre de remerciements, en lui annonçant que les prêtres réfractaires avaient été chassés de Sainte-Foy dès la veille. Le texte de cette lettre est aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 113.

(2) Les procès-verbaux contenus dans le deuxième registre qui nous a été conservé s'arrêtent là. A la fin du registre, sur la face interne de la couverture, on lit ces mots, écrit en grosses lettres : « Registre sacré ».

(3) Ces points suspensifs sont dans le texte.

veut nous opprimer ! Eh bien ! Périssent la nature entière plutôt que de reprendre des fers !... Périssent dans les plus affreux tourments le lâche qui ne soutiendra pas au péril de sa vie les droits de l'homme qu'il a juré de défendre !

Législateurs, sachez vous élever à la hauteur des représentants de la majorité souveraine d'un grand peuple qui vous a investis de sa puissance ! Sachez-le, la tyrannie disparaîtra, les lois seront exécutées, le pouvoir exécutif n'opposera plus sa volonté perfide à la volonté de tous. Veuillez-le ; le chaos cesse et l'ordre renaît.

Si un camp près Paris de 20.000 hommes fait frémir le Comité autrichien, que sera-ce lorsque vous aurez ordonné la levée de 100.000 hommes, pris sur les gardes nationales de l'empire, qui, divisées en quatre armées, se posteront là où sera le péril ! Vous sentez sans nul doute, législateurs, la nécessité de recourir à ce moyen, surtout lorsque l'expérience du passé vous éclaire sur l'avenir.

Recevez notre approbation bien exprimée au sujet de la loi qui ordonne la formation d'un camp sous les murs de Paris, et notre hommage pour celle que vous avez rendue en faveur des trois ministres qui, pour avoir bien mérité de la patrie, sont chassés du Conseil du roi, qui n'y veut que des traîtres.

Comptez, législateurs, sur notre amour, comme les lâches oppresseurs [peuvent croire] à la foi des serments de ceux qui ont juré de les détruire.

A Bergerac, l'an 4^e de la liberté et le 22 juin 1792.

[Signé] Albre fils aîné (1), Auband (?), Barthélemy, Baudry (de l'hôtel de ville), Baysselance-Descostes, Etienne Beaugès, Béchadergue, Bégaud, Bernard, Bernard (?), Bernier, Blanc, Blanchard jeune, Boignard (?), Borde père, Borde fils, Bordère, Bordère (*sic*), Bordier jeune, Borie, F. Boursoult, Boussenet, Boutiron fils aîné, Bouyssavy, Boyer, Pierre Boyer fils, Brisaud, Broussaut, Brun, Bruzac, Cabanac, Cahuzier, A. Cailoux, Calquico (?), P. Capmau, Carré père, Carré fils aîné, Carré jeune, Carrier, Castaing, Caussade, P. Chadaux, Charon, E. Colrieu-Mainsat, Constant, Coudré, Coudré (*sic*), Courtine, administrateur ; Cousty (?) père, Dechamps, Dehap, Deiltheil, Dejean, Derbinac (?), Desmartis, Desmond, P. Dommenget, Driant, D^t Dubois, Ducastaing, Dufour, Pierre Dufour jeune, Joseph Dumoulin, Duprat, ministre protestant, Durand, Durive jeune, Pierre Eyguière, R. Eyma, Faisandier, Jean Faubeau (?), Fauconney, Faugère, Fellix, Filliol, Fournier jeune, Franc, Franc fils, Frugès, Gagnaire, Galina, Galina fils, Galina jeune, Etienne Gast, Girard, Giraudel aîné, Giraudel jeune, Goubie, Gravier, Gravier (*sic*), Bertrand Gravier, Grenier, Jourde, Lafon, Lamartinie, Laval, Pierre Lavau (?), Lavergne, Lemaire, Lespét, Lespinnasse, Lespinnasse (*sic*), Lespinnasse (*sic*), L. Loche, Maleroche, Marchet, Massé père, Massé aîné, Masseron, Mazère, Mercier, Mergier, Méry, Monboucher, Mounet, Mounet jeune, Moulinier jeune, Niolle, L. Pacher, J. Petit, Peyroni, Philbert fils, Joseph Poujet, Pierre Pouget, Poussou, L. Poussou, Jacques Prévôt, Pujol, Puymartin fils, Rambaud, Raynaud, Reclaux, Repassein, P. Repassein, Riboulet aîné,

(1) Nous rangeons ces 158 signatures dans l'ordre alphabétique.

Robert, Rochefort, Rolland jeune, Rouquette aîné, Sainte-Foy, Sarrette, J. Sauvage, Séjournas, B. Serre, Simounet, notaire; Simounet aîné, Simounet jeune, Sounalet, Tauzély, Terrible, Vanchon fils aîné, Venencie, Venencie (*sic*), Veyrine, Veyry, Vie, Vignial (1).

[12 juillet 1792].

Don patriotique de la Société des *Amis de la Constitution*.

Des citoyens de la garde nationale de Bergerac sont admis à la barre (2). Après avoir exprimé leur attachement à la patrie, leur amour pour la liberté, il offrent, au nom des *Amis de la Constitution* de leur ville, un don patriotique, savoir 10 louis en or, 594 livres en argent, une pièce d'or, 2000 livres en assignats et 10 livres 10 sols en coupons. Cette offrande civique est acceptée, et M. le président leur accorde les honneurs de la séance (3).

9 septembre 1792..., aux 2 heures de relevée...

Les membres du bureau municipal de la ville de Bergerac... ont dit que les *Amis de la Constitution* viennent de faire une pétition à la municipalité, que, pour y délibérer, il est nécessaire de convoquer le Conseil général de la commune; en conséquence, l'ont convoqué au présent hôtel commun pour demain 10 du courant... (4).

10 septembre 1792..., aux 2 heures de relevée...

M. le maire [Villepontoux] a dit... qu'il vient d'être fait à la municipalité, par les *Amis de la Constitution*, de cette ville, une pétition... portant : 1° que de braves et généreux citoyens de cette ville, qui faisaient toute la ressource et le soutien de leurs père et mère, femme et enfants, les ont abandonnés pour voler à la défense de la patrie; qu'il importe au succès de la cause commune de la liberté et de l'égalité de ménager ceux qui se sont dévoués à sa défense en leur ôtant... les sujets d'inquiétude que pourrait leur causer l'état de détresse dans lequel ils auront laissé leurs familles...;

2° Qu'il sera nommé 2 commissaires pris dans leur sein, qui seront chargés d'inviter, au nom de la Société, les officiers municipaux à ouvrir un registre destiné à recevoir les souscriptions des généreux citoyens qui voudront contribuer au soulagement des familles... laissées sans moyens de subsistance;

3° De convoquer le Conseil général de la commune, pour qu'il les autorise à disposer d'une somme qu'il déterminera, en faveur des familles à secourir; de provoquer, par une proclamation expresse et motivée, la générosité de tous les citoyens;

4° ...[d'inviter les officiers municipaux] à prévenir tous les citoyens, par leur proclamation, que, pour exciter... la bienfaisance de ceux qui seront en retard..., le nom de celui qui aura contribué sera inscrit dans une liste comparative, où sera, à côté, la note de sa contribution, et, en opposition, le nom de celui qui n'aura rien donné, et qui n'aura point donné de raisons légitimes; que cette liste comparative sera rendue publique par affiches...

Sur quoi, le Conseil général de la commune... arrête 1°... qu'il sera demandé à chaque particulier le tiers de la somme qui lui avait

(1) Il faut joindre à ces noms deux signatures que nous n'avons pu déchiffrer. Cette adresse se trouve aux *Arch. nat.*, D XL, 9. Elle est très caractéristique, car elle marque le renoncement définitif de la Société à l'idée de royauté. M. Aulard a signalé cette adresse dans son *Hist. pol.*, p. 198, et nous l'avons analysée et commentée dans notre *Esprit public*, p. 39.

(2) A la barre de l'Assemblée législative.

(3) La minute de ce procès-verbal se trouve aux *Arch. nat.*, C 153, dossier 272, et se trouve reproduite dans le *Proc. verb. Législative*, 12 juillet 1792, p. 178.

(4) *Arch. mun. Bergerac*. Reg. délib. mun., à cette date, f. 268 et 269.

été répartie d'après son taux de capitation, lors des moyens qu'on fut obligé de prendre pour subvenir aux besoins des pauvres, pour la rentrée desquels fonds [on nomme des commissaires]..., qui se concerteront avec ceux nommés par la Société des *Amis de la Constitution*, pour le mode de répartition aux familles...; 2° qu'il sera... fait par la municipalité une proclamation; 3° les *Amis de la Constitution* sont invités à abandonner le projet qu'ils ont eu de faire une liste comparative..., attendu que de cette liste il pourrait résulter des... suites fâcheuses; 4° le Conseil général, animé du même zèle que les *Amis de la Constitution* pour la chose publique, voit avec douleur que la commune n'a en ce moment que des dettes considérables, et ne peut... porter aucun soulagement à ces familles désolées... (1)

[29 septembre 1792].

[Adresse de la Société à la Convention].

[Bergerac, 29 septembre 1792].

Représentants du peuple français,

La royauté n'existe plus en France... Ce bienfait si désiré est votre ouvrage (2). Il immortalisera votre première séance. Il sera le plus solide monument de votre gloire et le titre le plus précieux à la reconnaissance des hommes de toutes les nations et de tous les siècles. Recevez l'expression de la nôtre, de l'adhésion entière que nous donnons à cet acte de votre justice, et de la résolution ferme où nous sommes de le soutenir, s'il le faut, au prix de nos fortunes et de nos vies. Le Tarquin, le César ont trouvé la fin et la peine de leur despotisme dans l'exil ou dans la vengeance des Romains, qui voulaient être libres. Les Bourbon et les Louis voient leurs têtes altières abaissées au niveau honorable de citoyen français. Ils croiront perdre; ce sera au temps à leur faire apprécier à sa juste valeur tout le bonheur de l'égalité.

Les citoyens composant la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité et de la République de France*,

A Bergerac, le 29 septembre 1792, l'an 1^{er} de la République,

[Signé] Bailly (3), Jean Bassac, Etienne Beaugès, Béchadergue, Belin, Etienne Bergèrè, Bernard, Biès, Blanc, Blanchard aîné, Blanchard jeune, Borde fils aîné, Bordère, Bordère (*sic*), Bordier, Borie, Borie père, Jean Borie, Jean Boué, Bourson, Boutiron fils aîné, Boutiron fils jeune, Bouyssavy, Daniel Bouyssavy, Jean Bouyssavy, Marie Bouyssavy, Boyer, Boyer (*sic*), Boyer fils, P. Boyer, Briau aîné, Daniel Brun, Bruzac, veuve Cabanac, Jacques Caillou, Cailloux, J. Camarèze, P. Capmau, Joseph Caussade, Cazamajou jeune, P. Chadaux, Pierre

(1) Arch. mun. Bergerac. Reg. délib. mun., à la date indiquée. Dans ses séances des 11 et 17 septembre 1792, le Conseil général prendra des mesures complémentaires pour assurer la levée de ces sommes (*Ibid.*). La Société s'occupera encore de cette question le 12 mars 1793. — Le 20 janvier 1793, Cailloux, membre de la Société, se trouvait à Couze et invitait les clubistes de cette localité à ouvrir, dans leur commune, une souscription en faveur des militaires. La Société de Couze prenait aussitôt des mesures en conséquence (*Ibid.*, boîte U, liasse 46, n° 81). Le 27 janvier 1793, la Société de Couze fera parvenir à celle de Bergerac le produit de sa souscription (*Ibid.*, n° 16). Voir aussi, à ce sujet, la lettre écrite à notre Société par celle de Mouleydier, le 14 février 1793 (p. 21, fin de la note).

(2) La Convention avait aboli la royauté par décret du 21 septembre 1792 (Duvergier, t. V, p. 1).

(3) Nous rangeons ces 161 signatures dans l'ordre alphabétique.

Chavelon, Chevalier, Chopin, E. Colrieu-Mainsat, Conbe, J. Conil, Cramaille, Crépin, B. Coudré, Coustaut jeune, Raymond Cousteille, Dagout, Blaise Dauge, Daurade, Delsuc, Desmond, Ducastaing, Duclos aîné, Dufour, Dumoulin, Jean Dupont, Duprat, Dupuy, Elie Durand, Dureysset fils, Durrive, d'Esmartis, Daniel Eyma, Jean-Joseph Eyma, Eyraud fils, Falquier jeune, Faugère, Fauvel jeune, Fauvel aîné, F. Fayolle, L. Fellix, Gaussen, Goubie, Gounouilhou, Gravier, Félix Jarna, Jarry, Jats-Lobligeant, Jourde, Labonne, Lacoste, Ladoire, Laeger (?), Lafite père, Lafite fils, Lagelie, Lagrange, François Lajugie, Lamothe, prêtre, Lanscraï (?), P. Lagrenère, Larmandie, Laval, Pierre Laval, Lespinasse, B. Mahuzier, Malaroche, Malbernac fils aîné, J. Marchand, Marchet fils, Philippe Marchet, Marvier, Massé, Massé aîné, Masseron, Méry, Mestre, (des Farcies), Mounet, Paul Mounet jeune, Nassier, Noël, Pierre Ousti, Elie Pacher, L. Pacher, Jean Pancaud, Paris-Troqueureau, Pasqual, Paufapé, Pauly, Peloux, J. Petit, Piol, Plan-teau (de Brousse), Prévot, Pujol, Louis Pujol fils aîné, Rambaud, Raymond, Reclus, Rey, Reynaud, Riboulet, Riboulet aîné, Rolland jeune, A. Rolland aîné, Rousseille, Sainte-Foi, Simou-net, Simounet jeune, J. Terrible, Texandier, M. Texandier, M. Texandier (*sic*), P. Teysié, Tilhet, Tilhet aîné, Tournié dit Quercy, Venencie, Veyrine, Veyrine aîné, Veyry, Jacques Vigier, Villate, Villate (*sic*) (1).

(1) *Arch. nat.*, C 237, dossier 240. Le *Proc-verb. Convention* du 11 octobre 1792, p. 340, mentionne cette adresse, qui, on le voit, est la première adhésion de la Société à la politique de la Convention.

Dans les derniers mois de 1792 et au début de 1793, notre Société reçut de nombreuses correspondances. Voici celles qui nous ont été conservées :

— Communication d'une adresse du club des *Antipolitiques* d'Aix à la Convention, imprimée en 1792, blâmant la Convention d'avoir accueilli le projet Cambon, relatif à la suppression du salaire des ecclésiastiques, du droit de patentes et de l'imposition mobilière (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 123); — invitation adressée par les *Amis de la liberté et de l'égalité*, d'Agen, du 12 octobre 1792, à notre Société, de féliciter la Convention, comme ils l'ont fait le 1^{er} octobre, pour avoir aboli la royauté (*Ibid.*, n° 91); — invitation adressée par la Société de Toulouse à celle de Bergerac, du 14 octobre 1792, à prier, suivant son exemple, la Convention d'arrêter la dépréciation du papier-monnaie (*Ibid.*, n° 55); — invitation adressée par les *Amis de la République*, de Clairac, le 17 octobre 1792, à engager, comme ils l'ont fait eux-mêmes, le général Montesquiou, démissionnaire, à rester à son poste (*Ibid.*, n° 15); — copie d'une lettre des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bordeaux, aux Jacobins, datée du 18 octobre 1792, les engageant à lutter contre ceux qui rêvent de désorganisation sociale (*Ibid.*, n° 62); — lettre de la même Société aux Sociétés affiliées, du 18 octobre 1792, pour les inviter à envoyer autour de la Convention des forces qui la protégeront contre les perturbateurs (*Ibid.*, n° 60); — lettre de J.-B. Duclos à notre Société, du 20 octobre 1792, pour se disculper d'avoir vendu du blé à un prix supérieur à celui de 20 livres par sac (*Ibid.*, n° 9); — lettre des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Cherbourg, aux Sociétés affiliées, les invitant à prier la Convention, comme ils l'ont fait le 26 octobre 1792, d'étendre aux prêtres insermentés le décret annulant les donations et substitutions faites par les émigrés depuis 1789 (*Ibid.*, n° 51); — lettre de Daniel Brun à notre Société, du 28 octobre 1792, pour se disculper d'avoir spéculé sur les blés (*Ibid.*, n° 26); — adresse des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bayonne, du 31 octobre 1792, invitant la Société de Bergerac à appuyer l'adresse qu'ils envoient à la Convention, pour protester contre la conduite des Parisiens (*Ibid.*, n° 48);

— Adresse des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Nîmes, du 2 nov. 1792, dénonçant l'ancienne Société des *Amis de la Constitution*, de Nîmes, qui cherche, sous le nom de *Société républicaine*, à s'associer à la Société feuillantine le *Soutien des droits de l'homme* (*Ibid.*, n° 69); — lettre de B. Roucou fils, secrétaire du quartier militaire du 3^e bataillon de la Dordogne, en garnison à Blaye, écrite de Blaye, le 2 novembre 1792, à la Société de Bergerac, « séante

[Nous analysons ci-après une série de lettres adressées par

aux ci-devant Carmes », pour donner de bonnes nouvelles de ses camarades et regretter que la Société l'ait exclu du nombre de ses membres le 15 août 1792 (*Ibid.*, n° 18); — adresse de la Société de Clairac, du 8 novembre 1792, annonçant qu'elle a rompu ses relations avec celle de Tonneins, qui a voté à l'exécution publique les sept députés du Lot-et-Garonne (*Ibid.*, n° 83); — communication d'une adresse envoyée, le 10 novembre 1792, par les *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Toulouse, à la Convention, l'invitant à condamner Louis XVI et à ne pas former une garde spéciale autour d'elle (*Ibid.*, n° 64); — adresse de la même Société aux Sociétés populaires, du 24 novembre 1792, les invitant à former dans leur sein, à son exemple, un Comité chargé de surveiller l'exécution des lois relatives aux biens des émigrés (*Ibid.*, n° 53); — adresse des *Amis de la République française*, de Dijon, en date du 24 novembre 1792, invitant notre Société à leur envoyer les imprimés non sous enveloppe, mais sous bande croisée, en affranchissant (*Ibid.*, n° 36); — lettre du clubiste bergeracois Mounet, gendarme national du département de la Dordogne, datée de Versailles, aux Grandes-Ecuries, quartier des pages, 30 novembre, an 1^{er} de la République, écrite à ses frères et amis de Bergerac, leur annonçant qu'il va bientôt partir pour la frontière, et leur envoyant la pétition qui suit (*Ibid.*, n° 8); — pétition du même aux mêmes, même date, où il leur rappelle qu'il a été chef d'artillerie de la ville de Bergerac, et les prie de faire verser à sa famille, qui est dans la gêne, la solde afférente à cette fonction, et qu'il n'a jamais touchée (*Ibid.*, n° 8);

— Adresse de la Société populaire de Bordeaux, du 7 décembre 1792, prévenant les autres Sociétés qu'elle ne recevra les membres des Sociétés affiliées que s'ils sont porteurs d'un diplôme délivré dans les 3 mois précédents (*Ibid.*, n° 68); — invitation des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Toulouse, du 14 décembre 1792, aux autres Sociétés, de souscrire à un recueil de documents relatifs au procès du roi (*Ibid.*, n° 59); — invitation adressée par les *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bordeaux, à la Société de Bergerac, le 17 décembre 1792, d'envoyer, comme ils l'ont fait, une adresse aux Jacobins, les menaçant de rompre toutes relations avec eux, s'ils n'excluent pas de leur sein Chabot, Merlin, Panis, Danton, Robespierre, Marat et autres anarchistes (*Ibid.*, n° 82); — circulaire des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Strasbourg, du 18 décembre 1792, annonçant que les républicains sont en minorité dans leur département, et qu'ils sollicitent l'envoi de commissaires de la Convention (*Ibid.*, n° 107); — communication faite par la Société de Castres de son adresse à la Convention, du 18 décembre 1792, pour l'inviter à accroître le prestige des Sociétés populaires (*Ibid.*, n° 92); — discours prononcé dans la Société de Poitiers, le 23 décembre 1792, par le capitaine Bernazais, qui va rejoindre son poste (*Ibid.*, n° 93); — communication d'une adresse envoyée, le 23 décembre 1792, aux Jacobins, par les *Amis de la République*, de Perpignan, disant qu'ils n'aiment ni Roland, ni Robespierre, et que, si la liberté est étouffée à Paris, ils formeront une République méridionale (*Ibid.*, n° 77); — demande de secours adressée à notre Société, le 23 décembre 1792, par Gillet, membre de la Société de Rodez, volontaire au 8^e bataillon de la Gironde, et qui se trouve présentement à Bergerac, avec sa femme et ses deux enfants (*Ibid.*, n° 27); — invitation adressée, le 27 décembre 1792, par les *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Libourne, aux autres Sociétés, de cesser, comme ils l'ont fait, toute correspondance avec les Jacobins (*Ibid.*, n° 57); — copie de la lettre envoyée à la Société de Rochefort par le ministre Monge, le 31 décembre 1792, l'invitant à activer le zèle des marins, et délibération prise, en conséquence, par la Société de Rochefort, le 4 janvier 1793 (*Ibid.*, n° 122); — décision prise, le 31 décembre 1792, par la Société du Puy, de rompre avec les Jacobins, par ce qu'elle veut que la Convention délibère librement (*Ibid.*, n° 85);

— Adresse envoyée, le 2 janvier 1793, par la Société de Riom, invitant la Société de Bergerac à suivre son exemple, en priant la Convention d'aggraver l'article 6 de la loi du 19 juillet 1791, relative à la découverte des contre-révolutionnaires (*Ibid.*, n° 94); — adresse de la Société de Strasbourg aux Sociétés affiliées, du 6 janvier 1793, pour s'indigner de la lettre susdite de la Société du Puy et de l'organisation, dans la Haute-Loire, d'une force départementale prête à marcher sur Paris (*Ibid.*, n° 86); — lettre de Lavau-Gayon, chef d'administration faisant fonction d'ordonnateur de la marine, membre de la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bordeaux, envoyée de Bordeaux, le 14 janvier 1793, à notre Société, la priant de faire afficher la proclamation (dont le texte est joint) adressée aux marins, le 10 janvier 1793, par les *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bordeaux (*Ibid.*, n° 25); — communication d'une adresse s. d., envoyée par les *Amis de la République*, de Toulouse, à la Convention, la priant de faire exécuter le roi au plus tôt (*Ibid.*, n° 70); — adresse des *Amis de la liberté*, de Saintes, s. d., invitant les citoyens à ne pas s'apitoyer sur la mort de Louis

Pinet (I) à notre Société, du 27 mars 1792 au 3 février 1793.

— Du 27 mars 1792. Pinet se réjouit du récent décret sur les gens de couleur. Il faut surveiller les ecclésiastiques qui prêchent la guerre au nom d'un Dieu de paix. Que les patriotes versent exactement leurs contributions et s'entraident à cet effet.

— Du 3 avril 1792. Pinet se glorifie de n'avoir pas voté, hier, le décret absolvant Narbonne. Respectons les personnes et les propriétés, mais surveillons les malveillants.

— Du 10 avril 1792. Eloge des soldats de Châteauneuf.

— Du 17 avril 1792. Grâce à Pétion et malgré le roi et la reine, la fête en l'honneur des soldats de Châteauneuf a bien réussi.

— Du 1^{er} mai 1792. Pinet envoie à la Société un excellent rapport fait à l'Assemblée sur les troubles intérieurs. Il proteste contre les modérantistes qui le font passer pour un exagéré et un républicain. Il aime l'ordre et la loi.]

[5 mai 1792].

[Ce jour-là la Société écrit à Pinet, pour le prier de faire obtenir deux juges de paix à la commune de Bergerac] (2).

— [Du 8 mai 1792. Pinet remercie la Société de sa lettre du 27 avril. Il craint que la poste ait intercepté quelques-unes de ses lettres à la Société. Il espère que les habitants de la Dordogne formeront vite les deux bataillons décrétés par l'Assemblée. Les échecs de nos troupes sont surtout dus au cabinet des Tuileries.

— Du 26 mai 1792. Détails sur les agissements des prêtres réfractaires et sur deux articles que l'Assemblée vient de voter contre eux.

— Du 27 mai 1792. L'ensemble du décret sur les prêtres réfractaires est enfin voté. Le roi achèvera de montrer sa perfidie en refusant de le sanctionner.

— Du 2 juin 1792. La vigilance de l'Assemblée et du peuple parisien a fait avorter un complot. La garde du roi, repaire d'aristocratie, a été licenciée. Le roi se montre caressant et fait le mort, parce que le peuple s'est réveillé].

[2 juin 1792].

...[Ce jour-là, la Société écrit à Pinet pour lui renouveler la demande qu'elle lui adressait le 5 mai 1792. Elle lui fait connaître la pénurie des subsistances à Bergerac, et elle ajoute :] La Société-mère des Jacobins a acquis, à juste titre, la prépondérance sur les ennemis de la Constitution. Vainement cherchent-ils à l'imiter, en formant des Sociétés particulières.

Capet, et à unir leurs forces contre les tyrans (*Ibid.*, n° 95); — circulaire adressée par Roland aux Sociétés populaires, le 22 janvier 1793, pour annoncer sa démission et se justifier des accusations portées contre lui (*Ibid.*, n°s 102 et 115); — lettre de la Société républicaine de Toulon à celle de Bergerac, du 25 janvier 1793, pour l'inviter à accélérer le départ des levées de marins et à leur prêcher la discipline (*Ibid.*, n° 13);

— Lettre, signée Richard aîné, de la Société populaire de Mouleydier, près Bergerac, à celle de Bergerac, du 14 février 1793. « Les citoyens de Mouleydier, ...douloureusement affectés de l'état de dénûment où sont réduits... nos frères d'armes, ...n'ont pu que déferer avec le plus grand zèle à votre invitation, tendant à concourir avec vous pour procurer à ces braves ... défenseurs les objets de nécessité qui leur manquent. » Ils envoient à la Société de Bergerac 30 paires de souliers et 48 sols qui restent de leur souscription (*Ibid.*, n° 24).

(1) Voir plus haut, p. 204, n° 4, pour la lettre précédente adressée par Pinet à la Société. Ces lettres sont conservées aux Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 43.

(2) Arch. mun. Bergerac, boîte S, liasse 20, n° 6. Le 2 juin 1792, la Société écrira encore à Pinet une lettre dans le même sens.

Celles qui sont composées de personnes de l'ancien régime seront bientôt démasquées. [La Société termine en exprimant sa confiance à Pinet] (1)...

— [Du 12 juin 1792. Pinet remercie les clubistes. Grâce à Servan, l'Assemblée a décrété le rassemblement de 20.000 volontaires sous les murs de Paris. Détails sur les moyens auxquels ont recouru les « noirs » pour essayer, mais en vain, d'ameuter la garde nationale parisienne contre l'Assemblée. Qu'il n'y ait que des patriotes parmi les 324 volontaires que la Dordogne doit envoyer au camp formé près Paris. « Je finis en gémissant sur la manière dont la députation de notre département est composée ».

Du 17 juin 1792. Il a envoyé à la Société un exemplaire de la belle lettre de Roland au roi. Louis XVI, qui a renvoyé trois ministres patriotes, médite la destruction de l'Assemblée. Critique de Dumouriez. Eloge du député Grangeneuve, assassiné par son collègue Jouneau.

— Du 20 juin 1792. C'est au peuple d'empêcher les contre-révolutionnaires de profiter des divisions qui existent à l'Assemblée et aux Jacobins. Pinet critique une lettre de La Fayette, qui parle le langage de Cromwell. Pinet offre de nourrir et loger chez lui un des clubistes qui viendront à Paris pour le camp de 20.000 hommes.

— Du 22 juin 1792. Pinet envoie aux clubistes 30 exemplaires d'une adresse des Marseillais. Description de la journée parisienne du 20 juin.

— Du 30 juin 1792. La Fayette, abandonnant son armée, est venu protester contre la journée du 20 juin à la barre de l'Assemblée, qui n'a pas osé le blâmer : les députés de la Dordogne, Verneilh, Limouzin, Delfau et Beaupuy se sont mal comportés à cette occasion.

— Du 6 juillet 1792. Nos troupes reculent dans le Nord; le brave Luckner y est la victime d'intrigants tels que les Lameth. Il félicite les clubistes d'envoyer 30 fédérés à Paris.

— Du 8 juillet 1792. Les Bergeracois Loche, Serre et Pauly sont déjà arrivés à Paris. Attitude contre-révolutionnaire du département de Paris. Pinet décrit la scène du baiser Lamourette, l'accueil fait par le roi à la députation que lui envoya alors l'Assemblée (Pinet faisait partie de la députation), la visite du roi à l'Assemblée. Pinet est, lui aussi, partisan de l'union, mais il ne veut pas d'équivoque. Par le baiser Lamourette, les aristocrates ont voulu paralyser l'ardeur des fédérés qui affluent à Paris. Attendons, pour faire confiance au roi, qu'il gouverne en roi patriote.

— Du 13 juillet 1792. Les fédérés bergeracois ont été reçus par Pinet, qui les a fait admettre à la barre de l'Assemblée, où Boyer a déposé l'offrande patriotique de la Société. Description de la séance émouvante où l'Assemblée a appelé tous les citoyens à la défense de la patrie en danger.

— Du 14 juillet 1792. Après une laborieuse séance, l'Assemblée a rendu à Pétion ses fonctions de maire de Paris.

— Du 15 juillet 1792. Description de la fête de la Fédération. Grâce aux fédérés, nous pourrions sortir de la crise actuelle.

— Du 24 juillet 1792. Eloge du clubiste Boyer. Les fédérés bergeracois restent à Paris, où ils seront très utiles à la patrie. Les patriotes doivent provoquer diverses mesures, notamment la déchéance du roi et de nouvelles élections.

— Du 25 juillet 1792. L'Assemblée a rétabli Manuel dans ses fonctions, à la grande fureur de Marie-Antoinette et de ses valets. Le député périgourdin Delfau a été chassé de la tribune, où il calomniait Pétion. L'Assemblée a décrété la responsabilité collective des ministres; excellente mesure. Les aristocrates de Lyon s'apprêtent à

(1) Arch. mun Bergerac, boîte S, liasse 20, n° 6.

livrer Lyon aux Sardes. « C'est la nation elle-même qui doit se sauver; jamais l'Assemblée nationale seule n'y parviendra. »

— Du 31 juillet 1792. Les fédérés bergeracois sont presque tous encore à Paris, y vivant des fonds fournis par la Société. Les Marseillais sont arrivés. Pinet approuve la demande de déchéance adoptée par 47 sections, et il critique Brissot de s'être opposé à ce que l'Assemblée discute sur la déchéance du roi, dont Pinet rappelle les trahisons.

— Du 3 août 1792. Emotion causée par la nouvelle d'une tentative d'empoisonnement des fédérés, à Soissons.

— Du 4 août 1792. Explications sur l'attentat de Soissons. Détails sur la démarche de Pétion, demandant à l'Assemblée la déchéance du roi.

Du 5 août 1792. Manœuvres du roi et des « noirs » pour éviter la proclamation de déchéance. Deux sections sont venues réclamer la déchéance. L'Assemblée a rendu un décret sur la vente des couvents; commentaires de Pinet.

— Du 7 août 1792. Pinet félicite les clubistes de leur énergique adresse à l'Assemblée, relative au roi, aux ambassadeurs, aux émigrés. Détails sur l'émigration et le mécontentement croissant de Paris contre le roi, ce nouveau Pygmalion.

— Du 10 août, an IV de la liberté, au soir. Récit détaillé de la prise des Tuileries. Commentaire des grands décrets que vient de prendre l'Assemblée. Sauvons-nous, nous le pouvons maintenant.

— Du 11 août 1792. Hier, 7 ou 8 fédérés bergeracois ont été blessés légèrement. Précieuse intervention des Marseillais dans la journée d'hier. De nombreux traîtres ont été tués aux Tuileries et dans les environs. Pinet écrit de l'Assemblée, tandis que sonne le tocsin (1).

— Du 13 août 1792. Pinet explique comment Danton, Pétion, des fédérés et lui-même ont arraché des Suisses à la fureur populaire. Il attend de la prochaine Convention qu'elle fasse le bien que la Législative, trop débile, n'a pu faire.

— Du 14 août 1792. Comment s'est fait le transfert du roi et d'Antoinette au Temple. Indignation de Pinet contre les rois. Pinet envoie aux clubistes la liste des députés qui ont osé absoudre La Fayette. Eloge du député Elie Lacoste. Il faut que la Convention soit composée d'ardents patriotes.

— Du 18 août 1792. L'enthousiasme civique et le désintéressement animent les 230 ou 240 députés patriotes de la Législative. Pinet s'apprête à se retirer au milieu de ses compatriotes, fier d'avoir fait son devoir. On a trouvé des papiers très compromettants pour le roi et certains députés. Commentaire de récents décrets. Il remercie les clubistes de leur lettre du 6.

— Du 21 août 1792. Pinet remercie les clubistes de leur lettre du 14 et de leur énergique adresse à l'Assemblée. L'examen des papiers de la liste civile absorbe tous ses instants; il envoie copie de quelques papiers suggestifs.

— Du 25 août 1792. La Fayette a trahi, suivi du maire de Sedan. L'imbécile Luckner a été destitué. Personnages compromis par la découverte de la liste civile. Pinet met les électeurs en garde contre le député Beaupuy.

— Du 8 septembre 1792. Les traîtres ont été châtiés à Paris. Enthousiasme patriotique. Pinet envoie aux clubistes un *Bulletin* qu'ils voudront bien placarder. On connaît déjà à Paris les résultats de quelques élections; ils sont en général excellents.

— Du 15 septembre 1792. Emotion de Pinet à la nouvelle qu'il a été élu à la Convention. Il ne regrette rien de son passé. Il est prêt

(1) Les mêmes archives de Bergerac contiennent une lettre de Pinet-Saint-Nessans, datée aussi du 11 août 1792, donnant de nombreux détails sur la prise des Tuileries. Nous l'avons reproduite, ainsi que la lettre du conventionnel dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 août 1913.

à se sacrifier au bien public. Il ne comprend pas pourquoi Ponterie a refusé son mandat.

— Du 16 septembre 1792. Dumouriez est paraît-il, vainqueur des Autrichiens.

— Du 18 septembre 1792. Cette nouvelle était prématurée. L'aristocratie conspire.

— Du 22 septembre 1792. Détails sur la première séance de la Convention, le 20 septembre, sur la séance du 21 et l'abolition de la royauté. Le roi de Prusse a repris le chemin de Berlin. Ça ira.

— Du 29 septembre 1792. Décret sur le renouvellement des corps administratifs et judiciaires. Grâce à Danton, on a décrété l'éligibilité de tout citoyen à toute fonction et l'indivisibilité de la République. Pinet s'indigne contre Marat, qui a prêché l'anarchie à la tribune. Montesquiou est victorieux. La Convention a dignement refusé de traiter avec le roi de Prusse.

— Du 6 octobre an I. Les armées françaises triomphent partout, depuis que la France est purgée de traîtres.

— Du 9 octobre an I. Nouveaux triomphes à Nice, en Savoie, à Spire; résistance héroïque des Lillois.

— Du 13 octobre an I. Il remercie les clubistes de leur lettre du 3 et les félicite de leur adresse à la Convention, approuvant l'établissement de la République; les Eymétois ont aussi envoyé une adresse. Utilité d'appeler à Paris une garde composée de citoyens des 83 départements.

— Du 16 octobre an I. La Convention a fait un accueil flatteur à Dumouriez. Succès d'Anselme. Le Conseil de Genève voudrait jouer au Don Quichotte.

— Du 20 octobre an I. Le Conseil de Genève a cédé. Les Français s'apprêtent à municipaliser la Catalogne.

— Du 23 octobre an I. Pinet remercie les clubistes de leur lettre du 14. Une fois la Constitution faite, il ira se retirer au milieu des siens. Il invite les clubistes à instruire les habitants des campagnes, à leur expliquer les décrets, chaque dimanche, à empêcher les malveillants d'égarer l'opinion, surtout à la veille du procès du roi.

— Du 27 octobre 1792. Longwy est repris; détails sur l'entrée de Custine à Mayence. La Savoie se donne à la France. Les trônes chancelaient partout.

— Du 31 octobre an I. Pinet s'élève contre le décret qu'a fait voter un député de la Gironde, portant qu'un membre de la Convention ne pourra exercer de fonction publique d'ici à six ans : c'est un attentat contre la souveraineté nationale].

[1^{er} novembre 1792]

[La municipalité de Bergerac écrit au président de la Société pour inviter les clubistes à assister à la fête qui aura lieu, le dimanche suivant, sur la place de la Constitution, à l'occasion du succès des armes françaises en Savoie (1)]

— [Du 4 nov. an I. Pinet revient sur le même sujet que dans sa lettre du 31 octobre. Il y a des députés qui, tout en affectant de se féliciter de la révolution du 10 août, feraient de grand cœur guillotiner ceux qui l'ont faite.

— Du 7 nov. an I. Commentaires ironiques sur le pape. Les Niçois demandent leur annexion à la France. Quant au procès de Louis Capet, la Commission des 24 a fait son rapport, et le Comité de législation va le faire; il faut entourer le jugement de toutes les garanties de justice.

— Du 9 nov. an I. Pinet remercie les clubistes de leur lettre du 31 octobre.

(1) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47 (lettre épinglée au registre du copie de lettres de la Société).

— Du 11 nov. an I. La victoire de Jemapes montre que les Français peuvent rendre la liberté aux autres peuples.

— Du 14 nov. an I. Pinet explique pourquoi il n'est plus d'avis qu'une force armée départementale se rende à Paris.

— Du 18 nov. an I. Nouveaux succès en Belgique. Montesquiou est décrété d'accusation. Pinet invite les clubistes à demander, par une adresse, la punition de Louis Capet.

— Du 25 nov. an I. Manœuvres infâmes des cupides commissaires des guerres. Mercredi dernier fut un beau jour pour les âmes républicaines, quand les Savoisien vinrent demander à la Convention leur annexion à la République.

— Du 5 déc. an I. En l'absence de Pinet, malade, c'est Lacoste qui remit à la Convention l'adresse des clubistes, gémissant justement sur les divisions qui paralysent l'Assemblée. Manœuvres des prétendus amis de l'ordre pour éluder le jugement de Louis Capet.

— Du 7 déc. an I. Détails sur la séance de la veille, relative au procès du roi. Les députés patriotes sont en minorité, mais imposent aux indécis par l'inflexibilité de leur caractère.

— Du 9 déc. an I. Pinet critique un décret rendu la veille, sur les subsistances; les accapareurs en bénéficieraient; il faudra en venir à sacrifier la liberté de quelques-uns, quand l'intérêt du grand nombre est en jeu.

— Du 12 déc. an I. Pinet rend compte de la comparution du roi, la veille, à la barre de la Convention. Arrogance du roi, au début. Ses réponses ont achevé de le perdre. Il est allé jusqu'à nier son écriture.

— Du 14 déc. an I. Pinet continue à envoyer des *Bulletins* aux clubistes. Tronchet n'a pas craint d'accepter de prendre la défense du scélérat Capet. Efforts des partisans du roi pour retarder son jugement. Rappel de ses forfaits. « O bon peuple! Sois sûr que ce sera toujours sur toi que je m'attendrirai, et jamais sur ton assassin! ».

— Du 16 déc. an I. Pour paralyser la liberté de la Convention, les partisans du roi envahissent les tribunes; manœuvres de Manuel à cet égard.

— Du 23 déc. an I. Pinet dénonce la conduite de Buzot et de Louvet, qui ont demandé le bannissement de Philippe-Egalité, dans l'espoir que le bannissement de cet homme justement populaire aliènerait l'opinion à l'Assemblée. Pinet envoie aux clubistes son *Opinion* et un numéro du *Républicain*. Il s'étonne que la Société de Lalande ne réponde pas à ses lettres.

— Du 26 déc. an I. Que les départements ne soient pas dupes de ceux qui feignent d'identifier les patriotes avec Marat.

— Du 30 déc. an I. Long compte rendu de la séance de mercredi, où Louis Capet a reparu à la barre de la Convention. Pinet apprécie sévèrement les plaidoyers de ses avocats et dénonce l'imposture des déclarations de Louis. Résumé des discussions relatives à la peine à infliger. Robespierre a prononcé un admirable discours contre l'appel au peuple.

— Du 6 janv. 1793. Pinet achève d'écrire son *Opinion* sur le jugement du roi. Vergniaud, Guadet et Gensonné ont été confondus par la révélation des intelligences secrètes qu'ils avaient entretenues avec le roi.

— Du 8 janv. 1793. Il remercie les clubistes de leur lettre du 24 décembre et de la confiance qu'ils lui témoignent.

— Du 11 janv. 1793. Pinet fait l'éloge de la Montagne, où siègent non des cannibales mais des hommes libres et patriotes: Il craint que l'appel au peuple soit voté.

— Du 13 janv. 1793. Pinet n'a pas reçu de lettre des clubistes. Leur lettre a-t-elle été interceptée? Ou les clubistes se sont-ils laissé égarer à son sujet? La Montagne n'obéit ni à Orléans, qui est un être nul, ni à Marat, qui est un exalté, ni à Robespierre, citoyen

éminent, mais qui n'a pas les moyens d'être dictateur. La droite de la Convention prétend, à tort, que les tribunes paralysent sa liberté. Eloge de Paris.

— Du 16 janv. 1793. Pinet décrit, avec émotion, la séance où la Convention repoussa l'appel au peuple (1).

— Du 18 janv. 1793. Pinet sort d'une séance de 44 heures. Louis vient d'être condamné à mort. Pinet a fait son devoir, sa conscience est tranquille.

— Du 20 janv. 1793. Malgré les infâmes Brissot et Buzot, la Convention a décidé qu'il ne serait passursis à l'exécution de Louis].

[Lettre de la Société à Pinet. Bergerac, 25 janvier 1793] (2).

Citoyen représentant,

Nous avons reçu, dans notre séance du 21, vos deux dernières lettres. Par la première (3), vous nous rappelez celles que vous nous avez écrites depuis et compris le mois de novembre. Vous avez craint que ces lettres n'aient été interceptées, puisque vous n'avez reçu aucune réponse. La Société a reçu toutes les lettres portées par votre note, mais elle vous avoue honteusement que son Comité de correspondance a beaucoup trop négligé sa partie. Cependant il paraît, d'après l'assurance de quelques-uns des membres, qu'il vous a été répondu dans le cours de décembre. Le Comité vient d'être renouvelé, et nous ne doutons pas que le vœu de la Société sera rempli, en entretenant avec vous une correspondance suivie.

Rassurez-vous, citoyen représentant. Vous n'avez perdu ni l'estime ni la confiance de la Société... Malgré la clameur et les calomnies de certains hommes qui nourrissent dans leur âme le désir de plier le genou devant le trône d'un maître, pour avoir à leur tour le droit d'exercer les caprices de leur orgueil et de leur injustice contre tous ceux qu'ils appellent les hommes du peuple ; malgré la clameur, disons-nous, de ceux pour qui l'égalité est un supplice, les vrais amis de la liberté, les patriotes purs et à toute épreuve qui composent notre Société savent connaître les vrais défenseurs de leurs droits. Ils savent distinguer, parmi les traîtres, ceux qui, fidèles à leur serment, restent inaccessibles aux grandeurs ou à la fortune que des mains corrompues leur présentent sous tant de formes.

C'est avec douleur que nous craignons que ceux-là ne forment que le petit nombre parmi les membres de la Convention. Nous sommes glorieux de vous compter au nombre de ces derniers.

Mais que les traîtres et les conspirateurs tremblent ! La nation française a juré de vivre libre et d'exterminer les tyrans qui s'y opposent...

Nous gémissons des discussions scandaleuses qui se multiplient à la Convention. Nous étions particulièrement effrayés du projet d'envoyer aux assemblées primaires la question insidieuse, tout à la fois interminable et dangereuse, sur le sort du

(1) La Société répondra à cette lettre et à la lettre précédente par la lettre ci-après, du 25 janvier 1793.

(2) Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 46, n° 30. On lit, au dos de la lettre : « expédié le 25 janvier 1793 ». Pas d'indication d'origine, mais, étant donné le dossier et le contenu, il s'agit certainement de la Société de Bergerac. C'est la copie d'une lettre écrite à Pinet.

(3) C'est la lettre de Pinet en date du 13 janvier 1793, et que nous avons signalée.

ci-devant roi. Mais nous nous sommes livrés à la joie en apprenant que le complot de guerre civile n'avait pas prévalu...

Nous pouvons maintenant espérer qu'après avoir consacré par un décret que Louis est coupable d'avoir trahi la nation et attenté à la sûreté générale, la Convention ne balancera pas à prononcer que la tête du coupable tombera sur l'échafaud (1).

Quant à nous, qui [sommes] depuis longtemps convaincus de tous ses crimes, nous adhérons d'avance à ce grand exemple de justice, qui fera trembler les despotes. Le vœu de la République n'est pas douteux pour l'affirmative.

Nous désirons ardemment que la Convention, oubliant le traître Louis après qu'il aura subi son sort, oublie aussi l'esprit de parti, les rivalités et les inculpations qui ne peuvent que l'avilir, et qu'elle s'occupe enfin de nous donner une bonne Constitution qui fasse cesser nos maux.

La guerre dont on menace la République ne nous effraie point. Les Français libres et républicains vaincront facilement les satellites des despotes. Mais ce qui nous afflige avec raison, c'est premièrement l'état de souffrance à laquelle les défenseurs de la patrie... sont exposés par la négligence ou du pouvoir exécutif ou des agents chargés de cette administration, en second lieu le prix excessif et toujours croissant des subsistances. Pourquoi faut-il que, jusqu'à présent, les bienfaits de la Révolution n'aient porté... que sur les riches propriétaires et les négociants? Pourquoi n'a-t-elle pu encore avoir sa véritable application? Toutes les lois nouvelles semblaient avoir pour but le soulagement du pauvre, l'amélioration du sort du cultivateur et de l'artisan, et [de] fournir protection à l'opprimé. Tous ceux-ci, au contraire, se trouvent accablés par le poids énorme des impositions qui pèsent sur eux et par le prix excessif des subsistances... Il ne se présente à ce sujet qu'une consolation : c'est le changement de cet état de choses que de bonnes lois doivent nécessairement opérer. Nous avons l'intime persuasion que vous y contribuerez autant qu'il vous sera possible, et nous vous sollicitons de nous faire part le plus possible de vos réflexions. Nous sommes avec fraternité, etc.

— [Du 1^{er} fév. 1793. Pinet proteste auprès des clubistes contre l'accusation d'avoir condamné Louis pour mettre l'Egalité sur le trône. C'est une accusation odieuse et ridicule. Le cabinet britannique va rompre avec la France. Il faut abattre les tyrans en insurgant les peuples contre eux.

— Du 3 fév. 1793. La guerre a été déclarée au gouvernement anglais. Il faut se lever en masse pour défendre la patrie et la liberté. Le soi-disant vicaire de Jésus-Christ a laissé massacrer notre chargé d'affaires à Rome (2).

Séance du 15 février 1793, l'an 2^e de la République française (3).
Présidence du citoyen Bourson.

Séance ouverte, les quatre commissaires d'ordre ont été

(1) Les dix mots de cette ligne ont été légèrement rayés et remplacés par « faire exécuter son jugement ».

(2) La lettre suivante de Pinet à la Société sera reçue dans la séance du 19 février 1793.

(3) Ici commence un nouveau registre des « procès-verbaux des séances de la Société des Amis de la liberté et de l'égalité, de Bergerac ». Il s'étend jusqu'au 6 nivôse an II (27 déc. 93).

nommés et lecture a été faite du procès-verbal de la dernière séance, qui a été adopté.

Le citoyen Jacob Caillou a remis sur le bureau, de la part du citoyen Lespinasse l'ainé, 6 paires [de] bas, 4 paires [de] souliers et deux chemises pour nos frères des frontières (1), et a annoncé que le district avait promis de donner une caisse à la Société, pour renfermer les effets qui doivent être adressés au général Custine. Le citoyen Couderc a demandé qu'il fût ajouté... à la lettre qui doit être écrite au citoyen ministre de la guerre (2) que la Société le prie de faire payer le port de cet envoi par la nation et que, si cela présentait quelques difficultés, elle en ferait le remboursement... Arrêté. Le citoyen Dommenget a offert de faire parvenir la caisse contenant lesdits effets jusqu'à Bordeaux dans un bateau, sans frais. Accepté.

Sur la proposition d'un membre du Comité de correspondance, il sera arrêté qu'il sera fait mention, dans la lettre à écrire au citoyen Pinet, qu'on lui a fait passer deux adresses à la Convention nationale, l'une, concernant le traitement des prêtres fonctionnaires publics, la seconde, concernant les impôts, la cherté des grains et l'uniformité des poids et mesures, dont il ne nous a pas accusé réception (3).

Le citoyen Couderc a... [lu] trois projets d'adresse, l'une, pour la Convention..., la seconde, pour le ministre de la guerre..., la troisième, pour le général Custine... Adoptées (4)...

[On lit] une lettre de nos frères de Mouleydier, par laquelle ils nous annoncent qu'ils nous font passer 30 paires [de] souliers, pour joindre à l'envoi que doit faire la Société... [On les remerciera et] mention honorable en sera faite au procès-verbal.

Le citoyen Bourson a proposé pour candidat Martin, invalide. Le citoyen Giraudel cadet a été présenté par son père, et le citoyen Jacob Caillou a proposé le citoyen Delmas fils (de Creysse).

Deux mandats ont été délivrés sur le trésorier, l'un, de 6 livres, pour l'achat d'un registre, et l'autre, de 36 livres, en faveur du citoyen Cuminal, pour 25 livres de chandelle, qu'il avait avancées à la Société.

Le citoyen Masseron a offert une chemise pour nos frères

(1) Voir, sur les déclarations que fera Lespinasse au sujet de ce don, notre *Lakanal*, p. 430, n. 1, et *Arch. mun. Bergerac*, fonds Blanc, réponse de Lespinasse au questionnaire de Lakanal.

(2) C'est le 14 mars 1793 que la Société recevra la lettre de remerciements du ministre de la guerre. Custine enverra aussi ses remerciements, que la Société recevra le 2 avril 1793.

(3) C'est vraisemblablement de cet envoi que Pinet accusera réception à la Société, dans sa lettre du 24 février 1793 (voir p. 224, note 2, séance du 28 février 1793).

(4) Nous lisons, sur une feuille détachée, le compte-rendu plus développé que voici : « La Société a arrêté que ces effets seraient adressés au citoyen ministre de la guerre, pour qu'il les fasse parvenir au général Custine, et qu'il sera écrit une lettre à ce dernier, afin de le prévenir de cet envoi, pour qu'il puisse le réclamer auprès du ministre, qu'une seconde lettre serait écrite au citoyen Pinet, notre député, et enfin une adresse à la Convention nationale, afin de la prévenir de cet envoi, dans laquelle il sera fait mention que les citoyens de Creysse et de Mouleydier ont contribué à ladite souscription. Desmond, secrétaire, Marchet, secrétaire » (*Arch. mun. Bergerac*, I 2, s. d.). Voir la séance du 18 février 1793.

Quant à la lettre adressée à la Convention, nous la reproduisons à la suite du procès-verbal de cette séance.

des frontières; le citoyen Bruzac, 2 paires [de] bas, et le citoyen Caussade, teinturier..., une paire.

...Lecture du journal de Carra... [Signé] MARCHET FILS, DESMOND, [secrétaires]..., BOUTIRON FILS AÎNÉ, secrétaire-archiviste.

[Adresse de la Société à la Convention] (1).

[15 février 1793].

Citoyens représentants,

Au récit des maux qu'ont à endurer ceux de nos frères qui se sont voués à la défense de la liberté et de l'égalité contre les efforts combinés des despotes de l'Europe ; à la vue de ce dénûment qu'ils éprouvent et des vêtements d'une absolue nécessité dans une saison et un climat rigoureux, nos cœurs ont été vivement émus, et notre premier mouvement a été d'ouvrir une souscription dont le produit a été destiné à procurer à nos braves défenseurs ceux des objets dont ils ont le plus grand besoin. Nos frères de Creysse et de Mouleydier, deux bourgs voisins de notre ville, ont désiré concourir à cet acte patriotique, et il est résulté de nos efforts communs une masse de 218 paires de souliers et 49 paires de bas, deux paires [de] mitaines et 4 chemises.

Telle est... l'offrande que nous faisons, en ce moment, à la patrie. Nos vœux la destinent à nos frères de l'armée du général Custine. La caisse est adressée au ministre de la guerre, afin qu'il la fasse parvenir avec sûreté à ce général. Veuillez, législateurs, faire surveiller l'envoi qui lui en sera fait, et recevoir l'assurance que vous donnent les citoyens de Bergerac, de leur soumission à vos décrets et de leur ferme volonté de concourir de tous leurs moyens aux mesures que vous jugerez convenables de prendre pour le salut de la République.

Les membres composant la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bergerac...

[Signé] Albre (2), J. Bayard, Belin, Bergegère, Bernard, Biès, Bonnet aîné, Bordère, Bordier, Bourson, Boutiron fils aîné, Bouyssavy fils, Daniel Bouyssavy, Boyssavit (*sic*), buraliste, Brian, Burète, Jacques Calliou, Caussade, P. Chadaux, Chancognie, Chanconie (*sic*), Chevalier, Couderc, B. Coudré, Cramaille, Desmond jeune, P. Dommenget, Drian, Joseph Eyma, R. Eyma, Feytout aîné, Filliol, Franc, Franchemont, Frugès aîné, J. Galina (de Russel), Gast, J. Giraudel, Jarry, Jats-Lobligeant, Lacoste, Lafite fils, Jean Laubeau, Lestrade, Magueur, Mahuzier, Malbernac fils aîné, Luc Malbernac, Marchet père, Marchet fils, Marvier, Massé aîné, Mazière, Elie Mouchet jeune, Noël, L. Pacher, Pasqual, J. Petit, Pujol, Riboulet aîné, Rochefort, Rolland jeune, Rolland aîné, Roque jeune, Rousseille, Roussignol, Sainte-Foi, Sarrette, Jean Siegaud (?), Sounalet, Tamarelle jeune, Tamarelle aîné, Venencie, Veyrine aîné, J. Villate (3).

(1) Voir le procès-verbal qui précède. Cette adresse fut adoptée le 15 février, mais ne sera revêtue de signatures que le 18 février.

(2) Nous rangeons ces 75 noms dans l'ordre alphabétique.

(3) *Arch. nat.*, C 246, dossier 354. En haut de cette adresse, il est mentionné qu'elle fut reçue le 27 février 1793. Le *Proc.-verb. Convention* du 27 février 1793, p. 476, donne l'analyse de cette adresse; il ajoute que la Convention en décréta mention honorable et insertion au *Bulletin*.

Séance du 18 février 1793.
Présidence du citoyen Bourson.

Séance ouverte, le fauteuil occupé par le citoyen Boutiron, ...on lit une lettre de nos frères de Marseille..., [nous invitant à prier la Convention] de ne point continuer les poursuites contre les auteurs des journées des 2 et 3 septembre..., [de] rappeler les représentants du peuple qui n'ont point donné de preuves de civisme, et les remplacer par de nouveaux (1)... Passé à l'ordre du jour...

Sur la proposition du citoyen Jacob Caillou, il a été arrêté, après quelques débats, qu'il sera envoyé un extrait du procès-verbal et une lettre d'invitation à chaque municipalité de ce district, afin de les prévenir de la souscription qu'a faite la Société et les inviter à nous imiter (2)...

Le citoyen Lestrade a proposé de faire une adresse à la Convention..., pour l'inviter à ne point faire de traité de paix ni de commerce avec les tyrans sans l'aveu de leurs peuples. Renvoyé à la prochaine séance.

...On a procédé à revêtir de signatures l'adresse à la Convention nationale, par laquelle la Société lui annonce l'envoi du produit de la souscription au général Custine (3)... [Signé] MARCHET, DESMOND [secrétaires]...

Séance du 19 février 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Des commissaires d'ordre ont été nommés...

Lecture d'une lettre du citoyen Pinet (4) et d'une autre, des citoyens municipaux de cette ville... [qui] nous annonce qu'il doit être fait un service jeudi prochain, à la mémoire des braves fédérés morts le 10 août, et nous invite à y assister... Arrêté que la Société se rendra jeudi dans cette salle, à 8 heures du matin, pour se rendre en corps à cette pompe funèbre, et que le drapeau des fédérés sera porté par l'un d'eux (5).

(1) Il s'agit d'une lettre-circulaire des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Marseille, en date du 1^{er} février 1793, invitant « tous leurs amis de la République » à provoquer le rappel des « appelants » et la révocation du décret qui ordonne des poursuites contre les auteurs des événements des 2 et 3 septembre 1792 (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 96).

(2) A la séance du 19 février 1793, on adoptera le projet de lettre présenté par le citoyen Coudere, invitant les municipalités à « fournir des vêtements, bas et souliers à nos frères d'armes ». A la séance du 25 février 1793, Boutiron annoncera que l'impression de ces lettres-circulaires était presque achevée, et proposera que Jacob Caillou aille les remettre à destination, moyennant une indemnité de 5 livres par jour. Mais, à la séance du 26 février 1793, on prendra une autre décision; voir cette séance. — Dès le 20 janvier 1793, le clubiste Caillou se rendait auprès de la Société de Couze, pour la prier d'ouvrir une semblable souscription.

(3) Voir, plus haut, la séance du 15 février 1793, et, plus loin, celle du 5 mars 1793.

(4) La précédente lettre de Pinet à la Société datait du 3 février 1793. Il s'agit ici de la lettre écrite de Paris à la Société, par Pinet, le 15 février 1793. Pinet y rappelle les succès de Miranda sur la Meuse, se réjouit de la chute de la tyrannie, compagne de l'ignorance, et se félicite que, malgré les aristocrates, la Convention ait assimilé les volontaires aux soldats de ligne. Une autre lettre de Pinet sera reçue le 24 février 1793.

(5) Dans la séance du 17 février 1793, le corps municipal de Bergerac avait constaté qu'il était temps de célébrer ce service; il serait célébré dans l'église paroissiale, où le citoyen prédicateur du carême prononcerait l'oraison funèbre,

...Lecture d'une lettre de nos frères de la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, du canton de Cunèges, séante à Sigoulès, par laquelle cette Société demande l'affiliation à la nôtre (1). Plusieurs membres ayant assuré que les habitants de ce canton sont dans les bons principes, leur demande a été accordée.

Le citoyen Boutiron, au nom du Comité de correspondance, a fait lecture d'un projet de lettre au citoyen Pinet, notre député, qui a été adopté...

Le journal de Carra a ensuite été lu... [Signé] MARCHET, LAFITE, DESMOND [secrétaires]....

Séance du 21 février l'an second... [1793].

Présidence de Bourson.

...Les membres de la Société fraternelle se sont réunis dans cette salle à 9 heures du matin. Le président, ayant rappelé... l'ordre de la marche, a prononcé un discours succinct et énergique, relatif aux honneurs à rendre aux mânes de nos frères les fédérés qui se sont immortalisés le 10 août, en versant leur sang pour le salut de la République (2).

L'assemblée, accompagnée des citoyens fédérés portant l'oriflamme de la Fédération, s'est rendue, tambour battant, devant l'hôtel commun. Un détachement de la garde nationale à pied et à cheval... [formait] la haie. Les corps administratifs, judiciaires et la municipalité ont précédé les défenseurs de la liberté et de l'égalité. On s'est rendu, en grand cortège, au bruit d'une musique militaire, à l'église paroissiale. La messe a été chantée... Le temple, décoré d'un lugubre appareil, présageait... l'objet de la cérémonie. L'orateur du Carême (3) a prononcé l'oraison funèbre des héros de la liberté républicaine, et, après avoir jeté des fleurs sur leur tombe, les a décorés... de la couronne de l'immortalité... L'orateur a décrit avec rapidité et énergie les succès de nos armes, les avantages de la République et l'anéantissement prochain de tous les tyrans couronnés. Le cortège s'est retiré dans le même ordre et chacun a gagné ses foyers. [Signé] DESMOND, LAFITE FILS, DUFFOUR, PIERRE MARCHET FILS [secrétaires]..., BOUTIRON FILS AÎNÉ, secrétaire-archiviste.

et tous les corps constitués seraient invités à cette cérémonie en la personne de leur président, « ainsi que la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, aussi en la personne de son président » (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 308, v^o). C'est la première fois que la municipalité assimile officiellement la Société populaire aux autorités constituées. Le billet d'invitation adressé par la municipalité à la Société est aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte S, liasse 20, n^o 5. Voir le procès-verbal de la séance du 21 février 1793.

(1) Voici cette lettre, datée du Sigoulès, 18 février 1793 : «...Et nous aussi, frères et amis, nous aimons la liberté. Et nous aussi, nous avons secoué le joug du despotisme royal, sacerdotal et féodal, mais il ne suffit pas d'avoir fait ces conquêtes : il faut en retirer le fruit. Pour cela, il faut nous instruire : vos frères de la campagne en ont besoin. Ceux du canton de Cunèges viennent de former une Société d'*Amis de la liberté et de l'égalité*, séante au Sigoulès. Ils vous demandent fraternité, amitié et communication de vos lumières... » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n^o 23). Cunèges était un chef-lieu de canton du district de Bergerac.

(2) Voir la séance du 19 février 1793.

(3) Il s'agit du prédicateur Dumontet (voir la séance du 24 février 1793).

Séance du soir 21 février 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Le citoyen Noël a annoncé qu'on lui avait dit que Gontier, ci-devant curé (1), était dans cette ville, et a demandé que la Société... [s'instruisit] de la vérité de cette dénonciation. Sur la proposition du citoyen Lanauve, les citoyens Veyri, marchand, Jacob Caillou, Mainsat, Noël, prêtre, et Boutiron fils aîné se sont réunis... en Comité de surveillance pour prendre toutes les informations nécessaires... (2).

Un membre a... observé qu'à la séance de ce matin, il s'était présenté un citoyen de la garde nationale parisienne, muni de certificats de Sociétés patriotiques... [La Société lui fait remettre 5 livres. Signé] DESMOND, MARCHET FILS [secrétaires].

Séance du 23 février 1793.

Présidence de Bourson

...Lecture d'une lettre du citoyen Vallombreuse, par laquelle il nous fait part d'une adresse qu'il a faite aux jeunes citoyens et des avantages qu'il offre à ceux qui voudront servir sur les vaisseaux de la République, et nous prie de joindre nos instances aux siennes pour les engager à... s'inscrire (3).

[On lit une adresse]...des citoyens municipaux de cette ville, qui nous invitent à nous rendre à la maison commune le 24 courant, pour prendre communication d'une adresse du corps municipal à la Convention..., pour nous faire décharger de la masse énorme d'impositions qu'on a mises sur la commune de Bergerac. Le président a invité tous les membres présents à faire part de cette lettre à tous les citoyens, pour qu'ils puissent assister à cette délibération (4).

...Arrêté qu'il sera fait une seconde lecture de ces deux lettres, à la prochaine séance (5).

[On élit membres] les candidats... Martin, invalide, Giraudel cadet, Delmas (de Creysse)... [Signé] DESMOND, MARCHET [secrétaires]...

Séance du 24 février 1793...

Présidence de Bourson.

...Les citoyens Cadet Giraudel et Martin, invalide..., ont prêté le serment..

(1) La Société s'était occupée de Gontier-Biran, prêtre réfractaire, le 11 janvier 1792.

(2) Il sera encore question de ce Comité le 19 mars 1793.

(3) Cette lettre, datée du 23 février 1793, et dont le procès-verbal résume l'essentiel, est aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 21. Déjà, le 14 janvier 1793, Vallombreuse avait prié la Société de faire son possible pour faciliter les engagements dans la marine de guerre (*Ibid.*, boîte U, liasse 46, n° 101). Voir la suite à la séance du 5 mars 1793.

(4) Cette adresse de la municipalité à la Société est aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte S, liasse 20, n° 5. A la date du 24 février 1793, le Reg. délib. mun. ne mentionne aucune réunion de ce genre. Elle n'eut sans doute pas lieu ce jour-là, puisque la Société sera prévenue, à la date du 2 mars 1793, qu'une réunion, ayant le même objet, sera tenue, le lendemain, 3 mars, à l'hôtel commun.

(5) Dans la séance du 24 février 1793, on relira bien la lettre de Vallombreuse, mais on ne décidera rien au sujet de sa demande.

...[On lit] deux lettres, l'une du citoyen Pinet, notre député (1), et l'autre du citoyen Dumontet, prédicateur du Carmême, à laquelle est jointe une copie de l'éloge funèbre qu'il prononça jeudi dernier (2); [on le remerciera]...; mention honorable en sera faite au procès-verbal.

...Le citoyen Jacob Caillou a proposé pour candidat Jardel (de Creysse), et le citoyen Véranier, vicaire de cette ville, a été présenté par Noël.

Le citoyen Pinet Saint-Nessans (3), partant pour le troisième bataillon de la Dordogne, a invité tous les jeunes citoyens et particulièrement les fédérés à le suivre.

...[On lit le] journal de Carra... [Signé] DESMOND, MARCHET FILS, secrétaires...

Séance du 25 février 1793...

Présidence de Bourson.

...Le citoyen Mounet, gendarme, étant monté à la tribune, a prêté le serment d'un bon républicain. Cet exemple a été suivi par tous ses camarades. L'un d'eux a ensuite chanté l'hymne des Marseillais, et le citoyen Constant (4) a chanté des couplets patriotiques sur la fonte des saints trouvés dans Spire, qui ont été vivement applaudis. Le citoyen Lestrade, occupant le fauteuil, a fait à nos frères les gendarmes un discours très énergique..., couvert d'applaudissements... [Signé] DESMOND, MARCHET FILS [secrétaires].

Séance du 26 février 1793...

Présidence de Bourson.

...A l'égard des adresses à envoyer à chaque municipalité (5), après quelques débats et sur la proposition de Malbernac, il a été arrêté que ces lettres seront délivrées aux membres qui voudront s'en charger, pour les faire parvenir à... destination, et qu'ils en feront faire la lecture, autant que faire se pourra, aux prônes et aux vêpres de chaque paroisse. Quelques membres se sont offerts (6)... [Signé] PIERRE MARCHET FILS, DESMOND [secrétaires]...

(1) Sa précédente lettre avait été reçue dans la séance du 19 février 1793. Il s'agit ici de la lettre écrite de Paris à la Société par Pinet, le 20 février 1793. Pinet annonce que le Comité de Constitution a fait connaître son projet. C'est l'œuvre des Brissotins; ce projet est « anti-populaire, petit, mesquin et minutieux ». Le 28 février 1793, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(2) On en fera lecture dans la séance du 25 février 1793. C'est le 21 février 1793 qu'avait été prononcée cette oraison funèbre. Le 24 février 1793, le P. Dumontet-Lambertie, vicaire épiscopal, prédicateur à Bergerac, écrivait au président Bourson, pour lui adresser « un exemplaire de l'éloge funèbre que j'ai prêché jeudi dernier dans cette ville. Veuillez bien le faire agréer de ma part à la Société que vous présidez, comme un témoignage non équivoque d'estime et de fraternité avec lesquels je suis... » (*Arch. mun. Bergerac*, I 2). Voir, sur Dumontet, la séance du 1^{er} mars 1793, et Crédot, *P. Pontard*, p. 321 à 333.

(3) C'est ainsi qu'il signait. Sur le 3^e bataillon de la Dordogne, voir de Cardenal, *o. c.*, p. 134 et suiv.

(4) Peut-être faut-il lire Coustaut, qui était aussi membre de la Société.

(5) Voir la séance du 18 février 1793, au sujet de l'invitation à faire aux municipalités, d'organiser des souscriptions en faveur des volontaires.

(6) Voir, pour la souscription ouverte à La Force, la séance du 7 mars 1793.

Séance du 27 février 1793...

...Le citoyen Delmas (de Creysse)... a prêté son serment...
[Signé] MARCHET, secrétaire.

Séance du 28 février 1793...

Présidence de Bourson.

...Le fauteuil [est] occupé par Boutiron...

Sur la réclamation d'un membre, qui a représenté que les moyens qu'on avait pris pour faire rentrer les deniers de la Société étaient insuffisants, et sur sa proposition, il a été arrêté qu'il sera nommé six commissaires par semaine pour passer chez les redevables...; [ils] feront leur rapport de ceux qui seront refusés à payer, qui seront rayés du tableau. Les commissaires... seront pris par rang de liste (1)...

Un mandat de 5 livres a été délivré à un habitant de la paroisse de Saint-Nexant, qui a représenté un certificat de pauvreté.

...[On a lu] une lettre du citoyen Pinet, notre député, à laquelle était joint un projet de Constitution, qu'il nous avait annoncé par sa dernière lettre (2)... Arrêté que la Société serait convoquée demain, pour en prendre connaissance et pour faire les observations qu'on croira devoir faire sur un objet aussi essentiel.

Lecture... du journal de Carra... [Signé] PIERRE MARCHET FILS, DESMOND [secrétaires]...

Séance du 1^{er} mars 1793...

Présidence de Bourson.

...Le fauteuil [est] occupé par Boutiron...

Le citoyen Noël a proposé de faire une députation pour assister au discours patriotique que doit prononcer dimanche prochain le prédicateur du Carême (3). L'ordre du jour a prévalu.

...Un mandat de 6 livres a été délivré en faveur de Joseph, concierge de la Société.

Lecture a été faite de partie du projet de Constitution... [Signé] PIERRE MARCHET FILS, DESMOND [secrétaires]...

Séance du 2 mars 1793...

Présidence de Bourson.

...Lecture d'une lettre des citoyens municipaux de cette ville, par laquelle ils nous invitent à nous rendre le dimanche 3

(1) Ils seront, pour la première fois, désignés dans la séance du 1^{er} mars 1793 (Dommenget, Feytout, Sautet, Mainsat, Bouyssavy, épinglier, Venencie père). Ce mode de recouvrement sera encore approuvé par la Société, le 10 mars 1793.

(2) Il avait annoncé cet envoi dans sa lettre du 20 février 1793, lue à la séance du 24 février 1793. Ici, il s'agit de la lettre écrite de Paris à la Société, par Pinet, le 24 février 1793. Il s'y réjouit que la Convention ait rejeté le tirage au sort, pour le recrutement de l'armée. Que les riches, qui sont les plus intéressés au salut de la Patrie, facilitent l'armement des 300.000 hommes ! L'adresse des clubistes a été lue hier à l'Assemblée. Pinet leur envoie un imprimé. — Une nouvelle lettre de Pinet sera lue dans la séance du 3 mars 1793.

(3) Il s'agit de Dumontet (voir la séance du 24 février 1793). La Société semble commencer à se détacher du clergé constitutionnel lui-même. Le 10 mars 1793, la Société s'occupera encore de Dumontet.

du courant à l'hôtel commun, pour assister à la lecture du mémoire relatif aux impositions. Le président a invité les citoyens qui étaient dans l'assemblée à faire part de cette invitation aux membres qui ne s'y trouvaient pas (1)...

[On élit membres]... les citoyens Jardel (de Creysse) et Véranier, vicaire de la Mission... [Signé] PIERRE MARCHET, DESMOND, [secrétaires]...

Séance du 3 mars 1793...

Présidence de Bourson.

...[On nomme] les quatre commissaires pour faire décharger la municipalité de la masse énorme d'impositions dont elle est surchargée (2).

Le président a remercié le citoyen Boissière...

Le citoyen Bergegère a réclamé un certificat pour son fils, qui est dans le 3^e bataillon de la Dordogne, à Blaye (3).

Un mandat de 24 livres a été délivré au citoyen Bargeas pour l'ouvrage qu'il a fait pour la Société (4).

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet, notre député (5)... [Signé] PIERRE MARCHET FILS, DESMOND JEUNE [secrétaires]...

Séance du 5 mars 1793...

Présidence de Bourson.

Le citoyen Bourson, occupant le fauteuil en personne, nomme les quatre commissaires d'ordre...

Lecture de la lettre du député Pinet (6). Ce citoyen nous annonce avec plaisir qu'il a lui-même fait lecture à la Convention... de notre adresse... [où nous lui annonçons] l'envoi que nous avons fait au général Custine, par l'entremise du

(1) Le 3 mars 1793, sera lue, en effet, à l'hôtel commun, en présence du Conseil général de la commune et de nombreux citoyens, l'adresse à la Convention, relative à la surcharge des impositions de la commune pour l'année 1791; elle sera unanimement approuvée et transmise à l'administration du département, pour avoir son avis (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 312). Voir, plus haut, la séance du 23 février, et, plus loin, celle du 3 mars 1793.

(2) Il s'agit de l'adresse relative à la surcharge des impositions. La nomination de ces commissaires répond à l'invitation de la municipalité, reçue dans la séance du 2 mars 1793.

(3) Le 3^e bataillon s'était rendu, en effet, à Blaye (de Cardenal, *o. c.*, p. 141). Voir la suite de cette demande de Bergegère à la séance du 7 mars 1793.

(4) Nous ne savons de quel ouvrage il s'agit. Peut-être la Société n'avait elle pas encore acquitté le prix du tableau imprimé contenant la Constitution de 1791, qu'elle avait reçu de Bargeas le 28 novembre 1791. Mais la date en était bien éloignée, et le prix de 24 livres serait bien élevé.

(5) La précédente lettre de Pinet à la Société avait été lue dans la séance du 28 février 1793. Il s'agit ici de la lettre écrite de Paris à la Société par Pinet, le 27 février 1793. Il l'entretient des alarmes provoquées à Paris par les aristocrates, au sujet des subsistances et des objets de première nécessité. Il vient d'être chargé de surveiller les inventaires des maisons ci-devant royales. — La Société lira une autre lettre de Pinet, le 5 mars 1793.

(6) La précédente lettre de Pinet à la Société avait été lue dans la séance du 3 mars 1793. Ici, il s'agit de la lettre que Pinet avait écrite, de Paris, à la Société, le 1^{er} mars 1793. Il accuse réception à la Société de sa lettre du 19 février 1793. Outre ce que rapporte le procès-verbal ci-dessus, Pinet dit qu'il a envoyé à Beurnonville la lettre de la Société et fait partir celle pour Custine (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 43). Une nouvelle lettre de Pinet à la Société sera lue dans la séance du 7 mars 1793.

ministre de la guerre, pour secourir nos frères d'armes de l'armée de ce général (1). La Convention..., nous dit-il, en a décrété la mention honorable au *Procès-verbal* et au *Bulletin*. Le citoyen Rolland jeune fait lecture du *Bulletin* du 27 dernier, indiqué par le citoyen Pinet...; l'offrande de la Société... y est, en effet, mentionnée honorablement. Cette lecture a été applaudie (2).

Le citoyen Ousti, membre de la Société, introduit trois jeunes gens, munis de certificats du citoyen Vallombreuse, avec une lettre de ce commissaire des classes, par laquelle il témoigne à la Société la douleur qu'il a de voir que la surcharge de ses occupations le prive du plaisir de les accompagner à la Société, en l'invitant à ne pas refuser à ces jeunes marins les encouragements que mérite leur patriotisme naissant (3). Ils sont reçus fraternellement, et, le vœu du citoyen Vallombreuse rempli, ils sont admis à prêter le serment ordinaire et reçoivent, en qualité de membres, un certificat chacun de la Société. Sur la proposition du citoyen d'Esmartis, leurs noms sont inscrits au procès-verbal... : Joseph Ousti, Jean Gauthier et François Vallet.

Les citoyens B. Bellin, P. Veyrine, Martial Reynaud, Rolland aîné, Mahuzier, J. Pugeol, Marchet père, J. Blanc et Jats-Lobligeant ont demandé et obtenu... des certificats. Le citoyen Caillou Jacob saisit cette occasion pour inviter la Société à ne pas en délivrer à ceux de nos membres qui peuvent être compris dans la levée qui doit se faire... ; déjà quelques-uns de ces citoyens sont partis de Bergerac pour se soustraire à cette levée... Pasqual propose d'écrire à la Société de Bordeaux, lieu de leur refuge, pour les y dénoncer, et faire comprendre ces fuyards dans la levée de leur département... Sur... [la] proposition de Mansat, appuyée par Gravier, on laisse à la municipalité la tâche de remplir cet objet (4).

...Lecture de la feuille de Carra...

Le citoyen Bourson quitte le fauteuil, qui est occupé de suite par Boutiron, monte à la tribune, où il... [lit] une adresse de la Convention... au peuple français, rédigée par Isnard (5)... Applaudissements...

(1) Voir, sur cet envoi, la séance du 18 février 1793, et, plus loin, celle du 9 mars 1793.

(2) Le *Bulletin de la Convention* du 27 février 1793, 1^{re} colonne, porte : « Les membres composant la Société des Amis de la liberté et de l'égalité, de Bergerac, applaudissent à la fermeté de la Convention,... adhèrent à tous ses décrets et annoncent qu'il a été ouvert une souscription dans cette ville, à laquelle les citoyens des bourgs de Creysse et de Mouleydier ont concouru ». Suit l'énumération des dons (*Bibl. nat.*, L e 37/1). Le *Proc.-verb. Convention* du 27 février 1793, p. 476, porte des indications analogues, ainsi que la mention honorable et l'insertion au *Bulletin*, décrétées par la Convention.

(3) Voir la séance du 23 février 1793. La lettre de Vallombreuse, datée de Bergerac, 5 mars 1793, est aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 12.

(4) Le décret du 24 février 1793 mettait en état de réquisition tous les citoyens de 18 à 40 ans, non mariés ou veufs sans enfants, ordonnait une levée de 300.000 hommes, et, si l'inscription volontaire ne produisait pas le nombre d'hommes suffisant, on aurait recours à des désignations d'office (Duvergier, t. V, p. 2/3). Sur l'exécution de cette levée dans la Dordogne, voir de Cardenal, *o. c.*, p. 198 et suiv.

(5) Voir cette adresse, en date du 23 février 1793, à la *Bibl. nat.*, L b 41 — 2788.

Lecture... d'un discours de Dorfeuille aux soldats français (1)... Applaudi.

Bourson propose que, pour mettre le comble à la joie qu'a amenée parmi nous la réception des bonnes nouvelles de ce soir, on chante l'hymne marseillais. Le citoyen Rolland jeune entonne, avec la gaité qu'on lui connaît, cet hymne sacré.

Il est interrompu par le citoyen Rambaud, qui vient, au nom de l'administration du district, inviter les cordonniers qui sont dans cette Société à se rendre demain à l'hôtel commun..., afin de procurer aux défenseurs de la patrie... ce que leur état leur permet de fournir... Le citoyen Caillou s'offre pour avertir les cordonniers du Bourg.

Le citoyen Rolland jeune continue ensuite, et la Société se sépare en répétant les refrains de l'hymne marseillais. [Signé] LAFITE FILS, DESMOND FILS, MARCHET [secrétaires]...

Séance du jeudi 7 mars 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

En l'absence du citoyen Bourson, le citoyen Boutiron occupe le fauteuil...

Le citoyen Borde, qui s'était chargé d'une de nos adresses aux citoyens, pour les inviter à ouvrir des souscriptions en faveur de nos frères d'armes,... [dit] qu'il a remis à la Force notre dite adresse, et qu'on lui a assuré qu'elle serait lue aux prônes et qu'enfin rien ne serait négligé pour remplir notre vœu (2).

...[On lit] la lettre du citoyen Pinet (3)..., une adresse de la Société de Villeréal (4) qui nous annonce qu'une souscription pareille à la nôtre a produit [des] souliers... [et demande où il faut les envoyer]. Le citoyen Lacoste, directeur des messageries, annonce qu'il a à son bureau le produit de cette... souscription, et qu'il partira dimanche... [On enverra à cette] Société copie de notre adresse (5).

Le citoyen Bergegère, qui avait demandé un certificat à la Société pour son fils (6), remet... un certificat de la municipalité, qui assure que ce citoyen est inscrit sur les registres de la maison commune et, par conséquent, qu'il fait nombre dans le 3^e bataillon de la Dordogne (7). Il lui sera délivré un certificat de la Société comme membre et défenseur de la patrie.

(1) Ce *Discours civique du citoyen Dorfeuille aux soldats français* avait été imprimé par les soins des Jacobins, de Paris (*Bibl. nat.*, L b 40 /743).

(2) C'est la suite de la décision prise par la Société le 18 février 1793.

(3) La précédente lettre de Pinet à la Société avait été lue dans la séance du 5 mars 1793. Cette lettre, adressée de Paris à la Société, le 2 mars 1793, au soir, confirme la prise de Bréda. Elle rend compte de la séance du 2 mars, où des députés de la Belgique ont demandé à la Convention l'annexion de leur pays à la France. Parallèle entre les émigrés et les volontaires. Que les Bergeracois volent au secours de la patrie ! — La Société lira, le 12 mars 1793, une autre lettre de Pinet.

(4) Il n'y avait pas de commune de ce nom dans la Dordogne. Il s'agit sans doute de Villeréal, en Lot-et-Garonne.

(5) Il s'agit de l'adresse votée dans la séance du 18 février 1793. Voir aussi, sur les heureux effets de cette adresse, la séance du 14 mars 1793.

(6) Il avait fait cette demande dans la séance du 3 mars 1793.

(7) M. de Cardenal a omis ce nom dans sa liste des volontaires du 3^e bataillon (o. c., p. 482).

Lecture... d'un exposé du citoyen Gueylard au juge de paix (1), concernant un fusil de la municipalité qu'il a perdu à la journée du 10 août. Ce fédéré allègue que le citoyen Pacher, aussi fédéré, ayant été malade en chemin et obligé de s'en revenir, lui avait laissé le sien en garde, et qu'... il le perdit et... n'entend pas le rembourser. Le citoyen Pacher... rappelle à la Société qu'elle avait répondu de ces fusils et que c'est à elle à le rembourser... [Sur la proposition de] Gravier, le président nomme deux commissaires..., Lestrade et Mainsat, pour [s'informer] (2).

...[On lit] une réponse de Chabot, député, au calomniateur Brissot (3)... [Signé des mêmes].

Séance du samedi 9 mars 1793...

Le président Bourson occupe le fauteuil...

[On lit] une adresse de la Convention... aux Français, concernant la juste exécution de Louis Capet.. et l'assassinat de Michel Le Peletier, député à la Convention...

Boutiron... instruit la Société que la Caisse est vide et que les moyens qu'on avait pris dernièrement pour faire rentrer les sommes qui nous sont dues étaient insuffisants... Il observe... que, depuis trois courriers, les nouvelles ne nous parviennent plus, et qu'on n'a pu, faute de fonds, renouveler l'abonnement (4); le citoyen Desmartis offre d'en faire les avances... Renvoyé à la prochaine séance.

On en vient à l'objet de l'assemblée C'est une lettre du citoyen Durand, de Bordeaux, qui confirme la prise de Berg-op-Zoom par les Français...

Le citoyen Frescarode, lieutenant dans le deuxième bataillon de la Dordogne, en garnison à Strasbourg (5), présent à l'assemblée, dit...: « Citoyens... En arrivant dans cette ville, j'ai été bien surpris en apprenant que notre Société avait envoyé au général Custine le produit d'une souscription con-

(1) Gueylard avait cité Elie Pacher devant le juge de paix Bonnet, pour obtenir de Pacher le remboursement du prix du fusil (31 livres 4 sols) (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 103). On trouvera le nom d'autres clubistes bergeracois qui assistèrent, en qualité de fédérés, à la journée du 10 août 1792, *Ibid.*, Reg. délib. mun., 13 et 15 frimaire an III, f. 124 et 125.

(2) A la séance du 9 mars 1793, ces commissaires exprimeront l'avis que la Société rembourse le prix du fusil. La Société se prononcera en conséquence. Un laissez-passer, délivré par la municipalité de Paris, le 28 août 1792, parle d'une caisse contenant 28 fusils, 28 baïonnettes et 32 gibernes appartenant à « nos frères d'armes de Bergerac, lesquelles armes ils ont laissées ici, entre les mains de M. Pinet, député..., pour les leur faire parvenir. Ces braves citoyens étaient venus célébrer avec nous l'anniversaire de la Fédération...; ils ont partagé la gloire et les dangers de la mémorable journée du 10 août » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 104). Le lendemain, 29 août, Pinet signait une lettre d'envoi de 29 fusils, 28 baïonnettes, 23 gibernes (*Ibid.*, n° 108 bis). On peut admettre qu'une trentaine de bergeracois avait participé à la journée du 10 août 1792.

(3) *Bibl. nat.*, L b 41/272.

(4) C'est le 5 mars 1793 qu'on avait lu, pour la dernière fois, le journal de Carra. Faute de fonds, on ne pouvait, sans doute, retirer de la poste les lettres non affranchies. On reviendra sur cette question le 10 mars 1793.

(5) Il s'agit de Pierre Frescarode, âgé alors de 26 ans, élu sous-lieutenant le 6 mai 1792, élu lieutenant le 9 juillet 1792 (de Cardenal, *o. c.*, p. 465). M. de Cardenal a suivi les étapes de ce bataillon, qu'il rencontre à Strasbourg dès le 1^{er} janvier 1793 (*o. c.*, p. 133).

sistant en un grand nombre de souliers et de bas (1), tandis que vous avez dans le second bataillon de la Dordogne vos parents, vos amis, vos frères, dépourvus par les fatigues de ces objets ». Il instruit ensuite la Société que, quelque mesure qu'elle ait prise pour la faire parvenir à ce général, il est assuré qu'il ne la recevra pas et que cela risque d'être mis au dépôt... et de subir le même sort que 10.000 paires [de] souliers qu'on a trouvés pourris dans les magasins de Strasbourg. Le vrai moyen, dit-il, que cela parvint à sa destination était de l'adresser au commandant du corps auquel vous le destiniez...

Lestrade... explique... que, ledit bataillon étant à l'armée de Custine, la Société entendait faire profiter de notre envoi nos frères de ce bataillon, si le général Custine avait jugé leur dénuement trop grand. « Une autre vue politique, dit le citoyen Rolland jeune, avait dirigé la marche de la Société ; elle ne voulait pas fournir un moyen aux ennemis du bien public de répandre, comme ils l'ont déjà fait pour diviser nos frères de ligne avec nos autres frères, que ceux-ci étaient préférés. Tous les défenseurs de la liberté sont nos amis... Et, comme nous [le] leur avons témoigné, je demande que la demande du citoyen Frescarode soit remplie, si nous faisons de nouveaux envois » (2). Adopté.

Boutiron fait la demande à la Société d'une paire [de] souliers pour un défenseur de la patrie, habitant de cette ville, enrôlé dans la troupe de ligne..., peu aisé., honoré de plusieurs blessures. Il part... après-demain pour rejoindre son corps. Mesclop demande que ces souliers soient délivrés à ses frais à ce citoyen. Boutiron faisant entendre que sa modestie l'avait empêché de demander autre chose, Coursou fait don de 5 livres ; il est imité par quelques autres membres. La Société lui donne, de plus, une paire de souliers... [Signé des mêmes].

Séance du 10 mars 1793.

Le président Bourson... [occupe] le fauteuil...

Le citoyen Noël... invite la Société à prier le prédicateur du carême (3) de rester dans cette ville, où il est, dit-il, très nécessaire. Il veut, en outre, que la Société fasse une pétition à la municipalité, pour l'inviter à faire la même demande à ce prêtre patriote. Les citoyens Lestrade, Rolland, Franchemont et Boutiron sont nommés commissaires... pour savoir si ledit prédicateur peut rester ici (4)...

Sur les moyens de faire rentrer les fonds de la Société..., le citoyen Dommenget demande que le mode qu'on avait adopté dernièrement, c'est-à-dire de nommer des commissaires par semaine, soit continué... (5). Le citoyen Bouyssavy dit que, dans

(1) Sur l'envoi qu'on devait faire à Custine, voir la séance du 15 février 1793.

(2) Il est probable que la Société fit à Custine de nouveaux envois; c'est ce que tend à prouver le procès-verbal de la remise de fournitures reçu dans la séance du 9 juillet 1793.

(3) Il s'agit de Dumontet, vicaire épiscopal (voir la séance du 1^{er} mars 1793).

(4) A la séance du 12 mars 1793, la Société décidera, sur la proposition de ces commissaires, de laisser au prédicateur la liberté de se fixer où bon lui semble.

(5) Voir la délibération du 28 février 1793.

la crise où se trouve la Société, les membres qui, comme lui, sont du mois de mai, doivent renouveler leur annuel. Il s'avance au bureau, suivi de plusieurs autres membres, où ils font... les avances de leur dit annuel... La demande du citoyen Dommenget est adoptée.

Le citoyen Denis Morel et la citoyenne Paris demandent permission à la Société de lui chanter quelques chansons patriotiques,... [ce qui a lieu... Signé des mêmes] (1).

Séance du mardi 12 mars 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Le citoyen Boutiron occupant le fauteuil, [on lit] la lettre que le citoyen Pinet (2) adresse, ce courrier, à la Société, qui annonce... que la Convention vient de décréter en principe l'égalité des partages entre les familles... Le citoyen Dumoulin invite la Société à faire une adresse énergique à la Convention..., pour lui demander que ce décret soit rapporté au (3) 14 juillet 1789, époque de notre régénération... [Adopté ; il rédigera la motion ; il la fait ; elle est adoptée (4)... Signé des mêmes].

Séance du jeudi 14 mars... 1793
Présidence du citoyen Bourson.

...Le citoyen Boutiron, occupant le fauteuil..., annonce... que notre adresse aux citoyens, pour les inviter à ouvrir des souscriptions en faveur de nos frères d'armes (5), a produit un bon effet...; la semaine prochaine, plusieurs communes du district nous en enverront le produit...

[On lit] une lettre du citoyen Pinet, député...; l'assemblée a applaudi au récit qu'elle lui fait (6)...

(1) Le lendemain, 11 mars 1793, le soldat Lacour remettait à la municipalité un portefeuille qu'il avait trouvé dans l'hôtel commun, qui contenait des écrits contre-révolutionnaires, et — ajoute le procès-verbal des séances municipales — « une insulte grave contre la Société..., Société qui a le plus puissamment contribué au maintien de cette même liberté qui doit être le but de tous les bons citoyens » (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 314).

(2) Dans sa lettre du 10 mars 1793 (voir la séance du 14 mars 1793), Pinet fera allusion à cette lettre, écrite le 8 mars 1793, et qui ne nous a pas été conservée. La précédente lettre de Pinet à la Société avait été lue dans la séance du 7 mars 1793.

(3) C'est-à-dire « ait un effet rétroactif jusqu'au ». Il s'agit du décret du 7 mars 1793 (*Duvergier*, t. V, p. 232).

(4) A la séance du 14 mars 1793, elle sera signée par les membres présents, après une courte opposition de Courtine.

(5) L'adresse avait été décidée dans la séance du 18 février 1793.

C'est à la suite de cette souscription que, le 11 mars 1793, le Conseil général de la commune de Bergerac avait décidé de payer les dépenses à faire dans les cabarets, pour faciliter le recrutement des volontaires. En avril 1793, le Conseil général apprendra que les fonds de la souscription ont été épuisés par les dépenses des volontaires dans les cabarets (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., aux dates indiquées).

(6) La précédente lettre de Pinet à la Société avait été lue dans la séance du 12 mars 1793. Il s'agit ici de la lettre écrite, de Paris, à la Société par Pinet, le 10 mars 1793. Pinet y rectifie les affirmations optimistes que contenait sa lettre du 8 mars, au sujet de la défaite d'Aix-la-Chapelle. Danton et Lacroix ont fait part à l'Assemblée des mesures qu'ils ont prises pour sauver Liège. Eloge du patriotisme des Parisiens; que les Sociétés populaires les imitent ! — Le 17 mars 1793, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

[On lit] une lettre que le citoyen Dorby, secrétaire du citoyen Beurnonville, ministre de la guerre, adresse à la Société. Les éloges que son civisme mérite y sont tracés ; elle est terminée par l'assurance que ce citoyen nous donne, de faire parvenir notre envoi à sa destination aussitôt après son arrivée à Paris (1).

...Le citoyen d'Esmartis, maire, annonce... la formation d'un Comité de surveillance et de sûreté générale, composé de l'administration du district et de la municipalité, conformément au décret de la Convention (2)... Il invite les citoyens patriotes à lui dénoncer tous ceux qui pourraient attenter à la liberté... et les assure... du secret de leur dénonciation. Il tiendra ses séances au moins tous les mercredis...

[On lit] un discours du citoyen Thémistocle Sépet aux soldats français, prononcé dans une des séances de la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Toulouse, dans le genre du *Père Duchêne*. Quelques membres demandent qu'on passe sur les mots non usités que contient ce discours. Pasqual veut qu'en vrais républicains, on en fasse lecture tel qu'il est ou pas du tout (3)... Adopté... [Signé des mêmes].

[Séance] du 16 mars 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Le citoyen Boutiron ayant rappelé l'arrêté pris par la Société dans sa dernière séance (4) sur la motion du citoyen d'Esmartis, portant que l'on instruirait... toutes les Sociétés qui nous sont affiliées qu'il y aura dans cette ville un Comité de sûreté générale où chaque individu pourra dénoncer les ennemis de la République..., la Société a passé à l'ordre du jour.

Il a été délivré un certificat au citoyen Laurique, qui a représenté une attestation du citoyen Vallomhreuse.

...Le citoyen Dommenget a fait lecture d'une motion qui a donné lieu à la convocation extraordinaire.; il demande qu'il soit ouvert dans... l'assemblée une souscription, pour le produit en provenant être distribué aux volontaires qui se rendront sur les frontières, et qu'à cet effet il soit nommé des commissaires pour passer chez tous les citoyens... Arrêté qu'il sera ouvert une souscription, mais que le produit... en sera distribué aux familles indigentes dont les enfants auront volé au secours de la patrie et aux volontaires dont l'urgence des besoins sera parfaitement reconnue (5).

(1) C'est le 15 février 1793 que la Société avait décidé de prier le ministre de la guerre de transmettre les effets destinés à l'armée de Custine. Beurnonville n'avait été officiellement nommé ministre de la guerre que le 14 mars 1791 (Duvergier, t. V, p. 248).

(2) Pour organiser ces Comités, les Bergeracois n'attendaient pas que le décret qui les instituait eût été entièrement voté (décret du 21 mars 1793; Duvergier, t. V, p. 258). Dès le 21 février 1793, notre Société organisait dans son sein un Comité de surveillance. Dans la séance du 16 mars 1793, la Société s'occupera encore de cette question.

(3) A mesure que le personnel de la Société devient plus populaire, le langage devient plus libre.

(4) Voir la séance du 14 mars 1793 et la fin de cette séance.

(5) La Société avait déjà pris des mesures dans ce sens. Voir, plus haut, la séance du 10 septembre 1792. Voir aussi les séances des 19 et 26 mars 1793.

...Lecture d'une lettre des *Amis de la liberté de l'égalité*, de Lamonzie, par laquelle, en adoptant l'adresse de la Société (1) au sujet des fournitures à envoyer à nos frères d'armes, ils nous promettent de concourir de tout leur pouvoir à cet acte de bienfaisance... [Signé] MARCHET FILS, DESMOND, [secrétaires].

Séance du 17 mars 1793...

Présidence de Bourson.

Le citoyen Boutiron occupant le fauteuil..., [on lit] une lettre du citoyen Pinet (2)... [et] un discours sur le recrutement, prononcé, dans une des séances de la Société de Périgueux, par Godefroi Lanxade...

Les jeunes citoyens qui se sont inscrits pour voler à la défense de la patrie ont défilé dans la salle, tambour battant. Le patriotisme... de ces héros français a été couvert d'applaudissements.

...Lecture d'une adresse du citoyen Monge, ministre de la marine, aux Sociétés républicaines, ayant pour objet la culture du chanvre, et dans laquelle il désigne les jardins des émigrés comme les terrains les plus propres à cette culture (3)... [Signé des mêmes].

Séance du 19 mars 1793...

Présidence de Bourson.

Le citoyen Galina, occupant le fauteuil..., a invité les membres à souscrire pour les secours à donner aux père et mère dont les enfant voleront à la défense de la République (4).

...Lecture d'une lettre des Jacobins, de Paris, et d'une autre, du citoyen Pinet, notre député à la Convention (5)...

Le trésorier a annoncé que la commune de Saint-Sauveur (6) lui avait fait remettre 31 livres 5 [sols], pour... fournir des bas et souliers aux braves défenseurs de la patrie... Applaudi...; mention honorable... (7).

Lecture d'une adresse du procureur-syndic du district de

(1) Voir le début de la séance. Le 19 mars 1793, notre Société apprendra que la commune de Saint-Sauveur a souscrit, elle aussi, pour les volontaires.

(2) La précédente lettre de Pinet avait été lue dans la séance du 14 mars 1793. Dans cette lettre, datée du 13 mars, Pinet montre le lien qu'il y a entre la défaite d'Aix-la-Chapelle, l'émeute de Tournai, les difficultés que des habitants de Limoges ont opposées au recrutement, le parti que les contre-révolutionnaires parisiens ont cherché à tirer de l'échec d'Aix-la-Chapelle. Eloge de Lacoste et de Jeanbon Saint-André, nommés commissaires pour la Dordogne. — Le 19 mars 1793, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(3) On trouvera cette adresse de Monge, datée du 25 février 1793, à la *Bibl. nat.*, L b 41/2792. Le 9 mai 1793, notre Société recevra de celle de Ville-neuve-sur-Lot une invitation à propager la culture du chanvre.

(4) Voir la délibération de la Société, du 16 mars 1793, et, plus loin, celle du 26 mars 1793.

(5) Dans sa lettre du 20 mars 1793 (voir la séance du 24 mars 1793), Pinet fera allusion à la lettre lue à cette séance du 19 mars, et qui était datée du 15 mars 1793. Cette lettre ne nous a pas été conservée.

(6) Commune du canton de Liorac, district de Bergerac.

(7) C'est le 18 février 1793 que notre Société avait décidé d'inviter les municipalités à venir en aide aux volontaires. A la séance du 21 mars 1793, on décida d'envoyer à cette commune l'extrait du procès-verbal la concernant. Voir, sur la suite de ces dons, la séance du 24 mars 1793.

Nontron au procureur-général-syndic... de la Dordogne, par laquelle il lui annonce que la commune dudit Nontron a rempli dans [une] demi-heure le contingent qui lui était fixé, et... espère en fournir un nombre plus considérable... Applaudissement...(1)

Le citoyen Reynaud, sur la lecture qui a été faite des noms des mauvais citoyens qui ont été arrêtés à Périgueux, a demandé que le Comité de surveillance de la Société fût renouvelé... Arrêté que le citoyen Reynaud serait adjoint au Comité...(2).

Lecture... du journal de Carra... [Signé des mêmes].

Séance du 21 mars 1793...

Présidence de Bourson.

...Lecture des nouvelles... [Signé des mêmes].

Séance du 24 mars 1793...

Présidence de Bourson.

...Courson-Caillavel a fait remettre sur le bureau un assignat de 5 livres, pour être employés à secourir nos frères d'armes qui combattent sur les frontières.

Duffour, secrétaire, a remis sur le bureau, de la part de dix citoyens de la paroisse de Saint-Capraise-de-Lalinde (3), la somme de 42 livres, dont 30 en assignats et 12 en billets de confiance, pour le même objet(4)... Mention honorable... Extrait de la délibération sera envoyé à ces généreux citoyens.

...Lecture d'une lettre de la Société de Marseille, à la suite de laquelle est une adresse à la Convention..., [où] ils demandent la punition de Roland et le renvoi de Monge, ministre de la marine, et de Granet et Vincent, ses adjoints. La Société a arrêté qu'avant de prendre une détermination..., il en serait fait une seconde lecture... (5)

Le citoyen Jacob Caillou a dit que, dans un voyage qu'il vient de faire, il a appris que des malintentionnés, travestis en mendiants, parcouraient les campagnes, et a demandé que la Société sollicitât un ordre auprès de la municipalité, pour que

(1) Le procureur-syndic du district de Nontron écrivait à l'administration du département, le 13 mars 1793, que le contingent de la commune de Nontron était de 44 hommes; « dans l'espace d'une demi-heure », 64 s'offrirent volontairement (*Arch. dép. Dordogne*, L 7, n° 302). Il s'agit de la levée de 300.000 hommes (voir de Cardenal, *o. c.*, p. 216).

(2) Ce Comité avait été mentionné pour la première fois dans la séance du 21 février 1793.

(3) Saint-Capraise était une commune du canton de Lalinde, district de Bergerac.

(4) C'est la suite des dons que nous avons signalés maintes fois précédemment (la dernière fois, dans la séance du 19 mars 1793).

(5) Cette seconde lecture aura lieu dans la séance du 30 mars 1793 : la Société passera à l'ordre du jour, « motivé sur ce que la Convention a approuvé cette adresse ». Il s'agissait d'une circulaire imprimée, en date du 9 mars 1793, par laquelle les *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Marseille, priaient leurs « frères et amis » de se joindre à eux pour solliciter la révocation de deux contre-révolutionnaires, collaborateurs de Monge, ministre de la marine. Suivait le texte de l'adresse envoyée par la Société à la Convention, où étaient demandées, en outre, la révocation de Monge, la punition de Roland, de Brissot et de sa « clique » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 72).

tous les citoyens fussent autorisés à arrêter tout étranger mendiant. La Société a passé à l'ordre du jour, motivé sur ce que tous les bons citoyens, étant... en permanence, doivent veiller à maintenir le bon ordre et à dénoncer tout... suspect.

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet... (1) et d'une autre lettre, adressée au citoyen Lacoste, qui nous donne des détails très amples sur les troubles qui ont eu lieu, ces jours derniers, dans... la Vendée... et les Deux-Sèvres, et annonce que... les attroupements sont dissipés. Applaudi.

Le citoyen Frugère, ouvrier en soie, allant à Montauban et muni de bons certificats, a réclamé des secours pour continuer sa route... Une collecte... a produit 6 livres 2 sols, que le président... [lui remettra].

Le citoyen Planteau a fait la motion d'inviter nos frères les vétérans à monter la garde pour soulager nos bataillons... Adoptée.

Le citoyen Gravier a... demandé qu'il fût fait une adresse à la municipalité, pour que les commissaires de la Convention qui doivent passer ici aient une garde d'honneur (2)... Proposition... adoptée à l'unanimité.

Le citoyen Rolland jeune a chanté des couplets patriotiques que le général Dumouriez a entonnés à son armée, après la prise de Mons (3). [Signé] MARCHET, DESMOND FILS, LAFITE FILS, [secrétaires]...

Séance du 26 mars 1793...

Présidence de Bourson.

Le citoyen Galina occupant le fauteuil..., le citoyen Lasserre, curé de cette ville, fait remettre une lettre sur le bureau, à laquelle est jointe une petite brochure, intitulée *Invitation aux bons citoyens*... [On en fera] lecture (4)...

Lecture d'une adresse des sans-culottes de Strasbourg à leurs frères de la République.

Le citoyen Dagnère, membre de la Société de Langon (5) et volontaire infirme de l'armée de Montesquiou, réclame des secours... Collecte, qui s'est élevée à 8 livres 19 sols, que le président lui a remis.

Le citoyen Joseph Tamarelle, partant comme volontaire, réclame un certificat qui lui est délivré...

Le citoyen Rolland jeune a proposé d'ouvrir une souscription dans... la Société, pour fournir au soulagement des femmes et enfants des citoyens qui partent demain et a offert d'en nourrir deux ou trois... Adopté... Les citoyens Mainsat

(1) La précédente lettre de Pinet à la Société avait été lue dans la séance du 19 mars 1793. Cette lettre, datée de Paris, 20 mars 1793, et adressée à la Société, raconte en détail l'attentat commis sur Léonard Bourdon, à Orléans. Les brigands de l'Ouest sont insurgés. Que les Bergeracois redoublent de vigilance ! — Le 28 mars 1793, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(2) Il s'agit des représentants Jeanbon Saint-André et Elie Lacoste, qui assisteront à la séance de la Société du 30 mars 1793.

(3) A la fin de la bataille de Jemappes, mais avant la prise de Mons, Dumouriez se mit à la tête des hussards et entonna les premiers vers de la *Marseillaise* (A. Chuquet, *Jemappes*, p. 98).

(3) A la séance du 27 mars 1793, on lira cette brochure « patriotique et à peu près politique ».

(4) Localité du département de la Gironde.

et Labonne ont été chargés de faire le dénombrement desdits femmes et enfants (1)... Les citoyens Dumoulin, Bouyssavy, Alard et Bergegère ont été nommés commissaires pour passer chez tous les citoyens de cette ville pour les inviter à contribuer à cet acte de bienfaisance (2).

[On lit le]... journal de Carra... [Signé] DESMOND, MARCHET, [secrétaires]...

[Séance] du 27 mars [1793].
Présidence du citoyen Bourson.

...Le citoyen Dumoulin occupant le fauteuil... [Signé] MARCHET, DESMOND, DUFFOUR, [secrétaires]...

[Séance] du 28 mars [1793].
Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet (3) et... du journal de Carra...

Le citoyen Bordère a offert la somme de 12 livres... qu'il doit retirer de la souscription de l'échange des bons... Mention honorable... (4).

Sur la proposition du citoyen Pasqual, il a été nommé deux commissaires pour vérifier les comptes du citoyen Boutiron, chargé de la souscription de l'échange des bons, et en rendre compte (5): les citoyens Mainsat et Duffour...

Le secrétaire Duffour (6)... a fait... le rapport qui suit : « Le Comité, considérant que la Société doit diriger ses bienfaits particulièrement sur les familles qui, par le départ de leur chef, ont des besoins urgents et réels;

« Considérant que, dans les familles des volontaires partis, il existe trois classes ; la première, qui n'a aucun besoin, soit parce que les uns sont sans famille, soit parce que les autres sont dans un état d'aisance ; la seconde..., qui a les moyens de subsister pendant quelque temps, soit parce que les chefs ont reçu des indemnités, soit parce que d'autres ne paraissent point

(1) La Société persiste dans la voie où elle s'était engagée le 16 mars 1793. A la séance du 27 mars 1793, ces commissaires donneront cette liste. Voir, à la séance du 2 avril 1793, la suite de ces opérations.

(2) A la séance du 27 mars 1793, on nommera quatre autres commissaires, Dommenget, Pasqual, Laubanie et Duffour, avoué, secrétaire, chargés, ceux-là, de présenter un plan de distribution des secours. Voir ce plan à la séance du 28 mars 1793.

(3) La précédente lettre de Pinet à la Société avait été lue dans la séance du 24 mars 1793. Cette lettre est écrite, de Paris à la Société, le 24 mars 1793. Il annonce qu'à Nerwinden, l'aile gauche, commandée par Miranda, a lâché pied. Miranda n'a-t-il pas trahi? Le général Massé a été battu dans l'Ouest. Les ecclésiastiques sont d'ordinaire contre-révolutionnaires; surveillons-les ! -- Le 2 avril 1793, la Société recevra une nouvelle lettre de Pinet.

(4) Ce don était sans doute destiné à secourir soit les défenseurs de la patrie, soit leurs parents pauvres.

(5) A la séance du 30 mars 1793, Boutiron rendra compte à la Société.

(6) Voir la séance du 26 mars 1793, et la note relative au plan de distribution des secours aux familles des volontaires. Duffour parle au nom des quatre commissaires nommés, le 27 mars 1793, à cet effet. La Société devançait ainsi le décret du 4 mai 1793. Voir la séance du 28 mai 1793, où la Société s'occupera encore de cette question.

dans une nécessité absolue, et enfin la troisième, dont les besoins sont urgents ;

« Le Comité est d'avis que les secours soient distribués à cette dernière classe de quinzaine en quinzaine, à compter du 1^{er} avril prochain ;

« Que, pour fixer la quotité des secours, faire droit aux différentes réclamations et diriger la manutention des deniers qui proviendront de la souscription, il soit formé un Comité de huit membres, pris dans... la Société, lequel vérifiera, une fois par semaine, les différentes familles et s'assemblera tous les huit jours pour délibérer sur les réclamations ;

« Qu'il soit nommé un trésorier et un contrôleur, qui n'assisteront au Comité que lorsqu'ils en seront requis, lequel trésorier ne pourra payer que sur les mandats du contrôleur, et ce dernier n'en pourra délivrer que sur les ordres du Comité à qui il sera remis, à l'expiration de chaque quinzaine, un état de caisse signé du receveur et du contrôleur. »

La Société ayant adopté ce projet, le président a nommé, pour composer ce Comité, les citoyens Courson, Reclus, Puy-martin, Chalvet-Clairac, Cramaille, Pasqual et Bouyssavy, bu-raliste ; pour trésorier, le citoyen Dommenget, et, pour contrô-leur, le citoyen Duffour, avoué... Arrête que ce Comité agiraît de concert avec les corps constitués (1). [Signé des mêmes].

[Séance] du 30 mars 1793.

Présidence du citoyen Bourson.

...Le président a annoncé à la Société qu'elle aurait l'avantage de voir pour la seconde fois (2) deux députés de la Convention, qui devaient se rendre dans la salle, et a invité les mem-bres au plus grand ordre.

...Lecture d'une adresse du club central de Paris, par la-quelle il invite toutes les Sociétés... affiliées à former une sous-cription annuelle de 14 [sols] par chaque membre, au moyen de laquelle le club fera parvenir, franc de port : 1° des cartes au moyen desquelles tous ceux qui en seront porteurs seront admis dans toutes les Sociétés populaires (3) ; 2° un journal qui ren-dra mot à mot toutes les opérations de la Convention et des Jacobins de Paris ; 3° un autre journal, intitulé *Le mensonge et la vérité ou l'antidote de la calomnie* ; 4°... un exemplaire des écrits qui lui paraîtront les plus patriotiques. Cette sous-cription... a été adoptée... (4).

(1) Cette harmonie entre la Société et les corps constitués de Bergerac, tels que la municipalité, se marque aussi par la lettre que le maire d'Esmartis écrivait, le même jour, 28 mars 1793, à la Société, et où il disait : « Nous recevons toujours avec plaisir les renseignements que vous nous donnerez » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 31).

(2) Nous n'avons pas trouvé, dans les procès-verbaux qui nous restent, mention d'une visite faite précédemment à la Société par des conventionnels en mission.

(3) La question reviendra en discussion le 9 mai 1793. Voir la lettre qu'adres-sera notre Société aux Jacobins, le 30 nivôse an II, où elle s'excusera de n'avoir pas accepté cette proposition.

(4) Mais, à la séance du 2 avril 1793, sur la motion de Galina, on décidera d'ajourner cette souscription; la même décision sera prise à la séance du 9 avril 1793; à la séance du 11 avril 1793, on décidera de retarder cette décision jusqu'au retour des volontaires bergeracois partis pour Périgueux. Le 9 mai 1793, la Société s'occupera encore de cette proposition.

[On envoie] six commissaires au-devant des députés...

[On délivre des certificats à] Boutiron [et] Frescarode...

La députation ayant introduit dans la salle les citoyens Saint-André et Lacoste, députés [à]... la Convention (1), tous les membres leur ont témoigné leur joie... par des applaudissements réitérés... Ayant pris place à la droite du président, ils ont tous deux fait un discours par lequel, en faisant l'éloge du patriotisme de tous les citoyens du département et particulièrement de cette ville, ils les ont invités à ne point se laisser abattre par les revers... Ils ont également fait l'éloge de nos corps constitués, ont approuvé les mesures de sûreté qu'ils ont prises, ont invité tous les citoyens à surveiller plus que jamais les agitateurs et les traîtres, à être à leur égard inflexibles et inexorables, mais justes et humains, et ont fini par faire l'éloge le plus flatteur du citoyen Pinet, notre député, et par nous assurer que la Convention sera ferme à son poste et qu'elle saura braver tous les dangers, pour le maintien de la liberté et de l'égalité, mais qu'elle compte aussi sur notre... fermeté... Vifs applaudissements.

Le président, au nom de la Société, les a... assurés que les *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bergerac, seront toujours dignes du nom [de] républicains, qu'ils périront tous plutôt que de laisser porter la plus légère atteinte aux droits chéris de liberté et d'égalité, qu'ils surveilleront les traîtres et les agitateurs, et... qu'ils sont prêts à voler partout où le danger de la patrie les appellera... Applaudi.

Un volontaire du recrutement a demandé aux commissaires qu'il leur fût permis de se former en bataillon dans cette ville. Le commissaire de la Convention leur a répondu que le but de la loi sur le recrutement dont s'agit n'est point de constituer la République dans des frais immenses, qu'occasionnerait l'établissement de nouveaux états-majors, mais seulement de compléter les bataillons déjà formés, qu'en conséquence il n'y avait lieu de délibérer sur leur demande. Le pétitionnaire a répondu qu'ils brûlaient d'ardeur de voler au secours de la patrie... La séance a été levée et tous les membres ont accompagné les députés... [à] leur auberge (2). [Signé des mêmes].

[Séance] du 2 avril 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Le fauteuil occupé par le citoyen Dommenget..., [on lit]
[1°] une lettre du citoyen Bruzac jeune (3), l'un des soixante

(1) Sur le séjour de ces deux représentants dans la Dordogne, voir notre *Lakanal*, p. 48 et 49.

(2) Jeanbon Saint-André assistera aussi à la séance du 7 avril 1793.

(3) Cette lettre est datée de Périgueux, 1^{er} avril 1793. « Frères et amis. Nous sommes arrivés, tous bien portants et encore mieux disposés pour combattre nos ennemis, et avons procédé à la nomination de nos officiers. Les voix se sont réunies pour Faurie, capitaine, Beaupuy, de Mussidan [commandant], lieutenant Biron..., Aubron, sous-lieutenant..., Tardot, un des sergents, Périer et Chadaux, caporaux... Les autres bas-officiers sont de Mussidan... On va faire exécuter... un décret pour désarmer toutes les personnes suspectes à Périgueux... On nous a bien reçus ici en nous envoyant à la caserne, et nous faisons ordinaire en chambre; les six Colin, toujours inséparables, sont ensemble. Nous sommes encore incertains sur notre destination. Les autres districts n'ont pas encore fini. Le commissaire du département m'a dit que notre compa-

volontaires partis pour Périgueux, qui annonce que ce détachement est fort content et attend avec impatience le moment de voler à la défense de la patrie : 2°... une lettre du général Custine, qui nous annonce la réception des fournitures que nous avions destinées à son armée (1) ; 3° une adresse des Marseillais à la Convention, qui demandent le rappel des députés qui ont voté l'appel au peuple (2) ; 4°... une lettre du citoyen Pinet (3).

...Le citoyen Alard, en rendant compte de la recette destinée aux secours à donner aux mères, femmes et enfants des volontaires partis (4), a demandé... [qu'on invitât] toutes les municipalités du district.. à contribuer à cet acte de bienfaisance... On a passé à l'ordre du jour.

Le président a nommé quatre commissaires, pour continuer la recette des secours... : Gravier, commissionnaire ; Lagrange, tonnelier ; Pigeard et Lacoste, commissionnaires...

[On délivre des certificats aux] citoyens Daniel Cailloux, volontaire ; Pierre Laval, Louis Masseron et Pierre Gaudard...

Lecture du journal de Carra... [Signé] DESMOND, MARCHET, FILS [secrétaires].

Séance du 4 avril 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...[On lit] une lettre que Despaigue fils écrit à son père, datée des Sables-d'Olonne... ; il annonce que les brigands rassemblés dans les départements de la Vendée et des Deux-Sèvres ont été vivement repoussés, que les patriotes leur ont pris dix-huit bouches à feu et leur ont tué beaucoup de monde... Applaudissements.

Le citoyen Rolland jeune a dit... qu'il avait vu dans une lettre particulière du citoyen Mergier, commandant le second bataillon de la Dordogne, qu'il se plaignait de ce que la Société n'avait pas répondu à celle qu'il lui avait écrite dernièrement (5). Le président a invité le Comité de correspondance à

gnie serait les grenadiers du bataillon. Je voudrais bien avoir quelque chose de plus intéressant à vous marquer... Je n'ai d'autre table qu'un lit. Ne soyez pas surpris si ma lettre est un peu barbouillée » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 22). Il s'agit du 4^e bataillon bis de la Dordogne (de Cardenal, *o. c.*, p. 185).

(1) Voir la séance du 15 février 1793.

(2) Lettre-circulaire des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Marseille, en date du 19 mars 1793, invitant les « vrais républicains » à imiter leur exemple, en envoyant à la Convention une adresse analogue à celle qu'ils lui ont adressée le 17 mars (et dont copie est jointe), pour dénoncer les représentants qui voulaient l'appel au peuple et pour déclarer que la Montagne seule peut sauver la patrie (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 90).

(3) La précédente lettre de Pinet avait été lue dans la séance du 28 mars 1793. Ici, Pinet se félicite que la garde nationale de Bergerac ait réprimé quelques troubles causés par le recrutement. Détails sur les mesures prises à Paris contre les suspects. Dumouriez est peut-être un traître. — Le 7 avril 1793, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(4) Voir la séance du 26 mars 1793, sur les secours à donner aux parents pauvres des volontaires. Le résultat de cette souscription sera de 18.000 livres (voir la séance du 27 frimaire an II).

(5) Il s'agit sans doute de la lettre très intéressante que Mergier-Dutreil avait envoyée, de Fort-Louis-du-Rhin, le 10 janvier 1793, à ses frères et amis de Bergerac. On la trouvera reproduite dans de Cardenal, *o. c.*, p. 412 et 413. On décidera de répondre à Mergier dans la séance du 7 avril 1793.

répondre au citoyen Mergier, ainsi qu'au citoyen Pinet, député...

Lecture est faite... d'un écrit de Marat contre Dumouriez...
[Signé] MARCHET FILS, LAFITE, DESMOND, [secrétaires]...

[Séance] du 7 avril 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Le citoyen Saint-André, député, a été introduit (1) dans la salle au bruit des plus vifs applaudissements, et, ayant pris place à la droite du président, il nous a dit que les commissaires de la Convention, ayant reconnu que les habitants de Bergerac étaient animés du patriotisme le plus pur..., avaient en eux toute leur confiance, et que c'était à ce titre qu'ils leur avaient demandé un détachement de 200 hommes pour la sûreté de la ville de Périgueux. Il a en même temps fait l'éloge de la conduite de nos corps constitués, et a fini par nous faire le récit des infâmes trahisons de Dumouriez, de l'arrestation faite par ce monstre infernal de quatre députés et du ministre de la guerre, et par nous instruire du décret qui accorde 300.000 livres à celui qui conduira à Paris ce traître exécrable, mort ou vif, ou à ses héritiers, dans le cas où il viendrait à périr dans une si glorieuse entreprise (2).

La Société, justement indignée, sur la motion du citoyen Boyer s'est levée tout entière et a juré de vouer à la mort quiconque proposerait un roi, de vivre libre ou de mourir.

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet, laquelle nous confirme cette trahison (3).

Le citoyen Saint-André s'est ensuite retiré au milieu des applaudissements, et accompagné d'un grand nombre de membres.

La Société a chargé son Comité de correspondance de lui présenter, à la première séance, un projet de réponse pour le citoyen Pinet et pour le citoyen Mergier, commandant du 2^e bataillon de la Dordogne (4).

...Lecture du journal de Carra... [Signé] DUFFOUR, MARCHET FILS, [secrétaires]...

[Séance] du 9 avril 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Sur la motion du citoyen Mainsat, il a été arrêté que les cartes d'entrée seraient renouvelées incessamment (5).

...Lecture de la première feuille du journal de Carra ; mais la Société, s'étant aperçue que l'auteur se permettait des obser-

(1) Il avait déjà assisté à la séance du 30 mars 1793.

(2) Décret du 3 avril 1793 (Duvergier, t. V, p. 293).

(3) La précédente lettre de Pinet à la Société avait été lue dans la séance du 2 avril 1793. Dans cette lettre, datée du 7 avril, Pinet dit que ses collègues et lui sont accablés de travail, et il dénonce avec indignation la conduite de Dumouriez, qui veut jouer le rôle de Monck. — Voir, pour les lettres suivantes, adressées par Pinet à la Société, la séance du 23 avril 1793.

(4) Ces deux projets seront présentés et adoptés dans la séance du 9 avril 1793. Voir, sur Mergier, la séance du 4 avril 1793, et, plus loin, une lettre de la Société, du 19 germinal an II.

(5) Le 21 avril 1793, la Société prendra, à ce sujet, une nouvelle décision.

vations anticiviques, a arrêté qu'on ne lirait de ce journal que les articles de la Convention (1). [Signé des mêmes].

[Séance] du 11 avril 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...[On délivre des certificats aux] citoyens Despet (2) et Briand...

Lecture d'une adresse de quelques citoyennes de Bergerac, par laquelle elles demandent avec insistance d'être admises à faire la garde des femmes détenues.

Le président... a répondu que la Société était on ne peut plus sensible au zèle qu'elles montraient pour la chose publique, que cette démarche était une preuve éclatante de leur patriotisme, mais que, cette demande étant de la compétence des corps constitués, elles demeuraient invitées à s'y adresser...

Arrêté que le Comité de correspondance écrirait au citoyen Carra pour l'instruire que... le journal que nous recevons sous le nom de *Journal libre d'une Société d'écrivains patriotes* (3), contient trop souvent des diatribes contre la Convention, lesquelles indisposent la Société, pour, sur la réponse du député Carra, être pris telle détermination qu'il appartiendra (4)... [Signé des mêmes].

[Séance] du 14 avril 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture 1° d'une lettre du citoyen Lalune (5), juge du district de Bergerac, actuellement de trimestre au tribunal criminel de Périgueux, par laquelle il offre à la Société un fusil armé d'une baïonnette... Mention honorable... [Le] Comité de correspondance [remerciera] ; 2° d'une *Epître aux sans-culottes*, par Gabriel Bouquier (6) ; 3° d'une lettre des républicains de Rennes, qui nous invitent à nous réunir à eux pour surveiller les traîtres et les agitateurs, et à établir entre toutes les Sociétés une correspondance suivie, pour déjouer tous les complots des ennemis du bien public (7) ; 4°... [d']une adresse des Marseillais à la Convention... [demandant] qu'il soit rendu une éclatante

(1) Le secrétaire entend sans doute par là les comptes rendus des séances de la Convention.

(2) Nous n'avons pas encore rencontré ce nom; peut-être s'agit-il de Jean Lespet, membre de la Société depuis le 9 juillet 1791.

(3) Les *Annales patriotiques et littéraires* portaient un long titre, où on lisait : « journal libre, par une Société d'écrivains patriotes ». Voir Tourneux, *o. c.*, t. II, p. 544. Carra appartenait au parti girondin, et sera exécuté le 31 octobre 1793. Notre Société se rattachait, au contraire, de plus en plus à la Montagne.

(4) Le 4 juin 1793, la Société s'occupera encore de cette question.

(5) C'est sans doute ce même Lalune qui sera admis membre de la Société le 12 décembre 1793.

(6) Voir cette *Epître aux sans-culottes* à la *Bibl. nat.*, Y e /55743.

(7) Adresse imprimée envoyée par la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Rennes, le 31 mars 1793, à toutes les Sociétés affiliées de la République. La Société s'y élève aussi contre les généraux français traîtres ou suspects de trahison (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 71).

justice à l'ambassadeur Semonville et la punition à mort de la trahison ministérielle (1).

Le citoyen Falquier a dit qu'animé du plus pur patriotisme, il n'avait pas hésité à s'inscrire pour volontaire, mais que (2), s'étant aperçu que sa femme était dans le plus grand chagrin depuis ce moment, lui avait proposé de partir à sa place sans aucune rétribution, qu'en conséquence il priait l'assemblée de... lui dire s'il pouvait accepter cette offre sans compromettre son civisme. Le président... lui a répondu qu'en propageant dans sa paroisse les principes républicains..., il était aussi utile à la chose publique dans ses foyers que sur les frontières, qu'il pouvait donc accepter l'offre de ce jeune et généreux citoyen... Mention honorable [à ce dernier].

Le président... a témoigné à nos frères d'armes du détachement de Périgueux combien la Société était charmée de les voir dans son sein, et a fini par témoigner à nos frères marseillais le plaisir de les voir dans notre cité. Un de nos frères marseillais, monté à la tribune, a fait l'éloge de notre patriotisme, et un second, ayant pris sa place, a fait lecture du discours qu'ils ont fait à la Convention, lors de leur départ de Paris... [Signé] MARCHET FILS.

Séance du 18 avril 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Le fauteuil occupé par le citoyen Boutiron..., il a été fait lecture : 1° d'une lettre du citoyen Lanaue, datée de Périgueux, par laquelle il nous invite à maintenir le calme, à écarter toutes passions et à ne commettre aucune injustice, mais à ne faire aucune grâce aux malveillants (3) ; 2° une proclamation des représentants du peuple aux départements du Lot et de la Dordogne ; 3° d'une... proclamation de la Convention aux deux mêmes départements ; 4° d'une adresse des corps administratifs de cette ville (*sic*), réunis en Comité de sûreté, à leurs concitoyens ; 5° d'un décret de la Convention, qui enjoint à tous propriétaires et principaux locataires d'afficher à l'extérieur de leur habitation et dans un endroit apparent, en caractères bien lisibles, les nom, prénoms, surnom, âge et profession de tous les individus qui résident dans leur maison (4) ; 6° de l'arrêt du département de la Dordogne, qui ordonne une fabrication de piques ; 7° d'un discours patriotique prononcé par Jean-Baptiste Sirey, vicaire épiscopal, à la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, séante à Périgueux ; 8° d'une adresse de nos frères de Villeneuve (5), qui nous invitent à ne point

(1) Le 23 mars 1793, les « Républicains Marseillais » avaient expédié à notre Société le texte de leur adresse à la Convention contre les « perfides manœuvres du pouvoir exécutif provisoire ». Ils y faisaient l'éloge de Semonville, critiquaient Brun et le Comité diplomatique (*Ibid.*, n° 38).

(2) Le nom propre est resté en blanc.

(3) Cette lettre, datée de Périgueux, 11 avril 1793, est aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 14. Le procès-verbal en donne l'essentiel. Lanaue y dit aussi que la Société, de concert avec les autorités, contribue à sauver la chose publique.

(4) Décret du 29 mars 1793 (Duvergier, t. V, p. 285).

(5) Sans doute Villeneuve-sur-Lot.

donner notre adhésion à l'adresse de Perpignan, jusqu'à ce que la Convention ait prononcé; 9° d'une adresse d'encouragement et en même temps d'indignation contre le traître Dumouriez, envoyée par nos frères d'Agen aux citoyens du Lot-et-Garonne dans les différentes armées de la République.

Un membre a fait la motion qu'il fût fait une adresse à la municipalité, pour l'inviter à faire numérotter les maisons et fixer le nom des rues... Adoptée... ; le citoyen Dommenget a promis de rédiger l'adresse... (1).

Pierre Bruneau, marchand, et Marie-Charlotte Duval, son épouse, allant à Lyon et munis de certificats de la Société de Bordeaux, ont réclamé des secours... Il leur a été délivré un mandat de 40 livres sur le trésorier... [Signé] MARCHET FILS.

Séance du 21 avril 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

Le fauteuil occupé par Boutiron..., [on lit] une lettre de Pinet jeune, qui... donne des détails sur ce qui se passe dans l'armée des Alpes (2)... Applaudie.

Le citoyen Maisusat a demandé que la Société prit une détermination pour maintenir l'ordre dans la salle... Sur la proposition de Pasqual, il a été arrêté qu'il serait fait 500 cartes (3), qui seront délivrées aux membres qui ont déjà payé ou qui paieront à l'avenir. Le modèle, tel qu'il a été adopté, a été remis au trésorier, qui est chargé de conférer avec l'imprimeur pour cet objet (4).

...Lecture d'une lettre des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Dijon, suivie d'une adresse de la même Société à la Convention..., [où] ils demandent aux représentants... que les ci-devant nobles ne soient plus nommés pour commander nos armées, et nous invitent à les imiter.

L'assemblée a applaudi à cette adresse, mais n'y a rien délibéré.

...Le citoyen Bourson, au nom du directoire du district, a invité les citoyennes à se rendre chez le citoyen Ségur, aux fins de sa charger des guêtres, chemises et autres objets, pour accéder le départ de nos volontaires... [Signé] MARCHET.

[Séance] du 23 avril 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet, par laquelle il

(1) Le 20 septembre 1791, la Société s'était déjà occupée de cette question. A la séance du 21 avril 1793, Dommenget fera savoir que la municipalité, de concert avec l'ingénieur, s'occupera incessamment de cet objet. Lakanal donnera des ordres en ce sens. Voir votre *Lakanal*, p. 592.

(2) Jean Pinet était né à Bergerac le 4 novembre 1759. Cadet-gentilhomme au régiment d'Auvergne-infanterie, le 3 juin 1779; sous-lieutenant le 1^{er} octobre 1789; campagne d'Amérique en 1782-1783; lieutenant en second le 12 juin 1786; démissionnaire le 3 juin 1788; nommé adjudant-major au 2^e bataillon de la Dordogne en septembre 1792, il sera chef de bataillon le 19 octobre 1793 (De Cardenal, *o. c.*, p. 475). Voir encore, sur Pinet, la séance du 2 frimaire an II.

(3) La question du renouvellement des cartes d'entrée s'était déjà posée, le 9 avril 1793.

(4) Les cartes seront distribuées à partir du 1^{er} mai 1793.

improve le décret d'accusation rendu contre Marat (1).

Le citoyen Mainsat a présenté pour candidat les citoyens François Tilhet et Videau, maître de bateau, mais, un membre ayant observé que le citoyen Tilhet était déjà membre et que ce n'est que pour cause de maladie qu'il n'a pas assisté depuis longtemps aux séances, la Société a accepté... qu'elle le regardait comme un de ses membres.

...[On délivre des certificats] aux citoyens Baillet et Pau-fapé... [Signé] MARCHET, DUFFOUR.

[Séance] du 25 avril 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une adresse de la Société de Villeréal à la Convention... ; elle demande que tous les parents des émigrés soient mis en otage, que ceux qui sont à la Convention, ainsi que ceux qui sont officiers dans nos armées, soient renvoyés, ces derniers avec une pension proportionnée à leurs services (2)...

Lecture d'une adresse des 28 sections de Bordeaux à la Convention..., où elle se plaignent des factions dont nous sommes menacés, et annoncent que 100.000 Bordelais sont prêts à mourir plutôt que de rentrer dans une servile obéissance.

Le citoyen Boutiron a demandé qu'il fût fait une seconde lecture de la lettre du citoyen Pinet, par laquelle il paraît improuver le décret d'accusation rendu contre Marat (3)... La Société a arrêté qu'elle demeurerait convoquée extraordinairement à demain, pour délibérer sur un objet aussi important (4)... [Signé] DUFFOUR, MARCHET FILS.

[Séance] du 26 avril 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Il a été fait lecture de l'adresse des Jacobins, de Paris, signée Marat, président (5), et de ladite lettre du citoyen Pinet (6), d'après laquelle lecture la Société a arrêté, sur la motion du citoyen Galina, vivement appuyée par le citoyen d'Esmartis-Laperche, qu'il serait écrit au citoyen Pinet que la Société est parfaitement convaincue de la pureté de ses intentions et de son amour pour le bien public, mais qu'elle voit avec peine les partis qui se forment dans la Convention, que la Société ne

(1) Cette lettre, adressée de Paris, le 17 avril 1793, avait été précédée de deux autres, en date des 6 et 13 avril 1793, auxquelles le procès-verbal de la Société ne fait pas allusion. Dans celle du 6 avril, Pinet revient sur la trahison de Dumouriez. Dans celle du 13 avril, Pinet se demande pour qui Dumouriez travaillait. Dans celle du 17 avril, Pinet reconnaît que Marat est exalté, mais il loue sa perspicacité et est persuadé que le décret d'accusation rendu contre lui est la rançon de son patriotisme; récit de la séance où Guadet fit rendre ce décret. — Le 30 avril 1793, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet. Voir, plus haut, pour la lettre de Pinet reçue le 7 avril.

(2) Cette adresse sera relue dans la séance du 26 avril 1793, et la Société passera à l'ordre du jour, « motivé sur ce que la loi s'est expliquée à ce sujet ».

(3) C'est la lettre de Pinet, du 17 avril 1793, que nous signalons plus haut.

(4) Voir la séance du 26 avril 1793.

(5) C'est cette lettre, où Marat prétendait que la Convention renfermait des mandataires perfides, qui provoqua le décret d'accusation rendu contre lui, le 3 avril 1793 (*Réimp. ancien Moniteur*, t. XVI, p. 136).

(6) Voir la décision prise le 25 avril 1793.

reconnaitra jamais ni Montagne ni vallée, enfin qu'il serait invité à ne suivre que les mouvements de son cœur, bien persuadée que, si ses vues étaient secondées, le calme succéderait à l'orage, et que nous aurions bientôt une Constitution qui assurerait à jamais le bonheur des Français. Le citoyen Galina a été chargé de la rédaction de cette adresse, pour la communiquer à la première séance (1).

Une citoyenne patriote a été recommandée à la générosité de la Société par le citoyen curé de cette ville... Arrêté qu'à la prochaine séance il serait fait une collecte pour cette citoyenne... [Signé des mêmes].

[Séance] du 28 avril 1793.
Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture 1° d'une adresse à la Convention de la Société de Troyes... ; elle demande un décret qui enjoigne à tous les ecclésiastiques non fonctionnaires publics de quitter la République (2) ; 2° d'une adresse à la Société par nos amis et frères de Brest, qui nous invitent à nous réunir plus que jamais, pour déjouer les complots (3)... ; 3° d'une adresse de nos frères de Toulouse... ; ils nous demandent un état exact des armes qui sont dans nos communes (4)... [Signé des mêmes].

[Séance] du 30 avril 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet (5), par laquelle il persiste à imputer le décret d'accusation rendu contre Marat (6), et... d'une adresse de nos frères de Libourne à la Convention... ; ils approuvent le décret dont vient d'être parlé et invitent les membres de la Convention à faire cesser toutes discussions personnelles et à nous donner promptement une bonne Constitution (7).

(1) Elle sera lue et adoptée dans la séance du 28 avril 1793. Notre Société s'occupera encore de Marat dans sa séance du 30 avril 1793.

(2) Adresse imprimée, en date du 31 mars 1793, envoyée à la Convention par les *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Troyes. On y dénonce les prêtres comme artisans de la guerre de Vendée, auteurs de libelles contre-révolutionnaires, correspondants des émigrés. Suit un projet de décret en trois articles, par lequel tout prêtre qui ne serait pas ministre du culte salarié par la République ou appelé par le peuple à des fonctions civiles devrait évacuer la République, sous peine d'être traduit devant les tribunaux criminels et condamné à mort; les prêtres infirmes ou septuagénaires seraient enfermés dans des maisons spéciales (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 73).

(3) Cette adresse imprimée, datée de Brest, 19 avril 1793, est conservée *Ibid.*, n° 40.

(4) Cette adresse imprimée, datée de Toulouse, 13 avril 1793, est conservée *Ibid.*, n° 37.

(5) La précédente lettre de Pinet à la Société avait été lue le 23 avril 1793. Dans cette lettre, datée du 24 avril, Pinet s'élève contre le retard apporté à la présentation, par le Comité de législation, de l'acte d'accusation de Marat. Les 48 sections de Paris ont demandé l'expulsion de 22 députés; la faction Gensonné-Vergniaud s'y est opposée. — Le 2 mars 1793, une nouvelle lettre de Pinet sera lue par la Société.

(6) Voir, sur le désaccord entre la Société et Pinet, au sujet de Marat, la séance du 26 avril 1793.

(7) Cette adresse, dont le procès-verbal donne la substance, était accompagnée d'une lettre, en date du 28 avril 1793, par laquelle les clubistes de Libourne

Le citoyen Lestrade a fait la motion qu'il fût fait une adresse à la Convention dans le sens de nos frères de Libourne... Adoptée... La Société a chargé son Comité de correspondance de la rédaction de cette adresse et, pour cette opération, y a adjoint le citoyen Galina (1)... [Signé des mêmes].

[Séance] du 1^{er} mai 1793.
Présidence du citoyen Bourson.

...Le citoyen Boutiron, secrétaire, a proposé pour candidat le citoyen Albre jeune, vitrier...

Lecture... d'une lettre d'Auxerre, laquelle contient une adresse à la Convention... ; la Société a passé à l'ordre du jour (2).

Le citoyen Galina-Russel ayant annoncé... que la pétition à la Convention était rédigée (3) et qu'il en ferait la lecture si la Société voulait l'entendre, il s'éleva quelques réclamations, mais il fut arrêté que le citoyen Galina serait entendu. Lecture faite, la Société couvrit cette adresse de vifs applaudissements, et elle fut adoptée dans tout son contenu pour être envoyée.

Le citoyen Boutiron a annoncé que les cartes d'entrée étaient prêtes (4), et... [demandé] que la Société arrêât que, d'ici à dimanche, tous les membres fussent tenus de s'en pourvoir pour entrer... [Arrêté]... La séance s'est levée à dix heures du soir. [Signé] MARCHET, BOUTIRON FILS.

[Séance] du 2 mai 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture 1^o de l'adresse à la Convention, de nos frères de Tonnerre... ; ils invitent les députés de la Montagne à rester, et ceux qui ont voté l'appel à disparaître, et demandent que les corps électoraux soient rassemblés pour les remplacer et... que les commissaires disséminés dans les départements soient rappelés (5); 2^o d'une adresse à la Convention, de nos frères de Rennes, par laquelle ils invitent les députés à mettre fin à tous leurs dissentiments (6) ; 3^o d'une lettre à la Société de nos frères de Millau... ; ils nous annoncent qu'il s'était formé un camp de 2.000 hommes dans le district de Séverac, lesquels avaient

invitaient leurs frères de Bergerac à envoyer une adresse semblable à la Convention (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 35).

(1) Galina présentera et fera adopter son projet d'adresse le 1^{er} mai 1793.

(2) La lettre des clubistes d'Auxerre, datée du 10 avril 1793, proposait aux autres Sociétés de s'unir à eux pour demander le rappel des députés qui avaient voulu absoudre Louis XVI et en appeler au peuple. Leur adresse à la Convention demandait la déportation des prêtres assermentés et insermentés (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 32). Les clubistes de Bergerac, qui n'en étaient pas arrivés à ce degré de hardiesse, durent être choqués par ces propositions.

(3) Voir, sur cette pétition, la séance du 30 avril 1793.

(4) Voir, sur ces cartes, la séance du 21 avril 1793. Le 9 juin 1793, la Société s'occupera encore de cette question.

(5) Circulaire imprimée de la Société républicaine de Tonnerre, en date du 16 avril 1793, invitant les Sociétés de la République à adhérer à son adresse à la Convention nationale, datée du même jour, et dont le procès-verbal ci-dessus donne un exact résumé (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 76).

(6) Adresse en date du 19 avril 1793 (*Ibid.*, N° 117).

déjà arboré la cocarde blanche, et dont le cri de ralliement était : Des prêtres ! Un roi ! L'ancien régime ! mais qu'ils viennent d'être terrassés (1); 4° ...de la lettre du citoyen Pinet, notre député, qui nous annonce l'entrée triomphale de Marat à la Convention (2).

Il a été reçu... l'appel nominal à l'occasion du décret d'accusation décerné contre Marat, le procès-verbal de la fête civique célébrée par la commune de Toulouse en l'honneur de Michel Le Peletier..., une brochure intitulée : Fête funèbre à la mémoire de Michel Le Peletier. [Signé des mêmes]...

[Séance] du 4 mai 1793.

Présidence du citoyen Bourson.

...Les citoyens Videau et Albre jeune ont été admis membres de la Société, après... qu'ils ont prêté le serment...

Lecture de [la] *Feuille du soir* (3)...

Le citoyen Reynaud a proposé pour candidat Gravier-Lacoste père... [Signé des mêmes].

[Séance] du 5 mai 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Lanauve [lit].. une proclamation des commissaires de la Convention... aux départements du Lot et de la Dordogne pour l'institution d'une force armée pour maintenir... la tranquillité dans ce département.

Sur la demande de Pasqual..., il a été fait une seconde lecture d'une proclamation du général Servan, par laquelle il demande aux administrations des départements des objets nécessaires pour la défense de nos frontières et le service de son armée... Arrêté qu'il serait ouvert un registre... pour recevoir les... [noms] d'un bourrelier ou sellier, de deux charrons ou menuisiers et de deux serruriers ou taillandiers qui voudront partir pour Bayonne pour cet effet.

Le citoyen Alard a proposé son fils pour candidat, et Peloux fils a été proposé par Dommenges... [Signé] MARCHET FILS.

[Séance] du 7 mai [1793].

Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture 1° d'une adresse à la Convention, de nos frères de Lodève, par laquelle ils l'invitent à cesser toutes discussions

(1) Adresse en date du 17 avril 1793 (*Ibid.*, N° 36).

(2) La précédente lettre de Pinet à la Société, avait été reçue dans la séance du 30 avril 1793. Dans cette lettre, datée du 28 avril 1793, Pinet se réjouit de l'acquiescement de Marat, et raconte sa rentrée triomphale à la Convention. Il flétrit Brissot et Gorsas. Ceux qui ont voté le décret d'accusation de Marat sont les mêmes qui avaient voté l'appel au peuple et la simple détention de Louis. — Pour les lettres suivantes de Pinet, voir la séance du 12 mai 1793.

(3) Voir, sur cette question du choix d'un journal, la séance du 11 avril, et, plus loin, celle du 4 juin 1793. C'est à cette séance du 4 mai 1793 que les procès-verbaux font la première mention de la *Feuille du soir* (exactement le *Journal du soir*). Le 14 mai 1793, le Conseil général de la commune de Bergerac, considérant que le *Moniteur* donnait les nouvelles plus tardivement que le *Journal du soir*, décidera de ne pas renouveler son abonnement au premier journal et de s'abonner au second (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 326). C'est sur la proposition du clubiste Boyer, officier municipal, que, le 9 mai 1792, le Conseil général avait décidé de s'abonner au *Moniteur* (*Ibid.*, à cette date, f. 250).

personnelles... ; 2° d'une lettre de notre frère d'armes Bertrand, datée de Hendaye, qui nous instruit des petits avantages que nos troupes remportent journellement sur les Espagnols ; 3° d'une autre, du citoyen Coudré, dans le même genre ; 4° d'une autre, du citoyen Cailloux, dans le même sens, et par laquelle il nous prie de lui faire passer son congé du régiment de Neustrie-Infanterie, qu'il a laissé au département. La Société a chargé le citoyen Boutiron de communiquer cette lettre aux administrateurs du district...

Les citoyens André Burète, Albre jeune et Jean Videau ont été reçus membres..., après avoir prêté le serment... [Signé] DUFFOUR, MARCHET.

[Séance] du 9 mai 1793.
Présidence du citoyen Bourson.

...Le fauteuil occupé par le citoyen Galina-Russel, en l'absence du président..., le citoyen Boutiron a... [dit] que les fèves que l'on employait pour faire la mouture qui se délivre journellement par ordre de l'administration étaient gâtées au point que le pain qui en provenait était imangeable et même dangereux pour la santé (1)... La Société... a nommé dix commissaires pour aller vérifier ladite méture, et comme ce vice, s'il existe, pourrait être du fait des boulangers ou des meuniers, et qu'il importe pour le bien public d'en découvrir les auteurs, elle a invité tous les membres qui ont du mauvais pain à en remettre un échantillon sur le bureau, en déclarant de qui ils l'ont acheté...

La députation, étant rentrée, a présenté sur le bureau... deux sortes de méture, et a déclaré qu'il y en avait une supérieure en qualité à l'autre, mais que toutes deux pouvaient faire du bon pain... La Société a arrêté qu'il serait nommé des commissaires pour faire faire l'épreuve de cette méture...

[On délivre un certificat au] citoyen Jean Queyrou.

...Lecture 1° d'un tableau sommaire de notre situation politique, dans le mois d'avril dernier, à nous adressé par la Société de Dijon ; 2° d'une adresse à nos frères de Villeneuve-du-Lot... ; ils nous invitent à recommander... aux habitants des campagnes de ne point négliger la culture du chanvre (2).

Il a été remis sur le bureau un paquet venant des Jacobins, de Paris, contenant des journaux-nouvelles et discours patriotiques dont ils nous ont proposé l'abonnement, sous la contribution de 14 sous par membre (3)... La Société [s'assemblera]... demain pour en faire la lecture et prendre une détermination sur l'abonnement proposé... [Signé] MARCHET FILS.

Séance du 10 mai 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une adresse de nos frères de Bordeaux aux

(1) La Société s'était maintes fois occupée de la question des subsistances (voir, pour la dernière fois, la séance du 10 octobre 1791).

(2) Le 17 mars 1793, la Société avait reçu du ministre de la marine, Monge, le même avis.

(3) Cette proposition avait été reçue dans la séance du 30 mars 1793,

députés de Marseille à la Convention..., d'une feuille intitulée le *Journal des Pyrénées* et... d'une lettre de Toulouse.

Le citoyen Boutiron, secrétaire..., a dit : « Citoyens, voici le moment où nos frères les volontaires vont partir pour voler au secours de la patrie... Ces citoyens méritent... une marque de reconnaissance de la part des *Amis de la liberté et de l'égalité* »... Il a proposé que la Société fit présent aux volontaires d'un drapeau, pour leur servir de guide dans le chemin de la victoire... Motion vivement applaudie...

Le président a nommé 3 commissaires pour en faire l'emplette aux frais... de la Société..., les citoyens Dommenget, Capmau et Boutiron aîné. Le citoyen Rolland jeune les doit assister, pour y faire mettre l'inscription (1)... [Signé du même].

[Séance] du 12 mai 1793.

Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet (2), notre député...; il nous annonce que les rebelles font des progrès alarmants, que l'on a endormi la Convention pendant longtemps, en la berçant de succès remportés contre eux, et [il] nous invite à former de nombreux bataillons, pour voler au secours de nos malheureux frères de la Vendée ; il finit en se plaignant du style dont la Société s'est servi en lui écrivant le 30 du mois dernier, disant que c'est le perfide modérantisme qui est parvenu à nous arracher cette lettre.

...Lecture d'une lettre de nos frères de Metz... ; ils nous invitent à surveiller les commissaires des guerres (3)...

Le citoyen Franchemont a demandé qu'il fût fait une adresse à la municipalité, pour l'engager à former une compagnie de canonniers, pour manœuvrer avec quatre pièces de canons... Arrêté qu'il serait fait une adresse à tous les citoyens, pour les engager à s'inscrire comme canonniers, et... une invitation à tous les citoyens aisés, qui, relativement à leur grand âge ou pour cause d'infirmité, ne peuvent servir personnellement la République, de fournir les fonds nécessaires pour la solde de cette compagnie et les appointements de deux instituteurs. Le Comité de correspondance... [rédigera] cette adresse, dont il sera fait quatre exemplaires, pour être affichés, de

(1) Ce drapeau sera remis aux volontaires dans la séance du 13 mai 1793.

(2) Cette lettre, écrite de Paris, le 8 mai 1793, avait été précédée d'une lettre, écrite de Paris, à la Société, par Pinet, le 3 mai 1793, et dont les procès-verbaux de la Société ne font point mention. Dans sa lettre du 3 mai, Pinet se félicite du patriotisme des départements du Midi. Dans celle du 8 mai, il annonce que les rebelles marchent sur Poitiers. Les Bergeracois vont-ils être exposés aux horreurs de la guerre civile? Il faut former de nouveaux bataillons. Pinet s'afflige de la lettre que les clubistes lui ont écrite le 30 avril, et « que le perfide modérantisme est parvenu à vous arracher ». — Voir, pour les lettres précédentes de Pinet, la séance du 2 mai, et, pour les suivantes, celle du 21 mai 1793.

(3) Dans cette adresse, datée du 5 mai 1793, la Société de Metz s'indigne des concussions commises par les commissaires des guerres. La Convention n'a conservé qu'un tiers de ces commissaires; mais l'aristocratie cherche à occuper ces places. La Société discute la liste des commissaires qu'a fournis le département de la Moselle. Que la Société de Bergerac seconde celle de Metz (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 34) ! Notre Société recevra des clubistes de Metz une autre adresse, s. d., postérieure sans doute au 2 juin 1793, où ceux-ci feront l'éloge de la dernière insurrection des Parisiens (*Ibid.*, n° 52).

l'agrément des officiers municipaux, dans les endroits les plus fréquentés de la ville... Arrêté qu'il serait fait une adresse à la municipalité pour l'inviter à nous procurer 2 canonniers instituteurs (1)... [Signé] DUFFOUR.

[Séance] du 13 mai 1793.

Présidence du citoyen Bourson.

...Un détachement de nos volontaires est entré dans la salle, tambour battant, et, au bruit des applaudissements, le citoyen Gravier, l'un d'eux, a prononcé un discours... [patriotique]. Le président... leur a répondu que leurs concitoyens se reposaient sur leur valeur... Après quoi, il leur a remis un drapeau aux trois couleurs, au nom de la Société..., accepté avec reconnaissance par les volontaires, qui ont tous juré de plutôt mourir que de l'abandonner (2). Ce détachement est sorti dans le même ordre... [Signé] MARCHET FILS, DUFFOUR.

[Séance] du 14 mai 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

Il a été distribué des certificats à nos volontaires du recrutement... [Signé] MARCHET FILS.

[Séance] du 16 mai 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

Le citoyen Marchet fils a présenté pour candidat le citoyen Casse fils.

...[On délivre un certificat à] Jean Montagnac... [Signé des mêmes].

Séance du 19 mai 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Le secrétaire-archiviste a présenté le mémoire des frais du drapeau que la Société a remis entre les mains des volontaires du recrutement (3), lequel état se monte à 37 livres 5 sols, non comprises la pique dont le citoyen Planteau cadet a fait don à la Société, et la façon, dont l'épouse du citoyen Simoune, notaire, a également fait don. La Société a arrêté qu'il serait délivré un mandat sur le trésorier de la somme de 37 livres 5 sols, qu'il serait fait mention honorable au procès-verbal des

(1) Voir la séance du 12 août 1791, où la Société s'était occupée des moyens d'accroître l'artillerie. Le 28 janvier 1792, la municipalité de Bergerac songeait à faire réparer les canons de la commune. Le 29 janvier 1792, elle constatait que « nous n'avons... que très peu de petites pièces d'artillerie », et elle décidait de faire réparer les canons qui se trouvaient à Bergerac, y compris ceux qui étaient précédemment au château de La Force et qui avaient été transportés à l'hôtel commun de Bergerac. Le 19 février 1792, le procureur Boissière proposait l'achat de gargousses destinées aux canons, qui seraient montés incessamment sur affûts, ainsi que l'achat de mitraille et l'organisation d'une compagnie de canonniers. Le Conseil général de la commune prenait le jour même un arrêté conforme, mais qui resta sans doute, en grande partie, lettre morte, puisque la Société était obligée de revenir sur cette question (*Arch. mun. Bergerac. Reg. délib. mun.*, aux dates indiquées).

(2) C'est le 10 mai 1793 que la Société avait décidé d'offrir un drapeau aux volontaires. Sur ce drapeau, voir aussi la séance du 19 mai 1793.

(3) Voir la séance du 13 mai 1793.

dons faits par le citoyen Planteau et la citoyenne Simounet, et a chargé son président de leur témoigner par écrit toute sa reconnaissance.

Le citoyen Pasqual a présenté pour candidat le citoyen Faure, plâtrier...

[Il y aura] demain une séance particulière pour le scrutin des candidats et pour la nomination des officiers du bureau...

Lecture d'une lettre du citoyen Dumoulin, datée d'Angoulême, sur les troubles de la Vendée, et d'une autre, adressée au district, qui nous donne des nouvelles très rassurantes sur les départements insurgés...

Arrêté que les deux lettres écrites par le citoyen Chabot, et qui se trouvent dans la feuille du 15 (1), seraient lues pendant 3 séances consécutives. [Signé des mêmes]...

[Séance] du 20 mai 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...[On élit membres les citoyens présentés] Bernard Gravier-Lacoste père..., par Reynaud ; Faure, plâtrier..., par Pasqual ; Casse fils..., par Marchet fils ; Peloux fils..., par Dommenget ; Alard fils, par son père ; Delvert..., par Rouchon ; Pierre Jarry..., par son père (2)...

[On délivre un certificat] à Garrigue, pour aller à Bordeaux... [Signé des mêmes]...

[Séance] du 21 mai 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...[On délivre un certificat] à Girou, cloutier..., pour aller à Bordeaux...

...Il a été arrêté qu'il serait ajouté à la formule du serment de « maintenir la République une et indivisible »...

Seconde lecture des deux lettres du citoyen Chabot, député, et... d'une lettre du citoyen Pinet (3)... [Signé des mêmes].

[Séance] du 23 mai 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...[On remet] un paquet venant du département, contenant une lettre des administrateurs, avec le congé du citoyen Cailoux... [Signé] MARCHET FILS.

(1) Des extraits de ces deux lettres se trouvent, en effet, dans les *Annales patriotiques et littéraires* du 15 mai 1793, p. 622. L'un préconise l'apaisement des querelles religieuses; l'autre exalte le patriotisme des populations.

(2) A la séance du 21 mai 1793, tous ces candidats, sauf Alard, prêteront serment et seront reçus. Alard fils prètera serment et sera reçu dans la séance du 30 mai 1793.

(3) Depuis sa séance du 12 mai 1793, la Société avait reçu de Pinet deux lettres, datées, l'une, du 12 mai, l'autre (sans doute celle à laquelle il est fait ici allusion), du 17 mai 1793. Dans celle du 12 mai, Pinet loue les défenseurs de Thouars, le département de la Haute-Vienne et Dampierre, tué à l'ennemi. Défions-nous des modérantistes ! Dans sa lettre du 17 mai, Pinet annonce que Custine a dû quitter l'armée du Rhin pour avoir montré trop de condescendance envers Brunswick; il passe à l'armée du Nord. L'adresse des clubistes bergeracois a été lue à la Convention. — Le 26 mai, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

[Séance] du 26 mai 1793...

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet aîné, notre député (1)...

Lecture d'un jugement en réparation d'injures, rendu par le juge de paix du canton de La Force, sur la demande de Pierre Haon, dit Serventié, tailleur d'habits, habitant... Prignonrieux. Ledit jugement [est] en faveur de Jean Haon, son fils, volontaire au second bataillon de la Dordogne, contre Estienne Gautier, demeurant... [à] Prignonrieux, ce dernier ayant déclaré que mal à propos et sans raison il avait tenu quelques propos contre ledit Haon fils, qu'il s'en repent et qu'il se reconnaît pour un bon citoyen. On a lu... une attestation de civisme en faveur du... citoyen Haon fils, délivrée par le conseil d'administration du second bataillon de la Dordogne, datée de Strasbourg, du 23 février dernier. Signé Mergier, commandant... [Signé] MARCHET, BOUTIRON FILS.

[Séance] du 28 mai 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Pierre Montagnac (de Gabanelle) a été présenté pour candidat par son père...

Le citoyen Dommenget a demandé, au nom de deux citoyennes qui se proposaient de partir pour Périgueux pour réclamer les secours accordés par la loi (2) aux femmes et enfants des volontaires qui ont volé au secours de la patrie, attendu que la Caisse patriotique à ce destinée (3) se trouve vide, qu'il fût autorisé à leur prêter sur les fonds de la Société la somme nécessaire pour leur voyage. La Société a accédé à la demande du citoyen Dommenget, s'en rapportant à sa prudence pour la quotité de la somme...

Lecture d'une lettre du citoyen Borie, gendarme, qui nous fait le détail des avantages que nous avons remportés sur les rebelles de la Vendée, le 16 du courant...

Lecture... du journal de Carra...

Le citoyen Galina-Russel a... [lu] une adresse à la Convention, par laquelle il fixe le mode d'une répartition générale d'impôts par progression des fortunes... La discussion de cette adresse a été renvoyée à jeudi (4)... [Signé des mêmes].

(1). La lettre précédente de Pinet avait été lue dans la séance du 21 mai 1793. Dans cette lettre, datée du 22 mai, Pinet donne des détails sur l'échec des brigands à Fontenay-le-Peuple. Défions-nous du fédéralisme, qui ferait de la France une autre Pologne, à la grande joie de Pitt, de Brissot et de Buzot ! Avantages qu'on peut attendre de l'emprunt forcé d'un milliard. — Pour la suite des lettres envoyées par Pinet, voir la séance du 9 juin 1793.

(2) Il s'agit du décret du 4 mai 1793 (Duvergier, t. V, p. 334). Voir, sur cette question, notre *Lakanal*, p. 328 et suiv. La Société s'en occupera encore (par exemple le 15 novembre 1793).

(3) C'est dans cette Caisse qu'avait été déposé le produit de la souscription organisée par la Société le 28 mai 1793.

(4) A la séance du 30 mai 1793, le projet d'impôt progressif sera adopté. après quelques changements, et l'on nommera, pour rédiger l'adresse, quatre commissaires, Galina-Russel, d'Esmartis-Laperche, Faugère, homme de loi, et Lalande-Biran.

[Séance] du 30 mai 1793.
Présidence du citoyen Bourson.

...[On lit] une lettre des *Amis de la Liberté et de l'Egalité*, de Toulouse... [Signé des mêmes].

[Séance] du 2 juin 1793.
Présidence du citoyen Bourson.

...[On délivre un certificat à] Armand Charron...
Lecture d'une lettre du premier détachement de Périgueux, qui nous donne le détail de la malheureuse affaire qui a eu lieu, le 25 du mois dernier, à Fontenay (1)... [Signé des mêmes].

[Séance] du 4 juin 1793.
Présidence du citoyen Bourson.

...Le citoyen Boutiron occupant le fauteuil..., [on lit une lettre des administrateurs du district invitant la Société] à faire lire publiquement... un procès-verbal des citoyens de Lalinde, qui constate qu'au moment où ils ont appris les revers de la Vendée, un grand nombre s'est inscrit pour voler au secours de la patrie... [On lit ce procès-verbal]...

Le citoyen Boyer a observé que le journal que nous recevions était alarmant, et il a demandé à ce qu'il fût changé (2)..., en faisant venir le *Républicain* (3) ou les *Feuilles du soir* (4)... Arrêté qu'il sera nommé quatre membres pour faire ce choix... : Bourson, Alard père, Boyer et Duffour, avoué... [Signé des mêmes].

[Séance] du 6 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Le citoyen Boutiron occupant le fauteuil, le citoyen Boyer, l'un des quatre commissaires nommés pour décider lequel du *Journal du soir* ou du *Républicain* serait le plus avantageux pour la Société, a... [préconisé] la lecture desdits deux journaux, afin que la Société pût par elle-même faire son choix. Cette observation ayant été adoptée, il a été fait lecture du *Républicain*, et arrêté qu'à la première séance il sera fait lecture de la *Feuille du soir*... Le président a invité les membres qui reçoivent ce journal à le procurer à la Société (5)...

Lecture du *Bulletin de la Convention*... [Signé des mêmes].

(1) C'est à cette seconde bataille de Fontenay-le-Comte, du 25 mai 1793 que fut tué Pierre-Armand Bacharetie de Beaupuy, commandant du 4^e bataillon bis de la Dordogne (de Cardenal, *o. c.*, p. 190 et 511). Le 26 juin 1793, le procureur-général-syndic de la Dorgogne, Pipaud, enverra à la Société un exemplaire de l'éloge funèbre prononcé par lui en l'honneur de Beaupuy (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 20).

(2) Il s'agit du journal de Carra. La Société avait déjà marqué son intention de ne plus le faire venir (voir la séance du 11 avril 1793).

(3) Le *Journal des hommes libres de tous les pays ou le Républicain* était un journal montagnard. Voir Tourneux, *o. c.*, t. II, n° 10893, et Hatin, *o. c.*, t. IV, p. 324, et t. V, p. 273.

(4) Il s'agit du *Journal du soir*. Voir la séance du 6 juin 1793.

(5) La Société prendra une décision complémentaire dans sa séance du 9 juin 1793.

[Séance] du 8 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Le citoyen Boutiron occupant le fauteuil..., [on remet], de la part des administrateurs du district, un *Bulletin* du département de la Dordogne, [qu'on lit... Signé des mêmes].

[Séance] du 9 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Il a été retiré de la poste et remis sur le bureau par le secrétaire-archiviste :

1° Une lettre du citoyen Pinet, notre député (1), avec les n^{os} 214 et 215 du *Républicain* ;

2° Un paquet des Jacobins, de Paris, contenant 1° l'*Histoire des Brissotins ou fragment de l'histoire secrète de la Révolution et des six premiers mois de la République*, par Camille Desmoulins, député de Paris à la Convention (2) ; 2° une adresse présentée à la Convention par les commissaires des autorités constituées du département et des sections de Paris, par laquelle ils demandent vengeance d'Isnard et de Rolland et de tous les... suspects (3) ; 3° une adresse à la Convention..., par laquelle les Jacobins de Paris demandent qu'il soit décrété la peine de mort contre quiconque provoquerait la dissolution du Tribunal révolutionnaire avant qu'il ait été décrété que la patrie n'est plus en danger ; 4° une petite brochure intitulée *Les entretiens du père Gérard sur la Constitution politique et le gouvernement révolutionnaire du peuple français* ; 5° le premier n° du *Journal de la Montagne*, rédigé par Laveaux (4) ; 6° des *Bulletins de la Convention*, qui ont été à l'instant distribués par le président, pour être affichés... ; 7° deux n^{os} du journal de Carra...

Lecture de la lettre du citoyen Pinet, par laquelle il invite la Société à en faire passer une copie à celle de Lalinde (5)... Le Comité de correspondance... [fera cette copie].

(1) Du 26 mai au 9 juin 1793, la Société reçut deux lettres de Pinet, datées, l'une, du 2 juin, l'autre (celle dont il est fait mention ci-dessus), du 5 juin 1793. Dans sa lettre du 2 juin, Pinet se félicite de la journée du 31 mai ; le 1^{er} juin, la Convention a longuement délibéré sur la mise en accusation des traîtres. Dans la lettre du 5 juin, Pinet rend compte de la « mémorable » journée du 2 juin et envoie des journaux aux clubistes. Le peuple du 10 août s'est enfin réveillé. Défions-nous du fédéralisme. — Le 13 juin 1793, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(2) On trouvera cette brochure de 80 pages à la *Bibl. nat.*, 8° Lb 40 /755.

(3) Ils s'agit d'une adresse présentée, le 31 mai 1793, à la Convention, par tous les commissaires des autorités constituées du département et des sections de Paris, réunis dans la salle des Jacobins, déclarant que « Paris, qui n'est rien par lui-même, est cependant l'extrait de tous les départements », demandant punition d'Isnard, pour avoir provoqué la guerre civile et l'anéantissement de Paris, et dénonçant les membres du Comité des douze (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 124).

(4) A ce journal était jointe la lettre d'envoi adressée par les membres du Comité de correspondance des Jacobins, portant que « ce journal devra vous parvenir gratis, franc de port, chaque courrier, ainsi que la carte de l'affiliation des Jacobins de Paris, que nous vous avons promise (si toutefois vous voulez vous y abonner) » ; l'abonnement s'élevait à 62 livres pour les départements (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 58). Sur le *Journal de la Montagne*, voir Tourneux, o. c., t. II, p. 656.

(5) A la fin de sa lettre du 5 juin 1793.

Le receveur ayant observé que les membres... qui devaient payer leur contribution le mois dernier ne s'étaient pas présentés, la Société... a arrêté qu'aucun membre ne pourrait entrer dans la salle sans carte (1) à compter de jeudi prochain, qu'à cet effet il serait nommé 2 commissaires pris par rang de liste, qui seraient tenus de rester à la barrière jusqu'à la fin de la séance, et depuis l'ouverture de la salle, à peine de 10 sous d'amende... Le président a nommé pour jeudi prochain les citoyens Latané, homme de loi, et Henry Chancogne (2)... Un membre a demandé quelle serait la punition de celui qui refuserait de payer l'amende... : passé à l'ordre du jour.

En conformité de l'arrêté du 6 courant (3), il a été fait lecture d'une partie du *Journal du soir*... Arrêté que, pendant huitaine, il serait fait alternativement lecture du *Journal du soir* et du *Républicain*, et qu'à l'expiration de ce délai, la Société ferait son choix sans discussion (4)... [Signé des mêmes].

[Séance] du 10 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Le citoyen Boutiron occupant le fauteuil..., [on lit] une relation intéressante des *Amis de la République*, de Toulouse (5), et une adresse de la Société populaire de Nantes aux Sociétés populaires de la République...

[On délivre des certificats aux citoyens] Boutiron..., pour aller à Castillonnes, et... Granger..., pour aller à Niort... [Signé des mêmes].

(1) Voir, sur ces cartes, les séances des 21 avril et 1^{er} mai 1793.

(2) Cette mesure continuera d'être appliquée dans les séances suivantes; la peine de 10 sous d'amende sera confirmée dans la séance du 12 septembre 1793. Le clubiste Boyer, un de ceux qui veillaient avec le plus de soin et d'intelligence aux intérêts de la Société, s'occupera activement de cette question. C'est ce que laisse entendre la lettre qu'il écrira, le 14 nivôse an II (3 janvier 1794), à la Société : « Frères et amis. J'ai appris... que la Société se disposait à adopter un nouveau plan de recette et à nommer un nouveau trésorier. Je suis extrêmement privé... de ne pouvoir me rendre à la séance, mais l'état de faiblesse où je me trouve et... des fièvres... ne me permettent pas... Mais j'ai à rappeler à la Société que, dès le mois de mai dernier, je me chargeai de tenir l'état de tous les payants pendant le cours de l'année... J'ai tenu parole et, malgré les difficultés que j'ai éprouvées pour me procurer les renseignements nécessaires pour connaître l'époque de l'annuel des membres,... l'état que j'ai tenu jusqu'à ce jour est en règle... Je propose... qu'il soit fait de nouvelles cartes, que le nom du membre soit derrière, et qu'il y soit écrit : payé jusqu'à tel mois ». Boyer demandait qu'on fit « de temps en temps l'examen des cartes, et ceux dont le terme porté par la carte sera expiré... seront tenus de renouveler, ou la carte sera retenue... » (Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 29). C'est sans doute postérieurement au 14 nivôse an II que fut faite, par un autre clubiste, une autre motion, relative à la rentrée des cotisations. On trouvera cette motion *Ibid.*, liasse 46, n° 120, s. d.

(3) Voir, en effet, la séance du 6 juin 1793.

(4) Le 17 juin 1793, la Société reviendra sur cette décision et s'en tiendra au journal de Carra.

(5) Cette adresse imprimée a pour titre *Profession de foi des Amis de la République une et indivisible, de Toulouse, à tous les citoyens français*. Elle est datée de Toulouse, 4 juin 1793. La Société s'y justifie d'avoir appelé à elle des commissaires des Sociétés affiliées des départements méridionaux; elle n'est pas plus girondine que maratiste; elle est l'ennemie de l'aristocratie et des tyrans (Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 46, n° 54).

[Séance] du 11 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Les citoyens d'Esmartis-Laperche et Veyri, marchand, ont été nommés commissaires pour vérifier les cartes d'entrée jeudi prochain (1).

Il a été retiré de la poste par le secrétaire-archiviste... 1° deux paquets du *Bulletin de la Convention*, lesquels ont été distribués de suite, pour être affichés ; 2° le n° 217 du journal *le Républicain* ; 3° une adresse des citoyens de la commune d'Angers à la Convention (2) ; 4°... une adresse des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Chalon-sur-Saône (3). ...[On a lu ces deux dernières adresses]...

[On délivre des certificats aux citoyens] Latané, homme de loi..., pour aller à Monpont, et... Jean Albre, pour aller à Bordeaux...

Arrêté à l'unanimité que les citoyennes seraient reçues membres de la Société, qu'elles jouiraient des mêmes privilèges que les autres membres, en par elles observant toutes les règles (4).

Les citoyens Dommenget et Lanauve ont présenté leur épouse...

Lecture du journal *[le] Républicain*... [Signé des mêmes].

[Séance] du 13 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Il a été retiré de la poste... [et lu] 1° une lettre du citoyen Pinet, notre député (5) ; 2° une adresse de la Société populaire du département (*sic*) d'Aisne à la Convention (6) ; 3° une autre,

(1) Conformément à la délibération du 9 juin 1793.

(2) Il s'agit sans doute d'une lettre-circulaire s. d., des *Amis de la liberté et de l'égalité*, d'Angers, engageant les autres Sociétés populaires à suivre leur exemple en invitant, comme ils l'ont fait, les Jacobins de Paris à exclure de leur sein Marat et Robespierre, « anarchistes » et « tyrans » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 87).

(3) Adresse imprimée de la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Chalon-sur-Saône, en date du 28 mai 1793, qui invite les « frères et amis » à se réunir à eux pour solliciter « le mode de la taxe de guerre..., le mode et l'exécution de l'emprunt forcé sur les riches..., un décret interdisant aux gens suspects la faculté de voter dans les assemblées primaires ». Suit une copie imprimée d'une lettre adressée par cette Société à la municipalité de Marseille, en réponse à celle que cette municipalité avait écrite, le 20 mai, à l'assemblée générale du peuple d'Auxerre; la Société y justifie Robespierre, Danton, Marat des attaques dirigées contre ces Montagnards par la municipalité marseillaise (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 75). Notre Société reçut aussi, à une date que nous ignorons, une lettre que lui adressait celle de Chalon-sur-Saône, le 18 février 1793, sur les mesures à prendre contre les exportateurs de grains (*Ibid.*, n° 85).

(4) La Société tranchait ici une question qu'elle avait déjà examinée à plusieurs reprises (Voir, par exemple, les séances des 25 mai, 30 juin et 2 juillet 1791).

(5) Pour les précédentes lettres de Pinet, voir la séance du 9 juin 1793. Dans cette lettre, datée du 9 juin, Pinet montre que d'anciens Constituants contribuent à l'insurrection. Le triomphe du fédéralisme serait l'écroulement de la dette publique et des assignats. — Le 25 juin, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(6) Le secrétaire a dû commettre une erreur de transcription. Il s'agit sans doute de l'adresse envoyée, le 4 juin 1793, par la Société républicaine de Saint-Quentin, aux administrateurs du département de l'Aisne, pour s'élever contre les journées des 31 mai et 2 juin, prier les administrateurs de convoquer les

de la Société d'Arras (1) ; 4° une autre, d'Auxerre (2) ; 5° une autre, de Périgueux (3) ; 6°... un paquet de *Bulletins de la Convention*, qui ont été de suite distribués, pour être affichés...

Le citoyen Reynaud a présenté pour candidat la citoyenne Riboullet, du Marché; le citoyen Nadal, vicaire..., la veuve Bedène ; et le citoyen Veyrine, son épouse...

Lecture du *Journal du soir*... [Signé des mêmes].

[Séance] du 15 juin 1793.
Présidence du citoyen Bourson.

...[On lit] une adresse de Toulouse..., applaudie... ; [on y répondra].

Le citoyen Cuminal ayant fait représenter son compte de chandelle, il a été arrêté qu'il lui serait délivré un mandat sur le trésorier, de 93 livres 12 [sous], et a chargé les citoyens Pasqual et Reynaud de prendre des renseignements... pour se procurer la chandelle au plus juste prix.

Un membre a demandé que, les jours de dimanche, la Société ouvrit ses séances à 1 ou 4 heures après-midi (4)...

Le citoyen Baptiste a présenté pour candidat la citoyenne Marie Teyssandier. [Signé des mêmes]...

[Séance] du 16 juin l'an II de la République.
Présidence du citoyen Bourson.

...Il a été remis sur le bureau... 1° un paquet de *Bulletins de la Convention*, qui ont été à l'instant distribués pour être affichés ; 2° le projet de la Constitution ; 3° une adresse des

assemblées primaires du département, qui révoqueront les pouvoirs des députés de l'Aisne à la Convention, nommeront de nouveaux représentants, qui se réuniront à Bourges, et lèveront une force départementale prête à marcher sur Paris. La Société arrêta, le même jour, de communiquer cette adresse aux communes et Sociétés patriotiques de la République (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 56).

(1) Cette adresse imprimée, rédigée par la Société des *Amis de la République*, d'Arras, adoptée par les autorités constituées et, les 3 et 4 juin 1793, par les citoyens d'Arras réunis en assemblée générale des sections, demandait à la Convention d'appliquer les décrets relatifs à l'impôt progressif, au partage des biens communaux entre les citoyens peu aisés, à l'emprunt forcé d'un milliard sur les riches, à l'organisation d'une force armée aux dépens des riches et de donner une Constitution (*Ibid.*, n° 61).

(2) Il s'agit d'une adresse imprimée, adoptée par les républicains d'Auxerre réunis en Assemblée générale de commune, le 20 mai 1793, et envoyée à toutes les communes des chefs-lieux de district. Elle contient un substantiel exposé du conflit des Girondins et des Montagnards, est favorable à ces derniers, et propose que des commissaires des départements se réunissent à Paris avant le 5 juillet suivant, pour y rédiger et présenter à la Convention une adresse contenant les vœux de leurs commettants (*Ibid.*, n° 65).

(3) Il s'agit, sans doute, de la lettre écrite, le 5 juillet 1793, par la Société de Périgueux à celle de Bergerac, qui contenait le texte de l'adresse envoyée, le 4 juin 1793, à la Convention par la Société de Périgueux, qui mettait la Convention en demeure d'élaborer une Constitution. Nous avons reproduit cette énergique adresse dans notre *Esprit public*, p. 67 et 68.

(4) A la séance du 16 juin suivant, il sera décidé que les séances des jours de dimanches et fêtes ouvriront à 4 heures de l'après-midi.

républicains de Saint-Quentin... [On lit le projet et l'adresse] (1)...

Les citoyens Bouchon, négociant, et Faure, greffier, ont été nommés commissaires pour vérifier les cartes d'entrée à la prochaine [séance... Signé des mêmes].

[Séance] du 17 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...[On lit] 1° la profession de foi des citoyens de Toulouse ; 2° une adresse à la Convention, de la Société républicaine de Saint-Quentin...

Sur la motion du citoyen Galina, la Société a arrêté que l'on continuerait la lecture du journal de Carra (2). A l'instant, le citoyen Honoré Rolland a fait offre à la Société de lui remettre l'abonnement qui lui avait été cédé, ce qui a été accepté... [Signé] P. MARCHET FILS.

[Séance] du 18 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Il a été remis sur le bureau 1° 2 paquets de *Bulletins* ; 2° une adresse de Brival, député de la Corrèze, à tous les habitants de son département, pour les instruire sur... l'insurrection... qui a eu lieu à Paris le 31 mai 1793 (3) ; 3°... une copie de l'*Opinion* du même député sur le projet de Constitution qui a été présenté à la Convention...

Lecture... du journal de Carra... [Signé du même].

[Séance] du 20 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Remis sur le bureau 2 paquets de *Bulletins*..., à l'instant distribués pour être affichés... [Signé] DUFFOUR, MARCHET.

[Séance] du 23 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

[Même contenu qu'à la précédente]...

[Séance] du 25 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Remis sur le bureau une lettre du citoyen Pinet [qu'on lit (4)... et les *Bulletins de la Convention*..., à l'instant distribués pour être affichés...

(1) Peut-être s'agit-il ici de l'adresse s. d. envoyée par les clubistes de Saint-Quentin « à leurs frères militaires, cantonnés dans cette ville ». Dans cette adresse ils s'élevaient contre le triumvirat de l'aristocratie, du royalisme et de l'anarchie; ils regrettaient les excès de quelques soldats en garnison à Saint-Quentin, et assuraient leurs frères militaires qu'ils avaient invité Custine à subvenir à leurs besoins (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 67).

(2) Ainsi la Société, contrairement à sa délibération du 9 juin 1793, ne fixait son choix sur aucun autre journal.

(3) Cette adresse de Brival sera lue dans la séance du 7 juillet 1793.

(4) Sa précédente lettre avait été reçue par la Société le 13 juin 1793. Dans cette lettre, datée du 14 juin, Pinet fait connaître les mesures fédéralistes prises par certains départements et réprimées par la Convention. — Le 2 juillet, la Société recevra une nouvelle lettre de Pinet.

Arrêté qu'il serait fait une adresse à la Convention, par laquelle on la féliciterait sur l'achèvement de la Constitution, et on l'inviterait à juger le plus promptement possible les députés mis en état d'arrestation... Le citoyen Boyer, administrateur..., [rédigera] cette adresse, [et une réponse à Pinet. Signé des mêmes]..

[Séance] du 27 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Remis sur le bureau les *Bulletins de la Convention*..., à l'instant distribués pour être affichés.

Le citoyen Boyer, administrateur, a fait lecture du projet de l'adresse à la Convention, qui a été... combattu par les citoyens d'Esmartis, maire, et Honoré Rolland, en ce qu'il respirait un esprit de parti et préjugait violemment contre les députés mis en état d'arrestation... Après une très vive discussion, la Société a ajourné ce projet (1)... [Signé] DUFFOUR.

[Séance] du 30 juin 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une adresse de nos frères de Sainte-Foy... ; ils nous annoncent qu'ils nous ont député trois de leurs membres pour nous faire part de la détermination qu'ils ont prise sur l'invitation qui leur a été faite par le département de la Gironde de se réunir à lui et de ne point reconnaître les décrets de la Convention, et pour renouveler avec nous les marques d'union et de fraternité (2)...

Les trois commissaires de Sainte-Foy [sont introduits]... Un d'eux... a fait un discours par lequel il improuvait la conduite de leur département;... l'opinion des citoyens de Sainte-Foy était l'unité et l'indivisibilité de la République;... [il a lu] une adresse de leur Société, à ce sujet, à tous les républicains (3); il en a offert trois exemplaires à la Société... Applaudi...

La discussion [étant] rouverte sur l'adresse à la Convention, un membre a préparé un projet très court et très simple, ayant pour but de demander que la Constitution soit présentée le plus promptement possible à la sanction du peuple... Adopté. Sur la motion du citoyen d'Esmartis aîné, il a été ajouté que l'on invitait la Convention à faire juger promptement les députés

(1) La Société apparaît donc, encore à cette date, indécise entre le courant girondin et le courant montagnard. Quand le projet de Boyer sera discuté à nouveau, le 30 juin 1793, la Société marquera ses préférences fédéralistes et de la défiance envers Paris.

(2) Dans cette lettre, en date du 29 juin 1793 (et non du 19, comme a écrit, par lapsus, son rédacteur), les clubistes annonçaient à la Société de Bergerac l'envoi de trois de leurs membres, chargés de l'engager à rétablir activement la correspondance entre les deux Sociétés; ils ajoutaient que leur politique différait totalement de celle des commissaires des sections de Libourne (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 19).

(3) Dans cette adresse, datée du 24 juin 1793, la Société de Sainte-Foy dénonçait la formation, à Bordeaux, d'une armée contre-révolutionnaire, et déclarait que tous les Français devaient se rallier autour de la Convention (*Ibid.* n° 47).

mis en arrestation par une Commission nationale qui tiendrait sa session hors de Paris (1). [Signé] DUFFOUR, MARCHET.

[Séance] du 2 juillet 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture de l'adresse de la Convention à tous les départements, d'une adresse de la Société de Périgueux à nos frères du département de la Gironde, et d'une lettre du citoyen Pinet, notre député (2).

Un membre ayant réclamé le projet de réponse qui doit être faite au citoyen Pinet, le citoyen Boyer, administrateur, chargé de cette rédaction, a dit que, cette réponse étant analogue à l'adresse à la Convention qu'il avait rédigée et qui a été rejetée par la Société, il ne croyait pas devoir présenter cette adresse. Quelques membres ayant réclamé la lecture de l'adresse rédigée par le citoyen Boyer (3), celui-ci en a fait lecture, et la Société a arrêté qu'elle serait envoyée à la Convention. Le citoyen Boyer ayant ensuite fait lecture du projet de la réponse au citoyen Pinet, la Société l'a adopté, et a... chargé les citoyens Boyer et Faugère de la réponse à faire à nos frères de Périgueux (4)... [Signé des mêmes].

[Adresse à la Convention] (5).
[Datée de Bergerac, 2 juillet 1793].

[La Société républicaine de Bergerac félicite la Convention sur le grand caractère qu'elle a déployé depuis les 31 mai, 1^{er} et 2 juin. Cette Société adhère aux mesures vigoureuses qui ont été prises dans ces mémorables journées; elle demande une prompt punition des traîtres; elle abhorre les royalistes, les fédéralistes; elle jure de s'opposer à leurs mesures liberticides, et de périr, s'il le faut, pour l'unité et l'indivisibilité de la République. Elle témoigne la plus vive reconnaissance de la Constitution républicaine que la Convention vient de donner au peu-

(1) A cette date du 30 juin 1793, la Société n'est donc pas encore gagnée aux idées montagnardes. Il est vrai que, le 2 juillet 1793, elle adoptera le projet de Boyer qu'elle avait ajourné le 27 juin et rejeté le 30 juin 1793.

(2) Depuis la séance du 25 juin 1793, la Société reçut 2 lettres de Pinet, datées de Paris, l'une, du 23 juin, l'autre du 28 juin 1793 (celle sans doute à laquelle il est fait ici allusion). Dans sa lettre du 23 juin, Pinet s'élève contre l'attitude de Pipaud, procureur-général-syndic de la Dordogne, qui essaie d'ameuter l'opinion publique contre la Convention, à propos du décret sur l'emprunt forcé d'un milliard. Eloge de la Convention et de Paris. Dans sa lettre du 28 juin, Pinet vante l'acte constitutionnel, le clergé assermenté, et met les clubistes en garde contre les soi-disant amis de l'ordre, qui sont des traîtres. — La Société lira une nouvelle lettre de Pinet, le 7 juillet 1793.

(3) Voir, sur cette adresse montagnarde, la séance du 27 juin 1793. Nous en reproduisons le résumé à la suite du procès-verbal de la séance ci-dessus.

(4) Elle sera lue et adoptée dans la séance du 4 juillet 1793. Nous voilà arrivés à un point tournant de la politique de notre Société: à ce titre, les séances des 27 et 30 juin et 2 juillet 1793 sont décisives. Les *Bulletins* de la Convention, les lettres de Pinet, celles des Sociétés de Sainte-Foy et de Périgueux, reçus au cours de ces séances, contribuèrent sans doute, ainsi que l'énergie de Boyer, à engager la Société dans la voie montagnarde.

(5) Voir, sur cette adresse, le procès-verbal qui précède.

ple français. Elle brûle de la recevoir pour l'accepter, et jure qu'elle saura la défendre] (4).

[Séance] du 4 juillet 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une adresse du département de la Dordogne à celui de la Gironde, par laquelle il l'invite à... ne point marcher contre Paris...

Lecture d'une adresse du directoire du district de Bergerac au département de la Dordogne, par laquelle ce directoire improuve... les motifs qu'a donnés ce département à celui de Bordeaux, pour lui refuser le passage de ses troupes sur son territoire...

Arrêté que, lorsqu'il serait question de convoquer le club extraordinairement, l'on ferait sonner la grosse cloche par 3 reprises. Les citoyens Boyer et Dommenget ont été chargés d'en faire la demande à la municipalité et d'en prévenir le citoyen curé (2)...

Arrêté que la Société s'assemblerait demain, pour entendre la lecture de la Constitution...

Les *Bulletins de la Convention* ont été distribués pour être affichés... [Signé des mêmes].

[Séance] du 5 juillet 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture... de la Constitution, qui a été couverte d'applaudissements...

Il a été délivré un mandat de 150 livres pour le loyer de la salle... [Signé des mêmes].

[Séance] du 7 juillet 1793...
Présidence du citoyen Boyer (3).

...Lecture : 1° d'une adresse des administrateurs du district à la Convention, par laquelle ils jurent de maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République, et de périr plutôt que de tremper dans un complot qui puisse compromettre la liberté, l'égalité et troubler l'harmonie; 2° d'une lettre du citoyen Pinet,

(1) *Procès-verbal de la Convention*, 12 juillet 1793, p. 70. La Convention ordonna mention honorable de cette adresse, son insertion au *Bulletin* et son renvoi au Comité de salut public.

(2) A la séance du 5 juillet 1793, on lira l'arrêté municipal pris le 5 juillet, conformément à ce vœu. « Aujourd'hui, 5^e... de juillet... 1793... le Corps municipal... délibérant sur une pétition verbale de la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité* de cette ville, prononcée par les citoyens Dommenget et Boyer, aux fins de faire sonner la cloche de la paroisse chaque fois que ladite Société aurait besoin de se réunir extraordinairement..., a... arrêté que le sonneur ordinaire de la ville demeure autorisé à sonner la grande cloche toutes les fois que ladite Société aura occasion de se réunir extraordinairement, moyennant que le président lui en enverra l'invitation par écrit et signée de lui; que cependant cette permission ne peut avoir lieu que pour demain au soir, afin de donner à la municipalité le temps de prévenir les citoyens par une proclamation » (*Reg. délib. mun. Bergerac*, à cette date, f. 331 v°).

(3) En remplacement de Bourson, absent.

député (1); 3° d'une adresse des citoyens de Paris à tous les Français; 4° d'une autre, du citoyen Brival, député de la Corrèze, à tous les habitants de son département, sur l'insurrection des 31 mai et jours suivants (2)... [5°] du journal de Carra... [Signé des mêmes].

[Séance] du 8 juillet 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une lettre du citoyen Cailloux, sergent-major au 3^e bataillon de la Dordogne...; pour la seconde fois (3), il réclame son congé du régiment de Neustrie et autres pièces qu'il a laissées au département. Le secrétaire-archiviste étant absent, l'on n'a pu savoir si ces papiers, que le département a renvoyés depuis longtemps, avaient été mis à la poste...

Lecture d'une lettre du procureur-général-syndic du département, qui se plaint des inculpations mal fondées que l'on se permet contre lui (4)... [Signé des mêmes].

Séance du 9 juillet 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Les *Bulletins de la Convention* ont été distribués pour être affichés...

Lecture du procès-verbal de la remise des fournitures adressées à l'armée de Custine par la Société (5)..., de deux lettres de la Côte-d'Or..., qui sont vivement applaudies et dont une seconde lecture sera faite à la prochaine séance... [Signé des mêmes].

[Séance] du 11 juillet 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet (6), d'une adresse de Mâcon. Les *Bulletins de la Convention* ont été distribués pour être affichés...

Arrêté que la Société s'assemblerait demain extraordinairement, pour entendre la lecture des différentes adresses contenues dans le paquet de Paris... [Signé des mêmes].

(1) Pour la précédente lettre de Pinet, voir la séance du 2 juillet 1793. Dans cette lettre, datée du 3 juillet, Pinet se félicite que l'administration départementale de la Dordogne ait repoussé les propositions liberticides de celle de la Gironde. — Le 11 juillet, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(2) Cette adresse avait été reçue le 18 juin 1793.

(3) La Société avait reçu de lui une première lettre à ce sujet, dans la séance du 7 mai 1793.

(4) Sur l'affaire Pipaud, procureur-général-syndic, voir la séance du 21 juillet 1793 et la note 2 de la p. 259.

(5) Le 2 avril 1793, la Société avait reçu les remerciements de Custine, au sujet d'un premier envoi. Il est probable que la Société avait fait, depuis, de nouveaux envois.

(6) La précédente lettre de Pinet à la Société avait été lue dans la séance du 7 juillet 1793. Dans celle-ci, datée du 7 juillet, Pinet décrit avec émotion l'acceptation de l'acte constitutionnel par les assemblées primaires de Paris. — Le 21 juillet 1793, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

[Séance] du 12 juillet, l'an II de la République.
Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture 1° d'une proclamation des représentants du peuple délégués dans les départements de la Gironde, Lot-et-Garonne et départements voisins, aux... autorités constituées et à tous les citoyens de ces départements; 2° du *Coup de Jarnac, ou projets de l'aristocrate combattus par le républicain*; 3° d'une adresse de la Convention aux Français; 4°... du rapport de Barère sur la convocation des assemblées primaires (1)... [Signé des mêmes].

[Séance] du 14 juillet 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Les *Bulletins de la Convention* ont été distribués pour être affichés... [Signé des mêmes].

[Séance] du 16 juillet 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Les députés de la Convention Treilhard et Mathieu (2) ont été introduits dans la salle, au milieu des plus vifs applaudissements... Ayant pris place à la droite du président, Treilhard a fait l'éloge du patriotisme des habitants de Bergerac, et [dit] combien ils étaient flattés des sentiments de fraternité que nous leur avons témoignés. Mathieu nous a donné une idée de la manière dont ils avaient été reçus par la ville de Bordeaux et nous a invités à chercher à ramener à nos principes ces citoyens égarés, par la voie de la douceur.

Le président leur a témoigné, au nom de la Société, le plaisir avec lequel tous nos concitoyens ont reçu et accepté la Constitution, et la satisfaction d'avoir dans son sein deux membres connus par leurs talents et leur amour pour le bien public.

...Lecture d'une adresse des citoyens [de] Bordeaux, par laquelle ils se plaignent de l'odieuse imputation qui leur est faite, de vouloir un roi, que leur unique vœu a toujours été... l'unité et l'indivisibilité de la République, mais qu'ils sont ennemis de toutes factions, qu'ils emploieraient tous moyens pour les anéantir (3).

Le citoyen Treilhard a démontré la fausseté de leurs principes relativement à la Convention, et a engagé tous les républicains à se réunir à elle... La Société a juré de maintenir la République une et indivisible, et arrêté qu'il serait fait une adresse à nos frères de Bordeaux, dans le sens de celle de nos frères de Périgueux (4), que cette même adresse serait imprimée

(1) *Bibl. nat.*, L e 38/314. Lu dans la séance du 27 juin 1793.

(2) La Société avait déjà reçu, le 30 mars 93, d'autres représentants en mission, Jeanbon Saint-André et Elie Lacoste. Sur la mission de Treilhard et Mathieu, voir notre *Lakanal*, p. 51.

(3) Il s'agit d'une adresse imprimée envoyée aux Sociétés populaires par la Société des *Amis de la liberté et de l'éq. illé*, de Bordeaux, en date du 12 juillet 1793. Le procès-verbal ci-dessus en donne assez exactement le sens (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 63).

(4) C'est le 2 juillet 1793 que notre Société avait reçu communication de l'adresse envoyée par celle de Périgueux aux Bordelais.

et envoyée à toutes les Sociétés qui nous sont affiliées, et a chargé les citoyens Couderc et Faugère de cette rédaction (1)...

Les députés se sont retirés, accompagnés d'un grand nombre de membres (2)... [Signé des mêmes],

[Séance] du 21 juillet 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Les *Bulletins de la Convention* ont été distribués, pour être affichés... [Signé des mêmes].

[Séance] du 21 juillet 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet, député (3), et d'un rapport fait par lui, au nom du Comité de salut public, sur la conduite du citoyen Pipaud, procureur-général-syndic du département de la Dordogne (4)...

Les *Bulletins de la Convention* ont été distribués, pour être affichés... [Signé des mêmes].

[Séance] du 23 juillet 1793...

Présidence du citoyen Bourson.

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet, député, en date du 17 courant (5), par laquelle il annonce que Barbaroux, Buzot, Gorsas, etc., sont les instigateurs de l'assassinat du député Marat, et d'une seconde lettre, en date du 19 (6), par laquelle il dit : « Je ne doute pas, frères et amis, de votre confiance en moi, mais vous avez, soyez-en sûrs, des traîtres dans votre sein. En voici la preuve. Je vous ai parlé de Pipaud comme je

(1) A la séance du 21 juillet 1793, Faugère lira le projet d'adresse qui sera adopté, et dont la copie sera envoyée à la Convention (*Proc.-verb.* Convention, 12 septembre 1793, p. 304).

(2) Le même jour, 16 juillet 1793, Treilhard et Mathieu écrivaient au Comité de salut public que la Constitution était acceptée avec transport par les Bergeracois (*Compte de la mission des représentants Treilhard et Mathieu*, p. 66. *Bibl. nat.*, L e 39 /29). Le 6 septembre 1793, la Société recevra deux autres représentants en mission.

(3) La précédente lettre de Pinet avait été lue dans la séance du 11 juillet 1793. Dans celle-ci, datée du 14 juillet, Pinet s'indigne de l'assassinat de Marat et en donne le récit. — Le 23 juillet, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(4) Le 8 juillet 1793, la Société avait reçu une lettre de Pipaud, qui se plaignait des accusations mal fondées portées contre lui. Voir, sur l'affaire Pipaud, la séance du 23 juillet 1793.

(5) Sa précédente lettre avait été lue dans la séance du 21 juillet 1793. Dans cette lettre, datée du 17 juillet, Pinet expose que Charlotte Corday a été l'instrument de Barbaroux et fait l'éloge de la Montagne. — Pour la lettre suivante de Pinet, voir la note ci-après.

(6) La lettre de Pinet, datée de Paris, 19 juillet 1793, contient, en effet, ce passage, que le procès-verbal reproduit textuellement, à une exception insignifiante près (*être révoqué pour se révoquer*).

Avant ce passage, Pinet écrit : « ...J'avais oublié de vous parler de votre lettre du 4 dudit, par laquelle vous me remettez une adresse pour la Convention. J'en ai fait moi-même la lecture. Quoique arrivée un peu tard, elle a été bien accueillie. La mention honorable et l'insertion au *Bulletin* en ont été décernées ». A la fin de sa lettre, Pinet annonce que « l'assassin de Marat a subi la peine due à son forfait ». Une nouvelle lettre de Pinet à la Société sera lue dans la séance du 25 juillet 1793.

devais en parler, et vous ne tarderez pas à connaître cet homme faux, fourbe, hypocrite (1). Assurément, je ne prétendais pas que ce que je vous en disais demeurât secret, mais ce qui n'a pas été sans doute votre intention, c'est qu'on lui fit passer une copie entière de la lettre où je parle de lui. Ce que je vous dis là est un fait qui ne peut être révoqué en doute, car c'est Pipaud qui, dans une lettre assez arrogante, me l'a marqué. Il m'est assurément très indifférent qu'on mette ce que j'écris sous les yeux de tout le monde, mais je vous invite à surveiller les traitres ».

Le citoyen Boyer, administrateur..., a dit qu'il n'y avait que les officiers du bureau qui pouvaient être les auteurs du fait dont se plaint le citoyen Pinet. En conséquence, il a réclamé qu'ils fussent interpellés de s'expliquer.

Le citoyen Boutiron, archiviste, a répondu que le citoyen Pinet pouvait être dans l'erreur, parce que, ses lettres étant lues publiquement, il était bien facile d'en faire une relation exacte sans en donner copie ; qu'au reste il affirmait n'avoir communiqué à qui que ce fût la lettre... [en question]. Ces observations ayant été appuyées par les citoyens Dumoulin, administrateur, et Lestrade, la Société a arrêté qu'il serait écrit... au citoyen Pinet, pour l'inviter à lui donner des renseignements plus certains sur sa dénonciation, et a chargé le citoyen Boyer de la rédaction de cette lettre (2).

Le citoyen Reynaud a réclamé le renouvellement du bureau... [On y procédera] à la prochaine séance.

...Lecture du projet de lettre au citoyen Pinet, qui a été adopté. [Signé des mêmes]...

[Séance] du 25 juillet 1793...
Présidence du citoyen Bourson.

...Le président, ayant annoncé... le renouvellement du bureau et, en outre, la démission... [du] secrétaire-archiviste, a invité les membres à nommer un président, 3 secrétaires pour le bureau, et un 4^e pour tenir les archives, ce qui a été fait par un seul scrutin. Dépouillement fait, le résultat a donné pour président le citoyen Armand Charon, et, pour secrétaires, les citoyens Planteau cadet, Sarrette, Antoine Cailloux et Paris, tanneur.

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet (3)... [Signé] BOUTIRON FILS.

(1) Le 21 juillet 1793, la Société avait reçu le rapport de Pinet sur Pipaud. Le 9 août 1793, sur un long rapport de Julien, dénonçant les menées girondines du procureur-général-syndic du département de la Dordogne, la Convention destitua Pipaud de cette fonction (*Réimp. anc. Moniteur*, 10 août 1793, t. XVII, p. 350). Sur Pipaud, voir Bussière, *o. c.*, t. III, notamment p. 34 et 35.

(2) Boyer ne se trompait pas en soupçonnant que la fuite était due à un membre du bureau. Les dénégations de Boutiron n'empêcheront pas qu'il soit découvert et se reconnaisse comme l'auteur de cette fuite. Voir la séance du 28 août 1793.

(3) Les précédentes lettres de Pinet avaient été lues dans la séance du 23 juillet 1793. Dans cette lettre, datée du 21 juillet, Pinet exprime l'espoir que l'acte constitutionnel sera accepté avec joie dans la Dordogne. Il espère que des Bergeracois viendront à Paris, à propos de la fête du 10 août. Succès de Carteaux dans le Sud-Est. — Le 1^{er} août 1793, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

Séance du 28 juillet 1793...
Présidence du citoyen Charon.

...Lecture du *Bulletin* et...[de] deux adresses, l'une, de la Société républicaine de Limoges, portant une invitation à faire comme ils ont fait, d'envoyer des députés pour assister, avec nos frères les Jacobins de Paris, à la fête nationale du 10 août et, par ce moyen, fraterniser avec toutes les Sociétés populaires de la République (1); la 2^e, de la Société populaire des *Amis de la République et des lois*, séante à Argentan, disant que notre Constitution... assurera les grands principes de l'égalité et de la liberté, et que peu nous importe... par qui et comment a été faite la rédaction de cette grande charte... Arrêté de faire la lecture de ladite adresse pendant trois séances consécutives (2)...

Lecture des *Annales patrotiques*... [Signé] A. CAILLOUX.

Séance du 30 juillet 1793...
Présidence du citoyen Charon.

...[On lit] un discours prononcé dans la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, séante à Chalon-sur-Saône, par le citoyen Royer, l'un de ses membres...

Lecture des *Annales patriotiques*... [Signé du même].

Séance du 1^{er} août 1793...
Présidence du citoyen Charon.

...Lecture d'une lettre du citoyen Pinet, député à la Convention (3)..., [des] *Annales patriotiques* et... [de] différentes nouvelles appartenant à un membre... [On renvoie à une autre séance la lecture de] l'*Opinion* d'Antoine Français, délégué du département de l'Isère à l'Assemblée... [Signé du même].

Séance du 4 août 1793...
Présidence du citoyen Charon.

...Les *Bulletins de la Convention* [étant] distribués pour être affichés, on a fait lecture d'une lettre du citoyen Pinet, député, en date du 1^{er} courant (4)..., des *Annales patriotiques*..., d'une lettre du citoyen Giraudel, au... [nom] des volontaires dits soldats au 41^e régiment, ci-devant Conti, volontaire du second bataillon de la Dordogne (5)..., [et] d'une partie d'un

(1) C'est sans doute peu auparavant, dans une séance non mentionnée par le procès-verbal, que notre Société avait reçu de celle de Limoges une adresse en date du 14 juin 1793, qui s'élevait contre la Gironde, faisait l'éloge de Paris et exprimait la confiance de la Société dans la Convention (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n^o 66).

(2) On la lira encore, en effet, dans les séances des 30 juillet et 1^{er} août 1793.

(3) Sa précédente lettre avait été lue dans la séance du 25 juillet 1793. Dans cette lettre, datée du 28 juillet, Pinet décrit le mouvement qui se produit en France, même en Normandie, en faveur de la Constitution. — Le 4 août, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(4) Sa précédente lettre avait été lue dans la séance du 1^{er} août 1793. Dans cette lettre, datée, non du 1^{er} août, mais du 31 juillet, Pinet donne des détails sur la capitulation de Mayence et la trahison de Custine. Mais la Convention sauvera la patrie ou s'ensevelira avec elle. — Le 11 août, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(5) Le nom de Giraudel manque à la liste dressée par de Cardenal, *o. c.*, p. 466.

discours du citoyen Billaud-Varenne..., sur les députés en état d'arrestation (1). L'assemblée étant à même de se dissoudre, on a remis la lecture à la prochaine séance, ainsi que d'une adresse des citoyens Lacoste, Milhaud, Carrier et Chabanon, députés à la Convention... [Signé] SARRETTE.

Séance du 6 août 1793...

Présidence de Charon.

...Un membre... a dit qu'un citoyen de cette ville, père de 6 enfants, sans ouvrage, pauvre, accablé de dettes et malade, mais pourvu de bons certificats et attestations de bonne vie et mœurs, désirerait aller de Société en Société patriotique, pour intéresser les bons citoyens à son sort et, par leur secours, sortir de l'état de misère...; qu'il réclamait pour lui une lettre de recommandation de notre Société aux Sociétés qui nous sont affiliées, mais seulement signée du président, pour ne pas mettre ce citoyen en évidence, et que, pour le faciliter dans ses premières démarches, il demandait que la Société lui accordât le secours qu'elle est dans l'usage de donner aux étrangers indigents qui s'adressent à elle... Les deux propositions ont été adoptées.

...Lecture des *Annales patriotiques* et d'un *Bulletin de la Convention*...

Un membre... a dit : « ...Voici le grand jour... où les personnes égarées doivent abjurer leurs erreurs..., jour... des grandes réconciliations. Oublions nos querelles... Si des personnes séduites veulent rentrer dans la bonne voie..., recevons-les avec indulgence et fraternité..., et que la fête du 10 août soit le sceau de notre concorde... Ce qui me navre le cœur, c'est qu'il y a une espèce d'êtres qui ne sont pas capables de revenir à résipiscence...; entravons leurs coupables machinations..., et, après nous être bien convaincus de leurs forfaits, dénonçons-les aux autorités constituées »...

Après ce discours, un membre a demandé qu'il fût nommé un Comité de surveillance composé de membres pris dans la Société (2). D'autres membres ont observé... que ce n'était pas le moment de former ce Comité, qu'il fallait espérer que la grande fête du 10 août nous réunirait tous (3)... Renvoyé [à la prochaine séance].

Un membre... [lit] une lettre... reçue de Bordeaux, qui apprend la dissolution du Comité de sûreté générale, soi-disant populaire, de cette ville, et la rentrée dans cette cité de la force départementale destinée à marcher sur Paris ; elle ajoute que la loi sur l'accaparement a paralysé et pétrifié une infinité d'égoïstes... [Signé] A. CAILLOUX.

(1) *Bibl. nat.*, L c 38/337. Prononcé dans la séance de la Convention, du 15 juillet 1793. Il s'agit des Girondins mis en état d'arrestation, par décret du 2 juin 1793.

(2) Ce clubiste oubliait qu'il existait déjà, au moins nominalemt, dans la Société un Comité de surveillance (voir la séance du 21 février 1793). Il sera encore question du Comité de surveillance à la séance du 8 août 1793.

(3) Il sera reparlé de cette fête à la séance du 8 août 1793.

Séance du 8 août 1793...

Présidence de Charon.

...Il a été retiré de la poste et remis sur le bureau, sous le couvert de la Convention nationale, sans aucune lettre d'avis, 2 livres brochés intitulés *La vie du capitaine Thuriot* (1)...

[Le président lit une lettre de la municipalité], qui l'invite à faire nommer par la Société une Commission prise dans son sein, pour assister à la fête de la nouvelle Constitution, qui se célébrera le 10 du présent mois (2)... Applaudissements... L'assemblée a nommé les citoyens Poussou père, Lespinasse père, Bernard oncle, Péjoursan, Ramus Eyma, Bertrand Gravier père, Lestrade, Laville, buraliste, Gravier-Lacoste, Paulet Dupeyrou et Bouyssavy, buraliste, [qui s'y rendront avec le président]... Afin que ladite Commission fût plus brillante..., l'assemblée a arrêté que le drapeau de la journée du 10 août, qui est déposé dans la salle, fût porté à cette auguste cérémonie par un citoyen qui eût assisté à cette mémorable journée ; alors, il a été décidé que le citoyen Gabriel Cailloux, fédéré, aurait cet honneur (3).

L'assemblée allait passer à la discussion [relative au]... Comité de surveillance (4), lorsqu'un membre a proposé qu'avant qu'elle prit aucune détermination à ce sujet..., elle connût la traduction d'une lettre anglaise qui est dans le *Bulletin de la Convention*... La Société, après cette lecture, convaincue de la trahison de nos ennemis et de leur coalition avec, plusieurs individus répandus sur toute la surface de la République, a décidé que, séance tenante, il serait créé dans son sein un Comité de surveillance composé de 5 membres ; qu'il serait tenu de dénoncer à qui il appartiendra toutes les trames qui viendraient à sa connaissance contre la tranquillité publique et la sûreté de l'Etat, tant intérieure qu'extérieure, avec preuves probantes... [Le scrutin] a donné au citoyen Bouyssavy, épingleur, 15 voix ; à Antoine Cailloux, 14 ; à Planteau cadet, 13 ; à Dommenget 13 ; à Reynaud, 10. Quoique les citoyens Lanauve et Rolland aîné aient été en concurrence et égalité de voix avec le citoyen Reynaud (5), le bureau a cru... que ce dernier devait être élu, comme étant le plus âgé...

Lecture d'une lettre de la Vendée... Arrêté que demain il y aurait séance extraordinaire, annoncée par le son de [la] grosse cloche de la paroisse (6)... [Signé du même].

(1) A la séance de la Constituante, du 7 avril 1791, Barère avait fait l'éloge du « célèbre capitaine Thuriot, ...grand marin, qui fut la terreur des Anglais », et qui était mort, à 33 ans, dans le combat du 28 février 1760 (*Réimp. anc. Moniteur*, 9 avril 1791, t. VIII, p. 80). Le 29 sept. 1791, une pension avait été accordée à sa veuve (*Ibid.*, 1^{er} oct. 1791, t. IX, p. 839). Un certain M *** publia alors une *Vie du capitaine Thuriot* (*Ibid.*, 5 octob. 1791, t. X, p. 35).

(2) Le 6 août 1793, la Société s'était déjà occupée de cette fête.

(3) Les préparatifs et le détail de la Fête de la nation se trouvent au *Reg. délib. mun. Bergerac*, 8 et 10 août 1793, f. 336 v^o à 337 v^o.

(4) Voir, sur ce Comité, la séance du 6 octobre 1793, et, plus loin, celles des 10 septembre et 28 octobre 1793.

(5) Puisque Reynaud avait eu 10 voix, et deux de ses concurrents, le même nombre, on peut admettre qu'il y avait 30 votants.

(6) Conformément à la décision prise par la Société le 4 juillet 1793.

Séance du 11 août 1793...
Présidence de Charon.

...Un membre a demandé que, le citoyen Carra ayant été décrété d'accusation, la Société n'eût plus à recevoir ses feuilles... Elle a décidé qu'elles seraient suspendues et... [qu'elle] ne recevrait d'autres journaux que les *Bulletins* de la Convention (1)...

Lecture d'une lettre du citoyen Pinet, député, en date du 7 courant (2)..., d'une lettre du citoyen Veyrine, commissaire porteur de l'acceptation de la Constitution.... [et] des *Bulletins* qui étaient dans le paquet de Pinet... [Signé] SARRETTE.

Séance du 13 août 1793...
Présidence de Charon

...Un membre... a dit : « ...Vous avez su que Carra avait été décrété d'accusation. Dès ce moment, vous vous êtes interdit la lecture de ses *Annales* (3)... Je vous ferai connaître les motifs qui ont déterminé la Convention à lancer contre lui ce terrible décret; ils se trouvent en partie détaillés dans le *Moniteur* ». L'assemblée étant bien aise d'en entendre la lecture pour en connaître les causes, l'orateur en a lu quelques fragments, qui disent que plusieurs membres de la Convention ont reproché à Carra de n'avoir feint de vouloir la République en France que pour opérer un changement de dynastie, et qu'il n'a voulu renverser le trône des Capet que pour en élever un autre aux York ou aux Brunswick, dont il fait tant d'éloge... dans ses feuilles (4).

La Société alors persistant dans la proscription des *Annales patriotiques* de Carra, un membre a dit que, la Société ne pouvant pas exister longtemps sans nouvelles, il la pria de se fixer sur un journal quelconque. Alors l'assemblée... a délibéré de faire venir le *Républicain* (5), et en a chargé le citoyen Cailloux, secrétaire...

Lecture des *Bulletins de la Convention* et... d'une adresse de la Société de Verdun-sur-Meuse. [Signé] A. CAILLOUX.

Séance du 15 août 1793...
Présidence de Charon.

...Lecture [1°] d'une lettre du citoyen Pinet..., en date du 11 courant..., et dans laquelle étaient plusieurs hymnes qui ont

(1) Le 13 août 1793, la Société s'occupera encore de Carra.

(2) Sa précédente lettre avait été lue dans la séance du 4 août 1793. Dans cette lettre, datée du 7 août, Pinet donne des détails sur la reddition de Mayence, les intrigues de Pitt et le Comité contre-révolutionnaire de Bordeaux. Il faut que la Convention ait la constance de l'ancienne Rome. — Le 15 août, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(3) Cette décision avait été prise le 11 août 1793.

(4) A la Convention, le 28 juillet 1793, Gaston avait demandé un décret d'accusation contre Carra, et sa proposition avait été renvoyée au Comité de salut public (*Réimp. ancien Moniteur*, t. XVII, 31 juillet 1793). Le 2 août 1793, Couthon, au nom du Comité de salut public, avait formulé contre Carra les griefs que reproduit le procès-verbal ci-dessus, et la Convention avait décrété Carra d'accusation (*Ibid.*, 5 août 1793).

(5) La Société confirmera cette décision le 18 août 1793.

été chantées le jour de la Fête de la réunion, à Paris (1)...; [2°] d'une adresse de la Société populaire de Saint-Malo à la Convention, et [3°] d'un *Bulletin*... [Signé du même].

Séance du 18 août 1793...

Présidence de Charon.

...Lecture du *Républicain* ou *Journal des hommes libres*. La Société s'est définitivement fixée sur ce journal (2) et a arrêté de faire venir celui-là.

...Motion d'un membre, de renouer nos relations avec les Jacobins, de Paris, qui se sont négligées depuis quelque temps...

[On demande] qu'il soit formé un Comité de correspondance (3), [que, à cet effet]..., le président nomme 12 individus, et que, sur ce nombre, la Société en prenne 5, qu'elle nommera demain... [Signé du même].

Séance du 20 août 1793...

Présidence de Charon.

...Il a été procédé par scrutin à la formation du Comité de correspondance... [On décide que le Comité comptera 7 membres et non 5, et que le nombre des candidats sera augmenté en proportion]. Le président ayant fait le dépouillement, le résultat a donné... : Bourson, 29 voix ; Boyer, administrateur, 28 ; Ponterie-Escot, 28 ; Séjournas, 21 ; Couderc, 20 ; Dommenget, 18 ; Faugère, 18 (4).

...[Le citoyen Lestrade dit qu'à la séance de la veille] « le citoyen Marchet père, notre frère, introduisit dans la salle un de ses conducteurs d'artillerie qui... était pour ainsi dire nu ; il sollicita l'assemblée en faveur de cet homme malheureux ; elle délibéra de lui faire livrer par le citoyen Dommenget une des chemises qu'il a reçues pour nos frères des armées : c'est ce qu'il fit de suite, par un ordre signé du président. Mais... je me croirais coupable si je ne vous faisais pas connaître un trait sublime... [du] citoyen Paul Pujol, notre frère. Cet honnête citoyen, voyant qu'une chemise ne suffirait pas pour couvrir ce misérable conducteur et ne le mettrait pas à l'abri de l'intempérie de la saison où nous allons entrer..., se déshabilla (5) dans un coin de la salle, couvrit le malheureux de son habit et s'en

(1) Sa dernière lettre avait été lue dans la séance du 11 août 1793. Dans cette lettre, datée du 11 août, Pinet donne une description longue et enthousiaste de la fête de la veille; le peuple y fut admirable. Pinet prie les clubistes d'envoyer copie de sa lettre aux Sociétés d'Eymet, Issigeac et Lalinde. — Le 22 août, la Société lira une nouvelle lettre de Pinet.

(2) Le 13 août 1793, la Société avait déjà décidé de s'abonner à ce journal.

(3) Il existait bien déjà un Comité de correspondance, organisé les 30 juillet et 20 août 1791, et qui avait fonctionné depuis (par exemple, le 4 avril 1793), mais sans doute s'était-il dissous peu à peu.

(4) Ce Comité tiendra copie de la plupart des adresses qu'il rédigera et fera adopter par la Société, sur un registre qui nous a été conservé (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

(5) Nous sommes en août. L'enthousiasme de Paul Pujol n'enlevait rien à sa prévoyance !

alla chez lui en chemise. Je demande qu'il soit fait une mention honorable et détaillée dans le procès-verbal de l'acte d'humanité du citoyen Pujol »... Adopté...

Ordre au citoyen Dommenget, signé du président, de payer au citoyen Lafite 54 livres pour port de lettres (1), qui lui étaient dues depuis le 14 février dernier jusqu'au 14 du courant... [Signé du même].

Séance du 21 août 1793...

Présidence de Charon.

...Le secrétaire voulant placarder au bureau les noms des citoyens composant les différents Comités de la Société..., le citoyen Bargeas, imprimeur, a demandé de les imprimer gratis, en grands caractères. Son offre a été reçue avec reconnaissance...

Un membre a donné communication du décret qui met en réquisition les hommes depuis 16 ans jusqu'à 25 (2)...

Séance du 22 août 1793...

Présidence de Charon.

...Lecture du *Journal des hommes libres ou le Républicain*... [et d'] une lettre du district..., qui invite la Société à nommer 2 membres, pour former un Comité de sûreté générale... [On les élira demain soir] (3)...

[Lecture] d'une lettre du citoyen Pinet, député (4)..., en date du 18 août, d'une autre, du citoyen Faugère, commissaire de section, écrite de Paris, le 17 août (5), d'une proclamation des citoyens, maire et officiers de cette ville sur la loi du 30 mai, pour enjoindre aux citoyens d'aller à la maison commune, [déclarer]... leur âge et... leurs armes (6)... [Signé] A. CAILLOUX.

Séance du 23 août 1793...

Présidence de Charon.

...Lecture d'un discours de J.-B. Lacoste, député du Cantal, à la Convention, [et]... d'un rapport de Barère, au nom du Comité de salut public... [Signé du même].

(1) Il s'agit sans doute, tout à la fois, des frais d'affranchissement de correspondances expédiées et reçues par la Société.

(2) L'article 8 du grand décret du 23 août 1793 portera que les citoyens non mariés ou veufs sans enfants, de 18 à 25 ans, marcheront les premiers (Duvergier, t. VI, p. 136).

(3) C'est ce qui aura lieu, en effet, à la séance du 23 août 1793. On élira Alard et Mainsat. Le 25 août 1793, le conseil municipal, qui avait à élire deux de ses membres pour contribuer à la formation de ce Comité, élira d'Esmartis, maire, et Brugue, officier municipal, tous deux membres de la Société (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 339 v^o). Voir aussi la séance du 10 septembre et celle du 21 octobre 1793.

(4) Dans cette lettre, écrite de Paris, 18 août 1793, Pinet annonce que l'ennemi a renoncé à bloquer Cambrai. Succès près de Luçon. Lyon est cerné. — La précédente lettre de Pinet avait été lue dans la séance du 15 août. Pour les lettres suivantes, voir la séance du 6 septembre 1793.

(5) Dans cette lettre, le clubiste Faugère exprime la joie que Choiet et lui ont éprouvée à la fête du 10 août. Il fait l'éloge des Parisiens, de la Convention et de Pinet (*Arch. mun. Bergerac*, boîte X, liasse 76, n^o 4).

(6) Voir ce décret du 30 mai 1793 dans Duvergier, t. V, p. 383.

Séance du 25 août 1793...

Présidence de Charon.

...Lecture d'une adresse des citoyens composant la force départementale de la Dordogne...; d'une adresse des républicains de Rennes; d'une autre, de [la] Société populaire... de Moulins... Arrêté de répondre aux républicains de Rennes.

Les citoyens Rolland jeune et Boyer ont donné quelques détails sur la situation de Bordeaux... [Signé du même].

Séance du 27 août 1793...

Présidence de Charon.

...Il a été remis sur le bureau 1° une adresse de la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bordeaux, aux Sociétés républicaines qui lui sont affiliées; 2° une autre, des sections de la même ville aux corps administratifs et à tous les citoyens de la République; 3° le procès-verbal de la séance du Comité général d'approvisionnements de la même ville; 4° un extrait des registres du directoire du district de Cadillac.

...Un membre... a dit : « Nos frères de Bordeaux sont poursuivis par les horreurs de la famine..., comme vous venez de voir par leur adresse. Malgré qu'il nous soit impossible de les soulager..., par [suite de] la disette de grains où nous nous trouvons nous-mêmes, écrivons-leur une lettre de consolation »... [Le Comité présentera, en conséquence, un projet de lettre à la Société de Bordeaux]... Quelques membres ont désiré que ce fût avec des marques amicales et fraternelles; d'autres ont dit que cela ne pouvait pas être, cette ville étant pour ainsi dire en contre-Révolution, que la Convention... y était inconnue; ses membres qui y allaient en commission, insultés; les lois, sans vigueur...; que, par conséquent, nous ne pouvions regarder les Bordelais tout au plus que comme des frères égarés à qui nous devons dire franchement notre sentiment sur leur conduite avec fermeté, pour les engager à rentrer dans la bonne voie... L'assemblée... a paru être du dernier avis (1)... [Signé du même.]

[28 août 1793].

[La Société de Bergerac aux *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bordeaux].

...Citoyens,

...Serait-il bien possible que vous fussiez à la veille d'éprouver les horreurs de la famine, et que vous ne cherchiez pas les moyens de l'éviter? Nous devons vous les indiquer, citoyens, mais ce ne peut être qu'en vous disant des vérités qui ne portent pas directement sur vous, mais sur les gens de l'ancien régime à qui vous avez la faiblesse de déférer tous les emplois, sur ces gens qui... s'agitent... pour vous tenir... dans l'erreur, afin que vous serviez d'instruments à leurs projets ambitieux, sur ces insatiables accapareurs, sur ces riches égoïstes... Jusques à

(1) A la séance du 28 août 1793, le Comité de correspondance présentera le projet d'adresse aux *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bordeaux; il sera adopté presque sans modification. Nous reproduisons l'essentiel de l'adresse, à la suite du procès-verbal de la séance ci-dessus.

quand serez-vous les dupes de ces hommes perfides qui crient sans cesse au milieu de vous : La Convention est cause de nos maux; il faut que tout Bordeaux marche contre elle? Votre prudence... vous a fait refuser ces moyens de violence, mais comment est-il possible que vous ayez pu voir sans indignation vos autorités constituées dire aux représentants du peuple : Nous ne reconnaitrons plus vos décrets et nous nous gouvernerons par nous-mêmes jusqu'à ce que vous ayez rendu à leurs fonctions des députés qui avaient notre confiance? N'est-il pas évident que..., tant que vous refuserez de vous soumettre aux décrets de la Convention..., tous les greniers des départements où les lois sont observées seront fermés pour vous?

Quant à nous, nous n'avons pas pensé que votre invitation sur la libre circulation des grains dût nous regarder... N'avez-vous pas été témoins que, tous les ans, nous nous sommes privés en votre faveur d'une partie de notre nécessaire...? [Mais notre disette actuelle nous empêche de vous secourir]...

Il nous reste l'espoir que votre égardement n'est que passager, et que les sections républicaines de Franklin, de la Liberté, de Beaurepaire et de J.-J. Rousseau vous serviront de modèle pour l'avenir...

Ralliez-vous autour de la Convention... Renvoyez dans la Vendée les bataillons que vous en avez retirés... Hâtez-vous de faire exécuter la loi envers cette prétendue Commission de salut public... Sollicitez la destitution de tous ces membres gangrenés... Chassez les gens suspects qui se sont réfugiés dans votre cité... Ne vous laissez plus influencer par des hommes éloquentes. N'écoutez que la vérité; nous venons de vous la dire...

[Signé] Charon, président, Planteau, A. Cailloux, Sarrette, Rolland, secrétaires.

Bergerac, 28 août 1793 (1).

Séance du 28 août 1793...

Présidence de Charon.

...Le Comité de correspondance a présenté... une adresse de félicitations à la garnison de Mayence... Adoptée (2)...

(1) *Arch. nat.*, C 271, dossier 668. Le *Proc.-verb. Convention* du 12 septembre 1793, p. 304, donne le résumé de cette adresse, dont copie avait été envoyée par notre Société à la Convention. La minute de cette adresse se trouve aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Voir, en note de la séance du 26 septembre 1793, une lettre qu'écrira, le 29 septembre 1793, notre Société à celle de Bordeaux, la félicitant de son retour aux bons principes et se montrant prête à lui fournir des subsistances.

(2) Voici l'essentiel de cette « réponse aux soldats de la garnison de Mayence, maintenant à la Vendée » : « Citoyens soldats républicains. Longtemps, vous avez fixé l'attention de la France. Vos intrépides et victorieuses sorties sur l'ennemi nourrissaient l'espoir de l'avantage que les hommes libres doivent avoir sur des esclaves... Nous étions bien loin, alors, de penser qu'une famine en tous genres vous accablait de ses horreurs; l'assurance qu'avait donnée le général perfide des approvisionnements de Mayence en avait écarté les soupçons... Nous avons admiré votre courage et versé des pleurs sur vos maux. Ah ! que n'avons-nous, chers camarades, la douce consolation d'adoucir, par des soins fraternels, les amertumes que vous avez endurées !... Vous avez demandé de partager l'honneur de combattre les rebelles de la Vendée. Ah ! qu'ils tremblent de votre présence, ces contre-révolutionnaires, ces fanatiques égarés !... Frères et camarades, recevez l'assurance de l'amitié fraternelle que vous assure la Société... de Bergerac » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

Un membre, qui avait été nommé commissaire pour écrire au citoyen Pinet, pour savoir qui avait donné connaissance à Pipaud d'une lettre que ledit citoyen Pinet avait envoyée à ladite Société concernant ledit Pipaud..., a [lu] une lettre que lui écrit le citoyen Pinet à ce sujet, qui dit que, les papiers de Pipaud lui étant tombés sous la main pour en faire son rapport à la Convention, il y a trouvé une lettre de Boutiron fils aîné, qui lui donne connaissance de la sienne. Ledit Boutiron, étant dans ce temps secrétaire de la Société et ayant été interpellé alors si c'était lui qui l'avait fait, répondit négativement (1). Aujourd'hui, ayant été de nouveau interpellé, il a avoué l'avoir fait, mais que, ledit Pipaud étant son ami, il a cru devoir lui donner connaissance de son inculpation afin qu'il pût se justifier. Alors l'assemblée, voulant punir la supercherie dudit Boutiron, a décidé qu'il serait rayé du tableau de la Société... Ledit Boutiron... a remis au bureau sa carte d'entrée (2)...

Séance du 29 août 1793...

Présidence de Charon.

...Le citoyen Cailloux, secrétaire, a dit : « ...Vous avez fait des règlements très sages; leur inexécution peut vous donner bien de la disgrâce... Au mépris de vos dits règlements, vous avez laissé à votre bureau des citoyens pendant... 3 ou 4 mois, tandis que vous ne les pouviez laisser à ces places qu'un mois... Vous avez vu qu'un de ces individus s'est regardé propriétaire des effets de la Société, tandis qu'il n'en était que le gardien. Tel est l'effet de l'habitude que, quand nous jouissons quelque temps de quelque chose, nous nous en croyons les maîtres... Pour obvier à ce mal, je demande que..., comme les président et secrétaires actuels sont en fonctions il y a plus d'un mois..., ils soient changés... Arrêté de [les] renouveler dimanche prochain 1^{er} septembre (3)... [Signé] A. CAILLOUX.

(1) Voir les dénégations de Boutiron dans la séance du 23 juillet 1793.

(2) Nous avons trouvé une copie de lettre que Boutiron écrivait à Eléonor Pipaud, le 1^{er} juillet 1793, en lui envoyant copie de la lettre que Pinet avait adressée à la Société, le 23 juin 1793. Cette copie de la lettre de Boutiron est de la main même de Pinet et a été faite par lui le 21 août 1793; Pinet dut l'envoyer au commissaire de la Société, en même temps qu'il lui écrivait la lettre dont il est parlé ci-dessus. Boutiron disait à Pipaud : « Citoyen. La lettre du citoyen Pinet, dont je vous expédie copie, tendant à vous démontrer comme un ennemi de la chose publique, m'a pénétré d'indignation, en voyant un magistrat du peuple, qui n'a jamais travaillé qu'à son bonheur, traité comme un scélérat. La Société en a entendu la lecture avec étonnement, et j'ai cru devoir, en mon nom particulier, vous en donner connaissance, afin que, cherchant le fil de cette trame, vous puissiez découvrir vos ennemis... La calomnie a beau s'agiter en tous sens; vous n'en avez pas moins la confiance de vos concitoyens... Boutiron fils, greffier du juge de paix... » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 43).

A la séance du 25 octobre 1793, la Société recevra de Boutiron une lettre, datée du même jour, où celui-ci protestait contre l'exclusion dont elle l'avait frappé le 28 août 1793. Dans cette lettre, Boutiron dit que, prévenu des attaques dirigées contre Pipaud par Pinet, il s'était borné à le prévenir, en l'invitant à se justifier. L'exclusion prononcée était d'ailleurs contraire au règlement, qui exigeait que la Société fût convoquée extraordinairement quand il s'agirait de juger un membre, ce qui n'eut pas lieu. A ce moment, l'assemblée ne comptait guère qu'une cinquantaine de membres, et la majorité contre lui fut à peine atteinte. Boutiron signait « votre égal en droit » (*Ibid.*, boîte U, liasse 46 n° 105). La Société s'occupera encore de Boutiron le 6 novembre 1793.

(3) Il s'en fallait de beaucoup que le bureau fût régulièrement renouvelé chaque mois. C'est ainsi que, du 15 février au 25 juillet 1793, nous trouvons

Séance du 1^{er} septembre 1793...

Présidence de Charon.

...Lecture d'une adresse de Langres...

[On élit Bourson président]...; il a remercié la Société de l'honneur qu'elle venait de lui faire, mais [a dit] que sa santé et ses occupations l'empêchaient de... remplir cette place... [Il est trop tard pour passer de nouveau au scrutin. Signé du même].

Séance du 2 septembre 1793...

Présidence de Charon.

...Lecture d'une adresse du Conseil d'administration du district de Bergerac à ses concitoyens; d'une autre, de la Société populaire de Clairac à la Convention...; de la profession de foi républicaine de la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bordeaux...

[On élit président] le citoyen Boyer, administrateur... [Signé du même].

Séance du 6 septembre 1793 (1)...

Présidence de Boyer.

...Le citoyen Borie, gendarme national, arrivant de Périgueux, a annoncé... que les représentants du peuple ne se rendraient [à Bergerac]... que demain ou après-demain (2)... [Le président remercie Borie de] son zèle.

Un membre a... proposé de faire une pétition à la municipalité, afin qu'un détachement de la garde nationale se rendît au-devant des députés... Arrêté, sur la motion de Bouyssavy, qu'il serait nommé une députation de 30 membres pour aller accueillir nos législateurs... Le président, s'étant fait représenter le tableau, a nommé pour cet effet les citoyens Mainsat, Labonne, Ducastaing fils, Reynaud, Bouyssavy, épinglier, Marchet père, Rolland jeune, Sarrette, Vigier (de Malbec), Rouchon aîné, Planteau cadet, Dupeyrou, Paulet, Rambaud G., Robert, Bordère aîné, Lestrade, Pujol, Cailloux Antoine, Falquier, Dommenget, Bernard oncle, Séjournas, Brun, Sainte-Foy, boulanger, Jacob Caillou, Bouyssavy B^e, Gaussen, Masse aîné, Blanchard, perruquier.

Bourson président, Marchet et Desmond secrétaires, Boutiron fils aîné archiviste. Le bureau avait été renouvelé, pour la dernière fois, le 25 juillet 1793.

(1) Un feuillet a vraisemblablement été arraché, qui comprenait les procès-verbaux des séances tenues entre le 2 et le 6 septembre. C'est sans doute alors que la Société reçut la lettre que Pinet, « représentant du peuple français dans le département de la Dordogne », lui écrivait d'Orléans, le 28 août 1793. Il s'excusait de n'avoir pas écrit à la Société depuis bien des jours. Mais, nommé commissaire par la Convention, il avait été absorbé par plusieurs rapports, qu'il voulait achever avant son départ. « Je profite aujourd'hui de ma 1^{re} station pour vous dire combien je suis impatient d'être au milieu de vous et de vous faire juger par vous-mêmes de la pureté d'un homme qu'on a calomnié jusqu'au milieu de vous ». La tête de Custine est tombée ce matin; les millions répandus pour sauver ce traître ne l'ont pas empêché d'expier ses forfaits (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 43). Pour les lettres précédentes adressées par Pinet à la Société; voir la séance du 22 août 1793. Une nouvelle lettre de Pinet sera reçue dans la séance du 14 nov. 1793.

(2) Il s'agit des représentants en mission Pinet et Tallien. Voir notre *Lakanal*, p. 50. Le 16 juillet 1793, la Société avait reçu Treilhard et Mathieu.

Le citoyen Bourson, au nom du Comité de correspondance, a présenté... la rédaction d'une adresse à la Convention... Adoptée (1)...

[On élit] pour secrétaires Lestrade, Marchet fils, Rambaud G. et Lespinnasse, gendre de Bonnet.

Le citoyen Boyer, président, a promis... de prendre les renseignements les plus positifs sur le moment de l'arrivée des représentants..., et a invité tous les membres et notamment ceux de la députation à se rendre dans le lieu des séances de la Société au son des cloches... [Signé] MARCHET FILS.

[6 septembre 1793].

...Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*...

Représentants (2),

Vous avez détruit le dernier tyran des Français. Vous avez fondé une République. Vous venez de nous donner une Constitution selon le vœu du peuple... Pourriez-vous, dans ce moment, abandonner votre propre ouvrage, et confier à des mains novices ou perverses peut-être le timon d'un vaisseau battu par les plus violentes tempêtes? Il faut... le conduire au port où vous ensevelir avec lui sous les flots... Ordonnez le renouvellement des corps administratifs et judiciaires; cette réforme est nécessaire. Que nul ne puisse se soustraire aux places où ses concitoyens l'auront appelé, s'il n'a des raisons légitimes. N'oubliez pas de faire souvent ressouvenir au riche égoïste et au spéculateur insatiable qu'ils ont tous deux une patrie, et de l'or, qu'ils doivent partager avec ceux qui versent leur sang pour la défense de leurs propriétés, tandis qu'au sein de l'abondance et des délices, ils jouissent avec sécurité des fruits de leur avarice...

Représentants, c'est le moment des sacrifices. De l'or, du fer et des bras, voilà notre contingent. Le vôtre, c'est la persévérance, la fermeté et l'union. Oubliez vos divisions passées; ralliez-vous. Il faut se sauver ou périr ensemble. Il faut que l'histoire apprenne à nos derniers neveux qu'après des haines qui semblaient ne devoir périr qu'avec le temps, vous avez tous gravi la Montagne sainte, et étouffé dans vos embrassements des passions qui n'auraient jamais dû exister.

[Signé] Les membres de la Société républicaine des *Amis de la liberté et de l'égalité*, Boyer, président, Marchet, Lestrade, Rambaud, J. Lespinnasse, secrétaires.

A Bergerac, le 6 septembre 1793 (3).

[Séance du 7 septembre 1793 (4)].

Présidence de Boyer.

En conséquence de la nouvelle apportée par Borie, la Société

(1) Nous reproduisons l'essentiel de l'adresse à la suite du procès-verbal de cette séance.

(2) Il s'agit de l'adresse à la Convention, lue dans la séance qui précède.

(3) *Arch. nat.*, C 271, dossier 669. Les *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47, donnent copie de cette adresse. Le *Proc.-verbal Convention* du 15 septembre 1793, p. 377, en contient un résumé et ajoute que la Convention ordonna l'insertion au *Bulletin*.

(4) Le secrétaire a négligé de donner la date de cette séance. La séance précédente ayant eu lieu le 6, et la séance suivante, le 8 septembre, il est probable que celle-là fut tenue le 7, à moins qu'il y ait eu 2 séances le 6 ou le 8.

a pris toutes les mesures nécessaires pour savoir au juste [l'heure de] l'arrivée des représentants du peuple. Le citoyen Cailloux s'est offert pour aller à leur devant, afin d'instruire la députation du moment où il faudrait qu'elle pût accueillir les citoyens Pinet et Tallien. Cette proposition a été acceptée avec joie... Mention honorable de la conduite du citoyen Cailloux...

La députation, d'après l'avis qui lui a été donné par Cailloux, s'est portée, le président à sa tête, sur le chemin de Périgueux, où les représentants du peuple n'ont pas tardé à paraître. Le citoyen Boyer a prononcé un discours qui a été vivement applaudi, et les députés ont été conduits jusqu'à leur logis au milieu d'un peuple nombreux et aux cris de : Vive la République! Vive la Montagne (1)! [Signé] MARCHET FILS.

Séance du 8 septembre 1793...

Présidence de Boyer.

...Le citoyen d'Esmartis a proposé qu'à l'exemple de la Société-mère, nous prissions le nom d'*Amis de la Constitution républicaine*... Adopté...

Les citoyens Pinet et Tallien, commissaires de la Convention nationale (2), sont entrés dans la salle au bruit des plus vifs applaudissements, et se sont placés à la droite du président. Le citoyen Pinet, étant monté à la tribune, a développé, dans un discours très énergique, les sentiments de patriotisme dignes d'un républicain et que nous lui connaissions déjà. Le président lui a répondu dans les termes les plus patriotiques. Son discours, ainsi que celui du citoyen Pinet, a été couvert d'applaudissements réitérés.

Le citoyen Boyer a invité notre représentant à présider la Société [pendant] le reste de la séance. Le citoyen Pinet... a pris possession du fauteuil au bruit des acclamations... Accolade fraternelle.

Le citoyen Tallien... a, par un discours plein du plus pur républicanisme, relevé le courage des citoyens et annoncé à la Société le but de leur mission (3). Ce discours a été souvent interrompu par des applaudissements et des cris réitérés de : Vive la République une et indivisible! Vive la Montagne! Vivent nos représentants!

Le citoyen Veyrine... a voulu faire des dénonciations contre certains particuliers, qu'il accuse d'avoir fait passer de l'argent aux émigrés. Un membre lui a observé qu'il existait un Comité de salut public et que, s'il avait des dénonciations à faire, il pouvait s'y adresser.

Le citoyen d'Esmartis a exprimé, au nom du citoyen Paganel (4), le regret qu'avait eu ce représentant du peuple de ne pouvoir assister aux séances de la Société, qui, de son côté, a été très fâchée de n'avoir pu voir au milieu d'elle un député dont

(1) Ils assisteront aux séances des 8 et 10 septembre 1793.

(2) Voir la séance précédente et la séance suivante.

(3) Ils étaient chargés d'activer l'application du décret du 23 août 1793, ordonnant la levée en masse des citoyens, l'active fabrication des armes, etc. (Aulard, *Recueil de actes*, t. VI, p. 3, 72, 75).

(4) Sur la mission de Paganel, voir notre *Lakanal*, p. 50.

le courage et l'ardent patriotisme [le] rendent si recommandable à tous égards.

Le citoyen Bourson a... fait lecture d'un *Bulletin de la Convention*..., dans lequel était insérée une lettre de Jacques Binet (?) qui a été interceptée, et, comme cette lettre était écrite dans un sens énigmatique, un membre en ayant demandé l'explication, le citoyen Pinet l'a interprétée d'une manière dont la Société a été satisfaite....

La Société en corps a été accompagner les députés, en chantant les hymnes patriotiques... [Signé du même].

Séance du 10 septembre l'an II...

Présidence de Boyer.

Après avoir donné le signal du silence, le président a ouvert la séance, nommé les quatre commissaires d'ordre et ceux à l'entrée de la salle...

Les représentants du peuple Pinet et Tallien sont introduits (1) et prennent place à la droite du président, au bruit des applaudissements et des cris de : Vive la République! Vive la Montagne!... Le président cède le fauteuil au représentant Pinet. Les applaudissements recommencent et se prolongent.

Motion est faite que l'assemblée fera, à ses frais, les funérailles d'un défenseur de la patrie mort à l'hôpital, qu'on doit enterrer (2) au rang des pauvres.

Tallien parle avec force et véhémence sur les divers abus relatifs aux cérémonies funèbres de l'ancien régime, dont il retrace tout le ridicule. Il veut, et l'assemblée adopte en principe, qu'à l'avenir les républicains accompagnent les mânes glorieuses des défenseurs de la patrie au tombeau, que, pour tout appareil, ils rappellent leurs exploits et leurs vertus martiales, et... [livrent] à l'oubli les cadavres infectés d'aristocratie. Délibéré que la Société assistera individuellement à l'enterrement de notre frère d'armes...

Discussion sur la formation du Comité de sûreté générale... L'assemblée délibère que les membres de l'ancien Comité de surveillance (3) se réuniront avec les citoyens Rambaud, greffier, Mainsat, Rolland et Bouyssavy, épinglier, pour procéder ensemble au choix de quatre citoyens fermes et d'un civisme bien prononcé sur lesquels les représentants du peuple en agréeront (4).

Pendant qu'on procède à cette nomination, Tallien développe les maux qui affligent la patrie et les causes qui les prolongent; il les impute en grande partie aux autorités constituées,

(1) Voir la séance précédente.

(2) Le secrétaire veut dire que ce soldat serait enterré comme un pauvre, si la Société n'intervenait pas.

(3) Le 8 août 1793, la Société avait créé un Comité de surveillance, composé de 5 membres. D'autre part, le 22 août 1793, la Société avait reçu de l'administration du district l'invitation de désigner deux clubistes qui feraient partie du Comité de sûreté générale. Pinet et Tallien activent la formation de ce Comité. Voir aussi, sur le septième membre de ce Comité, les séances des 3 et 21 octobre 1793. Le 28 octobre 1793, il sera reparlé du Comité de surveillance de la Société.

(4) Dans la même séance, la Commission ainsi formée présentera les citoyens Séjournas, Mainsat, Lanauve et Bouyssavy, épinglier.

imprégnées de modérantisme, et à l'insouciance du peuple à les surveiller. Dans la chaleur d'un discours éloquent et lumineux, il indique la tâche d'un chacun, pendant que nos sans-culottes, de concert avec nos armées, frapperont le coup décisif, qui doit purger le sol de la liberté de la présence des esclaves qui le souillent. Nouveaux applaudissements.

On fait la lecture des nouvelles et de deux lettres : la 1^{re}, de la Société des *Amis de la Constitution*, de Beaucaire, qui demande sa réintégration et l'affiliation. Lestrade, membre du Comité de correspondance, est chargé de [lui] répondre (1)...; la 2^e, d'un de nos concitoyens à l'armée des Pyrénées occidentales, contenant [l'annonce] de nouveaux succès sur les Espagnols. Délibéré qu'il sera écrit à ce citoyen une lettre de satisfaction, aux frais de la Société...

Un membre propose d'engager les représentants du peuple à favoriser la Société en lui procurant un local pour tenir ses séances dans quelque propriété nationale (2). Cette proposition a trouvé des improbateurs. Alors Tallien a démontré les avantages que les Sociétés populaires ont procurés à la chose publique. Elles sont, dit-il, les écoles primaires de l'éducation républicaine. C'est pourquoi elles sont maintenues dans leur libre exercice par les décrets de la Convention..., et qu'elle entend les favoriser de tout son pouvoir. En conséquence, il a promis de nous faire obtenir le local qui sera jugé... le plus commode. La discussion s'engage sur cet objet, et, sur la motion de Boyer, l'assemblée nomme 6 commissaires pour en faire le choix.... : Lalande, Boyer, Bourson, Mainsat, Rolland et Bouyssavy, épingleur... La séance est levée à 9 heures et demie. [Signé] LESTRADE, MARCHET fils.

Séance du 12 septembre l'an II...

Présidence de Boyer.

Le citoyen Charon occupe le fauteuil en l'absence de Boyer...

Le citoyen Pujol, cloutier, a présenté pour candidat le citoyen Roche, cordier.

Boyer remplace Charon et occupe le fauteuil.

... Lecture d'une adresse du 5^e bataillon de la Dordogne à la Convention... L'assemblée en a été pénétrée d'admiration et a délibéré qu'il serait écrit aux volontaires, officiers et sous-

(1) A la séance du 13 septembre suivant, il lira le projet de lettre, qui sera adopté, après une correction proposée par d'Esmartis. Voici l'essentiel de la lettre expédiée le lendemain, 14 : « Les maux qui vous ont affligés depuis le 1^{er} avril nous ont vivement affectés; ils sont le résultat de la grande trame destructive ourdie par les brigands couronnés et leurs satellites de l'intérieur... Votre rentrée triomphante dans vos foyers est vraiment digne de vous et au-dessus de tout éloge, puisque le sang n'a pas coulé et que vous avez généreusement pardonné à vos concitoyens... égarés... La Constitution seule opérera notre bonheur : le chercher ailleurs serait une folie. Maintenons-la donc de toutes nos forces... Nous vous continuons bien cordialement notre... amitié... Votre affiliation a été délibérée à l'unanimité et aux acclamations de toute l'assemblée, qui a chargé son Comité de correspondance de vous répondre sans perte de temps » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

(2) La question du local avait été maintes fois agitée par la Société (voir, par exemple, la séance du 29 janvier 1792). Elle le sera encore, le 19 septembre 1793.

officiers de ce bataillon une lettre, en témoignage de satisfaction et d'encouragement (1).

Bourson, organe du Comité de correspondance, présente un projet de lettre aux Jacobins de Paris... Ajourné (2).

Le président nomme les citoyens Bargeas et Alard fils commissaires à l'entrée de la salle.

Motion est faite d'imposer l'amende de 10 sous aux commissaires qui manqueront à leur devoir (3), ainsi qu'au président, s'il néglige de nommer les commissaires à chaque séance... L'assemblée, en délibérant sur la proposition, a excepté le président...

Lecture... d'une adresse à la Convention... par le représentant du peuple Garrau (de Sainte-Foy)..., [où] il réfute victorieusement les calomnies d'une section de Bergerac (4). Un membre propose d'écrire... [à] Garrau pour l'assurer que le libelle lancé contre lui n'a pas fait fortune parmi nous, puisque la plupart l'ont ignoré jusqu'à ce moment et qu'il a excité... le mépris de toute l'assemblée... L'assemblée renvoie la rédaction de cette lettre à son Comité de correspondance... Délibéré qu'il sera écrit, à ce sujet, à nos frères de la section de la Madeleine. Un membre demande que l'auteur du libelle soit mis en état d'arrestation : on lui observe qu'à l'exemple de Garrau, on doit le livrer au mépris...

On lit une lettre du représentant Garrau, en réponse au général des Espagnols... Applaudissements... [On lit] une... lettre, relative à la situation de Bordeaux, portant que la sec-

(1) Dans la séance du 15 sept. suivant, Bourson, organe du Comité de correspondance, présentera le projet de réponse, qui sera adopté. Dans cette lettre, la Société félicite le 5^e bataillon de son adresse à la Convention : « Avec de tels principes, du fer et le courage qui vous anime, vous pouvez marcher hardiment, et vous serez assurés du succès ». Elle ajoute : « Entre les esclaves des despotes et nous, c'est un combat à mort. Il faut qu'ils triomphent ou nous... Vous avez quitté vos foyers, vos proches; vous avez abandonné vos affaires, vos jouissances les plus douces. Qu'ils paient cher de pareils sacrifices, les monstres !... Vous l'avez juré, frères et amis, de ne reprendre jamais des fers : vous serez fidèles à vos serments... » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

(2) Il sera adopté dans la séance du 13 septembre suivant. La lettre sera envoyée le 14. La Société y avoue que, se laissant influencer par des bruits défavorables aux Jacobins, elle avait cessé de correspondre avec eux; mais les commissaires envoyés à Paris pour porter l'adhésion à l'acte constitutionnel les ont vus et les ont jugés : « Ils sont rentrés dans leurs foyers, électrisés de votre courage... Ils vous ont peints à nos yeux tels que nous vous désirions..., ennemis des tyrans, amis de la liberté et de l'égalité, abhorrant le fédéralisme et la divisibilité de la grande famille, défenseurs du peuple..., dignes enfin de combattre avec nos fidèles représentants sur la Montagne sainte, effroi des despotes..., boulevard de notre Constitution. Quels regrets n'aurions-nous pas à former aujourd'hui, frères et amis, si, trop précipités, nous eussions imité la défection de quelques Sociétés...! Préparez à nos législateurs les foudres dont ils doivent écraser les têtes coupables. Veillez sans cesse sur les manœuvres... de nos ennemis... N'oubliez pas que vous êtes notre boussole. En vain les despotes tremblants vous nommeront rebelles, factieux, scélérats. Fiers du témoignage de votre conscience, enhardis par la plus belle des causes, marchez d'un pas intrépide... dans la carrière de la liberté. Nous vous suivrons de près. Il faut que la liberté triomphe, et son trône ne peut s'établir que sur les débris des trônes et les cadavres des tyrans » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

(3) Cette décision avait déjà été prise dans la séance du 9 juin 1793.

(4) C'est la section de la Madeleine, comme l'indique la suite du procès-verbal. La ville de Bergerac était divisée en quatre sections (voir notre *Lakanal*, p. 319).

tion de Franklin a sommé la municipalité de mettre à exécution le décret... relatif aux membres du Tribunal populaire (1)... La séance est levée à 10 h. 1/4. [Signé des mêmes].

Séance du 13 septembre l'an II...
Présidence de Boyer.

Le citoyen Charon occupe le fauteuil...

Un membre observe que le citoyen Roussouze est détenteur d'une lettre qui annonce la reprise de Toulon par l'armée du général Carpaux. Il propose que des commissaires aillent en demander communication. Adopté (2)...

Le citoyen Vidal (3), commissaire délégué par l'état-major de l'armée des Pyrénées orientales, est introduit... et communique une pièce qui constate l'objet de sa mission; elle est relative à la levée pour le complément des armées (4). Vidal témoigne sa surprise de ce qu'en arrivant dans Bergerac, personne ne lui a demandé compte de sa mission, pas même le citoyen Masseron, chez qui il est logé. Il développe les abus qui peuvent résulter de l'inexécution de la loi qui ordonne aux aubergistes de tenir registre des voyageurs et de les déclarer à la municipalité, et demande que cette loi soit mise en activité (5). On applaudit... [On fera] une pétition [en ce sens] à la municipalité...

Lecture d'une adresse de la Société populaire de Périgueux, relative au contingent que ce district fournira à l'armée (6), d'un arrêté des représentants du peuple dans le département, portant nomination des citoyens Ponterrie-Escot, Rambaud, Meslon, Duqueyla-du-Terme, Séjournas et Mainsat, qui composeront le Comité de salut public...

Discussion sur l'adresse relative à la sortie des vins...

(1) Il s'agit du décret du 6 août 1793, qui mettait hors la loi les membres de la Commission populaire de salut public, de Bordeaux (*Collection du Louvre*, t. XV, p. 356). Il sera reparlé de la section Franklin, le 15 septembre 1793.

(2) Elle sera lue à la fin même de cette séance; mais on constatera qu'elle « ne présente que des conjectures incertaines ». Sur la reprise de Toulon (qui n'eut lieu qu'en décembre 1793), voir notre *Club jacobin de Toulon*, p. 48.

(3) Sur cet agent militaire, voir de Cardenal, *o. c.*, p. 249, 250.

(4) Les représentants Leyris et Chaudron-Roussau avaient ordonné, par arrêté du 13 août 1793, une réquisition de 12.000 hommes, que fourniraient les communes des 19 départements qui constituaient l'arrondissement de l'armée des Pyrénées orientales et occidentales. Dès le 5 sept. 1793, le Conseil général de la commune de Bergerac avait désigné les 5 hommes qu'elle devait fournir, Géraud-Marcillac, Lagrange-Dupeyroux, Cameau, commis de négociant, Méric jeune, médecin à bœufs, et Saint-Christophe (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 341). Mais, dans la séance du 22 sept., le Conseil général s'aperçut qu'il avait mal interprété l'arrêté, qu'il devait fournir 8 citoyens armés et équipés; il désignera Reclaud, commis d'avoué, Monbrun aîné, Duclos, fils de l'aîné, Bugnet, homme de loi, annulant le choix qu'il avait fait de Lagrange-Dupeyroux. Dans la séance du 23 sept., le Conseil général remplacera Reclaud par Doat aîné, qui sera lui-même remplacé par Dupuy-Labouigue, tailleur (*Ibid.*, f^o 344 v^o, 345 et 347).

(5) Voir le décret du 19 juillet 1791, titre I, art. 5, 6 et 8 (Duvergier, t. III, p. 132).

(6) La levée ordonnée, le 13 août 1793, par Leyris et Chaudron-Roussau donnera naissance au 6^e bataillon de la Dordogne. Pour faciliter cette levée, Leyris et Chaudron-Roussau avaient envoyé dans la Dordogne l'agent militaire Vidal (voir de Cardenal, *o. c.*, p. 247 à 250).

[Adoptée. On prévient la Société de Sainte-Foy de l'envoi de cette adresse] (1)... La séance est levée à 9 heures... [Signé des mêmes].

Séance du 15 septembre l'an II...

Présidence du citoyen Charon, en l'absence du citoyen Boyer...

On communique une lettre d'un de nos concitoyens, datée de Thionville, contenant des détails militaires...

[On lit] une lettre datée de Bordeaux, portant que, le 13 de ce mois, toutes les sections se sont réunies de sentiment à la section Franklin (2) et que l'ordre... a succédé à l'anarchie... Applaudissements....

Lestrade a dit que, pour confondre tous nos ennemis et procurer aux assignats leur valeur..., il faut demander que la Convention décrète que l'universalité des fonds et immeubles enclavés dans la République leur serve d'hypothèque spéciale (3)... Ajournement de la discussion de sa motion... Séance levée à 6 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 17 septembre l'an II...

Le citoyen Charon occupe le fauteuil en l'absence du citoyen Boyer...

Un membre observe que plusieurs citoyens sont arrêtés à la barre parce qu'ayant égaré leur carte d'entrée, ils ne peuvent s'en procurer d'autres à cause de l'absence du citoyen Dommenget (4)... [On] décide qu'ils entreront, sans tirer à conséquence et pour cette fois seulement. Le citoyen Martin, orfèvre, a profité de la faveur de cette délibération...

Lecture d'une adresse de la Société de Périgueux aux Bordelais, relative aux maux incalculables que les meneurs leur préparent;... [elle les invite] à les livrer au glaive de la loi (5).

On lit les feuilles du *Républicain* (6), portant que le citoyen Guercin (?), volontaire, ayant été frappé d'une balle au cou,

(1) Dans la séance du 12 sept. précédent, un membre avait proposé une adresse qui priait la Convention de modifier le décret relatif à la sortie des vins. Ce projet d'adresse sera adopté le 29 septembre 1793.

(2) Voir, sur cette section, la séance du 12 septembre 1793.

(3) Cette proposition tendait à étendre à tous les biens-fonds de la République le décret des 16 et 17 avril 1791, par lequel les assignats étaient hypothéqués sur les biens domaniaux et ecclésiastiques. Elle sera reprise dans la séance du 13 octobre 1793.

(4) Dommenget était allé à Périgueux (voir la séance du 19 septembre 1793). Il était trésorier de la Société. Comme son absence se prolongera, la Société nommera, le 16 octobre 1793, pour remplir ses fonctions, un trésorier provisoire.

(5) Le 26 septembre suivant, notre Société enverra à celle de Périgueux une adresse, pour la féliciter des observations qu'elle avait adressées aux Bordelais, et s'élever contre « l'aristocratie parlementaire, marchande et nobiliaire ». Elle ajoutera : « Nous avons déjà répondu aux Bordelais dans le même sens, et toute correspondance est suspendue jusqu'à ce qu'abjurant leurs erreurs, ils aient fait exécuter les décrets de la Convention dans toute leur teneur » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

(6) C'est le 13 août 1793 que la Société avait décidé de s'abonner au *Républicain*.

s'est empressé de la renvoyer aux ennemis *pro duplicata*, et que l'un d'eux a mordu la poussière. On applaudit...

Le président nomme des commissaires pour la vérification des cartes d'entrée.

Bourson lit une lettre de son fils, datée de Clermont-Ferrand, portant que 15.000 hommes... ont marché contre les révoltés de Lyon, apportant des vivres pour 8 jours. On applaudit.

... Lecture des nouvelles; elle est souvent interrompue par les vives sensations qu'inspirent les détails des succès des armées de la République.

Séance levée à 9 heures... [Signé des mêmes].

Séance du 19 septembre l'an II...

... Ouverte par le citoyen Charon, en l'absence du citoyen Boyer...

On lit une lettre du citoyen Dommenges, datée de Périgueux, par laquelle il invite la Société à solliciter auprès des représentants du peuple de nous procurer le local des ci-devant Dames de la foi, pour y tenir nos séances (1)... [Sur] la proposition de Mainsat..., l'assemblée délibère que 2 commissaires se transporteront demain chez le citoyen Fayole, pour s'informer si le local des ci-devant Carmes est à vendre, et à quelles conditions. Mainsat et Lamartinie sont chargés de cette mission...

Lecture de 2 lettres venant de Bordeaux, contenant des détails satisfaisants sur l'état de cette ville et sur les moyens que les patriotes emploient pour faire triompher la loi et punir les coupables. On applaudit dans toutes les parties de la salle. Lanaue demande copie de la lettre du citoyen Viette pour l'envoyer à Tallien (2). Accordé...

Le président nomme les commissaires pour la vérification des cartes d'entrée...

Mainsat... dit que Fayole est disposé à céder à la Société l'édifice des ci-devant Carmes moyennant un bénéfice de 1.000 livres. La discussion s'engage... sur le choix d'un nouveau local, et... la priorité est accordée à la motion de Boyer, d'envoyer des commissaires prendre connaissance du local des ci-devant Dames de la Foi... Ces commissaires sont Le Vasseur, Giraudel, menuisier; Petit, serrurier; Laboute, maçon; Lespinasse (du pont) et Lestrade (3)... Séance levée à 10 heures. ... [Signé des mêmes].

Séance du 23 septembre l'an II...

... On lit une adresse de la Société populaire de Rennes à la Convention..., relative à l'enlèvement de nos grains sur les côtes de l'Ille-et-Vilaine et aux moyens d'arrêter ces désastres;

(1) Le 10 septembre 1793, la Société avait déjà prié Tallien de lui procurer un local. Voir la fin de la séance.

(2) C'est de cette correspondance ou d'une autre correspondance du même Viette qu'il sera question à la séance du 23 septembre suivant.

(3) Ils rendront compte de leur mission dans la séance du 23 sept. suivant, et seront d'avis que le local des Dames de la Foi « mérite la préférence ». Le 1^{er} octobre 1793, on s'occupera des réparations à faire à ce local.

une lettre du *Club national*, de Bordeaux, qui annonce sa réinstallation et son libre exercice, suivie d'un discours civique analogue aux circonstances. Vifs applaudissements. Délibéré que ce discours sera relu pendant plusieurs séances (1) et qu'il sera écrit à ce club une lettre de satisfaction (2)...; 2 autres lettres de Bordeaux, portant que le peuple, enfin désabusé, a supprimé la municipalité et mis en état d'arrestation plusieurs administrateurs et autres personnes plus que suspectes, que les commissaires de la Convention sont attendus d'un moment à l'autre, que la garde nationale en corps veut voler aux frontières, enfin qu'on a ordonné l'illumination générale pour célébrer le triomphe des sans-culottes. On applaudit dans toutes les parties de la salle. Il sera écrit au citoyen Viette une lettre de satisfaction (3)... Quatre autres lettres, venant de l'armée du Nord, détaillent nos succès et la prise de plusieurs villes en Flandre et en Brabant, avec l'armée anglaise, armes et bagages.

Dumoulin demande qu'on chante des hymnes à la liberté. Applaudi. Rolland entonne en basse-taille, et l'assemblée fait chorus...

Délibéré que les sociétaires qui ont égaré leur carte d'entrée entreront sur la signature du président, jusqu'au retour de Dommenget...

Rambaud jeune, Roche, cordier, et Daillac ont été reçus membres... Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 24 septembre l'an II...

Le citoyen Charon occupe le fauteuil en l'absence du citoyen

(1) Il sera relu à la séance du 24 septembre suivant.

(2) Dans la séance du 26 septembre suivant, Bourson, au nom du « Comité de rédaction », lira et fera adopter, moyennant une légère suppression, le projet de réponse à ce club. Voici les points principaux de la réponse :

« Vous avez su lutter et vaincre... Nous nous réjouissons de votre triomphe, qui va donner un nouvel éclat à vos vertus et rendre muets vos ennemis, qui sont aussi les nôtres... Il faut... que les beaux jours de la liberté ne soient plus obscurcis par ces nuées de sauterelles avides qui en dévorent les fruits. Il faut qu'ils cèdent ou qu'ils périssent... Ils croyaient, les insensés, que la force qui avait interdit vos séances avait aussi éteint dans vos cœurs français cette ardeur généreuse... qui nous rend le premier peuple du monde. Mais vous leur avez fait voir que ces brasiers cachés sous des cendres n'en ont été que plus ardents, et qu'au *Club national* était réservé le doux plaisir de conserver, dans une cité célèbre, ce feu régénérateur, cette flamme surnaturelle qui sauvera la liberté... Frères et amis, notre cri est : la République une et indivisible, liberté et égalité. Votre vœu est le nôtre... Surveillance active de part et d'autre; point de grâce aux ennemis de la patrie; obéissance à la loi : voilà ce que vous demandez et vous promettez les membres de la Société... » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

(3) Dans la séance du 3 octob. suivant, Bourson lira et fera adopter le projet de réponse. Viette était un Bergeracois établi, comme négociant, à Bordeaux. Dans une lettre à Lafite, il avait annoncé le triomphe des révolutionnaires à Bordeaux, et Lafite avait communiqué cette lettre à notre Société. Dans sa réponse, la Société fait un commentaire enthousiaste des événements de Bordeaux et félicite Viette : « Persévérez donc, digne sans-culotte. Annoncez partout notre Evangile sacré. Faites servir... ce feu qui vous enflamme à défendre la cause de la liberté. C'est de ses apôtres qu'elle attend son triomphe. Et s'il est glorieux pour vous d'y avoir contribué, il ne le sera pas moins pour notre cité d'avoir porté dans son sein un citoyen qui, comme vous, aura fait voir que..., si... le Bergeracois... a su jadis secouer le joug du despote de Londres, il saura encore aujourd'hui repousser ses satellites... La Société vous demande

Boyer; il donne le signal du silence, ouvre la séance et délivre des cartes d'entrée à plusieurs sociétaires (1).

Jean Roche prête le serment et paie son annuel au président, 3 livres.

Un membre dit qu'il y a des citoyens à la barre qui assurent que le décret du maximum est en vigueur dans leur pays. Le président les interpelle... Il résulte de leur réponse qu'ils ont entendu la lecture du décret et qu'ils ignorent s'il a été reçu officiellement... Un citoyen dont le témoignage n'est point suspect... assure que le décret du maximum est arrivé au département depuis avant-hier, à 11 heures, du soir (2)...

Un de nos frères de Périgueux est introduit..., harangue l'assemblée par un discours plein d'énergie... Applaudissements.

On demande qu'il soit écrit une lettre de satisfaction au citoyen Puymartin, officier de l'armée. Adopté... (3).

Lestrade, organe du Comité de correspondance, lit un projet de lettre en réponse à nos frères de Périgueux. Adopté (4).

Plusieurs hymnes à la liberté ont été chantés à plein gosier. Celui du *Radoubin-sans-culotte* (5) a réjoui tous les cœurs. Et la séance a été levée à 9 heures [Signé des mêmes].

Séance du 26 septembre l'an II...

Le citoyen Charon préside, en l'absence du citoyen Boyer...

correspondance et vous invite à lui faire part des nouvelles assurées qui pourront vous parvenir. Elle nous envoie le baiser de fraternité » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

(1) Conformément à la décision du 23 septembre 1793.

(2) La Convention avait déjà rendu divers décrets sur le maximum, notamment les 4 mai, 19, 20 et 23 août 1793. Il s'agit sans doute ici du décret du 11 septembre 1793, fixant un maximum du prix des grains, farines et fourrages et prononçant des peines contre leur exportation (Duvergier, t. VI, p. 197). Voir, sur la question du maximum, la séance du 6 octobre 1793.

(3) Dans la séance du 3 octobre suivant, Bourson, organe du « Comité de rédaction », lira et fera adopter le projet de lettre « à notre frère Puymartin, officier dans le bataillon des fédérés de Paris, en garnison à Lille ». Voici cette lettre : « Frère et ami. Le citoyen Lafite nous a fait part de vos 2 lettres. Les heureux succès obtenus à Dunkerque et dont vous faisiez le détail, ont fait le plus grand plaisir à la Société. Mais les applaudissements qui en ont couronné la lecture avaient moins pour objet de témoigner la joie de cet heureux événement que de payer un juste tribut ... aux sentiments patriotiques qui contaminent et qui vivifient votre style... Convenez avec nous qu'il est bien plus doux de servir sa patrie et de verser son sang pour elle que d'encenser une fade idole, dont les caprices et souvent les dédains vous font payer bien cher le plaisir passager de lui présenter la main ou de grossir son cortège... Rentrant sur vos foyers, vous viendrez, dans les bras de vos parents et de vos amis, goûter un repos que vous aurez bien mérité, et joindre les lauriers de Mars aux myrthes de l'amour. Heureuse, celle qui sera digne de donner avec vous des défenseurs à la République; elle sera sans doute ennemie des tyrans, puisque vos mains seront fumantes de leur sang... La Société vous invite... à lui faire part des nouvelles qui pourront vous parvenir par des voies dignes de foi. Recevez les embrassements fraternels des membres composant la Société... » En post-scriptum, la Société s'indigne contre Houchard, le compare à Custine, le qualifie de traître et se félicite de son exécution prochaine : « Puisse cet exemple épouvanter ses semblables ! Ils se lasseront sans doute, car la nation ne se lassera pas » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

(4) Sans doute s'agit-il de remercier la Société de Périgueux, pour la communication qu'elle avait faite à notre Société de son adresse aux Bordelais (voir la séance du 17 septembre 1793).

(5) M. J. Tiersot, que nous avons consulté, n'a pu nous donner aucun renseignement sur ce chant.

On lit une adresse de la Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*, de Bordeaux, avec leur profession de foi... [On lui écrit] pour la féliciter de son retour à la bonne cause (1)...; une lettre des Jacobins, de Paris...; [une autre], du représentant (2)...; elles nous annoncent l'arrivée de commissaires patriotes, qui viennent établir des forges dans le département (3) et nous engagent à fraterniser avec eux...

[On lit] une adresse de la Société populaire de Toulouse, tendant à demander à la Convention la réforme et la simplification du Code civil. Dumoulin propose de les imiter..... [Adopté].

Dumoulin, d'Esmartis et Galina... [rédigeront] l'adresse (4)...

Lecture des feuilles du *Républicain*...

Le président nomme les commissaires pour la vérification des cartes d'entrée...

Rolland... [demande] qu'on surveille les malintentionnés...

Un membre veut qu'on délibère sur la question de savoir à quel endroit les citoyennes porteront la cocarde tricolore (5). Cette proposition a été se perdre dans l'ordre du jour...

[On lit] une adresse des représentants Ysabeau et Baudot par laquelle ils invitent tous les bons citoyens à ravitailler nos frères de Bordeaux..., maintenant désabusés. Vifs applaudissements (6).

Dechamps, perruquier, a présenté pour candidat Jaupin, et Bourson a présenté Thomas, son élève (7).

On chante des hymnes à la liberté... Séance levée à 9 heures. [Signé des mêmes].

(1) Dans la séance du 29 sept. suivant, Lestrade, au nom du « Comité de rédaction », lira et fera adopter, après le changement d'un mot, le projet de réponse à cette Société. Voici les passages principaux de la réponse : « Frères et amis. Votre profession de foi a été lue séance tenante, en présence de la Société et d'un peuple nombreux. Des applaudissements réitérés et des cris de : vive la République ! vivent nos frères les Bordelais ! ont souvent interrompu le lecteur. Les expressions nous manquent pour rendre les douces sensations que nous avons éprouvées en vous reconnaissant tels que vous étiez et que vous n'auriez jamais dû cesser d'être... Votre profession de foi et les mesures que vous venez de prendre ont mis le comble à notre joie. Puissent tous les meneurs payer de leur tête les maux qu'ils vous préparaient !... Dignes enfants régénérés de la patrie, puissiez-vous bientôt jouir avec nous de tous les avantages de la Révolution, du calme et de l'abondance : nous y contribuerons de toutes nos forces... Nous avons reçu... une adresse des représentants du peuple Ysabeau et Baudot, par laquelle ils engagent fortement tous les bons citoyens à envoyer des subsistances à Bordeaux » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47). Le 27 août 1793, la Société avait décidé d'écrire à cette Société qu'elle ne lui fournirait pas de grains tant qu'elle adhérerait à la contre-Révolution.

(2) Nom illisible. On lit quelque chose comme « Ouïl Jenojen ».

(3) Sur les forges et fonderies dans la Dordogne en l'an II, voir notre *Lakanal*, p. 385 et suiv.

(4) A la séance du 1^{er} octobre suivant, d'Esmartis promettra de présenter incessamment un rapport sur le Code civil.

(5) Même les femmes patriotes qui ne semblent pas avoir été clubistes portaient la cocarde (*Arch. Bost.*, compte du 15 déc. 1792, cocarde fournie à Mme Ponterie-Escot par les sœurs Gounouilhous, mercières).

(6) Dans son adresse à la Société de Bordeaux (citée en note de la séance du 26 sept. 1793), notre Société fera allusion à l'invitation des deux représentants.

(7) Bourson était maître d'école. Voir, sur l'admission des enfants, la séance du 8 octobre 1793.

Séance du 29 septembre l'an II...

...Le citoyen Charon présente pour candidats les citoyens Conil cadet, grenadier, et Pierre Conil.

Le citoyen Daillac prête le serment d'usage et paie... 3 livres...

Lecture de plusieurs lettres relatives au succès des armes de la République, et des papiers nouvelles...

Lespinasse lit un projet de mémoire à la Convention..., relatif à la sortie des vins. Adopté (1), moyennant un léger changement... Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 1^{er} octobre l'an II...

Le citoyen Charon, [qui] préside... en l'absence du citoyen Boyer..., lit une lettre du citoyen Pitre-Desmarts, qui demande un certificat..., pour se rendre à Paris. Accordé...

On lit une lettre du citoyen Mauri, contenant des détails sur la prise de Menin; [une] autre lettre du citoyen Mauri, capitaine au 1^{er} bataillon de la Gironde, relative à la Vendée; une... lettre du citoyen Durive, qui confirme les avantages remportés par l'armée du Rhin; un exemplaire contenant la profession de foi de nos frères de Libourne, adressée aux Jacobins de Paris...

Boyer dit que les administrateurs municipaux se sont concertés sur les moyens d'approvisionner nos marchés, de manière à prévenir tous les obstacles que l'intempérie de l'hiver pourrait y apporter. En conséquence, il propose d'adjoindre un commissaire... de la Société à ceux des autorités constituées, lesquels rédigeront une pétition au représentant du peuple à La Réole, tendant à être autorisés à faire des réquisitions lointaines pour le transport des grains dans nos greniers, pour alimenter nos marchés pendant que les routes seraient impraticables... [Adopté]. L'assemblée nomme pour commissaire-adjoint le citoyen Lespinasse (2)...

Boyer demande... le local des Dames de la Foi, et qu'on fasse l'appel de tous les membres, afin de tenir liste de ceux qui voudront contribuer aux frais des réparations (3). Un citoyen... dit que le citoyen Magne voudrait souscrire pour trois ou quatre cents livres. Bourson offre 50 livres. Vifs applaudissements...

Grande discussion sur la question de savoir pourquoi la loi du maximum n'est pas en vigueur à Sainte-Foy... [On prévient] les municipalités de Gardonne, du Fleix et de Saint-Pierre-d'Eyraud (4) de surveiller l'embarcation des grains (5)...

Séance levée à 10 heures... [Signé des mêmes].

(1) Sur cette question, voir, plus haut, la séance du 13 septembre 1793, et, plus loin, celle du 12 octobre 1793.

(2) Le 6 octobre 1793, Lespinasse demandera à être remplacé. Les commissaires feront le rapport de leur mission dans la séance du 12 octobre 1793.

(3) Voir, sur le local des Dames de la foi, la séance du 19 sept. 1793. Dans la séance ci-dessus, l'assemblée charge Boyer de rédiger, au sujet de ce local, un mémoire, qu'il présentera et fera adopter dans la séance du 3 octobre suivant. Quant à l'idée d'une souscription, elle sera reprise dans la séance du 12 octobre 1793.

(4) Ces trois communes faisaient partie du canton de La Force, contigu au district de Sainte-Foy (Bec-d'Ambès).

(5) Voir la suite de cette affaire à la séance du 6 octobre 1793.

Séance du 3 octobre l'an II...

...Les citoyens Gorsse, juge, et Cazamajou jeune paient leur annuel au président, qui leur délivre une carte provisoire, [soit] 6 livres (1).

On lit... 3 lettres venant des armées de la République..., une... lettre par laquelle la Société populaire de Lille nous présente l'état satisfaisant des blessés dans leurs hôpitaux, et nous sollicite, au nom de l'humanité souffrante, de lui procurer incessamment de la charpie et du vieux linge, pour subvenir au pansement de nos frères... Les motions se succèdent avec rapidité. Elles tendent toutes à se procurer promptement ces objets précieux, afin de les faire parvenir à nos frères de Lille sans perte de temps. Plusieurs membres ont promis leur contingent en charpie ou en linge; d'autres veulent que toutes nos citoyennes s'occupent sans relâche à faire la charpie...; que chacun porte son offrande sur le bureau, où il en sera tenu registre. Ces propositions ont été adoptées (2)...

Ponterie expose, au nom du Comité de salut public (3), que le nombre de 6 membres dont il est composé est insuffisant... pour prononcer l'arrestation d'une personne dénoncée... Il propose, au nom du même Comité, que la Société nomme provisoirement un 7^e membre... [On décide] d'adjoindre 4 commissaires aux 6 qui composaient l'ancien Comité de surveillance...; [ces commissaires] se retireront pour faire choix d'un bon citoyen... Les dix commissaires présentent... [le] citoyen Gausse; mais l'assemblée l'a dispensé, pour les... raisons qu'il a alléguées... Alors [ils] présentent le citoyen Daniel Bouyssavy, épinglier, et l'assemblée l'a agréé pour compléter le Comité de salut public...

Le citoyen Marchet propose pour candidat le citoyen Mounet, fils de la veuve...

Le président dit qu'il sera procédé au renouvellement du bureau à la première séance...

Séance levée à 9 h. 1/2... [Signé des mêmes].

Séance du 6 octobre l'an II...

Le citoyen Charon préside... à la place du citoyen Boyer...

[On lit une] lettre du citoyen Lanauve, relative à la taxation des objets de première nécessité.

Boyer annonce qu'il va faire lecture de la loi sur le maximum (4). Il est interrompu par des applaudissements univer-

(1) La cotisation annuelle était de 3 livres.

(2) Voir la suite de cette délibération à la séance du 6 octobre 1793.

(3) Sur ce Comité, voir la séance du 10 septembre 1793. Le décret du 17 septembre 1793 exigeait (art. 4) que le Comité de surveillance comptât 7 membres, pour avoir le droit de prononcer l'arrestation d'un individu (Duvergier, t. VI, p. 213). Le 21 octobre 1793, Lakanal ratifiera le choix de ce septième membre.

(4) A la séance du 24 septembre 1793, la Société s'était occupée d'un décret sur le maximum, qui était sans doute celui du 11 septembre 1793. Depuis lors, la Convention avait voté les décrets des 27 septembre (maximum du prix du bois à brûler, du charbon, du sel) et 29 septembre 1793 (maximum du prix de la viande, du lard, du beurre, du bétail, du poisson salé, du vin, de la chandelle des étoffes, etc.). (Duvergier, t. VI, p. 235, 237, 239). La Société s'occupera encore du maximum, le 17 octobre 1793.

sels. Il observe que, depuis la révolution du 31 mai, tous les décrets rendus par la Convention sont en faveur des sans-culottes, que... [celui] du maximum réfléchit aux aristocrates les maux qu'ils ont faits au peuple, et que les circonstances exigent impérieusement l'entière exécution de ces lois sacrées, qu'enfin c'est au peuple à la surveiller et à la provoquer. A la lecture de la loi sur le maximum, l'assemblée et les tribunes se sont livrées aux doux sentiments qu'inspirent... les décrets qui portent l'empreinte de la bienfaisance populaire. Les applaudissements et les cris de : Vive la République! Vive la Montagne! forment un désordre délicieux, tel qu'on n'en a vu depuis la formation de la Société.

Boyer demande que l'assemblée nomme 8 ou 10 membres..., vrais sans-culottes, pour aider l'administration à empêcher le déplacement des grains dans les paroisses qui bordent le territoire de la Gironde (1), et qu'on écrive aux représentants du peuple, pour leur demander l'exécution générale de la loi sur le maximum... D'Esmartis et Reynaud... [font décider] qu'il sera envoyé deux commissaires au citoyen Garrau, représentant du peuple, à Sainte-Foy, pour l'engager à faire exécuter provisoirement la loi du maximum, puisque le département de la Gironde paraît la retarder, et que la ville de Sainte-Foy et ses environs ne manqueraient pas de profiter de la disproportion dans [le]... prix des grains, si l'exécution de la loi souffrait encore du retard. Les citoyens Bourson et Bordère sont chargés de cette mission (2)...

Le citoyen Lespinasse demande à être remplacé dans sa commission pour La Réole (3)... [On nomme Bouchon à sa place].

On lit deux arrêtés des représentants du peuple près les armées des Pyrénées occidentales, relatifs à la formation du Comité de salut public de Sarlat et aux mesures de sûreté déjà prises contre l'engeance aristocratique. On applaudit...

Le président nomme les commissaires pour la vérification des cartes d'entrée...

Deux paquets composés de linge et charpie ont été déposés sur le bureau, de la part des citoyennes Lespinasse sœurs et Montet et... [du] citoyen Desplei. Mention honorable (4)...

Séance levée à 10 heures... [Signé des mêmes].

(1) Le 1^{er} octobre 1793, la Société s'était déjà préoccupée de cette question. Dans la séance du 8 octobre suivant, Boyer, en sa qualité de président, fera choix de citoyens à cet effet. « Filliol, Veyrine, tanneur, Robert, Suisse, Villate, Mahuzier, tanneur, Bordère, serrurier, Cailloux Gabriel, Borie cadet, Thomasson, grenadier, Pujol, cloutier, Bernard neveu et Laville, buraliste, se sont chargés de cette mission avec empressement, et ont promis de se rendre demain matin à l'administration et, de là, partout où besoin sera ».

(2) A la séance du 8 octobre suivant, ils feront savoir qu'ils seraient déjà partis s'ils avaient trouvé des chevaux, mais que leur départ est fixé au lendemain. Voici le texte de l'adresse qu'ils portèrent à Garrau : « L'inexécution de la loi sur le maximum dans... la Gironde entraîne des conséquences qui pourraient devenir funestes à tous les départements qui l'avoisinent... Vous avez sans doute prévu les résultats de la disproportion du prix des grains et de l'appât du gain qu'il offre dans l'inconcurrence (*sic*) ». La Société lui demandait de « faire exécuter provisoirement la loi du maximum à Sainte-Foy et ses environs, à fermer par là à l'avidité du spéculateur une vaste carrière qui ne lui eût jamais été ouverte si cette loi salutaire eût eu le même jour son exécution rigoureuse dans tous les points de la République (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

(3) Lespinasse avait été désigné le 1^{er} octobre 1793.

(4) Ces dons étaient destinés aux hôpitaux de Lille (voir la séance du 3 octobre 1793).

Séance du 8 octobre l'an II...

Le citoyen Charron, [qui] occupe le fauteuil à la place du citoyen Boyer..., reçoit l'annuel de Barthélemy Crespi (3 livres), auquel il délivre une carte provisoire...

Un membre a demandé que tous les jeunes citoyens au-dessous de 16 ans ne pussent être reçus membres de la Société, et que ceux qui auraient pu l'être fussent rayés du tableau. Cette proposition a été frappée de la question préalable (1).

Gadras, paveur, et Mercier ont présenté leurs fils pour candidats. Beaugès a présenté Jean Simian. Reymond Teyssandier, Besson, Tilhet..., Labonne..., François Romagière... ont présenté leurs enfants pour candidats. Laville, buraliste, a présenté Picard, perruquier...

Lecture d'une lettre de la Société populaire de Villeneuve (2), relative à l'épurement de leur club (3)...

Un sans-culotte a eu le courage de dénoncer son confrère, et a dit que le citoyen Caute avait reçu une lettre de Libourne portant commission d'acheter tous les moutons qu'il pourra se procurer dans Bergerac... [Sur] la proposition de Bordère, amendée par Ponterie..., l'assemblée a chargé 6 de ses membres de se retirer vers la municipalité, pour faire, sous ses auspices, le recensement des moutons dans toutes les étables. Reynaud, Teyssandier, Besson, Tilhet, Marchet père et Labonne ont été chargés de cette mission (4).

Rolland... prend l'engagement de ne délivrer d'aucune espèce de marchandise au-dessus de 5 livres à chaque citoyen, afin de parer à l'accaparement des gens opulents et d'approvisionner le peuple. Vifs applaudissements...

Séjournas veut qu'à l'avenir le président soit couvert d'un bonnet rouge... Sa proposition n'a pas de suite (5)...

La citoyenne Mounet, dite la sans-culotte, a déposé sur le bureau 3 chemises, et la veuve Bedel (6), un paquet de charpie. Mention honorable (7).

Le citoyen Bouchon témoigne, par sa lettre,... sa satisfaction... de se rendre à son poste. On applaudit.

Séance levée à 9 h. 1/2... [Signé des mêmes].

Séance du 9 octobre l'an II...

...Lecture d'une lettre de nos frères composant la Société populaire dite des sans-culottes de Sigoulès, qui demandent

(1) Les clubistes oublièrent que, le 29 novembre 1790, la Société avait arrêté que les enfants ne seraient pas admis dans la Société. C'est ainsi que, le 26 septembre 1793, Bourson avait présenté un de ses élèves. Cette question sera encore soulevée dans la séance du 26 frimaire an II.

(2) Il s'agit sans doute de Villeneuve-sur-Lot.

(3) Dans la séance du 10 oct. 1793, la Société décidera d'ajourner au 20 oct. suivant l'examen du projet de réponse à cette Société.

(4) Ces commissaires feront leur rapport dans la séance du 9 octobre 1793.

(5) Voir, sur cette proposition, la séance du 10 octobre 1793.

(6) Il s'agit peut-être de la veuve Bedène, présentée comme membre de la Société, le 13 juin 1793.

(7) Ces dons étaient sans doute aussi destinés aux hôpitaux de Lille (voir les séances des 3 et 6 octobre 1793).

affiliation et correspondance... Adopté... [Lestrade répondra] (1)...

Les commissaires pour le recensement des moutons font leur rapport (2). Il en résulte que la citoyenne Casse n'a pas voulu sortir du lit pour leur donner satisfaction, et que le citoyen Bouru a, malgré l'invitation qui lui fut faite, évacué, ce matin, nombre de moutons hors de la ville, et que, sur les reproches qu'on lui en avait faits à son retour, ledit Bouru avait répliqué que les moutons dont s'agit étaient trop gras pour la consommation des citoyens de Bergerac... Lestrade et Reynaud [dénonceront ces faits à la municipalité] (3)...

Bourson et Bordère... rendent compte de leur mission près du représentant Garrau (4), qui les a accueillis fraternellement. Ils ont déposé sur le bureau la réponse de Garrau. Il [y] dit avoir pris en grande considération nos réclamations, qu'elles s'accordaient parfaitement avec ses vues et qu'il était à même de faire exécuter provisoirement dans Sainte-Foy et Libourne la loi sur le maximum... Il résulte des... renseignements donnés par les commissaires que cette loi est promulguée à Bordeaux, que Tallien a fait sortir les Libournais de la léthargie dans laquelle les meneurs les avaient plongés..., qu'on leur a assuré que les sans-culottes bordelais avaient empoigné et arrêté 2.500 parlementaires et négociants et juifs plus que suspects, que le buste de Marat y avait été porté en triomphe plusieurs jours, et que le canon proclamait... le triomphe du peuple désabusé...

[On renouvelle le bureau. Honoré Rolland est élu président].
...Séance levée à 9 h. 1/2... [Signé des mêmes].

Séance du 10 octobre l'an II...

Présidence du citoyen Honoré Rolland, en bonnet rouge (5).

...Les citoyennes Petit, Gounouilhou sœurs, Paouly et Suzon Teyssier déposent sur le bureau chacune un paquet... de vieux linge et de charpie. Vifs applaudissements et mention honorable (6)...

Lecture d'une lettre du citoyen Le Vasseur, qui demande un certificat. Accordé...

Motion que le bureau et les lecteurs de la tribune fussent à l'avenir décorés du bonnet rouge. En délibérant l'affirmative, l'assemblée a décidé que ce serait à leurs dépens (7).

(1) A la séance du 10 oct. 1793, Lestrade lira et fera adopter le projet de réponse, légèrement modifié sur la proposition de Dumoulin. La Société y annonce aux sans-culottes de Sigoulès que l'affiliation et la correspondance ont été décidées à l'unanimité, et s'excuse d'avoir tardé à leur répondre (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

(2) C'est la suite de la décision prise le 8 octobre 1793.

(3) A la séance du 10 oct. 1793, Lestrade rapportera que la municipalité a promis de prendre en considération cette dénonciation.

(4) Leur mission avait été décidée le 6 octobre 1793.

(5) Le 8 octobre 1793, un membre avait proposé que le président fût coiffé d'un bonnet rouge. Dans cette séance du 10 octobre 1793, la Société s'occupera encore de cette question.

(6) Nouveaux dons destinés aux hôpitaux de Lille (voir la séance du 3 octobre 1793).

(7) Voir la note 5. A la séance du 23 octobre 1793, cette question sera encore agitée.

On lit une lettre du citoyen Lafite, contenant des détails sur la Vendée..., un arrêté du Conseil général de la Haute-Garonne sur l'accaparement du numéraire; il demande que la Convention l'érige en loi portant peine de mort. On applaudit.

Albre et Veyrine sont nommés commissaires pour la vérification des cartes d'entrée.

On réclame fortement contre les intrus qui se glissent clandestinement dans la salle et délibèrent avec les membres de la Société. Il sera pris des mesures répressives à cet égard...

Un membre demande à se justifier... des inculpations qui lui ont été faites pour raison d'incivisme. Le dénonciateur lui réplique qu'il s'est aperçu de sa longue absence de nos séances et de son assiduité à fréquenter des aristocrates, que cette conduite est cause qu'il le suspecte fortement. On demande l'ordre du jour, motivé sur la question du scrutin épuratoire (1) et [sur ce] que toute dénonciation doit porter sur des faits bien prouvés... Le dénonciateur observe qu'il n'entend pas donner suite à cette affaire, mais que ce citoyen lui est suspect. L'ordre du jour est adopté...

Séance levée à 9 h. 1/2... [Signé des mêmes].

Séance du 21^e jour 1^{er} mois an II... [12 octobre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

Le citoyen d'Esmartis occupant le fauteuil en l'absence du président..., les citoyennes Marty et Marie Repassin déposent sur le bureau 2 paquets de charpie. Le président les remercie (2)...

Le citoyen Bourson introduit dans la salle ses jeunes élèves, qui font hommage à la Société d'un paquet de charpie. L'un d'eux a... prononcé un discours où brûlait le patriotisme qui anime ces jeunes citoyens, et qui a été vivement applaudi. Le président lui a répondu que la Société s'attendait à cette nouvelle marque de civisme, que d'ailleurs étant... [en] de si bonnes mains, ils ne pouvaient manquer d'être patriotes (3).

Rolland prend le fauteuil.

Les commissaires nommées par l'administration [du district], la municipalité et la Société entrent au bruit des applaudissements. L'un d'eux... fait part de divers arrêtés qu'ils ont obtenus des représentants du peuple, et de celui qui accorde provisoirement l'église des ci-devant Dames de la foi pour la tenue des séances de la Société. Vifs applaudissements (4).

Boissière annonce que le mémoire concernant les vins n'a pas eu son plein succès, mais que les représentants du peuple avaient dit que nos vins ne pouvaient sortir qu'... échangés en

(1) Nous n'avons pas encore constaté que la Société eût été épurée; sans doute fait-on allusion à une prochaine épuration de la Société et renvoie-t-on à cette date la dénonciation du clubiste.

(2) Sur ces dons, voir la séance du 3 octobre 1793.

(3) Le 26 septembre 1793, Bourson, maître d'école, avait présenté un de ses élèves comme candidat clubiste.

(4) Sur le local des Dames de la foi, voir la séance du 1^{er} octobre 1793. L'arrêté des représentants est transcrit au procès-verbal de la séance du 16 octobre 1793.

grain par l'étranger, et que les vaisseaux neutres ne manqueraient pas de faire cet échange (1).

Un membre a dit que l'enregistrement des assignats (2) avait beaucoup souffert à cause de la négligence du département à envoyer la loi, et propose qu'il lui soit fait une pétition pour demander une prorogation d'enregistrement, et, dans le cas où il s'y refuserait, de le rendre responsable du préjudice qu'occasionne ce retard. Applaudi.

On propose d'ouvrir sur-le-champ une souscription (3), pour pourvoir aux réparations à faire à l'église des Dames de la Foi, pour que la Société puisse s'y loger... [Adopté]. Un registre est ouvert à cet effet et plusieurs membres s'approchent du bureau pour souscrire. Un membre demande qu'il soit fait un appel nominatif pendant 8 jours, pour recevoir la souscription. Adopté (4)... Le président nomme les citoyens Chartres, maçon, Bouchon, Rossignol, Martin, ingénieur, B^{ts} Bellin, Pierre Petit et Fauvel, pour se transporter aux ci-devant Dames de la Foi et présenter l'état des réparations à faire à l'église (5)...

Le citoyen Rolland a présenté le citoyen Boissière pour candidat (6). Lacombe [a] payé son annuel. [Signé] MARCHET FILS.

[Voici les traits essentiels du long « mémoire de la Société populaire de Bergerac, envoyé par députation aux représentants du peuple Pinet, Paganel et Tallien, à Agen », dont il est question, dans la séance du 12 octobre 1793.

La Société applaudit à l'arrêté qu'ils ont rendu sur les denrées de première nécessité ; il déjouera les manœuvres des agioteurs. Mais elle demande une exception en faveur des vins, dont ils ont

(1) A la séance du Conseil général de la commune, du 14 octobre 1793, le procureur de la commune, Boissière, rendra compte de la mission qu'il avait remplie, avec Boyer, à La Réole, auprès des représentants du peuple, parmi lesquels Garrau. Il énuméra les divers objets de cette mission, notamment la demande d'être autorisés à exporter librement les vins à l'étranger..., mais ils avaient refusé, invoquant le décret qui défendait d'exporter aucune denrée à l'étranger (*Arch. mun. Bergerac*, à cette date, f. 353 V^o). La Société avait déjà prié la Convention de décréter la liberté d'exportation des vins (voir la séance du 27 septembre 1793). Nous reproduisons à la suite du procès-verbal de cette séance le mémoire de la Société sur l'exportation des vins.

(2) A cette date, la dernière émission d'assignats remontait au 1^{er} février 1793 (*Duvergier*, t. V, p. 171). Le procès-verbal fait très vraisemblablement allusion au décret du 30 août 1793, relatif à l'admission en paiement des assignats à face royale (*Duvergier*, t. VI, p. 170).

(3) Le 1^{er} octobre 1793, la Société avait déjà pris une décision en ce sens.

(4) A la séance du 16 oct. 1793, la Société, sur la proposition de Boyer, arrêtera que les souscriptions, dont le minimum sera de 5 sols, seront reçues pendant la première huitaine; qu'il sera fait un appel nominal pendant la semaine suivante, et que les membres qui n'auront ni souscrit ni répondu à l'appel nominal seront prévenus de se rendre aux séances pendant la semaine d'après. Si, après ces 3 semaines, ils ne se sont pas présentés, ils cesseront d'être membres de la Société, à moins qu'ils ne justifient d'empêchement majeur. Plusieurs membres donneront leur souscription dès cette séance du 16 octobre. A la séance du 21 octobre 1793, un secrétaire annoncera que le total des souscriptions s'élève à la somme de 2.000 livres. A la séance du 22 octobre 1793, la liste des souscriptions sera lue. Lorsqu'on la lit, à la séance du 23 octobre 1793, se produisent « des sourires équivoques..., fortement improuvés; ceux qui récidiveraient seraient censurés par le président ». Le 24 octobre, un citoyen, non sociétaire, souscrit pour les réparations à faire à la salle.

(5) Le 16 octobre 1793, les commissaires feront leur rapport.

(6) Valleton de Boissière était procureur de la commune.

interdit l'exportation. Sinon, ce serait ruiner beaucoup d'habitants de la Dordogne, les empêcher de payer leurs contributions et de continuer à faire des sacrifices pour la Révolution. Les vignobles couvrent près de la moitié des terrains cultivés sur les bords de la Dordogne; une bonne partie des vins est exportée en Hollande et dans d'autres pays du Nord, d'où l'on retire, en échange, des grains et autres objets de première nécessité. Dans le district de Bergerac, la culture de la vigne occupe près des trois cinquièmes des habitants et forme le principal revenu des propriétaires. Les vins rouges sont envoyés aux colonies, ou vendus dans les régions septentrionales, ou alliés au vin de Médoc, de façon à lui donner la consistance nécessaire pour soutenir la mer. Les blancs trouvent surtout un débouché en Hollande. La loi qui défend l'exportation est d'autant plus fâcheuse que beaucoup de ces vins doivent être expédiés dès qu'ils sont faits, les nations du Nord ne les recherchant qu'autant qu'ils sont nouveaux, pour les travailler à leur fantaisie.

Convertira-t-on le vin en eau-de-vie? Mais nos vins doux, qui se vendent le plus avantageusement, ont peu d'alcool. Il faudrait se procurer tout d'un coup beaucoup d'alambics. Cette conversion consumerait beaucoup de bois. Les vaisseaux neutres, perdant leur fret de retour, cesseraient d'apporter des subsistances. Ce serait la ruine des cultivateurs.

L'exportation des vins ferait rentrer de l'argent en France. Qu'elle se fasse par l'intermédiaire des vaisseaux neutres, parce que leurs marins sont accoutumés à nos parages, possèdent des bateaux appropriés et qu'il importe peu que leur chargement soit saisi en route, parce que ce chargement est d'ordinaire assuré par l'étranger. La Société termine en affirmant son dévouement à la Convention] (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

[Finalement la Société obtiendra gain de cause, au moins en partie. Le 26 germinal an II (15 avril 1794), le Comité de salut public autorisera les communes de Castillon-sur-Dordogne, Sainte-Foy et Bergerac à exporter à l'étranger 3.000 tonneaux de vin de leur cru, mais à condition de « verser dans le trésor national l'entier montant de ces expéditions en traites sur l'étranger au pair »] (*Aulard, Recueil des actes*, t. XII, p. 598).

Séance du 22^e jour 1^{er} mois an II... [13 octobre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

... La motion de Lestrade sur l'hypothèque des assignats est... adoptée (1)... Le Comité de correspondance est invité à s'occuper de l'adresse à la Convention... Arrêté que l'adresse qui doit être faite d'après la motion de Lestrade soit livrée à l'impression et adressée à toutes les Sociétés de la République, avec invitation à nous imiter; qu'à cet effet il sera ouvert une souscription, pour pourvoir aux frais d'impression. Plusieurs membres s'approchent du bureau et y déposent ce qu'ils veulent donner à cet effet (2).

D'Esmartis... veut qu'il soit ajouté, par amendement à l'adresse, que toutes les fortunes particulières et même celles consistant en portefeuilles servent d'hypothèque aux assignats. Boyer s'y oppose et demande en outre le rapport de la délibération (3). Le président lui a observé qu'un arrêté ne pouvait être

(1) Lestrade avait fait cette proposition le 15 septembre 1793.

(2) A la séance du 16 octobre suivant, la Société décidera, après de longs débats, d'annuler cet arrêté.

(3) Il s'agit de la délibération relative à l'hypothèque foncière des assignats.

rapporté qu'après qu'on l'aurait demandé pendant 3 séances consécutives (1). Plusieurs membres ayant élevé des doutes sur l'existence de cet arrêté, [on décide de le rechercher]...

Lecture de plusieurs arrêtés des représentants du peuple à Agen, ainsi que de la correspondance des représentants avec la commune provisoire de Bordeaux...

[On élit membres] les citoyens Mounet, fils de la veuve, Thomas, élève de Bourson, Gadras fils, Jean Simian dit Bambolle, Picard, perruquier, Laforge fils, Conil oncle, Conil neveu et Bernière... Le citoyen Mercier a retiré son fils, à défaut d'âge. Le citoyen Besson présentera l'extrait de baptême de son fils, et le citoyen Raymond donnera des renseignements sur le citoyen Teyssandier, par lui présenté (2)...

Le citoyen Pradine jeune a été présenté par Sainte-Foy, boulanger, et Delay par Bayard.

Les citoyennes Sigala sœurs ont déposé 2 paquets de charpie sur le bureau (3). Mention honorable...

Séance... levée à 10 heures. [Signé du même].

Séance du 5^e jour 3^e décade 1^{er} mois an II... [16 octobre 1793].
Présidence de Rolland jeune.

...Les citoyennes Laville et Planteau-Lestenaque font déposer sur le bureau 2 paquets de charpie. La citoyenne Massé aînée y fait aussi remettre 2 chemises (3). Mention honorable.

Plusieurs membres, ayant observé que, l'absence de Dommenget ne permettant pas d'avoir des cartes d'entrée (4), il est fâcheux qu'à cause de cette formalité ils ne puissent entrer dans la Société..., [demandent] qu'il soit nommé un trésorier provisoire... Adopté... Le président nomme le citoyen Charon, qui accepte.

Les citoyens Gadras fils, Thomas, Simian et Conil, reçus dans la précédente séance..., prêtent le serment accoutumé, paient leur annuel et prennent une carte d'entrée.

Sarrette demande que l'arrêté des représentants..., qui nous accorde provisoirement l'église des ci-devant Filles de la Foi (5), soit transcrit... sur le registre. Adopté...

Arrêté des représentants du peuple.

« La Réole..., 12 octobre 1793...

« Les représentants du peuple... près les départements de la Dordogne, du Lot-et-Garonne, de la Gironde et autres circonsvoisins,

« Vu la pétition présentée par la Société populaire de Bergerac, tendant à obtenir un local pour tenir ses séances,

« Considérant qu'il est du devoir des représentants du

(1) Il faut entendre qu'un arrêté ne pouvait être rapporté que si la majorité avait voté son rapport pendant trois séances consécutives.

(2) Le secrétaire oublie le procureur Boissière (voir la séance du 17 octobre 1793).

(3) Voir, sur le but de ces dons, la séance du 3 octobre 1793.

(4) On s'était déjà plaint, à ce sujet, de l'absence de Dommenget (voir les séances des 17 et 23 septembre 1793). La discussion sur les cartes d'entrée reprendra le 27 octobre 1793.

(5) Voir la séance du 12 octobre 1793.

peuple de procurer aux Sociétés républicaines tous les moyens de répandre l'instruction et de déjouer par la publicité toutes les manœuvres des ennemis du bien public,

« Arrêtent que la Société populaire de Bergerac est autorisée à s'établir provisoirement dans l'église des ci-devant Dames de la Foi, et à y faire les dispositions et changements nécessaires, requérant les autorités constituées, dans le cas où ce local viendrait à être aliéné ou employé à un autre objet d'utilité publique, de fournir à la Société un autre local, commode et vaste, choisi parmi les biens nationaux. Signé Tallien, Garrau, Alexandre Ysabeau... »

[On lit] une lettre des sans-culottes de Bourg... [On la relira]...

Il sera délivré une carte d'entrée au citoyen Dupuy, membre de la Société de Sainte-Foy.

Le citoyen Martin (1), rapporteur de la Commission envoyée aux ci-devant Filles de la Foi, pour présenter le tableau des réparations à faire à l'église..., [lit le] projet par elle adopté et annonce qu'il présume que les réparations pourront s'élever à... 4.000 livres et même plus, et finit en promettant de donner un plan pour la distribution de la salle, le moins coûteux possible. La Société applaudit au dévouement du citoyen Martin (2)...

Le citoyen Jean-Jacques Cailloux paie son annuel et prend une carte d'entrée.

Un diplôme (3) est délivré au citoyen Defarge.

Lacombe, serrurier, présente Floren (?) (4) pour candidat...

[On lit] un dialogue de Marat et de Gorsas, en passant la barque de Caron... [Signé du même].

Séance du 6^e jour 3^e décade 10^e mois an II... [17 octobre 1793].
Présidence de Rolland jeune.

...Les citoyennes Laverdure, Argentiers, Marty et Richard déposent sur le bureau de la charpie. La citoyenne Girou y dépose un drap de lit et un paquet de charpie (5). Mention honorable.

Charon remet sur le bureau un paquet qu'il a retiré de la poste sous le couvert du ministre de la guerre ; le président l'ouvre... ; il contient : 1^o une lettre du Comité de correspondance des Jacobins de Paris, qui demandent des renseignements sur l'état politique de notre administration, ainsi que la désignation d'un membre à qui la Société des Jacobins adressera dorénavant ses envois... [On désigne Rolland à cet effet] ; 2^o un hymne révolutionnaire et républicain ; 3^o un ouvrage in-

(1) Il était ingénieur de l'« arrondissement » de Bergerac. La Commission au nom de laquelle il parle avait été désignée dans la séance du 12 octobre 1793.

(2) La Société abandonnera bientôt le projet d'utiliser l'église des Dames de la Foi, car Lakanal lui accordera la chapelle de l'ancien hôpital Saint-Esprit (voir la séance du 23 octobre 1793).

(3) Il faut entendre par là ce que les procès-verbaux précédents qualifient de certificat.

(4) Sans doute s'agit-il de Pierre Flourens, boucher, qui prêtera serment le 27 octobre 1793.

(5) C'est une suite de la décision prise le 3 octobre 1793.

titulé *Croisade civique*, par Anacharsis Clootz, l'orateur du genre humain (1); 4° une adresse de la Société de Limoges à celle de Paris; 5° une adresse aux Français; 6° 2 rapports de Bourdon (de l'Oise), l'un, au nom de la Commission d'instruction publique, et l'autre..., [au nom des] Comités d'agriculture et de salut public (2)... [On lira ces pièces demain].

[On lit] une lettre écrite à la Société par les représentants du peuple près les côtes de Brest et Lorient...; ils nous instruisent de l'insubordination des marins et nous invitent à imiter nos frères de la Société de Brest, en faisant une adresse à ces citoyens égarés... [Ils y joignent] une copie de l'adresse de Brest...

Viette écrit à la Société et annonce que les patriotes de Bordeaux... reconnaissent leur erreurs et enferment tous les jours les lâches fédéralistes qui avaient provoqué la sédition. Vifs applaudissements.

Un membre annonce que notre concitoyen Aromagnac n'est pas mort, ainsi qu'on l'avait cru, mais qu'il se trouve prisonnier à Pampelune. La Société témoigne par des applaudissements la part qu'elle prend à cette nouvelle.

Boissière, reçu membre dans l'avant-dernière séance (3), prête le serment, prononce un discours civique... vivement applaudi, prend une carte d'entrée et paie son annuel.

Le citoyen Fauvel jeune présente le citoyen Fсандier, imprimeur, pour candidat, et Jean Cazard, aubergiste, est présenté par Charon...

[On lit] une lettre du procureur-syndic du district... [et] un arrêté de l'administration [du district] qui nous invitent à choisir deux citoyens parmi les membres de la Société, qui s'adjoindront à un du district et deux de la municipalité, pour s'occuper du logement des chevaux du dépôt fixé à Bergerac. Après la lecture de la loi ce concernant, le président nomme pour cette mission les citoyens Borie (Américain) et Marchet père, qui acceptent (4).

Un membre... [lit] la loi qui ordonne l'arrestation de tous les sujets du tyran de la Grande-Bretagne qui se trouvent dans l'étendue de la République (5)... Applaudi...

Marchet... a demandé qu'il fût nommé 4 membres qui... s'occuperont de la revision du tarif du maximum, pour présenter à l'administration (6) la série des objets qu'elle aura pu

(1) Ce discours avait été prononcé par A. Clootz aux Jacobins de Paris, le 19 août 1793. On en trouvera le texte à la *Bibl. nat.*, L b 40/764.

(2) *Bibl. nat.*, L e 38/576. Ce dernier rapport est relatif au dessèchement des étangs.

(3) Voir sa présentation dans la séance du 12 octobre 1793. L'avant-dernière séance est celle du 13 octobre 1793.

(4) Le décret du 8 octobre 1793 ordonnait une levée de chevaux sur tout le territoire de la République. Bergerac était désigné comme le chef-lieu de la 13^e division, et Lakanal était chargé de procéder à la levée dans cette division. (H. Labrousse, *Lakanal*, p. 358 et suiv.). Voir la séance du 20 octobre 1793.

(5) Il s'agit du décret du 18 vendémiaire (9 octobre), complété le 19 vendémiaire an II (10 octobre 1793). Voir Duvergier, t. VI, p. 268 et 272.

(6) Il s'agit de l'administration du district.

oublier... [Adopté]. Le président nomme Lestrade, Marchet père, Duffour, avoué, et Pierre Girou, tailleur (1).

Reynaud propose... d'inviter [le directoire du district] à faire tirer un certain nombre d'exemplaires du maximum, au bas desquels soit la loi qui l'autorise, pour que le marchand et détailliste, connaissant, avec le prix de ses marchandises, les peines que la loi inflige au prévaricateur, ne puisse les vendre à un plus haut prix... [Adopté]. Le Comité de correspondance [rédigera le projet d'adresse]...

Albre aîné prend un diplôme et paie 5 sous au citoyen Charon.

Le président lève la séance et entonne un hymne patriotique sur l'air des Marseillais, et l'assemblée se sépare en répétant le refrain. [Signé du même]...

Séance du 7^e jour 3^e décade 1^{er} mois an II... [18 octobre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Un membre propose de rejeter les sociétaires absents depuis plusieurs mois. Cette proposition a été frappée de la question préalable.

Duffour fait le rapport des articles additionnels au maximum... (2).

L'assemblée discute article par article, et, après de longs et tumultueux débats, [sur] la motion de d'Esmartis, amendée par Faugère..., l'assemblée délibère que la liste présentée par Duffour sera envoyée à l'administration, avec invitation de taxer tous les objets de première nécessité, et généralement toute espèce de comestible et combustible, à l'exception néanmoins des objets de luxe (3)...

Séance levée à 10 heures. [Signé] MARCHET, LESTRADE.

Séance du 9^e jour 3^e décade 1^{er} mois an II [20 octobre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Le procureur de la commune (4) a... [dit] : « Citoyens, le représentant du peuple, le montagnard Lakanal (5) s'est rendu à l'assemblée avant l'heure de l'ouverture de la séance. Il l'a présidée et a prononcé un discours lumineux et énergique. Chaque phrase faisait jaillir une étincelle du feu sacré de l'amour de la patrie et du salut de la république. Il veut que la main de tous les bons citoyens soit armée pour sa défense, et que tous les malintentionnés soient incarcérés et mis hors d'état de nous nuire. Il veut s'occuper efficacement de nos

(1) Voir, à propos de l'enthousiasme avec lequel la Société avait accueilli le décret du 29 septembre 1793, sur le maximum, la séance du 6 octobre 1793. Ce décret confiait aux administrations de district le soin de rédiger le tableau du maximum du prix des denrées (art. 4) et aux municipalités celui de rédiger le tableau du maximum du prix des salaires (art. 8). Dans sa séance du 11 octobre 1793, le Conseil général de la commune dressera le tableau du prix des salaires; ce tableau nous a été conservé (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 351, verso). La Société s'occupera encore du maximum le 18 octobre 1793.

(2) Voir, sur ces articles additionnels, la séance du 17 octobre 1793.

(3) La question du maximum sera encore agitée le 29 octobre 1793.

(4) C'est Boissière.

(5) Sur les relations de Lakanal avec les Sociétés populaires et particulièrement avec celle de Bergerac, voir notre ouvrage sur *la mission du conventionnel Lakanal en Dordogne*, p. 124 à 133.

subsistances, et, de concert avec nos sans-culottes, purger par scrutin épuratoire tout ce qui pourrait s'être rendu suspect dans l'administration des intérêts du peuple.

« Il veut que les lois relatives aux gens suspects et à la taxe des marchandises soient relues et exécutées avec toute la célérité qu'exigent les circonstances. Il a promis — et il tiendra parole — de ne point nous quitter avant l'exécution rigoureuse de la mission dont la Convention... l'a chargé (1).

« Il veut que la Société soit permanente et qu'elle tienne séance tous les jours, en sa présence (2), afin de mettre en vigueur tous les moyens que la loi et la sainte Montagne nous indiquent pour faire triompher la liberté et l'égalité, par l'anéantissement prochain de toutes les aristocraties.

« L'assemblée en masse a accompagné le représentant du peuple à son logis et a repris séance ».

Veyrine présente pour candidat Jean Conil cadet. Laforge présente Pierre Freissenge, gendre de la Massone.

On réclame contre les intrus qui occupent les places des sociétaires ; ils évacuent la salle.

On présente pour candidats Peno, tailleur, [et] Marvier, ancien membre de la Société. Les cris « A la quarantaine ! » se font entendre, et l'assemblée passe à l'ordre du jour...

Lecture... d'un arrêté du département de la Haute-Garonne relatif à l'échange du numéraire et matières métalliques en assignats, des papiers publics et du succès des armes de la République à Lyon (Ville-Affranchie), dans le Mont-Blanc, [à] Perpignan et... [dans] la Vendée.

La désorganisation de l'équipage d'un vaisseau à Brest a excité l'indignation de l'assemblée. Le Comité de rédaction présentera incessamment le projet d'adresse aux marins de Brest.

Les commissaires à la vérification des cartes d'entrée sont les citoyens Mercier et Charette.

Le président rappelle à l'assemblée que le représentant... Lakanal se rendra demain à la séance.

...L'assemblée charge 12 commissaires pris dans son sein de se rendre auprès du représentant Lakanal, pour lui donner un témoignage authentique de son amour pour les défenseurs des droits du peuple. Le président a fait choix des citoyens Faugère, homme de loi, Bourson, Rolland aîné, Duffour, avoué, Lestrade, Cailloux, Pasqual, Borie (Américain), Sarrette, Paris, Pouverau et Jacob Caillou.

Les citoyennes Eyraud et Agala (?) ont déposé sur le bureau chacune un paquet de linge ou de charpie (3). Mention honorable.

Pujol, cloutier, prend un diplôme... Séance levée à 10 h. 1/2. [Signé des mêmes].

(1) Voir la séance du 17 octobre 1793. Lakanal élargissait le champ de sa mission, qui avait pour objet une levée de chevaux. Il assistera à la séance du 21 octobre 1793.

(2) Boissière ou le secrétaire rapporte-t-il exactement les paroles du représentant ? Ou bien Lakanal préjugait-il du temps dont il disposerait ? En tout cas, nous ne le verrons assister qu'à trois séances (21, 22 et 24 octobre 1793). Le pamphlétaire bergeracois relèvera cette contradiction entre ses intentions et ses actes (voir la séance du 22 octobre 1793, note 4).

(3) Suite de la décision du 3 octobre 1793.

Séance du 30^e et dernier jour du 1^{er} mois an II... [21 oct. 1793].

Le citoyen Charon occupe le fauteuil, en l'absence de Rolland...

Les citoyennes Galina-Russel et Biès déposent sur le bureau chacune un paquet de charpie (1). Mention honorable.

L'administration fait demander deux commissaires pour se transporter dans la campagne, afin de mettre en réquisition le retouble nécessaire aux chevaux en dépôt (2)... Délibéré qu'il en serait nommé quatre au lieu de deux... Les citoyens Bordère, Mahuzier, Cazamajou et Veyrine aîné se rendront demain au district, pour y prendre les ordres des administrateurs...

Rolland prend sa place au fauteuil...

Le citoyen d'Esmartis annonce que le représentant du peuple Lakanal se rendra à la séance (3). Vifs applaudissements.

Bourson propose de remplacer le concierge, sans nuire aux faveurs que la Société lui accorde. Après une longue discussion, le citoyen Descombes est agréé. Pasqual et Lavergne rendront compte des arrangements provisoires qu'ils auront pris avec lui...

Un [citoyen] étourdi par la boisson s'était introduit à la barre, avec une épée nue sous son bras. Le citoyen Besson, qui était en surveillance à l'entrée de la salle, l'a fait désarmer et consigner au corps de garde. Cette arrestation affectait les bons citoyens. Il résulte des renseignements qu'ils ont donnés que le jeune homme désarmé n'a pas le droit de porter les armes, qu'on l'a vu toute la journée se promener avec cette épée, et qu'il n'est pas en activité dan la garde nationale. Le maire (4) entre et [dit]... qu'il a fait consigner le jeune homme au corps de garde, et placer une sentinelle à la porte du représentant du peuple... Applaudissements.

Le fanatisme est à l'ordre du jour. Après quelques débats, l'assemblée déclare que les opinions religieuses ne la compètent pas, et que le premier qui en parlera sera rappelé à l'ordre par le président (5).

Des citoyennes offrent un lustre (6) pour décorer la nouvelle salle (7).

Un membre de la Société populaire de Beaumont... remet une lettre par laquelle [ses membres]... nous invitent à leur procurer des étoffes propres à faire un drapeau tricolore, le leur ayant été brûlé à cause des emblèmes du despotisme...

(1) Suite de la décision du 3 octobre 1793.

(2) Voir, sur la levée des chevaux, la séance du 17 octobre 1793, note. Le retouble ou restouble est le chaume qui reste après la moisson.

(3) Dans la séance du 20 octobre 1793, la venue de Lakanal avait été annoncée, en effet, pour le lendemain.

(4) C'est d'Esmartis; il était sans doute sorti au cours de cet incident, car il se trouvait dans la salle au début de la séance.

(5) Cette déclaration est très caractéristique de l'esprit de tolérance religieuse qui régnait parmi les clubistes. Le 18 frimaire an II (8 déc. 1793), la Convention invitera les citoyens « à s'abstenir de toutes disputes théologiques ou étrangères aux grands intérêts du peuple français » (Duvergier, t. VI, p. 411).

(6) Il sera reparlé de ce lustre à la séance du 27 octobre 1793.

(7) C'est l'église des ci-devant Dames de la foi, où la Société se proposait de s'installer, et où d'ailleurs elle n'eut peut-être pas le temps de s'installer (voir la séance du 23 octobre 1793).

[C'en leur répondra] que les magasins de nos marchands ne sont point fermés, comme on le leur a dit, qu'au contraire ils sont ouverts à tous venants, à l'exception des étoffes propres à l'habillement des volontaires, qui sont mises en réquisition.

Le représentant du peuple Lakanal entre, au bruit des applaudissements et des cris de Vive la République ! Vive la Montagne ! Il fait un discours plein de civisme et d'énergie. Le président lui a répondu de la manière la plus propre à le convaincre des principes révolutionnaires de la Société et de sa ferme résolution de faire exécuter ponctuellement les décrets de la Convention... Son secrétaire fait lecture des arrêtés pris aujourd'hui avec le Comité de salut public, relatifs aux mesures de sûreté générale et extraordinaire et [aux] moyens de subvenir efficacement au secours de l'humanité souffrante, aux dépens des riches. Ces arrêtés seront... [imprimés]. Les applaudissements et les cris de Vive la Montagne ! se font entendre de plus fort.

Le représentant Lakanal demande quatre commissaires pris dans... la Société, reconnus vrais sans-culottes, et en état de correspondre avec lui sur les objets dont il les chargera dans divers départements (1).

Il approuve la nomination du septième membre nommé pour le complément provisoire du Comité du salut public... (2).

Lecture d'une lettre du citoyen Viette, qui annonce les mesures prises par les représentants du peuple contre l'aristocratie girondine, [d']une autre lettre, datée de Brest, sur la prise de 6 vaisseaux ennemis, à laquelle notre concitoyen aura une part de 4.500 livres. On applaudit.

Pasqual propose et l'assemblée autorise son président à nommer 12 membres dans la liste des souscripteurs (3), qui se formeront en Comité pour choisir et présenter demain 12 sans-culottes, qui en présenteront quatre, capables de remplir les vues du représentant Lakanal. Les citoyens Reynaud, Baptiste Bellin, Mercier, Bourson, Lestrade, Labonne, Lespinasse, négociant ; Borie, cordonnier ; Blanchard, perruquier ; Cailloux Antoine, Ponterie-Escot et d'Esmartis, maire, sont nommés. Ils se réuniront demain à une heure de levée, dans cette salle, pour faire le choix dont s'agit (4).

Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

(1) Sans doute pour faciliter la levée des chevaux. C'est ainsi que Reclaud sera un des clubistes désignés à Lakanal (voir la séance du 22 octobre 1793, note 4). Or Reclaud sera chargé, par Lakanal, de s'occuper de la levée des chevaux (voir notre *Lakanal*, p. 361).

(2) Voir, plus haut, les séances des 22 août et 3 octobre 1793, et, plus loin, celle du 22 octobre 1793, à laquelle Lakanal assistera aussi.

(3) Il s'agit de ceux des clubistes qui avaient souscrit au paiement des réparations qu'on devait faire dans le nouveau local de la Société (voir la séance du 12 octobre 1793, note 4). En réservant aux souscripteurs le soin de contribuer à la désignation des hommes de confiance que demandait Lakanal, la Société voulait donner à ces souscripteurs un témoignage de confiance.

(4) Cette mesure est la suite de la demande faite par Lakanal dans la même séance. Remarquons, en passant, ce procédé d'élection et de sélection — à plusieurs degrés. Le Comité nommera aussi un membre du Comité de surveillance (voir la séance du 22 octobre 1793).

Séance du 1^{er} jour 2^e mois an II... [22 octobre 1793].
Présidence de Rolland jeune.

Le représentant du peuple, Lakanal, est introduit avant l'ouverture de la séance. Les cris d'allégresse et les applaudissements se font entendre dans toutes les parties de la salle.

« Citoyens, je viens, a-t-il dit, rendre compte à la Société des travaux dont je me suis occupé depuis hier, pour le bonheur du peuple ». Son secrétaire fait lecture de deux arrêtés relatifs au traitement des malades dans la nouvelle maison de secours (1) et à l'éducation publique (2). Ils seront rendus publics par la voie de l'impression et de l'affiche. Lakanal parle ensuite des mesures efficaces qu'il a prises pour assurer nos subsistances (3), et jure sur sa tête que la ville de Bergerac sera la dernière qui manquera de grains, qu'avant une telle extrémité, les têtes des affameurs et accapareurs rouleront sur nos pavés. Il demande un sans-culotte pris dans... la Société, pour remplacer un membre du Comité de surveillance qui a donné sa démission pour des causes légitimes. Il termine par ces mots : « Citoyens, continuez votre séance. Je vais reprendre le cours de mes travaux pour les intérêts du peuple. » Une nombreuse députation l'accompagne, et les cris d'allégresse se prolongent (4).

Le citoyen Charon préside l'assemblée, ouvre la séance et nomme quatre commissaires d'ordre.

La citoyenne Bordère aînée dépose sur le bureau un paquet de charpie (5). Mention honorable.

Tilhet présente pour candidat Viger, ferrant. Robert présente Marionet, et Casse présente Repassein fils.

...Le Comité des 12 (6), qui s'est formé cet après-midi, ... [nommera] le membre en remplacement (7) au Comité de surveillance... (8).

(1) Voir notre *Lakanal*, p. 314.

(2) Voir notre *Lakanal*, p. 218.

(3) Voir notre *Lakanal*, p. 332.

(4) C'est à cette séance que fait allusion un pamphlétaire bergeracois qui écrivait vers la fin de l'an II, sans doute sous la réaction thermidorienne; la précision et l'exactitude de beaucoup des détails qu'il donne font croire qu'il était membre de la Société. « Lakanal, dit-il, arrive à Bergerac, visite les Sociétés populaires, assure sur sa tête que les subsistances ne manqueront pas, invite la Société à s'assembler tous les jours, se retire pour prendre du repos. Il vient, les jours suivants, dans le sein de la Société, prévenir qu'il va faire lire les arrêtés qu'il a pris pour assurer le bonheur du peuple, dont il est sans cesse occupé. Ces arrêtés sont ceux qui établissent les agences de secours, l'hospice, qui organisent les écoles primaires et qui accélèrent le paiement des secours accordés aux parents des défenseurs de la patrie, ceux qui mettent des taxes révolutionnaires sur les citoyens qui paient au-dessus de 100 livres d'imposition foncière ou mobilière. Les applaudissements réitérés couvrent la voix du lecteur. Lorsque la lecture est finie, il disait que ce n'était pas en faisant des phrases qu'on assurait le bonheur des hommes, qu'il allait se retirer pour travailler à celui de ses frères. Il n'a jamais assisté à aucune délibération ou discussion. » (H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, Paris, Alcan, chapitre X, p. 18). Lakanal assistait déjà à la séance du 21 octobre 1793 ; il assistera aussi à celle du 24 octobre 1793.

(5) Suite de la décision du 3 octobre 1793.

(6) Sur ce Comité, voir la séance du 21 octobre 1793.

(7) Dans la même séance, on apprendra qu'il a fait choix d'Antoine Cailloux.

[On lit] une lettre datée de Nancy (1) ; elle sera mise à l'ordre du jour, pour y délibérer.

Mounet prête serment et paie son annuel...

[On délivre aux] citoyens Montet et Lévêque un diplôme...

D'Esmartis, maire, [lit] deux lettres du représentant Lakanal, relatives à la sentinelle posée à sa porte (2) et à la mission des quatre sans-culottes qui doivent se rendre... [dans] les départements environnants (3).

On continue la lecture des nouvelles. Le journaliste retrace le tableau trop fidèle de Marie-Antoinette Lorraine-d'Autriche, veuve de Louis Capet. Jamais monstre n'excita à la fois tant d'horreur, de vengeance, d'indignation et de mépris. L'histoire ancienne et moderne ne fournit point d'exemple de tant de scélératesse et de scandales en tous genres. Elle a surpassé les Messalines, les Médicis et toutes les furies infernales. Il n'y a eu, dans la nature, que la cour des empereurs et Marie-Thérèse capables de lui donner le jour (4).

Les membres du Comité des douze qui sont absents recevront des lettres d'avertissement de se rendre [ici] demain avant midi (5)...

Les vérificateurs pour les cartes d'entrée sont Gadras fils et Thomas.

Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 2^e jour 2^e mois an II... [23 octobre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

Le citoyen Charon ouvre la séance...

Bourson réclame les bonnets rouges au bureau et à la tribune. La réponse de Lestrade a paru le satisfaire... (6).

Martin, ingénieur, dit que, le représentant du peuple ayant prévu que le tumulte de nos séances pourrait incom-

(1) Lettre écrite, sans doute, par la Société populaire de Nancy.

(2) Il s'agit de la sentinelle que, à la suite de l'incident qui se produisit dans la séance du 21 octobre 1793, le maire d'Esmartis avait fait mettre à la porte des appartements de Lakanal.

(3) Voir, sur la mission de ces quatre clubistes, la séance du 21 octobre 1793, et la suite de cette séance du 22 octobre 1793.

(4) Le 31 octobre 1793, la Société félicitera la Convention de l'exécution de Marie-Antoinette. Le *Journal des hommes libres de tous les pays ou le Républicain* porte, en effet, dans son n° 350, p. 1478 (n° du 26 vendémiaire an II) : « Le crime a reçu sa juste récompense. Cette femme, dont Marie-Thérèse, sa mère, regardait l'enfance comme un fléau pour sa famille..., plus sanguinaire que Jézabel, plus politique qu'Agrippine, plus scélérate que Brunehaut, plus dissimulée que Médicis..., Marie-Antoinette Lorraine-d'Autriche, veuve Capet, à midi 10 minutes est tombée sous la guillotine. Le globe est purifié » (*Bibl. nat.*, L c 2/732).

(5) A la séance du 23 octob. 1793, Couderc, rendant compte des délibérations du Comité des douze, annoncera que les commissaires choisis pour se rendre dans les départements circonvoisins sont Faugère, Reclaud, Magne et Gast, et qu'ils ont été présentés à Lakanal, qui a témoigné sa satisfaction. Dans la même séance, ce Comité présentera Bourson, Antoine Cailloux et Lespinasse, négociant, comme commissaires chargés de se réunir à ceux de la municipalité et du district. Il sera encore question du Comité des douze, le 24 octobre 1793.

(6) Sans doute Lestrade rappelle-t-il la délibération du 10 octobre 1793, qui donnait aux membres du bureau et au lecteur le droit de se coiffer d'un bonnet rouge, mais à leur frais.

moder les malades (1), il nous destinait la chapelle de l'hôpital (2), dans laquelle l'assemblée sera plus commodément et à moins de frais. On applaudit.

Mo[u]net fils et Tonneins Rochon sont nommés commissaires pour la vérification des cartes d'entrée.

...[Pour] le remplacement du trésorier..., [on choisit le] citoyen Charon, auquel le citoyen Dommenget remettra les diverses listes en forme, lesquelles seront rapprochées de celle de [la] souscription, pour distinguer les membres qui auraient pu se rendre suspects d'incivisme, ainsi que la caisse, avec les divers états de recette et de dépense et un bordereau de situation. Il sera, en outre, adjoint au citoyen Charon un écrivain, pour l'aider dans ses opérations ainsi que Dommenget (3)...

L'assemblée s'accorde à demander qu'on fasse du pain blanc pour les malades. Le procureur de la commune annonce que la municipalité s'occupe de cet objet intéressant... L'assemblée est satisfaite...

On lit un arrêté des représentants du peuple à Bordeaux, relatif aux grands.... changements qui s'opèrent dans cette ville...

Charon présente pour candidat Pierre Delvert, bourrelier ; Robert présente Chassagne aîné, meunier ; Peyroni présente Brun, cornassier ; Bordère aîné présente Auguste et Alexis Bailli frères ; Terrible présente Jean Trois, dit Laroze (de Montauban) et Giraud jeune présente Janot, cabaretier.

Séance levée à 9 h. 1/2. [Signé des mêmes].

Séance du 3^e jour 2^e mois an II... [24 octobre 1793].

...D'Esmartis, maire, dit que la Société a omis de nommer des distributeurs de secours publics (4) et que..., Lakanal ayant autorisé le Comité des douze (5) à en faire le choix, il s'en occupera de suite. On applaudit.

On lit une lettre de l'inspecteur général des écuries. Il demande qu'on lui procure des palefreniers. Le président... prévient que les citoyens qui désirent s'occuper du soin des

(1) Lakanal, par décret du 22 octobre 1793, avait transféré l'hôpital dans la maison des ci-devant Dames de la Foi (voir notre *Lakanal*, p. 314 et suiv.). Jusque-là, la maison des ci-devant Dames de la Foi servait du moins en partie, à loger les détenus (*Ibid.*)

(2) Il s'agit de la chapelle de l'ancien hôpital Saint-Esprit, désormais libre, par suite du transfert qu'avait ordonné Lakanal (Voir notre *Lakanal* p. 312, 313). La Société renonçait donc à l'installer dans la chapelle des Dames de la Foi, dont les réparations auraient coûté quelque 4.000 livres (voir la séance du 16 octobre 1793). Le 30 octobre 1793, la Société s'occupera de sa translation dans ce nouveau local.

(3) A la séance du 24 oct. 1793, on s'élèvera contre « certains citoyens qui... précipiteront cette délibération ». La Société rapportera cet arrêté, délibérera qu'elle est satisfaite du citoyen Dommenget..., qu'elle l'invite à continuer ses fonctions de trésorier..., à s'occuper... de la refonte des listes et à lui présenter un tableau général et alphabétique de tous ses membres, avec des observations sur les intrus qui auraient pu s'introduire parmi nous d'une manière illégale. »

(4) Il s'agit des agences de secours, que Lakanal allait organiser le lendemain, par arrêté du 25 octobre 1793. Voir notre *Lakanal*, p. 319.

(5) Sur ce Comité, voir la séance du 22 octobre 1793.

chevaux pourront se faire inscrire ici, chez le citoyen Carier ou au Comité des écuries... (1).

Besson demande que Dommenget fasse disparaître les fleurs de lys qui sont à sa maison de campagne. On lui observe que ces fleurs de lys n'existent plus. Plusieurs dénonciations de même genre sont écartées par l'ordre du jour, motivé sur le décret qui porte confiscation, après 8 jours à dater de l'avertissement... (2).

Le trésorier dit que plusieurs citoyens lui ont demandé des cartes d'entrée et que leurs noms ne sont point inscrits sur nos registres... ; arrêté que l'appel en sera fait....

Boissière, au nom du Comité des douze, annonce que les citoyens Bourson, Niolle, Granger et Pouverau ont été nommés instituteurs aux écoles primaires. Le choix des institutrices est ajourné à demain. Toutes les citoyennes qui croiront avoir droit d'y prétendre par leur patriotisme, leurs mœurs et leurs talents seront admises au concours... (3).

Le... [Comité] a aussi nommé l'agence pour la distribution des secours...

On propose plusieurs moyens pour faciliter les citoyennes timides de se présenter au concours.... (4).

Le représentant... Lakanal entre (5) et se place à la droite du président, au bruit des applaudissements et des cris d'allégresse: Vive la République! Vive la Montagne! auxquels succède un profond silence. « Citoyens, a-t-il dit, je viens vous communiquer ce que j'ai fait depuis avant-hier dans l'intérêt de la Société et l'amélioration du sort des pauvres. » Son secrétaire fait lecture d'un arrêté relatif aux secours publics et à l'établissement de diverses fabriques et ateliers.

Lakanal continue : « Peuple français, sans-culottes, ma vie, mes soins et ma sollicitude vous sont entièrement dévolus. Votre souvenir remplit tous mes instants. Soit que je veille, soit que je dorme ou que je rêve, je n'aspire et ne respire que vous et pour vous. Lorsque j'aurai terminé mes travaux, je solliciterai une place d'instituteur, et, à défaut, j'irai combattre les ennemis de la République sur la frontière. En descendant dans la tombe, j'aurai la douce satisfaction de me

(1) Ces préoccupations sont sans doute relatives à la levée des chevaux. Voir notre *Lakanal*, p. 358 et suiv.

(2) Le décret du 1^{er} août 1793 portait, en effet, que, dans huitaine, à compter de la publication de ce décret, toutes les maisons, édifices, parcs, jardins, enclos qui porteraient des armoiries seraient confisqués au profit de la nation (Duvergier, t. VI, p. 80).

(3) C'est le même jour, 24 octobre 1793, que Lakanal organisait, par arrêté, 4 écoles primaires à Bergerac, ayant chacune un instituteur et une institutrice. Une Commission de 9 membres, dont 3 faisaient partie de la Société populaire, devait désigner les instituteurs et les institutrices. Il est probable que le secrétaire du procès-verbal a écrit « Comité des douze » au lieu de « Comité des neuf », parce qu'il songeait à la Commission des douze que la Société avait créée dans un but tout différent (voir les séances des 21 et 22 octobre 1793). Dans le procès-verbal de la séance du 25 octobre 1793, le secrétaire commettra la même erreur, mais la rectifiera. Sur l'instruction primaire à Bergerac, voir notre *Lakanal*, p. 218 et suiv. Nous savons qu'au moins 3 sur 4 des instituteurs désignés étaient clubistes.

(4) Le secrétaire veut dire simplement « de poser leur candidature ».

(5) La dernière séance à laquelle avait paru Lakanal était celle du 22 octobre 1793.

dire : « J'ai été utile à ma patrie. » De nombreux applaudissements l'ont souvent interrompu. Il va reprendre le cours de ses travaux. Une nombreuse députation l'accompagne. La joie et l'allégresse s'emparent de tous les cœurs...

Les commissaires pour la vérification des cartes sont Reynaud et Duffour, avoué...

Lakanal, dans le détail de ses vastes projets de bienfaisance a demandé à la Société de faire choix d'un homme de loi et d'un médecin, qui s'occuperont efficacement du soin et des intérêts des sans-culottes. Les citoyens Boissière, procureur de la commune, et Faugère, homme de loi, se placent sur les rangs et demandent la préférence. Leur offrande civique est couverte d'applaudissements (1).

Les citoyennes Jarry et Riboulet déposent sur le bureau chacune un paquet de charpie (2). Mention honorable.

Giraud jeune présente pour candidat Reynié, charpentier. Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 4^e jour 2^e mois an II... [25 octobre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

Le citoyen Charon occupant le fauteuil..., [on lit] une motion signée Tilhet, relative à un emplacement occupé par le citoyen Sainte-Croix, sur laquelle il n'est rien statué... (3).

Un membre a perdu un assignat de 400 livres qu'il avait enveloppé dans une lettre, et invite celui qui l'aura trouvé à le lui remettre (4).

On demande la fixation [du prix] des châtaignes au détail. L'assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que le mémoire additionnel en fait mention (5).

Borie, Américain, ayant été adjoint au citoyen Faugère, demande à être remplacé au Comité des écuries. L'assemblée autorise la Commission des douze à faire ce choix (6).

On lit une lettre datée de Luçon, qui annonce la prise de Mortagne et la défaite des rebelles.

(1) Auprès de chaque agence de secours Lakanal plaçait un médecin et un « avocat des pauvres », dont les services seraient gratuits (voir notre *Lakanal*, p. 320). D'autres clubistes s'offrirent, dans la séance du 31 octobre 1793.

(2) C'est la suite de l'impulsion donnée par la Société, le 3 octobre 1793.

(3) Dans cette motion, dont le texte nous a été conservé, François Tilhet s'exprimait en ces termes : « Comme autrefois nous ayons des rois à Bergerac et que ce temps est passé, je demande à la Société qu'elle fasse une pétition à la municipalité, pour lui demander que le citoyen Sainte-Croix fasse voir le titre de propriété qu'il a, concernant l'emplacement... appelé La Luzerne, car cela ne peut point lui appartenir, vu que le citoyen Marville, ancien maire, y voulait établir le marché à blé... Nous avons... droit de répéter comme droit de la ville. Je demande que ma motion soit discutée et mise aux voix tout de suite, et d'en donner connaissance au citoyen Lakanal..., qui y fera droit ». Suivent, avec le nom de Tilhet, ceux de Pasqual, Mercier et Robert, qui, sans doute, appuyèrent cette motion (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 110).

(4) A la séance du 26 octobre 1793, il annoncera qu'il a retrouvé son assignat, et on applaudira.

(5) Il s'agit du mémoire additionnel au tableau du maximum, dont la Société s'était occupé le 17 octobre 1793. En fin de séance, la Société s'occupera encore de compléter ce tableau.

(6) Dans la même séance, on apprendra qu'elle a désigné Gravier Bertrand fils pour remplacer Borie au Comité des écuries. Borie avait sans doute été adjoint à Faugère pour se transporter avec lui dans les départements, en vue de la levée des chevaux (voir la séance du 22 octobre 1793, note 7).

Une pétition de Cazamajou... expose qu'il a été destitué pour des causes dont il n'est pas coupable. L'assemblée a député quatre de ses membres vers le représentant... Lakanal, afin de s'informer des griefs qui ont déterminé cette destitution. Faugère, Lestrade, Dupuy et Bouyssavy sont chargés de cette mission (1).

Boyer donne des détails sur la ville de Bordeaux. La présence des représentants du peuple a électrisé tous les patriotes. Les sans-culottes y triomphent.... On applaudit.

Boissière annonce que la Commission des neuf (2) a rempli sa mission, et a nommé pour institutrices aux écoles primaires la citoyenne Bourson, aidée de ses filles, l'épouse du citoyen Niolle, aidée de sa fille, Annette Poussou, et l'épouse du citoyen Dupeyrou-Lescuréli (3). Il a été nommé plusieurs suppléants et suppléantes aux quatre Comités d'agences [de secours]...

Duffour fait lecture de plusieurs articles additionnels à la taxe du maximum. Adoptés (4).

Les commissaires rendent compte de leur mission auprès [de]...Lakanal et des motifs qui l'ont déterminé à prononcer la destitution de Cazamajou, sur lequel, d'une voix unanime, elle passe à l'ordre du jour, motivé sur la justice et l'intégrité du représentant Lakanal... 5).

Les citoyens Pradine et Delay ont prêté le serment... et ont été reçus membres...

Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 5^e jour 2^e mois an II... [26 octobre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Le citoyen Marchet demande à être remplacé au Comité des écuries (6). L'assemblée... nomme à sa place le citoyen Rochon...

Un membre observe que... Lakanal lui avait témoigné sa surprise, relativement à la démarche précipitée de la Société, dans l'intérêt du citoyen Cazamajou (7). L'assemblée prend cet objet en grande considération, demande une seconde lecture du procès-verbal, entend les commissaires de la députation sur icelui et, par un rapprochement de fait..., il résulte que les

(1) Ils rendront compte de leur mission en fin de séance. C'est par arrêté du 25 octobre 1793 que Lakanal avait destitué Cazamajou, secrétaire-greffier de la municipalité de Bergerac, « sur les plaintes graves et multipliées qui ont été faites au représentant du peuple par les pères et mères des volontaires... et par un très grand nombre de citoyens et de citoyennes indigents » (*Arch. nat.*, A F II 96,707). Cazamajou regrettait d'autant plus son traitement de secrétaire-greffier qu'un mois avant, le 26 sept. 1793, le Conseil général de la commune l'avait porté de 800 à 1.000 livres (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 347).

(2) Le secrétaire avait d'abord écrit 12, qu'il a remplacé par 9.

(3) Voir notre *Lakanal*, p. 318 et suiv.

(4) A la séance du 29 oct. 1793, il annoncera qu'il a remis cette liste à l'administration, et Boyer, administrateur, assurera la Société que l'administration s'occupera activement de cette affaire.

(5) Il s'agit de la destitution de Cazamajou. La Société s'occupera de cette question dans la séance du 26 octobre 1793.

(6) Sur ce Comité, voir la séance du 24 octobre 1793. Le 2 novembre, la Société s'occupera encore de la levée des chevaux.

(7) Voir la séance du 25 octobre 1793.

commissaires, entraînés par un zèle charitable, ont outrepassé l'esprit de la délibération et la mission dont ils étaient chargés.

Considérant que la Société n'avait en vue que de connaître les motifs qui avaient déterminé le représentant du peuple à lancer cet acte de justice, afin de délibérer en connaissance de cause sur la pétition de Cazamajou ;

Considérant que les sollicitations impolitiques de quelques-uns des commissaires ont pu indisposer le représentant... contre la Société qu'ils représentaient ;

Considérant qu'il... [est] indispensable de réparer cette faute par tous les moyens qui sont en son pouvoir ;

[La Société] arrête que dix commissaires pris dans son sein se transporteront sur-le-champ devers... Lakanal, pour lui témoigner combien la Société est fâchée et désespérée de la demande inconsidérée de ses commissaires relativement au citoyen Cazamajou, et le conjure, au nom de tout ce qu'il y a de plus sacré, au nom des intérêts des sans-culottes, de rendre à la Société sa confiance, son amitié et sa bienveillance, en continuant de répandre dans son sein le feu sacré de l'amour de la patrie, dont il nous a électrisés par son énergie, sa justice et sa fermeté.

Les citoyens Boyer, Bordère, sellier, Labonne, Marchet père, Borie l'aîné, Pujol, ex-carme, Gaussen, Mahuzier, Veyrine, chapelier, et d'Esmartis, maire, sont chargés de cette mission (1).

Le citoyen Tilhet a présenté pour candidat Bordère, coutelier ; Coudré, tailleur de pierre, a été présenté par Conil.

Les commissaires pour la vérification des cartes sont Eyma fils et Dechamps, perruquier.

Les commissaires rapportent que... Lakanal se trouve indisposé. Ils s'ajournent à demain, 8 heures du matin, pour s'acquitter de leur mission. [Signé des mêmes].

Séance du 6^e jour 2^e mois an II... [27 octobre 1793],

Présidence de Rolland jeune.

...Les citoyens Lagrange et Jacques Prévôt, menuisier, déposent sur le bureau un paquet de linge et de charpie (2). On applaudit.

(1) Voici comment le pamphlétaire bergeracois résume cet incident : « Un jour, sur des plaintes qui lui furent portées par des femmes ou parentes des défenseurs de la patrie contre le secrétaire de la municipalité, homme à caractère brusque et bourru, bonhomme malgré cela et jureur par habitude, il le destitue. La Société populaire, connaissant le patriotisme du sujet, l'avidité de ses dénonciatrices, lui envoya une députation. Il marqua beaucoup de mécontentement, cessa d'aller aux séances, sous prétexte d'affaires; il témoigna beaucoup de froideur aux membres qui lui avaient apporté le vœu de la Société. La Société craignit de l'avoir fâché, envoya une nouvelle députation, qui rejeta tout, ainsi que le représentant, sur les membres de la première députation. Ainsi, tout s'arrangea aux dépens de quatre individus et de la vérité; mais le secrétaire resta toujours suspendu » (H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre X, p. 19).

On voit que notre pamphlétaire est bien informé. Il n'est que plus responsable de la déformation qu'il fait subir aux événements, quand il déclare, par exemple, que Lakanal cessa d'assister aux séances jusqu'à ce qu'une deuxième démarche eût été faite auprès de lui. Or, cette démarche eut lieu dès le lendemain. Les commissaires envoyés à Lakanal rendront compte de leur mission dans la séance du 27 octobre 1793.

(2) Voir la décision prise le 3 octobre 1793.

La lecture du discours civique de nos citoyennes a été accompagnée d'applaudissements universels. Elles ont mis en place le superbe lustre qu'elles avaient annoncé (1), et ajouté à leur offrande 12 livres de chandelle. L'assemblée arrête mention honorable et insertion au procès-verbal des citoyennes qui ont contribué à ce superbe cadeau. Le président... leur a vivement exprimé les sentiments d'admiration et de reconnaissance de toute l'assemblée. « Ce superbe lustre, a-t-il dit, jadis consacré à éclairer les orgies de l'aristocratie nobiliaire (2), éclairera maintenant les opérations qui intéressent les sans-culottes. » On applaudit dans toutes les parties de la salle. Ces citoyennes sont Petit aînée, Bourson, Simounet, Marie Mounet, Masse aînée, Frescarode, Paouly nièce, Argentier, Daunaque, Gounouilhoul aînée, Petit jeune, Bertrand, Mourret, Bergegère, Taverle, Blanchard, Marie Ramond, Bargeas, Gounouilhoul jeune, Bruzac, cadette Poussou, Flourens, Chéliante, Sainte-Foy, Paouly tante, Veyrine, Boyer, Fauvel, Martin, Planteau sœurs, Beaupuy-Grozet, Sigala, Riboulet mère, Riboulet fille, Pierrette Texier, Labrousse, Sarrette, Pelou, Dailhac, Dardel, Bertrand, Lespinasse sœurs et Bernard.

...On renouvelle la discussion sur les cartes d'entrée (3). Dommenget dit qu'il a consacré le dimanche jusqu'à midi à cet objet, que néanmoins (4) il en délivrera demain à ceux qui en réclameront...

Boyer fait remarquer que le lustre est surmonté d'une couronne ducale (5), et demande qu'on fasse disparaître cet emblème de la féodalité... Adopté. Ce couronnement sera remplacé par une couronne civique et dégradé sur-le-champ ; ce qui a été exécuté.

La députation vers le représentant du peuple rend compte de sa mission (6). Elle a été fraternellement accueillie, et le citoyen Lakanal a promis de se rendre à nos séances. L'assemblée est au comble de la joie. Les applaudissements et les cris de Vive la Montagne ! se font entendre dans toutes les parties de la salle...

[On lit le décret] du 13 décembre 1793, relatif aux agents infidèles et particulièrement à ceux employés à la suite des armées, dont suit copie, conformément à la délibération prise sur-le-champ : « La Convention... décrète que les Sociétés populaires seront invitées à envoyer au Comité de salut public la liste de tous les agents infidèles, dont l'incivisme est connu... (7). »

On dépose sur le bureau une lettre [de]... Lakanal. Le président en fait lecture. L'insertion au procès-verbal et le dépôt

(1) C'est le 31 octobre 1793 que l'offre du lustre avait été faite.

(2) Il est probable que ce lustre provenait du château du duc de La Force. Voir la suite de la séance et notre *Lakanal*, p. 609.

(3) Voir la séance du 16 octobre 1793.

(4) C'est-à-dire « quoiqu'il n'ait pas fini ce travail ».

(5) Il n'y avait, dans le voisinage, d'autre château de ci-devant duc que celui de La Force.

(6) Cette députation avait été décidée dans la séance du 26 octobre 1793.

(7) Le procès-verbal reproduit exactement le décret, dont on trouvera le texte dans la Collection du Louvre, t. XV, p. 844.

aux archives en est délibéré à l'unanimité, au milieu des acclamations universelles. Elle est ainsi conçue : « Citoyens, les quatre commissaires que j'ai délégués dans les départements doivent commencer demain leur mission civique. Obligé de leur donner ce soir les instructions qui doivent diriger... leurs travaux, je suis ainsi privé du plaisir de visiter mes amis les plus chers, les membres qui composent la Société populaire. Votre inébranlable ami. Signé Lakanal (1) ».

...Pierre Rooy, bonnetier, jeune, Foucard, perruquier, Jean Pradine fils, maçon, Pierre Flourens, boucher, Pierre Joug, cordonnier, et Jean Marionet, charpentier, ont prêté le serment...

Ponterie présente pour candidat Meynardie (de Naillac) ; Bouyssavy présente Gounouilhon aîné... [et] Lafite jeune, fils du maître de poste ; Albre aîné a présenté le gendre de Fasan-dier, boulanger ; Pasqual a présenté Jean Missègue pour la seconde fois...

[On délivre un diplôme au] citoyen Borie...

Les commissaires vérificateurs des cartes d'entrée sont Bellin et Reynaud.

Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 7^e jour 2^e mois an II... [28 octobre 1793].

Présidence d'Honoré Rolland.

...L'ordre du jour appelle la réception des candidats. La liste s'élève au nombre de 27, et on en présente de toutes parts.

Boyer observe que l'affluence des candidats doit dans ce moment fixer l'attention de l'assemblée et [qu'elle doit] prendre en grande considération la facilité avec laquelle on parvient à s'incorporer parmi les sans-culottes. Il propose le scrutin épuratoire. [Adopté]....

Discussion sur la question de savoir quel sera le mode de procéder au scrutin épuratoire... L'assemblée arrête que les 12 sans-culottes pris dans son sein seront choisis à haute voix et discutés successivement (2), lesquels s'assembleront en Comité et se réuniront au Comité de surveillance (3), et procéderont ensemble à l'épuration de la Société. Plusieurs membres du Comité de surveillance présents... [adhèrent] à la proposition de la réunion des deux Comités...

Boyer propose, en outre, que les Comités réunis fassent une liste des membres passés au scrutin, divisée en trois classes, dont la 1^{re} contiendra les noms des vrais sans-culottes qui auront passé honorablement ; la 2^e, les noms de ceux qui auront été

(1) La Société s'occupera encore de Lakanal dans sa séance du 28 octobre 1793.

(2) Ces douze membres seront choisis en fin de séance.

(3) Il ne s'agit point ici du Comité de sûreté générale (séance du 10 septembre 1793) ou Comité de salut public (séance du 3 octobre 1793), appelé aussi Comité de surveillance (séances des 21 et 22 octobre), qui comprenait d'autres membres que des clubistes et avait des attributions officielles de police générale, mais du Comité de surveillance constitué à l'intérieur de la Société, qui comprenait 5 membres, avait été créé dans la séance du 8 août 1793, et dont on avait reparlé dans la séance du 10 septembre 1793. Sur la collaboration de ces deux Comités en vue de l'épuration, voir la séance du 12 novembre 1793.

reconnus indignes de rester membres de la Société ; la 3^e, les noms de ceux qui, paraissant douteux, et sur lesquels la Commission n'aura prononcé l'admission ni la réjection..., seront interpellés... sur leur conduite ; et la Société, d'après leurs réponses, prononcera définitivement....

D'Esmartis a demandé l'ajournement, vu l'importance de la matière. Il a proposé d'engager le citoyen Lakanal (1)... à vouloir aider la Société du secours de ses grandes lumières, sur un point aussi délicat... [L'ajournement est prononcé]. L'extrait du procès-verbal sera communiqué au représentant... (2).

Election des douze membres pour la formation du Comité épuratoire (3). [On élit]... Boyer, administrateur, Veyrine, tanneur, Cazamajou, scelier, Bourson, Labonne, Beaugès dit Tienot, Borie cadet, d'Esmartis, maire, Reynaud, Pasqual, Dommenget (4) et Marchet père. Il leur a été adjoint, pour suppléants..., Baptiste Bellin, Veyrine, chapelier, et Bernard oncle.

...Les commissaires pour les cartes sont Goubie et Gorsse.
Séance levée à 10 heures. [Signé] LESTRADE.

Séance du 8^e jour 2^e mois an II... [29 octobre 1793].
Présidence d'Honoré Rolland.

Le citoyen Charon ouvre la séance, nomme quatre commissaires d'ordre et cède le fauteuil au citoyen Rolland.

Paul Pujol présente pour candidat Antoine Dupui, bonnetier, et Laboneille présente Jean Valette, menuisier... [On] arrête que... la liste des candidats sera remise aux Comités réunis (5), qui, seuls, ont le droit d'admission ou de réjection.

...Le rapport de Barère à la Convention..., contenant l'énumération des succès des armées de la République, a été souvenu... accompagné d'applaudissements universels... (6).

Boyer... a fait une longue digression sur l'état politique de la République et l'efficacité des lois révolutionnaires..., [avec la pensée] de donner un redressement au président, qui s'était obstinément refusé à mettre en délibération une motion relative au maximum (7), qui, disait... [le président], heurtait la loi de front. Rolland cède le fauteuil à un secrétaire, qui lui accorde la parole. Il réfute victorieusement l'assertion de Boyer, en lui

(1) Voir la séance du 27 octobre 1793, où il est parlé de Lakanal. Il sera encore parlé de lui dans la séance du 31 octobre 1793.

(2) Il est probable que Lakanal donna un avis favorable à la motion de Boyer, puisque, le 4 frimaire an II, on invoquera cette motion comme article de règlement.

(3) Cette expression est impropre. Le vrai Comité épuratoire devait être composé non seulement de ces 12 membres, mais aussi des membres du Comité de surveillance déjà créé à l'intérieur de la Société.

(4) Dans la séance du 4 frimaire an II, Dommenget prendra la parole au nom du Comité des douze.

(5) A savoir le Comité de douze membres, nommé le 28 octobre 1793, et le Comité de surveillance de la Société.

(6) Il s'agit du rapport que Barère avait lu à la Convention, le 1^{er} brumaire an II, au nom du Comité de salut public (*Réimp. ancien Moniteur*, t. XVIII, p. 185).

(7) La Société s'était occupée du maximum le 18 octobre 1793 et s'en occupa encore le 30 octobre 1793.

faisant remarquer que l'hypothèse porte... sur une loi... qui... ne peut se plier aux circonstances. L'ordre du jour termine cette discussion incidente, et Rolland reprend le fauteuil.

Les commissaires pour la vérification des cartes d'entrée sont Sainbris et Crépin.

Séance levée à 10 heures. [Signé] LESTRADE, MARCHET FILS.

Séance du 9^e jour 2^e mois an II... [30 octobre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Discussion... sur les moyens à prendre pour la translation de la Société dans la nouvelle salle (1)... La Société s'en ré- fère... à l'ingénieur (2)...

[On observe] que la fixation [des prix] des matières premières et les factures des marchands détaillants en... 1790 établissent... le maximum (3) des marchandises sous corde, en sorte que ceux qui iront à l'emplette savent à l'avance le prix des marchandises par le rapprochement de leurs factures, en ajoutant le tiers en sus du prix de 1790...

L'administration demande deux membres de la Société pour l'aider à l'opération du maximum. Pasqual propose et l'assemblée délibère que le président nommera 6 membres, lesquels feront le choix de 4 commissaires au lieu de 2... Dommenget, Bouchon, Lespinasse, Cailloux Antoine, Pujol et Bellin se retirent pour procéder à ce choix (4).

Boyer désire qu'on s'attache particulièrement aux objets de première nécessité... : le bois, le vin, les laines... ; il désire qu'on en constate... la quantité dans tous les magasins. En conséquence, l'assemblée arrête... [de demander à la municipalité] qu'elle nomme 4 commissaires dans chaque section..., [pour faire ces constatations, qui seront] affichées sur les portes desdits magasins pour être vendu... à proportion de la consommation de chaque citoyen, aux peines portées par la loi sur les accapareurs... Les citoyens Lestrade, Lafontaine, Masseron et Tilhet sont chargés de la rédaction et remise de cette pétition (5)...

Rimbaud jeune prête le serment...

Un membre propose de s'occuper de l'envoi de linge et de charpie à sa destination, vu que personne plus n'en apporte (6).

(1) Il s'agit de la chapelle de l'ancien hôpital Saint-Esprit, que Lakanal avait accordée à la Société (voir la séance du 23 octobre 1793). La Société aura à peine le temps de s'y installer (voir la séance du 2 novembre 1793).

(2) C'est l'ingénieur Martin, membre de la Société.

(3) La question du maximum venait d'être agitée dans la séance du 29 octobre 1793. Le 31 octobre 1793, la Société décidera de remercier la Convention d'avoir voté le décret sur le maximum.

(4) Dans la même séance ils annonceront qu'ils ont fait choix de Dommenget, Cazamajou, sellier, Sarrette et Borie, cordonnier.

(5) A la séance du 31 octobre 1793, on annonce que la municipalité a décidé de s'adjoindre : pour la section de l'Egalité, Lestrade, Reynaud, Cazamajou, sellier, et Bordier, sellier; pour celle de la République, Labonne, Bernardonète, Piot et Rouchon aîné; pour celle des Droits de l'homme, Duffour, avoué, Bordère aîné, Laville, buraliste, et Baptiste Bellin; pour celle de l'Union, Boussenot aîné, Cabannat, bonnetier, Dupuy et Teyssandier.

(6) A la séance du 2 novembre 1793, on décidera de demander à Lakanal à quelle armée il convient d'adresser cet envoi. C'est aux hôpitaux de Lille qu'étaient primitivement destinés ces dons (voir la séance du 3 octobre 1793).

Boyer dénonce un magasin d'étoffes très considérable..., duquel la République tirerait un parti avantageux, en mettant à l'écart les formes de l'ancien régime et [en faisant] procéder à la vente, au bénéfice des créanciers. C'est le magasin du citoyen Gravier-Lacoste. Cette proposition... [sera] communiquée [à] ...Lakanal (1).

Les commissaires pour les cartes d'entrée sont Desmond jeune et Rambaud, Américain.

Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 10^e jour 2^e mois an II... [31 octobre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Reynaud... propose de présenter la liste des secours administrés par l'agence dont il est membre. Pasqual s'oppose... à la lecture de ces listes ; il s'appuie sur les égards qui sont dus à nos frères indigents... Mais, après une seconde lecture de l'arrêté [de]... Lakanal (2), il retire sa motion (3). Trois listes d'agences ont été lues et affichées. Celle du citoyen Dommenget le sera à son retour d'une mission secrète.

Lestrade demande qu'... [on élise] un avocat, médecins et officiers de santé des citoyens indigents. Il rappelle que... Faugère, homme de loi, et Boissière, procureur de la commune, se placèrent sur les rangs (4)... A l'instant..., Albert demande d'être employé en qualité d'officier de santé. Les citoyens Lafon et Denoix, chirurgiens, offrent leurs services... [On élit] Faugère... défenseur de pauvres... [On décide] d'ouvrir un concours pour les officiers de santé, de tenir registre de ceux qui se présenteront et d'accorder la préférence à ceux qu'on estimera les plus zélés (5)...

Le citoyen Delay prête le serment...

Sur la motion de Lestrade, l'assemblée délibère à l'unanimité qu'il sera fait une adresse à la Convention..., pour la remercier d'avoir fait tomber la tête de l'infâme Autrichienne (6), de nous avoir donné des lois révolutionnaires, et particulièrement celle du maximum (7)..., l'inviter... à demeurer ferme à

Le 2 novembre 1793, la Société s'occupera encore de ces dons. Le 19 novembre 1793, elle décidera de les envoyer à l'armée des Pyrénées occidentales.

(1) A la séance du 2 nov. 1793, on décidera de prier Lakanal d'ordonner la vente de ces marchandises, pour éviter qu'elles se détériorent et pour verser le prix de la vente au syndic des créanciers de Gravier-Lacoste. On chargera Lestrade et Bouchon de rédiger la pétition à Lakanal. Voir la suite de cette affaire à la séance du 19 novembre 1793.

(2) Voir, plus haut, la séance du 28 octobre 1793, et, plus loin, même séance du 31 octobre 1793, où il est parlé de Lakanal.

(3) La municipalité se servira aussi du club, en matière d'assistance publique. C'est ainsi qu'elle décidera que lecture de la loi du 28 juin 1793 serait faite au club, et qu'un registre y serait ouvert, sur lequel s'inscriraient les citoyens ayant droit à des secours (Voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 23 thermidor an II, f. 93).

(4) C'est dans la séance du 24 octobre 1793 que ces deux clubistes s'étaient offerts. Le médecin Latané s'offrira dans la séance du 1^{er} novembre 1793.

(5) Voir la séance du 2 novembre 1793.

(6) Voir la séance du 22 octobre 1793, où la Société avait appris l'exécution de Marie-Antoinette.

(7) Le 30 octobre 1793, la Société s'était longuement occupée de l'application de cette loi.

son poste, enfin de nous rendre d'immortelles actions de grâces de nous avoir envoyé le vertueux représentant Lakanal, qui s'occupe sans relâche du salut de la République et du soulagement des malheureux (1)...

Le citoyen Latané, homme de loi, fait renouveler son diplôme.

On lit une lettre du citoyen Pinet, nommé adjudant-général à l'armée du Rhin (2), contenant des détails sur la trahison des généraux et les mesures qu'on a prises à leur égard.

Grand, droguiste, et Périer, perruquier, sont nommés commissaires pour les cartes d'entrée.

Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 1^{er} jour 2^e décade 2^e mois an II... [1^{er} novembre 1793].
Présidence de Rolland jeune.

Charon prend le fauteuil en l'absence de Rolland...

Latané... fait offrir ses services, en qualité d'officier de santé, dans une section (3).

Caussade, teinturier, demande un diplôme... Accordé.

Le président nomme Paul Pujol et Rooy, bonnetier, pour la vérification des cartes à la séance prochaine et lève la séance à 9 heures. [Signé] LESPINASSE, MARCHET.

Séance du 2^e jour 2^e décade [2^e mois] an II... [2 novembre 1793].
Présidence de Rolland.

...Un membre demande que Dommenget soit invité à donner un état des souliers qu'il a reçus pour nos frères des frontières (4)...

Labonne offre de préparer gratis les remèdes... pour les indigents (5). Applaudi.

Boyer dit que le moyen de placer les chevaux qui arrivent de toutes parts est difficile, qu'en conséquence il invite la Société, de la part du représentant Lakanal (6), à vider le local qu'elle occupe (7)... et à aller s'installer provisoirement dans l'église descui-devant Jacobins, à compter de demain. L'assemblée s'empresse d'y satisfaire et arrête que tous les membres

(1) Le 4 frimaire an II, ce projet d'adresse sera présenté à la Société.

(2) Ce Pinet est le frère du conventionnel. Voir notre étude sur *le conventionnel Pinet*, p. 13, note 2; voir aussi la séance du 7 nov. 1793.

(3) Il s'agit des agences de secours. Voir les offres faites par d'autres clubistes le 31 octobre 1793, et, plus loin, le 2 novembre 1793.

(4) Le 30 octobre 1793, la Société s'était demandée où ces dons seraient expédiés. Le 3 novembre 1793, on fera de nouveaux dons.

(5) C'est la suite des opérations relatives aux agences de secours (voir la séance du 1^{er} novembre 1793). Labonne était apothicaire. Voir aussi, à propos des agences, la séance du 3 novembre 1793.

(6) La Société s'était occupée de Lakanal dans la séance du 31 octobre 1793; elle s'en occupera encore, le 5 novembre 1793. La Société s'était intéressée, à plusieurs reprises, à la levée des chevaux (voir, par exemple, les séances des 21, 24, 25, 26 octobre 1793).

(7) Il est probable que la Société était déjà installée dans la chapelle de l'ancien hôpital Saint-Esprit. Dans la séance du 30 octobre 1793, la Société s'occupait de cette installation. Voir la séance du 10 novembre 1793, au sujet de l'installation de la Société dans l'église des ci-devant Jacobins.

seront tenus d'aider à déménager la salle. L'heure en est fixée à demain matin, à 8 heures.

Lafontaine et Rochon le second sont nommés pour la vérification des cartes à la séance prochaine.

La séance est levée à 9 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 13^e jour du 12^e mois an II...[3 novembre 1793].

[On lit]... deux arrêtés de la municipalité de cette ville, l'un, portant qu'à compter de demain tous les cochons qui seront rencontrés vaguant dans les rues seront arrêtés, confisqués et vendus au profit des pauvres, et l'autre, défense... à toutes personnes... de se porter sur les chemins pour avant-courir (1) les denrées destinées à l'approvisionnement des marchés...

Marionet, charpentier, membre de la Société, dépose sur le bureau un mémoire signé de lui, annonçant que plusieurs personnes ont reçu sans besoin de secours... [Renvoyé à l'agence] (2).

...Lecture d'une lettre adressée à la Société, datée du camp de Belchenéa, signée Dechamps fils, [très patriotique] (3).

...On lit la 1^{re} et la 2^e feuille du *Journal des hommes libres*...

Les citoyennes Bontemps sœurs font déposer sur le bureau un paquet de linge et charpie. La citoyenne Boyer en fait de même. Applaudi (4).

Villepontoux, médecin, et Géraud, chirurgien, demandent à occuper dans les sections chacun une place d'officier de santé. Géraud offre, de plus, de faire sans rétribution tous les accouchements des femmes peu aisées. Applaudi (5).

...[On lit] une pétition signée Alexis, annonçant qu'il est très nécessaire de placer un étalon à Bergerac et un à chaque canton du district (6)...

Séance levée à 9 heures. [Signé des mêmes].

(1) Entendons qu'il était interdit d'aller au-devant des campagnards qui apportaient leurs denrées à la ville; on voulait sans doute empêcher soit les accaparements, soit des ventes contraires au maximum.

(2) Nouvelle preuve (voir la séance du 2 nov. 1793) de l'intérêt que portaient les clubistes au fonctionnement des agences de secours. Voir aussi la suite de la séance.

(3) Il est probable que Dechamps répondait à une lettre que la Société lui avait adressée, le 13 octobre 1793, et qui était ainsi conçue : « Au citoyen Dechamps fils, volontaire dans la 4^e compagnie du 1^{er} bataillon de la 148^e demi-brigade, au camp de Belchenéa, à Saint-Jean-de-Luz... Frère et ami. Notre frère Albre nous a communiqué votre lettre. Nous y avons reconnus les sentiments qui doivent animer les amis de la liberté. » La Société ajoutait qu'il fallait abattre les traîtres qui n'obéissaient qu'à leur ambition et à l'or anglais. Elle ajoutait : « Répandez partout la lumière de notre Evangile politique... Inspirez au plus petit qui vous entoure l'horreur de la tyrannie... Voilà ce qu'attend de ses membres la Société populaire dont vous faites partie » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n^o 47.) L'amalgame des régiments de ligne et des bataillons de volontaires, destiné à former les demi-brigades, datait du 12 août 1793.

(4) Voir, sur ces dons, le début de la séance du 2 novembre 1793 et celle du 10 novembre 1793.

(5) Offres relatives aux agences de secours. Voir le début de la séance du 6 novembre 1793.

(6) Cette demande est peut-être liée aux opérations de la levée de chevaux, qui appauvissait de chevaux le département.

Séance du 14^e jour 2^e mois an II... [4 novembre 1793].

En l'absence de Rolland, président,... et des ex-présidents, Faugère occupe le fauteuil, à l'invitation de la Société, ouvre la séance et un paquet... contenant : 1^o un décret qui établit une Commission de subsistances et d'approvisionnements (1) ; 2^o autre décret, qui invite les Sociétés populaires à faire passer des renseignements sur les arrêtés des administrations relatifs aux émigrés et à leurs biens (2) ; 3^o autre décret..., qui ordonne l'envoi d'un état des biens des émigrés vendus et à vendre (3) ; 4^o... un extrait des registres du Conseil d'administration du présent département, portant instruction aux municipalités... relativement à la loi du 28 juin dernier, qui assure une retraite et des secours à tous les infortunés... La Société [en] témoigne sa joie (4)...

La séance est levée à 9 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 15^e jour du mois brumaire an II... [5 novembre 1793].
Présidence de Rolland jeune.

...Lecture d'une lettre du Comité de surveillance de Périgueux..., portant invitation de la part de la Société populaire de Périgueux à celle de Bergerac, d'assister par députation à la fête civique et funèbre qui aura lieu le 20 du courant, consacrée à la mémoire des martyrs de la liberté, Le Peletier et Marat...

[Arrêté que 4] membres se rendront à Périgueux pour assister à cette fête civique, resserrer les liens... de fraternité qui nous unissent et prévenir nos frères de Périgueux que la même fête sera célébrée à Bergerac le 30 du courant, avec invitation à y assister. Les commissaires sont Cazamajou, sellier, Blanchard, perruquier, Veyrine, tanneur, et Defarge (5).

On lit une lettre du représentant Lakanal, portant que le citoyen Boyer est sorti victorieux et exempt de reproche des inculpations qu'on lui avait suscitées... [On envoie] une députation de 10 membres... chez Boyer, pour lui communiquer la let-

(1) Sur cette Commission, créée par décret du 1^{er} brumaire an II (22 octobre 1793), voir notre *Lakanal*, p. 70, note 3.

(2) Il s'agit peut-être du décret du 11 septembre 1793, qui punissait les administrateurs refusant de mettre en vente les biens immeubles des émigrés et qui chargeait les représentants de nommer, dans les Sociétés populaires, des citoyens zélés, pour faire vendre ou affermer les biens des émigrés (Duvergier, t. VI, p. 196).

(3) Le décret du 6 brumaire an II (27 octobre 1793) rectifiait une erreur dans le décret du 23 vendémiaire an II (14 octobre 1793), qui ordonnait l'envoi d'un état des biens des émigrés, vendus et à vendre (Duvergier, t. VI, p. 280 et 318).

(4) Ce décret du 28 juin 1793 (Duvergier, t. V, p. 447) corroborait beaucoup de mesures d'assistance publique prises par la Société et par Lakanal.

(5) A la séance du 6 novemb. 1793, Cazamajou et Veyrine feront savoir qu'ils ne peuvent se rendre à Périgueux. Besson et Jarry s'offriront à leur place et seront acceptés. A la séance du 7 nov. 1793, Lestrade lira et fera adopter le projet de réponse à la Société de Périgueux; Delsuc fils et Sainte-Foy y seront désignés pour remplacer Défarges et Besson, et la Société décidera de rembourser les frais de voyage des commissaires. A la séance du 1^{er} frimaire an II, la Société leur fera payer, en conséquence, la somme de 118 livres 15 sous. Voir la séance du 12 nov. 1793, au retour des clubistes envoyés à Périgueux.

tre du représentant Lakanal, et lui témoigner la satisfaction de l'assemblée (1)...

[On lit] une lettre de la Société populaire de Veyrac (2), qui demande l'affiliation. Délibéré qu'il sera pris des renseignements sur les principes de cette Société.

Le juge de paix de Périgueux écrit et demande à la Société copie de l'ariette du *Radoubin* (3). Accordé.

Les commissaires rendent compte de leur mission vers Boyer, qui a été pénétré de la plus vive reconnaissance (4)... L'assemblée arrête que le surplus de la délibération concernant la dénonciation de Boyer (5) compète seul... Lakanal, et qu'il lui sera communiqué avant de s'adresser au Comité de surveillance.

Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 16^e jour du mois brumaire an II... [6 novembre 1793].
Présidence de Rolland jeune.

...Lecture de la liste des secours administrés par l'agence de la section de la Liberté. Boyer observe que, pour mettre au grand jour les noms des individus et éviter de donner à ceux qui pourraient s'en passer, de les désigner par leurs noms, prénoms et sobriquets... [Adopté]; l'agence s'y conformera (6)...

Boissière rapporte que Boutiron a été dénoncé au Comité de surveillance (7)...

Sur la motion de Lestrade, il est arrêté que la lettre du citoyen Lakanal (8) sera déposée aux archives et insérée au procès-verbal, en témoignage de la justification de Boyer. Suit la teneur de la lettre... : « Citoyens, mes amis et mes frères. S'il

(1) La Société s'était occupée de Lakanal le 2 novembre 1793 et s'en occupa encore le 6 novembre 1793.

(2) Il n'y a pas de commune de ce nom dans la Dordogne. S'agit-il de Vézac, près Sarlat, ou de Vézac-en-Gironde, canton de Fronsac?

(3) Il avait déjà été fait mention de cette ariette dans la séance du 24 septembre 1793.

(4) Dans la séance du 16 brumaire an II, Boyer témoignera à la Société « sa sensibilité pour la démarche et l'intérêt que la Société a pris à l'inculpation calomnieuse qui l'a fait soupçonner un instant ». Voir, dans le procès-verbal de cette séance, la lettre de Lakanal sur cette affaire.

(5) Aucun procès-verbal n'a été transcrit, qui contienne une délibération concernant la dénonciation contre Boyer.

(6) Voir, sur ces agences, la séance du 3 novembre 1793. Le 15 novembre 1793, une de ces listes sera remise à la Société.

(7) Il s'agit de Boutiron, que la Société avait exclu le 28 août 1793. Le 13 frimaire an II (3 déc. 1793), Boutiron écrira à la Société, pour lui exposer qu'il se trouve détenu dans la maison d'arrêt, à la suite de la plainte portée contre lui au Comité de surveillance par la Société, qui le soupçonnait d'avoir dénoncé Boyer. Il proteste contre ce soupçon et demande sa réintégration dans la Société (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 105). Le 18 frimaire an II (8 décembre 1793), nouvelle lettre de Boutiron à la Société. Il remercie la Société de l'avoir fait relâcher. Il affirme ses sentiments républicains, s'apprête à retourner à la Société et ajoute : « Je me félicite avec vous de la nouvelle trois fois heureuse qui nous conserve... Lakanal. L'aristocratie sera aux abois et le patriotisme triomphera. Nous serons heureux sous lui, puisque la justice est l'âme de toutes ses actions. Que la Société s'empresse de lui envoyer une députation, pour lui témoigner la joie qu'elle ressent de cette heureuse nouvelle » (*Ibid.*) ! Voir, plus loin, la séance du 13 frimaire an II.

(8) Cette lettre avait été lue dans la séance du 5 novembre 1793. Lakanal viendra assister à la séance du 24 novembre 1793.

n'y avait qu'une paire de souliers dans la République, elle devrait être pour un défenseur de la liberté. Fournir à nos braves volontaires de mauvaises marchandises, c'est un crime de lèse-nation, c'est un acte contre-révolutionnaire. En visitant hier le dépôt de Bergerac, j'ai découvert de mauvaises fournitures. Si j'avais trouvé un coupable, je vous le déclare, il eût été traité révolutionnairement ; sa tête serait déjà tombée. Les volontaires se battent pour nous, et j'ai juré de ne rien laisser désirer aux volontaires. Les soupçons ont plané sur plusieurs têtes. Le citoyen Boyer, membre du district, a été inculpé. Mais, après un mûr examen, sa probité a resté sans nuage. Boyer est un galant homme, un excellent patriote, à qui je ferai tout le bien que je puis faire aux amis incorruptibles de la liberté. Signé Lakanal. »

Séance levée à 9 h. 1/2. [Signé des mêmes].

Séance du 17 brumaire an II... [7 novembre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

Boyer... communique 2 lettres du citoyen Frescarode, desquelles il résulte qu'il a été innocenté par le tribunal militaire et que, Pinet ayant été nommé adjudant-général à l'armée de Lyon (Ville-Affranchie), il l'a choisi pour son secrétaire (1). Il rend compte des avantages que les troupes de la République ont remportés sur les Autrichiens. On applaudit. Boyer demande et la Société arrête que le Comité de rédaction écrira une lettre fraternelle au bataillon de la Dordogne...

Sur la demande d'un administrateur, la Société nomme 6 commissaires, qui seront adjoints à ceux que le district a choisis pour s'occuper du transport des subsistances... : Noel, Bordère père, Pierre Falquier, Goulard jeune, Eyraud fils aîné et Malaroche (2)...

Séance levée à 9 h. 1/2. [Signé des mêmes].

Séance du 20 brumaire an II... [10 novembre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Le petit Sarrette..., après un discours plein du plus pur civisme, a déposé sur le bureau un paquet plein de charpie (3)... Applaudissements... Le président l'a invité aux honneurs de la séance.

Lecture d'une lettre du citoyen Mercier, datée du bivouac de Lachapelle-Saint-Jean, près Saverne, portant qu'il commandait l'attaque de la bataille du 23 octobre (vieux style), à la tête de 200 hommes, dans laquelle il s'est signalé. Vifs applaudissements.

Le citoyen Martin, ingénieur, présente à l'assemblée son projet sur la distribution de la nouvelle salle (4). Après l'avoir

(1) Voir, sur Pinet, la séance du 31 octobre 1793, et, plus loin, celle du 2 frimaire an II. Ce Pinet était le frère du conventionnel (voir notre étude sur *le conventionnel Pinet*, p. 13, n. 2)

(2) Sur la question des subsistances à Bergerac, voir notre *Lakanal* p. 344. Il sera reparlé de ces transports de subsistances dans la séance du 7 nivôse an II.

(3) Sur ces dons, voir la séance du 4 novembre 1793.

(4) C'est le 2 novembre 1793 que la Société avait décidé, à l'instigation de Lakanal, de se transporter dans l'église des ci-devant Jacobins. Le 17 novembre 1793, la Société décida de changer de local, une fois de plus.

examiné, on s'accorde à s'en rapporter au zèle et à l'économie du citoyen Martin. Mais il... [demande] que la Société agréee le devis estimatif de la dépense..., voulant répandre le plus grand jour sur ses opérations... On applaudit dans toutes les parties de la salle.

La séance est levée à 9 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 22 brumaire an II... [12 novembre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Les députés rendent compte de l'accueil amical et fraternel avec lequel nos frères de Périgueux les ont reçus ; ils les ont chargés de donner l'accolade fraternelle au président et d'annoncer à la Société l'envoi du plan de cette fête civique. Vifs applaudissements (1).

Sur l'observation d'un membre et le désir [de]... Lakanal, il sera sursis à la fête civique qui devait avoir lieu le 30 du courant (2)... [On en avertira] nos frères de Périgueux...

Pour l'exécution du scrutin épuratoire..., il est arrêté que la Commission des douze se réunira au Comité de surveillance (3)... [pendant] les après-souper, vu l'impossibilité de le faire pendant le jour, à cause de leurs grandes occupations... Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 24 brumaire an II... [14 novembre 1793].

...Lecture d'une lettre de Jacques Pinet, représentant du peuple à l'armée des Pyrénées occidentales (4), relative aux moyens à prendre contre les membres de la Convention... qui ont voté l'appel au peuple et relaxé La Fayette. Délibéré que le Comité de rédaction présentera un projet d'adresse à la Convention relatif à [cet]... objet, et que copie sera envoyée au représentant Pinet...

[On lit] un exemplaire de l'arrêté pris par les représentants à Bayonne, sur l'inutilité du numéraire et son échange en assignats, une lettre du citoyen Lespinasse, capitaine au 5^e bataillon de la Dordogne, en état d'arrestation à Rochefort (5). Arrêté qu'il lui sera envoyé un certificat de bonne conduite... ainsi que des bons témoignages que le représentant Pinet nous a rendus sur son séjour à Paris, lequel sera adressé au Comité

(1) Sur cette fête civique de Périgueux, voir la séance du 5 nov. 1793. Le 14 novembre 1793, il sera parlé du drapeau offert par la Société de Périgueux aux clubistes bergeracois.

(2) En l'honneur de Le Peletier et Marat, comme l'annonce le procès-verbal du 17^e brumaire an II. Le 19 novembre 1793, Pinet exhortera les clubistes à célébrer cette fête.

(3) Cette collaboration avait été décidée le 28 octobre 1793.

(4) Sa précédente lettre avait été lue dans la séance du 6 sept. 1793. Dans cette lettre, écrite de Bayonne, le 4 nov. 1793, Pinet invite les clubistes à demander à la Convention l'expulsion des députés qui, dans le procès du roi, ont voté l'appel au peuple ou le sursis. Bayonne est maintenant une ville montagnarde. — Pinet assistera à la séance du 19 nov. 1793.

(5) Dans cette lettre, datée de Rochefort, 21 brumaire an II, Lespinasse annonce à ses frères et amis qu'il a été mis en état d'arrestation par le Comité de surveillance de cette ville, à cause du voyage qu'il a fait à Paris, il y a 20 mois. Or, à Paris, il fut aidé des conseils de Pinet, en vue d'obtenir une lieutenance dans l'armée. Pinet a rendu hommage à son civisme. Lespinasse quitta Paris le 20 ou 21 mai 1792, avant que les « satellites » se fussent dévoilés. Il rappelle les preuves de patriotisme qu'il a données à Bergerac, notamment lors de deux

de surveillance de Rochefort (1), et qu'il en sera donné avis audit Lespinasse...

Nos commissaires, députés à Périgueux, présentent un drapeau tricolore, dont la Société de Périgueux nous fait hommage, en témoignage de sa satisfaction, afin de resserrer de plus fort les liens fraternels qui nous unissent. Ce drapeau a été placé à la droite du président... Applaudissements. Le Comité de rédaction en accusera la réception à nos frères de Périgueux (2)...

[On lit] une adresse de la Société populaire de Saint-Denis, qui se nomme désormais la Franciade (3), contenant invitation à toutes les Sociétés de fournir 2 cavaliers armés et équipés à la République, destinés à former un corps de cavalerie choisie en hommes forts et beaux chevaux, qui prouveront aux brigands couronnés que les Sociétés populaires de la République ont résolu de les combattre jusqu'à extinction. L'assemblée, sur la motion de Faugère, se lève spontanément et arrête qu'il soit ouvert sur-le-champ une souscription [en ce sens]... Plusieurs membres ont souscrit, ainsi que le citoyen Elie Méryan (de Jonzac, en Saintonge), qui a compté 10 livres (4). Mention honorable.

Gadras fils [remet]... un paquet de charpie.

On lit une lettre du citoyen Lafite, contenant des détails satisfaisants sur la Vendée. [Signé des mêmes].

Séance du 25 brumaire an II... [15 novembre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Un commissaire de l'agence de la section de l'Union dépose sur le bureau la liste des secours... [On la lit] (5).

« sorties » qui furent faites à Saint-Agne et à Lamothe-Montravel. Ses soldats, tels que Pacher, les deux frères Repassin, Brun, Flamant, Archier et Clerc, sont bien venus à Rochefort pour témoigner en sa faveur, mais le lieutenant Cautel les a fait repartir trop tôt pour qu'ils aient eu le temps de déposer leur témoignage (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 6).

(1) A la séance du 25 brumaire an II, Lestrade lira ce certificat. Dans ce certificat, daté du 25 brumaire an II, la Société proteste de l'innocence de Lespinasse et invite le Comité de surveillance de Rochefort à prendre de plus amples renseignements auprès du député Pinet, qui se trouve à Bayonne. La Société envoie aussi au Comité une lettre écrite, de l'Isle-Madame, le 22 octobre 1793, par Lespinasse à son père, et qui « vous rassurera sur ses sentiments » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47). En même temps, la Société prévenait Lespinasse de la démarche qu'elle faisait auprès de ce Comité (*Ibid.*).

(2) Les clubistes bergeracois revenus de Périgueux avaient déjà paru dans la séance du 12 novembre 1793.

(3) C'est la première débaptisation de commune dont le procès-verbal de notre Société porte trace.

(4) A la séance du 25 brumaire an II, on lira la liste des citoyens ayant souscrit à cet effet. On continuera, à la séance du 1^{er} frimaire an II. Le 2nd frimaire an II, une nouvelle souscription sera ouverte. Le district de Bergerac, seul de tous les districts de la Dordogne, avait formé, en 1791, une garde nationale à cheval. En 1793, ces gardes à cheval furent appelés à Périgueux, pour y maintenir l'ordre, en l'absence de la gendarmerie, partie pour la Vendée (de Cardenal, *o.c.*, p. 79, 271 272). Le 25 juin 1793, le procureur-général-syndic, Pipaud, écrivait à la Société populaire de Bergerac, pour la féliciter du zèle et de la discipline dont avaient fait preuve, à Périgueux, ces gardes bergeracois (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 11).

(5) Conformément à la décision prise le 6 novembre 1793, cette liste devait indiquer très exactement les noms des bénéficiaires. Le 17 novembre 1793, on lira une autre liste.

Lecture de l'arrêté du représentant Roux-Fazillac, relatif aux secours décrétés en faveur des parents pauvres des volontaires (1).

Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 27 brumaire an II... [17 novembre 1793].

Présidence de Rolland jeune.

Le citoyen Charon occupe le fauteuil...

Deux... membres de la Société dénoncent des signes de la féodalité qui existent encore sur plusieurs maisons de la cité (2). Un troisième dit que le moulin du citoyen Coursou fait encore parade de ses girouettes. L'assemblée, pénétrée d'un mouvement d'indignation, charge les citoyens Veyrine et Pujol de prendre note de toutes les maisons qui auraient quelque signe du blason et d'aller les dénoncer à la municipalité. Le Comité de correspondance écrira... au citoyen Coursou de faire descendre les girouettes de son moulin...

On observe de nouveau que la salle est ingrate pour les orateurs et malsaine (3)... Boissière offre à la Société la salle des francs-maçons (4). La Société l'accepte avec reconnaissance, jusqu'à ce que celle de l'hôpital soit réparée (5). Arrêté que la Société se chargera (6) chez la citoyenne Briau de le plus possible et que le représentant Lakana! sera préalablement prévenu de cette mutation par le citoyen Boissière, avec invitation à nous procurer des ouvriers...

Lecture des listes de secours de la section de la Liberté (7)...

Séance levée à 10 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 29 brumaire an II... [19 nov. 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Labonne, chirurgien, propose et l'assemblée députe sur-le-champ 10 de ses membres vers le représentant Pinet (8), pour lui témoigner son désir ardent de le voir dans son sein.

Les citoyens Pouverau et Lospinasse préviennent l'as-

(1) Cet arrêté corroborait les mesures déjà prises, à cet égard, par la Société (voir la séance du 28 mai 1793). Sur cette question, voir notre *Lakanal*, p. 328 et suiv.

(2) Une dénonciation analogue avait déjà eu lieu, à propos d'une maison appartenant à Dommenget.

(3) Le 10 novembre 1793, la Société s'était occupée des réparations à faire dans cette salle (l'église des ci-devant Jacobins).

(4) La Société avait déjà tenu ses séances dans la salle des francs-maçons (voir la séance du 28 janvier 1791).

(5) Il s'agit de l'ancien hôpital Saint-Esprit, que la Société s'occupait de faire réparer dans sa séance du 30 octobre 1793, mais dont elle avait été provisoirement écartée par Lakanal, qui l'utilisa au dépôt de chevaux qu'il levait (séance du 2 novembre 1793). La Société prévoyait que ces chevaux allaient bientôt quitter Bergerac pour être dirigés sur les armées et que, par suite, ce local se trouverait disponible. Voir la séance du 19 novembre 1793, où se posera encore la question du local.

(6) Quelques mots manquent.

(7) Le 15 novembre 1793, on avait lu la liste des secours distribués dans la section de l'Union.

(8) Le 14 novembre 1793, la Société avait reçu une lettre de Pinet, datée de Bayonne, 4 novembre 1793. Pinet, se rendant à Bayonne, avait paru à la Société deux mois et demi plus tôt (voir les séances des 7, 8, 10 septembre 1793).

semblée que le Comité des subsistances (1) a destiné cette enceinte (2) à un magasin de châtaignes et fourrages, et que nos bons amis les protestants (3) nous offrent leur salle pour y tenir nos séances jusqu'à ce que celle de l'hôpital soit réparée (4)... Applaudissements...

Le représentant Pinet est introduit au bruit des acclamations et des applaudissements universels et se place à la droite du président... [Il] monte à la tribune. Après avoir prouvé... la nécessité et l'efficacité de l'arrêté concernant le numéraire et l'agiotage, il a développé les principes éternels de la raison et de la philosophie, qui seront désormais la religion de tous les peuples libres. Il a retracé avec précision et énergie les abus énormes que le despotisme royal, sacerdotal et seigneurial avait puisés dans l'Evangile pour avilir les peuples, les fanatiser et les abrutir. En terminant, il propose une fête civique en l'honneur des martyrs de la liberté, Le Peletier, Marat, Beauvais et Moïse Bayle (5). Il est satisfait en apprenant que la Société a déjà pris un arrêté à cet égard.

Les citoyennes Desbats déposent sur le bureau un paquet de charpie. Mention honorable... Délibéré que linge et charpie seront expédiés à l'armée des Pyrénées occidentales (6).

Le représentant Pinet annonce qu'il part demain pour se rendre à son poste. L'assemblée se lève spontanément et l'accompagne chez lui en chantant des hymnes à la liberté et des cris de Vive la République ! Vive la Montagne !

Les citoyens Rolland, Reynaud, Lespinasse et Bourson se retireront vers le représentant Lakanal, pour lui communiquer les vues de la Société sur le magasin de Gravier, l'envoi de la charpie et sa mutation dans le temple de nos bons amis les protestants (7)...

Séance levée à 10 h. 1/2. [Signé des mêmes].

(1) Sur ce Comité, voir notre *Lakanal*, p. 344.

(2) De quelle enceinte s'agit-il ? Est-ce de l'église des Jacobins ? Mais la Société n'avait pas attendu la décision du Comité des subsistances pour se résoudre à l'abandonner (voir la séance du 17 nov. 1793). Est-ce la salle de l'hôpital Saint-Esprit ? Mais le même procès-verbal indique clairement que non, puisqu'il est dit qu'on ne s'y installera qu'une fois les réparations faites. Admettons, dès lors, que, entre le 17 et le 19 novembre 1793, la Société avait fixé ses séances dans le temple des francs-maçons et que c'est ce temple que le Comité des subsistances se proposait d'utiliser. La séance du 20 nov. 1793 sera tenue dans le temple protestant.

(3) Sur les protestants bergeracois en l'an II, voir notre *Lakanal*, p. 140.

(4) Des clubistes souscriront au paiement de ces réparations (voir la séance du 2 frimaire an II).

(5) Sur la fête projetée en l'honneur des deux premiers anciens conventionnels, voir la séance du 12 nov. 1793.

(6) Voir la séance du 30 octobre 1793, où la Société se montrait indécise sur la destination de ces dons. C'est auprès de cette armée que Pinet avait été envoyé en mission et allait revenir. Dans les séances suivantes (par exemple, le 2 frimaire an II), on continuera à faire des dons. Le 11 frimaire an II, la Société décidera de faire, par le prochain courrier, cet envoi à l'armée des Pyrénées occidentales.

(7) A la séance du 1^{er} frimaire an II, Bourson, organe de ces commissaires, déclarera que les mesures sont prises pour mettre en vente les marchandises qui sont dans le magasin de Gravier, que la charpie sera adressée à Pinet, représentant à l'armée des Pyrénées occidentales, que la Convention sera prévenue de cette expédition et que Lakanal « a été très satisfait de l'honnêteté de nos frères les protestants envers la Société ». Sur la vente du magasin de Gravier-Lacoste, voir, plus haut, la séance du 30 octobre 1793, et, plus loin, celle du 24 frimaire an II.

Séance du 30 brumaire an II... [20 nov. 1793].
Présidence de Rolland jeune.

Dans le temple de nos frères protestants.

Le citoyen Charon occupe le fauteuil... et nomme Pujol (des Carmes) (1) et Jarry commissaires à la vérification des cartes d'entrée pour la prochaine séance...

L'assemblée arrête que, pendant qu'elle tiendra ses séances dans le temple de nos frères les protestants, la tribune sera occupée par nos concitoyennes (2)... [Signé des mêmes].

Séance primidi frimaire an II [21 nov. 1793].
Présidence de Rolland jeune.

...On lit une lettre venant de Cahors, portant que le représentant Taillefer a été dénoncé à la Convention par le Comité de salut public de cette ville. L'assemblée arrête qu'elle ne prendra aucune détermination jusqu'à ce que le représentant Lakanal l'ait prise en communication. Les citoyens Forgé et Cailloux gendre [la lui porteront]... (3).

Un secrétaire annonce que le sceau de la Société est égaré depuis le 22 courant (4)... Arrêté qu'on prendra des renseignements... Ajourné à dimanche, style esclave, 4 frimaire...

La lecture d'un certificat expédié au citoyen Borie par la Société populaire de Bordeaux a été... applaudie...

Les commissaires pour la vérification des cartes d'entrée sont Forgé et Bernard gendre, et Taurel pour la tribune...

Séance levée à 9 h. 1/2. [Signé des mêmes].

Séance du duodi frimaire an II [22 nov. 1793].
Présidence de Rolland jeune.

...Un membre communique une lettre du citoyen Loche... ; il souscrit pour 25 pistoles (5) aux réparations de la nouvelle salle (6) et pour 10 livres à l'armement de 2 cavaliers (7). Mention civique.

La citoyenne Marchet fille dépose sur le bureau un paquet de charpie (8)... Applaudissements.

On lit une lettre du citoyen Pinet, datée de Ville-Affranchie, relative à sa nomination d'adjudant-général à l'armée des

(1) Ce Pujol était un ancien Carme; voir la séance du 26 octobre 1793.

(2) On organisera un contrôle des citoyennes clubistes admises à la tribune (voir la séance du 2 frimaire an II).

(3) Ils reviendront dans la même séance, après avoir vu Lakanal; sur leur rapport, on passera à l'ordre du jour. Le 8 frimaire an II, la Société applaudira à une justification de Taillefer présentée par la Société populaire d'Aurillac. Taillefer était député de la Dordogne.

(4) Ce cachet avait été mentionné dans la séance du 1^{er} mai 1792. Le nouveau cachet sera remis à la Société le 29 frimaire an II.

(5) Le mot pistole servait à désigner non une pièce de monnaie, mais une somme de 10 livres.

(6) Il s'agit de la chapelle de l'hôpital Saint-Esprit, où la Société devait toujours s'installer (voir, plus haut, la séance du 19 nov. 1793, et, plus loin, celle du 12 frimaire an II).

(7) Voir, sur cette souscription, la séance du 14 nov. 1793, et, plus loin, celle du 11 frimaire an II.

(8) Sur ces dons, voir la séance du 19 nov. 1793.

Alpes (1) et à la bonne conduite de notre concitoyen Frescarode (2) ; — une lettre du citoyen Doat, accompagnée de plusieurs exemplaires de procès-verbaux du directoire du département, rédigés par Dumoulin, portant abjuration de plusieurs prêtres, qui ont brûlé leurs lettres de prêtrise. On applaudit...

Lalande propose de demander une cloche pour l'hôtel commun. — L'ordre du jour est adopté, motivé sur la loi qui met tous les métaux en réquisition. Lalande s'empresse de retirer sa motion, et demande que toutes les matières métalliques soient transformées en canons (3). On applaudit.

Les commissaires des cartes d'entrée sont Gabriel Caillou, Sarrette, et Bergegère pour la tribune (4).

Séance levée à 9 h. 1/2. [Signé des mêmes].

Séance du quartidi frimaire an II [24 nov. 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Lakanal (5) est introduit au bruit des acclamations et des applaudissements universels. Il fait l'énumération de ses travaux et des moyens qu'il a employés afin d'assurer nos subsistances. Il annonce que la Convention... l'appelle près l'armée de l'Ouest (6), et que le plus beau jour de sa vie sera celui de son retour à Bergerac. Il a été souvent interrompu par les témoignages non équivoques de la parfaite satisfaction de l'assemblée et de sa consternation en apprenant son départ prochain. Il se retire, pour s'occuper de ses glorieux et pénibles travaux, accompagné d'une nombreuse députation.

On chante un nouvel hymne à la liberté...

Lecture du projet d'adresse à la Convention (7), qui est adopté..., [moyennant] la suppression de la demande de l'effet rétroactif donné à la loi du 5 brumaire. Bourson et Lestrade [feront la rédaction définitive]...

Dommenget, membre du Comité des douze, fait le rapport du scrutin épuratoire... L'assemblée passe à l'ordre du jour,

(1) Voir, sur Pinet, la séance du 21 avril 1793. D'après M. de Cardenal (o. c., p. 476), Pinet ne serait devenu adjudant général, chef de brigade, que le 14 avril 1794. Il deviendra général de brigade, employé à l'armée des Pyrénées-Occidentales, le 9 juin 1794. Il sera suspendu de ses fonctions le 10 juin 1795 (*Ibid.*).

(2) Frescarode était le secrétaire de Pinet (voir la séance du 7 nov. 1793).

(3) Le décret du 3 août 1793, notamment, affectait le métal des cloches à la fabrication des canons (Collection du Louvre, t. XV, p. 339). Le 21 octobre 1793, l'administration du district de Bergerac avait chargé des commissaires d'assurer la descente des cloches du district et leur transport à Bergerac (*Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 101). Sur cette question, voir notre *Lakanal*, p. 154.

(4) La tribune était réservée aux citoyennes clubistes (voir la séance du 30 brumaire an II).

(5) C'est le 6 novembre 1793 que la Société s'était, pour la dernière fois, occupée de Lakanal. Dans sa séance du 25 novembre 1793, la Société décidera de demander le maintien de Lakanal à Bergerac.

(6) C'est par décret du 27 brumaire an II (17 nov. 1793) que Lakanal avait été chargé de se rendre à l'armée de l'Ouest, la levée des chevaux dans la Dordogne étant à peu près terminée (voir notre *Lakanal*, p. 63 et 64). Dans la séance du 5 frimaire an II, la Société décidera de demander à la Convention le maintien de Lakanal à Bergerac. Lakanal reparaitra à la Société le 8 frimaire an II.

(7) Il s'agit de l'adresse que, le 31 octobre 1793, la Société avait décidé d'écrire à la Convention. On en reparlera dans la séance du 5 frimaire an II.

motivé sur l'arrêté pris lors de la dissolution de la Société, portant qu'elle se réservait... d'entendre les réclamations des membres qui auraient été exclus par les Comités réunis et d'y faire droit (1)...

Le trésorier observe que la caisse est sans fonds... [Mais] le renouvellement des cartes joint à la rentrée de l'annuel nous fourniront des moyens...

On lit une lettre du Comité des subsistances, de Paris, qui demande des républicains... capables de seconder ses vues... [Renvoyé] aux Comités des douze et de surveillance réunis, pour faire ce choix, qui sera présenté à l'assemblée (2).

Sur la motion de d'Esmartis, qui a demandé le renouvellement des cartes en rouge, le prix en est fixé à 5 sous...

Séance levée à 10 h. [Signé des mêmes].

Séance du quintidi frimaire an II [25 nov. 1793].
Présidence de Rolland jeune.

...Le citoyen Charon occupe le fauteuil...

...Motion tendant à demander... à la Convention... qu'elle rapporte le rappel du citoyen Lakanal (3), et qu'elle prolonge son séjour à Bergerac jusqu'à ce qu'il ait terminé ses glorieuses entreprises pour le bonheur et l'avantage du peuple... Après de longs débats, Boyer observe que... Lakanal ne peut [que] se rendre à l'armée de l'Ouest, où sa présence est d'une nécessité absolue, que l'assemblée doit se renfermer à demander à la Convention... qu'elle nous renvoie... Lakanal aussitôt qu'il aura rempli sa mission. On demande une seconde lecture de l'adresse délibérée la veille, sauf rédaction, attendu qu'elle tend au même but (4). La discussion s'engage sur la question de savoir si l'adresse sera envoyée telle qu'elle est est. Le tumulte devient général. Sur la motion de d'Esmartis, il est arrêté que l'adresse... se renfermera dans les objets relatifs aux grands travaux du représentant... Le président met ensuite aux voix si on fera une seconde adresse dans l'intérêt des sans-culottes. Le tumulte est alors à son comble, et le président lève la séance (5).

Il est 10 h. 1/2. [Signé des mêmes].

(1) C'est le 28 octobre 1793 que la Société avait remis à deux Comités, pris dans son sein, le soin de l'épurer. C'est donc à cette date qu'on peut faire remonter la « dissolution » de la Société, qui continuait à tenir provisoirement ses séances. Ce même jour, Boyer avait proposé que la Société se réservât le soin de voter sur la « rejection des clubistes douteux » ; sa proposition avait été alors ajournée, mais il est probable qu'on l'avait adoptée depuis. Sur la suite des épurations, voir la séance du 5 frimaire an II.

(2) Le 12 frimaire an II, la Société décidera d'envoyer au Comité des subsistances le tableau du maximum.

(3) C'est le 4 frimaire an II que Lakanal était venu annoncer à la Société l'ordre que lui avait donné la Convention d'aller à l'armée de l'Ouest. La Société s'occupera encore du maintien du représentant à Bergerac, dans sa séance du 26 novembre 1793.

(4) Sur cette adresse, voir la séance du 4 frimaire an II.

(5) Cette seconde adresse sera décidée dans la séance extraordinaire du 6 frimaire an II.

Séance [extraordinaire] du sextidi frimaire an II... [26 nov. 1793]
à 8 h. du matin.

Présidence de Rolland jeune.

...Rolland... prend [le fauteuil]...

Dommenget rend justice au civisme de 3 membres que le Comité des douze avait omis de comprendre sur ses listes (1)...

On demande l'objet de la convocation de cette assemblée extraordinaire...

Ponterie fait l'énumération des établissements et de tout le bien qu'a opérés dans la cité... Lakanal (2). Il témoigne ses craintes sur leur inexécution pendant son absence. Boyer dit qu'on s'afflige mal à propos, qu'il ne faut pas perdre de vue les intérêts de la République dans leur ensemble, que Lakanal est appelé pour réorganiser l'armée de l'Ouest, que l'assemblée doit se borner à demander à la Convention qu'elle nous le renvoie après qu'il aura rempli sa mission... La motion de Ponterie obtient la priorité. L'assemblée... arrête qu'un courrier extraordinaire portera à la Convention... le vœu de la Société, contenu dans une adresse par laquelle nous demandons la suspension du rappel du citoyen Lakanal, motivé sur la nécessité indispensable de sa présence à Bergerac.

Le président nomme pour commissaires-rédacteurs les citoyens Ponterie, Couder et Boyer (3).

Le citoyen Veyrine, chapelier, s'offre pour faire le voyage de Paris. On applaudit. Un membre observe qu'il serait plus utile de charger de cette mission un citoyen qui réunirait à la qualité d'écuyer celle d'orateur. En conséquence, l'assemblée nomme à l'unanimité le citoyen Rambaud, administrateur, qui accepte avec empressement.

Arrêté... que... Lakanal en sera prévenu sur-le-champ par une députation.

Un sociétaire qui garde l'incognito fait offrir 100 pistoles pour contribuer aux frais de cette expédition (4)... Mention honorable... On applaudit...

Arrêté qu'il sera écrit sur-le-champ à nos frères de Péri-gueux, Sainte-Foy, Sigoulès, Lalinde et Couze, pour les inviter à la fête civique, et que le représentant Lakanal sera... invité à la suspendre jusqu'après-demain octidi (5)...

Séance levée à 9 h. 1/2. [Signé des mêmes].

(1) C'est dans la séance du 4 frimaire an II que Dommenget avait présenté son rapport sur l'épuration. Dans la séance ordinaire du 6 frimaire an II, un clubiste réclamera contre son exclusion.

(2) Dans la séance du 5 frimaire an II, la Société s'était déjà occupée des moyens de faire revenir la Convention sur le décret qu'elle avait pris au sujet de Lakanal. Voir la suite à la séance ordinaire du 6 frimaire an II.

(3) A la seconde séance du 6 frimaire an II, Ponterie présentera le projet d'adresse, mais un peu différent de la décision prise.

(4) Il sera reparlé de ce don dans la séance du 29 frimaire an II.

(5) La fête sera, en effet, remise au 8 frimaire an II (voir la séance du 7 frimaire an II). On écrit sans doute aussi à la Société d'Eymet, puisque les clubistes d'Eymet paraîtront à la séance du 7 frimaire an II.

Séance [ordinaire] du sextidi frimaire an II... [26 nov. 1793].
Présidence de Rolland jeune.

...Le concierge demande qu'il lui soit fixé un salaire ; d'après sa demande, la Société le fixe à 200 livres par an, payables par mois.

Latané présente Lalune pour candidat, Pradine présente Lajeunesse, charpentier, et Demond, menuisier, est présenté par Fauvel jeune.

D'Esmartis observe qu'il avait été délibéré une adresse à la Convention... sur l'égalité des partages, et demande qu'elle soit faite... [Mais] la Société... [rapporte] son arrêté (1).

Frescarode a fait don à la Société du portrait du patriote Chaliier, immolé par les contre-révolutionnaires du ci-devant Lyon. La Société l'accepte avec joie, et le président charge le citoyen Bellin de l'encadrer.

Raymond se plaint de n'être pas porté sur la liste des membres de la Société, et fait passer une attestation de Lafite (2), directeur des postes, qui constate que ledit Raymond n'a jamais reçu de journaux contre-révolutionnaires...

Ponterie présente... un projet d'adresse à la Convention..., pour demander que... Lakanal revienne à Bergerac après sa mission à l'armée de l'Ouest (3). Elle est vivement applaudie et acceptée à l'unanimité. Un membre a dit qu'il avait appris que... Lakanal verrait avec peine qu'on fit quelque démarche auprès de la Convention..., qui lui fût relative. Un autre a observé que les malveillants pourraient supposer que l'assemblée avait pu être influencée par la présence de ce représentant. Sur ces observations, la Société a arrêté que l'adresse que lui avait présentée Ponterie n'aurait pas lieu, et renvoie après le départ [de]... Lakanal pour y délibérer.

Séance levée à 10 heures. [Signé] MARCHET fils.

Séance du 7 frimaire an II... [27 nov. 1793].
Présidence de Rolland jeune.

...[On lit] l'éloge funèbre de Marat et Le Peletier, prononcé par Lanxade, de Périgueux.

Un membre propose qu'il soit nommé des commissaires chargés d'aider les cuisiniers dans le transport des mets au banquet civique qui doit avoir lieu demain... Adopté... Le président nomme 50 membres [à cet effet]...

Le président invite les citoyens et citoyennes à se rendre demain à 9 heures au Jardin de l'Egalité (4).

Nos frères de Sainte-Foy et Eymet sont introduits dans la salle au bruit des applaudissements. Ils expriment... le plaisir

(1) Cette décision avait été prise sans étude approfondie.

(2) Lafite était directeur de la poste. C'est la suite des opérations épuratoires (voir la séance extraordinaire du 6 frimaire an II, et, plus loin, celle du 11 frimaire an II).

(3) Voir, à ce sujet, la séance extraordinaire du même jour. Dans la séance du 28 novembre 1793, Lakanal annoncera à la Société qu'il a demandé à la Convention d'être maintenu à Bergerac.

(4) Sur la fête civique du 8 frimaire an II (28 nov. 1793), voir notre *Lakanal*, p. 285 et 286.

qu'ils ont d'assister à la fête de l'Egalité (1). Rolland leur exprime... [la satisfaction de] l'assemblée... et leur donne le baiser fraternel.

...Arrêté que le drapeau du 10 août sera porté par un fédéré...[et que] celui de la réunion (2) sera porté par un de nos frères des Sociétés voisines, actuellement à Bergerac.

Boyer veut que la Société soit représentée à la fête par une députation. Cette proposition est rejetée, motivée sur ce que, le peuple devant marcher en masse, il ne pouvait y avoir les distinctions particulières.

Ponterie annonce que... Lakanal désirait qu'il y eût demain une troupe à cheval. Le président invite les membres qui voudront monter à cheval à se présenter.

La citoyenne Repassin est invitée à chanter un hymne patriotique. Elle monte à la tribune (3) et chante : *Français, le signal est donné*, etc. Vifs applaudissements. Ponterie observe que, les citoyennes n'étant pas accoutumées à parler en public, elles sont très timides; [il]... demande... que, quand des citoyens voudront chanter, elles le fassent de leur place. Adopté.

Rolland jeune entonne l'hymne des Marseillais.

Le citoyen Valtet..., de la Société de Sainte-Foy, envoyé en députation à Bergerac, chante une chanson en l'honneur des sans-culottes... Applaudie.

Laubanie annonce que... Lakanal autorise la Société à tirer des mandats sur la Caisse à trois clés, sauf le visa du district... Il en demande un de 3000 livres pour l'agence des secours de la section de l'Egalité... Arrêté qu'il lui sera délivré... (4).

Il sera fait un drapeau pour consacrer la fête de l'Egalité (5). Reclus est chargé de le faire faire.

Séance levée à 10 heures [Signé du même].

Séance du octidi frimaire an II [28 nov. 1793].

Présidence de Rolland jeune.

Lestrade préside l'assemblée comme doyen d'âge... Bouys-savy... annonce que... Lakanal viendra à la séance. Une nombreuse députation va au-devant de lui. Les cris de Vive Lakanal ! se font entendre dans toutes les parties de la salle...

Rolland prend le fauteuil...

On lit une lettre datée du camp de Toulouse, signée de quatre de nos concitoyens, capitaine et officiers du 6^e bataillon de la Dordogne, qui réclament des certificats de civisme de la municipalité et de la Société.. Il leur sera donné satisfaction (6).

(1) Ils avaient déjà reçu la convocation décidée le 7 frimaire an II.

(2) Il s'agit sans doute du drapeau qui appartenait au second club et qui avait été transporté dans notre Société, quand les deux clubs avaient fusionné.

(3) Il est étonnant que cette citoyenne ne se trouvât point déjà à la tribune, qui était réservée aux citoyennes (voir la séance du 20 novembre 1793). Peut-être le secrétaire veut-il dire la chaire, — car on était dans le temple protestant.

(4) Sur les ressources que se procurera Lakanal en vue de l'assistance publique, voir notre *Lakanal*, p. 310.

(5) Qui devait être célébrée le lendemain 8 frimaire an II.

(6) Sur ce 6^e bataillon, qui faisait partie de la brigade du général Marbot, voir de Cardenal, *o. c.*, p. 251.

Autre lettre, du citoyen Reclaud, datée de Cahors, à laquelle est joint un exemplaire de la Société populaire d'Aurillac, contenant la justification du représentant Taillefer. On applaudit (1).

Nos frères, députés des Sociétés affiliées, accompagnés de nos concitoyens, sont introduits dans... la salle, au bruit d'une musique guerrière, et des applaudissements universels. Ils déposent sur le bureau les procès-verbaux de leur mission. Le président les harangue... Nos concitoyennes entonnent des hymnes à la liberté. La musique accompagne leurs voix mélodieuses, et l'assemblée fait chœurs...

Lakanal est introduit (2) au bruit des applaudissements universels et des cris de Vive Lakanal notre bienfaiteur, l'ami des sans-culottes ! Vive la montagne ! Il se place à côté du président, et le plus profond silence règne. « Citoyens, a-t-il dit, un décret de la Convention m'appelle auprès de l'armée de l'Ouest; un second décret, que je viens de recevoir officiellement, me fixe à Bergerac pour en accélérer la fabrique d'armes (3) et les autres établissements d'utilité publique. J'ai écrit à la Convention, et je lui demande de prononcer définitivement sur ma fixation à Bergerac (4).

A la consternation qu'avait répandue dans tous les cœurs l'annonce du départ prochain du protecteur des sans-culottes, ont succédé la joie et l'allégresse. Les cris de Vive Lakanal ! Vive la Montagne ! se font entendre de plus fort. Il se retire, accompagné d'une nombreuse députation.

Boissière... dit que... Lakanal a nommé une Commission des monuments (5), qu'il a autorisée à puiser des fonds dans la Caisse patriotique, sur le mandat de la Société... Il demande, au nom de la Commission, ...20.000 livres... [Accordé].

Boyer fait un discours patriotique relatif aux avantages de... la fraternité. Il propose de demander le rappel du citoyen Beaupuy (6), qui fut forcé de s'expatrier pour la cause la plus malheureuse... L'assemblée se lève spontanément pour manifester son vœu unanime pour le rappel... et arrête que... d'Esmartis, Ponterrie, Boyer, Rambaud, greffier, Bouyssavy et Rolland

(1) Le 21 novembre 1793, la Société s'était occupée de la dénonciation lancée contre Taillefer. — Quant au club d'Aurillac, notre Société avait reçu de lui, à une date que nous ignorons, une lettre où le club se déclarait prêt à envoyer une force armée contre Paris (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 74).

(2) C'est le 4 frimaire an II que Lakanal avait paru, la dernière fois, dans la Société, pour lui annoncer que la Convention l'envoyait à l'armée de l'Ouest.

(3) C'est le 10 septembre 1793 que Pinet et Tallien avaient arrêté la création d'une manufacture d'armes à Bergerac. Mais cet arrêté était demeuré à peu près lettre morte. Lakanal avait reçu le décret du 27 brumaire an II (qui l'envoyait à l'armée de l'Ouest) avant de recevoir celui du 24 brumaire an II, qui le chargeait d'organiser la manufacture de Bergerac. Voir notre *Lakanal*, p. 384 et suiv.

(4) Voir la séance ordinaire du 26 novembre 1793, sur le désir qu'avait la Société de voir Lakanal maintenu à Bergerac. L'adresse projetée n'en sera pas moins envoyée (voir la séance du 1^{er} décembre 1793).

(5) Sur cette Commission des monuments, voir notre *Lakanal*, p. 591.

(6) En avril 1791, le second club de Bergerac avait manifesté l'intention de demander à l'Assemblée législative « que le sieur Beaupuy fût arrêté, non seulement dans tout le royaume, mais même dans les cours étrangères..., pour qu'un crime aussi affreux ne restât pas impuni » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 3).

jeune... [rédigeront] un mémoire pour Beaupuy et le présenteront... [à] Lakanal, qui sera invité à lui rendre justice. Bouys-savy annonce que le représentant... est disposé à seconder le vœu de la Société... Ponterie... ajoute que... Beaupuy, toujours animé des principes révolutionnaires qu'il a professés parmi nous depuis le commencement de la Révolution, sert la patrie, les armes à la main, sous un nom emprunté (1)...

Ponterie, Couderc, Faugère, d'Esmartis et Boyer demeurent chargés de la rédaction du verbal de la fête civique (2)...

Séance levée à 10 h. 1/2. [Signé] LESTRADE, MARCHET.

Séance du nonidi frimaire an II... [29 nov. 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Pierre Meynardie a prêté le serment...

Veyrine rend compte de son voyage à Périgueux... ; sa dépense... s'élève à 19 livres ; il lui a été délivré un mandat... sur le trésorier...

Dommenget désirerait entendre tous les créanciers de la Société... Il présentera sous un bref délai le bordereau de situation (3)...

On lit un décret d'invitation de la Convention... à procurer des souliers, bas et chemises aux défenseurs de la patrie (4)... Autre lettre, de l'administration du district, sur le même objet. Arrêté que tous les sociétaires contribueront de tout leur pouvoir à procurer à nos frères d'armes ces objets de première nécessité (5)...

Lafon, Bugniet... demandent des diplômes et certificats de civisme de la municipalité (6)...

Boyer, administrateur, présente pour candidat Boyer, son frère. Séance levée à 10 h. [Signé des mêmes].

Séance du 11 frimaire an II... [1^{er} déc. 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Dommenget... rend compte du résultat du dernier scrutin épuratoire fait par les Comités des douze et de surveillance réunis (7). Il propose d'ajourner à mardi les membres portés sur la feuille douteuse, afin qu'ils répondent aux interpellations qui leur seront faites sur leur civisme..., et que ceux sur lesquels les Comités ont gardé le silence fassent leurs réclama-

(1) A la séance du 9 frimaire an II, Ponterie fera savoir que Lakanal a promis de s'intéresser au rappel de Beaupuy.

(2) Célébrée ce même jour, 8 frimaire an II.

(3) Il rendra ses comptes dans la séance du 27 frimaire an II.

(4) Il s'agit du décret du 19 brumaire an II (Duvergier, t. VI, p. 346).

(5) La Société n'avait pas attendu cette séance pour provoquer maintes souscriptions en faveur des volontaires (voir, par exemple, la séance du 1^{er} oct. 1793). Dès le 11 frimaire an II, un citoyen fera un don en faveur des soldats.

(6) Il est à croire que la Société se chargeait d'obtenir, pour ses membres, des certificats de civisme de la municipalité.

(7) C'est la suite des opérations épuratoires (voir les séances extraordinaires et ordinaires du 6 frimaire an II).

tions à l'assemblée générale ; alors le Comité articulera ses griefs et la Société prononcera... [Adopté] (1).

Pierre Boyer présente pour candidat Pierre Boyer, sergour (du Bourg). Charon présente Pinet, ancien colonel.

L'assemblée... délivre un diplôme [à]... Fauvel... et [à] Albert..

Missègue, bonnetier, Féran, tailleur, Gounouilhon l'aîné et Vigie ont prêté le serment...

On lit une lettre du Comité de salut public, qui invite les Sociétés populaires à lui envoyer la liste de tous les patriotes... capables de remplir... les emplois qui sont à la disposition du gouvernement... A la prochaine séance, il sera nommé une Commission [à cet effet] (2)...

Un secrétaire... rappelle l'envoi de l'adresse relative aux travaux et bienfaits [de]... Lakanal (3)... [Arrêté] que cette adresse sera envoyée par le prochain courrier, et que Rolland expédiera le berceau de linge et charpie destinée à l'armée des Pyrénées occidentales, à l'adresse du citoyen Pinet, notre député (4).

La citoyenne Mounet, dite la sans-culotte..., [remet] 2 livres pour la souscription des 2 cavaliers (5) et une chemise pour les défenseurs de la patrie (6). Mention honorable.

Séance levée à 9 heures. [Signé des mêmes].

Séance du 12 frimaire an II... [2 déc. 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...Sainbris fils et Marc Bruzac prêtent le serment...

Le président déploie un drapeau couvert de plusieurs écussons, dont il propose de faire un autodafé, à l'exception de celui des Bostoniens, nos alliés (7)... La motion de Rolland est exécutée.

...Le buste de Mirabeau sera brûlé à la prochaine séance (8).

Un membre propose de... faire disparaître tous les signes de religion quelconque. L'assemblée passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que la municipalité s'occupe de cet objet (9).

(1) C'est ainsi qu'on procédera dans la séance du 13 frimaire an II.

(2) Cette Commission sera nommée le 19 frimaire an II.

(3) Voir, sur Lakanal, la séance du 28 novembre 1793. Le projet d'adresse avait été lu dans la séance ordinaire du 26 novembre 1793. La Société s'occupera encore de Lakanal le 21 frimaire an II.

(4) C'est le 19 novembre 1793 que la Société avait décidé de faire cet envoi à cette armée.

(5) Sur la souscription relative aux cavaliers, voir, plus haut, la séance du 14 novembre 1793, et, plus loin, celle du 13 frimaire an II.

(6) Sur la souscription relative aux défenseurs de la patrie, voir la séance du 9 frimaire an II.

(7) Voir, sur le drapeau américain et la fête célébrée en l'honneur des Etats-Unis, la séance du 18 décembre 1791.

(8) Voir, sur les honneurs rendus précédemment à Mirabeau, les séances des 19 juillet et 18 décembre 1791. Le 5 frimaire an II (25 nov. 1793), à la suite du rapport de M.-J. Chénier, la Convention avait décrété que le corps de Mirabeau serait retiré du Panthéon (*Réimp. ancien Moniteur*, t. XVIII, p. 514).

(9) La Convention n'avait pas rendu de décret à cet égard. Le 18 frimaire an II, elle se bornera à remettre aux autorités constituées le soin de prendre, en matière de liberté de cultes, les mesures de police et de sûreté publique qu'elles

Un secrétaire a demandé qu'en exécution du décret du 2 juillet dernier, tous les bons de ville sortent de la circulation et rentrent dans les caisses qui les ont émis (1). Arrêté que les marchands détaillistes seront invités à les retenir et à en présenter un état, afin d'en faire l'envoi à leur destination.

Bergegère présente pour candidat Bertin, vitrier.

Un diplôme est expédié au citoyen Massillac-Géraud...

L'assemblée autorise Pujol à contraindre Perrié-Dussumier de payer son reliquat envers la Société (2)...

Latané paie pour... les réparations de la salle (3). Applaudi.

On fera parvenir au Comité des subsistances, à Paris, le [tableau du] maximum de Bergerac (4).

Séance levée à 9 h. [Signé des mêmes].

Séance du 13 frimaire an II... [3 déc. 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...D'Esmartis occupe le fauteuil...

La citoyenne Beaupuy dépose sur le bureau une superbe giberne, garnie de 16 cartouches, destinée à l'armement d'un cavalier (5).

Un de nos frères, venant de l'armée des Pyrénées occidentales, réclame des secours. Accordés, avec les honneurs de la séance...

On lit... 1^o une lettre du Comité d'aliénation ; 2^o autre lettre, du citoyen Biron, à la Vendée ; 3^o autre lettre, du citoyen Vevri, à l'armée des Pyrénées occidentales.

Les citoyens Lafite jeune, Chancogne jeune, Dreuil, Chas-sagne, gendarme, Repassein fils, Boyer aîné et Dupui prêtent le serment...

Dussumier jeune, Bontemps fils, Laurent, Duqueyla-Minette, Poumeau, Dupeyrou aîné, Fraigneau père et Sargenton jeune ont été interpellés par le président et le Comité épuratoire sur leurs principes révolutionnaires. L'assemblée, satisfaite de leur profession et du serment qu'ils ont prêté de vivre libres ou de mourir, les réhabilite au nombre de ses membres (6)...

jugeraient nécessaires (Duvergier, t. VI, p. 410). Le 13 frimaire an II, la Société reviendra sur cette question.

(1) Nous n'avons trouvé, à la date du 2 juillet 1793, aucun décret de cette nature. Sans doute s'agit-il du décret du 8 mars 1793, qui annulait tous les billets de confiance émis par les corps administratifs ou municipaux, par des compagnies ou des particuliers; les billets dont la circulation devait cesser au 1^{er} juillet 1793 seraient de nulle valeur à compter du 1^{er} août suivant (Duvergier, t. V, p. 234). C'est la Société qui avait provoqué l'établissement de ces bons à Bergerac (voir la séance du 9 juillet 1791).

(2) A la séance du 13 frimaire an II, il annoncera que Dussumier a payé ce reliquat aux mains de Rolland aîné.

(3) D'autres membres avaient contribué déjà à ces réparations (voir la séance du 2 frimaire an II). La Société s'installera finalement dans cette salle de l'ancien hôpital Saint-Esprit (voir la délibération du 13 messidor an II).

(4) Le 4 frimaire an II, la Société avait reçu du Comité des subsistances une lettre où le Comité la priait de « seconder ses vues ».

(5) Le 11 frimaire an II, une autre citoyenne avait souscrit à l'armement d'un cavalier. Le 2 germinal an II, la Société écrira à la Convention qu'elle a équipé et armé à ses frais un clubiste, qui est parti pour Auch.

(6) Voir, sur ce procédé d'épuration, la séance du 1^{er} décembre 1793.

[On arrête] de faire une adresse à la Convention, pour... la remercier d'avoir sauvé la République par les lois révolutionnaires et d'avoir fait tomber la tête des traîtres et des Girondins (1)...

Boutiron écrit et demande que la Société s'intéresse pour son ampliation... Arrêté que 4 commissaires se rendront vers le Comité de surveillance pour solliciter l'élargissement de Boutiron et lui observer que la Société est satisfaite de la punition qui lui a été infligée (2)... Boutiron sera entendu sur sa profession de foi...

Un membre veut qu'on fasse disparaître 3 signes extérieurs de religion. L'assemblée passe à l'ordre du jour (3)...

Séance levée à 10 h. 1/2. [Signé des mêmes].

[Adresse de la Société à la Convention]

[envoyée peu après le 13 frimaire an II, 3 déc. 1793] (4).

...Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*.

Bergerac.

Citoyens représentants,

Votre fermeté, votre énergie ont sauvé la République. Par elle ont été terrassés le fédéralisme, le fanatisme, le girondisme (*sic*), monstres dont les effets réunis menacèrent la liberté. Et leurs mille tête coupables tombent, de toutes parts, sous le glaive de la loi.

Nous vouons à l'exécration publique tous leurs suppôts et adhérents, et nous appelons sur eux la vengeance nationale. Nos bras, s'ils le fallait encore, s'armeraient pour les combattre. Trop longtemps, le sol de la liberté fut souillé par leur présence. Le temps de l'indulgence est passé. Qu'ils disparaissent tous ! Vous-mêmes, citoyens représentants, chassez de votre sein ces hommes pusillanimes et sans caractère qui votèrent l'appel au peuple. Finissez d'épurer cette Montagne sainte sur laquelle reposent les destinées de notre République naissante, et demeurez fermes à votre poste, jusqu'à l'entière destruction de tous ses ennemis.

Tel est... le vœu des républicains sans-culottes de la Société populaire de Bergerac, qui, en vous l'exprimant, se plaisent à adhérer à toutes les grandes mesures que vous avez prises pour le maintien de la liberté et de l'égalité.

[Signé] Jacques Barrière (5), Biès, Borie, gendarme, Bouchon, Bourson, D^r Bouyssavy, Boyer, Bruzac, Burète, Chancoignon, Chassagnie, Couderc, Dechamps, Defarge, Delay, Desmond jeune, Drian, Dufour, Dupuy, d'Esmartis, Joseph Eyma,

(1) Il s'agit très vraisemblablement de l'adresse qui sera lue à la Convention le 11 nivôse an II (31 décembre 1794) et que nous reproduisons à la suite du procès-verbal de cette séance. C'est le 31 octobre 1793 qu'avait eu lieu l'exécution de Brissot, Vergniaud, Gensonné, etc. (*Réimp. ancien Moniteur*, t. XVIII, p. 308).

(2) A la séance du 15 frimaire an II, on annoncera que le Comité a fait droit à la demande de Boutiron. Sur le cas Boutiron, voir la séance du 6 novembre 1793, note.

(3) Cette question avait déjà été soulevée dans la séance du 12 frimaire an II.

(4) L'envoi de cette adresse avait été décidé ce jour-là (voir le procès-verbal de cette séance).

(5) Nous rangeons ces 55 signatures dans l'ordre alphabétique.

Fauconnié, Gadrac, Gorsse, Granger, Jarry, Labonne, Lafite jeune, Lafontène, Latané, juge du tribunal, J. Lespinasse, Malbernac fils aîné, Marchet fils, Marchet père, Martin, Marvier, Mazère, Mounet fils, Peloux, J. Petit, Planteau-Lestenaque, Rambaud, Rambaud (*sic*), L. Rambaud, P. Reclus, Repassein père, Repassein fils, Rey fils, Rolland aîné, Rouchon, Taurel, Thomas, Veyrine, Veyry, Villate (1).

Séance du 15 frimaire an II... [5 déc. 1793].

Présidence de Rolland jeune.

...On lit une lettre de la Société de Marennes, portant que les catholiques et protestants ont abjuré les erreurs et les préjugés, et se sont réunis par les liens de la fraternité ; autre lettre, du citoyen Dussumier, qui demande à apurer ses comptes et à être réintégré dans la Société. Arrêté... Lors de sa présentation, il sera semoncé par le président et interpellé sur sa profession de foi (2)...

Jean-Baptiste Faisandier, Antoine James, Pierre Delmas, Pierre Delvert et Jean Audibert ont prêté le serment...

Robert présente pour candidat Jacques Sonelé (3) ; Dussumier l'aîné présente Dussumier, Hollandais ; Boyer présente Malbernac jeune ; Dechamps, perruquier, présente Raba, chapelier ; Pasqual présente Despagne fils, et Boyer [présente] Cantalauve (de Campsegret).

Boyer rapporte que les pauvres qui meurent à l'hôpital sont enterrés sans cercueil. Sur sa motion, l'assemblée ouvre une souscription pour leur en fournir, afin que l'égalité les accompagne au tombeau (4).

Un membre propose... [qu'on fasse] descendre la petite cloche de la paroisse, vu qu'on sonne la petite pour les pauvres et la grosse pour les riches. D'Esmartis lui observe que la municipalité se propose de faire transporter la grosse à l'hôtel commun...

Séance levée à 10 h. [Signé des mêmes].

Séance du 16 frimaire an II... [6 déc. 1793].

Présidence de Rolland jeune.

Les citoyens Janot et Cazard prêtent [le serment]...

[On renouvelle le bureau]. D'Esmartis, maire [est élu président]...

(1) *Arch. nat.*, C 289, dossier 889; l'adresse est s. d., mais elle porte la mention « reçu le 11 nivôse an II ». Le *Proc.-verbal Convention* du 11 nivôse an II, p. 184, porte un résumé de cette adresse; il ajoute que la Convention ordonna mention honorable et insertion au *Bulletin*.

(2) La Société avait lieu de suspecter Dussumier, qui ne demandait sans doute à rentrer dans son sein que pour continuer à la mieux trahir.

(3) Il faut certainement lire Sounalet, qui sera admis dans la séance du 10 décembre 1793, et qui signera ainsi une adresse à la Convention, en germinal an II.

(4) A la séance du 19 frimaire an II, on arrêtera de demander à la municipalité « qu'il soit fait, à l'avenir, des cercueils à nos frères indigents qui mourront à l'hospice national » et de rembourser Labonne de 2 cercueils « qu'il a fait fournir pour 2 de nos frères pauvres »; on apprendra, dans la séance du 20 frimaire an II, que la somme s'élève à 16 livres.

Lambert, sur le compte duquel les Comités épuratoires avaient gardé le silence, réclame sa réintégration... [Accepté]. Le citoyen Baron réclame aussi, mais... [on] passe à l'ordre du jour (1)...

Lecture d'une lettre [de]... Lanauve..., des arrêtés du représentant Roux-Fazillac et de ceux des autorités départementales sur icelui, relatifs aux mesures que le Comité central des subsistances a prises afin de faire procéder à un nouveau recensement général des grains... L'assemblée, prenant en grande considération les arrêtés ci-dessus et celui des autorités constituées de Bergerac, en date de ce jour, nomme, par la voix du président, 63 commissaires, qui se rendront partout où le besoin sera..., [sur les indications du district] (2).

On demande les nouvelles cartes d'entrée, et que les commissaires vérificateurs se tiennent à la porte, à cause des externes qui s'immiscent dans l'assemblée.

Borie présente pour candidat Géraud fils, marin.

Séance levée à 10 h. [Signé des mêmes].

Séance du 19 frimaire l'an II [9 déc. 1793].

Présidence de d'Esmartis.

Boyer ouvre la séance...

Les citoyennes Beaupuy sœurs offrent une paire de bas de laine pour les défenseurs de la patrie... Mention honorable (3).

Mercier présente pour candidat Brugère père, et Géraud fils est présenté par Borie...

Baron et Bauvalon ont été été interpellés par le président sur leurs principes révolutionnaires... et [réintégrés] (4)...

Relativement à l'invitation du Comité de salut public (5); le président nomme les citoyens Carré père, Chancogne père, Couderc, Reynaud, Boissière, Bouchon, Marchet père, Dupuy (du Bourg), Meynardie, Gorsse, Faugère et Lagrange, [pour présenter]... le tableau des citoyens qu'ils croiront les plus capables de remplir les places que le salut de la patrie exige... [Signé] MARCHET.

Séance du 20 frimaire an II... [10 déc. 1793].

Présidence de d'Esmartis.

...B^d Lamouthe est présenté par Beauregard ; Murat aîné. par Rouchon; Jean Aubisse, par Marvier; Delmilhac, imprimeur, par Fasandier, et Brunet, garçon horloger, par Mounet...

[On lit] une lettre de Chevalier-Lagalage..., [qui] demande

(1) C'est la suite des opérations épuratoires (voir la séance du 11 frimaire an II).

(2) Sur cette question des subsistances, voir notre Lakanal, p. 333. Un de ces commissaires fera son rapport dans la séance du 20 frimaire an II.

(3) Elles suivaient l'exemple donné par d'autres citoyennes (voir la séance du 13 frimaire an II).

(4) C'est la suite des opérations épuratoires (voir la séance du 16 frimaire an II).

(5) On avait reçu cette invitation dans la séance du 11 frimaire an II.

à être entendu, n'étant pas porté sur la liste des membres de la Société... Il le sera (1)...

Lemaire, bibliothécaire (2),... fait un discours... vivement applaudi. Le président lui répond que la Société voit toujours avec plaisir l'acquisition d'un patriote et surtout d'un citoyen connu comme il est par son civisme. Vifs applaudissements...

Alard, commissaire chargé du recensement des grains dans la commune de Villamblard (3), annonce que la Société [de Villamblard]... est prête à partager jusqu'au dernier morceau de pain avec ses frères de Bergerac...

Conil, Sounalet et Trois prêtent serment... [Signé du même].

Séance du 21 frimaire an II... [11 déc. 1793].

Présidence de d'Esmartis.

...Lettre de Lanauve, qui se plaint que plusieurs personnes suspectes n'ont pas été mises en état d'arrestation par le Comité révolutionnaire (4), à laquelle sont jointes 3 copies de l'arrêté... [de] Roux-Fazillac [établissant un Comité révolutionnaire par district]..., avec invitation d'en adresser une à... Lakanal (5) et une autre au district.

...Loche aîné présente son frère André pour candidat, et Pierre Petit est présenté par son frère.

Lecture... de la liste des membres de la Société, pour recevoir leurs souscriptions, afin de fournir des bas, souliers et autres objets nécessaires à nos braves frères des armées (6). Plusieurs sociétaires souscrivent... [Signé du même].

Séance du 22 frimaire an II... [12 déc. 1793].

Présidence de d'Esmartis.

...Lemaire, bibliothécaire, Lamouthe fils, Bertin, vitrier, Delmilhac, imprimeur, Pierre Petit, Villatte, maçon, Pierre Bordère, Jean Raba, Brugère père et Lalune ont été [élus membres]...

Géraud fils, Lamouthe fils, Bertin, vitrier, Pierre Petit, Villatte, maçon, Pierre Bordère et Brugère père... ont prêté le serment...

Claude Desmartis est comparu et a demandé à être réin-

(1) C'est la suite des opérations épuratoires (voir la séance du 19 frimaire an II). A la séance du 21 frimaire an II, il sera entendu et réintégré.

(2) Bibliothécaire de la bibliothèque nationale fondée à Bergerac par Lakanal. Voir notre *Lakanal*, p. 271.

(3) Sur ce recensement de grains, voir la séance du 16 frimaire an II.

(4) Dans la même séance, sur la motion de Mainsat, on décide de répondre ainsi à Lanauve : « 1° Pourquoi n'a-t-il pas dénoncé avant de partir...? 2° L'aristocratie n'a jamais osé lever la tête dans notre cité, tandis qu'elle a souvent troublé l'ordre public à Périgueux; 3°... Il y a ici plus de détenus que dans l'endroit où tu es maintenant juge ». Il sera reparlé de cette lettre dans la séance du 2 nivôse an II.

(5) C'est le 1^{er} décembre 1793 que la Société s'était occupée, pour la dernière fois, de Lakanal. Elle s'en occupera encore le 24 frimaire an II. Quant aux Comités révolutionnaires institués par Roux-Fazillac, voir notre *Lakanal*, p. 116.

(6) Cette lecture sera continuée à la séance du 22 frimaire an II. De nombreuses souscriptions avaient déjà été faites (voir la séance du 19 frimaire an II). Il sera reparlé de cette souscription en faveur des volontaires dans la séance du 24 décembre 1793.

tégré... Il a été réhabilité. Buisson-Sainte-Croix, [qui est dans le même cas, est aussi réintégré]... (1) [Signé du même].

Séance du 24 frimaire an II... [14 déc. 1793].
Présidence de d'Esmartins.

Raba et Delmilhac ont prêté serment...

Veyry, coutelier, est présenté par Chiron; Cailloux aîné et Fronsac, par Veyrine et Latané, médecin; Vidal, receveur de l'enregistrement, Pinet (du Séran), Pinet (du Pinié) et Cantal, inspecteur de l'enregistrement, par Lalonne.

Boissière...annonce que... Lakanal se propose de remplacer la supérieure de l'hospice national, et a proposé qu'il fût nommé 2 citoyennes pour remplir ces honorables fonctions, vu qu'une seule ne peut les remplir. Un membre propose qu'on en nomme 3. Adopté. Bouyssavy propose qu'il soit ouvert un registre à la municipalité, pour recevoir les inscriptions des citoyennes qui se proposeront, et qu'on ne puisse prendre les trois que sur cette liste, dans le scrutin qui sera fait. Adopté (2).

Boissière annonce que la boutique de Lacoste sera ouverte incessamment et, comme le représentant du peuple entend que tous les sans-culottes puissent s'y fournir des objets qui leur sont nécessaires, les citoyens n'y pourront rien prendre qu'...autorisés par un mandat signé des membres du bureau (3).

Monteil, rejeté du tableau de la Société, est interpellé, fait sa profession de foi, prête son serment..., est réhabilité...

Lecture d'une lettre du représentant Boussion, relativement au rétablissement du pont de cette ville... Sa lettre sera communiquée à... Lakanal (4)... Couderc est chargé de se transporter à

(1) La Société venait sans doute de recevoir la lettre suivante, en date du 22 frimaire an II, que lui écrivait Buisson-Sainte-Croix : « ...J'ai appris avec satisfaction qu'un Comité avait été nommé dans le sein de la Société populaire, pour l'épurer, mais quelle a été ma surprise d'apprendre que j'avais été mis à l'écart ! J'aime à me persuader que c'est un oubli du Comité, ou bien d'avoir manqué de payer l'annuel pendant mon séjour à la campagne ». Il explique que la maladie l'empêche d'assister aux séances et proteste de son attachement à la Révolution (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 5).

(2) Sur le personnel du nouvel hôpital, voir notre *Lakanal*, p. 312 et suiv.

(3) Voir, sur cette affaire, la séance du 19 novembre 1793. Le 11 frimaire an II, le procureur de la commune de Bergerac, Boissière, rappelait au Conseil général qu'en 1788, Gravier-Lacoste avait cessé ses paiements et fermé son magasin, qui, depuis, n'avait pas été rouvert; les objets qu'il renfermait furent abandonnés aux rats et à l'humidité, car des « lois barbares » empêchaient de vendre les marchandises au profit des créanciers. Le procureur montrait la nécessité d'arracher ces objets à la destruction et de les faire servir aux défenseurs de la patrie. Le Conseil général arrêtait alors qu'au jour indiqué par Lakanal, le magasin serait ouvert; des commissaires nommés par le représentant feraient le récolement des marchandises; la vente aurait lieu en présence de Lacoste et de ses créanciers; les commissaires achèteraient, au cours du maximum, les marchandises qui conviendraient à l'habillement des volontaires; les agences de secours auraient un droit de préférence pour l'achat des étoffes nécessaires aux pauvres; le produit de la vente serait distribué aux créanciers (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 11 frimaire an II, f. 362). Le 24 frimaire an II, le procureur annoncera que Lakanal a consenti à cette vente, qui serait faite en présence de 4 commissaires; aussitôt, le Conseil général désignait ces commissaires (*Ibid.* à cette date, f. 1). — Le 25 germinal an II, cette vente avait déjà produit 22.000 livres (*Ibid.*, à cette date, f. 45).

(4) La Société s'était occupée de Lakanal le 22 frimaire et s'en occupera le 29 frimaire an II.

la maison commune, pour y... [rechercher] un mémoire y relatif qui avait déjà été présenté à l'Assemblée législative, pour le faire passer... [à] Boussion (1)... [Signé du même].

Séance du 26 frimaire an II... [16 déc. 1793].

Présidence de d'Esmartis.

...[On élit membres] Cailloux aîné, bonnetier, Latané, médecin, Vidal, receveur de l'enregistrement, Pinet (du Pinié), Pinet (du Séran), Cantal, inspecteur de l'enregistrement, Dussumier-Batave, Valette, menuisier, André (du quartier Bourbarraud), Péjoursan, dit Flouras, Despaigne fils et Charles Eyguière...

D'Esmartis, au nom [de]... Lakanal, présente pour candidat Faure, élève de Bourson... Il est reçu par acclamation, quoique n'ayant pas l'âge... Arrêté qu'on n'en recevra, à l'avenir, qu'ayant l'âge fixé (2)...

Vergnol est présenté par d'Esmartis...

Jean-Elie Marsan, de la Société de Jonzac, demande [et reçoit]... une carte provisoire, pour pouvoir assister aux séances... Birol, membre de la Société de Lalinde, réclame une carte d'entrée; elle lui sera accordée, et il paiera l'annuel, comme les autres membres... [Signé du même].

Séance du 27 frimaire an II... [17 déc. 1793].

Présidence de d'Esmartis.

...Péjoursan, dit Flouras, Elie Veyry, Pinet (du Pinié), Pinet (du Séran), Vidal, Latané, médecin, André, Brunet et Charles Eyguière... prêtent le serment... Faure, élève de Bourson, prête son serment et prononce un discours... applaudi. Le président lui donne l'accolade fraternelle. Vergnol..., interpellé par le président..., répond catégoriquement aux questions, prête son serment et est admis...

Dommenget rend plusieurs comptes (3). Il est nommé 2 commissaires qui se concerteront avec lui pour leur apurement... : Saint-Martin et Lacoste.

Lacoste (du petit port) et Lespinasse, gendre de Bonnet..., [vérifieront les] comptes du citoyen d'Esmartis, relativement à la souscription de 18.000 [livres], faite pour secourir nos frères indigents (4)... [Signé du même].

Séance du 29 frimaire an II... [19 déc. 1793].

Présidence de d'Esmartis.

Dommenget occupe le fauteuil, en l'absence du président...

(1) Dès le 16 mai 1790, nous voyons la Société s'intéresser à la reconstruction du pont de Bergerac, pour laquelle Lakanal avait pris un arrêté, le 27 brumaire an II (Voir notre *Lakanal*, p. 577). Sur le mémoire relatif au pont et sur la démarche que la Société avait faite, à ce sujet, auprès de Boussion, voir les séances des 16 et 26 août 1791.

(2) La Société oubliait que, le 8 octobre 1793, elle avait refusé de donner suite à une motion qui interdisait la réception des jeunes gens de moins de 16 ans. Il est vrai que, le 29 novembre 1790, elle avait arrêté que les enfants ne seraient pas reçus membres de la Société.

(3) Le 9 frimaire an II, Dommenget avait promis qu'il ferait bientôt connaître l'état financier de la Société.

(4) Il s'agit sans doute de la souscription que la Société avait décidé d'ouvrir en faveur des parents pauvres des volontaires (voir les séances des 16, 19, 26 mars et 2 avril 1793).

Le citoyen Boué, Américain, présente pour candidats Valleton et Javerzac (de Mouleydier). Faugeron est présenté par Poussou; Planteau cadet..., par son frère. Beaugès présente Barthélemy Bordier et Blaise Dauge. Niolle présente Mathieu Mezure et Bouyssavy, perruquier... Delmilhac fils est présenté par Franchemont.

Duqueyla... prête son serment.

Boyer... [dit] : « ...Une nouvelle... vous affligera. Le représentant Lakanal va partir (1)... Il est dénoncé à la Convention... par les autorités constituées de Ribérac (2). Des intrigants de cette cité ont sans doute commis ce crime. Lakanal n'a pas besoin de soutien auprès de ses collègues. Sa vertu le suit. Il confondra ses calomniateurs. Mais... je demande qu'une adresse énergique soit faite, que le bien que Lakanal a fait en faveur de la République y soit énuméré, et qu'il soit nommé... 2 commissaires pour porter cette adresse à la Convention... Le temps est précieux! Les délateurs marchent : il faut marcher aussi! »... [Adopté]... Le maire, Ponterie et Boyer... présenteront, séance tenante, le projet d'adresse (3).

Une Commission de douze est aussi nommée, pour s'occuper du choix des 2 citoyens qui porteront l'adresse à la Convention (4).

Un membre propose que les corps constitués soient invités à donner leur assentiment à l'adresse... [Adopté]. Le président charge plusieurs sociétaires de la convocation des autorités constituées, pour remplir cet objet...

Brun, chargé par la Société de faire faire un cachet à Bordeaux, en remet un sur le bureau. Il présentera le compte de ce qu'il lui coûte (5)...

Bourson propose que les 1.000 livres offertes précédemment par un membre qui veut garder l'incognito (6), pour les frais d'un voyage qui avait été projeté, pour demander le [maintien de]... Lakanal, qu'un décret obligeait de se rendre à l'armée de l'Ouest, soient employées pour le voyage des 2 commissaires. Arrêté. Un membre observe que ces fonds seront insuffisants... On ouvre une souscription... Un registre est ouvert sur le bureau. Tous les membres s'en approchent, pour y souscrire. La souscription monte [à] 1.287 livres 5 sous... La même souscription sera à l'ordre du jour pendant plusieurs séances...

La séance est levée à 1 h. après minuit. [Signé du même].

(1) La Société s'était occupée, pour la dernière fois, de Lakanal, le 14 décembre 1793. Lakanal avait déjà failli quitter Bergerac (voir la séance du 24 novembre 1793). Il partit aussitôt pour Paris (voir la séance du 22 décembre 1793).

(2) Voir, sur cette dénonciation et sur la justification de Lakanal, notre *Lakanal*, p. 65, 66, 68.

(3) Dans la même séance, le projet sera lu, accepté par acclamation, et déposé sur le bureau pour recevoir les signatures des sociétaires. Il est probable que c'est cette adresse que nous reproduisons à la suite du procès-verbal de cette séance.

(4) Dans la même séance, le rapporteur de cette Commission annoncera qu'elle a fait choix de Ponterie et de Boyer.

(5) C'est dans la séance du 1^{er} frimaire an II que la Société avait appris la perte du cachet et décidé de le remplacer.

(6) C'est dans la séance extraordinaire du 6 frimaire an II qu'un anonyme avait offert 100 pistoles.

[Lettre de la Société à la Convention].
[Frimaire an II(?) (1)].

Citoyens représentants,

Vous avez envoyé à Bergerac le citoyen Lakanal. A son arrivée, il vit avec attendrissement une ville dont les habitants, connus avant la Révolution pour leur amour pour la liberté, avaient été négligés par tous les agents d'un gouvernement tyrannique. Il fut également touché de les voir réunis par la plus pure fraternité, animés du plus ardent patriotisme, mais privés de ces établissements qui pouvaient fortifier en eux le sentiment de la liberté, la connaissance des devoirs sociaux et l'amour des vertus républicaines.

Il voulut que nous fussions plus dignes de jouir du fruit de nos travaux. Il établit des écoles primaires. Il forma des bureaux d'agences pour le secours des malheureux. Il créa un hospice pour les infirmes. Il assura du travail à l'ouvrier indigent. Il chercha à rendre cette cité moins incommode et plus salubre en ouvrant des rues nouvelles. Il voulut enfin que les mœurs fussent épurées. Et il prépara à nos cœurs toutes les jouissances de la vertu.

Tandis qu'il fut ainsi occupé de notre bien particulier, il ne négligea pas les intérêts généraux de la République. Il nous fit agréer le projet d'une manufacture d'armes, et il en ordonna les premiers travaux. Des chevaux choisis avec une attention particulière arrivèrent dans les dépôts de la 13^e division.

Les personnes reconnues suspectes et dont les intelligences criminelles pouvaient nuire à la cause de la liberté furent renfermées dans une maison commune.

Des châteaux qui insultaient à l'égalité et qui, dans des temps malheureux, auraient pu devenir des repaires de brigands, détruits par ses ordres, ne choquent plus les regards des républicains, et leurs matériaux sont destinés à des établissements d'utilité publique.

Tant de travaux ont été commencés sans qu'il en ait rien coûté au trésor national. A la voix d'un représentant dont les vertus inspirent la confiance et commandent le dévouement, des citoyens aisés, qui n'avaient pas encore concouru au triomphe de la liberté, ont ouvert leurs bourses. Tous les ont secondés par une contribution commune, et nul obstacle ne peut arrêter désormais l'effet de ses soins bienfaisants.

Telle est... la faible esquisse des opérations importantes qui ont occupé Lakanal... et qui lui ont attiré les cœurs de tous les vrais républicains. Nous avons craint un instant de les lui voir abandonner, lorsque, jugeant sa présence utile à l'armée de l'Ouest, vous l'y aviez appelé (?). Cependant, quelque peine que nous ressentissions de son départ, toujours prêts à faire au plus

(1) Cette lettre ne porte ni le jour d'envoi ni le jour de réception. Mais elle se trouve dans un dossier de lettres reçues par la Convention le 11 nivôse an II (31 décembre 1793). Cette date de réception est très vraisemblable, étant donné la date des faits dont la Société parle dans sa lettre. La lettre dont la Société avait décidé l'envoi le 11 frimaire ne fut sans doute pas expédiée à la Convention. Elle dut être remaniée quand la Société connut le décret du 12 frimaire, qui maintenait Lakanal à Bergerac, et auquel cette lettre fait allusion.

(2) Par décret du 27 brumaire an II (17 nov. 1793) Voir notre *Lakanal*, p. 63

grand bien de la patrie le sacrifice de nos avantages particuliers, nous nous sommes interdit toute réclamation. Mais aujourd'hui que, d'après de nouvelles vues, vous avez décidé que ce représentant continuerait à remplir la première mission dont vous l'aviez chargé (1), qu'il nous soit permis, en rendant l'hommage qui est dû au pur patriotisme qui l'enflamme, de faire éclater notre joie et de vous porter nos remerciements de ce second bienfait. Nous nous estimons heureux de pouvoir, sous ses auspices, contribuer par notre zèle et nos travaux à l'entière confection des divers établissements qu'il a ordonnés, et vous donner par là, citoyens représentants, une nouvelle preuve de notre dévouement à la chose publique.

[Signé] D'Esmartis, président, Jacques Barrière (2), Biès, Blanchard, Boissière, procureur de la commune, Bordère, Bouchon, Bourson, Bouyssavy fils, Daniel Bouyssavy, Bruzac, Bruzac (?), officier municipal, Burète, Cazamajou, Chancognie, Chevalier, Couderc, Dechamps, P. Defarge, Delay, Desmond, Desmond jeune, Dupeyrou aîné, Dupuy, Joseph Eyma, R. Eyma, Fauconney, Franchemont, Gadras, J. Galina-Russel, Gorsse, Granger, Jarry, Labonne, Lafite jeune, Lafontène, Latané, juge du tribunal, Lespinasse, Malbernac fils aîné, Pierre Marchet, Marchet fils, Marnier, Martin, Mazère, Mesclop, Meslon, Meynardie, Mounet fils, Niolle, Noel, Peloux, J. Petit, Planteau-Lestenaque, Rambaud, Rambaud (*sic*), L. Rambaud (*sic*), Reclaud, P. Reclus, Repassein père, Repassein fils, Rey fils, Rolland aîné, Rouchon, Sarrette, Taurel, Thelein, Thomas, Tilhet, Veyry, Veyrine, Villate (3).

Séance du 2 nivôse an II [22 déc. 1793].

...Chiron présente Lasserre pour candidat...; Dechamps présente Berbesson-Larolphe et Thenure cadet. Pinet, ancien colonel d'Auvergne, est présenté par Charon; Durand, négociant, et Blanc (du Bignac), par Mainsat...

Dupuy, l'un de ceux qui avaient accompagné jusqu'à Périgueux... Lakanal, assure la Société de l'amitié que ce représentant a conçue pour les Bergeracois. Au moment de leur séparation, il entendait sortir ces paroles de sa bouche : « Les habitants de Bergerac sont d'excellents éléments révolutionnaires, essentiellement bons républicains, bien plus par sentiment que par intérêt propre. C'est le pays de la fraternité ». Il finit en disant que, d'après les dernières expressions de Lakanal, il y a lieu d'espérer son retour (4).

Lanauve... dit qu'un bruit court dans la ville, qu'il avait

(1) Le décret du 12 frimaire an II (2 décembre 1793) stipulait que Lakanal « restera jusqu'à nouvel ordre à Bergerac, pour y continuer ses opérations relatives à la nouvelle manufacture d'armes ». Voir notre *Lakanal*, p. 64.

(2) Nous rangeons ces 71 signatures dans l'ordre alphabétique (sauf celle du président).

(3) *Arch. nat.*, C 289, dossier 889. Il se peut que ce soit cette adresse qui ait été lue à la Convention, le 2 ventôse an II (*Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 53).

(4) Lakanal se rendait à Paris; la Société avait appris son départ dans sa séance du 29 frimaire an II. C'est de Paris qu'il annoncera à la Société son prochain retour en une lettre que nous avons reproduite dans notre *Lakanal*, p. 66 et 67.

reçu 2 caisses de bouteilles de la part du traître Lidon (1). Il veut se blanchir aux yeux de ses concitoyens sur une fausse application de la démarche de son ci-devant beau-frère, et annonce qu'étant en société de commerce avec cet homme, il avait eu quelques communications avec lui, mais que, du moment où il fut déclaré traître à la patrie et mis hors de la loi, il les avait fait cesser, ou, s'il lui avait écrit, c'était pour l'exhorter à se rendre auprès du Tribunal révolutionnaire, pour se justifier s'il l'avait pu, et qu'en outre il a laissé les deux caisses de bouteilles à la messagerie jusqu'à la mort dudit Lidon, que, s'il les a retirées à cette époque, c'est pour les vendre au profit de sa société de commerce... La Société est satisfaite... de sa justification.

Il continue : « J'ai appris avec peine que la Société m'a répondu d'une manière très affligeante pour moi à la lettre... par laquelle je lui disais que le Comité de surveillance n'avait pas fait arrêter certaines personnes qui le méritaient. Oui, citoyens, cela est vrai. Je jure de le faire ». Le président le somme de tenir sa parole. Il... nomme Fonvielhe, Monboucher, Lacaptie, les filles Saint-Martin et Duclos. Plusieurs membres applaudissent.

Lanauve... [demande] le rapport de la lettre qu'on lui a écrite... [On arrête] que celle de Lanauve ainsi que la réponse seront brûlées, ce qui est sur-le-champ exécuté (2).

Rolland saisit cette occasion et entonne, avec la gaieté qui lui est ordinaire, l'hymne chéri : *Français, le signal est donné* (3)... Le président donne l'accolade fraternelle à Lanauve...

Dussumier-Batave prête serment... [Signé du même].

Séance du 4 nivôse an II... [24 déc. 1793].

Présidence de d'Esmartis.

Bourson ouvre la séance en l'absence du président...

Pasqual propose que les fonds de la souscription pour fournir des bas, souliers et autres objets aux volontaires (4) soient convertis sans délai en chemises, bas, etc..., que les agences de secours soient invitées à donner le linge qu'elles ont pour le convertir en charpie, et que l'envoi ait lieu dans huitaine.... [Adopté]... Blanchard, perruquier, Pasqual, Planteau cadet et

(1) Le Girondin Lidon, après avoir été mis hors la loi par la Convention, s'était réfugié dans la région, où il se suicidait, le 13 brumaire an II (3 nov. 1793). Lakanal s'était activement occupé de le découvrir. Voir notre *Lakanal*, p. 172 à 174.

(2) Voir la séance du 21 frimaire an II, où la Société avait reçu de Lanauve, alors juge à Périgueux, une lettre de dénonciation, et où elle lui avait répondu, séance tenante, une lettre assez vive.

(3) On trouvera cette « chanson républicaine », paroles de Treydoustian, clubiste de Narbonne, musique de Causse, de Saint-Pons, dans le carton de la *Bibl. nat.*, Y e 7185-69.

(4) Cette souscription en faveur des volontaires avait été décidée dans la séance du 29 novembre 1793; on s'en était encore occupé le 11 décembre 1793. Elle ne doit pas être confondue avec la souscription faite en faveur des parents pauvres des volontaires, qui avait donné 18.000 livres (voir la séance du 27 frimaire an II). Le 2 germinal an II, la Société fera un envoi très considérable aux soldats de Bayonne et de Rochefort.

Veyry, marchand,... [se concerteront à ce sujet] avec l'agence de secours...

Despaigne fils prête serment... [Signé du même].

Séance du 5 nivôse an II... [25 déc. 1793].
Présidence de d'Esmartis.

...Debrégeas, commissaire de la Société de Périgueux, envoyé dans cette ville pour fraterniser... avec la Société..., prononce un discours tendant à resserrer... les liens qui nous unissent et il finit en nous invitant, au nom [de] .. Roux Fazillac et de la Société de Périgueux, à faire promptement notre scrutin épuratoire, en faisant la question suivante, adoptée par nos frères les Jacobins de Paris : « Qu'étais-tu en 89 ? Qu'as-tu fait pour la Révolution depuis 89 jusqu'à 93 ? Quelle était ta fortune en 89 ? Quelle est-elle maintenant ? Si elle est augmentée, par quel moyen ? N'as-tu signé aucune pétition ou adresse contre-révolutionnaire ?... »

Le président observe à Debrégeas que le premier membre de sa proposition est déjà exécuté (1)... Arrêté que tous les sociétaires monteront à la tribune et subiront l'interrogatoire que les Jacobins ont adopté (2).

Cette opération est commencée... [Signé du même].

Séance du 6 nivôse an II... [26 déc. 1793].
Présidence de d'Esmartis.

...On a continué l'opération du scrutin arrêté le jour précédent, ce qui s'est fait par ordre alphabétique, et tous les citoyens qui sont montés à la tribune ayant répondu aux diverses interpellations d'une manière satisfaisante, la Société a confirmé leur admission...

Séance du septidi 1^{re} décade nivôse an II... [27 déc. 1793].
Présidence de d'Esmartis.

...Valleton (3) annonce que, sur 700 sacs qu'on avait demandés aux citoyens, il n'en avait été porté que 200 au Comité de subsistances et que, sur ce nombre, il y en avait beaucoup de mauvais. Le président invite les membres à s'empressez d'en faire porter, et les invite à en donner de bons. Mainsat s'offre à passer chez tous les citoyens pour cet objet. On accepte, et Chanconge lui est adjoint (4).

...Continuation du travail... [des] deux séances précédentes... Peloux fils, Chadau et Courssou montent à la tribune et, après

(1) Debrégeas proposait de resserrer les liens de fraternité qui unissaient les Sociétés de Bergerac et de Périgueux.

(2) C'est le 6 frimaire an II que les Jacobins avaient adopté ce questionnaire, dont le procès-verbal de notre Société ne reproduit que quelques points (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. V, p. 533). Lakanal et, après lui, Pellissier adresseront un questionnaire analogue à divers riches inciviques (Voir notre *Lakanal*, p. 494).

(3) Il s'agit sans doute de Valleton de Boissière, clubiste et procureur de la commune.

(4) Le 7 novembre 1793, sur la demande d'un administrateur du district la Société avait chargé six commissaires de s'occuper du transport des subsistances.

avoir satisfait aux diverses interpellations..., [sont confirmés membres de la Société].

Au moment de passer à l'examen d'un quatrième, un membre... dit : « Le mode d'épurement que nous avons adopté... nous parut d'abord... très propre à remplir nos vues. Mais... vous aviez créé, il y a peu de jours, un Comité de douze membres (1)...; il vous présenta le résultat de son opération, qui parut vous satisfaire... Ce Comité vous désigna les membres qu'il n'avait pas cru dignes de siéger parmi nous... La Société... [les entendit. Il n'est pas nécessaire de recourir au questionnaire adopté par les Jacobins, car] autant ces moyens ont été avantageux pour la chose publique chez nos frères de Paris, autant ils pourraient devenir désastreux pour nous. Notre localité, notre position sont différentes. Notre cité n'est ni assez vaste ni assez peuplée pour que nous puissions ignorer les principes que professent tels et tels citoyens. Cessons donc d'employer un temps précieux [à ce questionnaire]... Que le nouvel épurement n'ait lieu que pour les citoyens qu'avait rejetés le Comité des douze.

Un autre membre... dit : « ...Ceux qui, après avoir été rejetés, ont demandé à être entendus, ont paru à cette tribune et ont satisfait aux différentes interpellations sévères qui leur ont été faites... Ceux-ci ne doivent pas plus subir la seconde épreuve que les autres... Roux-Fazillac... ignorait sans doute le procédé que vous avez déjà suivi pour cet objet... [Qu'on l'en prévienne et, s'il insiste, que l'on poursuive cette seconde épuration ». Adopté. On prévendra aussi la Société de Périgueux]... (2). Au citoyen Roux-Fazillac, représentant du peuple, à Périgueux.

Le 8 nivôse an II [28 déc. 1793].

...La Société populaire de Bergerac, d'accord avec les principes républicains, et pénétrée de la sévère obligation de manifester les siens toutes les fois qu'un représentant du peuple, qu'elle estime sur tout, paraîtra le désirer..., a remis à notre frère Debrégeas le procès-verbal de la séance où il a été question de procéder à son épuration, provoquée par ta lettre circulaire. Tu pourras t'y convaincre de ses intentions franches et du zèle ardent qui l'animera toujours pour le triomphe... de la République... (3).

A la Société républicaine de Périgueux,

Le 8 nivôse an II [28 déc. 1793].

Frères et amis.

D'après votre invitation fraternelle, nous avons commencé une épuration déjà faite dans notre Société. Reconnaissez par

(1) La nomination de ce Comité des douze avait été faite le 28 octobre 1793. Comme nous constatons que les opérations épuratoires sont complètement terminées le 27 décembre 1793, on voit qu'elles avaient duré deux mois environ.

(2) Ici finit le dernier registre que nous ayons des procès-verbaux de la Société. Au-dessous de ce dernier procès-verbal du registre, on lit : « *Ne varietur*, par le commissaire de la municipalité, l'archiviste de la Société populaire et le secrétaire de la municipalité. Le 15 fructidor an III. Signé Rolland jeune, officier municipal, B. Gravier-Lacoste, archiviste, Faure, secrétaire-greffier. »

Nous reproduisons, à la suite de ce procès-verbal, les réponses de la Société à Roux-Fazillac et à la Société de Périgueux.

(3) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47, copie de lettres de la Société populaire de Bergerac.

là le désir ardent qui nous anime pour que la plus parfaite union règne entre nous. Il a été remis au citoyen Debrégeas le procès-verbal de la séance où vous verrez les motifs de la suspension de cette mesure, nous réservant de veiller sans cesse à écarter de notre sein tout ce qui pourrait ne pas professer les principes du plus sévère républicanisme..., la haine la plus profonde contre les tyrans, les fédéralistes, les fanatiques et les intrigants qui sont ordinairement l'écume des révolutions... (1).

[10 nivôse an II, 30 déc. 1793].

[Ce jour-là fut célébrée à Bergerac, par les soins de la municipalité, une fête en l'honneur de la reprise de Toulon aux insurgés. On remarquait dans le cortège] une députation de la Société populaire, portant avec elle une pique surmontée du bonnet de la Liberté, avec une couronne de laurier et les trois drapeaux du 10 août, de l'Union et de la fête de la Raison, qui avait eu lieu le 8 brumaire (1).

A la Société [des] Jacobins, à Paris.

Le 30 nivôse an II [19 janvier 1794].

Frères et amis,

Il y a déjà trop longtemps que nous sommes privés des lumières de votre correspondance. Cette privation alarmerait nos cœurs si elle était prolongée. Nous n'avons pas cependant démérité, dans ces derniers temps. Nos principes furent prononcés pour la Montagne, et, pendant que la ligue fédéraliste les calomniait si effrontément, nous adhérâmes de cœur et par écrit aux heureuses journées des 31 mai et 2 juin. Nous avons la douce satisfaction de penser que, de concert avec nos frères de Sainte-Foy, la chaîne fédéraliste du Midi fut par vous rompue, et d'avoir parlé aux Bordelais rebelles avec une fierté républicaine...

Voilà ce qui doit nous avoir conservé votre estime, dont nous sommes jaloux. A la vérité, nous n'avons pas donné, dans le temps, toute l'attention que méritait le plan de la souscription des cartes, qui fut par vous proposée à toutes les Sociétés vos affiliées (2). Mais alors des opérations majeures absorbaient nos pensées, et dès lors la correspondance fut interrompue.

Cette matière vient de nous occuper, et tous les vœux se sont portés vers vous. La Société a donc arrêté que son Comité de correspondance renouvelé s'occuperait au plus tôt de demander à la Société-mère des Jacobins une correspondance suivie et l'abonnement du *Journal de la Montagne*, dirigé sous sa surveillance, et nous sommes persuadés que vous accueillerez avec fraternité sa demande.

L'intérêt de la République que vous défendez si bien exige l'unité... entre toutes les Sociétés, pour confondre les traîtres et faire triompher la liberté. Frères et amis, votre correspondance, en nous éclairant, cimentera de plus en plus notre union, et vous nous trouverez toujours à la hauteur des principes révolutionnaires qui doivent assurer le salut de la patrie...

(1) *Ibid.*, Reg. délib.mun., à cette date.

(2) Voir les séances des 30 mars et 9 mai 1793 sur la proposition adressée par les Jacobins à la Société de Bergerac.

Veillez nous faire parvenir un n° du *Journal de la Montagne* (1), pour que nous puissions connaître l'adresse et le prix et satisfaire aussitôt au vœu de la Société pour l'abonnement (2).

Au *Club national*, séant à Bordeaux,

Le 30 nivôse [an II, 19 janvier 1794].

Frères et amis,

La Société républicaine et montagnarde de Bergerac fut des premières qui forma l'affiliation avec le *Club National*... Son courage fut un exemple qui alluma le feu sacré de la liberté parmi les habitants d'un vaste arrondissement, et fit taire l'aristocratie... Les pièges du fédéralisme, que la Société votre rival tenta de lui suggérer, furent rejetés avec horreur... ; ils entendirent de nous cette vérité que, tant qu'ils ne livreraient pas au glaive vengeur des lois les traîtres qui les trompaient, nous les regarderions en rébellion contre la Convention..., que le plus fort attachement à la Montagne et aux Parisiens était dans nos cœurs... Ce langage fut improuvé par cette Société, conduite par une faction de traîtres à la patrie, mais il intimida leur audace...

Nous avons cependant à nous reprocher une négligence, que nous venons réparer : c'est celle d'une correspondance suivie. Vous êtes les sans-culottes persécutés et restés fidèles à la patrie; vous en êtes bien récompensés par l'estime des représentants du peuple qui sont auprès de vous... Vous êtes sans doute autant que nous pénétrés de l'importance d'une correspondance intime; nous vous la demandons... (3).

Excideuil, ce 2 pluviôse an II... [21 janvier 1794].

Pour la Société républicaine de Bergerac.

Le porteur de la présente te remettra, citoyen président, la liste des membres qui composent notre Société. Tu voudras bien la faire approuver par nos frères composant la Société républicaine de Bergerac, et certifier en même temps notre affiliation... Le président de la Société populaire et républicaine de la commune d'Excideuil... DEBRÉGEAS, LAUVENIE, B. LAROUVERADE, secrétaire (4).

(1) Le *Journal de la Montagne* était, comme son nom l'indique, un journal de tendance montagnarde (Tourneux, *o. c.*, t. II, n° 10.080, et Hatin, *o. c.*, t. IV, p. 322). Je n'ai pas trouvé le nom de la Société dans la liste des Sociétés abonnées à ce journal. Il est donc peu probable qu'elle s'y abonna, à moins qu'elle fit adresser le journal chez un de ses membres, Planteau-Lestenaque, qui y était abonné, comme l'étaient plusieurs Sociétés du voisinage, notamment celles de Grignols et Sainte-Foy (*Arch. nat.*, T 1.495 A, recette du 1^{er} au 15 vendémiaire an III, n° 5.420).

(2) En écrivant cette lettre, notre Société était peut-être influencée par la communication que lui avaient faite, le 15 décembre 1793, les clubistes de Strasbourg, de leur adresse aux Jacobins de Paris, où ils protestaient de leur amitié pour les Jacobins et les remerciaient de leur circulaire du 30 novembre 1793 (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 111).

Cette copie d'adresse se trouve *Ibid.*, boîte Z, n° 47.

(3) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47.

(4) *Arch. mun. Bergerac*, I 2.

Aux défenseurs de la liberté.

Le 11 pluviôse [an II, 30 janvier 1794].

Citoyens soldats,

Vos victoires vous ont conduits sur le territoire des tyrans et plus près que nous de leurs esclaves. Vous les avez entendus, peut-être, préférer le mot de paix... Leurs émissaires et leurs amis osent dirent que la paix serait convenable.

Citoyens, les paroles insidieuses de nos ennemis ne feront sans doute aucune impression sur vos cœurs. Les républicains ne remportent pas des demi-victoires ; ils exterminent tous leurs ennemis... L'intérêt de la République ne veut que la guerre, parce que la patrie veut la mort de ses ennemis et le salut des races futures. Repoussez loin de vous tout sentiment d'indulgence : il ne serait qu'une fausse pitié. La masse du peuple, dont vous faites partie et dont vous défendez les droits avec tant d'énergie, vous fera connaître, par l'organe de la représentation nationale, l'époque à laquelle nos intérêts nous permettront de parler de paix, si toutefois les peuples libres peuvent traiter avec les chefs des peuples esclaves. Restez fermes à votre poste. Hâtez, par vos victoires, le moment d'une paix heureuse. Vous reviendrez dans vos foyers, riches du bonheur de votre patrie, et, vos fronts ceints du bandeau de la victoire, nous vous proclamerons les héros de la liberté... (1).

Au représentant du peuple Pinet, à Bayonne.

Le 14 pluviôse [an II, 2 février 1794].

Représentant, frère et ami,

Nous avons appris que, malgré les fonctions importantes dont tu es chargé, tu ne laisses pas de t'occuper sans cesse de notre bonheur...

Le citoyen Bellegarde nous a instruits de la sensibilité avec laquelle tu as vu nos besoins, et en même temps du zèle avec lequel tu t'es prêté aux moyens d'y pourvoir, de concert avec le représentant Monestier... Pinet, tu connais notre patriotisme ; nous t'exposons nos besoins ; nous nous remettons à toi, bien assurés que tu saisisas les occasions de nous procurer des subsistances.... (2).

Au citoyen Bellegarde, commissaire pour les grains, à Bayonne.

Le 14 pluviôse [an II, 2 février 1794].

Frère et ami,

Nous sommes persuadés que ce n'est pas ta faute si nous n'avons pas encore reçu les grains que tu as obtenus par les bons offices des représentants Pinet et Monestier.

Nous écrirons au premier pour lui témoigner la reconnaissance que nous lui devons ainsi qu'à son collègue...

Redouble... de vigilance. Souviens-toi que tu travailles

(1) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47. La lettre est écrite par la Société populaire de Bergerac.

(2) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47. Lettre écrite par la Société de Bergerac.

pour une contrée qui a bien mérité de la patrie (1)... Souviens-toi que tes concitoyens, après avoir épuisé la majeure partie des subsistances des communes qui les environnent, n'ont rien de plus à cœur que de rendre à leurs frères des campagnes les secours qu'ils en ont déjà reçus.

Nous avons communiqué, selon les désirs, ta lettre et l'arrêté du département des Hautes-Pyrénées. Continue tes démarches..., et la Société se félicitera de plus en plus de voir ses membres donner à tous les bons citoyens l'exemple de ne rien négliger quand il s'agit du salut de la patrie... (1).

[La Société populaire de Bergerac à la Convention].

Bergerac, le 15 pluviôse an II... [3 février 1794].

Citoyens représentants,

Le sang des Français a coulé par l'ordre des tyrans ; leurs trésors sont épuisés ; leurs esclaves fuient... devant nos colonnes républicaines, et leur perfidie fait parvenir jusqu'à nos oreilles le mot de paix !

...Mettons à profit nos brillants succès. Que nos bataillons vainqueurs... portent, sur le territoire où les rois commandent, la dévastation et la mort. Que les peuples encore esclaves apprennent, en comptant nos victoires, combien est grande la puissance d'un peuple, lorsqu'il combat pour la liberté ! Vous prononçâtes le vœu du peuple français en décrétant la République. Par votre surveillance, votre énergie, elle est une et indivisible, elle est triomphante. Eh bien ! Que les rois qui osent parler de paix viennent se prosterner à votre barre, devant la majesté du peuple que vous représentez ! Alors vous pèserez, dans votre sagesse, s'ils sont dignes de votre pitié ou de votre colère ; mais, jusqu'à ce moment, qui n'est pas, sans doute, éloigné, que nos communs efforts alimentent l'ardeur de nos guerriers ! Apprêtons tous les instruments de notre vengeance ! Que les trônes chancelants des despotes soient renversés, et que la République française, une et indivisible, soit aussi la République éternelle.

Les membres du Comité de correspondance, Boyer, président, Bourson (2), Frugère, Lamartinie, Lanauve, Vergniol 3).

A l'administration provisoire des domaines nationaux,
à Paris.

Le 23 pluviôse [an II, 11 février 1794].

...Nous venons de recevoir les cahiers de la liste générale des émigrés de la République, des lettres C et D. Il nous manque celui de la lettre A, que nous n'avons point reçu. S'il est possible que tu nous le fasses parvenir, nous serons bien aises

(1) La Convention avait décrété, le 7 nivôse an II (25 déc. 1793), que Bergerac avait bien mérité de la patrie (*Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 125).

(2) Nous rangeons ces signatures dans l'ordre alphabétique. Celle de Vergniol a été barrée.

(3) *Arch. nat.*, C 292, dossier 941. Le *Proc.-verb. Convention*, du 25 pluviôse an II, p. 233, reproduit une partie de cette adresse et ajoute que la Convention décréta mention honorable et insertion au *Bulletin*.

d'avoir cet ouvrage complet... Les membres composant le Comité de correspondance (1).

[Le 24 pluviôse an II (12 février 1794), le Conseil général de la commune de Bergerac, pour se conformer à l'article 10 du décret du 14 frimaire an II, prescrivant que les lois seraient lues aux citoyens, tous les décadis, par un officier municipal, dans un lieu public], arrête... que la lecture des décrets de la Convention... soit faite tous les décadis, à 4 heures de l'après-midi, dans le lieu des séances de la Société populaire, par un officier municipal (2).

A la Convention nationale.

Le 18 ventôse [an II, 8 mars 1794].

Représentants,

Les routes du département de la Dordogne étaient dans un délabrement total. Les voyageurs en redoutaient l'approche ; le commerce était entravé ; les convois militaires ou les denrées pour l'armée des Pyrénées étaient trainés avec lenteur ; il y avait même impossibilité, une grande partie de l'année ; bientôt toutes communications allaient cesser. Les opérations à faire présentaient un travail de plusieurs années.

Lakanal, votre digne collègue, porte ses regards sur cette partie intéressante. Il écarte les formes routinières. Il dit : il faut que les routes soient réparées révolutionnairement, que la population entière du département opère dans 3 jours ce que les ingénieurs ne pourraient faire en 10 ans. Son projet se communique comme l'éclair dans toutes les communes. A sa voix, la population totale du département se lève et, à la même heure, se porte en masse sur toutes les routes. Chaque individu déploie la force révolutionnaire. Le représentant donne l'exemple. Les montagnes tombent, les rochers se brisent, les ravins se comblent, et, dans 3 jours, les routes sont presque entièrement réparées. Tel est l'effet de la volonté et du pouvoir d'un peuple qui sent tout le prix de la liberté.

Décrétez, représentants, que ce qui reste à perfectionner le sera révolutionnairement. Fixez des jours pour ce travail. Assignez une certaine somme pour indemniser les citoyens peu fortunés ; ceux-là seuls doivent l'obtenir. Ceux qui sont au-dessus des besoins se feront une jouissance d'offrir leurs bras pour ces travaux. Que cette grande mesure devienne commune à la République. Alors la communication entre la grande famille deviendra facile. Ce sera assurer l'unité, en agrandissant l'esprit public, qui, nous osons le dire, a plus gagné dans ces 3 jours de fête que par de savantes instructions.

L'égalité a été réelle, et à la portée de ceux qui n'en ressentent pas assez les effets. Les vivres étaient en commun ; le riche en fournissait au pauvre. Le travail était le même pour tous (3).

(1) Arch. mun. Bergerac., boîte Z, n° 47. Lettre écrite par notre Société. Le 9 ventôse an II (27 février 1794), la Convention recevait de l'agent national du district de Bergerac la nouvelle que les biens des émigrés se vendaient à un prix très avantageux (*Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 294).

(2) Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 24 pluviôse an II, f. 22, verso.

(3) Sur ces travaux, voir notre *Lakanal*, p. 515 et suiv.

Lakanal peut opérer l'entière régénération de ce département. Il en connaît les moyens ; il les emploie successivement avec avantage. Que sa mission soit prolongée ! Vous le devez à nos besoins et aux progrès de la Révolution. Sa présence est nécessaire jusqu'au complément des vastes projets qu'il a conçus. Membre de cette Montagne à qui la République doit son salut, il a notre amour et notre estime... (1).

[Fin ventôse an II, mars 1794]

Lakanal... apprend que quelques oisifs ont jase sur ses mœurs, ont prétendu que sa sévérité était plus apparente que réelle. Il venait de promettre des réquisitions pour faire venir des grains qui allaient manquer; il était allé à la Société populaire, avait de nouveau pris l'engagement d'approvisionner les citoyens. Il retire ses réquisitions; il part en chargeant Bergerac de son exécration; il part pour Belvès dans la nuit.

Ce départ, les circonstances qui l'ont accompagné alarment les citoyens; celui-ci regrette son départ (2); celui-là, les subsistances promises; on lui envoie une députation pour en connaître les causes et dissiper les malentendus, s'il en existe. Cette députation est très bien accueillie. Il n'a à se plaindre que de deux hommes de Bergerac. Qui sont-ils? *Il ne les désignera pas. Jamais il ne poursuivra la querelle de Lakanal. On peut tout oser contre sa personne : il ne vengera jamais que la querelle de la République.*

Il laisse entrevoir cependant qu'il reviendrait peut être si la Société populaire l'en pressait dans une adresse signée de tous ses membres. Cette adresse est faite; quatre ou cinq pages de signatures y sont jointes; il arrive, précédé de deux ou trois mille quintaux de subsistances. On juge du plaisir qu'eut de le voir revenir un peuple affamé (3).

Il ne veut maintenant aller à la Société populaire que lorsqu'elle sera régénérée.

Tout ceci s'est passé au moment où Hébert, Danton, Chamette et C^{ie} préparaient leurs coups (4).

La Société populaire, accoutumée à suivre l'indice que laissaient soupçonner les désirs voilés du représentant Lakanal, reconnaît que, quoiqu'elle eût été épurée, que, quoiqu'elle eût répondu à celle de Périgueux, huit jours avant, n'avoir pas besoin d'épuration (5), reconnaît à l'instant qu'effectivement elle a besoin de se régénérer : comment le refuser à un homme qui nous nourrit? On

(1) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47. Copie de l'adresse envoyée par notre Société.

(2) Le 26 ventôse an II (16 mars 1794), au moment où Lakanal se proposait de quitter Bergerac, le procureur et clubiste Boissière lui écrivait une lettre attristée : « Vous nous quittez avec l'idée que nous avons pu mériter votre confiance... On a voulu nous ravir votre affection... Vous reconnaissez que vous n'avez jamais eu d'amis plus dévoués ni plus sincères que les hommes qui vous entouraient ordinairement ... » (Voir notre *Lakanal*, p. 114, note 2.)

(3) Notre pamphlétaire exagère le nombre des quintaux. Lakanal, en effet, écrivait de Belvès (au commencement de germinal an II) à la Société : « Je reviens aujourd'hui parmi vous... Tranquillisez-vous sur vos subsistances; le district de Belvès vous envoie demain même 400 quintaux de seigle et de froment. Il vous enverra, de plus..., 700 quintaux de blé d'Espagne, 400 quintaux de châtaignes... Je réponds sur ma tête de vos subsistances, tant que je serai parmi vous » (Clamageran, *Lakanal*, p. 22, 23).

(4) C'est, en effet, dans la nuit du 23 au 24 ventôse an II que furent arrêtés Hébert et ses amis.

(5) C'est le 7 nivôse an II (voir cette séance) que notre Société avait décidé de faire cette réponse à celle de Périgueux; la réponse fut envoyée le 8 nivôse an II

fait quelques objections. Quelques affidés, influents sur la masse, disent à l'oreille : il faut que cela soit; le représentant le veut; il ne viendra à la Société que quand elle ne sera composée que de soixante membres (1).

La chose est proposée, mise aux voix, arrêtée en une séance peu nombreuse. Ils proposent l'épuration, l'appuient, la mettent aux voix, font décider qu'elle sera faite par un Comité de treize personnes. Toute discussion et sur le mode d'élection et sur la manière d'opérer est étouffée; on est trop pressé; il faut qu'elle soit achevée dans huit jours au plus tard; on n'a pas de temps à perdre; il faut charger le président de nommer la Commission. On observe qu'il peut y avoir une meilleure forme; c'est inutile. Le président nomme douze personnes; il est embarrassé du treizième; il le cherche; un des secrétaires, déjà nommé, demande la parole et propose le président. Voilà la Commission. Que doit-elle faire? On n'a pas besoin de discuter à ce sujet, renvoyé à la Commission pour déterminer ses pouvoirs. Quel mode suivra-t-elle? Celui qu'elle jugera convenable; elle prononcera sans appel, et lira seulement à la tribune le nom de ceux qui auront été suspendus ou exclus.

La chose s'exécute ainsi, et, après avoir régénéré cette Société, on envoie une députation à Lakanal, lui présenter un diplôme et lui déclarer que la Société l'avait admis au nombre de ses membres. Il avait dit que, lorsque la Société serait épurée, *il s'y rendrait tous les soirs : il n'y paraît jamais* (2).

A la Commission des marchés de la Convention nationale.

Le 2 germinal [an II, 22 mars 1794].

...Il vient d'être expédié pour Bayonne et Rochefort les objets dont l'état suit provenant des dons patriotiques faits dans le sein de la Société, en faveur de nos frères les défenseurs de la patrie, savoir :

Pour Bayonne, 424 chemises, 19 draps de lit, 12 mouchoirs, 88 paires de bas, 120 paquets de charpie, 6 paires de souliers.

Pour Rochefort, 18 draps de lit, 44 paquets [de] charpie, 142 (3) compresses, 12 paquets de bandes de différentes longueur et largeur, 14 vieilles chemises propres à faire des compresses... (4).

A la Convention nationale.

Le 2 germinal [an II, 22 mars 1794].

...Le citoyen Frescarode, l'un des nos frères, vient de partir pour Auch en qualité de cavalier jacobin, armé et équipé aux

(1) Dans la dénonciation contre Lakanal, qu'il enverra à la Convention pendant la réaction thermidorienne, un certain Joseph Lapeyre écrit : « On lui reproche d'avoir fait épurer la Société populaire de Bergerac et d'en avoir fait exclure tous ceux qui n'étaient pas maratistes; il disait vouloir la réduire à 30 membres » (*Arch. nat.*, DIII 351). Le pamphlétaire bergeracois parle de 60 membres.

(2) H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre X, p. 20.

(3) Le *Proc.-verbal Convention* du 30 ventôse an II (p. 450) écrit : « 142 livres de compresses ».

(4) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

dépens de la Société (1), monté sur un beau cheval du dépôt, que lui a fait fournir le représentant du peuple Lakanal.

Il vient d'être expédié pour Bayonne et Rochefort les objets dont nous joignons ici l'état, provenant des dons patriotiques faits dans notre sein...

Les grandes mesures de salut public que vous décrêtez chaque jour alimentent notre courage et notre amour pour la patrie. Continuez vos sublimes travaux. Comptez sur nos efforts... (2).

Au ministère de la guerre.

Le 2 germinal [an II, 22 mars 1794].

...Des dons patriotiques ont été recueillis dans le sein de la Société. Nous venons d'en faire l'envoi à nos frères d'armes qui combattent pour la liberté. Nous avons partagé entre les troupes de terre et les marins, conformément à l'état ci-après... (3).

Au citoyen Dubreton, à Bayonne.

Le 2 germinal [an II, 22 mars 1794].

Des offrandes en faveur de nos frères d'armes ont été faites dans notre sein. Nous en avons destiné la plus grande partie pour ceux qui combattent avec intrépidité les cohortes espagnoles, formant l'armée des Pyrénées occidentales. Le reste a été envoyé à nos frères les marins de Rochefort. Trois futailles, sous les n^{os} 1, 2, 3, contiennent les objets dont l'état est ci-joint; elles te sont adressées.

Assure nos frères d'armes que, tant qu'ils combattent les ennemis extérieurs, nous surveillons ceux de l'intérieur. Les uns et les autres tomberont sous nos coups, et la République triomphera. Dis à ceux qui ont laissé des parents dans l'indigence que la nation a pourvu à leurs besoins. Il est doux pour nous de savoir que le représentant Pinet, notre concitoyen, est près de cette armée; nous sommes bien sûrs que les traîtres et les lâches n'auront pas beau jeu. Il est, nous l'assurons, leur ennemi (4)...

Au citoyen ordonnateur des guerres, à Rochefort.

Le 2 germinal [an II, 22 mars 1794].

Parmi les offrandes qui ont été faites dans notre Société en

(1) C'est le 14 novembre 1793 que la Société avait décidé d'ouvrir, à cet effet, une souscription. C'est à Auch que devaient aller, au moins en partie, les chevaux concentrés à Bergerac. « Je ne sais si le dépôt de chevaux établi à Bergerac est évacué sur Auch », écrira, de Nantes, le 18 germinal an II, le représentant Garrau au chef d'escadron Larocheblin (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n^o 17).

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n^o 47. Copie de lettres de notre Société. C'est le 30 ventôse an II que la Convention entendit lecture de cette adresse et de l'état annexé; elle décréta mention honorable et insertion au *Bulletin* (*Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 450). Pour expliquer que cette lettre, datée du 2 germinal, ait pu être lue à Paris le 30 ventôse (c'est-à-dire deux jours avant), il faut admettre que la copie ci-dessus a été postdatée de quelques jours, par erreur.

(3) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n^o 47. Copie de lettres de notre Société. De son côté, le Comité révolutionnaire de Bergerac envoyait aux armées, vers la même époque, 5.354 paires de souliers (*Proc.-verb. Convention*, 24 floréal an II, p. 187).

(4) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n^o 47. Copie de lettres de notre Société.

faveur des défenseurs de la patrie, nous avons cru à propos d'en envoyer une partie à nos frères les marins, particulièrement des objets qui paraissent leur être d'une utilité majeure. Nous t'adressons une futaille contenant divers objets mentionnés dans l'état ci-après ; tu en feras la distribution la plus avantageuse. La patrie attend avec raison des services signalés de la marine française ; nous ne cesserons de seconder son courage en surveillant les ennemis intérieurs (1)...

A un défenseur de la patrie, à l'armée de la Vendée.

[Germinal an II (?)]

Brave républicain,

La Société a entendu la lecture de la lettre que tu as écrite à ta mère. Elle a été sensible au mal que t'ont fait souffrir les brigands. Elle t'envoie ci-inclus 130 livres, pour remplacer le butin qu'ils t'ont pris. Continue de te conduire en bon républicain. Rends-toi digne de la patrie. Souviens-toi que les Bergeracois n'ont jamais lâché le pied. A ton retour, lorsque la République aura anéanti ses ennemis, tu viendras fraterniser parmi nous, et tu recevras la récompense d'un bon soldat : l'estime de tes concitoyens (2)...

[Le 5 germinal an II (25 mars 1794), Jean Mauriel, chasseur au 7^e régiment, compagnie Monbrun, écrivait de Poitiers à la Société populaire de Bergerac.

Il l'assurait de son patriotisme et de son désir d'écraser les ennemis de la liberté. S'il n'avait pas ces sentiments, il serait « indigne de mes frères de Mayence ». Il invitait les jeunes Bergeracois à prendre les armes, pour voler à la frontière. Il remerciait la Société des 123 livres 13 sols qu'elle lui avait envoyés] (3).

...Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*.

Bergerac..., germinal an II [mars-avril 1794].

Représentants,

La chicane dévorait nos habitants des campagnes. Les intérêts les plus minutieux divisaient le frère avec le frère, le voisin avec le voisin. Le faible était accablé par le plus fort, de par les formes juridiques.

Lakanal publie qu'il veut sans délai en voir la fin, que, dans 25 jours, tous les procès seront ou finis ou mis en arbitrage ou qu'il se rend le défenseur officieux du pauvre, au préjudice du riche réfractaire. Le serpent de l'aristocratie et les monstres de la chicane feignent d'applaudir, tout en insinuant partout que l'exécution de l'arrêté du représentant est impossible. Cependant, des Commissions, prises dans le sein des Sociétés populaires, s'élèvent de toutes parts, pour favoriser cette exécution prétendue impossible, et l'arrêté est exécuté partout. Partout, les procès, vieux ou nouveaux, sont mis à l'arbitrage

(1) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47. La copie de cette lettre n'est point datée, mais sur le registre des copies de lettres et adresses de la Société populaire, elle se trouve parmi des copies de lettres datées de germinal an II. En outre, la lettre analysée ci-après, écrite par Jean Mauriel, de Poitiers, et accusant réception de 123 livres 13 sols, semble être la réponse à celle-ci.

(2) Arch. mun. Bergerac, I 2.

ou terminés. Partout, les vieilles haines disparaissent, et il ne reste plus aux vieux plaideurs que la douleur de ne pouvoir plaider encore.

Représentants, l'arrêté de Lakanal a opéré un prodige en son genre. Le pouvoir magique qui l'a opéré est aussi dans vos mains. Rendez son arrêté commun à toute la République, et la chicane et tous les procès désertent la terre de la liberté.

[Signé] (1) Boyer, président, Bontemps, secrétaire, Lanauve, secrétaire, Etienne Beaugès, Béchadergue, Beyssalance, Bir-rue (?), Bordère, Borie cadet, Bouchon, Daniel Bouyssavy, Briau aîné, Briaud, A. Cailloux, Jacques Calliou, Carré père, Dartenet (?), Dechamps, Desmond, Desmond jeune, Desmond jeune (*sic*), Drian, Faugère, Fauvel aîné, Frugès, Gagnaire, Robert Giraudel jeune, Granger, Labonne, Lafite, C. Lalune, Laporte, Lespinasse, Lestrade, Malberna François, Malaroche, Mergier, Noël, Planteau, Planteau-Lestenaque, Pancaud (?), Rambaud, Rolland, Sainbris-Valeton, Bd Serre, Simounet, Sounalet, Thomas fils, J. Véray, Veyrine, Veyrye, Villate (2).

Périgueux, le 17 germinal an II.. [6 avril 1794].

La Société populaire de Périgueux à ses frères de la Société de Bergerac.

Frères et amis,

Lisez l'extrait du procès-verbal de notre séance du 19 ventôse [9 mars 1794], et vous verrez qu'on nous a calomniés (3).

Union, fraternité, amitié entre les patriotes. Guerre à mort à la duplicité, à l'intrigue, à la friponnerie, à la calomnie : voilà la tâche que nous remplirons.

Salut et fraternité... [Signé] G. LANXADE, ARMOISE FOURNIER, secrétaire (4).

Au citoyen Pinet-Saint-Nexant (5).

Le 19 germinal [an II, 8 avril 1794].

Frère et ami,

Nos frères de la Société populaire de Villamblard viennent de nous faire remettre une somme de (6), pour nos frères des frontières. Nous t'envoyons cette somme, que tu voudras bien remettre aux volontaires de la Dordogne qui y ont le plus de droit par leur position. Nous laissons à ta sagesse de nous apprendre si leur état exige de nous des offrandes ; sois persuadé que nous y pourvoirons.

Il est bien doux pour nous de connaître de plus en plus ton courage éclairé et ton ardent patriotisme. Ton nom est ici pro-

(1) Nous rangeons ces 52 signatures dans l'ordre alphabétique, sauf celles des membres du bureau

(2) *Arch. nat.*, DIII 61, dossier 12. En tête de cette pétition, on lit : « Renvoyé au Comité de législation, le 27 germinal an II », et, à côté de ces mots : « Il n'y a lieu à délibérer ». Sur les mesures de Lakanal relatives à l'extinction des procès, voir notre *Lakanal*, p. 191. Cette adresse de la Société fut lue à la Convention le 27 germinal an II. Le *Proc-verb. Convention* en donne le résumé (à cette date, p. 254).

(3) L'extrait du procès-verbal manque.

(4) *Arch. mun. Bergerac* I 2.

(5) Il signait Pinet-Saint-Nessans.

(6) Le chiffre est laissé en blanc.

noncé avec l'enthousiasme de l'amitié et de l'esprit public. Donne-nous de tes nouvelles. Apprends-nous les succès de l'armée dont tu partages le commandement, à notre grande satisfaction. Le brave Mergier (1) est dans ce moment parmi nous ; il reçoit nos embrassements fraternels. Il va te rejoindre. Ah ! combien nous avons lieu d'espérer que les satellites espagnols trouveront leur tombeau dans la frontière qu'ils osent occuper ! Compte sur notre amitié et sur l'estime que tu mérites si bien (2)...

Au représentant du peuple Pinet, à Bayonne.

Le 26 germinal [an II, 15 avril 1794].

Citoyen représentant, frère et ami,

La renommée nous apprend tes succès contre les ennemis de la patrie. Nous en jouissons parce qu'ils contribuent à la prospérité publique et parce qu'il semble qu'on partage les belles actions de ceux qu'on aime... Reçois, comme un gage assuré des sentiments qui nous unissent, une carte civique de notre Société, scrupuleusement épurée. Qu'elle te rappelle que notre attachement pour toi commande à celui que tu nous as voué de ne point se ralentir... C'est un besoin, pour les républicains de Bergerac, de correspondre avec tous leurs frères, mais plus particulièrement encore avec toi. Chacune de tes lettres fut toujours pour nous une source d'instruction civique. Nous te prions donc, au nom de l'amitié, de nous écrire toutes les fois que le grand intérêt de la patrie te laissera quelques moments pour les concitoyens qui savent l'apprécier (3)...

A la Convention nationale, lors de la faction d'Hébert.

[germinal an II].

Représentants,

Les factieux sont dévoilés et punis. Encore une fois, vous avez sauvé la patrie. Vos mains pures ne tiennent pas en vain les destinées de la France et de l'univers... Nous nous pressons autour de vous, non avec cet aveuglement qui n'examine rien, mais avec ce juste discernement qui ne trompe jamais. Vous voulez le bonheur de l'humanité, puisque vous brisez les liens des préjugés qui tenaient le peuple dans l'asservissement et la misère. Vous voulez le triomphe de l'égalité, puisque le pauvre est le continuel objet de vos sollicitudes. Vous voulez la liberté, puisque vous enchaînez à vos pieds le fanatisme et toutes les aristocraties conjurées... Les hypocrites, volcanisés en apparence par l'amour de la liberté, se croyaient seuls invulnérables... Ils sont tombés sous vos coups vengeurs. L'idole n'est plus. Paris et les départements applaudissent au courage qui l'a renversée...

Nous jurons tous à l'envi de regarder comme traîtres à la patrie et ceux qui avilissent la représentation nationale et ceux

(1) La Société avait précédemment correspondu avec Mergier (voir la séance du 4 avril 1793).

(2) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

(3) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

qui oseront improuver les mesures vigoureuses que vous venez de [prendre] contre les conspirateurs (1). Agréez l'hommage de nos serments. Puissent-ils vous dédommager un instant des amertumes qui vous poursuivent dans la carrière révolutionnaire ! (2)...

[A la Convention].

Liberté. Egalité. Vive la Montagne ! République française...

Société des *Amis de la liberté et de l'égalité*.

Bergerac, le germinal an II.

Représentants,

Votre vigilance et votre intrépide fermeté nous laissent les sentiments de la plus profonde confiance. Les conjurés ne sont plus, et vous, vous vivez pour le salut de la patrie. Vainqueurs de tous les préjugés, vainqueurs de toutes les factions, il ne vous reste plus d'autre parti que celui de la liberté et de la vertu. En ces noms sacrés, nous vous invitons à rester au poste où vous maintient la volonté générale, pour y conserver le fruit de vos victoires et de vos immortels travaux, jusqu'à ce que l'Europe étonnée et les despotes à genoux reconnaîtront l'indépendance d'un peuple nombreux et puissant qui a juré de vivre libre. La contemplation du bien que vous aurez fait et l'estime et l'amour des hommes capables d'apprécier les amis et les bienfaiteurs de l'humanité, telles sont les récompenses qui vous attendent au bout de votre pénible et glorieuse carrière.

[Signé] Boyer, président, Lanauve, secrétaire (3), Etienne Beauger, Béchadergue, Beyssalance, Bontemps, Bordère, Borie cadet, Bouchon, Barthélemy Bouyssavy, Daniel Bouyssavy, Briau aîné, Briaud, A. Cailloux, Jacques Calliou, Carré père, B. Caussade, Dechamp, Desmond, Desmond jeune, Faugère, Fauvel aîné, Frugès, Gagnaire, Granger, Jiraudel jeune, Labonne, Lacoste, Lafite jeune, Lajarte, P. Lalune, Lespinasse, Lestrade, Malaroche, Malbernac fils aîné, Mergier, Noël, Olivier, Pancaud, Planteau, Planteau-Lesnénaque, Pujol, Rambaud, Robert, Rolland, Sainbris-Valeton, Bd Serre, Simounet, Sounalet, Thomas, J. Veray, Veyrine, Veyry, J. Villate (4).

(1) L'acte d'accusation prétendait que les Hébertistes complotaient d'établir la tyrannie après avoir égorgé la Convention (Aulard. *Hist. pol.*, p. 463).

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Cette copie d'adresse n'est pas datée; elle se trouve, sur le copie des lettres et adresses envoyées par la Société, entre deux lettres datées, l'une, du 28 floréal an II (17 mai 1794), l'autre, du 17 thermidor an II (4 août 1794). Cette indication, il est vrai, n'est qu'approximative, car, sur ce copie de lettres, les correspondances ne se suivent pas dans un ordre strictement chronologique. Il est probable que le secrétaire conservait les minutes des lettres assez longtemps après l'envoi de la lettre, et les transcrivait de temps en temps en bloc, dans un ordre quelconque. Comme l'en-tête de l'adresse parle de la « faction d'Hébert » et qu'Hébert fut guillotiné le 4 germinal an II (24 mars 1794), c'est au mois de germinal qu'on peut faire remonter la rédaction de cette lettre. Le *Proc.-verb. Convention* du 25 germinal an II (p. 233) la signale d'ailleurs.

(3) Nous rangeons la suite de ces 54 signatures dans l'ordre alphabétique, sauf celles des membres du bureau.

(4) *Arch. nat.*, C 300, dossier 1.058. Le résumé de cette adresse se trouve dans le *Proc.-verb. Convention*, 25 germinal an II, p. 233. Une copie partielle de cette adresse se trouve aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47; il y est dit que l'adresse fut envoyée au Comité de salut public. C'est une erreur, à en juger par le contenu de l'adresse et par le fait qu'elle fut lue en séance de la Convention.

A la Convention nationale.

Le 27 germinal [an II, 16 avril 1794].

Législateurs,

Nous avons frémi d'indignation... en apprenant que vous aviez été entourés de la plus noire conspiration. Quoi! c'est la représentation nationale qu'on devait immoler! Ce sont les plus purs comme les plus zélés défenseurs du peuple qui devaient être les premières victimes! La Montagne était souillée par des conspirateurs! Les monstres! Ils ont éprouvé le sort des ennemis de la patrie. Votre courage et votre énergique surveillance avaient encore ce grand coup à frapper...

Ecrasez avec la même force toutes les factions, tous les projets liberticides. Nos frères parisiens sont là. Ils maintiendront l'intégrité de la représentation nationale. Des étrangers, des traîtres masqués se traînent encore parmi eux... S'ils avaient besoin de secours, nous demandons à être des premiers appelés, et, comme pour la chute du trône, nous serions des premiers arrivés.

Nous voyons sous nos yeux le salpêtre naître abondamment. Une manufacture d'armes qui, sans contredit, sera une des plus conséquentes de la République, s'élève dans nos murs comme par enchantement. Déjà une grande quantité de platines excellentes sont fabriquées. Lakanal, votre digne collègue, a donné à cet établissement un mouvement révolutionnaire. Qu'il revienne au plus tôt parmi nous, pour y mettre la dernière main! Sa présence est ici nécessaire; l'intérêt national et nos vœux le réclament (1).

Le fanatisme et la superstition ont fait ici place à la raison (2). C'est dans son temple que, chaque décade, on apprend à serrer le nœud de la fraternité et du patriotisme. Nous n'avons point forcé les prêtres à renoncer à leur métier. Ils ont connu que leur règne n'était plus de saison, et aussitôt ils ont fermé boutique (3)...

De la place d'Agde, 14 floréal [an II, 3 mai 1794].

Frères et amis. L'Espagnol est vaincu, La République triomphe. Dugommier a ouvert la campagne par des succès... Céret, Montequiou, Villelongue, le Boulou sont en notre pouvoir. Nos braves sans-culottes ont fait 4.000 prisonniers; 2.000 [ennemis] ont mordu la poussière; on s'est emparé de 200 pièces de canon. Collioure et Port-Vendres sont cernés; on en chauffe vigoureusement le siège...

(1) Sur l'exploitation du salpêtre et la manufacture d'armes de Bergerac, voir notre *Lakanal*, p. 384 et suiv. Au moment où la Société écrivait à la Convention, Lakanal se trouvait à Paris, où l'avait appelé la question des subsistances. Il sera de retour dans la Dordogne au commencement de floréal an II (voir *Ibid.* p. 72 et 73).

(2) Sur la question religieuse à Bergerac en l'an II, voir notre *Lakanal*, p. 137 et suiv.

(3) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Cette adresse de la Société populaire a à peu près le même objet que les deux précédentes. Elle ne sera lue à la Convention que le 29 messidor an II (*Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 307).

[Signé] CAPMAU, GÉRAUD, BUGNIET [En post-scriptum, ils invitent la Société à célébrer ces succès]. (1)

Au Comité de sûreté générale de la Convention nationale.

Le 19 floréal [an II, 8 mai 1794].

Citoyens représentants,

Tout ce qui tend à dévoiler les ennemis cachés de la patrie doit être à l'ordre du jour. Ce système révolutionnaire est celui de Lakanal, votre collègue. Aussi, à sa voix, les scellés ont été posés au même instant sur les papiers de tous les ci-devant nobles, ci-devant prêtres et gens douteux du département. Cette mesure nous a conduits à des découvertes salutaires. On a trouvé notamment, dans la retraite d'un vieux féodiste nommé Lesieur, un monceau de titres féodaux qu'il avait accaparés. On a trouvé chez lui une manufacture de titres de noblesse de tous les âges: digne fabrique où les Coblenciers dépourvus allaient puiser de quoi se dédommager des mérites et des vertus qu'ils n'avaient pas. Cette mesure nous paraît mériter de figurer avec celles que vous prenez pour sauver la patrie (2).

Dans cette idée, nous vous invitons à la rendre commune à toute la République (3)....

A la Convention nationale.

Le 28 floréal [an II, 17 mai 1794].

Représentants,

Les principes éternels de la raison et de la morale se sont fait entendre par l'organe du Comité de salut public. En les adoptant, vous vous êtes rendus plus redoutables aux prêtres, au fanatisme, aux rois de l'Europe que nos bataillons nombreux, quelque grand que soit le succès de leurs armes... Recevez donc les justes applaudissements dont a retenti la voûte du temple consacré à nos assemblées...

Restez à votre poste, vertueux représentants d'un peuple célèbre à jamais, afin d'y affermir votre ouvrage, tandis que des représentants, véritables amis de la liberté, presseront dans les départements les travaux révolutionnaires.

Qu'il nous soit permis ici de vous donner une idée de l'activité et des succès du représentant Lakanal. Nul citoyen n'est oisif ici. C'est une infamie de ne rien faire pour la patrie. L'in-fatigable Lakanal se trouve partout. Il est à la tête de tous les travaux publics, ou il descend dans les souterrains obscurs des repaires des brigands qui ont déserté leur pays, pour y recueillir les trésors enfouis par leur cupidité. C'est dans un des repaires de l'ex-président d'Augeard qu'il a déterré environ 150 livres

(1) *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 116. Ces volontaires appartenaient vraisemblablement au 6^e bataillon de la Dordogne, cantonné à Agde en mai 1794 (de Cardenal *o. c.*, p. 252).

(2) Voir notre *Lakanal*, p. 166 et suiv., où nous rattachons cet incident à l'ensemble des mesures de police prises par le conventionnel envers les contre-révolutionnaires. C'est dans la nuit du 10 au 11 floréal an II que les scellés avaient été mis par les Comités révolutionnaires de la Dordogne sur les papiers des ci-devant prêtres et nobles et de leurs agents.

(3) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

d'argent pesant (1). Ainsi, rien n'échappe à sa vigilance, que nous nous faisons gloire de seconder de tout notre pouvoir (2)...

Au représentant du peuple Lakanal.

[Floréal (?)]

Citoyen représentant,

Tu as déterré les trésors du Chantilly qui avoisine cette commune. Ce nouveau trait de ton infatigable vigilance te donne de nouveaux droits à la reconnaissance publique. Reçois... nos remerciements pour tout le bien que tu nous fais et celui que tu veux nous faire. Tu promets de mourir avec nous si les subsistances nous manquent. Maintenant, la crainte d'en manquer ne nous fait plus d'impression... Notre ambition serait de te montrer par quelque grand trait que nous méritons un attachement que tu ne dois qu'à de vrais républicains... Nous sommes tes frères et amis (3)...

Réponse à la Société populaire de Sorèze (4).

Le 28 floréal [an II, 17 mai 1794].

Frères et Amis,

...Les Sociétés populaires qui, pendant la Révolution, ont lutté avec toutes les factions... pour assurer la liberté et l'égalité, sentent, avec nos sages législateurs, la nécessité d'épurer les mœurs en frappant... ceux qui, sous l'apparence du patriotisme, cachaient une immoralité destructive du gouvernement républicain.

Duprat parut dans cette cité, et parut d'abord sous les dehors trompeurs d'un pasteur évangélique qui cherche à intéresser des âmes religieuses pour mieux les tromper (5). Sa conduite nous a fait voir en lui un homme vain et orgueilleux, douteux en patriotisme puisqu'il a été défenseur des Feuillants. Mais ce qui lui est impardonnable, c'est d'avoir porté dans un ménage heureux jusqu'alors, la discorde. — Voilà... l'opinion que nous avons de Duprat et les renseignements qui nous sont connus.

S'il est porteur d'un de nos diplômes, c'est une surprise faite à la Société : nous le révoquons.

C'est de cette manière que, d'un bout de la République à l'autre, les républicains doivent s'entendre. C'est par ce moyen que nous parviendrons à démasquer les traîtres, les intrigants et les immoraux (6)...

(1) Sur cette découverte, voir notre *Lakanal*, p. 627.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Cette adresse a déjà été reproduite par M. Penaud, dans la *Révolution française* de 1882, 1^{er} semestre, p. 828 à 830. Elle fut lue à la Convention le 6 messidor an II. Le *Procès-verbal de la Convention* en donne un résumé (p. 117). La Convention décerna la mention honorable, insertion au *Bulletin* et renvoi de l'adresse au Comité de salut public.

(3) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Cette copie de lettre est sans date; mais, sur le registre de copie des lettres envoyées par la Société, elle est comprise entre deux lettres datées des 28 floréal an II et 1^{er} fructidor an II. Il est fait allusion, dans cette lettre, comme dans la précédente, à la découverte de l'argenterie d'Augeard.

(4) Dans le Tarn.

(5) Nous avons déjà rencontré Duprat. Voir la séance du 25 mai 1791.

(6) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

[Le 27 prairial an II (15 juin 1794) Viette écrivait, de Bordeaux, à notre Société :] Frères et amis... Nous avons empoigné un convoi hollandais de 63 voiles marchandes, une frégate de 44 et une corvette. Notre escadre paraît avoir eu deux affaires sérieuses avec les dupes de Pitt; la dernière est la bonne... Entre 30 lettres reçues hier, je vous remets copie d'une... L'escadre anglaise [est] en déroute, et plusieurs vaisseaux, pris, outre les 17 navires hollandais et la frégate entrée à Rochefort; 20 navires du même convoi sont entrés à Brest; quelques autres, dans d'autres ports de la côte... Vive la République, mes amis! La victoire couronne les pavillons, comme les drapeaux tricolores. Salut, joie et fraternité... (1)

Registre des délibérations du Comité de présentation de la Société populaire républicaine et montagnarde de Bergerac.

Aujourd'hui 13^e jour de messidor an II... [1^{er} juillet 1794], en conformité de l'arrêté de la Société populaire, du (*sic*) messidor, les commissaires nommés par la Société pour former la Commission de présentation, au nombre de neuf, qui sont Cailloux Antoine, Blanchard jeune, Lafontène, Mainsat, Labonne, Cailloux Gabriel, Boyer, Séjournas, Bouyssavy Daniel, Pasqual absent, se sont réunis dans le local du ci-devant hôpital (2). — Le citoyen Cailloux Antoine a été nommé président, et Boyer, secrétaire...

La Commission s'est occupée de former un règlement pour la présentation des candidats... à la Société... Après que chaque membre a eu fait ses... propositions sur cet objet, le règlement suivant a été adopté :

Art. 1. Tous les candidats seront présentés, en séance de la Société, par deux de ses membres au moins.

Art. 2. Le bureau en prendra une note, contenant le nom du candidat et des deux patrons, qui sera renvoyée à la Commission de présentation.

Art. 3. Dans aucun cas, les membres de la Commission ne présenteront des candidats.

Art. 4. A chaque présentation, le président de la Société invitera tous les membres à dire ce qu'ils pourraient savoir sur la conduite et le civisme du candidat..., ou à en prévenir les membres de la Commission en particulier.

(1) *Arch. mun. Bergerac*, I 2.

(2) Il y a donc lieu de croire qu'à cette date la Société tenait ses séances dans l'ancien hôpital du Saint-Esprit; précédemment, plusieurs membres avaient souscrit aux réparations qu'on devait faire à la salle qu'occuperait la Société dans ce local (voir la séance du 12 frimaire an II).

Mais le lendemain, 14 messidor an II (2 juillet 1794), par acte passé devant Bonnet, notaire public, la Société achetait, au prix coûtant, à Jean Lespinasse aîné, la ci-devant église dépendante des Récollets, que lui-même avait achetée de la nation, le 23 décembre 1791 (*Arch. mun. Bergerac*, P 1, lettre de la Commission des revenus nationaux, du 12 brumaire an IV, et *Reg. délib. mun.*, 2 pluviôse an IV). Lespinasse s'était spontanément prêté à cette cession. Le 6 prairial an II, il écrivait, en effet, à Lakanal : « Je ne t'ai point parlé... de la ci-devant église des Récollets, que j'ai acquise de la nation pour 22.000 livres, ni des réparations que j'y ai faites... Etant informé que la Société républicaine désire avoir ce local en propriété d'après ton consentement..., j'attends tes ordres pour me rendre devant toi et faire, à ce sujet, tout ce qui te sera agréable » (*Ibid.*, fonds Blanc).

Plus tard, Lespinasse demandera l'annulation de cette cession. Il prétendra n'avoir consenti que sous la pression de Lakanal, n'avoir pas été payé intégralement par la Société et s'appuiera sur des lois interdisant à une Société de posséder en nom collectif. En conséquence, le 2 pluviôse an IV, l'administration municipale de Bergerac émettra l'avis que Lespinasse reprenne la libre disposition de cet immeuble (délibération citée, à cette date. Voir aussi la lettre citée, du 12 brumaire an IV).

Art. 5. La Commission se réunira chaque tridi de chaque décade. Elle examinera scrupuleusement la conduite et le civisme des candidats qui lui auront été renvoyés, et, lorsqu'elle sera convaincue de ses vertus et de son civisme, elle proposera à la Société de le recevoir.

Art. 6. Lorsque la Société aura adopté le candidat que la Commission lui aura présenté, ce candidat sera tenu de se présenter à la tribune, pour répondre aux interpellations qui pourraient lui être faites par les membres de la Société. La Société sera juge des motifs qu'on pourrait reprocher aux candidats, et elle statuera définitivement.

Art. 7. La Commission passera sous silence le nom des candidats qui ne lui auraient pas paru dignes d'être membres de la Société.

Art. 8. Siceux qui auront les candidats rejetés par la Commission ou tout autre membre veulent connaître les motifs de réjection, alors la Commission déduira les raisons qui l'ont déterminée.

Art. 9. La Commission ne fera son rapport sur les candidats proposés que 10 jours après que le renvoi lui en aura été fait par le bureau de la Société... [Signé] A. CAILLOUX, président; BOYER, secrétaire (1).

Séance du tridi 23 messidor [an II, 11 juillet 1794].

...Mainsat a présenté la liste des candidats qui a été renvoyée à la Commission.

Le premier inscrit sur la liste était le citoyen Cantal, employé dans la régie des domaines nationaux. Après une discussion approfondie, la Commission a arrêté que le citoyen Cantal serait admis provisoirement... Cependant, comme ce citoyen n'est pas très connu de la Commission, chacun des membres a été invité à prendre des renseignements sur le compte du candidat, pour en faire son rapport à la séance prochaine...; la présentation à la Société ne se ferait qu'après ce préalable.

Le 2^e a été le citoyen Berrut, administrateur de la manufacture d'armes de cette commune... Adopté, pour être présenté à la Société comme membre.

Le 3^e a été le citoyen Hocolat, chef d'écurie; quelques membres ayant donné de bons renseignements sur son compte et aucun motif d'exclusion n'ayant été donné sur son compte, il a été adopté pour être présenté...

Le 4^e a été le citoyen Mathias. Après une assez longue discussion, la délibération suivante a été adoptée : La Commission présentera le citoyen Mathias à la Société, mais, avant sa réception, il sera interpellé sur sa conduite... à l'époque du fédéralisme et sur ses absences de la Société... D'après ses réponses, la Société décidera s'il doit être admis définitivement, et, dans le cas d'admission, il lui sera fait une semonce sur son indifférence à paraître aux séances de la Société.

Le 5^e a été le citoyen Lapalisse, capitaine de la gendarmerie. Plusieurs membres ont donné sur... [son] compte... les renseignements : les plus favorables... Il sera présenté à la Société... Cependant, il sera écrit à la Société de Belvès, pour lui demander si, après son épuration, le citoyen Lapalisse a été maintenu membre.

Les diplômes du citoyen Regnard, officier dragon, ont été examinés;... [on lui accordera] une carte d'entrée... [Signé des mêmes].

Séance du 5 thermidor [an II, 23 juillet 1794].

...Blanchard cadet a présenté la liste des candidats qui a été renvoyée à la Commission de présentation.

(1) On pourrait croire que ce Comité est un simple Comité de présentation de candidats. C'est aussi un Comité d'épuration, car il examinera la conduite de plusieurs citoyens déjà membres de notre Société. La Société s'épurait une fois de plus.

Le premier inscrit était... Raymond Cailloux, présenté par Bordère et Cazamajou... Arrêté qu'il serait présenté à la Société.

Le 2^e est André Avoustin, présenté par Bordère et Cazamajou... Arrêté qu'il serait présenté à la Société.

Le 3^e est Grelou, membre du Comité révolutionnaire, présenté par Lalune et Lespinasse... Après avoir examiné la conduite de Grelou et son diplôme de la Société populaire de Couze, il a été arrêté qu'il sera présenté à la Société...

Le 4^e est Delbourg, membre du Comité révolutionnaire, présenté par Lalune et Lespinasse... Arrêté qu'il sera présenté à la Société, surtout... [vu] que ledit Delbourg était membre de la Société populaire d'Issigeac, qui est affiliée à la nôtre.

Le 5^e est Cailloux jeune, greffier du juge de paix, présenté par Sarrette et Cère (?). Après un mûr examen de sa conduite..., il a été arrêté qu'il sera présenté à la Société.

Le 6^e est Alexis, maréchal, présenté par Bordère et Cazamajou. La Commission..., s'étant convaincue que ledit Alexis a été membre de la Société, et que, dans le temps d'orage, il l'a abandonnée et s'est mis à l'écart, considérant que, si une telle conduite n'est pas criminelle, elle est au moins bien indifférente pour la chose publique, la Commission arrête que ledit Alexis sera présenté à la Société afin qu'elle statue sur son admission ou réjection.

Le 7^e est Teixandier (du Bourg), sellier, présenté par Blanchard aîné et Filliol... Il sera présenté à la Société.

Le 8^e est La Sincérité, chapelier, présenté par Filliol et Borie... Il sera présenté à la Société.

Après la lecture faite, les membres de la Commission ont signé. A. CAILLOUX, président; BLANCHARD jeune, VILLATE-LAFONTÈNE; LABONNE; DANIEL BOUYSSAVY; E. COLRIEU-MAINSAT; PASQUAL; CAILLOUX.

Séance du 10 brumaire an III [31 octobre 1794].

Les membres du Comité de présentation réunis dans le local où [siège] le Comité révolutionnaire, à 11 heures du matin, la liste des candidats présentés à la Société populaire a été déposée sur le bureau...

Le premier sur la liste était le citoyen Ferlus, secrétaire du représentant du peuple Pellissier (1). Chaque membre a fait son observation sur ce candidat, pour et contre. Une observation faite par un membre a été que le Conseil général de la commune lui a refusé un certificat de civisme, sur ce qu'il avait été tenu des propos contre la conduite de ce citoyen, dans son séjour à Bordeaux, et que ces propos avaient été tenus à la table de Sautet, et que le certificat de civisme ne devait lui être accordé qu'après qu'il se serait justifié... Délibéré que 2 commissaires se rendront séance tenante auprès de la municipalité, pour prendre des renseignements sur le motif du refus du certificat. Deux commissaires vont remplir ce préalable. La séance est suspendue.

Les commissaires rentrent et disent qu'en effet la commune avait suspendu... [la délivrance du] certificat de civisme..., mais que Ferlus avait exhibé son certificat de civisme de la commune de Bordeaux, sa carte de section et différentes commissions qu'il a remplies au nom des représentants du peuple; que ces pièces leur ont été communiquées par le greffier de la commune, qui leur a ajouté que, le Conseil général devant s'assembler aujourd'hui, il n'y avait pas de doute que le certificat lui serait accordé... Arrêté que Ferlus serait présenté à la Société...

Le 2^e était le citoyen Reynaud, beau-père de Pellissier, représentant. Aucune observation défavorable n'ayant été faite sur le compte de ce citoyen, il a été seulement observé que Reynaud était

(1) C'est par décret du 9 fructidor an II (26 août 1794) que Pellissier avait été envoyé en mission à Bergerac, en remplacement de Lakanal. Voir notre *Lakanal*, p. 53,

parmi nous depuis peu et qu'il était prudent de s'assurer des preuves de civisme et de bonne conduite de sa part... Délibéré que 2 commissaires, Bouyssavy et Boyer, prendront auprès de ce citoyen des renseignements sur sa conduite, et que son admission restait ajournée jusqu'au rapport.

Le 3^e [est] Tiolier, artiste de Paris, envoyé par le Comité de salut public pour exécuter l'épreuve pour frapper la platine des fusils (1). On a observé que ce citoyen avait présenté à la Société son diplôme de la Société des Jacobins, de Paris, et que d'ailleurs, son civisme étant manifeste, il doit être adopté... Délibéré que Tiolier serait présenté pour être membre de la Société.

Le 4^e, Laubau-Sainte-Foy, cordonnier,... [sera] présenté.

Le 5^e, Villars, perruquier,... [sera] présenté...

Le 6^e [est] Penot, tailleur. Les observations sur son compte n'ont pas été favorables... Il s'était opposé à la démarche qui fut faite contre les révoltés de Saint-Agne... Délibéré que sa présentation serait ajournée.

Le 7^e [est] Aubit-Lamothe, serrurier. Il a été fait des observations sur la conduite indécente qu'avait tenue ce citoyen même dans la Société. Cependant, son civisme n'ayant été contesté par personne, il... [sera] présenté à la Société, avec l'amendement qu'il lui serait fait une morale, pour l'engager à se comporter d'une manière calme et honnête.

Le 8^e [est] Boisse, de Bordeaux. Plusieurs membres ayant fait des observations à l'égard de ce citoyen, il a resté convenu qu'avant de statuer sur sa présentation, il fournirait les attestations qui prouvent son civisme et sa bonne conduite pendant sa résidence à Bordeaux. Blanchard a été chargé de lui demander ces attestations.

Le 9^e, Poujet,... [sera] présenté.

Le 10^e [est] Cuminal. Plusieurs membres ayant donné différentes motions contre sa conduite, il a été décidé qu'il ne serait pas présenté, motivé d'ailleurs sur ce que la voix publique est contre lui.

Le 11^e, Laplagne,... [sera] présenté... [Signé] CAILLOUX, PASQUAL, J. VILLATE, SÉJOURNAS, BLANCHARD jeune, DANIEL BOUYSSAVY, E. COLRIEU-MAINSAT, A. CAILLOUX, LABONNE, BOYER.

Séance du 21 brumaire an III [11 novembre 1794].

...Lecture du procès-verbal de la séance dernière; il est adopté...

Bouyssavy remet sur le bureau un certificat de civisme du citoyen Reynaud et des cartes de différentes Sociétés populaires et plusieurs autres attestations en sa faveur... Reynaud sera présenté à la Société.

Blanchard remet aussi sur le bureau, au nom de Boisse, une carte de section de la commune de Bordeaux, et une attestation des officiers de santé, pour attester qu'il ne peut faire le service de la garde nationale... [Après discussion, on adopte l'ordre du jour], motivé sur ce que **Boisse** présentera un certificat de civisme et [la preuve de]... son admission et service dans la garde nationale.

On passe à l'examen de la conduite de Rey, bonnetier, ci-devant dragon. On observe que Rey passe pour un bon citoyen, mais qu'il a bien tardé à se faire recevoir membre de la Société, et qu'en outre il a tenu au fanatisme. Cailloux Antoine observe qu'il faut examiner, pour règle de la conduite des candidats, s'ils se conforment aux décadis, car, dit-il, ceux qui chôment le dimanche et travaillent le decadi ne sont pas à coup sûr de bons patriotes... [Après discussion, on] arrête que Rey sera présenté à la Société pour être admis, avec l'amendement qu'il serait interpellé sur son retard et sermoné pour cette raison, et sur son insouciance pour la chose publique.

(1) Sur Tiolier, voir notre *Lakanal*, p. 413 et 454.

...Examen de la conduite de Martin, serrurier... Il sera présenté pour être admis.

...Examen pour l'admission de Riverot, chef d'atelier de la manufacture d'armes. D'après les bons témoignages rendus sur sa conduite, il est admis...

On propose Valade. L'ordre du jour est adopté sur sa présentation, motivé sur ce que Valade habite la campagne et qu'il y a une Société populaire dans sa commune.

On propose Fix, maître de danse. Après les bons renseignements donnés en sa faveur, il est arrêté qu'il sera présenté à la Société, avec l'amendement qu'il sera censuré sur son indifférence à être de la Société.

...Laplagne, tonnelier,... [sera] présenté à la Société (1).

Bouyssavy remet sur le bureau un diplôme et carte de la Société populaire de Castets en faveur de Delenda, de la suite du représentant du peuple (2)... [Il] sera présenté à la Société... [Signé] BOYER, J. VILATE, CAILLOUX, PASQUAL, BLANCHARD jeune, E. COLRIEU-MAINSAT, LABONNE, DANIEL BOUYSSAVY (3).

[24 messidor an II, 13 juillet 1794].

[Ce jour-là le Conseil général de la commune de Bergerac, ayant reçu de l'administration du district l'ordre de dénoncer les militaires qui restaient dans leurs foyers sous prétexte de maladie, arrêtait] que la liste... des volontaires qui sont dans la commune sera lue par le citoyen Rolland à la première séance de la Société populaire, et qu'il invitera les membres à dénoncer ceux qui ne s'y trouveront pas compris (4).

[Le 26 messidor an II (14 juillet 1794), la Société républicaine du canton de La Force, séante à Lamonzie (Dordogne), écrivait de Lamonzie à celle de Bergerac:]

Frères et amis. Sentinelles vigilantes de la Révolution, les Sociétés populaires [doivent, pour empêcher le retour]... d'un régime féodal à jamais exécré... [resserrer] cette chaîne d'union qui tient tous les hommes libres... Nous vous demandons l'affiliation à votre Société. Tel est le vœu d'une association de républicains dont quelques-uns... ont été membres de votre Société depuis le commencement de la Révolution et que vous en avez éloignés lors de votre épuration, motivé sur ce que nous avions des Sociétés dans nos cantons... Sévères dans le choix des membres que nous avons admis, dont vous trouverez ci-joint la liste, il n'y est entré que des patriotes prononcés depuis 1789; nobles, prêtres (?), mauvais père, mauvais fils, ivrogne, ni banqueroutier n'ont eu la faveur d'en être.

Nos frères Reclaud, Gueylard et Falquier demeurent chargés de vous exprimer plus particulièrement le désir que nous avons de vous appartenir par les liens de l'affiliation... [Signé] RECLAUD, président; CHOIET, secrétaire; GUEYLARD, secrétaire (5).

[A]...la Société populaire de... Bergerac.

Jaure, commune de Lembras (6) le 13 thermidor an II...
[1^{er} août 1794].

Citoyens frères et amis.

La Société populaire de la commune de Lembras a été long-

(1) Il s'agit sans doute du même Laplagne qu'à la séance précédente.

(2) Il s'agit vraisemblablement de Pellissier.

(3) Au-dessous, on lit « *Ne varietur*. Signé Rolland jeune, officier municipal... Gravier-Lacoste, archiviste, Faure ».

Ici finit le registre du Comité de présentation de la Société (Arch. mun. Bergerac, I 2).

(4) Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à cette date, f. 81.

(5) Arch. mun. Bergerac, I 2.

(6) Lembras était une commune du canton de Bergerac.

temps à se former, son étendue, eu égard à sa population, ayant empêché les bons patriotes de se réunir aussitôt qu'ils l'auraient désiré.

Ce n'est que dans la séance du 30 messidor qu'elle a pu nommer des commissaires pour faire l'épuration de ses membres. Ses commissaires... ayant présenté leur travail à la séance du 10 thermidor, l'appel nominal de tous les membres fut fait; 42 citoyens de cette commune furent reconnus mériter par leur patriotisme et leur zèle de former le corps de cette Société; 2 citoyens furent ajournés, et 2... exclus.

L'assemblée, ainsi épurée,... chargea son président de vous demander de vouloir l'affilier à votre auguste et patriotique Société, afin de pouvoir, par votre secours et vos lumières, devenir plus nécessaires au maintien de la République libre, égale, une et indivisible... Le président de la Société populaire de Lembras, [Signé] JEAN-JACQUES TEXIER, SERVIENTIER, secrétaire (1). [Suit un] état des [42] membres qui composent la Société populaire régénérée de la commune de Lembras (2).

Aux Sociétés affiliées.

Le 17 thermidor [an II, 4 août 1794].

Frères et amis,

Les principes de la justice et de la vérité doivent être le partage des Sociétés populaires. Elles doivent, d'un œil vigilant..., surveiller les intrigants qui, couverts du voile du patriotisme, ne sont que des serpents venimeux... Elles doivent frapper les fonctionnaires prévaricateurs... Mais elles doivent honorer le mérite et la vertu là où ils se trouvent placés.

Au moment où de nouvelles conspirations viennent d'éclater au sein même de la Convention, au moment où des scélérats viennent de subir le châtimement dû à leurs forfaits (3), la Société populaire de Bergerac croit devoir rendre un éclatant témoignage aux vertus du représentant... Lakanal, puisque c'est dans ce moment même que l'esprit d'intrigue et d'envie s'agite pour ternir la gloire de cet infatigable Montagnard.

Il y a déjà quelques jours, une dénonciation fut portée contre Lakanal, au sein même de la Société populaire de Bergerac. Lakanal paraît. Il se justifie victorieusement, et la Société lui témoigne à l'unanimité qu'il n'a pas cessé un seul instant d'avoir toute son estime.

Aujourd'hui, la Société populaire de Sainte-Foy dénonce Lakanal sur des faits qui, tous, décèlent un vif égoïsme pour empêcher de rendre le Dropt navigable, projet qu'elle croit nuisible aux intérêts de sa cité (4).

La Société populaire de Bergerac a connu Lakanal. Elle a vu en lui, pendant environ 10 mois qu'il a habité la cité (5), un patriote, un ami de la liberté et de l'égalité, un bienfaiteur de l'humanité. Elle a vu toutes ses sollicitudes pour le bonheur

(1) Le 14 fructidor an II, la même Société écrira à celle de Bergerac, sur le même objet.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 118.

(3) Allusion à la journée du 9 thermidor an II.

(4) Sur cette dénonciation, voir notre *Lakanal*, p. 129.

(5) Lakanal se trouvait à Bergerac le 20 octobre 1793, et nous y constatons encore sa présence le 16 thermidor an II (3 août 1794). Voir *Ibid.*, p. 61 et suiv.

de ses frères. La Société, pour répondre aux détracteurs de Lakanal, ne parlera pas des établissements utiles à toute la République qu'il a faits ou entrepris avec une célérité inconcevable. Mais elle dira avec vérité qu'il a soulagé le malheur et l'indigence, en portant du secours dans la chaumière du pauvre, qu'il a, par ses discours énergiques, intimidé le malveillant et maintenu le patriote à la hauteur des circonstances.

Frères et amis, la Société populaire de Bergerac croit devoir parler aujourd'hui au cœur de tous les républicains, pour leur fait connaître son opinion sur le compte de Lakanal et pour leur dire combien sont coupables ceux qui cherchent à égarer le peuple sur la conduite de ses plus fidèles mandataires, et, par là, à avilir la représentation nationale. Elle va faire encore, auprès de la Convention, l'exposé vrai de la conduite de Lakanal. Cette démarche ne lui suffit pas. Elle a arrêté d'écrire à toutes les Sociétés affiliées (1), pour les prémunir contre les impressions dictées par la malveillance (2)....

A Paris, le 23 thermidor an II... [10 août 1794].

Frères et amis,

Arrivés à Paris (3), notre premier soin est de vous écrire. Nous avons été en permanence dans la voiture que notre frère Dumoulin s'était donné la peine de nous faire préparer, jusqu'à notre arrivée, effectuée dans les 64 heures (4).

Nous avons vu déjà la Convention, dans le sein de laquelle un ami nous a introduits. Ce calme majestueux qui succède après un grand orage, règne dans cette enceinte sacrée, où les grands intérêts de la patrie se discutent avec vigueur et courage. Tallien, que vous avez vu et dont vous écoutâtes la justification avec tant d'intérêt (5), a rassuré, par un discours plein d'énergie, les patriotes alarmés sur les faveurs que se promettait l'aristocratie, qui osait s'assimiler à l'innocence opprimée... Il a dissuadé les ennemis de la patrie, qui se persuadaient déjà que Robespierre immolé à la liberté était une victime sacrifiée aux mânes de leurs proches, et qu'on se proposait d'écraser les patriotes pour les remettre à leur place (6)... On eût dit que chaque reclus se prenait pour un Brutus. Mais, dans cette séance mémorable, la Convention s'est fixée sur ceux qui devaient recueillir les avantages de la défaite de Robespierre. Il résulte de son travail que les patriotes, sur la tête desquels la mort planait indistinctement comme sur celle des coupables, n'ont rien à craindre...

Nous avons joui à la vue [de l'estime où sont tenus]... ceux qui n'ont eu aucun rapport avec les conjurés. Nous avons appris avec transport la haute considération dont jouissent les députés qui ont révolutionné les départements sans verser le sang inu-

(1) Un certain nombre de Sociétés populaires affiliées à celle de Bergerac interviendront à leur tour, auprès de la Convention, en faveur de Lakanal (voir notre *Lakanal*, p. 129 et suiv.).

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

(3) La Société de Bergerac avait envoyé à Paris deux commissaires, qui étaient chargés de prendre la défense de Lakanal contre la dénonciation de la Société de Sainte-Foy (voir la lettre précédente, du 17 thermidor an II).

(4) Soit en deux jours et 16 heures.

(5) Tallien avait paru à notre Société, dans plusieurs séances.

(6) Il s'agit du discours prononcé par Tallien à la Convention, la veille, 22 thermidor an II, et où il déclarait que les patriotes n'avaient rien à craindre (*Réimp. ancien Moniteur*, t. XXI, p. 439).

tilement. On compte ceux de députés qui, dans leur mission, en ont fait couler des torrents. Nous avons appris par des personnes très estimées que Lakanal, dont vous êtes les défenseurs par notre organe, est distingué comme n'en ayant pas fait verser une goutte, et comme ayant au contraire dirigé vers le bien ceux-là même qui avaient eu des erreurs politiques, sans être des criminels. Sa conduite vis-à-vis de d'Esmartis (1), qui ne l'a pas trompé et dont la mort illustre fera époque dans les annales de la France, est citée comme un exemple remarquable. Vous sentez d'avance... que... la tâche que vous nous avez donnée est facile à remplir, puisqu'il ne s'agit que d'écraser quelques vils fanatiques et quelques puants aristocrates ligués, qui ont voulu faire une procédure criminelle à un représentant du peuple qui travaillait à les guérir de leurs gothiques erreurs, d'un représentant du peuple pur, ami des pauvres, ennemi du sang... Nous sommes persuadés que les patriotes de Sainte-Foy, détrompés, reviendront bientôt de leur erreur, et que... les habitants de Bergerac... seront unis avec ceux de Sainte-Foy, tous bien convaincus que l'union et la fraternité forment ce précieux talisman qui doit toujours attirer les républicains vers les républicains... [Signé] P. LALUNE, BLANC.

Je décachète la lettre à 1 h. 1/2, après-midi. J'ai appris, aux Comités réunis de salut public et de sûreté générale, que Lakanal est chargé d'organiser, d'épurer le département de la Charente. Il part pour La Rochelle, chargé aussi, conjointement avec Ysabeau, d'épurer les autorités constituées, Sociétés populaires du Bec-d'Ambès, Lot-et-Garonne et Dordogne (2). Vous voyez que le procès des Lèves (3) est une billevesée. [Signé] BLANC (4).

Aux citoyens Lalune et Blanc, commissaires de la Société,
à Paris.

Le 1^{er} fructidor [an II, 18 août 1794].

Frères et amis,

La Société a reçu votre lettre avec le plus vif intérêt (5). Les détails qu'elle contenait lui ont procuré de bien douces jouissances. Elle attend avec impatience votre retour, et entendra avec bien du plaisir les rapports satisfaisants que vous aurez à lui faire sur l'objet de votre mission (6)...

Réponse au représentant du peuple Lakanal, à Paris

Le 1^{er} fructidor [an II, 18 août 1794].

Citoyen représentant,

La lecture de ta lettre vient de nous donner de bien douces jouissances. Nous aurons donc encore le plaisir de t'avoir parmi nous. Nous entendrons ta voix effrayer les pervers, consoler le

(1) Voir la belle lettre que l'ancien clubiste bergeracois d'Esmartis, commandant du *Jemapes*, écrivait à son « bon ami et protecteur Lakanal », en rade de l'île d'Aix, le 14 germinal an II (Marcus, *Lakanal*, p. 156).

(2) Lakanal ne quittera d'ailleurs point Paris. Voir notre *Lakanal*, p. 75 et 76.

(3) Localité située près de Sainte-Foy (Gironde). Allusion à une dénonciation dirigée contre Lakanal (voir notre *Lakanal*, p. 150, note 4).

(4) *Arch. mun. Bergerac*, I 2.

(5) Il s'agit de la lettre précédente, datée de Paris, 23 thermidor an II.

(6) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47.

pauvre, encourager les bons et braves sans-culottes. L'accueil fraternel et amical que tu as reçu de tes collègues des Comités de salut public et de sûreté générale ne nous a pas du tout surpris (1). Energiques et francs Montagnards, ils sont purs comme toi, et sentent comme nous tout ce que tu as fait et tout ce que tu peux faire encore pour la Révolution.

Ta générosité envers tes dénonciateurs ne nous a pas non plus étonné. La bonté de ton âme nous était assez connue, et nous étions assurés que l'instant de ton départ était celui de leur pardon.

Termine, digne représentant, avec ta célérité ordinaire, les nouvelles missions honorables dont tu viens d'être chargé, et reviens, au sein de l'amitié, recevoir l'expression des sentiments de tes frères et amis (2)...

Adresse de la Société populaire de Bergerac à la Convention...

[2 fructidor an II, 19 août 1794].

Citoyens représentants,

Vous vous êtes tus un instant devant la tyrannie, et toute la France a gardé le silence de l'esclavage. Vous avez élevé une voix libre et ferme, et toute la France s'est unie à vous pour écraser les tyrans. Ce double tableau vous donne la mesure de l'ascendant que vous avez sur le peuple, et vous fait un nouveau devoir bien doux, sans doute, pour vos cœurs, de vous maintenir au degré d'énergie et de dignité auquel vous vous êtes élevés.

La Société populaire de Bergerac a appris avec transport votre triomphe (3), et espère que votre union et votre fermeté révolutionnaire en présagent de nouveaux à la République (4).

Réponse du président (5).

Citoyens,

Le grain annonce la tempête. La compression de la Convention présageait à la France la chute des tyrans. L'œil des représentants du peuple sera toujours ouvert sur les trames qu'ils pourraient encore ourdir contre la souveraineté du peuple, et le faisceau de nos forces écrasera tous les ennemis du peuple. La Convention nationale accueille votre hommage; elle vous invite à assister à la séance. Mention honorable. Insertion en entier de l'adresse et de la réponse du président.

(1) Cette lettre, et tout particulièrement les termes de cette phrase, confirment l'hypothèse que nous avons formulée dans notre *Lakanal*, p. 66, note 4; il est probable que c'est à une date un peu antérieure à celle de cette lettre qu'il faut reporter une partie de la lettre contaminée écrite par Lakanal à la Société et que nous citons *Ibid.*, p. 66. Le 28 fructidor an II, la Société écrira une autre lettre à Lakanal.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

(3) Allusion au 9 thermidor an II.

(4) *Procès-verbal de la Convention*, 2 fructidor an II, p. 13. Peu après le 15 fructidor an II, le Comité révolutionnaire de Bergerac félicitait aussi la Convention de s'être débarrassée de Robespierre, et il l'invitait à rester à son poste (*Ibid.* à cette date, p. 262).

(5) Il est probable que cette adresse avait été lue à la Convention par l'un des deux commissaires de la Société, Lalune et Blanc, qui, nous l'avons vu, se trouvaient alors à Paris.

A la Société populaire de Tonneins-la-Montagne

Le 2 fructidor [an II, 19 août 1794].

Frères et amis,

Nous adhérons aux principes contenus dans votre adresse aux Jacobins de Paris, mais nous regardons comme inutile la démarche que vous nous proposez, puisque déjà 20 républicains choisis forment le noyau de cette Société célèbre et s'occupent de son épuration, ce qui nous est annoncé par une lettre de bonne part que nous venons de recevoir de Paris (1).....

A la Société populaire de Monséur (2).

Le 7 fructidor [an II, 24 août 1794].

Frères et amis,

Nous avons reçu avec plaisir votre lettre, ainsi que l'extrait de vos registres, et l'adresse que vous avez faite aux Comités de sûreté générale et de salut public relative au citoyen Lakanal. Nous nous félicitons de trouver des frères qui soient animés du même esprit que nous (3). Nous désirons, ainsi que vous, le prompt retour de l'homme bienfaisant. Nos sollicitudes, à la vérité, seraient moins grandes s'il avait mis la dernière main au grand ouvrage de la navigation du Dropt (4), car nos jouissances sont bien douces quand nous voyons l'amélioration d'une partie de la République, et surtout chez nos voisins. Jamais la basse jalousie n'atteindra nos cœurs. Nous formons des vœux sincères pour votre prospérité (5).....

A la Société populaire de Castillonnès.

Le 7 fructidor [an II, 24 août 1794].

Frères et amis,

Nous vous envoyons une lettre sans signature, où il est dit au commencement que la Société populaire de Castillonnès l'écrit [à celle]..., de Bergerac. Comme nous ne reconnaissons jamais d'anonyme, nous vous invitons, si elle est votre ouvrage, à la signer et à nous la renvoyer. Nous nous plaçons à croire que c'est par oubli que vous ne l'avez pas revêtue des formalités essentielles; sans quoi et la déférence que nous avons pour des frères que nous chérissons, nous l'aurions brûlée, comme nous faisons de toutes celles que nous recevons, dont les auteurs ne se font pas connaître (6)...

(1) Allusion probable à la lettre de Lakanal, citée dans notre *Lakanal*, p. 67. Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

(2) Aujourd'hui dans l'arrondissement de La Réole.

(3) La Société de Monséur avait agi conformément à l'instruction que lui avait adressée notre Société, le 17 thermidor an II (voir p. 364).

(4) La commune de Monséur était particulièrement intéressée à ces travaux, étant riveraine du Dropt. Sur Lakanal et le Dropt navigable, voir notre *Lakanal*, p. 558.

(5) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

(6) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

Aux Sociétés populaires de Monpont et Mussidan.

Le 9 fructidor [an II, 26 août 1794].

Frères et amis,

La Société populaire de Villefranche-de-Montravel (1) nous demande notre affiliation. Ne connaissant aucun des membres qui la composent, nous nous adressons à vous avec confiance, pour vous prier de nous donner des renseignements sur les sentiments qui animent cette Société (2)...

[La Société populaire d'Agde envoya, le 11 fructidor an II (28 août 1794), une adresse à la Convention, pour la dissuader de se montrer indulgente envers les aristocrates. Un exemplaire de cette adresse fut transmis à la Société de Bergerac] (3).

[La Société populaire de Draguignan envoya, le 13 fructidor an II (30 août 1794), une adresse à la Convention, pour la prier de ne point persécuter les patriotes et de punir les émeutiers aristocrates de Draguignan. Un exemplaire de cette adresse fut transmis à la Société de Bergerac] (3).

Aux citoyens de la Société populaire de Bergerac.

Lembras, le 14 fructidor an II... [31 août 1794].

Frères et amis,

Il y a quelques semaines que nous vous avons adressé la délibération prise dans la Société populaire de la commune de Lembras, qui nous avait chargé de vous adresser la liste de ses membres après son épuration, et de vous demander de nous affilier à votre Société, afin de recevoir, dans l'occasion, vos instructions, vos conseils et nous modeler autant qu'il pourra dépendre de nous sur vos travaux, pour concourir au plus grand bien de la liberté, de l'égalité...

Notre lettre (4) vous parvint dans un temps où vous étiez occupés d'affaires fort importantes. Le citoyen Lalune, à qui nous avions remis cette lettre, partit pour Paris (5), et, n'ayant aucune nouvelle, nous faisons la présente pour vous prier... de nous faire savoir l'intention de votre Société... [Signé] JEAN-JACQUES TEXIER, président de la Société populaire de Lembras, SERVENIER, secrétaire (6).

[Le 14 fructidor an II (31 août 1794), Jacques Chassagne, gendarme de la 3^e section de la Dordogne, membre de la Société de Bergerac, écrivait à cette Société, pour lui demander un diplôme et un certificat attestant sa bonne conduite pendant son séjour à Bergerac].

(1) Il s'agit de Villefranche-de-Longchapt, proche de Lamothe-Montravel, district de Mussidan.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. La Société populaire de Mussidan répondra, le 25 fructidor an II, à celle de Bergerac (voir plus loin, p. 372).

(3) Il se trouve aux *Arch. mun. Bergerac*, I 2.

(4) Datée du 13 thermidor an II (voir plus haut, p. 363).

(5) C'est de là qu'il écrivait, le 23 thermidor an II, à la Société (voir plus haut, p. 365).

(6) *Arch. mun. Bergerac*, I 2.

A l'administration du district de Bergerac.

Le 17 fructidor [an II, 3 septembre 1794].

Citoyens administrateurs,

L'objet intéressant des subsistances a été mis à l'ordre du jour par la Société populaire de Bergerac (1)... Le peuple..., toujours inquiet lorsqu'il éprouve des privations en ce genre, en cherche partout la cause et craint qu'on n'ait pas tout fait pour les lui rendre moins sensibles. Elle a pensé qu'elle devait entourer les opérations des subsistances de l'opinion publique, en indiquant aux autorités constituées les moyens qui, après un examen réfléchi, lui paraîtront les plus propres à tranquilliser le peuple...

Deux moyens lui ont été présentés. Ils ont... paru convaincre la Société qu'... il en résulterait des effets très avantageux.

Le premier tend à ce que tous les propriétaires de grains versent au grenier public le surplus des grains qui seront jugés au-dessus de la portion qui leur revient, calculée d'après les bases de l'approvisionnement total du district, sans avoir égard aux besoins que quelques-uns prétendent avoir pour nourrir les vendangeurs.

En cela, il paraît infiniment plus avantageux qu'il y ait un mode uniforme pour les vendanges : ce doit être... que les vendangeurs recevront, comme les autres ouvriers ou journaliers, le salaire qui leur sera attribué, et recevront de même leurs subsistances...

Le second moyen est qu'au lieu de faire la distribution en pain de 2 jours en 2 jours, il soit distribué du grain ou de la farine en rame (2), pour une décade... Cette méthode... deviendra très avantageuse dans les ménages accoutumés... à manipuler leur pain; tel est l'usage de ces contrées. Et, au lieu de recevoir, pour 2 jours, du pain sortant du four, souvent mal cuit et... fondant, chaque ménage, content d'avoir sa portion de blé ou farine, en disposera à son plus grand avantage, aura du pain rassis et nourrissant, plus sain et plus abondant...

La Société [vous demande]... 1° que le décret du 8 messidor soit sévèrement exécuté, portant qu'il sera fait des déclarations et un recensement de tous les grains et fourrages de la présente récolte, et que ces déclarations seront examinées dans une assemblée de commune convoquée à cet effet, pour connaître et punir ceux qui auraient fait de fausses déclarations (3); 2° que... tous les propriétaires soient tenus de verser tous les grains qu'ils ont recueillis en sus de la portion qui doit leur être affectée dans les greniers publics établis à cet effet, sans avoir égard aux provisions pour les vendanges; 3° que la distribution des subsistances se fasse en grains ou farines en rame, et pour la durée d'une décade, la quantité [étant] déterminée d'après celle qui est distribuée en pain; 4° que néanmoins les boulangers seront pourvus de la quantité suffisante pour pourvoir aux

(1) La Société s'était précédemment occupée de cette question.

(2) On entendait par là, dans le Bergeracois, la farine encore mêlée de son. Je n'ai trouvé cette définition dans aucun dictionnaire de vieux français.

(3) Voir le décret du 8 messidor an II (Duvergier, t. VII, p. 252).

besoins de ceux qui n'en ont pas la faculté et pour les voyageurs (1)...

A la Société populaire de Bergerac.

Bergerac, 18 fructidor an II [4 septembre 1794].

Dommenget, administrateur du district chargé de la partie des fonderies, à la Société populaire.

Le représentant du peuple Romme ayant fait passer à l'administration un arrêté sur l'établissement d'une Commission des mines, portant qu'elle lui présentera une liste de candidats propres à remplir les fonctions de commissaires, laquelle liste sera remise à la Société populaire et au Comité révolutionnaire, pour y être épurée, et ensuite au représentant..., qui statuera définitivement, l'administration vous invite à lui indiquer 6 ou 8 citoyens qui puissent s'acquitter... [de ces] fonctions... [Signé] P. DOMMENGET (2).

Campsegret, ce 20 fructidor an II... [6 sept 1794].

Le Comité de surveillance de la Société républicaine de

Campsegret (3) à ses frères de Bergerac.

... Notre Société vient de recevoir votre lettre du 14 du courant. Après la lecture qui en a été faite, le président propose de la remettre à son Comité de surveillance, pour qu'il vous réponde et pour qu'il écrive à la Société populaire de Maurens... Le Comité réuni, après avoir pris lecture tant de la lettre que de la liste y jointe, vous observe que les citoyens Moulaud et Labro étaient dans notre Société avant son épurement, et que, lors d'icelui, Moulaud fut ajourné à 2 décades, pour qu'il fit connaître les raisons qui l'obligèrent à faire un voyage à Bordeaux, lors du fédéralisme, et Labro à 6 décades, pour déduire celles qui l'avaient engagé à éluder pendant très longtemps de prêter le serment prescrit par la loi et à n'accepter plusieurs cures, et que, ni l'un ni l'autre ne s'étant présentés devers la Commission où la Société les avait renvoyés à ces fins, [ils] ont demeuré exclus d'icelle. [Signé] BRUNY, secrétaire d'office (4).

Au représentant du peuple Boussion, à Lauzun.

Le 23 fructidor [an II, 9 septembre 1794].

Citoyen représentant,

S'il était possible d'ajouter à notre reconnaissance envers toi, ce serait sans doute la manière honnête dont tu as bien voulu nous prévenir de l'arrivée du Montagnard Pellissier, ton collègue. Nous l'avons vu parmi nous, cet ami de la liberté. Ses principes républicains nous sont connus. Nous te remercions des services que tu as rendus à nos commissaires à Paris, comme aussi d'avoir contribué à nous faire accorder ton collègue Pellissier. Viens parmi nous avant longtemps, pour être témoin des accueils que nous lui faisons et y recevoir toi-même tous ceux que nous te devons, sous le rapport de l'intérêt que tu as bien

(1) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47.

(2) Arch. mun. Bergerac, I 2.

(3) Commune du canton de Montagnac-la-Crempe, district de Bergerac.

(4) Arch. mun. Bergerac, I 2.

voulu prendre à notre Société, qui sera toujours jalouse de mériter l'estime des défenseurs de la liberté et de l'égalité (1). .

[Boussion répondit à la Société par la lettre suivante, datée de Duras, le 28 fructidor an II (14 septembre 1794) :]... Je suis infiniment sensible à l'obligeante lettre que la Société m'a fait le plaisir de m'écrire. Je me propose de répondre à son invitation et d'aller partager avec mon collègue les sentiments fraternels de la Société. Je me proposais d'accompagner mon collègue, et c'était d'après cette idée que je m'étais rendu à Duras, me persuadant qu'il viendrait passer 2 jours à Lauzun, avec moi. Mais le désir qu'il a de revenir de suite auprès des patriotes de Bergerac l'a emporté. Je suis fâché de ne pouvoir le suivre pour le moment. Je tâcherai de vous visiter le plus tôt possible. En attendant, croyez que je ferai toujours... ce qui dépendra de moi pour vous prouver que j'ai à cœur l'estime et l'amitié de mes frères et amis, qui veulent la République une et indivisible, qui veulent l'union, l'égalité, la liberté et la franche fraternité. Je ne vous invite pas à continuer de seconder de tous vos moyens les opérations de mon collègue, afin de lui rendre sa mission facile et agréable : vous êtes républicains et mon collègue l'est par-dessus tout. Salut et fraternité.

Mussidan le 25 fructidor an II... [11 septembre 1794].

La Société républicaine de Mussidan à ses frères composant la Société républicaine de Bergerac.

Frères et amis,

Par votre lettre... du 10 courant (2), vous désirez que nous vous fassions connaître les... principes qui animent la Société populaire de Villefranche (3), nouvellement établie dans notre district... [Ces principes sont excellents ; cette Société est affiliée à celle de Mussidan depuis près de deux mois... Signé] MAVIÉRAS (?), président, MOLINIÉ, secrétaire, SEPTIÈME BERNARD, secrétaire (4).

Au représentant du peuple Lakanal, à la Convention (5).

Le 28 fructidor [an II, 14 septembre 1794].

Citoyen représentant,

La justice éclatante que tu as obtenue de la Convention... a été accueillie parmi nous avec cette satisfaction qu'inspirent l'amitié et la reconnaissance (6).

Les lumières et les bienfaits que tu as répandus dans nos contrées ne s'oublieront jamais. Mais ce qui nous a rendu ton absence cruelle, c'est l'amitié, l'estime et la confiance que tu nous a inspirées par ta conduite révolutionnaire.

Rien ne pouvait mieux nous en dédommager que la présence de ton collègue Pellissier, envoyé pour te remplacer. Nous l'avons vu parmi nous, ce Montagnard prononcé, et les prin-

(1) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47.

(2) Voir plus haut, p. 369, cette lettre, qui est datée du 9 fructidor an II.

(3) Villefranche-de-Longchapt.

(4) *Arch. mun. Bergerac*, I 2.

(5) La dernière lettre écrite par la Société à Lakanal remontait au 1^{er} fructidor an II (voir plus haut, p. 366).

(6) Allusion probable à sa mission dans l'Ouest, qu'il ne remplit point, d'ailleurs.

cipes qu'il y a professés présagent qu'il fera le bien. Tout ce que nous connaissons de lui fait son éloge. Il a parlé de toi avec justice et en ami. Nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour lui rendre sa mission agréable.

Nous nourrissons l'espoir de te revoir encore ; puisse-t-il s'effectuer ! Continue de nous entretenir des grands principes d'égalité républicaine, par une correspondance qui tournera à l'avantage de l'esprit public et du bonheur commun... (1).

Au représentant du peuple Pinet, à la Convention.

Le 28 fructidor [an II, 14 septembre 1794].

... Au Sénat comme au camp, ton temps appartient à tous, et l'emploi que tu en fais est précieux à toute la République. Cependant, nous pensons que, tant que la Convention te retiendra dans son sein, il te sera plus aisé de donner quelques moments à l'amitié. Ainsi, nous t'invitons à reprendre avec nous une correspondance qui fut toujours si profitable à la cause de la liberté (2). Jamais les républicains de Bergerac ne furent plus animés de l'esprit de la Révolution. C'est néanmoins un besoin pour eux d'être alimentés de ces principes salutaires qui se trouvent à chaque ligne de ta correspondance. Nous espérons donc que tu ne nous refuseras pas une satisfaction qui doit aussi en être une pour ton cœur, et que tu ne douteras jamais de l'attachement que t'ont voué tes frères et amis de Bergerac (3)...

A la Convention nationale.

La 2^e sans-culottide [an II, 18 septembre 1794].

Représentants,

Lorsque le peuple vous confia ses pouvoirs, il vous dit : « Nous voulons être libres ; agissez ». Fermer les portes des Sociétés populaires, rendre à nos ennemis la faculté de nous nuire, ce n'est pas là la route qui conduit à la liberté.

Eh quoi ! Il n'existerait plus de Jacobins ! Les citoyens seraient privés du droit de se réunir, parce que des aristocrates masqués voulaient rétablir la tyrannie et nous donner Robespierre pour maître ? Parce qu'une branche est pourrie, le sage agriculteur coupe-t-il l'arbre à la racine ? Parce que la Convention... a vu dans son sein les Vergniaud, les Guadet, les Gensonné et les Brissot, les Danton, les Cloots, les d'Orléans et les Robespierre, faut-il anéantir la représentation nationale ? Vous avez brisé le sceptre et le diadème, vous avez porté l'effroi jusque dans les palais des rois qui dominant l'Europe avilie ; et le fruit de tant de succès glorieux serait recueilli par les brigands leurs complices ?

Mandataires fidèles, vous qui déjà avez tant fait pour le

(1) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47.

(2) La dernière lettre écrite par Pinet à la Société remontait, autant que nous puissions en juger, au mois de nivôse an II.

(3) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47. Pinet répondra à cette lettre, le 4 vendémiaire an III.

peuple, ne vous arrêtez pas dans une si belle carrière. Vous avez la confiance d'une grande nation. Soyez donc fiers de la puissance que vous a donnée un titre si légitime. Frappez de terreur nos ennemis communs, et faites que les républicains triomphants jouissent de toute l'étendue de leurs droits. Ce système politique peut seul assurer le salut de la patrie. Il sera l'écueil de tous les complots, et bientôt le bonheur du peuple sera assuré, et vous jouirez du plaisir le plus doux, celui d'avoir raffermi la félicité publique au milieu des orages révolutionnaires. Suivent les signatures (1).

A la Société des Jacobins, de Paris.

Le 2 vendémiaire an III [23 septembre 1794].

Frères et amis,

Nos combats pour la liberté ne sont pas encore terminés. Tant qu'il existera des ennemis armés pour l'esclavage, il existera, dans le sein même de la France, des Espagnols, des Anglais, des Prussiens, des Vandales, des Goths et des Wisigoths pour soutenir l'infâme parti des esclaves. Se taire dans les circonstances où ils se montrent avec tant d'audace, ne serait-ce pas se déclarer leurs complices ? Nous venons d'exprimer notre vœu à la Convention... par une adresse dont nous vous faisons passer copie (2). L'indulgence homicide mise à l'ordre du jour est l'objet de nos sollicitudes.

Ce n'est pas que nous ayons à nous en plaindre dans ce district, mais pouvions-nous être tranquilles, lorsque la République allait être troublée par un relâchement funeste ?

Il est un point de contact pour les âmes des patriotes comme pour celles des fétides esclaves. Ainsi, le même vœu se fait entendre de tous les points de la République. Que veulent donc nos... ennemis ? Détruire les Sociétés populaires, dont les salutaires correspondances pèsent à leurs projets liberticides ; puis s'abreuver du sang des plus chauds patriotes ; puis se servir du reste des citoyens comme on se sert des nègres infortunés dans ces contrées que désavoue l'humanité. Insensés ! Cinq ans de lutte contre la tyrannie et de succès éclatants ne leur ont-ils pas appris que nous sommes trop courageux pour souffrir que des lâches commettent de pareils attentats ?

Hâtons-nous de répondre à nos ennemis en donnant à notre correspondance une activité nouvelle ; qu'elle respire partout ce brûlant amour de la patrie qui enflamme les âmes les plus froides et porte seule la terreur jusque dans les cœurs des plus audacieux valets des despotes. C'est là la tâche que nous impose la Liberté... La même lettre a été envoyée à la Société populaire de Terrasson, avec une copie de l'adresse à la Convention 3...

(1) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société. L'adresse qui suit est relative au même sujet.

(2) C'est l'adresse précédente, datée de la 2^e sans-culottide an II.

(3) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. C'est très vraisemblablement de cette adresse que la Société des Jacobins arrêta « l'impression, l'affiche et l'envoi aux sections » (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. VI, p. 556). Les Comités de

Lettre de Pinet, représentant du peuple à l'armée des Pyrénées-Occidentales, à la Société, de Saint-Sébastien, 4 vendémiaire an III [25 septembre 1794].

... Ce sera avec bien de la satisfaction, frères et amis, que je reprendrai ma correspondance avec vous, à mon prochain retour à Paris (1). Vous y trouverez le même amour pour la liberté, pour l'égalité, pour les intérêts du peuple, la même haine pour les tyrans, pour les dominateurs, pour les aristocrates, pour les modérés, pour les intrigants, pour les hommes immoraux, pour tous les ennemis enfin de la Révolution. Je les combattrai... jusqu'à mon dernier soupir.

Continuez... d'être fermes et énergiques. Souvenez-vous que le gouvernement révolutionnaire peut seul sauver la chose publique. Méfiez-vous du système de modération que des fripons et des hommes immoraux cherchent à établir pour échapper à un examen de conduite cruel pour eux. Souvenez-vous que nos ennemis de 89, 90, 91 et 92 le sont encore également, que la noblesse et le clergé, qui, à ces époques, avaient juré notre perte, la jurent également aujourd'hui, et que vouloir les confondre avec le peuple, c'est vouloir introduire des loups au milieu des agneaux ; c'est vouloir livrer les patriotes à leurs assassins (2)...

Au citoyen président de la Société populaire, à Bergerac.

Bergerac, 20 brumaire an III... [10 novembre 1794].

... La Commission des Douze à la Société populaire de Bergerac.

Frères et amis,

Votre Commission vient de s'organiser. Bruzac a été nommé président; Bouchon, vice-président; Saint-Martin et Lespinasse, secrétaires... [Envoyez-nous l'extrait des procès-verbaux de la Société] relatifs... [à] notre nomination... [et aux] dénonciateurs (3).. [Signé] BRUZAC, SAINT-MARTIN, secrétaire, J. LESPINASSE aîné, [secrétaire], BORDÈRE (4), BORDIER jeune, BOUCHON, E. COLRIEU-MAINSAT, GAST, RIVIÈRE, ROLLAND jeune, SÉJOURNAS, J. VILLATE (5).

23 brumaire an III [13 nov. 1794].

[Ce jour-là, la Société populaire de Montignac (Dordogne), écrivait à celle de Bergerac, pour la mettre en garde contre le mouvement contre-révolutionnaire. Le citoyen Lalune, un des vétérans de la Révolution venait d'être dénoncé et persécuté. A la Société de Bergerac de prendre sa défense] (6).

Bergerac, le 4 frimaire an III [24 novembre 1794].

La Commission des Douze à leurs frères composant la Société populaire de Bergerac.

Frères et amis,

Votre Commission a cru nécessaire d'envoyer deux commissaires à Issigeac, pour l'éclaircissement de certains faits relatifs à Lamaire, Dentre, Lalune et Lestrade (7)... [Venez faire choix de ces deux commissaires]...

gouvernement fermeront les Jacobins, de Paris, le 21 brumaire an III (11 nov. 94), et, le lendemain, la Convention rendra un décret en ce sens (*Ibid.*, t. I, p. CI).

(1) Pinet répond à la demande que lui avait adressée notre Société, le 28 fructidor an II (voir plus haut, p. 373).

(2) Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 43.

(3) Voir, sur cette Commission, une séance ultérieure.

(4) Nous rangeons la suite de ces noms dans l'ordre alphabétique.

(5) Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 46, n° 7.

(6) Bibl. nat., L b 40/1.003.

(7) Voir la lettre suivante, du 10 frimaire an III, relative à la même affaire.

A la Société populaire d'Issigeac.

Le 10 frimaire [an III, 30 novembre 1794].

Frères et amis,

Vous êtes déjà informés d'une affaire qui existe entre les citoyens Lestrade et Lalune (1). Nous avons cru nécessaire d'envoyer devers vous 2 commissaires, les citoyens Berthier aîné et Lalande-Biran, pour prendre sur les lieux certains éclaircissements qui nous ont paru nécessaires pour fixer une opinion juste. Nous vous invitons à faciliter à nos commissaires les moyens de remplir leur mission et à les accueillir avec cette fraternité que se doivent réciproquement de vrais républicains... Suivent les signatures (2).

Au citoyen Bugniet, adjudant-major près l'armée
des Pyrénées-Orientales.

[Frimaire ou nivôse an III].

Frère et ami,

Nous avons déjà reçu plusieurs de tes lettres (3). Toutes respirent ce feu brûlant du patriotisme qui... Les républicains de Bergerac ne voient en toi qu'un défenseur des droits du peuple, aussi brave qu'éclairé.

L'armée des Pyrénées-Orientales n'a jamais démerité de la patrie ; elle a toujours marché révolutionnairement et au pas de charge dans la carrière de la gloire. Le despote de Madrid pourrait-il résister aux légions... qui la composent?... Que pourrait-il opposer aux soldats vainqueurs dans Toulon, Collioure, Sainte-Elne, Bellegarde et Figuières ?

Leurs succès éclatants nous font espérer une paix prochaine, non à la manière des politiques de Londres et de Vienne, mais une paix dédommageante de tant de... sacrifices, une paix garantie par l'impuissance où sera le tigre couronné de Madrid de jamais nous nuire, une paix... digne du peuple républicain le plus juste et le plus magnanime.

Assure... tes compagnons d'armes de notre estime et de notre reconnaissance, dis-leur que, pendant qu'ils humilient au dehors les tyrans et leurs suppôts, les républicains de Bergerac surveillent les intrigants, les ennemis du peuple et de la représentation nationale... Marche sur les traces du Fabricius moderne que la République vient de perdre ; venge la mort du brave Dugommier, dont le nom et les actions vivront au temple de mémoire (4). Fais-nous part des victoires des soldats

(1) Voir, sur cette affaire, la lettre précédente.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47.

(3) Bugniet avait signé une lettre envoyée d'Agde à la Société, le 14 floréal an II (voir plus haut, p. 356).

(4) Le 18 novembre 1794, au cours d'un combat contre les Espagnols, Dugommier, général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales, avait été tué par un éclat d'obus (Vauchelet, *Le général Dugommier*, dans la *Revue historique*, mars-avril 1886, p. 363).

de la liberté et sois assuré de l'estime et de l'amitié de tes frères et amis. Suivent les signatures (1).

[Le 4 nivôse an III (24 déc. 94), Bruzac, agent national du district de Bergerac, conformément au décret du 25 vendémiaire an III (16 oct. 94) et à une circulaire du 16 frimaire an III (6 décembre 94), l'invitant à faire savoir comment était appliqué le susdit décret, écrivait au Comité de législation que douze Sociétés seulement, dans le district, lui avaient fait passer le tableau de leurs membres, dont un double était affiché dans le lieu des séances de chaque municipalité. Il envoyait le tableau des communes du district où il existait des Sociétés populaires] (2).

Egalité, Liberté, Fraternité, Humanité, Justice (3).

Bergerac, le 5 nivôse an III... [25 décembre 1794].

La Société populaire et républicaine de Bergerac
à la Convention nationale.

Citoyens représentants,

Des scélérats, abusant de ce gouvernement salubre que vous avez établi pour affermir les fondements de notre République naissante, osèrent concevoir un système d'oppression, organiser la terreur sur toutes les parties du territoire français et tenter de frapper la liberté publique, pour établir à sa place le despotisme le plus révoltant.

Aucun des moyens favorables à la tyrannie ne fut par eux négligé. Des milliers de Bastilles s'élevèrent en tous lieux. De nombreux échafauds ne pouvaient suffire à la foule des victimes portées sur les listes de proscription. Le commerce et l'industrie furent anéantis. Un vandalisme effréné exerça ses fureurs. Sur les monuments les plus respectables, les sciences et les beaux-arts furent persécutés, et l'ignorance et la barbarie, s'avancant à grands pas à la voix des nouveaux Attilas, étaient prêtes à assurer leur coupable conquête. Les monstres ! Ils avaient oublié qu'à côté d'eux existait la représentation nationale. Ils ne se doutaient pas que les délégués d'un peuple opprimé mais fier... épiaient leurs démarches, surveillaient leurs projets et sauraient les rendre vains... Nuit célèbre du 9 au 10 thermidor, ta place est déjà marquée dans les fastes de la République française...

Mais... il ne suffisait pas, pour la sûreté publique, d'avoir fait tomber sous le glaive de la justice nationale les têtes de nos modernes triumvirs. Leurs infâmes complices, déconcertés mais non abattus, osaient encore maintenir leur système sanguinaire. Une Société jadis célèbre et qui, plus d'une fois, avait bien mérité de la patrie, devint le point de ralliement de ces conspirateurs. C'est de son sein qu'ils insultaient à vos vœux régénératrices. C'est du milieu des hommes qu'ils étaient parvenus à

(1) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Cette copie de lettre n'est pas datée, mais elle se trouve sur le registre des copies de lettres de la Société, entre deux lettres datées des 10 frimaire an III et 5 nivôse an III.

(2) *Arch. nat.*, F¹c III Dordogne, carton 10.

(3) En tête de cette adresse se trouve aussi un cachet à la cire rouge, portant : « République française une et indivisible. Société du club national de Bergerac ».

égarer qu'ils osaient élever une autorité rivale. Vous apprîtes ces nouveaux dangers, et votre décret du 22 brumaire (1), en fermant les portes de cette Société, a éteint les brandons de la guerre civile qu'ils cherchaient à allumer.

Déjà... vous avez, dans votre adresse aux Français, développé les vrais principes d'une législation républicaine. Vous avez réintégré le peuple dans ses droits, en même temps que, par cet écrit immortel, vous l'avez éclairé sur ses devoirs... Tant de bienfaits excitent envers vous notre reconnaissance... Nous apercevons avec enthousiasme la liberté sourire à vos glorieux travaux... Nous applaudissons aux soins que vous vous donnez pour raviver le commerce et l'industrie, à ceux que vous occasionne l'organisation de l'instruction publique... Nous applaudissons à ce grand acte de justice qu'a provoqué votre décret du 18 frimaire (2), par lequel 73 députés, éloignés depuis longtemps par des circonstances malheureuses, sont rappelés au milieu de vous...

Frappez les méchants, punissez les fripons, tendez une main secourable au citoyen vertueux mais égaré, et surtout ne souffrez jamais qu'aucune autorité usurpatrice s'arroge des pouvoirs qui n'ont été délégués qu'à vous. Vive la République une et indivisible ! Vive la Convention nationale !

[Signé] (3) : Pierre Alard, Bailhot, Bauché, Bayard, Baysellance, Etienne Beauger, Béchadergue, Béchadergue (*sic*), Bergegère, Beyssalance, Blanchard jeune, Blanchard, Bordère, Bordier jeune, Borie, Bourson, Boutiron jeune, Bouyssavy fils, Boyer aîné, Brian, Bruzac, Carard (?), Carré jeune, Carré père, Carré aîné, B. Chancognie aîné, Charier, Chassagne, Cramaille, Darteney, P. Dommenget, D. Dubois, Ducastaing père, E. Duqueyla l'aîné, Durand aîné (Américain), Pierre Dussumier, Eyma aîné, Jean-Jacques Eyma, Faure, Faure aîné, Fauvel aîné, Filliol, Foucard, Fraigneau, Gast, officier de santé ; Gounouilh aîné, Granger, Bertrand Gravier, B. Gravier-Lacoste, Gueylard, Heaulme-Vallombreuse, Lacombe, Lacoste, Lacoste (*sic*), Lagelie, Lajugie, Lamartinie, Larmandie, Latané, officier municipal, Leaubau, Lespinasse, F. Lespinasse aîné, J. Lespinasse aîné, Lestrade, Z. Loreilhe, Magueur, Maigne, Malaroche, Malbernac, Martin, Masseron, Mathias aîné, Méric, Mesclap, Mounet jeune, Moynier fils, Noël, Pacher, Pancaud, Paris, Pauly-Latrufière, Planteau, Pugens, Pujol, Rambaud, Robert, Roche, Roque, J. Rouchon, Roux, Sainbris-Valetton, Saint-Martin, Séjournas, Simounet, Simounet aîné, Tiolier, Valletton fils aîné, J. Veray, Veyrine, P. Veyrine aîné, Veyry, J. Villate (4).

(1) En effet, le 22 brumaire an III (12 nov. 1794), la Convention avait décrété que les séances de la Société des Jacobins seraient suspendues (Aulard, *Hist. pol.* p. 515).

(2) Voir Duvergier, t. VII, p. 432.

(3) Nous rangeons ces 102 signatures dans l'ordre alphabétique.

(4) *Arch. nat.*, C 334, dossier 1537. La copie de cette adresse, à quelques légères différences près, se trouve, sans les signatures, aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Le *Proc.-verb. Convention* en donne un résumé, à la date du 7 pluviôse an III, p. 89. Cette adresse est, dans l'ordre chronologique, le premier document où nous voyons la Société tourner à la réaction et renier l'œuvre de l'an II.

[Le 14 pluviôse an III (2 février 1795), le Conseil général de la commune de Bergerac désignait, dans son sein, deux commissaires pour administrer le magasin des subsistances, et arrêtait] que la Société populaire sera invitée à désigner deux citoyens sur lesquels on puisse compter et propres à cette partie (1).

A la Convention nationale.

Le 21 pluviôse [an III, 9 février 1795].

Citoyens représentants,

... Nous trouvons toujours de nouveaux motifs de reconnaissance pour la Convention dans la sagesse de ses décrets... et dans les victoires glorieuses que ne cessent de remporter nos braves armées, dirigées par nos fidèles et courageux représentants.

Nous avons applaudi surtout à cette indignation éclatante avec laquelle vous avez repoussé les idées de royauté qu'on avait osé reproduire et qui devrait réduire à un éternel silence vos infâmes détracteurs.

Mais pourquoi faut-il qu'... il se trouve, même au milieu de vous, des hommes qui ont mis en doute votre amour pour la liberté et qui, par une affectation hypocrite, insinuaient que vos efforts pourraient bien tendre à la résurrection de l'aristocratie et d'un régime justement exécré !... Les censeurs constants de l'ordre que vous avez rétabli... peuvent-ils être de bonne foi dans leurs étranges idées ? Ils ne veulent pas convenir que la journée du 9 thermidor a sauvé la République, que le peuple, opprimé jusque-là par un système également absurde et barbare, n'y voyait... que les procédés tyranniques du machiavélisme le plus marqué ?... Peuvent-ils, de bonne foi, traiter de modérés ceux qui, en poussant la roue du char révolutionnaire, veillent en même temps à ce qu'il ne se brise... contre les écueils que la malveillance place sur sa route, ceux qui abhorrent le terrorisme, arme ordinaire de la tyrannie, et les procédés qui nous rappellent le règne corrupteur et avilissant des rois ?...

Nous ne verrons jamais dans ces hommes que des... orgueilleux dominateurs qui, tout en déclamant contre la royauté, en suivaient... les procédés..., qui, parlant sans cesse de révolution, de liberté, la faisaient cependant rétrograder par leurs atrocités...

Nous mourrons, s'il le faut, pour l'exécution de vos décrets... Nous avons juré une guerre à mort aux tyrans, aux terroristes, aux détracteurs de vos sages mesures, comme les ennemis déclarés des principes républicains. Nos succès, depuis que vous dirigez les ressorts révolutionnaires, les dernières victoires qui viennent s'ajouter à nos triomphes répondent énergiquement à vos détracteurs, abattus par la révolution du 9 thermidor...

Vous serez sévères envers les buveurs de sang, les voleurs de la fortune publique, les oppresseurs de l'humanité... Vive la République ! Vive la Convention ! Périsent les tyrans et les terroristes ! Suivent les signatures (2).

(1) Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à cette date, f. 158.

(2) Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

Aux représentants du peuple Bordas et Treilhard, à Bordeaux.

Le 23 pluviôse [an III, 11 février 1795].

Citoyens représentants,

L'administration du district..., prévenue que les ressources en subsistances pour cette commune étaient totalement épuisées, avait envoyé près de vous son président, pour... réclamer de vous des secours... [Cette démarche a été vaine. Nous sommes désolés et réduits à la famine], tandis que, dans tous les districts voisins, il existe des magasins nationaux abondamment pourvus. Nous n'ignorons pas... que les grains de ces greniers sont destinés à l'approvisionnement des armées...; mais la France en serait-elle réduite à ce point de détresse que 8 ou 10.000 quintaux de grains détournés de cette utile destination pussent mettre en danger ces approvisionnements? Et la Convention... peut-elle manquer de moyens pour y suppléer, surtout au moment où la conquête la plus brillante (1)... vient de mettre à sa disposition d'immenses magasins?... [Secourez-nous] (2).

A la Convention nationale.

Le 28 ventôse [an III, 18 mars 1795].

Citoyens représentants,

L'adresse votée dans notre dernière séance vous donne l'expression de nos sentiments... Nous avons suspendu, en vous écrivant, les sentiments douloureux de la famine qui nous presse... Si la Convention veut que tous les Français... soient les témoins de la gloire qu'elle prépare à la nation, que, sans perdre un instant, elle s'occupe des citoyens de Bergerac. Nous n'avons plus de ressource qu'en vous, contre la lenteur et l'indécision de votre Comité de gouvernement, contre la bonne volonté inefficace des représentants en mission... Créez donc des subsistances pour la commune de Bergerac, ou les habitants de Bergerac périssent (3)...

Bordeaux, 26 pluviôse l'an III... [14 février 1795].

Bouchon, commissaire, à ses concitoyens membres de la Société populaire de Bergerac.

Frères et amis,

Instruit que le représentant Bordas était sur son départ, je me suis hâté de me rendre ici, pour m'acquitter de la mission dont vous m'avez chargé auprès des représentants Treilhard et Bordas (4)... [Bordas allait partir] pour Périgueux. Je lui ai remis la pétition dont j'étais porteur. Après une longue conférence et m'avoir témoigné l'impossibilité où il était de venir à notre secours,

(1) Sans doute allusion à la conquête de la Belgique, de la Hollande et de la rive gauche du Rhin.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Il est probable que cette adresse fut remise au clubiste Bouchon, chargé de la porter à ces représentants. Voir la lettre de Bouchon à la Société, du 26 pluviôse an III.

(3) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

(4) Il s'agit sans doute de la lettre de la Société à ces représentants en date du 23 pluviôse an III.

nous sommes convenus que nous renouvellerions nos démarches auprès de lui, à Périgueux; qu'étant sur les lieux, il pourrait mieux se fixer sur nos besoins et sur les ressources que pourraient offrir les districts de notre département.

Je lui ai dit que notre position était d'autant plus affligeante que nos moyens avaient totalement été épuisés pour alimenter les établissements nationaux que nous avions, tels que la manufacture d'armes, le dépôt de chevaux, les fonderies, etc.; que l'approvisionnement de ces divers établissements aurait dû être supporté par tous les districts ou pris dans les magasins nationaux, et qu'il était de toute justice qu'on nous remplaçât les subsistances que nous avions fournies, pour pouvoir être dans la même position que les autres districts.

... Bordas devant être demain au soir à Périgueux et ne devant y séjourner que 7 à 8 jours, il sera pressant... d'y envoyer des commissaires qui connaissent assez les localités et les ressources de chaque district de notre département, pour le presser de nous donner quelques réquisitions pour le nôtre. Il serait essentiel qu'il fussent munis du recensement général de tous les grains récoltés dans le département.

... Je n'ai eu que très peu de temps pour lui peindre notre malheureuse position... Sans les mauvais chemins, pour se rendre à Périgueux il aurait pris la route de Bergerac... [Bordeaux a trop peu de grains pour nous en fournir. Signé] BOUCHON (1).

Au citoyen Duclos, à Marans (2).

Le 28 ventôse [an III, 18 mars 1795].

Citoyen,

La Société vient de recevoir une lettre que ton ami Lévêque a fait parvenir à l'administration de ce district. Elle a vu avec plaisir que la calomnie avait pesé sur ta tête et qu'enfin le tribunal qui t'a jugé a rendu justice à l'innocence. La Société t'écrit pour te prouver combien elle est satisfaite de voir en toi un innocent; elle t'assure que tu n'as pas perdu son estime (3)...

[An III].

Au représentant du peuple Chauvier (4), en séance à Périgueux.

Citoyen représentant,

En recevant ton adresse énergique et sage, nous avons applaudi aux principes qui dirigent tes opérations, et nous nous sommes réjouis d'avoir trouvé en toi un... ennemi des tyrans, des fripons et des partisans de la terreur.

Nous ne pouvions mieux te montrer combien nous approuvons les mesures vigoureuses que tu emploies pour venger les innocentes victimes de la plus cruelle oppression qu'en lisant publiquement ton adresse dans une Société populaire qui a reconquis tous ses droits... Le peuple a vivement senti que tu voulais briser les instruments de la persécution qui l'a si long-

(1) *Arch. mun. Bergerac*, I 2.

(2) Il s'agit sans doute de Marans en Charente-Inférieure.

(3) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Copie de lettres de notre Société.

(4) Chauvier avait été envoyé en mission dans la Dordogne et la Corrèze, par décret du 17 nivôse an III (Duvergier, t. VII, p. 463).

temps martyrisé, quand c'est à lui-même que tu t'adresses pour connaître ceux qui n'ont pas sa confiance. Pour répondre à tes vœux, il te désigne... plusieurs citoyens qu'il regarde comme indignes ou incapables d'être dans les places qu'ils occupent. Si nous ne t'envoyons pas des faits, l'opinion publique... parle d'après de nombreux résultats. Tu pourras d'ailleurs vérifier toi-même les papiers qui doivent être bientôt dans les mains de l'administration chargée de ce triste dépôt, si tu viens aussi promptement que nous le désirons. Nous avons cru d'avance devoir les rayer de... la liste des membres qui composent notre Société. C'est à ta justice à faire le reste.

Voici leurs noms : Cailloux, membre du directoire du district, Blanc, Lanauve, Lalune, membre du Conseil de l'administration (1), et Boyer, inspecteur aux réquisitions des fourrages pour le département de la Dordogne (2).

[Le 21 germinal an III (10 avril 1795), des « citoyens de Bergerac » écrivaient à la Convention, pour la féliciter d'avoir détruit la « queue de Robespierre (3) », l'inviter à élaborer au plus tôt une Constitution, et à annuler la rétroactivité de la « loi terroriste » du 17 nivôse an II (4).

Cette adresse était signée des noms suivants, que nous rangeons dans l'ordre alphabétique : Albre jeune, Beynac-Biran, Biran-Lagrèze, Pellet-Biran, Bonnard, Bouyssavy, Breton, Calmely, Chancogne, Chassagnie (?), Chilbert fils, Coq, Dechamps, Decheyron, Deville, Dupeyrou, Dusselle, Fargaudie, Foulquier, Marie Galène, Galina cadet, Garry jeune, Gérard, Pierre Géraud fils, Giry, Gueylard, Lacoste, Larmandie, Latané, Lavaud, Lavaud femme, Lestang, Lestrade, J.-Lobligeant, Jean Luzignan, Lynham, Mazère, Missègue, Robin, Rouet-Viessu (?), Texier fils, Texier veuve Tressat, Tressat, Vassal, Vassal cadet (5).

Sur cette liste de 45 signatures, nous relevons les noms de clubistes de 1793 et de l'an II, mais nous ne saurions affirmer que tous ces signataires appartenissent à la Société. Le texte de la pétition porte simplement qu'il s'agit de citoyens de Bergerac].

[Le 17 floréal an III (6 mai 1795) des **citoyens** de Bergerac écrivaient à Merlin (de Douai), pour le féliciter d'avoir été rapporteur du décret qui annulait l'effet rétroactif du décret du 17 nivôse an II, sur les successions (6), et pour faire l'éloge du gouvernement qui abolissait les lois arbitraires et tyranniques.

Cette adresse était signée des noms suivants, que nous rangeons dans l'ordre alphabétique :

Beynac-Biran, Bonnard, Bordier, E. Breton, Bruzac jeune, Chancogne, Coq, Dechamps, Decheyron, Deville, Dupeyrou aîné, Dupeyrou jeune, Galina, Gastebois, Géraud, officier de santé, Anne Géraud, P. Girou, Giry, Gueylard, Jath, Jaubert, Labroue, Lacap-

(1) Il s'agit de l'administration du district de Bergerac.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. La copie de cette lettre n'est pas datée. Sur le registre des copies de lettres de la Société, elle se trouve entre deux copies de lettres, l'une, du 28 ventôse an III, l'autre, du 14 messidor an III.

(3) Allusion aux journées des 1^{er} et 2 prairial an III, où la démocratie parisienne avait été écrasée par la Convention, grâce aux royalistes et à l'armée. Cet écrasement avait été suivi d'une violente réaction.

(4) Le décret du 17 nivôse an II annulait notamment (art. 1^{er}) les donations entre vifs faites depuis le 14 juillet 1789 (Duvergier, t. VI, p. 460 et suiv.).

(5) *Arch. nat.*, DIII 61, dossier 12.

(6) C'est le décret du 5 floréal an III (Duvergier, t. VIII, p. 117).

tie, Lacombe cadet, cultivateur à Boisse, Laroque, Latané, Latané fils, Lavaud fils, Lestrade, Lynham, Malbernac fils aîné, Missègue, Jean Pachary, J. Pelet aîné, Texier veuve Tressat, Tressat-Larmandie, Valetton, Vassal cadet, Raoul Vassal] (1).

22 floréal an III [11 mai 1795].

[La Convention entend lecture d'une adresse] des citoyens de la commune de Bergerac..., pénétrés de la joie la plus pure à la nouvelle que, reprenant le courage qui avait paru, un instant, l'abandonner, la Convention était fermement résolue à ne céder à d'autres mains le gouvernail du vaisseau de l'Etat, qu'après avoir rempli les grands objets de sa mission et mis en activité une Constitution qui fasse abhorrer les rois et chérir la République... Mention honorable... Insertion au *Bulletin* (2).

[On lit dans le *Procès-verbal de la Convention* du 15 prairial an III (3 juin 1795) :] Les citoyens de la commune de Bergerac..., après avoir félicité la Convention de l'heureux résultat des 1^{er}, 2, 3 et 4 prairial, demandent le rapport de la loi du 17 nivôse, quant à ses dispositions rétroactives (3). Mention honorable. Insertion au *Bulletin* et renvoi au Comité de législation (4).

[A la Convention]

Les citoyens de Bergerac soussignés, réunis aux membres de la Société populaire...

[prairial an III].

Citoyens représentants,

Les partisans de l'anarchie ont donc encore tenté! Ils croient donc possible de ressusciter le règne de la Terreur! Le sang d'un représentant fidèle à sa cause a coulé! La Convention nationale elle-même a touché au moment de se voir anéantie (5)...

En apprenant ces attentats inouis, quelle a été notre indignation! Mais aussi, quelle a été notre satisfaction, de voir que, fidèle à sa promesse de sauver la République ou de périr avec elle, la Convention a triomphé encore cette fois! Sans doute sa prudence va mettre un terme à cette lutte dangereuse pour la liberté de la France.

Citoyens représentants, notre espoir est en vous. La République ne saurait périr, le règne de la Terreur ne peut renaitre, tandis que vous vous tiendrez à la hauteur de cette énergie qu'inspire toujours le véritable amour de la patrie, tandis que vous défendrez avec courage les principes de justice que vous professez. Les plus grands dangers seraient dans la faiblesse de ses représentants.

Nous saurons... seconder vos efforts. Nos âmes, trop longtemps comprimées, sont au-dessus de toute crainte. Nous périrons plutôt

(1) *Arch. nat.*, DIII 61. La plupart de ces noms se trouvent déjà dans l'adresse précédente, du 21 germinal au III, et la même question se pose, de savoir si ces noms sont des noms de clubistes. Quelques-uns de ces signataires ont certainement appartenu au club, mais non, semble-t-il, la majorité d'entre eux.

(2) *Procès-verbal de la Convention*, 22 floréal an III, p. 75. Ce résumé ne dit pas s'il s'agit des clubistes ou de citoyens étrangers au club de Bergerac. Le 1^{er} jour complémentaire de l'an III (17 sept. 1795), on lira à la Convention une adresse des citoyens composant l'assemblée primaire de la section de l'Egalité, commune de Bergerac, qui annonceront à l'Assemblée l'acceptation qu'ils ont faite de la Constitution de l'an III (*Ibid.*, à cette date, p. 283).

(3) Cette demande avait été déjà formulée.

(4) *Procès-verbal Convention*, 15 prairial an III, p. 271. Le *Proc.-verbal Convention* du 26 prairial an III, p. 209, mentionne une adresse analogue, envoyée par la direction du district de Bergerac.

(5) Il s'agit de la mort du représentant Féraud, tué le 1^{er} prairial an III.

que de souffrir le retour d'un règne déshonorant pour l'humanité, violateur des vrais principes de justice, sans lesquels il n'y a ni liberté ni République. Nous avons fait le serment de combattre pour leur triomphe jusqu'au dernier soupir, et nous y serons fidèles.

[Signé] Pierre Alard (1), Allay (?), Alexis Bailly, Baysselance-Decoste, Béchadergue, Bd Bernis, Bertin, Beyssalance, Biran, Bonnard, Bordère, Bouchon, Bouillon, Brian, Brugère, Bruzac, Bruzac jeune, Jacques Calliou, Chancognie aîné, Chancognie second, Charon, Dechamps, Delay, Desmartis, Despaigne jeune, Ducastaing, Ducastaing père, Dupuy, Durand, Durand (*sic*), Dussumier, Dussumier jeune, Joseph Eyma, Faure, Filliol, Fonrose, Fraigneau, Fraigneau fils, J. Galina, Gast, médecin, Jacques Géraud jeune, Bertrand Gravier, Gueylard, Jaques, Lagelie, Lalande-Biran, Lamartinie, Leigony, F. Lespinasse aîné, Z. Loreilhe, J. Luzac, Malaroche, Marais-Chalvet, Marchet fils, Massé père, Masseron, Mathias, Mercier, Pacher, L. Pacher, Paris, Périer, Planteau, Ponterie-Escot, Poussou, Prévot, Rambaud, Reclaud, Rennes, Rey fils aîné, Rubaud (?), Sainte-Croix, Saint-Martin, Simounet aîné, Sounalet, Stéphane, Tanchon, Tamarelle, Thomas, Veyrine, Veyry, Vigier (2).

Bergerac, le 14 messidor an III [2 juillet 1795].

Liberté, Justice, Humanité.

Les membres de la Société populaire de Bergerac au citoyen Caillou, lieutenant aux 3^e et 4^e bataillons de la Dordogne, armée des Pyrénées-Occidentales.

Brave soldat,

Ce n'est point sans indignation que la Société populaire de Bergerac a entendu le récit des persécutions que tu as éprouvées de la part d'un perfide représentant du peuple sorti de son sein. Mais, si elle a été indignée, elle n'a pas été surprise. Les horreurs dont tu l'accuses, les crimes énormes dont on prétend qu'il s'est couvert avaient fixé depuis longtemps la Société populaire sur son compte. Brave sans-culotte, ne te rappelle une telle injustice que pour mieux servir ta patrie. Ne songe aux maux que tu as soufferts que pour abhorrer éternellement le système oppressif et sanguinaire que des monstres affamés de meurtre et de carnage avaient établi sur notre malheureux pays (3). Adieu, brave soldat. Reçois ici le témoignage de l'estime et de l'amitié de tes concitoyens soussignés (4).

(1) Nous rangeons les signatures dans l'ordre alphabétique.

(2) *Arch. nat.*, C 343, dossier 1687. Cette adresse est s. d., mais une note marginale porte qu'elle fut reçue le 16 prairial an III et lue à la Convention le 28 prairial an III. En outre, le 28 prairial an III, Reubell, au nom du Comité des pétitions, correspondances et dépêches, accusait réception de leur adresse « aux citoyens de Bergerac, réunis aux membres de la Société populaire », et il ajoutait que l'adresse avait été lue, le même jour, à la Convention, qui en avait ordonné mention honorable et insertion au *Bulletin* (*Arch. mun. Bergerac*, I 2). Le même jour, 28 prairial an III, la Convention recevait, des membres du tribunal du district, des juges de paix et assesseurs de la commune et du district de Bergerac, une adresse dans le même sens (*Proc. verb. Convention*, à cette date, p. 231).

Dans la liste des signataires de cette adresse, on trouve beaucoup de noms de clubistes, mais il serait vain d'en entreprendre le dénombrement exact.

(3) Il s'agit de Pinet, qui avait été en mission à l'armée des Pyrénées Occidentales. Sur les accusations qu'on dirigeait contre lui, voir H. Labrousse, *Le conventionnel Pinet*, p. 27 et suivantes.

(4) *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47.

[Le 14 messidor an III (2 juillet 1795), le Conseil général de la commune de Bergerac arrêta] que le citoyen Ponterrie-Escot, maire, se transportera au sein de la Société populaire, pour l'inviter à se conformer à l'article 9 de la loi du 25 vendémiaire, qui ordonna aux Sociétés d'envoyer aux municipalités du lieu où elles sont établies, de trois mois en trois mois, le tableau des membres qui la composent, à laquelle loi elle n'a pas satisfait depuis le 25 frimaire dernier (1).

[Le 14 messidor an III (2 juillet 1795), le citoyen Mesclop soumettait à l'examen du Conseil général de la commune de Bergerac] les comptes produits par la Société populaire, qui établissent les frais qu'elle a faits pour faire ériger la ci-devant montagne du temple de la Raison, afin qu'elle soit autorisée à en faire vendre les débris, pour le produit être versé dans la caisse de son trésorier. [Le Conseil, considérant que la vérification de ces comptes l'occuperait trop longtemps, chargea deux de ses membres, les citoyens Latané et Bourson, d'examiner ces pièces et de lui fournir un rapport, d'après lequel il statuerait] (2).

[Le 29 messidor an III (17 juillet 1795)],...le citoyen Latané, nommé commissaire dans la séance du 14 messidor dernier, avec le citoyen Bourson, pour présider à la vérification des comptes fournis par la Société populaire, à l'appui de sa demande qui tend à être autorisée à faire vendre les matériaux provenant de la démolition de la moutagne érigée dans la ci-devant église paroissiale de Bergerac, qui avait été achetée des fonds de ladite Société, ledit citoyen Latané a fait le rapport de son travail avec ledit citoyen Bourson, duquel il résulte que la Société populaire a fait une dépense de 1.750 livres 2 sols et 7 deniers pour la construction de ladite montagne, en toiles, peintures, étoffes, soie, clous, planches, façon, etc., et que ce qui est actuellement entassé dans l'église consiste en très peu de chose et, en partie, des objets ci-dessus détaillés, à l'exception de quelques gros bois qui y sont mêlés et qui appartiennent à l'administration des armes.

[Le Conseil arrête que Bourson procédera au triage des bois qui appartiennent à la Société, et autorise la Société à les faire vendre à son profit] (3).

Bouchon, trésorier de la Société populaire de Bergerac, à ses frères et amis, membres de la Société.

Bergerac, 23 thermidor an III [10 août 1795].

...Je vous dois compte de l'état de notre caisse. D'après mes registres et les pièces à l'appui, j'ai reçu pour compte de la Société, suivant l'état au détail sur mon livre de recette, 10.362 livres, 12 sols, 6 deniers. J'ai payé, suivant l'état de dépense, 7.688 livres, 15 sols, 10 deniers. Il me reste en recette 2.673 livres, 16 sols, 8 deniers.

Vous voudrez bien, citoyens, nommer deux commissaires pour apurer mes comptes, les arrêter et vous en présenter le résultat, pour que je ne reste comptable que du reliquat (4)...

(1) *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 16, verso. Le décret du 25 vendémiaire an III, si important pour l'histoire des Sociétés populaires, ordonnait, en effet, (art. 5, 7 et 9), aux Sociétés d'envoyer tous les trois mois à l'agent national de la commune le tableau de leurs membres, avec la mention de leur âge, du lieu de leur naissance, de leur profession, de leur demeure avant et depuis le 14 juillet 1789, de la date de leur admission dans la Société. Nous n'avons retrouvé aucun de ces tableaux, qui seraient pourtant bien précieux.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 16, verso.

(3) *Ibid.*, à cette date, f. 18.

(4) *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 46, n° 112.

[Inventaire du mobilier et des papiers de la Société].

Aujourd'hui, 14 fructidor an III [31 août 1795]..., nous, Honoré Rolland, officier municipal de la commune de Bergerac, commissaire nommé par arrêté du Conseil municipal de ce jour, pour faire état des papiers et autres effets qui sont dans la salle où tenait ses séances la Société populaire de Bergerac, pour lesdits papiers et les clés être déposés au secrétariat de la maison commune et ladite opération être faite... concurremment avec le citoyen Gravier-Lacoste, archiviste de ladite Société, et sous l'assistance du secrétaire-greffier de la municipalité (1);

Nous avons prévenu le citoyen Gravier..., et, en sa compagnie et celle dudit secrétaire, nous nous sommes rendus dans la salle des ci-devant Récollets, où ladite Société tenait ses séances. L'archiviste, qui avait fait réclamer la clé de la porte d'entrée des mains du concierge, en a fait l'ouverture. Et, étant entré, il nous a mis sous les yeux différents paquets de papiers, imprimés et manuscrits, parmi lesquels était la correspondance de divers, sans aucun ordre. Il a aussi mis sous nos yeux plusieurs registres des délibérations de ladite Société populaire.

Tous ces papiers étant ainsi en évidence, nous avons consacré nos premiers soins... à mettre de l'ordre parmi lesdits papiers, en faisant des liasses particulières des correspondances, des lois, des adresses, etc. Et, attendu l'heure tarde, avons renvoyé la continuation à demain, aux 8 heures du matin. Et, après que le citoyen Gravier a eu fermé lesdits papiers dans les tiroirs et retiré les clés devers lui, nous avons fermé la porte d'entrée de la salle et porté la clé à la maison commune. De tout quoi en avons dressé le présent verbal... [Signé] ROLLAND jeune, officier municipal, B. GRAVIER-LACOSTE, archiviste, FAURE, secrétaire-greffier.

Advenant le 15 fructidor an III... [1^{er} sept. 1795], nous, Honoré Rolland..., sommes réunis dans ladite salle, en compagnie des citoyens Gravier, archiviste, et Faure, secrétaire.

Ledit citoyen Gravier nous ayant mis sous les yeux lesdits papiers et registres de ladite Société populaire, nous les avons, concurremment avec lui, inventoriés comme suit :

1^o Un registre des procès-verbaux de la Société populaire..., du 15 février 1793... [au] 6 nivôse... an II; contresigné par nous, à la dernière page, ne varietur; ledit registre coté de la lettre A, observant qu'au 43^e feuillet, il y a 5 lignes raturées, et qu'au 61^e, la séance est en blanc et que le projet s'y trouve attaché avec une hostie.

2^o Un autre registre des procès-verbaux de la Société..., du 8 nivôse an II... [au] 9 frimaire an III. Observons qu'entre les séances n^{os} 133 et 134, il a été cousu une feuille de papier, sur laquelle est transcrit le travail des membres d'une Commission d'instruction sociale pour le choix des orateurs qui doivent parler à tour de rôle au temple de la Raison. Ledit registre est coté de la lettre B.

3^o Un autre registre des procès-verbaux de la Société..., du 11 frimaire an III... [au] 24 thermidor suivant; signé, à la fin de la dernière séance, ne varietur; ledit registre coté de la lettre C.

4^o Un registre contenant la copie des lettres et adresses que la Société écrivait à divers et aux Sociétés affiliées, commencé au mois d'août 1793... Ledit registre finit par une lettre en date du 14 messidor an III; ledit registre contenant 30 feuillets, contresigné ne varietur et coté de la lettre D.

(1) Le 6 fructidor an III (23 août 1795), la Convention avait décrété la dissolution des Sociétés populaires, la fermeture de leurs salles de séances et le dépôt dans le secrétariat des maisons communes de leurs clés, registres et papiers (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. I, p. CI). Nous reproduisons ci-dessus l'inventaire qui fut dressé des papiers et du mobilier de notre Société, conformément à ce décret.

5° Un registre contenant le tableau des membres de la Société, coté E.

6° Répertoire alphabétique des membres de la Société, coté F.

7° Un registre du cahier des délibérations du Comité des présentations, duquel il n'y a que 6 feuillets d'écrits..., [du] 13 messidor an II... [au] 21 brumaire an III. Ledit cahier signé ne varietur et coté de la lettre G.

8° Un autre cahier où ont signé les membres de la Société, en exécution d'un arrêté de la Société relatif à la disparition de plusieurs membres, et pour les obliger à prendre le serment d'être fidèles à la Constitution et à la Société; coté H.

9° Un paquet contenant 10 lettres écrites par le représentant Pinet à la Société populaire, et une autre écrite par Boutiron à Pipaud, certifiée par le même représentant, sous les dates des 6 janvier 1792, 28 et 31 juillet 1793, 7, 11, 18, 28 août 1793, 14^e jour du 2^e mois de l'an II, et 4 vendémiaire an III, et celle de Boutiron, du 18 juillet 1793... [Dans] la lettre du 6 janvier 1792, contenant 10 pages écrites, le sens de la huitième page paraît ne pas se suivre avec la neuvième. Lesdites lettres numérotées depuis 1 jusqu'à 11; coté n° 1.

10° Un paquet contenant 12 lettres du représentant du peuple Lakanal, adressées à la Société populaire, numérotées depuis 1 jusqu'à 12; coté n° 2.

11° Un paquet contenant 11 lettres du mois vendémiaire an II, écrites par divers; n° 3.

12° Un autre idem, contenant 15 lettres de divers, du mois brumaire an II; n° 4. — Un autre idem du mois frimaire, contenant 17 lettres de divers; n° 5. — Un autre idem, du mois nivôse an II, contenant 13 lettres; n° 6. — Un autre idem du mois pluviôse an II, contenant 11 lettres; n° 7. — Un autre idem du mois ventôse, contenant 14 lettres; n° 8. — Un autre idem du mois germinal, contenant 11 lettres; n° 9. — Un autre idem du mois prairial, contenant 24 lettres; n° 10. — Un autre paquet de lettres du mois floréal an II, contenant 18 lettres; n° 11. — Un autre idem du mois messidor, contenant 8 lettres; n° 12. — Un autre idem contenant 16 lettres, du mois thermidor; n° 13. — Un autre idem, contenant 17 lettres, du mois fructidor; n° 14. — Un paquet contenant 9 lettres de 1793, écrites par divers à la Société; n° 15. — Un autre paquet de 16 lettres sans date, n° 16.

Un paquet contenant 1° 7 cahiers du supplément à la liste générale des émigrés, qui comprennent depuis la lettre A jusqu'à la lettre Z, à l'exception des lettres D H J K L M N O P, qui manquent; 2° un exemplaire complet du second supplément de la liste des émigrés, par lettre alphabétique; 3° 3 cahiers des listes des condamnés et mis hors de la loi, nos 4, 5, 6, les nos 1, 2, 3 n'y étant pas; n° 17 (1).

Un autre paquet contenant des *Bulletins des lois* de la République; n° 18. — Un autre paquet contenant diverses adresses de diverses Sociétés affiliées; n° 19. — Un autre paquet contenant différentes lois et plusieurs rapports et discours; n° 20. — Un autre paquet de petits billets concernant des déclarations des membres de la Société, de leur nom, âge, qualité et lieu de naissance; n° 21. — Un autre

(1) On lit, au dos du cahier que nous reproduisons ci-dessus : « Les listes des émigrés et condamnés mentionnées dans cet état furent demandées par le département, par sa lettre du 29 frimaire [an IV], en exécution des ordres du ministre des finances. L'administration municipale les envoya par sa lettre du 6 nivôse an IV ». — Voir, plus haut, la séance du 23 pluviôse an II, où la Société avait décidé de demander à l'administration des domaines nationaux la liste des émigrés. Une « liste de noms, surnoms et ci-devant état ou grade des émigrés des neuf districts du département de la Dordogne » fut imprimée à Périgueux, chez Dauriac, en 1795, et réimprimée dans le *Chroniqueur du Périgord*, t. IV, 1856, p. 82.

paquet contenant des lois, des rapports et autres papiers inutiles; n° 22. — Un cachet en cuivre, servant à la Société populaire.

Tous lesquels registres et papiers ci-dessus inventoriés, nous, commissaire susdit, les avons fait apporter à la maison commune (1)...

Nous avons ensuite procédé à l'inventaire des autres effets appartenant à la ci-devant Société populaire... :

1° une grande table avec un tiroir à clé; — 2° un fauteuil doré et garni en moquette; — 3° un pupitre fermant à clé; — 4° 6 chandeliers d'étain... — 6° (2) une sonnette...; — 7° une autre...; — 8° une boîte en fer-blanc, pour les scrutins; — 9° un grand tableau où sont inscrits les Droits de l'homme; — 10° 2 cadres représentant la Liberté et l'Égalité; — 11° un autre idem représentant la Révolution française; ces trois derniers cadres couverts de glaces; — 12° 2 autres cadres en papier, représentant aussi la Liberté et l'Égalité; — 13° encore autres 2 cadres représentant, l'un, la République française, l'autre, l'Égalité; — 14° 2 statues peintes sur deux bois, l'une portant le bonnet de la Liberté sur une pique, et l'autre, deux couronnes de chêne; — 15° un lustre en cristal à 6 branches; — 16° un idem en bois, à 5 branches, brisé; — 17° 9 chandeliers en fer-blanc, accrochés au mur, — 18° 4 drapeaux, l'un, du 10 août; un autre, aux couleurs nationales; l'autre, de la République de Genève, et le quatrième, de la Nouvelle-Angleterre; — 19° un grand tableau en papier, représentant Le Peletier; — 20° une boîte en fer-blanc, à mettre du sable (3); — 21° deux encriers en plomb; — 22° une paire [de] mouchettes; — 23° un autre petit drapeau aux trois couleurs nationales portant : Fraternité des Sociétés du département de la Dordogne; — 24° un petit cadre peint en noir, représentant Chalier; — 25° un autre cadre, où sont inscrits les règlements de la Société populaire...

Le citoyen Gravier nous a observé qu'il y a encore d'autres papiers appartenant à la ci-devant Société populaire, dans une armoire qui est chez la Briaude, où ladite Société tenait autrefois ses séances, et que la clé de cette armoire est perdue... [Signé des mêmes].

Aujourd'hui, 2 vendémiaire an IV [24 sept. 1795]..., nous, Honoré Rolland, commissaire susdit..., nous sommes rendus, avec le secrétaire-greffier et en compagnie du citoyen Gravier..., dans la maison de la citoyenne Briaude..., pour y faire état des papiers contenus dans une armoire dont la clé a été perdue..., avons fait lever la serrure et ouvrir la porte de ladite armoire par le citoyen Fauvel. Le citoyen Gravier nous a mis tous lesdits papiers en évidence, et, après les avoir triés..., les avons inventoriés comme suit :

1° Un cahier de papier cousu, le premier qui a servi aux procès-verbaux de la Société populaire, commencé le 14 mai 1790 et fini le 13 septembre, même année, contenant 72 feuillets; n° 1.

2° Un autre cahier..., contenant les délibérations de ladite Société..., depuis le 26 novembre 1790 jusqu'au 8 mars 1791; n° 2.

3° Un registre relié des délibérations de la Société..., [du] 7 mai 1791... [au] 5 mars 1792; n° 3.

4° Un cahier où sont plusieurs projets des séances du Comité des rapports de la Société populaire, commencé le 27 avril 1791, contenant 9 pages...; n° 4.

5° Un paquet contenant 109 lettres écrites à la Société... par le représentant Pinet; la première est sous la date du 13 mars 1792, et la dernière, du 21 juillet 1793; coté n° 5.

(1) Pour préparer les tableaux qui devaient être fournis à l'administration du district et à la municipalité, conformément au décret du 25 vendémiaire an III.

(2) Le n° 5 manque.

(3) Dans l'intérieur des registres de la Société, on trouve souvent des parcelles de la poudre rouge qui servait à sécher l'écriture.

6° Un petit paquet contenant 1° des papiers relatifs à Pati, ci-devant conseiller au ci-devant Parlement; 2° des lettres du citoyen Bléoud, de Peyvieux, ex-chanoine, et des notes relatives à la dénonciation contre ce dernier; 3° observations relatives au pont de Bergerac; 4° un registre de souscription pour les pauvres.

7° Un gros paquet contenant différents journaux que réservait la Société; n° 7.

8° Un autre paquet contenant différentes lettres et adresses de 1790, 1791, 1792; n° 8.

9° Un autre paquet contenant différentes lettres et adresses de 1790, 1791, 1792; n° 9.

10° Un paquet contenant plusieurs lois de la Convention; n° 10.

11° Un gros paquet de différents imprimés, mémoires, rapports et adresses.

Les papiers susdits inventoriés, nous... les avons fait apporter, conformément à la loi, au dépôt de la maison commune... (1) [Signé des mêmes] (2).

[On lit dans le *Procès-verbal de la Convention*, du 2 brumaire an IV (24 octobre 1795), p. 8 :] Les citoyens de Bergerac... félicitent la Convention de la victoire remportée par les républicains sur les royalistes, dans la séance du 13 vendémiaire, manifestent leur indignation contre les actes liberticides des meneurs de différentes sections de la République, invitent la Convention à prendre les mesures qu'exige le salut public, à faire punir les chefs de la conspiration, et sollicitent l'indulgence de la Convention pour les hommes égarés. Mention honorable et insertion au *Bulletin* (3).

Périgueux, le 29 frimaire an IV [20 décembre 1795].

L'administration du département de la Dordogne à celle du canton de Bergerac.

Le ministre des finances s'exprime ainsi, citoyens, dans sa lettre du 18 du courant : « La Convention nationale a supprimé, par une loi du 6 fructidor an III (4), toutes les assemblées connues sous le nom de Sociétés populaires. Aux termes de cette même loi, ces Sociétés ont dû déposer au secrétariat des maisons communes les registres et papiers qu'elles avaient en leur possession. Comme les différentes listes des émigrés, condamnés, qui leur ont été adressées lors de leur existence, doivent faire partie de ce dépôt, vous voudrez bien nous faire remettre et nous renvoyer le plus promptement possible toutes celles que vous pourriez recouvrer, en ayant besoin pour le service de la chose publique. »

Nous vous invitons, en conséquence, à nous envoyer sans retard toutes les listes d'émigrés, condamnés, etc., qui ont été adressées aux Sociétés populaires de votre arrondissement et qui ont été déposées dans votre secrétariat..., afin que nous puissions les transmettre de suite au ministre des finances... [Signé] Jos. PRUNIS, J. BOYER, DELPIT (5).

(1) Un feuillet collé sur le cahier que nous reproduisons ci-dessus porte, à la date du 15 prairial an V, une déclaration de Mesclop d'après laquelle celui-ci retira de la maison commune une petite table qui appartenait aux protestants, qui avait été transportée aux Récollets pour l'usage de la Société ; elle n'avait pas été inventoriée parce qu'on reconnut qu'elle appartenait aux protestants et avait été transportée alors à la maison commune.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, I 2.

(3) Il est probable qu'un certain nombre d'anciens clubistes signèrent cette adresse, qui, on le voit, est très nettement anti-royaliste.

(4) Duvergier, t. VIII, p. 302.

(5) *Arch. mun. Bergerac*, I 2.

APPENDICE

LE *Cercle constitutionnel* DE BERGERAC (29 FRIMAIRE AN VI=19 DÉCEMBRE 1797 AU 26 FLORÉAL AN VI = 15 MAI 1798).

Sous le Directoire, l'ancienne Société populaire cherche à se reconstituer. Les efforts d'un certain nombre d'anciens clubistes aboutissent à la création d'un *Cercle constitutionnel*. Voici dans quelles conditions.

Trois mois après la constitution du régime directorial, nous constatons à Bergerac une vive fermentation politique. Tous les jours il y a des querelles, des rixes, des duels (1). Les royalistes chantent publiquement le *Réveil du peuple*, et les républicains répondent par des protestations et des coups. Un capitaine de grenadiers, le citoyen Mounet, sans doute l'ancien clubiste, sort en armes, avec une vingtaine de grenadiers et de chasseurs de la garde nationale, pour empêcher des assassinats (2). La lutte dans les rues devient si chaude que l'administration municipale doit interdire le chant du *Réveil du peuple*, cause de ces troubles (3).

Mais, si l'agitation cesse dans la rue, elle subsiste dans les esprits. Au commencement de ventôse an IV (février 1796), un ancien clubiste devenu contre-révolutionnaire, Perrié-Dussumier, publie un violent pamphlet, *La bande de gueux à la Chapoulette* (4) et le triomphe des braves gens; il y parle des « crimes de la monstrueuse faction que le 9 thermidor assomma », regrette que Lakanal, ce « Montagnard forcené », n'ait pas été tué lors de son séjour à Bergerac et qualifie les démocrates d'« exécration canaille (5) ».

Ce pamphlet soulève les protestations des démocrates bergeracois; trente-et-un d'entre eux, tous ou presque tous anciens clubistes, le dénoncent aussitôt, le 9 ventôse an IV (23 février 1796), à l'administration municipale de Bergerac. « Un misérable écrivassier, disent-ils, vient de faire sortir de la presse un écrit qui, en réveillant les vieilles querelles que l'intérêt général avait fait oublier, semble n'avoir été fait que pour allumer le brandon de la discorde ». Et ils prient l'administration de « venger l'attentat qu'il porte à la tranquillité publique ». Cette protestation est signée des noms suivants :

Albre aîné, Ambier (6), Bergegère, Bergegère fils, Bernard, Blanchard, Borie, J. Borie, Daniel Bouyssavy, Boyer, Briaud aîné, Cailoux, Caute, J. Chassigne, E. Colrieu-Mainsat, Dailhac, Dufour, Labonne, Lanauve, Lanauve fils, Legat, Mahuzier, Marvier, Mercier, Mounet, Noël, Reynaud, Rooy fils, Veyrine, Veyrine aîné, Vigier (7).

Le 12 ventôse an IV (1^{er} mars 1796), l'administration municipale prend connaissance de cette pétition, mais, considérant qu'elle ne

(1) Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 28 pluviôse an IV (17 février 1796).

(2) Ibid., 2 ventôse an IV (21 février 1796).

(3) Ibid., 3 et 4 ventôse an IV (22 et 23 février 1796).

(4) L'auteur explique que c'est le nom d'un égout.

(5) Ce pamphlet est aux Arch. mun. Bergerac, boîte R, liasse 10.

(6) Peut-être faut-il lire Auchier, nom d'un ancien clubiste. Seuls quatre autres noms n'avaient pas été, à notre connaissance, portés par des clubistes (Caute, un Lanauve, Legat, Rooy).

(7) Arch. mun. Bergerac, boîte R, liasse 10.

dispose d'aucun pouvoir judiciaire, elle renvoie les pétitionnaires devant les autorités compétentes. Ce renvoi ne prouve pas que l'administration soit malveillante aux « patriotes », puisque, le même jour, elle leur accorde satisfaction à propos de la plantation d'un arbre de la liberté (1).

L'année suivante, nous apprenons que l'on se querelle toujours dans les rues de Bergerac. Les royalistes chantent encore le *Réveil du peuple*, et les démocrates, tels que Jean Bouyssavy, Duffour père et fils (tous trois anciens clubistes, probablement) leur répondent par le *Chant du départ* : une rixe éclate, au cours de laquelle Bouyssavy est blessé (2). Quand Galina père et fils, anciens clubistes, passent dans la rue, les contre-révolutionnaires crient : « A bas les terros ! » et une violente querelle s'ensuit (3). Parce que la femme Pasqual, sans doute la femme de l'ancien clubiste, a déclaré vouloir « chier sur les cadenettes », les contre-révolutionnaires menacent de lui faire un mauvais parti, et ils vont jusqu'à fouetter la femme de Giraud, lui aussi sans doute ancien clubiste (4). Le jour où des démocrates, réunis à l'hôtel Sautet, célèbrent l'anniversaire du 10 août, des contre-révolutionnaires se réunissent devant cet hôtel, tirent des coups de pistolet, chantent le *Réveil du peuple* et crient : « A bas les terros et les brigands ! » (5).

Mais les tribulations des démocrates vont cesser, du moins momentanément. Le 18 fructidor an V (4 septembre 1797), le Directoire casse les élections royalistes qui ont eu lieu dans la Dordogne en germinal an V (mars-avril 1797) et, le 17 vendémiaire an VI (8 octobre 1797), il destitue l'administration municipale de Bergerac, suspecte de sympathies royalistes ; ces administrateurs sont remplacés par des hommes qui portent les noms d'anciens clubistes, tels que Ponterie-Escot, Rolland jeune, Durand, Lanauve, E. Colrien-Mainsat, Boyer, Gast, homme de loi, Lacoste, marchand drapier, Bailhot, Galina (de Russel).

Les démocrates bergeracois commencent, dès lors, à manifester librement. C'est ainsi qu'en brumaire an VI, on voit à Bergerac, sur la place de l'Amitié, « toute la joie qui animait les citoyens qui, rendus à l'arbre de la liberté..., formèrent un cercle » au milieu duquel le chef d'escadron de la gendarmerie, Burète (6), prononça un discours entrecoupé des cris de : Vive la République (7) ! Les contre-révolutionnaires n'en continuent pas moins leurs menées ; ils cherchent, par exemple, à assassiner le citoyen Brun (8).

Mais les démocrates s'enhardissent. Ils décident de ressusciter leur ancienne Société populaire et de se constituer en *Cercle constitutionnel*. Ce n'est pas qu'ils soient favorables à la Constitution censitaire de l'an III ; mais, comme les lois des 3 brumaire an IV (25 oct. 1795), 30 ventôse et 19 fructidor an V (20 mars et 5 septembre 1797) les empêchent de se déclarer ouvertement hostiles à cette Constitution, ils l'acceptent en apparence, quittes à rester de cœur attachés à la Constitution démocratique de 1793.

Un « grand nombre » de citoyens de Bergerac font donc connaître à l'administration municipale leur intention de se réunir

(1) Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à cette date.

(2) *Ibid.*, 28 nivôse an V (17 janv. 1797).

(3) *Ibid.*, 23 thermidor an V (10 août 1797).

(4) *Ibid.*, 24 thermidor an V (11 août 1797).

(5) *Ibid.*, 28 thermidor an V (15 août 1797).

(6) Peut-être l'ancien clubiste.

(7) Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 17 brumaire an VI (7 novembre 1797).

(8) *Ibid.*, 11 frimaire an VI (1^{er} décembre 1797). Brun est le nom d'un ancien clubiste.

en *Cercle constitutionnel*, l'invitant à approuver cette création et à leur accorder la jouissance d'un édifice national dont ils paieront le loyer.

Par arrêté du 29 frimaire an VI (19 décembre 1797), l'administration municipale approuve la fondation de ce Cercle et lui loue un édifice situé à Malbec, édifice qui servait jadis aux assemblées municipales, mais qui est actuellement inutilisé. Voici cet arrêté du 29 frimaire an VI, acte de naissance du *Cercle constitutionnel*.

« Vu la pétition signée individuellement d'un grand nombre de citoyens de la commune, par laquelle ils déclarent à l'administration municipale que, l'article 362 de la Constitution de l'an III ayant formellement consacré le droit qu'ont les citoyens de se réunir en Société et voulant s'y conformer (1)..., ils veulent se réunir en *Cercle constitutionnel* et l'invitent, en y donnant son approbation et les mettant sous la protection de la loi, à leur accorder un édifice national dont ils offrent de payer le loyer;

« L'administration municipale...,

« Considérant qu'un peuple libre ne peut bien sentir les avantages du gouvernement républicain, le plus convenable à la dignité de l'homme, qu'en s'instruisant des principes qui en font la base, des lois qui en découlent et de tout ce qui peut en développer l'esprit; qu'au nombre des moyens d'instruction indiqués par la Constitution sont les réunions, les associations des citoyens s'occupant de questions politiques, droit si inhérent à la souveraineté du peuple que la Constitution suppose, et avec raison, qu'il ne pouvait se l'interdire, s'étant uniquement occupé d'en... marquer le but;

« Que ces associations particulières sont des garanties de la durée de la Constitution elle-même et des préservatifs efficaces contre les entreprises de la royauté, dont les efforts constants tendent... à isoler les citoyens et à les maintenir dans l'ignorance pour les dominer plus sûrement, comme l'atteste la mémorable journée du 18 fructidor...;

« Considérant que l'association dont il s'agit demande un local vaste; qu'il serait difficile, peut-être même impossible de s'en procurer de convenable hors des édifices nationaux de cette commune;

« Qu'il en existait un autrefois, destiné aux assemblées municipales, qui a été abandonné, et à la place duquel a été donné celui du ci-devant hôpital, occupé aujourd'hui par l'administration municipale; que cet ancien local ne peut même être utilisé que par la Société elle-même, qui en réclame un et dont elle offre de payer les loyers;

« L'administration municipale autorise l'association particulière du *Cercle constitutionnel*... à se réunir... dans l'édifice autrefois occupé par la municipalité au lieu de Malbec, dont les loyers seront payés par les sociétaires d'après la fixation qu'en feront des experts désignés par l'administration municipale;

« Arrête au surplus que, dans l'intérieur de la salle de réunion, sera inscrit en gros caractères... l'article 362 de la Constitution, qui rappelle aux citoyens la nature de l'association, ses bornes et son but, dont elle est persuadée que de vrais républicains ne s'écarteront jamais.

« Le présent arrêté sera soumis à l'approbation de l'administration du département... Pour copie conforme, Durand, Jean Hugon. P. Vignial, Bailhot, E. Colrieu-Mainsat, administrateurs municipaux, Rolland jeune, secrétaire (2). »

(1) Cet article portait notamment qu'« aucune Société particulière s'occupant de questions politiques ne peut correspondre avec une autre, ni s'affilier à elle, ni tenir des séances publiques composées de sociétaires et d'assistants distingués les uns des autres » (Duvergier, t. VIII, p. 298).

(2) *Arch. mun. Bergerac*, boîte R, liasse 12, n° 81, extrait des registres des délibérations de l'administration municipale intra, séance du 29 frimaire an VI.

Huit jours plus tard, cet arrêté est approuvé par l'administration départementale dans les termes suivants :

« Séance publique du 7 nivôse an VI (27 décembre 1797), Roux-Fazillac, Lalande, Gintrac, administrateurs, et N. Beaupuy, commissaire du Directoire exécutif.

« ... L'administration centrale de la Dordogne,

« Considérant que la réunion des républicains de la commune de Bergerac doit concourir avantageusement à réprimer les funestes écarts des ennemis du gouvernement qui... exercent dans cette commune une meurtrière influence;

« Considérant que les bons citoyens qui se proposent d'éclairer le peuple, de faire revivre l'amour des lois républicaines, de faire renaître le saint amour de la liberté parviendront à ranimer les âmes faibles qui paraissent encore courbées sous les poignards de la jeunesse de Pichegru;

« Considérant enfin que la demande des pétitionnaires est entièrement avouée par l'acte constitutionnel, par la loi du 19 fructidor et surtout par le gouvernement, qui veut absolument revivifier l'esprit public;

...[Prend un arrêté conforme à celui de l'administration municipale, du 29 frimaire an IV].

Deux jours plus tard, le 9 nivôse an VI (29 déc. 1797), l'administration municipale décide de mettre en adjudication, le 16 courant, le loyer de l'ancien hôtel de ville (1). Le 16 nivôse (5 janvier 1798) arrive; les enchères vont s'ouvrir, quand le président du tribunal de commerce présente un arrêté du représentant Pellissier, en date du 13 frimaire an III (3 décembre 1794), qui affecte cet ancien hôtel de ville aux séances du tribunal. L'administration municipale ne peut que s'incliner devant cet arrêté et suspendre l'adjudication (2). Réduit à chercher un autre local, le Cercle décide de tenir ses séances dans la ci-devant église de l'hôpital. Cette ancienne église est louée au citoyen Pujol, à la chaleur des enchères, moyennant 265 livres par an, et celui-ci y doit recevoir les membres du nouveau Cercle (3).

Quand le Cercle songait à tenir ses réunions à l'ancien hôtel de ville, dès cette époque des contre-révolutionnaires cherchaient à l'en empêcher. Voici, en effet, le récit que vint faire un citoyen à l'administration municipale, le 13 nivôse an II (2 janvier 1798) : « Le citoyen Jacob Cailloux... a dit que, s'étant rendu à 3 heures de relevée dans la salle de l'ancienne commune avec les citoyens Grasset-Latour, Reynaud, ferblantier, Bouyssavy, épinglier, Labonne, pharmacien, et Casse, boucher (4), aussitôt après leur entrée dans le local indiqué par l'arrêté de l'administration municipale du 29 frimaire, pris d'après une pétition présentée par divers citoyens de cette commune, au nombre desquels ils sont..., pour servir de lieu des séances du *Cercle constitutionnel*, en attendant qu'il leur soit affermé..., les citoyens Despaigne fils aîné, Alard fils, Sainte-Croix, Fonroze sont entrés avec précipitation, se sont emparés de la seule chaise qui y était et de la table qui y avait été apportée, que ces derniers... paraissaient, par cette démarche, vouloir s'emparer du local..., que, lui, Cailloux, les ayant invités à sortir..., ces citoyens ont déclaré vouloir rester, qu'alors, pour éviter des contestations qui auraient pu amener une rixe, lui et ses camarades les avaient laissés dans ledit local et s'étaient reti-

(1) *Arch. mun. Bergerac*, boîte R, liasse 13, n° 81, extrait des registres des délibérations de l'administration centrale du département de la Dordogne.

(2) *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date.

(3) *Ibid.*, 28 nivôse an VI. Un Pujol avait été clubiste.

(4) Tous anciens clubistes.

rés par devers l'administration, qu'ils remettaient les clés avec invitation de s'y transporter et de le fermer elle-même, sur quoi l'administration a envoyé quatre de ses membres pour... fermer le local... Ils se sont aperçus qu'il avait été évacué..., ont fermé les portes et sont rentrés au lieu de leur séance ». L'administration fait aussitôt garder l'hôtel commun par deux escouades de la colonne mobile et reste en séance jusqu'à ce qu'elle soit sûre que rien ne trouble la tranquillité publique (1).

Les contre-révolutionnaires ne se tiennent pas pour battus. Une fois les membres du Cercle installés dans l'ancienne église de l'hôpital, deux contre-révolutionnaires, Sainte-Croix fils aîné et Mazière fils, se plaignent à l'administration municipale de ce qu'on leur a refusé l'accès de la salle des séances. Mais, par arrêté du 28 nivôse an VI (17 janvier 1798), l'administration écarte cette plainte et déclare que le fermier Pujol a le droit de recevoir chez lui ou d'en écarter qui il lui plaît (2).

Plusieurs autres Bergeracois protestent auprès de l'administration municipale contre les réunions du *Cercle constitutionnel*. Mais, par arrêté du 1^{er} pluviôse an VI (20 janvier 1798), l'administration défend de troubler l'ordre de ces réunions, et son arrêté est confirmé, le 5 pluviôse an VI (24 janvier 1798), par arrêté de l'administration départementale (3).

De leur côté, les contre-révolutionnaires s'organisent en vue de la campagne électorale, la tenue des assemblées primaires et électorales devant avoir lieu en germinal an VI (mars-avril 1798) (). Ils fondent, contre le *Cercle constitutionnel de l'hôpital*, le *Cercle constitutionnel de la rue Neuve*, mais ils y professent des opinions si ouvertement contre-révolutionnaires que leur audace va amener la suppression de ce Cercle.

Le 21 ventôse an VI (11 mars 1798), deux administrateurs municipaux se rendent au Cercle de la rue Neuve. Ils y entendent Perrié-Dussumier qui, dans un discours relatif aux prochaines assemblées primaires, qualifie les démocrates de coquins et les administrateurs municipaux et départementaux de brigands. Ils demandent, par trois fois, à Perrié-Dussumier communication de son discours; Perrié refuse et invective les administrateurs. Ceux-ci vont faire leur rapport à l'assemblée municipale (5).

Le lendemain, 22 ventôse an VI (12 mars 1798), vu l'article 37 de la loi du 19 fructidor an V, portant que toute Société politique où l'on professerait des principes contraires à la Constitution de l'an III était illégale, vu une circulaire du ministre de la police générale aux administrations centrales et municipales du 17 pluviôse an VI sur les Sociétés politiques.

« Considérant que, si la loi et son devoir lui imposent l'obligation sacrée de protéger les citoyens estimables qui se rassemblent

(1) Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 13 nivôse an VI.

(2) Ibid., à cette date.

(3) Ibid., boîte R, liasse 2, n° 81.

(4) Voir notre *Esprit public*, p. 151 et suiv.

(5) Ils signalèrent aussi un certain nombre de membres de ce Cercle. Les voici. On reconnaîtra les noms d'un certain nombre d'anciens clubistes qui avaient passé à la réaction : Bayle fils aîné, portefaix, Besse fils aîné, Cabanat fils aîné, Carbonnier jeune, Chanceaulme fils aîné, Chanceaulme-Fonroze, Henri Chavergne, menuisier, Délias, maçon, Alexandre Despaigne jeune, Ramus Eyma fils aîné, Ramus Eyma père, Géraud, percepteur, Géraud fils, capitaine de navire, Jean, maçon au Bourg, Lévêque, Mouillefer, Paul Mounet, Pacfary fils (au Pont), Pauly-Latruifière fils aîné, Pauly-Latruifière fils second, Perrié-Dussumier, Puymartin, Raymond, chirurgien, Joseph Rouchon, Roussi, maçon, Roustant, marchand, Vigier, sellier, Jean Vigier aîné, fournisseur, Vigier jeune, tonnelier, Villate fils, poëlier, Tailhandier, tonnelier (Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 21 ventôse an VI).

pour s'occuper de la défense et de la prospérité de la République, pour s'instruire de leurs droits et de leurs devoirs, pour seconder les efforts du gouvernement républicain, le salut de ses administrés et sa propre responsabilité lui commandent impérieusement d'arrêter les criminels efforts de ceux qui... cherchent à faire haïr la liberté et la Constitution;

« Considérant que le refus constant et coupable de Perrié-Dussumier, tour à tour fauteur exagéré et de la tyrannie décemvirale et de la réaction royale, de remettre aux magistrats qui l'en sommaient le discours qu'il venait de lire, prouve... qu'il contenait des principes destructeurs de l'ordre... et du gouvernement républicain »;

Pour ces motifs, l'administration municipale ordonnait la fermeture du *Cercle* de la rue Neuve (1) et, deux jours après, le 24 ventôse an VI (14 mars 1798), l'administration du département confirmait son arrêté (2).

A la fermeture de leur Cercle les contre-révolutionnaires bergeracais essayèrent de répondre, d'une part, en justifiant leur attitude par un pamphlet, d'autre part, en provoquant la fermeture de l'autre *Cercle constitutionnel*, celui des démocrates.

A la fin de ventôse an VI, Perrié-Dussumier publie un *Mémoire justificatif* où il proteste contre l'accusation de royalisme et qualifie les démocrates d'anarchistes, athées et immoraux (3).

D'autres part, les contre-révolutionnaires Desmartis, Mounet jeune, Arfel et Jaubert envoient à l'administration municipale une dénonciation contre le *Cercle constitutionnel*, qui se réunissait alors dans la ci-devant église de l'hôpital. Ils prétendent que, dans leur séance du 22 ventôse an VI (12 mars 1798), les membres de ce Cercle ont non seulement professé des principes contraires à la Constitution de l'an III, mais encore juré d'exterminer les modérés et de dominer dans les assemblées primaires ou de s'enterrer. Les dénonciateurs désignent le citoyen Boyer comme l'auteur du serment d'exterminer les modérés.

Aussitôt cette dénonciation reçue, l'administration municipale fait comparaître devant elle, le 29 ventôse an VI (19 mars 1798), les commissaires de police Bordère aîné et Venencie père, qui assistaient, le 22 ventôse, à la séance du Cercle. Bordère déclare qu'« après la lecture des nouvelles, le citoyen Boyer, arrivant, avec d'autres citoyens, de Périgueux, avait rendu compte de la fête qui s'y était célébrée le 20 de ce mois (4). » Tout s'est passé, dit Boyer, dans le plus grand ordre; nous formions une réunion de vrais républicains de tous les cantons du département; nous nous sommes juré mutuellement... que, si les ennemis de la chose publique voulaient anéantir la République, nous nous lèverions tous pour soutenir la République et la Constitution de l'an III. À l'instant, tous les membres de ladite Société avaient, d'une voix

(1) *Ibid.*, 22 ventôse an VI.

(2) Copie de cet arrêté se trouve aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte R, liasse 12, n° 82. L'administration du département arrêta aussi que le général Chalbos serait requis d'envoyer cent hommes à Bergerac, lors de la tenue des assemblées primaires. Par arrêté du Directoire exécutif, en date du 26 ventôse an VI (16 mars 1798), la ville de Bergerac, « centre des réacteurs du département », sera mise en état de siège (*Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XXIX, p. 220). L'administration du département, le 4 germinal an VI (24 mars 1798), et l'administration municipale, le 5 (25 mars 1798), prendront des arrêtés en conséquence (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 5 germinal an VI).

(3) Ce *Mémoire* est aux *Arch. nat.*, F 1 c III, Dordogne, carton 1.

(4) Le 20 ventôse an VI (10 mars 1798), s'était constitué, à Périgueux, un Comité électoral composé de 54 démocrates militants de la Dordogne, en vue de préparer les élections législatives de germinal an VI (Voir notre *Esprit public*, p. 155 et 156).

unanime, juré de mourir ou de soutenir la République et la Constitution de l'an III. Bordère ajoute que Boyer ne parla nullement d'exterminer les modérés, et Venencie confirme ses affirmations. L'administration municipale ajourne alors la discussion sur cet objet à une prochaine séance (1).

C'est le 9 germinal an VI (29 mars 1798) que la discussion est reprise et terminée par un arrêté de l'administration, innocentant Boyer et passant à l'ordre du jour (2). La manœuvre des contre-révolutionnaires échouait donc, et le *Cercle constitutionnel* subsistait.

Cependant, le succès des démocrates allait amener leur propre chute. Les élections de germinal an VI ayant envoyé au Corps législatif sept députés périgourdiens nettement démocrates, les directoriaux, effrayés de cette poussée démocratique et fidèles à leur politique de bascule, annulèrent les élections de la Dordogne par la loi du 22 floréal an VI (11 mai 1798). Mais, avant même que cette loi fût votée, le Directoire exécutif avait signé l'arrêt de mort du *Cercle constitutionnel* de Bergerac.

En effet, le 16 floréal an VI (5 mai 1798), « considérant que la Société existante à Bergerac... sous le nom de *Cercle constitutionnel* est livrée à des agitateurs qui y professent ouvertement des principes et des sentiments contraires à la Constitution (3) », le Directoire exécutif arrêta que ce Cercle serait fermé sans délai. Cet arrêté ne serait pas imprimé; le ministre de la police générale était chargé de son exécution (4). Dix jours après, le 26 floréal an VI (15 mai 1798), l'administration municipale décidait de faire publier cet arrêté dans la commune, au son de la caisse, et de le faire afficher notamment sur la porte d'entrée de l'édifice où le Cercle tenait ses séances (4).

Ainsi disparaissait, après une courte et orageuse existence de cinq mois, cette lointaine survivance de la Société populaire de Bergerac.

(1) *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 29 ventôse an VI.

(2) *Ibid.*, à cette date.

(3) Il est fait ici allusion à la dénonciation contre Boyer qui, mal accueillie par l'administration municipale, avait été portée devant le directoire du jury de l'arrondissement de Bergerac. Saisi de la dénonciation, le ministre de la justice chargea le commissaire du Directoire près les tribunaux civils et criminels de la Dordogne de donner suite à cette dénonciation et fit demander de nouveaux renseignements à l'administration municipale de Bergerac. Mais celle-ci répondit, le 29 floréal an VI (18 mai 1798), pour justifier sa conduite en cette affaire (*Ibid.*, à cette date).

(4) *Ibid.*, 26 floréal an VI.



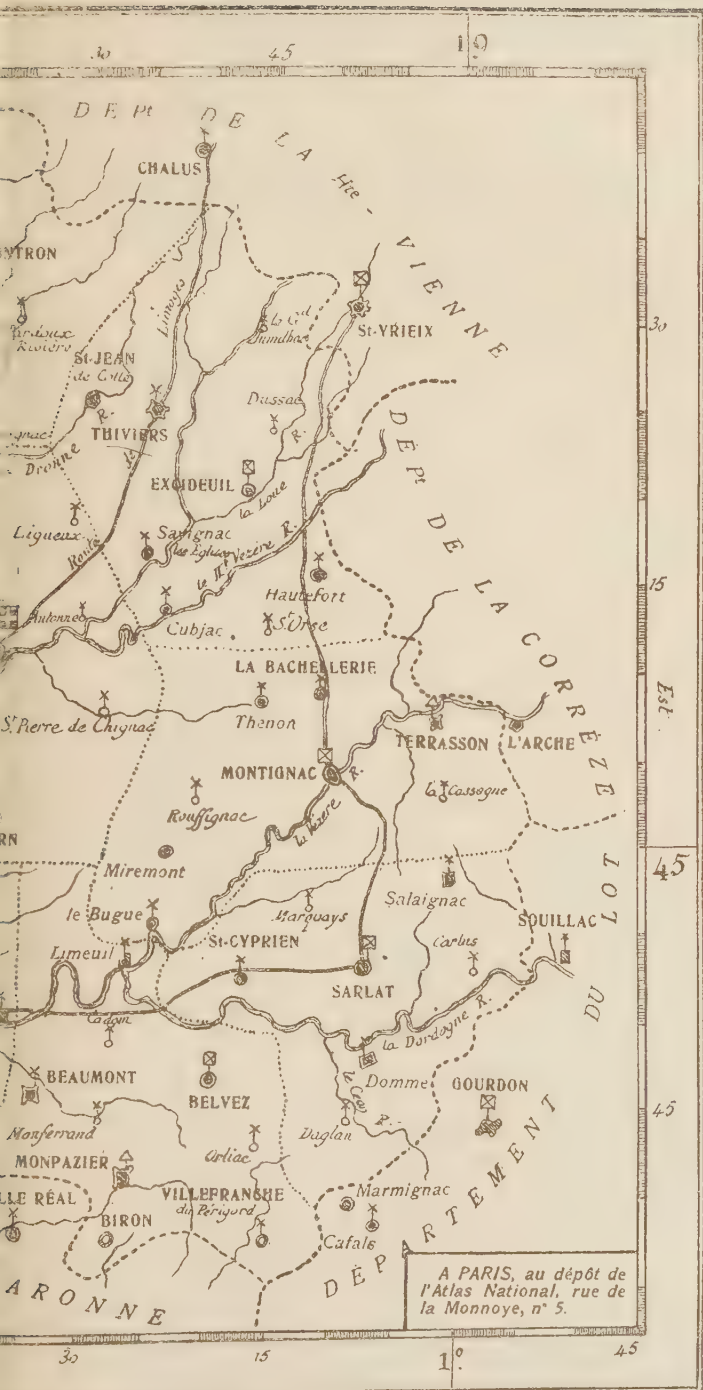


TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

Noms de Personnes, d'Institutions et de Lieux ⁽¹⁾

- Agala (citoyenne) 298.
Agde 23, 357 n. 1, 376 n. 3.
Agen 23, 199, 204 et n. 4, 209 n. 1, 242, 292.
 *Agoust (d') 93 n. Voir Dagou.
Aix-en-Provence 13, 209 n. 1.
Aix-la-Chapelle 230 n. 6, 232 n. 2.
Alais 152.
 *Alard (Pierre) 235, 236, 246, 252, 378, 384.
 *Alard fils 246, 250, 270 n. 3, 279, 335, 394.
Alba 87, 88.
 *Albert 6, 47, 312, 330.
 *Albre fils aîné 157, 173, 206, 219, 245 à 247, 255, 291, 297, 314 n., 382, 391.
 Allay 384.
 *Alexis 314, 361.
 Ambier 391.
Amboise 23, 166.
 Amitié de Bordeaux (l') 8.
 Ami des Citoyens (journal) 183.
 Amis de la Constitution 5, 6, 22, 25, 28, 33, 35, 55, 56 n. 7, 59, 61 et n. 1, 62 à 64, 65 et n. 8, 66, 70, 74 n. 1, 75, 76, 79 à 86, 88, 91 à 97, 99 à 109, 111, 112, 114 à 116, 118, 120, 122 à 125 n. 6, 126, 130 à 132, 135 et n. 4, 137 et n. 1, 138, 141, 143, 149, 150, 152 à 157, 159, 160 n. 3 et 4, 162, 164 et n. 7, 167, 171 à 173, 176 à 183, 185, 186 et n. 2, 187, 189 et n. 1, 194 n. 5, 199 à 201, 207, 208, 276, 278.
 Amis de la Constitution (2^e club) 55 n. 2, 56, 73, 156.
 Amis de la Liberté et de l'Egalité 220, 221, 232, 242, 248, 252, 255, 265, 271 n. 1, 274, 275, 285, 332.
 Amis de la Paix 25, 55 et n. 2 et 3, 105.
 Amis de la République et des Lois 265.
 Amis de la Révolution Française 145, 147.
 **André (ils sont deux) 101, 157, 337.
 Andrieu 188.
Angers 23, 160, 255 et n. 2.
Angoulême 23, 92 n. 2, 189, 202, 250.
 Annales patriotiques 22, 42, 62 n. 5, 65 n. 7 et 8, 73 et n. 5, 78, 80 n. 5, 82 n. 3, 112, 115, 118, 125, 128, 131, 132 n. 6, 139, 147, 148, 155, 159, 160, 163, 166, 266, 268.
 Anselme 214.
 Antipolitiques (les) 23.
 *Archer (Louis). 137, 138, 178.
 *Arfel 63, 158, 173, 186, 197, 198, 396.
Argentan 23, 265.
 Argentiers (citoyenne) 295, 308.
 Armand 122.
 Armes (place d') 13.
 *Arnoul-Saint-Julien 111.
 Aromagnac 296.
Arras 256.
 *Auband 206.
 *Aubisse (Jean) 334.
 *Aubit-Lamothe 362.
 Aubron 237 n. 3.
Auch 331 n. 5, 351 n. 1.
 *Auchier 70, 75, 90, 93 n., 178.
 *Audibert 333.

(1) Les noms de personnes et d'institutions sont en caractères romains ; les termes géographiques, en *italiques*. Les chiffres, renvoient aux pages et aux notes. Les noms précédés d'un astérisque sont des noms de clubistes. Les difficultés d'identification de certains noms ont pu nous exposer parfois à signaler deux clubistes qui n'en font qu'un en réalité, et inversement. Dans notre étude sur *les membres de la Société populaire de Bergerac pendant la Révolution* (Paris, Alcan, 1913), on pourra se rendre compte du travail d'identification auquel nous avons dû nous livrer.

- Augeard (d') ou Daugeard 7, 18, 53, 59, 60 n. 1, 108, 139, 357.
Aulard 54 n. 4, 66 n. 4 et 5.
Aurillac 23, 162, 322 n. 3, 328 et n. 1.
Auxerre 23, 39, 164, 245 et n. 2, 255 n. 3, 256 et n. 2.
Avignon 23, 132.
*Avoustin 361.
*Aymeri aîné 108.
*Bacalan père 143 et n. 7, 147, 149, 177, 178.
Bacalan fils 147, 149.
Badefols 4.
*Bailhot ou Baillot 94, 96, 111, 173, 180, 181, 243, 378, 392, 393.
Baillet-Labrousse 96, 100.
*Baillet jeune 101.
*Bailli (Auguste) 303.
*Bailli jeune 162.
*Bailli ou Bailly (Alexis) 303, 384.
*Bailli-Leconte 177.
*Bailly cadet 52, 85, 88, 90, 93 n., 186, 208.
*Bailly aîné 52. Des Bailly (tout court) sont mentionnés 52, 119, 186, 208.
Bancal (Henry) 201 n. 1.
*Baptiste 256.
Barbaroux 263 et n. 3.
Bar-le-Duc 79 n. 1, 84, 154, 155, 195, 197.
*Bargeas 93, 95 et n. 2, 116, 120, 129, 130 n. 1, 133 n. 4, 134, 137 et n. 4, 138 et n., 189, 202, 225 et n. 4, 270, 279.
Bargeas (citoyenne) 308.
Barnazey 210 n.
*Baron 334.
Barras 201 n. 1.
Barrère 262, 267 n. 1, 270, 310 et n. 6.
*Barrière 202, 332, 340.
*Barthélémy 206.
*Bassa (Jean) ou Bassac, dit Beauregard ou Bougard, 140 et n. 8, 146, 157, 173, 208.
*Bassuet 126.
Bas-Rhin 23.
*Bauché 378.
*Beaudequin 98, 100, 109. Le même que Beaudequin.
Baudot 285 et n. 1.
*Baudry 206.
*Baugès 170. Sans doute le même que Beaugès.
*Bauvalon ou Beauvalon 6, 65 à 70, 73, 83, 149, 161, 334.
*Bauze dit Tiéneau 140. Le même que Beaugès dit Tiénot.
*Bayard 109, 190, 219, 378.
Bayeux 23, 143.
Bayle (Moïse) 321.
Bayle fils aîné 395 n. 5.
Bayonne 23, 43, 96, 146, 191, 209 n. 1, 246, 318 et n. 4, 319 n. 1, 320 n. 8, 341, n. 4, 346, 350, 351, 354.
*Bayonnet 89, 90.
*Baysselance - Contie 68, 74. Le même que Beysselance-Contie.
*Bayssellance 378.
*Baysselance-Descostes ou Baysselance - des - Costes 75, 169, 206, 384. Le même que Beyssellance-des-Costes.
Beaucaire 22, 278.
*Beaudequin 36. Le même que Baudequin.
*Beauger (Etienne) 355, 378. Sans doute le même que le suivant.
*Beaugès (Etienne) 157, 178, 206, 208, 289, 338, 353. Voir Baugès.
*Beaugès dit Tiénot 310. Voir Bauze.
Beaumont 4, 13, 23, 126 et n. 5, 130 et n. 6, 132, 146, 299.
Beaune 23, 19.
*Beaupoil de St-Aulaire 148, 157.
Beaupouyet 37, 87, 88.
*Beaupui ou Beaupuy 5, 17, 59, 60, 68 à 70, 72, 80, 328 et n. 6, 329 et n. 1.
Beaupuy (Bacharetie de) 237 n. 3, 252 n. 1.
Beaupuy (député) 212 n., 213.
Beaupuy (N.) 394.
Beaupuy (citoyennes) 331, 334.
Beaupuy-Grozet (citoyenne) 308.
*Beauregard 334. Voir Bassa.
Beurepaire 272.
Beauvais 23, 164, 321.
*Beauvalon Voir Bauvalon.
*Béchadergue 93 n., 162, 206, 208, 353, 355, 378, 384.
*Béchadergue 378. Différent du précédent.
*Bécharde fils 132, 134.
*Bedel 191, 289.
*Bedène 256, 289 n. 6.
Beffroy 167 n.
*Bégaud 206.
Belein 142.
Béleymas 87, 88.
*Belin 208, 219.
*Bellegarde 6, 63, 65, 78, 93 n., 127, 157, 346, 376.
*Bellevue-Doat père 83.
*Bellevue-Doat fils 100, 102. Voir Doat.
Belleymet 105 n., 170.
*Bellin (Baptiste) 226, 292, 300, 309, 310, 311 n. 5, 326.
*Belly (Mathieu) 137, 138.
*Belly (Barthélémy) 140, 144.

- Belvès* 4, 22, 36, 96, 97 et n. 1, 126
n. 5, 140, 146 n. 7, 349 et n. 3.
- Benaud* 67 n. 1.
- Béraud* 53.
- **Berbesson-Larolphe* 340.
- **Berbinaud* 133, 136.
- **Bergegère* 43, 157, 171 n. 4, 186,
204, 208, 219, 225 et n. 3,
227, 235, 322, 323, 331, 378,
391.
- **Bergegère fils* 227, 391.
- Bergegère (citoyenne)* 308.
- Berlin* 214.
- **Bernard* 52, 69, 77, 83 et n. 2,
93 n., 101, 157, 173, 174, 178,
186, 194 n. 4, 206, 208, 219,
391. Peut-être un des Bern-
nard qui suivent.
- **Bernard neveu* 101, 102, 288 n. 1.
- **Bernard oncle* 267, 274, 310.
- **Bernard gendre* 322.
- Bernard (citoyenne)* 308.
- Bernard (Septième)* 372.
- Bernardonète* 311 n. 5.
- **Bernier* 206.
- **Bernière* 294.
- **Bernis* 61, 65, 78, 91. Peut-être
un des Bernis qui suivent.
- **Bernis (Bd)* 52, 384.
- **Bernis (R.)* 93 n., 157.
- **Berrut* 360.
- **Bertier* ou *Berthier aîné* 76, 79,
376.
- **Bertin* 331, 335, 384.
- **Bertrand* 43, 116, 158, 247.
- Bertrand (citoyenne)* 308.
- Besançon* 23, 162, 164, 182.
- **Besse (Jacques)* 174, 186.
- Besse fils aîné* 395 n. 5.
- **Besson fils* 289.
- **Besson père* 289, 294, 299, 304.
- **Bessot* 93 n., 181.
- Beurnonville* 231 n. 1.
- **Beysellence* ou *Beyssellence* de la
Négrie 87, 88, 90.
- **Beyssalance* 353, 355, 378, 384.
- **Beyssalance-Contie* 17, 67, 87, 91.
Voir *Bayssalance-Contie*.
- **Beyssalance-des-Costes* 70. Voir
Bayssalance-Descostes.
- **Beyssalance* 70, 93 n., 170.
- **Beyssalance fils* 78, 81, 93 n.
- **Beyssellence fils* 90.
- **Biau* 157.
- **Bienfaix* 94, 96.
- **Biès* 52, 56, 57, 60, 62 à 67, 83,
87, 93 n., 98, 120, 129, 171
n. 4, 174, 176, 178, 208, 219,
299, 332, 340.
- Billac* 169 n. 6, 172 n. 2.
- Billaud-Varenne* 266.
- **Biran* 6, 93 n., 157, 384.
- Biran (Beynac de)* - 5, 382.
- Biran (Cluzeau)* Voir *Cluzeau*.
- Biran (Gontier de)*, curé 40, 57
n. 3, 91 n. 2, 121 n. 1, 137
n. 1, 164 n. 5, 196 et n. 1, 222
et n. 1.
- Biran (Gontier de)*, député 5, 7,
31, 34, 54 et n. 5, 52 n., 106
n. 2, 151 et n. 4, 152, 175 n. 4,
176 n.
- Biran (Gontier de) fils* 5.
- Biran-Lagrèze* 382.
- **Biran (Lalande)*. Voir *Lalande*.
- Biran (Maine de)* 7.
- Biran (Montaut)*. Voir *Montaut*.
- Biran (Pellet-)* 382.
- Biribi* 193, 194 et n. 1.
- Birmingham* 179.
- **Birol (de Bordeaux)* 108, 109.
- **Birol (de Lalinde)* 337.
- Biron* 237 n. 3, 331.
- **Birrué* 353.
- **Blanc* 68, 76, 93 et n., 100, 124,
157, 171 n. 4, 173, 174, 184,
206, 208, 366, 367 n. 3, 382.
- **Blanc (Jean)* 93 n., 226.
- Blanc (du Bignac)* 340.
- Blanc (fonds)* 52 n. 4.
- Blanc (citoyenne)* 119, 120.
- **Blanchard* 171 n. 4, 190, 274, 300,
315, 340, 341, 378, 391. Sans
doute un des Blanchard qui
suivent.
- **Blanchard (Jean)* 138.
- **Blanchard jeune* 157, 173, 174,
186, 206, 208, 359, 361 à 363,
378, 391.
- **Blanchard aîné* 208, 361.
- Blanchard (citoyenne)* 308.
- **Blanchard cadet* 360.
- **Blanchet (de Ribagnac)* 149.
- Blanchet (du Bourg)* 159.
- **Blandinaire* 38, 112.
- Blaye* 209 n. 1, 225 et n. 3.
- **Bléoud* 5, 70, 75, 105 n., 110, 111
et n. 1 et 3, 112, 113 n. 2,
161, 175 n. 4, 176 n., 196 n. 5,
389.
- **Boignard* 206.
- Boisse* 6.
- **Boisse-Dupeyrou* 120. Voir *Du-
peyrou*.
- Boisse (de Bordeaux)* 362.
- **Boissière (de)* 5, 18, 27, 61 n. 1,
100, 135 et n. 1, 189, 225, 249
n. 1, 291, 292 et n. 1, 296,
297, 304 à 306, 312, 316, 320,
328, 334, 336 et n. 3, 340, 349
et n. 2. Voir *Valletton*.
- Bonnard* 382, 384.
- Bonnecarrère* 116 n. 1, 152.
- **Bonnet (notaire puis juge)* 43, 59
n. 3, 66, 78, 81, 90, 93 n., 219,
275, 337, 359 n. 2.
- **Bonnet (Tite)* 94 et n. 5, 96.
- **Bonnet (de la Force)* 86, 88.
- **Bonnet (du Clauzel)* 76, 79 et
n. 6.

- *Bonnet (curé) 38, 188.
*Bontemps 122, 147, 157, 353, 355.
*Bontemps fils 159 n. 1, 331.
Bontemps (citoyenne) 314.
Bordas 33, 45, 380, 381.
*Borde 136, 227. Sans doute un des Borde qui suivent.
*Borde fils 119, 206.
*Borde fils aîné 208.
*Borde père 206.
Bordeaux 2, 8, 22 à 24, 38, 52, 53, 62 à 64 et n. 5, 67, 79, 81, 83, 87, 93, 95 et n. 4, 96, 98, 100, 101, 112, 118, 119, 126, 129, 130, 131, 140, 142 à 144, 146, 152, 158 à 160, 162, 164 et n. 7, 167, 170 et n. 4, 172, 173 n. 1, 177 et n. 5, 178, 179 et n. 1, 184, 187, 189, 190, 194 et n. 5, 195, 199, 201, 204, 209 n. 1, 210 n., 211 n., 218, 226, 242, 243, 247, 250, 255, 258 n. 3, 262, 266, 271 et n. 1, 272 et n. 1, 274, 279, 280 n. 1 à 283 et n. 3, 285 et n. 1 et 6, 290, 294, 296, 303, 306, 322, 345 et n. 5, 359, 361, 371, 380, 381.
Bordelle 137 n. 1.
*Bordère 93 n., 157, 174, 175, 178, 194 n. 2, 196, 197, 206, 208, 219, 235, 288 à 290, 299, 317, 340, 353, 355, 361, 375, 378, 384, 396, 397. Sans doute un des Bordère qui suivent.
*Bordère (Alexandre) 96, 98.
*Bordère aîné 100, 274, 311 n. 5.
*Bordère (sellier) 307.
*Bordère (serrurier) 288 n. 1, 307, 335.
Bordère (citoyenne) 301.
*Bordier 206, 208, 219, 311 n. 5, 375, 378, 382.
*Bordier (Barthélemy) 338.
*Borel 43, 157.
*Borie 93 n., 101 n. 1, 181, 186, 206, 208, 309, 322, 334, 378, 391. Sans doute un des Borie qui suivent.
*Borie aîné 307.
*Borie (Américain) 296, 298, 305 et n. 6.
*Borie cadet 288 n. 1, 310, 353, 355.
*Borie (cordonnier) 300, 311 n. 4.
*Borie (gendarme) 251, 275, 332.
*Borie (Jean) 208, 274, 391.
*Borie père 208.
Bosc 201 n. 1.
*Bossenot 138, 139.
*Bouchon 5, 6, 12, 17, 69, 70, 72 à 74, 76, 77, 80, 81 et n. 4, 91, 93 n., 101, 112, 114, 127, 132, 141, 147, 163, 257, 288, 289, 292, 311, 312 n. 1, 332, 334, 340, 353, 355, 375, 378 et n. 2, 381, 384, 385.
*Boudet 73.
*Boué (Jean) 208.
*Boué (Américain) 338.
*Bougard 140. Voir Bassa.
Bouillé 8, 155 et n. 5.
Bouillon 384.
*Boulède 149, 150, 152.
Boulou (Le) 356.
Bouniagues 4, 131.
Bouquier 153 n. 5, 240.
Bourdeau 142 n. 2.
Bourdeilles 4.
Bourdon 211 n. 1, 296.
Bourg 23.
Bourges 256 n.
Bouru 290.
*Bourson 17, 18, 52, 54 n. 3 à 57, 59, 61, 67, 68, 72, 74, 76, 77 et n. 3, 80, 81, 87 n. 1, 89, 90, 93 n., 100, 121, 128, 130, 137, 139, 141, 147, 157, 169, 170, 171, 182, 185 et n. 1, 190, 191, 196, 208, 217 à 223 et n. 2, 224 à 232 et n. 2 et 5, 233 à 264, 269, 274 et n., 275, 277 à 279 et n. 1, 282, 283 n. 2 et 3, 284 n. 3, 285 et n. 7, 286, 288, 289 n. 1 à 291 et n. 3, 294, 298, 299, 300, 302 et n. 5, 304, 306, 310, 321 et n. 7, 323, 332, 337, 338, 341, 347, 378, 385.
*Bourson fils 112.
Bourson (citoyenne) 308.
*Boursoult 206.
*Bourtoire 140.
*Boussenot 206.
Boussenot aîné 311 n. 5.
Boussion 33, 48, 158, 159 n., 164, 166 et n. 3, 171 et n. 1, 336, 337 et n. 1, 371, 372.
*Boutin 119.
*Boutiron 17, 58 n. 2, 105 n., 107, 113, 114, 117, 119, 122, 129, 130, 132, 133 et n. 1, 134, 137 à 142, 144, 145 et n. 3, 146 à 149, 154, 157, 167, 170, 182, 194 n. 4, 208, 220 et n. 2 à 222, 224, 226 à 231, 232 et n. 2 et 5, 234, 235 et n. 5, 237, 241 à 244, 247, 248, 251 à 254, 264 et n. 2, 273 et n. 1 et 2, 274 n., 316 et n. 7, 332 et n. 2, 378, 387.
*Boutiron aîné 131, 208, 219.
*Bouyssavy 30, 62, 83, 129, 140, 158, 170, 208, 229, 235, 236, 306, 327 à 329, 336, 355, 382, 392. Sans doute le même que le suivant.
*Bouyssavy, buraliste 52, 89, 92, 173, 182, 194 n. 4, 219, 267. Voir Boyssavit.

- *Bouyssavy (Daniel), épinglier 52, 57, 58, 60, 63, 68, 69, 74, 76, 78, 101, 110, 120, 126, 157, 173 à 175, 178, 182, 186, 194 n. 4, 208, 219, 224 n. 1, 274, 277 et n. 4, 278, 287, 332, 340, 353, 355, 359, 361 à 363, 391, 394.
- *Bouyssavy fils (du Mercadil) 78, 88, 145, 157, 175, 177, 180, 219, 340, 378.
- *Bouyssavy, armurier 94, 98.
- *Bouyssavy (Barthélemy) 52.
- *Bouyssavy (Jean) 208.
- *Bouyssavy, perruquier 338.
- *Boyer aîné 20, 331, 318.
- *Boyer fils (Pierre) 206, 208.
- *Boyer fils 208.
- Boyer neveu, bonnetier 124.
- *Boyer, perruquier 1, 12, 17 à 20, 30, 34, 52, 54 à 57, 59 à 65, 67 à 70, 72, 74, 77, 78, 81, 83 à 85, 87 à 89 et n. 1, 90 à 93 n., 94 à 98, 99 et n. 5, 100, 102, 107, 109, 111 et n. 5, 113 à 118, 120, 122, 126 à 128 et n. 3, 129, 148 n. 2, 150, 154, 155, 157 à 159 et n. 1, 160 à 162, 165 et n. 1, 166, 168, 170, 173, 175 à 177 et n. 1, 178, 180 à 182, 185 et n. 1, 186 à 190 et n. 2 et 3, 191, 193, 194 et n. 3, 196, 203, 204, 206, 208, 212, 239, 246 n. 3, 252, 254 et n. 2, 258, 259 et n. 1 et 4, 260, 264 et n. 2, 269, 271, 274 à 278, 280 à 282, 284, 286 et n. 3, 287, 289, 292 n. 1 et 4, 293, 306 et n. 4, 307 à 309, 310 et n. 2, 311, 312, 315, 316 et n. 4, 5, 7, 317, 324 et n. 1, 325, 327 à 330, 332 à 334, 338 et n. 4, 347, 353, 355, 359 à 363, 382, 389, 391, 392, 396, 397 et n. 3.
- Boyer (citoyenne) 308, 314.
- *Boyer (du Monteil) 118, 122, 189.
- Boyer (Pierre) du Bourg 330.
- *Boyssavit, buraliste 219. Autre signature de Bouyssavy, buraliste.
- Brantôme* 4.
- Brest* 23, 76, 77 n. 1, 144 et n. 4, 152, 153, 195, 197, 204 n. 3, 244, 298, 300.
- Breton 382.
- Brian (citoyenne) 168.
- *Brian 80, 81, 91, 219, 378, 384. Il y a vraisemblablement des confusions entre celui-ci et les suivants.
- *Briand 93 n., 240.
- *Briau 157, 173, 174, 196, 208, 353, 355.
- *Briaud 353, 355, 391.
- Briaude (la) 7, 84, 175, 191, 320, 388.
- *Brieaud 173.
- *Brissaud 52, 67, 199, 201, 206.
- Brissot 33, 154 et n. 4, 183, 213, 228, 233 n. 5, 246 n. 2, 332 n. 1, 373.
- Brival 257 et n. 3, 261.
- Brive* 23, 55, 88.
- Brogie 116 n. 1.
- *Broussaut 206.
- Brugère dit Rouleau 197.
- *Brugère père 334, 335, 384.
- *Brugues 84, 85.
- Brun aîné 105 n., 161.
- *Brun (Daniel) 178, 206, 208, 209 n. 1, 274, 303, 392.
- Bruneau 242.
- *Brunet 334, 337.
- Bruny 371.
- *Bruzac 30, 43, 44, 76, 93 n., 206, 208, 219, 237, 332, 340, 375, 377, 378, 384.
- *Bruzac (Marc) 330.
- Bruzac jeune 340, 382, 384.
- Bruzac (citoyenne) 308.
- Bugnet 280 n. 4.
- *Bugniet 329, 376 et n. 3. Sans doute le même que le suivant.
- *Buignet 43.
- *Buisson 6, 110.
- *Buisson-Ste-Croix 336.
- Bulletin de la Convention 22, 34, 35, 253, 255, 261, 266, 267.
- Bultingaire 167 n. 1.
- *Buret ou Burète ou Buret'e 56, 219, 247, 332, 340, 392.
- Bussière 51 n. 3, 75 n. 2.
- Buzot 215, 263 et n. 3.
- *Cabanac (veuve) 208.
- *Cabanac 157, 206.
- *Cabanat 43, 100.
- Cabanat fils aîné 395 n. 5.
- *Cabanet 96.
- Cabannat 311 n. 5.
- Cabannes (Des) 136 n. 1.
- Cadouin* 4, 109.
- Caen* 23, 93 n. 2, 112, 126, 159, 162, 166, 167, 174.
- Café national (Club) 52, 54, 64, 87, 95. Voir Club national.
- Cahors* 322, 328.
- Cahuzac* 37, 126.
- *Cahuzier 206.
- *Caillavel 233. Voir Courson.
- *Caillou (Jacob) 10, 76, 107, 108, 139, 140, 148 à 150, 160, 191, 218, 220 et n. 2, 222, 223, 226, 227, 233, 298, 394.
- *Caillou ou Cailloux (Jacques) 208, 295. Voir Caillou (Jacques).
- *Cailloux 43, 81, 105 n., 169, 177, 208, 247, 250, 261, 274, 276,

- 298, 322, 362, 363, 391. Peut-être le même qu'un des homonymes.
- *Cailloux (de Bellegarde) 142.
- *Cailloux jeune 60, 361.
- *Cailloux (Antoine) 17, 30, 64, 149, 157, 190 n. 2, 193, 206, 264 à 274, 300, 301 n. 7, 302 n. 5, 311, 353, 355, 359 à 362, 382.
- *Cailloux (Daniel) 238.
- *Cailloux (G.) de Malbec 52, 267, 288 n. 1, 359.
- *Cailloux (Pierre) aîné 178, 336.
- *Cailloux (Raymond) 361.
- *Calliou (Jacques) 93 n., 109, 157, 186, 219, 353, 355, 384.
- Calmely 382.
- *Calquico 206.
- *Camarèze 208.
- Cambon 209 n. 1.
- Cambrai* 270 n. 4.
- Cameau 280 n. 4.
- Campsegret* 4, 22, 371.
- *Cantal 31, 336, 337, 360.
- *Cantalauve (de Campsegret) 333.
- Capet (Louis) 214, 215, 228.
- *Capmau 43, 186, 206, 208, 248.
- *Carard 378.
- *Carbonel ou Carbonnel 137, 138.
- Carbonnier jeune 395 n. 5.
- Carcassonne* 23, 142.
- Cardenal (de) 95 n. 3, 146 n. 6, 227 n. 7.
- Carille 141.
- Carme 190.
- Carmes 29, 48, 117, 124, 154, 282.
- Carra 12, 19, 20, 35, 38, 65 n. 8, 73 n. 5, 78, 80, 131, 132 n. 6, 138, 139, 146, 164, 167, 168, 174, 175, 176, 180, 182 à 184, 187, 188, 190 n. 3, 193, 194 et n. 3, 200, 219, 221, 223, 224, 226, 235, 238 à 240 et n. 3, 251, 252 à 254 n. 4, 257, 261, 268 et n. 4.
- *Carrau ou Carreau 43, 94, 96, 152.
- *Carré père 63, 65, 78, 206, 334, 353, 355, 378.
- *Carré (Second) 96, 100.
- *Carré fils aîné 160, 206, 378.
- *Carré jeune 206, 378.
- Carier 304.
- *Carrier 5, 43, 206, 266.
- Carteaux 280.
- *Casimir 60, 70, 157. Le même que Cazimir.
- *Casse 52, 77, 93 n., 301, 394.
- Casse (citoyenne) 290.
- *Casse fils 249, 250.
- Cassé 152.
- *Castaing 115, 118, 206.
- Castelnaudary* 23, 164.
- Castets* 24, 363.
- Castillon-sur-Dordogne* 393.
- Castillonès* 22, 95, 168 et n. 2, 254, 268.
- Castres* 23, 210 n.
- Castries 54 et n. 4, 66 n. 5.
- Caudoux* 161.
- *Caussade 88, 93 n., 169, 172 n. 1, 178, 194 n. 4, 206, 219, 313.
- *Caussade (Joseph) 52, 93 n., 174, 208.
- *Caussade (curé) 38, 113, 115.
- Caute 289, 391.
- *Cazamajou 27, 102, 194 n. 4, 287, 299, 306 et n. 1 et 5, 307, 310, 311 n. 4 et 5, 315 et n. 5, 340, 361.
- *Cazamajou jeune 208.
- *Cazard 296, 333.
- *Cazimir 65, 69, 70, 72, 81, 90, 91, 93 n., 147. Le même que Casimir.
- Cercle Constitutionnel, 3, 8, 20, 36, 395 à 397.
- Céret* 356.
- Chabanon 266.
- Chabot 39, 210 n., 228, 250.
- *Chabry 137, 138.
- *Chadau ou Chadaux (Pierre) 91, 157, 206, 219, 342.
- *Chadeau 88, 89, 93 n., 94.
- Chalbos 396 n. 2.
- Chalier 9, 388.
- Chalon-sur-Saône* 23, 164, 255 et n. 3, 265.
- *Chalvet jeune, juge 5, 6, 64 n. 4, 76, 77.
- *Chalvet aîné 87.
- Chalvet, curé 37, 88, 124.
- *Chalvet-Clairac 72, 93 n., 157, 236. Le même que Clairac-Chalvet.
- Champagnac* 4.
- Champagne* 4, 69.
- Chanceaulme fils aîné 395 n. 5.
- Chanceaulme de Ste-Croix 7, 29, 136 et n. 1 et 4.
- Chanceaulme-Fonroze 395 n. 5.
- *Chancogne 67, 150, 190 n. 2, 254, 334, 382.
- *Chancogne jeune 331.
- *Chancognie 219, 332, 340, 378, 384.
- *Chancognie second 384.
- *Chanconie 219.
- *Chanconier 186.
- Chaut (curé) 106 n. 3, 108.
- Chantilly* 358.
- Chapelier 193, 194 et n. 1.
- Charente* 37, 85.
- *Charette 140, 298.
- *Charier 378.
- *Charon 17, 157, 164, 167, 170, 178, 186, 194, 197, 201, 206, 264 à 274, 278, 280 à 284, 286, 287, 289, 294 à 297, 299,

- 301 à 303, 305, 310, 320, 322, 324, 330, 340, 384.
- Charon 78.
- Charrier 54 n. 5, 56 n. 6.
- Charron 81.
- *Charron (A.) 252.
- Chartres 23, 162, 163.
- *Chartres 292.
- *Chassagne, receveur 67, 68, 94, 177.
- *Chassagne, meunier 303.
- *Chassagne, gendarme 331, 369.
- *Chassagnie 332, 382.
- *Chassaingne 86, 88, 93 n., 100, 378, 391.
- Châteauvieux 197 et n. 3, 210.
- Chaudron-Roussau 280 n. 4 et 6.
- Chaumette 349.
- Chauvier 20, 33, 381 et n. 4.
- *Chavelon 209.
- Chavergne 395 n. 5.
- *Chaverou 203.
- *Chazenau 118.
- Chéliante (citoyenne) 308.
- Chénier (M.-J.) 330 n. 8.
- Cherbourg 23, 115, 152, 209 n. 1.
- Chevalier (Etienne) 126.
- *Chevalier 205, 209, 219, 340.
- *Chevalier-Laubanie 98, 100.
- *Chevalier-Lagalage 334.
- Chilbert fils 382.
- Chinon 23, 167.
- *Chiron 336.
- Choderlos de Laclos 22, 79 et n. 1, 84, 101, 186 n. 2.
- *Choiet 5, 6, 80, 81, 90, 185, 363.
- Cholet 270 n. 5.
- *Chopin 169, 181, 189, 209.
- *Choroche 144.
- Chrétien (vicaire) 39, 67 et n. 7, 68.
- Clairac 22, 164 et n. 2, 198, 199 et n. 3, 209 n. 1, 210, 274.
- *Clairac-Chalvet 66, 68. Le même que Chalvet-Clairac.
- Clauzel 76, 79 et n. 6. Voir Bonnet du Clauzel.
- Clermont-Ferrand 23, 123 et n. 2, 162, 164, 171, 199, 282.
- Cloots 296 et n. 1, 373.
- Club national ou du Café national 8, 22, 52 à 54, 64, 67, 87, 95, 189, 204, 345.
- Cluzeau-Biran 138, 144, 175, 176.
- Cluzel 79 et n. 6. Voir Bonnet du Clauzel.
- *Cocq (Jules) 112. Voir Coq.
- *Colin 52, 337 n. 3.
- Collé (citoyenne) 153.
- Collioure 356, 376.
- Colombier 106 n. 3, 108.
- *Colrieu-Mainsat 30, 52, 178, 206, 209, 361 à 363, 375, 391, 392, 394. Voir Mainsat.
- *Conbe 209.
- Condat 4.
- Condorcet 166.
- Confalon 23, 165.
- *Conil 43, 335.
- *Conil cadet 286.
- *Conil neveu 294.
- *Conil oncle 294.
- *Conil (J.) 209.
- *Conil (Jean) cadet 298.
- *Conil (Pierre) 286.
- Conilh 184.
- Conne 87, 88.
- Conseil militaire de la garde nationale 42, 63 et n. 7, 64, 65, 70 et n. 6, 75 et n. 1.
- *Constant 142, 161, 206, 223.
- Constituante (Assemblée) 33, 34, 48, 51 et n. 2 et 5, 63 n. 1, 74 et n. 6.
- Constitution civile 11, 36, 37, 39, 71, 78.
- *Conte 186.
- Conti 265.
- Coq 382. Voir Cocq.
- *Coq (de la Gabarre) 90, 91.
- *Coq (de Rouzade) 146, 149.
- Coq (Simon) 154.
- *Corbe 142.
- Corbeil 97.
- *Corbet 177. Sans doute le même qu'un des deux suivants.
- *Corbet cadet 120, 157.
- *Corbet jeune 118, 178, 186.
- Corday (Charlotte) 263.
- Corrèze 23.
- *Cossé 81, 84.
- Couder (citoyenne) 191.
- *Couder 325. Sans doute le même que le suivant.
- *Coudere 6, 64, 70 et n. 5, 117, 141, 302 n. 5, 329, 332, 334, 340.
- *Coudere (du Casse) 5, 6, 72, 75, 143 et n. 1, 218 à 220 n. 2, 263, 269.
- *Coudré 43, 206, 247.
- *Coudré (B.) 206, 209, 219.
- *Coudré, tailleur de pierres 307.
- Coupé 183.
- Courrad de Foubourgades 167.
- Courrier français (Le) 22, 162, 199.
- *Courson 233, 236. Voir Caillavel.
- *Coursou 229. Sans doute le même que le suivant.
- *Courssou 124, 167, 178, 195, 320, 342.
- Courssou de Pécany 6.
- *Courtine 52, 55, 65, 70, 78, 88, 93 n. Sans doute le même qu'un des suivants.
- *Courtine fils 54, 57, 91, 94.
- *Courtine, notaire 58, 59 à 62, 66, 67.

- *Courtine père 17, 56, 69, 87, 100 n. 4.
- *Courtine (beau-père de Magueur) 68, 70.
- *Coustaut jeune 209.
- *Coustaut aîné 131, 134.
- *Cousteille 209.
- *Cousty 206.
- *Couture 136.
- Couze* 4, 22, 39, 42, 64, 111 n. 5, 118 et n. 2, 124, 135 et n. 6, 153 et n. 2, 220 n. 2, 325, 361.
- *Couzin 137, 138.
- *Cramaille 52, 93 n., 195, 219, 236, 378.
- Crédot 113 n. 5.
- *Crépin 157, 178, 311.
- *Crespi 289.
- Creyssac* 4.
- Creyssse* 4, 137, 140 n. 1, 226.
- Cromwell 212 n. 3.
- *Croze (de la) 108, 109. Le même que Lacrose.
- *Cuminal 169, 186, 218, 256, 362.
- Cunèges* 4, 22.
- Cussac 97.
- Custine 42, 43, 174, 214, 218 et n. 2 et 4, 220, 225 et n. 6, 228, 238, 257 et n. 1, 261 et n. 5, 274 n. 1, 284 n. 3.
- Dagnère 234.
- *Dagou ou Dagout 43, 68, 209. Voir Agoust (d').
- *Dagou neveu 68.
- Dailhac (citoyenne) 308.
- Dailhac 391. Sans doute le même que le suivant.
- *Daillac 283, 286.
- *Dalanquier 140.
- Danton 210 n., 213, 214, 255 n. 3, 349, 373.
- Darbelet 53.
- Dardel (citoyenne) 308.
- *Dartenet ou Darceney 353, 378.
- *Dauge (Jacques) 202.
- *Dauge (Blaise) 209, 338.
- Daugeard. Voir Augeard (d').
- Daunaque (citoyenne) 308.
- *Daurade 209.
- *Dealie 139, 140, 142, 147.
- Deaugeard 140 n. 1. Voir Augeard (d').
- *Debrégeas 342, 343.
- *Dechamps 6, 74, 178, 202, 206, 285, 307, 332, 333, 340, 353, 355, 382, 384.
- *Dechamps fils 157, 314 et n. 3.
- Decheyron 382.
- *Defarge 295, 315, 332.
- *Dehap 52, 96, 132, 157, 163, 206.
- *Dehap (du Bourg) 100.
- *Deilteilh ou Deiltheil 127, 206.
- *Dejean 206.
- Dejean-Vidal 39, 110.
- *Delay 294, 306, 312, 332, 340, 384.
- *Delbord (André) 146.
- *Delbos 111, 135.
- *Delbourg 102, 171 n. 4, 361.
- *Delbourg jeune 157, 174.
- *Delenda 363.
- *Deleyre 198.
- Delfau 212 n.
- *Delfau nls 170.
- Délias 395 n. 5.
- *Delmas-Barrière 108.
- *Delmas (de Creysse) 218, 222, 224.
- *Delmas (Pierre) 333.
- *Delmilhac 334 à 336.
- *Delmilhac fils 338.
- Delorthe 5.
- *Delpech 117.
- Delpit 152, 389.
- *Delsuc 209.
- *Delvert 250.
- *Delvert (Pierre) 303, 333.
- *Demond 326.
- *Denoix 47, 312.
- Dentre 375.
- *Depii jeune 178.
- *Depis 144.
- *Derbinac 206.
- Dérey 53.
- Desbats (citoyenne) 321.
- *Descombes 124, 166 et n. 1, 299.
- Deshailleux 88.
- *Deshalliers 94, 95, 112, 146, 165.
- *Desmarts 93 n., 157, 206, 228, 384. Voir Esmarts (d').
- Desmarts (Jean) 101 n. 3.
- *Desmarts aîné 157.
- *Desmarts ou Desmarty (Pierre-Claude) 79, 101 n. 3, 335.
- *Desmarty-St-Maime 114, 118, 143 n. 2.
- *Desmond 93 n., 194 n. 4, 206, 209, 218 n. 4, 219 à 225, 227, 232, 234, 235, 238, 239, 271 n., 312, 332, 340, 355.
- *Desmond jeune 340, 353, 355.
- Desmoulins (Camille) 201 n. 1, 253.
- *Despaigne 43, 44, 88, 90. Sans doute le même qu'un des suivants.
- *Despaigne ou Despaigne cadet 80.
- *Despaigne ou Despaigne jeune 81, 93 et n., 98, 175, 384.
- *Despaigne ou Despaigne fils 130, 333, 337, 342.
- Despaigne (Alexandre) 101 n. 3.
- *Despaque 118, 122.
- *Despet 240.
- Desplei 288.
- Destriche 5.
- Deville 382.
- Dijon* 23, 162, 210 n., 242, 247.
- Dinan* 23, 132, 163.
- *Doat 43, 81, 323.

- *Doat (B.) 5. Voir Be'levue-Doat.
- *Doat jeune 157.
- *Domenget 4. Le même que Dommenget.

Domme 4.

Dommenget (citoyenne) 255.

- *Dommenget 4, 5, 17, 18, 30, 56 à 58, 60 à 62, 70, 72 à 75, 79, 84, 85, 87, 90, 91 et n. 6, 92 n. 1, 93 et n., 113, 118, 124, 128, 130, 137, 140, 141 n. 2, 145 n. 3, 149, 150, 153, 157, 159 et n. 1, 163, 165, 169, 171 n. 4, 173, 174, 176, 203 n. 1, 206, 218, 219, 224 n. 1, 229 à 231, 235 n. 2 à 237, 242 n. 1, 246, 248, 250, 251, 255, 260, 267, 269, 270, 274, 281 et n. 4, 282, 283 et n. 3, 294 n. 4, 303, 304, 308, 310 et n. 4, 311 et n. 4, 312, 313, 320 n. 2, 323, 325 et n. 1, 329, 337 et n. 3, 371, 378.

- *Dommenget-Malauger ou Maloget 6, 110. Sans doute le même que le précédent. Voir Malauger et Maloget.

*Donnet 157.

Dorby 231.

Draguignan 23, 369.

Dorfeuille 199 et n. 1 et 3, 200, 202, 203, 227.

*Dreuil 331.

*Drian 75, 81, 93 n., 157, 206, 219, 332, 353.

Drôme 23.

Dubergier 112.

*Dubois 52, 93 n., 378.

Dubois-Crancé 66, 126, 206.

Dubuissou 80, 81.

*Ducastaing 157, 206, 384. Il s'agit d'un des deux suivants.

*Ducastaing fils 5, 52, 69, 102, 178, 274.

*Ducastaing père 102, 178, 378, 384.

Duchosal 201 n. 1.

*Duclos aîné (Pierre) 17, 56, 57, 60, 68, 76, 79, 82, 83, 107 à 112, 114, 115, 119, 120, 122, 124, 127 n. 1, 128 et n. 3, 131, 132, 135, 137, 140, 143, 165 et n. 2, 170, 182, 209 n. 1, 341, 381.

*Duclos fils de l'aîné (J.-B.) 119, 149, 157, 170, 171, 280 n. 4.

*Duclos cadet 112.

Ducluzeau 36, 97 n. 1.

*Ducour-Lespinasse 76.

*Duferrier 141.

*Duffour 17, 27, 150, 151, 221, 235 et n. 6, 236, 243, 247, 249, 252, 257 à 259, 297, 298, 305, 306, 311 n. 5, 392.

*Duffour (Louis-Marie) 130.

*Dufour 206, 332, 391.

Dufour (Mlle) 119.

*Dufour (G.) 157, 206.

*Dufour jeune (Pierre) 206, 209, 392.

Dufraisse 63 et n. 5.

Dugommier 44, 356, 376 et n. 4.

Dujarric-Descombes 5 n. 1.

Dumas 97, 116 n. 1, 126, 201 n. 2.

*Dumonteil 116.

*Dumonteil jeune 178.

Dumontet 36, 221 et n. 3, 223, 224 n. 3, 229 n. 3.

*Dumoulin 17, 55 à 65, 67 à 72, 74 à 77 et n. 3, 78, 80, 81, 83, 84 et n. 5, 85, 88 à 91, 93 n., 109, 114, 117, 118, 120, 122, 127, 128, 132, 136, 137, 139 et n. 1, 140, 141 n. 2, 144, 145 n. 3, 147, 152, 153, 157, 159 n. 1 et 2, 162, 176, 180, 193, 194 et n. 3, 198, 202, 206, 209, 230, 235, 250, 264, 283, 285, 290 n. 1, 323, 365.

*Dumoulin-Langlais 58, 60, 86.

*Dumoulin-Lataillade 92 n. 1.

*Dumourier 6, 108 à 110.

Dumouriez (général) 32, 126, 212, 214, 234 et n. 3, 238 n. 3, 239, 243 n. 1.

Dunkerque 169, 173 n. 1, 284 n. 3.

*Dupeyron-Boissé 69. Voir Dupeyron de Boisse et Boisse.

*Dupeyron 74, 139. Sans doute un des suivants.

*Dupeyron de Boisse 73, 127.

*Dupeyron de Boisse fils 72.

*Dupeyron fils 93 n.

*Dupeyron (Paulet) 267, 274.

Dupeyron jeune 382.

*Dupeyron aîné 331, 340, 382.

Dupeyron-Lescureti 306.

Dupeyroux-Lagränge. Voir Lagrange-Dupeyroux.

*Dupont 111.

*Dupont (Jean) 209.

Duportail 174.

*Duprat 17, 84 à 87, 119, 121 et n. 4, 134, 135 n. 3, 136, 138, 140, 147, 150, 159 n. 1, 165, 200, 209, 358 et n. 5.

Dupuch fils 5.

*Dupui 331. Ce Dupui et ses homonymes sont parfois difficiles à différencier.

*Dupui (Antoine) 310.

Dupuis 118, 120.

*Dupuy 128, 136, 209, 306, 311 n. 5, 332, 340, 384.

*Dupuy (du Bourg) 334.

*Dupuy (de La Force) 102.

Dupuy (de Sainte-Foy) 295.

*Duqueyla 127, 338. Sans doute un des suivants.

*Duqueyla (E.) 157, 378.

*Duqueyla (J.) 157, 178.

- Duqueyla-du-Terme 280.
 *Duqueyla-Minette 331.
 *Durand 130, 206, 340, 384, 392, 393. Peut-être le même qu'un des suivants.
 *Durand aîné 90, 91.
 *Durand aîné, Américain 378.
 *Durand (Elie) 209.
 Durand (prêtre) 37, 38, 94, 120, 122 et n. 1 et 5, 129, 154.
 Durand (de Bordeaux) 69, 146 et n. 4, 150, 152, 158, 159, 160, 169, 190, 194, 195, 199, 201, 202, 228.
 Duras 372.
 *Dureysset fils 209.
 Durieu 96.
 *Durival (curé) 37, 102, 103.
 Durive (soldat) 286.
 *Durive père 165.
 *Durive fil's 100, 102, 157, 173, 178, 191.
 *Durrive 209.
 *Durrive gendre 4, 85, 88, 90.
 *Durrive jeune 206.
 *Durrive-Jeannet 162.
 *Dussumier 68, 134, 139, 146, 150, 158, 174 à 205, 333 et n. 2, 384. Sans doute l'un des suivants.
 *Dussumier aîné 5, 6, 90, 93 n., 95, 120, 133.
 *Dussumier fils 55, 56.
 *Dussumier fils aîné 59, 62 à 64, 159 n. 1.
 *Dussumier fils jeune (Pierre) 5, 6, 17, 65, 67, 69, 74, 77, 85, 87 et n. 1, 93 n., 100 et n. 4, 102, 109, 110, 128, 129 n. 6, 131, 137, 140, 147, 149, 153, 157, 159, 163, 175, 331, 378, 384.
 *Dussumier-Perrié. Voir Perrié-Dussumier.
 *Dussumier-Lagrange. Voir Lagrange-Dussumier.
 Dutard 137 n. 1, 140 et n. 7.
 Duval (Charlotte) 242.
 Duvernet 116 n. 1.
 Eglise-Neuve-d'Eyraud 30, 40.
 Embrun 24, 148.
 Epinal 23, 166.
 *Eraud 98, 100.
 *Esmartis (d') 82, 93, 138, 157, 209, 231, 236 n. 1, 258, 270 n. 3, 276, 278 n. 1, 285 et n. 4, 288, 291, 293, 297, 300, 302 et n. 2, 303, 307, 310, 326, 328, 329, 331, 337, 340 à 342, 366. Voir Desmartis et le suivant.
 *Esmartis-Laperche (d') 6, 17 à 19, 27, 44, 72, 75, 77, 89, 92 et n. 1, 93 n. 3, 95, 98, 100, 109, 110, 113, 130 et n. 6, 131, 132, 137, 141, 145, 149, 151, 155, 158, 159, 166, 170, 190, 195, 196, 243, 251 n. 4, 255, 297.
 Espagne, Espagnols 44, 144, 146.
 Espérance de la Patrie (l') 23.
 Evrard 154.
 Excideuil 4, 22, 151, 164.
 *Eyguière (Charles) 337.
 *Eyguière (Pierre) 206.
 Eyma 6, 124, 179. Le même qu'un des suivants.
 Eyma (de la Boule 6.
 *Eyma aîné 378.
 *Eyma fils 307.
 *Eyma (Daniel) 209.
 *Eyma de Boisse (Jean-Jacques) 5, 70, 75, 76, 112, 149 n. 2, 378.
 *Eyma (Jean-Joseph) 209, 219, 332, 340, 384.
 *Eyma (R.) 93 n., 157, 178, 206, 340. Sans doute un des deux suivants.
 *Eyma (Ramus) 52, 57, 62, 68, 76, 175, 395 n. 5.
 *Eyma (Raymond) 101 n. 3, 219.
 Eyma-Barce 5.
 Eymet 4, 22, 24, 30, 38, 39, 84, 85, 93 et n. 3, 94 et n. 4, 96, 99, 101, 133, 135 et n. 2 et 4, 140 et n. 2, 141, 142 n. 1, 158, 269, 325 n. 5, 326.
 *Eyraud 209, 317.
 Eyraud (citoyenne) 298.
 Eyraud (Saint-Jean d') 188 n. 1.
 Eyraud (Saint-Pierre d') 188 n. 1, 286.
 *Faisandier 206, 333. Voir Fasan-dier.
 Falqueyrat 39, 135 et n. 5.
 *Falquière (F.) 157.
 *Falquier 150, 165, 198, 241, 274, 363.
 *Falquier jeune 174, 209.
 *Falquier (Pierre) 317.
 Fargaudie 382.
 *Fasandier 52, 69, 72, 89, 109, 110, 296, 309, 334. Voir Faisandier.
 *Faubeau 206.
 *Fauché 136.
 Fauchet (Claude) 168.
 *Fauconney 93 n., 206, 340.
 *Fauconnié 333.
 *Faugère 47, 206, 209, 251 n. 4, 259, 263 et n. 1, 269, 270 et n. 5, 298, 302 n. 1, 305, 306, 312, 315, 319, 329, 334, 353, 355.
 *Faugeron 337.
 Faure (curé) 38, 106 n. 3.
 *Faure 250, 378, 384.
 *Faure aîné 378.
 *Faure (greffier) 257, 343 n. 2, 363 n. 3, 386.
 *Faure (élève) 337.

*Faurie 52, 108, 237 n. 3.
*Faurie-Belleroze 3, 4, 108.
*Fauvel 292. Sans doute un des deux suivants.
*Fauvel aîné 93 n., 209, 296, 330, 353, 355, 378, 388.
*Fauvel jeune 157, 209.
Fauvel (citoyenne) 308.
Fayole 282.
*Fayolle (F.) 157, 186, 209.
*Félix ou Fellix (H.) 52, 94, 178, 206.
*Fellix (L.) 209.
*Férant (tailleur) 330.
Féraud 383 n. 5.
*Ferlus 361.
Feuillants (club) 23, 24, 160 n. 4 et 5, 163, 164, 167.
Feuille villageoise (La) 21, 22, 26, 27, 55 et n. 5 à 57, 60, 61 n. 1, 65, 67 à 70 et n. 2, 73 à 75, 78, 83, 87, 90, 100, 101, 181, 182.
Feuille du Soir (La) 22, 252.
*Feylout 173.
*Feytout 219, 224 n. 1.
Figuïères 376.
*Filliol 52, 57, 90, 127, 153 et n. 6, 206, 219, 288, 378, 384.
*Fix 363.
Flamarens 125 n. 4.
Fleix (Le) 125 n. 5, 126, 144, 180.
Fleury 162, 163 et n. 1.
*Floren ou Flourens 295 et n. 4, 309.
*Flouras. Voir Péjoursan.
Flourens (citoyenne) 308.
Fonroque 4.
Fonrose 384, 394.
*Fonsegrive 114, 148.
*Fontaigne 108, 109.
Fontenay-le-Comte 251 n. 1, 252 et n. 1.
*Fonvielh (curé) 36, 78, 81 et n. 2, 84, 85, 89, 90, 93 n., 113, 341.
*Forgé 322.
Forgès 199.
Fort-Louis-du-Rhin 44 n. 1.
*Foucard 309, 378.
Foucauld (de) 104, 116 n. 1.
Foulquier 382.
*Fournier (G.) 157, 173, 174, 206.
Fournier (Armoise) 353.
Foy. Voir Labeau.
Fraigneau ou Fraigneaud 119, 378, 384. Sans doute le même qu'un des suivants.
*Fraigneau fils 83, 84.
*Fraigneau père 6, 64 n. 4, 331.
*Franc 88, 206, 219.
*Franc fils 206.
Français (Antoine) 265.
*Franchemont 52, 55, 70, 81, 82,

93 n., 127, 180, 186, 219, 229, 249, 338, 340.
Franciade 23, 319. Voir *Saint-Denis*.
Franklin 272, 280, 281.
*Freissenge 298.
*Frescarode 6, 43, 63, 83, 94, 101, 119, 120, 168, 178, 197, 205, 228 et n. 5, 229, 237, 317, 323 et n. 2, 326, 350.
*Frescarode fils 54 et n. 5, 57, 58, 69, 72, 74, 87, 90, 93 n., 141, 168.
Frescarode (Daniel) 54 n. 5.
Frescarode (citoyenne) 308.
*Fronsac 336.
*Frugère 234, 347.
*Frugès 43, 157, 178, 194 n. 4, 206, 219, 353, 355.
*Fumouze 63, 64, 96, 185.
*Gadras ou Gadras 289, 333, 340.
*Gadras fils 294, 302, 319.
Gageac 37, 102, 103.
*Gagnaire 93 n., 206, 353, 355. Sans doute un des suivants.
*Gagnère (notaire) 66, 68.
*Gagnère jeune 98, 100.
Gaillard (Joseph) 201 n. 1.
*Galène aîné 52.
Galène (Marie) 382.
*Galina 109, 194 et n. 3, 206, 232, 234, 236 n. 4, 243, 244, 257, 285. Peut-être un des suivants.
*Galina cadet 382.
*Galina fils 93 n., 206.
*Galina (J.) 194 n. 4, 384.
*Galina jeune 93 n., 94, 206.
*Galina père 109, 127.
*Galina (de Russel) 52, 58, 62, 77, 83, 90, 91, 94, 96, 149, 157, 163, 175, 178, 186, 189, 219, 244, 247, 251 et n. 4, 257, 285, 299, 340, 392.
*Garat 109.
Gard 22.
Gardonne 6.
Garel 76 n.
*Garigue ou Garrigue 134, 250.
*Garlepié aîné 138, 144.
Garrau 33, 45, 144, 279, 288, 290, 292 n. 1, 295, 351 n. 1.
Garry jeune 382.
*Gast 81, 93 n., 99, 143, 186, 219, 301, 302 n. 5, 375. Sans doute le même qu'un des suivants.
*Gast (Etienne) 206.
*Gast aîné 100.
*Gas ou Gast (avocat) 64, 65, 89, 92 n., 110.
*Gas ou Gast (médecin) 90, 91, 93 et n., 378, 384.
*Gas ou Gast (de Grave) 83, 84, 93 n., 119.
Gastaudias 39, 56, 92.

- Gastebois 382.
*Gaudard 238.
*Gausson 6, 90, 91, 274, 287, 307.
*Gauthier fils 109, 111.
*Gauthier (Jean) 226.
*Gautier (curé) 38, 196, 197.
*Gendre 52, 56, 67, 157, 197.
*Geneste (de Castaing) 146.
Genève 214, 388.
Génis 4.
Gensonné 215, 244 et n. 5, 332 n. 1, 373.
*Gérard 58, 70, 73, 74, 85, 86, 87, 90, 93 et n., 100, 110, 382.
*Gérard (du Bourg) 109, 111.
Gérard (almanach du père) 195.
*Géraud 43, 60, 93 n., 177. Sans doute un des suivants.
*Géraud (chirurgien) 6, 47, 76, 77, 314, 382.
*Géraud (Pierre) fils 334, 335, 382, 395 n. 5.
Géraud jeune (Jacques) 384.
Géraud (percepteur) 395 n. 5.
Géraud (Anne) 382.
*Géraud-Marcillac 280 n. 4. Voir Massillac.
Gerle (Dom) 36, 51 n. 2.
Géry 6.
*Gillet 94, 100, 180 n. 2, 211 n.
*Gimet fils 6, 115, 147.
Gimet 160, 161 et n. 1, 2, 4, 162 et n. 2, 4.
*Ginest ou Gineste ou Ginet (Th.) 70, 75, 93 n.
Ginestet 124.
Gintrac 394.
*Girard 206.
Giraud jeune 305.
Giraud (femme) 392.
*Giraudel ou Girodel 95, 108, 265 et n. 5. Sans doute un des suivants.
*Giraudel, menuisier 282.
*Giraudel aîné 206.
*Giraudel cadet 218.
*Giraudel (F.) 157.
*Giraudel (J.) 219.
*Giraudel jeune (Robert) 206, 353. Le même que Jiraudel jeune.
Giri (curé) 38, 122.
*Girou, cloutier 250.
*Girou (C.) 93 n.
*Girou (Pierre) 52, 178, 297, 382.
Girou (citoyenne) 295.
Giry 382.
Gobel (évêque) 167 et n. 4.
*Gontier (de Saint-Félix) 118, 122.
Gontier de Biran. Voir Biran.
Gontier (de Montiral) 166.
Gorsas 246 n. 2, 263, 295.
*Gorsse 16, 77, 81, 82, 83 et n. 1, 95, 287, 310, 333, 334, 340.
*Gorsse fils 81, 84, 93 n.
*Goubie 76, 80, 89, 91, 93 n., 108, 113, 135, 147, 153, 157, 158, 165, 169, 173, 186, 188, 198, 206, 209, 310.
*Goubie-Foncrose 157.
*Goulard 317.
*Gounouilhou 52, 93 n., 209. Sans doute le même que le suivant.
*Gounouilhou jeune 74, 127.
*Gounouilhou aîné 309, 330, 378.
Gounouilhou aînée (citoyenne) 303.
Gounouilhou jeune (citoyenne) 303.
Gounouilhou sœurs 285 n. 5, 290.
Gourdon 23, 159.
*Gouzot 27, 67 n. 2, 68 et n. 5, 76, 81, 85 et n. 4, 93 n., 94, 135 et n. 1, 165.
*Gouzou 102.
*Goyon 169, 172, 195.
*Grand 313.
*Grandpré 146.
Granet 233.
*Granger 17, 58, 68, 70, 72, 76, 77, 80, 82, 83, 87, 88, 93 et n., 94, 98, 113, 149, 160, 162, 254, 304, 333, 340, 353, 355, 378.
*Grasset - Latour 43, 93 n., 140, 157, 394.
*Grasset-Latour jeune 157.
*Gravier 17, 43, 54, 55, 63 n. 2, 64, 100, 107, 114, 122, 127 n. 1, 134, 137, 141 à 143, 146, 157, 171 n. 6, 173 à 178, 198 n. 1, 202, 206, 209, 226, 228, 234, 249, 321 et n. 7, 388. Sans doute un des suivants.
*Gravier aîné, commissionnaire 18, 52, 56, 59, 65, 67 à 70, 74, 76, 78, 83, 90, 92 n. 3, 93 n. 1, 96, 98, 130 et n. 2, 137, 140, 145, 164 et n. 6, 190, 191, 194 n. 3, 238.
*Gravier (Bertrand) 57, 60, 62 et n. 7, 67, 72, 74, 157, 178, 206, 267, 378, 384.
*Gravier (Bertrand) père 267.
*Gravier (Bertrand) fils 157, 305.
*Gravier jeune 68.
*Gravier - Lacoste (Bernard) 137, 312 et n. 1, 336 n. 3, 363 n. 3, 378, 386.
*Gravier-Lacoste (Bernard) père 246, 250.
*Gravier-Lacoste fils 17, 98, 113, 116, 137, 182, 343 n. 2.
*Gravier-Lacoste fils aîné 94.
Grégoire 183.
*Grelou 30, 361.
*Grenier 134, 157, 206.
Grenier de Sentet 184.
Grenoble 23, 146.
Grignols 345 n. 1.
Grouvelle 66 n. 5.
*Grozet 43, 52.

- *Grozet aîné 93 n.
 Grozet fils 184.
 Guadet 100, 101 n. 6, 215, 243 n. 1, 373.
 *Gueillard 115.
 Guépin 179.
 Guercin 281.
 *Guérin (curé) 38, 150.
 *Gueylard 98, 157, 228 et n. 1, 363, 378, 382, 384. Peut-être le même qu'un des suivants.
 *Gueylard (de l'Alba) 87, 88.
 *Gueylard (Pierre) 144.
 *Guyot 93, 95.
 Haon 251.
 Harmonie de Bergerac 1, 5 et n. 3, 8, 45.
 Harmonie de France 5 n. 3.
 Hatin 65 n. 8, 73 n. 5.
 Haute-Vienne 79.
 *Heaulme-Vallombreuse 378. Voir Vallombreuse.
 Hébert, Hébertistes 35, 349 et n. 4, 354 n. 2.
Hendaye 247.
 *Hénin 157, 173, 174, 186.
 Hermitte (L') 105 n.
 *Hocolat 360.
 Homont 144 et n. 4, 153 et n. 1.
 Hugon 393.
Indre-et-Loire 23.
 Isnard 196, 201 n. 1, 226, 253 et n. 3.
Issigeac 4, 22, 81, 135 n. 5, 144, 150 n. 6, 164 et n. 3, 269, 361, 375, 376.
 Jacobin (Père) 98, 100.
 Jacobins (club des) 8, 22, 24, 25, 35, 40, 42, 54 n. 4, 55, 61 n. 2, 62 et n. 1 et 2, 63 et n. 4, 66 et n. 4 et 5, 73 n. 5, 74, 79 et n. 1, 80 et n. 1, 83 à 85 n. 7, 129, 159, 160 n. 4 et 5, 162 à 167, 182, 183, 189, 190, 192 n. 4, 193 n., 211, 247, 253 et n. 4, 255 n. 2, 269, 279, 285, 286, 342 et n. 2 à 344 et n. 2, 345 n. 2, 368, 374, 375 n., 378 n. 1.
 *James (Antoine) 333.
 *Janot 303, 333.
 Jaques 384.
 *Jardel 223, 225.
 *Jarna 209.
 *Jarry 157, 199, 209, 219, 322, 333, 340. Sans doute un des suivants.
 *Jarry (Etienne) 108, 186.
 *Jarry (Pierre) 250.
 Jarry (citoyenne) 305.
 *Jat ou Jath (-Lobligeant) 93 n., 209, 219, 226, 382.
 Jaubert 139, 382, 396.
Jaure 6, 363.
 *Jaure fils 165, 172, 189.
 *Javerzac 338.
 Jean (maçon) 395 n. 5.
 Jeanbon St-André 54, 232 n. 2, 234 n. 2, 262 n. 2. Voir St-André.
 *Jeaupin 285.
Jemappes 215, 233 n. 3.
 *Jiraudel ou Jirodel jeune 186, 355. Le même que Giraudel jeune.
Jonzac 24, 337.
 Joseph (concierge) 224.
 Jouanel 1 n. 2.
 *Joug (Pierre) 309.
 *Jourde 206, 209.
 Journal de l'Europe (Le) 171.
 Journal de la Montagne (Le) 22, 25, 344, 345.
 Journal des Amis de la Constitution 22, 24, 79 et n. 1, 88.
 Journal du Soir (Le) 22, 254, 256.
Jumilhac 4.
 Labatut 6.
 Labeau dit Foy 202.
 *Labigautie fils 113.
 *Laboissière-Gentias 169, 172.
 *Laboneille 310.
 *Labonne (apothicaire) 47, 93 n., 100, 130, 186, 194 n. 4, 197, 209, 235, 274, 289, 300, 307, 310, 311 n. 5, 313 et n. 5, 333 et n. 4, 340, 353, 359, 362, 363, 391.
 *Labonne fils 289.
 Labonne (coiffeur) 83 et n. 2.
La Boule 6.
 *Laboute (maçon) 282.
 Labro 371.
 *Labrot (abbé) 149.
 Labroue 382.
 Labrousse (Suzette) 56 n. 6.
 Labrousse (citoyenne) 308.
 Lacaptie 6, 341, 382. Voir Lespinasse-Lacaptie.
 *Lacombe 157, 292, 378.
 Lacombe cadet 383.
 *Lacoste 60, 93 n., 172 n. 1, 173, 174, 178, 209, 219, 234, 238, 336 et n. 3, 355, 378, 382. Sans doute le même que Gravier-Lacoste ou un des suivants.
 *Lacoste (aide-major) 52.
 *Lacoste (commissionnaire) 76, 190.
 *Lacoste (drapier) 88, 89, 392.
 Lacoste (J.-B.), député 266, 270.
 Lacoste (Elie), député 32, 170, 213, 232 n. 2, 234 n. 2, 237, 262 n. 2.
 Lacoste (directeur de messageries) 227.
 *Lacoste (du petit port) 337.
 *Lacour fils 138, 144.
 Lacour (soldat) 230 n. 1.

*Lacroze 6. Le même que Crose (de la).
 Ladeymarie (curé) 188.
 *Ladoire 113, 209.
 Ladouze 4.
 *Laeger 209.
 *Lafargue 90, 93 n., 101 n. 2. Sans doute le même qu'un des suivants.
 *Lafargue (Pierre) 146.
 *Lafargue (Américain) 91, 116.
 *Lafargue-Pitre. Voir Pitre-Lafargue.
 La Fayette 212, 213, 318.
 La Feuillade 4.
 Lafite 97, 283, 284 n. 3, 291, 319. Peut-être le même qu'un des suivants.
 *Lafite père, maître de poste 31, 209, 270, 326, 353.
 *Lafite fils ou jeune 17, 139, 157, 209, 219, 221, 227, 234, 239, 309, 331, 333, 350, 355.
 *Lafon 78, 81, 169, 178, 194 n. 4, 206. Peut-être parfois le même que le suivant.
 *Lafon (chirurgien) 47, 312.
 *Lafontaine ou Lafontène 311, 314, 333, 340, 359.
 *Lafontène fils 144.
 La Force 4, 9, 16, 22, 42, 88, 114, 124, 179 n. 4, 223 et n. 6, 251, 308 n. 5, 363.
 *Laforge 202, 298.
 *Laforge fils 294.
 *Lagédie 78, 81, 209, 378, 384.
 *Lagrange 30, 195, 209, 238, 307, 334.
 Lagrange-Dupeyroux 280 n. 4.
 *Lagrange-Dussumier fils aîné 157.
 La Harpe 97.
 *Lajarte 355.
 *Lajeunesse 326.
 *Lajugie 159, 162, 171 n. 4, 209, 378.
 *Lajugie (de Gallas) 189.
 *Lakanal 19, 20, 24, 27, 32, 35, 43, 44, 47 à 49, 63 n. 6, 72 n. 3, 287 n. 3, 295 n. 2, 296 n. 4, 297 et n. 5, 298 et n. 1 et 2, 299 et n. 3, 300 et n. 1, 2, 3 et 4, 301 et n. 1, 2, 3 et 4, 302 et n. 2 et 5, 303 et n. 1, 2 et 4, 304 et n. 1, 3 et 5, 305 et n. 1 et 3, 306 et n. 1 et 2, 307 et n. 1, 308 et n. 2, 309 et n. 1, 310 et n. 1 et 2, 311 n. 1 et 6, 312 et n. 1 et 2, 313 et n. 6, 315 et n. 4, 316 et n. 1, 4, 7 et 8, 317 et n. 2 et 4, 318, 320 et n. 1 et 5, 321 et n. 7, 322 et n. 5, 323 et n. 5 et 6, 324 et n. 3, 325 et n. 2, 326 et n. 2 et 3, 327 et n. 4, 328 et n. 2, 3 et 4, 329 et

n. 1, 330 et n. 3, 334 n. 2, 335 et n. 2 et 5, 336 et n. 3 et 4, 337 et n. 1, 338 et n. 1 et 2, 339 et n. 1, 340 et n. 1 et 4, 341 n. 1, 342 n. 2, 348 et n. 3, 349 et n. 2 et 3, 350 et n. 1, 351 à 353 et n. 2, 356 et n. 1, 357 et n. 2 à 359 n. 2, 361 et n. 1, 364 et n. 5, 365 et n. 1 et 3, 366 et n. 1, 2 et 3, 367 n. 1, 368 et n. 4, 3/2 et n. 5, 387, 391.
 *Lalande 278, 323.
 Lalande (administrateur) 394.
 *Lalande-Biran 139, 140, 186, 187, 251 n. 4, 376, 384. Voir Biran.
 Lalinde 4, 22, 24, 38, 108 et n. 3, 117 n. 6, 122, 135 n. 6, 137 et n. 4, 153, 168 et n. 2, 175, 193 et n. 5, 215, 252, 253, 269, 325, 337.
 *Lalibre 131.
 *Lalonne 336.
 *Lalune 30, 240 et n. 5, 326, 367 n. 3, 369, 375, 376, 382. Sans doute un des suivants.
 *Lalune (C.) 353.
 *Lalune (P.) 3, 355, 366.
 La Madeleine 36, 80 et n. 4.
 Lamaire 375.
 Lamarque 37, 83, 170.
 *Lamartinie 27, 157, 159 n. 1, 206, 282, 347, 378, 384.
 *Lambert 6, 108, 118, 178, 334.
 *Lambert (de La Léotardie) 122.
 Lambert (juge) 64 n. 4.
 *Lambert (curé) 38, 91 n. 2, 112, 116, 133 et n. 2.
 Lameth 33, 54 et n. 4, 58, 59, 66 n. 5, 116 n. 1, 212 n.
 Lami 133.
 Lamonzie-St-Martin 4, 6, 22, 38, 43, 112, 232, 363.
 *Lamothe (Aubin) 157.
 *Lamothe (du Bourg) 88, 91, 99, 157.
 *Lamothe (prêtre) 113, 209.
 Lamothe (soldat) 203.
 Lamothe-Montravel 4, 319 n.
 Lamourette 212.
 *Lamouthe fils 334, 335.
 *Lanaue (citoyenne) 255.
 *Lanaue 17, 30, 70, 93 n., 112, 119, 120, 128, 142, 144, 145 et n. 3, 153, 157, 187, 193, 198, 199, 202, 222, 241, 246, 255, 267, 282, 288, 334, 335 n. 4, 340, 341 et n. 2, 347, 353, 355, 382, 391, 392.
 Lanaue fils 391.
 *Lanaue (du Teulet) 75. Sans doute le même que Lanaue.
 La Négrie 87, 88, 90. Voir Beysse.
 Langon 47, 234.

- Langres* 23, 274.
 *Lanoué-Rateau 90, 91, 94.
Lanquais 4, 93, 95.
 *Lanscraït 209.
Lanthenas 201 n. 1.
Lanxade (Godefroi) 232 et n. 2 et 5, 326, 353.
 *Lapalisse 360.
 *Laperche Voir Esmartis (d').
Lapérouse 6.
Lapeyre 350 n. 1.
 *Laplagne 362, 363.
 *Laplante-Bruzac 76.
 *Laporte 353. Peut-être le même que le suivant.
Laporte (curé) 6, 38, 127, 128, 147 et n. 1.
 *Laregnère 30, 90, 91, 93 et n., 209.
La Réole 286, 292 n. 1, 368 n. 2.
 *Larigaudie ou Larigodie 30, 87, 88, 93, 120, 122, 124, 165.
Larivière-Babiard 144.
 *Larmandie (de) 6, 67, 68, 74, 77, 209, 378, 382.
La Roche-Beaucourt ou *La Roche-Beaumont* 4.
La Roche-Chalais 4.
La Rochelle 366.
Laroque 383.
La Roque de Mons 7, 28, 29, 31, 34, 45, 63 et n. 1, 66 et n. 6, 70 et n. 5, 72 et n. 1 et 2, 73, 79 et n. 3, 80 et n. 8, 82 et n. 4, 83 et n. 3, 85 et n. 5, 151 et n. 4, 152 et n. 1, 158 et n. 4.
Larquez 143.
 *Larroche - Lab'gaudie aîné 133. Voir Labigautie.
 *La Sincérité (chapelier) 361.
 *Lasserre 340.
 *Lasserre (curé) 18, 37, 38, 119 n. 5, 120, 129 et n. 1, 130, 151 et n. 4, 155, 158, 186 n. 5, 190, 196 n. 1, 234.
 *Latané 6, 72, 80, 83, 93 n., 326, 331, 378, 382, 385.
 *Latané (médecin) 47, 312 n. 4, 336, 337.
 *Latané (avocat, puis juge) 66, 68, 74, 254, 255, 313, 333, 340.
Latané fils 383.
 *Latour Voir Grasset-Latour.
La Tour 6.
La Tour-Blanche 4.
 *La Truffière (Pauly) Voir Pauly.
 *Laubanie 182, 235 n. 2. Voir Planteau-Laubanie.
 *Laubau-Ste-Foy 362.
 *Laubau 157, 219. Voir Leaubau.
 *Laurandat 186.
 *Laurent (boulangier) 84, 137, 186, 196, 197, 331.
Laurique 231.
Lauzun 94, 148 et n. 1, 160, 371, 372.
 *Laval 102, 186, 206, 209. "
 *Laval (Pierre) 165; 209, 238.
La Valette 6.
 *Lavau 87, 88, 90, 206.
Lavaud 382.
Lavaud (femme) 382.
Lavaud fils 383.
Laveaux 253.
Laverdure (citoyenne) 295.
 *Lavergne 6, 52, 83, 100, 139, 140, 157, 206, 299.
 *Laville (buraliste) 267, 288 n. 1, 311 n. 5.
Laville (citoyenne) 294.
 *Leaubau 378. Voir Laubau.
Lebian 97.
Le Blanc (de Varcennes) 147.
 *Le Blanc (peintre) 172.
Le Bœuf (abbé) 39, 127 et n. 1 et 4, 137 n. 1, 150 et n. 1, 180 et n. 2, 181.
Le Bugue 4, 23, 96, 175.
Le Chapelier 187.
Lecointre (Laurent) 202.
Le Fleix 4, 29, 30, 38, 40, 96 n. 2, 125 et n. 6, 126 et n. 1, 127, 179, 286.
Legat 391.
Leigony 384.
 *Lejeune 157.
 *Lemaire 206, 335.
Lembras 4, 23, 363, 364, 369, 458.
Le Monteil 4.
 *Lentilhac 6, 70 et n. 3, 72, 91, 93 n.
Le Peletier 9, 35, 228, 246, 315, 318 n. 2, 321, 326, 388.
Le Puy 23, 211 n.
Lesclaux 116 n. 1.
Le Séran 6. Voir Pinet du Séran.
 *Lescou (Jean) 109, 111.
Lescure 137 n. 1.
Les Farcies 6. Voir Mestre des Farcies.
Les Lèches 4.
 *Lespet 149, 176, 206.
 *Lespinnasse 30, 43, 63, 81, 82, 209, 286 et n. 2, 288 et n. 3, 300, 302 n. 5, 311, 313, 320, 321, 337, 340, 353, 355, 359 n. 2, 378. Sans doute un des suivants.
 *Lespinnasse aîné (F.) 73, 218 et n. 1, 378, 384.
 *Lespinnasse père 83, 84, 267.
 *Lespinnasse aîné père (F.) 157.
 *Lespinnasse fils 83, 108, 112, 148, 157, 178.
 *Lespinnasse aîné (J.) 17, 275, 333, 375, 378.
Lespinnasse sœurs 288, 308.
 *Lespinnasse (de Coux) 149.

- *Lepinasse (de St-Martin) 132, 134.
 *Lepinasse-Ducour. Voir Ducour-Lepinasse.
 *Lepinasse (du pont) 282.
 Lepinasse-Lacaptie 6, 136 et n. 2. Voir Lacaptie.
 *Lepirat 140, 144.
Les Sables-d'Olonne 238.
 *Lestang 81, 83, 88, 121, 122, 124, 157, 382.
 *Lestenaque 6, 57. Voir Planteau-Lestenaque.
 *Lestrade 17, 219, 220, 223, 227, 245, 264, 267, 269, 274, 278, 281, 282, 284, 290 et n. 1 et 3, 293 et n. 1, 297, 298, 300, 302 et n. 6, 306, 310, 311 et n. 5, 312 et n. 1, 315 n. 5, 316, 323, 329, 353, 355, 375, 376, 378, 382.
 *Le Vasseur 68, 79, 83, 87, 282, 290. Sans doute le même que Vasseur.
 *Lévêque 56, 64, 65, 67, 69, 74, 76, 77, 81, 83, 94, 95, 100, 137, 157, 165, 173, 302, 381, 395 n. 5.
 Leygonie (curé) 36, 80.
 Leyris 280 et n. 4 et 6.
 *Leyx 43, 196, 197.
 *Leyx (Jean) 133, 137.
 Lezi-Soirac 167.
 *Lhancœrnier 194 n. 4.
 L'Hermitte. Voir Hermitte (L').
 Libourne 23, 24, 59 et n. 1, 70, 75 n. 1, 153, 160 et n. 5, 163, 211 n., 244 et n. 7, 245, 258 et n. 2, 286, 289, 290.
 Liège 152, 230 n. 6.
 Lille 23, 43, 287, 288 n. 4, 289 n. 7, 290 n. 6.
 Limeuil 4.
 Limeyrat 4.
 Limoges 23, 79, 232 n. 2, 265, 296.
 Limousin ou Limouzin 170, 212 n.
 Liorac 127, 196 n. 6.
 Lobligeant Voir Jat.
 Loche 212, 322. Peut-être un des suivants.
 *Loche aîné 335.
 *Loche (André) 335.
 Loche (Henri) 6.
 *Loche (L.) 206.
 Lodève 23, 246.
 Londres 23, 41, 107, 119 et n. 3, 123 et n. 2, 132, 145, 147, 283 n. 3, 376.
 Longwy 214.
 Lorandac 174.
 *Loreilhe (de Lestaubière) 165.
 Loreilhe (de Ste-Foy) 96.
 *Loreilhe (Z.) 378, 384.
 *Loreille-Deysal 87, 88, 93 et n. Lorient 23, 114 et n. 4, 129, 166, 177, 191, 202.
 Lot 23.
Lot-et-Garonne 22, 23, 48.
 Louis XVI 33, 69, 71 n. 1, 145 n. 3, 203 n. 5, 210 n., 212, 215 à 217.
 Lourdes 23, 163.
 Louvet 215.
 Lubersac 23, 149.
 Luckner 201 n. 1.
 Luçon 270 n. 4.
 *Luzac 146, 148, 160, 384.
 *Luzignan 43, 146.
 Luzignan (J.) 382.
 Lynham 382, 383.
 Lyon 23, 44, 47, 83, 93 et n. 5, 95, 212 n., 213, 242, 270 n. 4, 282, 298, 317.
 Machenaud 201 n. 1.
 Mâcon 23, 261.
 Madrid 202, 376.
 *Magerias 93 n.
 *Magne 6, 286, 302 n. 5. Voir Maigne.
 *Magueur 68, 219, 378.
 *Mahuzier 69, 82, 93 n., 178, 186, 209, 219, 226, 288, 299, 307, 391.
 *Maigne 6, 378. Voir Magne.
 *Mainsat 89 et n. 4, 101, 125, 140, 152, 196, 222 à 224 n. 1, 227, 228, 234, 239, 242, 243, 270 n. 3, 274, 277 et n. 4, 278, 280, 282, 335 n. 4, 340, 342, 359, 360. Voir Colrieu-Mainsat.
 Malardeau 141.
 *Malarôche 206, 209, 317, 353, 355, 378, 384.
 *Malauger 52. Voir Dommenget.
 *Malberna (François) 353.
 *Malbernac 93 n., 223, 378. Peut-être le même qu'un des homonymes.
 *Malbernac fils aîné 173, 178, 209, 219, 353.
 *Malbernac (Jacob) 133, 137, 138.
 *Malbernac jeune 333.
 *Malbernac (Luc) 219.
 Mallet du Pan 65 n. 8.
 *Maloget 110. Voir Dommenget.
 Mandavid 82.
 Manuel 215.
 *Marais - Chalvet 6, 69, 70, 384. Voir Chalvet.
 *Maran 100.
 Marans 381 et n. 2.
 Marat 34, 35, 210 n., 215, 239, 243 et n. 1 et 5, 244 et n. 5 et 6, 246 et n. 2, 255 n. 2 et 3, 263, 295, 315, 318 n. 2, 321, 326.
 *Marchand (J.) 157, 174, 209.
 Marché (rue du) 48, 124.
 *Marché (Jean) 118.

- *Marchet (Pierre) 340. Est distinct du suivant.
- *Marchet fils (Pierre) 17, 58, 93., 159 n. 1, 173, 186, 206, 209, 218 n. 4 à 225, 227, 232, 234, 235, 238, 239, 241 à 243, 245 à 247, 249, 250, 251, 257, 259, 274 n., 275, 276, 278, 287, 292, 297, 306, 311, 313, 326, 329, 333, 334, 340, 384.
- *Marchet cadet 137, 138.
- *Marchet père 194 n. 4, 219, 226, 269, 274, 289, 296, 297, 307, 310, 333, 334.
- Marchet (citoyenne) 322.
- Marennès 23, 333.
- Mareuil 4.
- Marie-Antoinette 35, 212, 302 et n. 4.
- *Marionet (Jean) 301, 309, 314.
- Marlet 23, 165.
- *Marnier 340.
- Marsan 337.
- Marseille 23, 164, 233 et n. 5, 238 n. 2, 248, 255 n. 3.
- *Martial 113, 226.
- *Martin 58, 77, 78, 93 n., 178, 333, 378. Sans doute le même qu'un des suivants.
- *Martin (ingénieur) 70 et n. 4, 75, 83, 108, 110, 292, 295 302, 311 n. 2, 317, 318, 340.
- *Martin (invalide) 218, 222.
- *Martin (gendarme) 157.
- *Martin (serrurier) 363.
- *Martin (Jean) 127.
- *Martin (orfèvre) 57, 281.
- Martin (citoyenne) 308.
- *Martis (Jean), notaire 101.
- *Martis (Jean), secrétaire 101.
- Martis (curé) 91 n. 1, 96 n. 2.
- Marty (citoyenne) 291, 295.
- *Marvié 157. Sans doute le même que le suivant.
- *Marvier 202, 209, 219, 298, 333, 334, 391.
- Marville 305 n. 3.
- *Massé 209. Sans doute un des suivants.
- *Massé père 157, 194 n. 4, 206, 384.
- *Massé aîné 157, 178, 194, 206, 209, 219, 274.
- Massé (citoyenne) 294, 308.
- Massé (général) 235 n. 3.
- *Masseron 83, 89, 93 n., 94, 153, 157, 170, 189, 206, 209, 219, 238, 280, 311, 378, 384.
- *Masseron fils 76, 77.
- *Massillac - Géraud 331. Voir Géraud-Marcillac.
- *Mathias 360, 384. Sans doute le même qu'un des suivants.
- *Mathias père 157, 159, 163.
- *Mathias aîné 378.
- *Mathias (de Lanquais) 93, 95.
- Mathieu (Père) 39, 93 et n. 1, 99.
- Mathieu (député) 32, 34, 262 et n. 2.
- Maurens 4, 94, 96, 180, 371.
- *Mauri 94, 95, 286.
- Mauriel (Jean) 354 et n. 1.
- *Mausier 115.
- Maviéras 372.
- Mayence 214, 272 et n. 2, 352.
- *Mazère 206, 333, 340, 382.
- *Mazet 118, 122.
- *Mazière 219.
- Mazière fils 395.
- Melun 23, 87.
- *Menier 74, 76, 81, 83.
- Mercadil (le) 78 et n. 3, 88.
- *Mercier 81, 83, 96, 124, 137, 145, 150, 157, 170, 171 n. 4, 173 à 176, 178, 180, 184, 186, 197, 206, 289, 294, 298, 300, 305 n. 3, 317, 334, 384, 391.
- *Mercier (tisserand) 80.
- *Mercier fils 289.
- Mercier (journaliste) 22, 65 et n. 7, 73 et n. 5, 74, 75, 78, 82, 87, 96, 98, 132 n. 6, 138, 143, 146.
- Mercure de France 65 et n. 8.
- Mercure universel 97.
- *Mergier 43, 44, 64, 67, 98, 128, 133, 136, 145, 149, 162, 177, 190 n. 2, 204 à 206, 238 et n. 5, 239 et n. 4, 251, 353, 354 et n. 1, 355.
- *Méric 378.
- Merlin (de Douai) 210 n., 381.
- *Méry 150, 206, 209.
- Méryan 319.
- *Mesclap 6, 72, 75, 229, 340, 378, 385, 389 n. 1.
- Mesge 109, 110.
- *Meslon 6, 147, 178, 280, 340.
- Mesmer 5.
- *Mestre 78, 128, 135, 171, 175. Sans doute un des suivants.
- *Mestre (des Farcies) 6, 70 et n. 3, 72, 74, 209.
- *Mestre père 96, 113, 127, 136, 171.
- *Mestre fils 126. Voir Roly-Mestre.
- Metz 23, 116, 129, 138, 141, 163, 167 et n. 1, 248 et n. 3.
- Meuse 23.
- *Meynardie 334, 340.
- *Meynardie (de Naillac) 309.
- Meynardie jeune 6.
- *Meynardie (Pierre) 329.
- *Meyra 204.
- Mèze (citoyenne) 130.
- *Mezure 338.
- *Michaud - Varrailhon (ou Varrailhon) 69, 72.
- *Michelet 6, 94, 95, 184.
- Milhaud 266.
- Millau 23, 245.
- Mirabeau 9, 13, 33, 41, 106, 108

- n. 1, 119 et n. 4, 146 et n. 4,
152 et n. 2, 178, 192 et n. 2,
330 et n. 8.
- *Misaubin 172 189.
- Miséricorde* 198.
- *Missègue 136, 382, 383.
- *Missègue (Jean) 309.
- Missègue, bonnetier 330.
- Moine 108, 110. Voir Moyniès.
- Moissac 23, 114 et n. 5.
- Molinié 372.
- Monbazillac* 133, 149.
- *Monbouché ou Monboucher 187,
188, 206, 341.
- Monbrun 280 n. 4.
- Monestier 346.
- Monflanquin* 23, 186.
- Monge 232 et n. 3, 233 et n. 5, 247
n. 2.
- Monpazier* 4.
- Monpont* 4, 23, 116, 255, 369.
- Mons* 7, 234 et n. 3.
- Monségur* 23, 368 et n. 3 et 4.
- *Montagnac (Jean) 249.
- Montagnac (Pierre) 251.
- Montagnac* 4, 24, 38, 40, 90 n. 4,
149, 155 et n. 4, 165, 166 n. 3,
167, 371 n. 3.
- Montagrier* 4.
- Montauban* 46, 199, 202, 234.
- Montaut-Biran 127 et n. 3. Voir
Biran.
- Monteil (de la Mouline) 6.
- Monteil 82 n. 6, 94.
- *Monteil 197, 336.
- Montesquiou 214, 215, 356.
- *Montet 302.
- Montet (citoyenne) 288.
- Montignac* 4, 375.
- Montpellier* 159.
- Morbihan* 23.
- *Morel 230.
- Moreton 116 n. 1, 174, 183.
- Morlaix* 174.
- *Mortès 112.
- *Morvant 52, 73.
- Mouillefer 395 n. 5.
- Moulaud 371.
- Mouleydier* 4, 23, 42, 86, 88, 93,
95, 100, 211 n., 218 et n. 4,
226 n. 2.
- *Moulinier 43, 136, 196. Sans
doute un des suivants.
- *Moulinier aîné 137, 138.
- *Moulinier jeune 206.
- *Moulinier (François) 134.
- *Moulinier (Etienne) 137, 138.
- Moulins* 23, 271.
- Moulon 167.
- *Mounet 43, 93 n., 206, 209, 302,
391. Sans doute l'un des sui-
vants.
- *Mounet fils 94, 96, 103, 303, 333,
340.
- *Mounet fils (Bertrand) 186.
- *Mounet (fils de la veuve) 287, 294.
- *Mounet jeune (Elie) 76, 219.
- *Mounet jeune 93 n., 206, 378, 396.
- *Mounet (Paul) 109, 148 et n. 2,
157, 395 n. 5.
- *Mounet jeune (Paul) 209.
- *Mounet (Elie-Paul) 80.
- *Mounet (citoyenne) 14, 289, 308,
330.
- *Mounet (gendarme) 210 n., 223.
- *Mouret (J.) 52.
- Mouret (citoyenne) 308.
- *Mourgue-Fonestable 100, 102.
- *Moynies 93 n., 108 n. 6. Voir
Moine et le suivant.
- *Moyniès ou Moynier fils 81, 83,
87, 89, 378.
- *Munier 146, 149, 161.
- *Murat 126, 132 et n. 7.
- *Murat aîné 334.
- Muret* 152 et n. 3.
- Mussidan* 4, 23, 48, 68, 147, 369
et n. 1 et 2, 372.
- *My 113.
- Nadaillac* 4.
- *Nadal (vicaire) 38, 256.
- Nancy* 23, 197 n. 3, 302 et n. 2.
- Nantes* 23, 254, 351 n. 1.
- Narbonne* 202, 210.
- *Nassier 209.
- Neuvic* 4.
- Nice* 214.
- Nicolle 148.
- *Nicolle 168.
- Nîmes* 23, 95, 96, 209 n. 1.
- *Niolle 17, 52, 56, 61, 64, 70, 78,
78, 81, 170, 175, 182, 188,
191, 194 n. 3, 206, 304, 338,
340.
- Niort* 23, 154, 254.
- *Noël 173, 174, 191, 209, 219, 222
à 224, 229, 317, 353, 355, 378,
391.
- Nontron* 4, 42, 151, 233 et n. 1.
- *Nossiet 186.
- *Nouhaille 131.
- *Olivier 56, 69, 73, 125, 145, 161,
196, 355.
- Oré 37, 87.
- Orléans* 23, 154, 159, 162, 164, 171.
- Orléans (famille des) 373.
- *Ousti 174, 209, 226.
- *Pabon-Lajuneste 197, 198.
- Pachary 383, 395 n. 5.
- *Pacher 6, 43, 194 n. 4, 378, 384.
- *Pacher fils aîné 96, 100.
- *Pacher (Elie) 209, 228 et n. 1.
- *Pacher (L.) 206, 209, 219, 384.
- Paganel 33, 292, 276.
- Pampelune* 296.
- *Pancaud 209, 353, 355, 378.
- Panis 210 n.
- Paouly (citoyenne) 290, 308.
- Papion 97.
- *Parade 60, 68, 70.

- Parfaite Harmonie (La) 8.
 *Paris (Jean) 17, 93 n., 264, 298, 378, 384.
 Paris (citoyenne) 13, 230.
 Paris 8, 20, 22, 23, 32, 40, 45, 62 et n. 2, 63, 66 et n. 5, 74, 79, 80, 83 à 85, 87, 88, 95, 96, 101, 115, 116, 119, 126, 129, 141, 143, 146, 149, 152, 154, 155, 159, 162, 164 à 168 et n. 1, 170 n. 5, 171, 177, 182, 183, 190, 193 à 195, 211 n., 212 n. 1, 215, 216, 231, 232, 235 n. 3, 236, 238 n. 3, 239, 243 n. 3, 247, 248 n. 2, 253 et n. 3 et 4, 256 n., 257, 260, 261, 265, 266, 269, 279, 284 n. 3, 286, 296 et n. 1, 318 et n. 5, 324, 325, 340 n. 4, 342 à 345 n. 2, 362, 365 et n. 3, 366 et n. 2, 368, 374.
 *Paris-Troqueron 60, 88, 157, 174, 178, 182, 209.
 Parre 89.
 *Pasqual 21, 52, 57, 67, 68, 76, 87, 93 n., 96, 101, 110, 157, 209, 219, 226, 231, 235 n. 2, 236, 242, 246, 250, 256, 298, 300, 305 n. 3, 310 à 312, 333, 359, 361 à 363, 392.
 *Pasqual jeune 107.
 Paty 126, 130 et n. 6.
 *Paufapé 178, 209, 243.
 *Pauly 60, 67, 209, 212. Sans doute un des suivants.
 *Pauly fils 78, 93 n., 177.
 *Pauly aîné (Pierre) 157, 169, 174, 178.
 *Pauly jeune (Pierre) 173.
 *Pauly La Trufière ou Latrufière 93 n., 157, 378. Sans doute un des suivants.
 *Pauly de La Trufière père 88, 89, 90.
 *Pauly de La Trufière fils 88, 89, 90.
 Pauly Latrufière fils aîné 395 n. 5.
 Pauly Latrufière fils second 395 n. 5.
 Paussac 4.
 Pécany 6. Voir Courssou.
 *Pech 148.
 *Péjoursan 114, 267.
 *Péjoursan, dit Flouras 337.
 Pelet 383.
 *Pélicier 168.
 Pellet-Biran. Voir Biran.
 Pellissier (député) 33, 35, 342 n. 2, 361 et n. 1, 372, 394.
 Pelou (citoyenne) 308.
 *Peloux 209, 333, 340.
 *Peloux fils 246, 250, 342.
 Penon ou Penot 298, 362.
 *Perdou (Etienne) 136.
 *Périer ou Périer-Fournier 108, 109, 157, 164, 237 n. 3, 313, 384.
 Père Duchêne (Le) 21, 231.
 Périgord 31, 63 n. 1, 75 n. 2.
 Périgieux 4, 9, 20, 22, 24, 25, 37, 42, 48, 53, 59, 62, 66 n. 4, 75, 82, 98, 107, 116, 117, 124, 133, 136 n. 2, 142, 147, 148 et n., 151, 163, 164, 168 et n. 4, 169, 172, 173 n. 1, 175 n. 1, 232 et n. 2 et 5, 233, 236 n. 4, 237 n. 3, 238 à 240, 251, 252, 256, 259 et n. 4, 274, 276, 281 et n. 4, 282, 284 et n. 4, 315 et n. 5, 316, 318 et n. 1, 319 et n. 2 et 4, 325, 326, 329, 335 n. 4, 341 et n. 3, 342 et n. 2, 343 et n. 2, 349 et n. 5, 353, 381, 389, 396.
 *Pérot 115. Voir Perrot.
 Perpignan 23, 101, 210 n., 242, 298.
 *Perrié-Dussumier 3, 17, 109, 111, 131, 132, 143, 146, 151 n. 4, 157, 163 à 170, 172 à 175 et n., 176 et n. 1, 182 à 184 n. 2, 186 et n. 4, 187, 188, 190, 191, 196, 203 n. 4, 331, 391, 395 n. 5, 396.
 *Perrot (Léonard) 114. Voir Pérot.
 *Person 195.
 Pétion 163, 166, 174 et n. 5, 178, 190, 212.
 *Petit 69. Sans doute un des suivants.
 *Petit (serrurier) 282.
 *Petit (J.) 52, 206, 209, 219, 333, 340.
 *Petit (Pierre) 292.
 *Petit (Pierre) 335. Autre que le précédent.
 Petit (citoyennes) 290, 308.
 *Peyrac 109.
 *Peyre 96, 100.
 *Peyroni ou Peyronni 6, 197, 206, 303.
 *Peyrouneix 157.
 Peyvieux (prêtre) 127 et n. 1, 136 n. 2, 137 n. 1.
 *Peyvieux (homme de loi) 46, 77, 98 et n. 3, 128.
 *Peytavid 187.
 *Philbert fils 70, 75, 93 n., 178, 206.
 *Philippe 140, 161.
 *Picard (perruquier) 289, 294.
 Picard (sergent-major) 144 n. 4.
 *Piché 72, 75.
 Pichegru 394.
 Pictora (curé) 38, 155.
 Piégut 4.
 Pieyre 116 n. 1.
 *Pigeard 122, 143, 157, 238.
 Pignié 6. Voir Pinet du Pignié.
 *Pinet aîné (conventionnel) 2, 17 à 19, 30 à 34, 39, 45, 67, 70,

- 76 à 79 n. 4, 80, 81, 85, 89 à 100 n. 4, 102, 121, 122, 124, 130, 131 n. 3, 165, 169, 170, 198 et n. 2, 203 et n. 1, 204 et n. 4, 210 et n. 1 et 2 à 212 et n., 213 à 215, 216 et n. 2, 217 et n. 2, 218, 220 et n. 4, 223 et n. 1, 224 et n. 2, 225 et n. 5 et 6 à 227 et n. 3, 228 et n. 2, 230 et n. 1 et 3, 232 et n. 2 et 5, 234 et n. 1, 235 et n. 3, 237, 238 n. 3, 239 n. 3, 242, 243 et n. 1 et 3, 244 et n. 5 et 6, 246 et n. 2, 248 et n. 2, 250 et n. 3, 251 et n. 1, 253 et n. 1, 257 et n. 4, 259 et n. 2 et 4 à 261 et n. 1 et 6, 263 et n. 3, 5 et 6, 264 et n. 1 et 3, 265 et n. 3 et 4, 268 et n. 2, 269 et n. 1, 270 et n. 4 et 5, 273 et n. 2, 274 n. 1 et 2, 276, 277 et n. 3, 292, 318 et n. 2, 4 et 5, 319 n. 1, 320 et n. 8, 321 et n. 6 et 7, 322, 323 n. 1 et 2, 330, 346, 351, 353, 354, 373 et n. 2 et 3, 375 et n. 1, 384 n. 3, 387, 388.
- *Pinet-St-Nessans 6, 113, 213 n. 1, 223.
- Pinet (de Gardonne) 6.
- Pinet (adj. général) 313, 317 et n. 1, 322, 323 n. 1 et 2.
- *Pinet (ancien colonel) 330, 340.
- *Pinet (du Pignié ou Pinié) 6, 336, 337.
- *Pinet (du Séran) 6, 336, 337.
- *Piol 209.
- *Piot 128, 194 n. 4, 199, 311 n. 5.
- Pipaud 31, 252 n. 1, 259 n. 2, 261 n. 4, 263 et n. 4, 273 et n. 2, 319 n. 4, 387.
- *Pitre-Desmartis 68, 69, 98, 286.
- *Pitre-Lafargue 153.
- Pitre-Massé 194 n. 4.
- Pitt 41, 145, 146, 251 n. 1, 268 n. 2.
- *Planteau 6, 93 n., 94, 234, 250, 272, 353, 355, 378, 384. Sans doute un des suivants.
- *Planteau cadet 17, 78, 81, 88, 249, 264, 267, 274, 341.
- *Planteau fils 81.
- *Planteau fils aîné 93 n.
- *Planteau sœurs 308.
- *Planteau (de Brousse) 209.
- *Planteau-Laubanie 76, 90, 91, 93 n., 120.
- Planteau (de la Tour) aîné 6.
- Planteau (de la Tour) jeune 6.
- *Planteau-Lestenaque 6, 333, 340, 345 n. 1, 353, 355.
- *Planteau-Lestenaque fils 57, 58, 74, 76, 94, 353, 355.
- *Plasias 87, 88. Peut-être le même que le suivant.
- *Plaziac 93 n., 157, 178.
- Poitiers* 23, 163, 164, 180, 182, 202, 210 n., 248 n. 2, 352 et n. 1.
- *Pontard (évêque) 31, 32, 37, 38, 107, 113, 117 et n. 2, 154, 155 à 157, 169, 170, 173, 186.
- *Ponterie ou Ponterie-Escot 18, 27, 30, 32, 58 et n. 5, 63, 64 n. 1, 67 et n. 8, 68 et n. 3, 70, 71 et n. 1, 76, 77, 93 n., 101, 108, 123, 159 n. 1, 178, 214, 269, 280, 287, 289, 300, 325 et n. 3, 326, 327, 328, 329 et n. 1, 338 et n. 4, 384, 385, 392.
- *Ponterie jeune 81, 89, 164.
- Ponterie-Escot (citoyenne) 285 n. 5.
- *Ponterie-Séjournas 70, 75, 100, 101 n. 2, 144. Voir Séjournas.
- Pontoise* 23, 197.
- Pont-St-Jean (route du)* 20.
- Port-Louis* 23, 155 et n. 3.
- Port-Vendres* 356.
- Postillon 100.
- Potiron 58. Voir Boutiron.
- *Pouget (Pierre) 206.
- *Poujet (Joseph) 206.
- Poujet 362. Peut-être le même que le précédent.
- *Poumeau 6, 98, 331.
- *Poumeau fils 94, 96.
- Poussou (citoyenne) 119, 120, 306, 308.
- *Poussou 206, 338, 384. Sans doute un des suivants.
- *Poussou aîné 60.
- *Poussou (Honoré) 52.
- *Poussou (L.) 206.
- *Poussou père 267.
- *Pouveau ou Pouverot 145, 298, 304, 320.
- *Pradine 326. Sans doute un des suivants.
- *Pradine jeune 294, 306.
- *Pradine fils (Jean) 309.
- Pressignac* 38.
- *Prévot 4, 55, 88, 209, 384.
- *Prévot (Jacques) 307.
- Price 13, 41, 119, 123 n. 2.
- Priestley (Dr) 179 et n. 2.
- Prignonrieux* 251.
- Prunis 389.
- *Pugens 194 n. 4, 378.
- *Pugeol 140, 150, 226.
- *Pugeol 43, 194 n. 4, 206, 209, 219, 270, 274, 278, 288 n. 1, 298, 311, 320, 322, 331, 355, 378, 394 et n. 3.
- *Pujol (Louis) fils aîné 209.
- *Pujol (Paul) 310, 313.
- *Puymartin 93 n., 94, 107, 119, 134, 147, 150, 182, 236, 284 et n. 3, 395 n. 5. Peut-être un des suivants.
- *Puymartin père 72, 75, 169.

*Puymartin fils 17, 157, 178, 189, 190, 206.
 Puynesse 59 n. 1.
 *Quercy 52, 209. Voir Tournié.
 Queyrou 247.
 Queyssac 38, 128.
 *Raba 333, 335, 336.
 *Rabier fils aîné 87, 88, 90, 185.
 *Rabier jeune 133.
 Rabaut-St-Etienne 170.
 Radoubin-sans-culotte(hymne) 284.
 *Rambaud 17, 6, 3, 69, 72, 76, 81, 87, 92 n. 1, 95, 206, 209, 277, 280, 328, 333, 340, 353, 378, 384. Sans doute le même qu'un des suivants.
 *Rambaud (administrateur) 227, 325.
 *Rambaud jeune 283, 311.
 *Rambaud (de Lanquais) 81, 83.
 *Rambaud (G.) 274, 275.
 *Rambaud (L.) 333, 340.
 Ramefort (curé) 40, 165.
 Ramond (citoyenne) 308.
 *Ramond-Dagon 68. Voir Dagou.
 *Ramus Eyma 267. Voir Eyma.
 *Raymond 187, 188, 209, 294, 326, 395 n. 5. Voir Reymond.
 *Raynaud 110, 206. Sans doute le même que Reynaud.
Razac d'Eymet 67 et n. 1.
 *Reclaud ou Reclaux 69, 70, 87, 93 n., 157, 159, 178, 206, 280 et n. 4, 300 n. 1, 302 n. 5, 328, 340, 363, 384.
 *Reclus 52, 64, 66, 78, 89, 169, 236. Sans doute un des suivants.
 *Reclus aîné 57, 58, 72, 74, 75 n. 2, 76, 77 n. 4, 79, 91, 93 n., 129, 178.
 *Reclus cadet 157.
 *Reclus jeune 204.
 *Reclus (P.) 333, 340.
 Récollets 8, 12, 39, 92 n. 3, 99, 102 n. 5, 119, 192.
Redon 153.
 Redoute (salle de la) 73 et n. 3, 76, 81, 82, 85 n. 8.
 *Regnard 360.
Reims 23, 193.
Rennes 23, 160 et n. 5, 191, 193 et n. 2, 201, 240 et n. 7, 245, 271, 282.
 *Repassein ou Repassin 43, 94, 114, 140, 157, 162, 206. Sans doute un des suivants.
 *Repassein père 333, 340.
 *Repassein fils 301, 331, 333, 340.
 *Repassein (P.) 206.
 *Repassin neveu 109, 150, 161.
 Repassin (citoyenne) 14, 291, 327.
 Républicain (Le) 22, 252 et n. 3, 255, 268, 269, 270, 281.

Résumé des Amis de la Constitution (journal) 82.
 *Rey 209, 384.
 *Rey fils 333, 340, 362.
 *Reymond 96, 98, 101, 136, 142. Voir Raymond.
 *Reynaud (beau-père de Pellissier) 361, 362.
 *Reynaud 31, 52, 57, 68, 93 n., 136, 170, 171 n. 4, 175 à 177, 180, 182, 190, 203, 209, 226, 233, 246, 250, 264, 267, 274, 288, 289, 297, 300, 305, 309, 310, 311 n. 5, 312, 334, 391, 394. Voir Raynaud et le suivant.
 *Reyneaud 174.
 *Reynié 305.
Ribagnac 149.
Ribérac 4, 338.
 *Riboulet 209.
 *Riboulet aîné 206, 209, 219.
 *Riboulet ou Riboullet (citoyennes) 256, 305, 308.
 Richard aîné 211 n.
 Richard (citoyenne) 295.
 Rieu de Maynadier (du) 91 n. 2.
Riom 23, 211 n.
 *Riverot 363.
 Rivière 375.
 *Rivière (de St-George) 137, 138.
 *Robert 157, 207, 274, 288 n. 1, 301, 305 n. 3, 333, 353, 378.
 Robespierre 118 et n. 1, 178, 179 et n. 3, 201, 210 n., 215, 255 n. 2 et 3, 365, 367 n. 4, 373, 382.
 Robin 382.
 Rochambeau 116 n. 1, 201 n. 1.
 *Roche 278, 283, 284, 378.
Rocheftort 23, 43, 123, 211 n., 219, 318 et n. 5, 319 et n. 1, 341 n. 4, 350, 351, 359.
 *Rocheftort 186, 207.
 *Rocher 93 n.
 Rochery (curé) 179.
 *Rochon 303, 306, 314.
Rodez 211 n.
 Roederer 183.
 Roland 210 n., 211 n., 212 n., 233 et n. 5, 257.
 *Rolland 69, 124, 272, 277, 278, 285, 292, 341, 353, 363. Sans doute un des suivants.
 *Rolland jeune 17, 52, 56 à 58, 60, 65 à 67, 69, 70, 74, 83, 85, 87, 90, 93 n., 96, 98, 100, 110, 113, 114, 140, 144, 161, 169, 177, 187, 190, 194 n. 3, 205, 207, 209, 219, 226, 227, 229, 234, 238, 248, 253, 258, 271, 274, 283, 289 à 291, 293 à 295, 297, 299, 301, 302, 305 à 307, 309 à 313, 315 à 331, 333, 343 n. 2, 363 n. 3, 375, 386, 388, 392, 393.

- *Rolland aîné 60, 64, 65, 68, 89, 90, 178, 188, 209, 219, 226, 267, 298, 333, 340.
- *Roly-Mestre 73, 76, 190 n. 2. Voir Mestre.
- *Romagière père 289.
- *Romagière fils 289.
- Romans* 23, 166 et n. 2, 167.
- Romme 33, 371.
- *Rooy jeune 309, 313.
- Rooy fils 391.
- *Roque 157, 378.
- *Roque jeune 179, 219.
- *Rosier-Perrière 100, 102.
- *Rossignol 292.
- *Rouchon 137, 138, 250, 333, 334, 340. Sans doute un des suivants.
- *Rouchon aîné 139, 274, 311 n. 5.
- *Rouchon (Joseph) 378, 395 n. 5.
- *Rouchon jeune 137, 138, 139.
- *Rouchon - Vormeselle 134. Voir Vormeselle.
- *Rouchoux ou Rouchouze 146, 157
- *Roucou 17, 182.
- *Roucou fils 157, 173, 186, 194 n. 4, 209 n. 1.
- Rouen* 23, 148, 159.
- Rouet-Viessu 382.
- Rouleau. Voir Brugère.
- *Rouquette 52, 157, 207.
- Rousseau (J.-J.) 72, 272.
- *Rousseille 173, 209, 219.
- Roussi 395 n. 5.
- *Roussignol 219.
- *Roussouvi 148.
- Roussouze 280.
- Roustant 395 n. 5.
- *Roux 113, 169 n. 5, 171 et n. 4, 172, 173 n. 1, 175, 378.
- *Roux (Aimeri) 111.
- Roux - Fazillac 33, 43, 170, 320, 334, 335 et n. 5, 342, 343 et n. 2, 394.
- Royer 265.
- Rubaud 384.
- Russel* 90, 94, 96. Voir Galina de Russel.
- *Sainbris 87, 311.
- *Sainbris fils 330.
- *Sainbris-Valeton ou Valleton 6, 93 n., 353, 355, 378. Voir Valleton-Sainbris.
- *Saindoux 172.
- Saint-Agne* ou *Saint-Aigne* 193, 362, 391 n.
- St-Amand-de-Boisse* 36, 78, 81, 84, 85, 93 n.
- St-André 237, 239. Voir Jeanbon.
- St-Antoine 4.
- St-Astier 4.
- *St-Aulaire 144, 148, 167, 177, 178.
- St-Anlaye 4.
- St-Avit 96 et n. 2.
- *St-Avit 109, 111.
- St-Capraise* 43, 233.
- *Ste-Croix 119, 305 et n. 3, 384, 394. Voir Chanceaulme de Ste-Croix.
- Ste-Croix fils aîné 395.
- St-Cyprien 4.
- St-Denis 23, 40, 155, 319.
- Ste-Elme 376.
- *St-Eloi 144, 148.
- St-Esprit 8, 311 et 313 n. 7.
- St-Etienne 23, 132, 163.
- *St-Félix (Gontier de). Voir Gontier.
- *Ste-Foi ou Ste-Foy 157, 186, 207, 209, 219, 274, 294.
- Ste-Foy (citoyenne) 308.
- Ste-Foy* 23, 24, 37, 38, 45, 59, 66 et n. 7, 80 et n. 2, 81, 91 et n. 1, 92, 96, 106 n. 3, 126 et n. 6, 141, 144, 145 et n. 4, 152, 168 et n. 2, 183, 199, 204 n. 3, 205, 258 n. 4, 281, 286, 288 et n. 2, 290, 293, 295, 325 à 327, 344, 345 n. 1, 363, 365 n. 3, 366.
- St-Geniès 4.
- *St-Georges-Thenac 203. Voir Thénac.
- St-Germain-de-Pontroumieu 122 et n. 4.
- St-Gleyrac 4. Voir Singleyrac.
- St-Jacques (église) 12, 35, 40, 82 n. 6, 91 n. 2.
- St-Jean-de-Vergt 150.
- St-Jean-d'Eyraud 188 et n. 1.
- St-Laurent 4, 30, 39, 112, 128, 140
- St-Maixent 37, 87.
- St-Malo 23, 269.
- St-Marcellin 23, 164.
- *St-Marc 144.
- *St-Martin 6, 110, 112, 130, 131, 151, 157, 159, 337, 375, 378, 384.
- St-Martin (citoyennes) 341.
- St-Martin 38, 90.
- St-Mayme 39, 150.
- Ste-Menehould 23, 144, 147.
- St-Nessans ou St-Nexant 6, 224. Voir Pinet-Saint-Nessans.
- St-Orse 4.
- St-Pardoux 131 et n. 3.
- St-Pierre-d'Eyraud 188 et n. 1, 286.
- St-Privat-des-Près 4.
- St-Quentin 23, 39, 89, 255 n. 6.
- Ste-Radegonde 38, 144.
- St-Sauveur 37, 44, 85, 232.
- St-Sébastien 375.
- St-Vincent-de-Connezac 4.
- Saintes 23, 211 n.
- Salignac 4.
- *Sans 137, 138.
- *Sargenton 6, 69.
- *Sargenton jeune 157, 331.
- Sarlal* 4, 23, 39, 80, 89, 99, 114, 125, 288.

- Sarliac* 4.
*Sarrette 17, 31, 52, 55, 59, 60, 65, 68, 81, 82, 84, 85, 87, 88, 89, 91, 92, 93 n., 94, 101, 130, 159, 176, 178, 207, 219, 264, 266, 268, 272, 274, 298, 311 n. 4, 323, 340.
Sarrette fils 14, 317.
Sarrette (citoyenne) 308.
Saussignac 4.
*Sautet 93 et n., 100, 102, 157, 224 n. 1, 361, 392.
*Sauvage 118, 207.
Saverne 317.
*Second 125.
Sedan 213.
*Segonza 147.
Séjour 242.
Séjour (J.-J.) 181.
*Séjournas 31, 93 n., 109, 114, 157, 159 n. 1, 165, 178, 180, 207, 269, 274, 277 et n. 4, 280, 289, 359, 362, 375, 378. Voir Ponterie-Séjournas.
*Sélérrier 158.
Semonville 241 et n. 1.
*Sénécal (Le) 152, 162.
Sépet 231.
Sermaise 183.
*Serre (Bd) 6, 52, 93 n., 207, 353, 355.
*Serre jeune 146, 212.
Servan 212 n., 246.
*Servenier 118.
Servenier ou Serventier (de Lembras) 364, 369.
Séverac 245.
Sicard 74, 75 et n. 3, 76 n.
*Siegaud 219.
Sigala (citoyenne) 294, 308.
Sigoulès 4, 21, 23, 24, 221, 325.
Sillery (de) 167.
*Simian dit Bambolle 289, 294.
*Simonet ou Simounet (procureur) 98, 100.
*Simounet 75, 93 n., 102, 209, 353, 378.
*Simounet aîné 207, 378, 384.
*Simounet jeune 52, 207, 209.
*Simounet (notaire) 70, 75, 207, 249.
Simounet (citoyenne) 249, 250, 308.
Singleyrac 4, 38, 150, 151.
*Sire 57.
Sirey (vicaire) 241.
Société de l'Espérance de la Patrie 159.
Société de la Révolution (de Londres) 119 et n. 3, 123 et n. 2, 132.
Soissons 213.
*Sonelé Voir Sounalet.
Sorbier (de Jaure) 6.
Sorèze 23, 166, 358. —
Soubirou 128.
Soulas 64 n. 4.
*Sounalet ou Sonelé 52, 93 n., 206, 219, 353, 355, 384.
Spire 214.
Stanhope 99.
Stenay 23, 182 et n. 3.
Stéphane 384.
Strasbourg 132, 167, 186, 195, 204, 210 n., 211 n., 228 et n. 5, 229, 234, 251, 345 n. 2.
Suisse 288 n. 1.
Surveillants zélés de la Constitution 23, 177 et n. 5, 184 et n. 4, 204.
Tableau de la Révolution française 165.
Tailhandier 395 n. 5.
Taillefer 31, 33, 169, 322 et n. 3, 328 et n. 1.
Tallien 19, 32, 49, 276, 277 et n. 3, 282 et n. 1, 290, 292, 295, 365 et n. 6.
*Tamarelle 6, 159 n. 1, 178, 234, 384. Sans doute un des suivants.
*Tamarelle jeune 219.
*Tamarelle aîné 219.
*Tanchon 69, 72, 119, 384.
Tanson (abbé) 40, 175 et n. 2.
Tardot 237 n. 3.
Tarn 23.
*Taurel 322, 333.
*Tauzély 207.
Taverte (citoyenne) 308.
*Teixandier (du Bourg) 361. Voir Texandier et Teyssandier.
*Terme 118, 122.
Terrasson 4, 23, 109, 111 n. 5, 153.
*Terrible 157, 207, 209.
Teulet 75. Voir Lanauve.
*Texandier 52, 209. Voir Teixandier et Teyssandier.
*Texandier (M.) 209. Distinct du précédent.
Texier (Jean-Jacques) 6, 364, 369. Voir Teysié.
Texier fils 382.
Texier (citoyenne) 308, 382, 383.
*Teysié (P.) 209. Voir Texier.
*Teyssandier 289, 311 n. 5. Voir Teixandier et Texandier.
*Teyssandier (citoyenne) 256.
*Teyssandier fils 289, 294.
Teyssier (citoyenne) 290. Voir Texier.
*Thelein 340.
*Thénac cadet 96, 100.
*Thénac aîné 99. Voir St-Georges-Thenac.
Thenon 4, 23.
Thenure cadet 340.
Thionville 44, 281.
Thiviers 4.

- *Thomas 285, 294, 302, 333, 340, 355, 384.
- *Thomas fils 285, 353.
- Thomas (François) 166.
- Thomasson (grenadier) 288 n. 1.
- *Tiénau 140. Voir Bauze.
- *Tiénot 310. Voir Beaugès.
- Tiersot 284 n. 5.
- *Tilhet 209, 243, 289, 301, 305 et n. 3, 307, 311, 340.
- *Tilhet aîné 209.
- *Tilhet fils 289.
- *Tiolier 362 et n. 1, 378.
- Tocane 4.
- Tonneins 210 n., 368.
- Tonnerre 23, 245 et n. 5.
- Toulon 23, 21. 129 et n. 3, 132, 140 et n. 6, 159, 211 n., 344, 376.
- Toulouse 23, 107, 146, 152, 160 et n. 3, 162, 164, 166, 167, 180, 190, 193, 209 n. 1, 210 n., 211 n., 231, 244, 246, 248, 252, 254 et n. 5, 256, 257, 285.
- Tournai 232 n. 2.
- Tourneux 65 n. 8, 79 n. 1.
- *Tournié 52, 209. Voir Quercy.
- Tours 23, 159, 166, 194.
- Toutifaud 94, 98.
- Treilhard 32, 34, 45, 262 et n. 2, 380.
- Tressac ou Tressat (veuve) 67, 382, 383.
- *Tressat-Larmandie 67, 68, 383.
- Tripot 167.
- *Trois dit Laroze 303, 335.
- Tronchet 215.
- *Troquereau 52. Voir Paris-Troquereau.
- Troyes 23, 243 et n. 2.
- *Truifière (La) Voir Pauly-La Truifière.
- Tulle 23, 96, 119, 159, 163, 194, 195.
- *Vacher (L.) 157.
- *Valade (Pierre) 100.
- Valade 363.
- Valeton 6, 383. Sans doute le même qu'un des homonymes.
- *Valeton fils (de Mouleydier) 93, 95.
- *Valette (Jean) 310, 337.
- Valette 4.
- *Vallet (François) 226.
- *Valleton 6, 338. Sans doute le même qu'un des homonymes.
- Valleton père 78, 81.
- *Valleton fils aîné 378.
- *Valleton de Boissière 5, 6, 53, 141 n. 5, 342 et n. 3. Voir Boissière.
- *Valleton - Sainbris 69, 72. Voir Sainbris-Valleton.
- *Vallombreuse père 146, 148, 222, 226 et n. 3, 231. Voir Heaulme-Vallombreuse.
- *Vallombreuse fils 146, 148.
- Valognes 24, 46, 167.
- Valtet 327.
- *Vanchon 207.
- Varennes 13, 23, 27, 33, 91 n. 3, 137 n. 2, 139 n. 4, 141, 147, 162.
- Varraillon 93 n. Voir Michaud.
- Vassal 382.
- Vassal cadet 382, 383.
- Vassal (Raoul) 383.
- *Vassal (de Lamonzie) 142, 149, 171 et n. 5, 175.
- *Vasseur 17, 55, 57, 60, 62, 65, 67, 77, 89, 91, 101, 124, 127 n. 1, 131, 150, 157, 178, 180, 181, 190, 191. Sans doute le même que Le Vasseur.
- Vélines 4.
- *Venencie (du contrôle) 96. Distinct du suivant.
- *Venencie 43, 60, 93 n., 157, 207, 209, 219. Sans doute un des suivants.
- *Venencie fils 57, 58, 100.
- *Venencie père 82, 87, 157, 224 n. 1, 396, 397.
- *Véranier (vicaire) 38, 223, 225.
- *Véray (J.) 353, 378.
- Verdun-sur-Meuse 23, 79, 84 n. 2, 268.
- Vergniaud 215, 244 n. 5, 332 n. 1, 373.
- *Vergniol 28, 43, 64 n. 4, 69, 70, 76, 77 et n. 4, 80, 93 n., 96 et n. 1, 98 n. 5, 158 n. 4, 347.
- *Vergnol 337.
- *Vergnol-Caussade 70, 75, 78. Voir Caussade.
- Verneilh 170, 212.
- Verniolle (Antoine) 137, 138.
- Versailles 23, 160 et n. 4, 163, 164, 166, 182, 210 n.
- Verteillac 4.
- Vevri 331.
- Veyrac 23, 316.
- *Veyri ou Veyry frères (l'un marchand, l'autre chapelier) 87, 91, 93 n., 96, 109, 177, 178, 191, 207, 209, 222, 255, 333, 340, 342, 355, 378, 384.
- *Veyry (coutelier) 336. Distinct des précédents.
- *Veyrye 353. Sans doute le même qu'un des homonymes.
- *Veyrine 43, 101 n. 2, 113, 157, 209, 256, 268, 276, 291, 333, 336, 340, 353, 355, 384, 391.
- *Veyrine (Elie) 194 n. 4.
- Veyrine (Pierre) 80, 226.
- *Veyrine aîné 209, 219, 299, 391.
- *Veyrine aîné (Pierre) 378.
- *Veyrine, chapelier 52, 307, 310, 325, 329.

- *Veyrine, tanneur 288 n. 1, 315 et n. 4, 149 n. 4, 164 et n. 1, 165, 180 et n. 3, 195, 335, 353.
et n. 5.
Veyrine (citoyenne) 256, 308.
Vézac 4.
Vidal (contrôleur) 80, 81.
Vidal (commissaire) 280.
*Vidal (receveur) 31, 336, 337.
*Videau 243, 246, 247.
*Vie 207.
*Vie fils aîné 137, 138.
*Vié (du Marché) 102.
Vienne 376.
*Viette 282 et n. 2, 283 et n. 3, 300, 359.
*Viger 31, 301.
Viger (négociant) 80, 81.
*Vigié 330.
*Vigier 52, 93 n., 391, 395 n. 5.
*Vigier (Jacques) 209.
*Vigier (P.) 52.
Vigier aîné 109, 111, 395 n. 5.
Vigier jeune 257, 395 n. 5.
*Vigier (de Malbec) 274.
*Vignal 93, 95, 136.
*Vignal de Malveyren 198.
*Vignial 207, 393.
Villamblard 4, 23, 24, 40, 48, 90
et n. 4, 149 n. 4, 164 et n. 1, 165, 180 et n. 3, 195, 335, 353.
Villar 116 n. 1.
*Villars 362.
*Villate-Lafontène 361.
Villate fils (poëlier) 395 n. 5.
*Villate 209, 288 n. 1, 333, 340, 353, 375, 378.
*Villatte (J.) 219, 355, 362, 363, 375, 378.
*Villatte (maçon) 335.
Villefranche-de-Longchapt 4, 23, 369.
Villefranche-du-Périgord 4.
Villevlongue 356.
Villeneuve-sur-Lot 23, 247, 289.
*Villepontoux 6, 27, 29, 74, 76, 93 n., 136, 151 n. 4, 206, 314.
*Villeréal 23, 227 n. 4, 243.
*Villeregny 138.
Vincent 233.
*Vormeselle 6, 133 et n. 4, 134 et n. 2 et 3, 137, 144, 202. Voir Rouchon-Vormeselle.
Vormeselle père 148.
Wissembourg 23, 167, 203.
Ysabeau 285 et n. 1, 295.
-

CORRECTIONS

- Page 6, ligne 11. Supprimer *Sargenton (de la Conne)*.
Page 17, ligne 44. Supprimer *Puymartin fils*.
Page 22, ligne 4. Lire *Annales patriotiques*.
Page 23, ligne 15. Lire *Agde*.
Page 23, ligne 39. Lire *129*.
Page 52, ligne 2. Supprimer la virgule après *Barthélemy*.
Page 106, lignes 12 et 13 de la note 3. Lire *tranquillité et magistrats*.
Page 117, ligne 17. Lire *il a été proposé*.
Page 205, ligne 3 de la note 2. Lire *écrits*.
Page 234, lignes 11 et 13 des notes. Lire (4) et (5).
Page 238, ligne 19. Supprimer la virgule après *Marchet*.
Page 249, en tête. Lire *12 mai 1793*.
Page 280, ligne 9. Lire *Carteaux*.
Page 284, ligne 2 des notes. Lire *vous envoie*.
Page 296, ligne 1 du texte et ligne 1 des notes. Lire *Cloots*.
Page 369, dernière ligne du texte. Après *Bergerac*, lire (6).
Page 372, ligne 20. Après *fraternité*, lire (4).
Page 375, dernière ligne du texte. Après *commissaires*, lire (5).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	1
Textes publiés, p. 1. — Mode de publication, p. 3. — Liste des Sociétés populaires de la Dordogne, p. 4. — La Société mesmérienne « L'Harmonie » de Bergerac, p. 5. — Les origines maçonniques de la Société populaire, p. 6. — Local de la Société, p. 8. — Son mobilier, p. 8. — Son règlement, heures de réunion (p. 10), assiduité des membres (p. 10), finances (p. 11), serment (p. 12), insignes (p. 13), enfants et femmes (p. 13), publicité des séances (p. 14), ordre du jour (p. 14), comités et commissions (p. 15), police de la salle (p. 16). — Nombre des clubistes, p. 16. — Bureau de la Société, p. 17. — Les dirigeants du club. Pierre Boyer, p. 18. — Evolution des mœurs bourgeoises vers la démocratie, p. 20. — Journaux reçus, p. 22. — Relations avec les autres Sociétés, p. 22. — Relations avec l'autre club bergeracois, p. 25. — Relations avec les autorités (p. 26). La Société et les administrations municipale (p. 27), districale (p. 29), départementale (p. 31), les députés du département (p. 31), les représentants en mission (p. 32). — La Société et la politique générale, p. 33. — Sa politique religieuse. Les assermentés (p. 36); les protestants (p. 39); les insermentés et les moines (p. 39); déchristianisation (p. 40). — La Société et la défense nationale, p. 41. — La Société et les subsistances, p. 44. — La Société et l'assistance publique, p. 45. — La Société et les intérêts locaux, p. 47.	
Les Actes de la Société populaire de Bergerac.....	51
Appendice	391
Carte de la Dordogne en l'an II (1).....	398
Table alphabétique des noms de personnes, d'institutions et de lieux	399
Corrections	424
Table des matières	425

Vu, le 30 octobre 1912,
Le doyen de la Faculté des lettres
de l'Université de Paris,
A. CROISSET.

Et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

(1) D'après l'*Atlas national de France*, Paris, chez Dumez... [et] Aubry..., l'an II de la République.

